

Université de Montréal

LA CULTURE POLITIQUE DES ÉTUDIANTS DE L'UNAM, 1968-2000.
DE L'AUTORITARISME À LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE.

par
Nicole Langlois

Département d'histoire
Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de

Philosophiae Doctor (Ph.D.) en Histoire

juillet 2004

© Nicole Langlois, 2004



D

7

U54

2005

V.009

Direction des bibliothèques

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Cette thèse intitulée :

La culture politique des étudiants de l'UNAM, 1968-2000.
De l'autoritarisme à la transition démocratique.

présentée par :

Nicole Langlois

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Michèle Dagenais
président-rapporteur

Claude Morin
directeur de recherche

Cynthia E. Milton
membre du jury

Marie Lapointe
examinatrice externe

Milton Campos
représentant du doyen de la FES

thèse acceptée le 11 février 2005

Résumé

Le Mexique a vécu des changements importants depuis vingt ans. La transition démocratique et la signature du traité de libre-échange avec le Canada et les États-Unis se sont pourtant réalisées sous la gouverne d'un parti politique dénoncé pour son autoritarisme à partir des années 1950, une réalité que le mouvement étudiant de 1968 avait clairement mise en évidence. Dans ce contexte, lorsqu'un autre mouvement étudiant d'importance s'est formé à l'Université nationale autonome de Mexico en 1999, l'occasion nous est apparue belle de comparer le discours produit par cette génération avec celle de 1968, et de nous interroger sur l'éventuelle évolution de la culture politique au Mexique, puisque ces deux événements ont été fortement politisés et ont donné lieu à un débat public sur la culture politique du Parti révolutionnaire institutionnel, au pouvoir depuis 1929.

La thèse comporte trois parties. La première partie situe l'UNAM dans la société mexicaine et traite des rapports entre la société et l'État. La seconde partie reconstitue la trame des événements que dessinent les conflits de 1968 et de 1999-2000. La troisième partie, consacrée au discours étudiant, met en scène un corpus des tracts produits lors de ces deux conflits et rassemblés à partir, pour 1968, des archives du *Fondo de impresos sueltos, Históricos (Heremoteca)* et de la *Dirección de investigaciones políticas y sociales*, et pour 1999-2000, des sites web créés par les grévistes et de la collection personnelle d'un chercheur de l'UNAM. L'analyse des perceptions et des attitudes des étudiants face au fait politique se fonde sur des catégories thématiques que nous avons définies en fonction des thèmes abordés par les étudiants, particulièrement ceux qui sont du ressort à la culture politique. Les discours des étudiants à ces deux moments, à trente ans de distance, partagent beaucoup d'éléments communs, révélant une culture politique qui apparaît inchangée quant au fond, laquelle se base sur des idéologies de gauche modérées et radicales, une perception dualiste de l'État et du peuple mexicains, une culture de résistance et de lutte. Si en 1968 c'est l'aspect répressif du régime qui avait mis le feu aux poudres et nourri le discours, en 1999, c'est à ses politiques économiques que les étudiants s'en prennent, soutenus cette fois par de nombreuses organisations civiles apparues depuis plus d'une décennie. On peut noter la radicalisation des prises de position, laquelle reflète la morosité de la société mexicaine, lasse des crises économiques qui l'ont appauvrie, de l'insécurité

croissante ou de la corruption ambiante. En somme, les Mexicains se montrent plus méfiants face à la capacité et à l'intégrité de leurs gouvernants qu'en 1968.

Mots clés: Mexique, culture politique, étudiants, université, autoritarisme, démocratie, discours.

Abstract

Mexico has gone through some important changes in the last two decades. However, the democratic transition and the signing of a free trade treaty with Canada and the United States were achieved under the guidance of the same political party which had been decried as authoritarian since the 1950s, a reality clearly highlighted by the student movement of 1968. In this context, when another student movement developed at the National Autonomous University of Mexico City in 1999, we thought the opportunity called for a comparison of speeches produced by this generation with the one of 1968, and for an inquiry into the evolution of the political culture in Mexico, since these two events have been strongly politicized and have given birth to a public debate on the political culture of the Institutional Revolutionary Party, in power since 1929.

This dissertation consists of three parts. The first part focuses on UNAM within the Mexican society and discusses the relationship between society and state. The second part puts together the chain of events that fed the conflicts of 1968 and 1999-2000. The third part, dedicated to discourse analysis, builds upon a body of leaflets written at the time of these two conflicts and collected, for 1968, from the archives of the *Fondo of impresos sueltos. Históricos (Heremoteca)* and the *Dirección of investigaciones políticas y sociales*, and for 1999-2000, from the web sites created by student strikers and the personal collection of one UNAM researcher. The analysis of student perceptions and attitudes about politics is grounded on the thematic categories that we defined according to themes favoured by students, particularly those that belonged to political culture.

The student discourse in these two moments share a lot of common elements, revealing a political culture that appears, across thirty years, basically unaltered, and that draws upon moderate and radical left ideologies, a dualist opposition between the state and the Mexican people, a culture born of resistance and struggles. If in 1968 it was the repressive aspect of the regime that had ignited the movement and fed the speeches, in 1999, it was its economic policies that students addressed, with the support of numerous civil organizations that had appeared since more than a decade. One can note the radicalisation of positions held, which reflects how gloom the Mexican society has grown, exasperated by the economic crises that left her impoverished, by the increasing insecurity and corruption. In sum, compared with 1968, Mexicans appear to be more distrustful about their government's ability and integrity.

Keywords: Mexico, political culture, students, university, authoritarianism, democracy, discourse.

Je remercie Claude Morin, directeur de cette thèse, pour sa confiance, son aide et sa patience: il sait assurément de quoi je parle! La très grande générosité de la Faculté des études supérieures de l'Université de Montréal doit être soulignée car sans son aide, il aurait été plus difficile de mener à terme ce travail. Mes remerciements vont aussi aux employés du *Fondo Reservado* pour leur collaboration et leur compréhension, ainsi qu'à Jesús Enrique Pérez Cruz, sans qui la collecte des tracts du mouvement de 1999-2000 aurait été une opération beaucoup plus fastidieuse.

Table des matières

Acronymes	7
Lexique	9
Introduction	11

PREMIÈRE PARTIE L'université nationale, la société et l'État

CHAPITRE I L'Université Nationale Autonome de Mexico

1. Petit historique de l'UNAM	29
2. L'université dans la Cité	
2.1 Le caractère de l'UNAM	42
2.2 Le poids du nombre et du financement	49
2.3 Le rôle de l'UNAM dans la société.....	55
3. Conclusion.....	57

CHAPITRE II Société et État

1. Le paysage identitaire	60
2. La politique et l'économie.....	65
3. Les médias.....	82
4. Conclusion.....	91

DEUXIÈME PARTIE Les mouvements étudiants de 1968 et de 1999-2000

CHAPITRE III Le mouvement étudiant de 1968: l'événement

1. Introduction	96
2. La narration du conflit	102
3. Conclusion	138

CHAPITRE IV Le mouvement de 1999-2000 : l'événement

1. Prélude: 1986-1987.....	141
2. 1999-2000: les acteurs du mouvement	144
3. La narration du conflit	150
4. Les appuis	181
5. Conclusion	190

TROISIÈME PARTIE Catégories thématiques du discours étudiant et analyse comparative

CHAPITRE V Le tract. Les tactiques discursives

1. Le support et la production	195
2. Les rédacteurs	197
3. Les interlocuteurs	202
4. Les tactiques discursives	203

CHAPITRE VI Perceptions de soi, du mouvement, du peuple et du monde

1. De soi, en tant que jeunes et étudiants	220
2. Du mouvement	228
3. Les perceptions négatives dont ils se disent victimes	246
Comparaison	250
4. Du peuple	252
5. Du monde	263
Comparaison	266

CHAPITRE VII Perceptions de l'environnement social, économique et politique

1. Le gouvernement et le système politique	268
Comparaison	292
2. L'environnement socio-économique	293
3. Les médias	301
4. Les institutions	306
Comparaison.....	326

CHAPITRE VIII Analyse comparative

1. Ce qui change et ce qui ne change pas.....	329
2. La question identitaire et le politique.....	338
3. Quelques considérations.....	353
Conclusion.....	361
Bibliographie et sources.....	368
Annexe I.....	383
Annexe II.....	393
Annexe III.....	405

Acronymes

- ACNR** *Asociación Civica Nacional Revolucionaria*. Guérilla fondée en 1963 par Genaro Vásquez, dont l'objectif était la restitution de terres aux paysans.
- CCH** *Colegio de Ciencias y Humanidad*. Cinq collèges (rattachés à l'UNAM) furent créés en 1972 pour rendre plus accessible l'éducation moyenne-supérieure.
- CGH** *Consejo General de Huelga*. Conseil Général de Grève du mouvement étudiant de 1999-2000, composé de 120 délégués.
- CISEN** *Centro de Investigación y Seguridad Nacional*. A remplacé en 1982 la DGIPS (Dirección General de Investigaciones Políticas y Sociales). Équivalents du FBI ou de la Gendarmerie Royale.
- CNED** *Central Nacional Estudiante Democrática*. Syndicat le plus important des universités publiques dans les années 1960.
- CNH** *Consejo Nacional de Huelga*. Conseil National de Grève du mouvement étudiant de 1968, composé de 210 délégués.
- DF** District Fédéral. Territoire embrassant la capitale Mexico dont le gouverneur était nommé, jusqu'en 1997, par le gouvernement du Mexique.
- EPR** *Ejército del Pueblo Revolucionario*. Mouvement de guérilla né en 1996 dans l'État du Guerrero à la suite du massacre de dix-sept paysans par des soldats.
- ERPI** *Ejército Revolucionario del Pueblo Insurgente*. Née d'une scission de l'EPR en 1998.
- EZNL** *Ejército Zapatista de Liberación Nacional*. Après une longue préparation, la guérilla s'est manifestée publiquement pour la première fois en janvier 1994 à San Cristobal de Las Casas, au Chiapas. La guérilla revendique l'autonomie politique et dénonce les politiques néolibérales. Rafael Guillén Vicente, mieux connu sous le nom de Marcos, a fait ses études en philosophie à l'UNAM dans les années 1970 (il est né en 1957). Il s'est intégré aux Fuerzas de Liberación Nacional (FLN), une organisation maoïste créée en 1969 en réponse à la répression de 1968. La Loi Indigéniste a été reformulée en 2001 pour satisfaire les résolutions issues du Congrès de Morelia (Michoacán) tenu la même année, congrès réunissant des autochtones de plusieurs États mexicains.
- FNET** *Federación Nacional Estudiante de Técnico*. Syndicat étudiant de l'IPN. Fut désapprouvé en 1968 par les étudiants, parce qu'il avait été infiltré par le gouvernement.

FOBAPROA *Fondo Bancario de Protección al Ahorro*. Fonds créé en 1995 par Ernesto Zedillo pour venir en aide aux banques malmenées par la crise de 1994.

FPFV *Frente Popular Francisco Villa*. Mouvement social né à la suite du séisme de 1985.

FRAP *Fuerzas Armadas Revolucionarias del Pueblo*. Forces armées révolutionnaires du peuple, créées à Xochimilco en 1999.

FZLN *Frente Zapatista de Liberación Nacional*. Partie civile de l'EZLN créé en 1996, basée à Mexico.

IPN *Instituto Politécnico Nacional*. Créé en 1953 par Lázaro Cárdenas pour offrir aux enfants de familles ouvrières la possibilité d'acquérir un métier.

MAR *Movimiento de Acción Revolucionaria* (Mexico).

MPI *Movimiento Proletario Independiente*.

PAN *Partido de Acción Nacional*, créé en 1936 par Manuel Gómez Morín. Parti victorieux lors des élections fédérales de juillet 2000.

PCM *Partido Comunista de México*, créé en 1919.

PFP Police Fédérale Préventive.

PRD *Partido de la Revolución Democrática*. Créé en 1987 par l'ex-priiste Cuauhtémoc Cárdenas.

PRI *Partido de la Revolución Institucional* (1952). Lorsqu'il fut créé, en 1929 par Plutarco Elías Calles, le parti s'appelait le Parti National Mexicain; il fut rebaptisé en 1934 pour s'appeler le Parti National de la Révolution. La structure du Parti-État fut essentiellement l'œuvre de Lázaro Cárdenas (1934-1940).

PRT *Partido Revolucionario de los Trabajadores*, fruit d'une scission avec le PST.

PST *Partido Socialista de los Trabajadores*, créé en 1982 par Heberto Castillo, un des professeurs les plus actifs du mouvement de 1968, et Valentin Campa, leader syndicaliste emprisonné en 1959 à la suite d'un important mouvement de grève des cheminots.

UNAM Universidad Nacional Autónoma de México.

Lexique

- acarreado** Transport massif de gens à des cérémonies officielles pour créer ou grossir une foule.
- charro, charrismo** Terme qui désigne les syndicats dont les leaders ont été cooptés par le régime.
- científicos** Nom populaire donné aux positivistes pendant le porfiriat.
- colonia** Division d'un territoire municipal; équivalent de l'arrondissement. Mexico compte 16 colonies, lesquelles sont divisées en quartiers, les *barrios*. Ainsi les Archives Générales de la Nation sont situées dans le quartier « 7 de Julio » de la colonie « Cuauhtémauc » du DF.
- ejido** Terre communale.
- gachupines** Surnom donné aux Espagnols (nés dans la péninsule ibérique) pendant l'ère coloniale.
- granadero** Corps policier anti-émeute.
- Los Pinos** Résidence officielle du président mexicain, sise dans le parc Chapultepec, non loin du vieux centre de Mexico.
- mordida** Pot-de-vin. Aussi appelée, dans le milieu journalistique, *chayo*.
- porro, porrismo** Personne engagée pour moucharder, s'infiltrer, provoquer. Le *porrismo* est un phénomène bien connu au Mexique. Le *porro* peut se faire passer pour un étudiant et commettre des actes de provocation au nom du groupe infiltré ou, souvent recruté dans les bidonvilles, faire partie d'un groupe de choc. Certains sont entraînés par des militaires dans des lieux tenus secrets et, avec un peu de talent, accèdent aux organisations paramilitaires.
- pueblo** Désigne à la fois « peuple » et « village ».
- tapado** « Le désigné ». L'homme choisit par le président mexicain sortant vers la fin de son sexennat (mandat non-renouvelable), pour se présenter à la tête du PRI aux prochaines élections fédérales. Les anciens présidents et quelques hiérarques du parti participent également au choix.
- Tlatelolco** Colonie de Mexico, autrefois ville jumelle de Tenochtitlán. Aussi, nom populaire de la place des Trois Cultures, où sont réunis des vestiges précolombiens,

une église achevée en 1609 et les habitations à loyers modiques du complexe Nonoalco-Tlatelolco. C'est à cet endroit que des centaines de civils (hommes, femmes, enfants, étudiants), furent massacrés le 2 octobre 1968.

volante Tract.

zócalo Place centrale d'une ville, d'un village, d'un quartier au Mexique. Le grand Zócalo de Mexico, bordé par la cathédrale de Mexico et le Palais présidentiel et nommé Place de la Constitution, est le lieu des grands rassemblements orchestrés par le pouvoir... ou contre lui.

zozobra Terme usuel pour désigner une attitude qui serait propre aux Mexicains, selon les penseurs du *lo mexicano*, et dont les synonymes pourraient être « indécision », « ambivalence » ou « ambiguïté ».

Introduction générale

A. Introduction

« La mémoire historique met en évidence le rôle majeur qu'ont joué les étudiants au sein de la plupart des mouvements revendiquant d'importants changements politiques, et ce depuis la Réforme », rappelle Seymour Martin Lipset¹. L'image de l'étudiant chinois qui, stoïquement, faisait face à un tank sur la place Tienanmen en 1989 symbolise parfaitement la témérité et le courage dont font souvent preuve les étudiants qui affrontent des régimes autoritaires. Ce fut le cas des étudiants mexicains en 1968. Le mouvement de Mexico (lequel avait fait l'objet de notre mémoire de maîtrise²), avait révélé au monde entier la vraie nature d'un régime politique qui se disait démocratique mais dont l'art du leurre ne trompait plus les Mexicains, en particulier les classes moyennes. La condescendance qui prévalait envers le régime priïste, dont la stratégie de « démocratie par étapes » était perçue comme nécessaire à l'accumulation du capital, devint après 1968 moins admissible; les qualificatifs « démocratie dirigée » ou « démocratie contrôlée » (des termes qui, soit dit en passant, reviennent à l'heure actuelle) se virent remplacés par « autoritarisme », « patrimonialisme » ou « clientélisme ». Luis Rubio résume bien l'impact qu'a eu ce mouvement:

« The 1968 student movement constituted a watershed not because of the students' aims or even the violence with which it ended, but because it revealed that Mexico's social and political peace was less the result of consensus and social satisfaction than it was the product of a set of authoritarian practices and institutions that were starting to break down »³.

Car l'image qui est restée du mouvement étudiant mexicain est sans conteste la place des Trois Cultures, plus communément appelée Tlatelolco⁴. Ce nom est riche en évocations

¹ Seymour Martin Lipset, introduction dans David Horton Smith, *Latin American Student activism*, Lexington (Mass.), C.D. Heath and Company, 1973, p. 4.

² Nicole Langlois, *Révolte étudiante, État et répression au Mexique: le mouvement de 1968*, Mémoire de maîtrise (Histoire), Université de Sherbrooke, 1998.

³ Susan Kaufmann Purcell et Luis Rubio, *Mexico under Zedillo*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1998, p. 7.

⁴ Le nom de la place des Trois Cultures vient de ce que l'endroit réunit des vestiges de Tlatelolco de l'ère pré-hispanique, l'église Santiago construite au 17^e siècle et des immeubles d'habitations qui, dans les années 1960, représentaient la modernité.

macabres, dont la plus lointaine est relatée dans un poème contemporain à la Conquête, alors que Cortés et les siens détruisaient cette ville jumelle de Tenochtitlán en 1521:

« Sur les chemins ne restent que des flèches brisées.
Les chevelures sont éparées.
Sans toits sont les maisons,
Roussis sont leurs murs.
Ils nous ont tellement frappés,
Que les murs d'adobe,
Et c'est notre héritage,
Ne sont que réseaux de trous.
Il est impossible de quitter Tenochca.
Mexicains nous sommes, Tlatelolcas nous sommes! »⁵.

La seconde est celle d'un autre massacre, celui qui mit fin au mouvement étudiant de 1968, alors que des policiers et des militaires faisaient feu sur une foule rassemblée sur la place des Trois Cultures, où se trouve le site archéologique de l'ancienne Tlatelolco. Enfin, la troisième date de 1985, lorsqu'un terrible séisme détruisit, entre autres, des unités d'habitations de la place, faisant des centaines de morts, une horreur qui aurait pu être évitée si les entrepreneurs responsables de leur construction n'avaient voulu se remplir les poches et si les autorités de la ville avaient investi dans la rénovation des immeubles⁶.

C'est dans les années 1980 qu'un certain révisionnisme faisait de 1968 l'événement qui avait inauguré une ère nouvelle au sein de la société mexicaine, « une génération de leaders, germes d'une nouvelle culture politique et catalyseurs d'une nouvelle perspective politique d'envergure nationale favorisant la prolifération des mouvements sociaux »⁷. Une interprétation plutôt optimiste, compte tenu du fait que les années soixante-dix avaient été caractérisées par des luttes armées tant dans le milieu urbain que rural et par une répression à grande échelle, et que l'évolution politique qui a caractérisé les années 1980 a eu lieu pour des raisons qui n'avaient rien à voir avec 1968. Car la société civile s'est organisée de façon vraiment significative après le

⁵ (AH 40, 123): octobre 1968. « En los caminos yacen dardos rotos. / Los cabellos están esparcidos. / Destechadas están las casas, / Enrojados tienen sus muros. / Golpeábamos, en tanto, / Los muros de adobe, / Y era nuestra herencia / Una red de agujeros. / No era posible dejar solo al tenochca / ¡Mexicanos somos, Tlatelolcas somos! ».

⁶ Carlos Monsiváis, « Tlatelolco ou comment l'État absorbe la tragédie », *Autrement* 18 (1986), p. 98-105. Le séisme a fait entre 10 000 (chiffres officiels) et 20 000 morts (estimation), affectant entre autres les habitants de Nonoalco-Tlatelolco, dont l'état de délabrement avancé du complexe d'habitation n'avait jamais été pris en considération par les autorités, malgré les plaintes systématiques de ses habitants.

tremblement de terre de 1985, lorsque les habitants de la capitale, face à l'incurie des différents paliers de gouvernements, se sont solidarisés et se sont regroupés pour réclamer de l'aide. Cette prise de conscience aurait, selon Vania Markarian⁸, rappelé la solidarité qui avait caractérisé le mouvement de 1968, solidarité en action au travers des multiples comités formés pendant l'événement (d'entraide, de lutte, d'information, de propagande, etc.), ce qui aurait influencé l'interprétation « optimiste » dont nous parlions. Chose certaine, cet état d'esprit s'est transposé sur la scène politique, alors qu'en 1988 nombre de citoyens (dont beaucoup d'étudiants de l'UNAM, qui avaient formé un mouvement en 1986-1987), offraient à Cuauhtémoc Cárdenas, chef du Parti de la Révolution Démocratique, fondé l'année précédente, une aide et un soutien non négligeables en prévision et lors de l'élection fédérale.

Au début des années 1970, le mouvement étudiant avait essentiellement été présenté, comme le mentionnait Rubio, comme ayant été le révélateur de la véritable nature du régime politique (les écrivains Octavio Paz, Carlos Monsiváis et Elena Poniatowska, ou encore Luis González de Alba, ex-leader de la Faculté de Philosophie et Lettres⁹). Le dixième anniversaire de Tlatelolco, le 2 octobre 1978, fut l'occasion d'honorer les morts et de rappeler l'héroïsme des étudiants, mais cette mémoire restait confinée à un cercle restreint, à l'intérieur du « ghetto de la gauche » composé d'ex-étudiants « davantage préoccupés par leurs propres rôles dans les événements », dira un peu durement Carlos Monsiváis¹⁰. La presse, toujours claustrée dans son rôle de transmission de la parole officielle, contribuait certainement à ce confinement de la mémoire, d'autant plus que la version officielle accusait les étudiants de 1968 d'avoir provoqué la tuerie de Tlatelolco et que ces derniers étaient incapables de prouver ce qu'ils avançaient¹¹. Les

⁷ Joe Foweraker et Ann Craig, dir., *Popular Movements and Political Change in Mexico*, Boulder, Lynn Reinner, 1990, p.3.

⁸ Vania Markarian, « Debating Tlatelolco. Thirty Years of Public Debates about the Mexican Student Movement of 1968 », dans Downs, Jim et Jennifer Manion, *Taking Back the Academy! History of Activism, History as Activism*, New-York, Routledge, 2004, p. 25-34. Ce qui fut notoire, c'est la solidarité et l'initiative dont firent preuve les citoyens de Mexico, qui formèrent une association pour coordonner les revendications des locataires et des propriétaires de plusieurs quartiers populaires. Car un an après le séisme, l'État n'avait toujours pas dédommagé ou aidé les quelque 36 000 citoyens toujours sans logement. La conviction que le gouvernement ne les aiderait pas encouragea les Mexicains à développer des réseaux d'entraide, de protection et de revendication; les pétitions et l'occupation répétée du Zócalo devinrent de plus en plus monnaie courante. Certains habitants de Tlatelolco ont même regagné leurs logements délabrés afin de souligner les conditions de vie que leur imposait l'État.

⁹ *ibid.*

¹⁰ *ibid.*

¹¹ La version officielle du gouvernement fut que des étudiants avaient tiré sur les policiers à partir des toits des immeubles environnants, provoquant la tuerie. Officiellement, il y avait 41 morts, mais les étudiants, sans pouvoir

publications qui parurent dans ces années étaient essentiellement le témoignage de divers acteurs du mouvement, ce que Monsiváis déplorait en 1978, dans sa préface à un essai sociologique sur le mouvement de 1968 (de Sergio Zermeño, lui-même activiste en 1968), reprochant à ceux « qui ne voulaient ou ne pouvaient documenter ou interpréter l'événement », de transformer « un crime collectif en un fait sentimental et lyrique »¹².

Vingt ans plus tard, la prolifération, dans la capitale, de mouvements sociaux a donc contribué à réactualiser 1968. La commémoration annuelle du 2 octobre rassembla de plus en plus de citoyens au grand zocalo et place des Trois Cultures, Tlatelolco étant devenu le symbole de l'impunité dont jouissaient les auteurs du massacre et, par extension, de celle dont bénéficient les puissants. Deux autres éléments ont favorisé ce regain d'intérêt: la récente présence de nombreuses ONG se destinant à la défense des droits humains, et l'intégration d'ex-activistes de 1968 au sein du PRD¹³, ce qui augmentait leur crédibilité et donnait plus de poids à leurs revendications concernant la création d'une commission d'enquête sur les événements de Tlatelolco le 2 octobre 1968, et la nécessaire ouverture des archives gouvernementales.

L'altération de l'interprétation de 1968, qui tendait à rejoindre celle que nous mentionnions plus haut (note 7) avait pour conséquence d'enlever au mouvement étudiant toute prétention révolutionnaire¹⁴, ce qui concordait avec les préoccupations de l'heure, à savoir la démocratisation de la vie politique promise par Carlos Salinas, qui faisait de la signature de l'ALÉNA sa priorité. Dans les années 1990, une commission d'enquête sur le massacre de Tlatelolco fut créée, des archives de la Direction générale des investigations politiques et sociales devinrent accessibles et de nouveaux témoignages apparurent, permettant d'entrevoir enfin la vérité sur le rôle tenu par les généraux responsables de l'armée et de la sécurité nationale dans les événements, véritable guet-apens. De nombreuses publications apparurent sur le sujet,

établir une liste complète de noms, affirmaient, à l'instar du journal anglais *The Guardian*, qu'outre les milliers de blessés, il y avait eu au moins 250 morts.

¹² Sergio Zermeño, *México: una democracia utópica. El movimiento del 68*, Mexico, Era, 1978, p. XVII.

¹³ Vania Markarian, « Debating Tlatelolco... », *op. cit.*

¹⁴ Pas tous, bien sûr. José M. Calderón Rodríguez, par exemple, affirmait en 1987 dans « El movimiento estudiantil de 1968 » (dans *Movimientos Populares en la Historia de México y América Latina*, Mexico, UNAM, p. 125-139), après avoir rappelé les influences de l'époque, « de Nietzsche à Freud, de Baudelaire à Marcuse, de Marx au Che Guevara et Revueltas », que les idéologies qui animaient le mouvement étaient partagées entre deux courants: démocratie / anti-autoritaire et prolétaire / classique. Il notait également que les étudiants se percevaient comme un groupe capable de constituer le pont nécessaire entre le peuple, privé de canaux pour s'exprimer, et le gouvernement.

notamment *Parte de guerra Tlatelolco 1968 : documentos del general Marcelino García Barragán. Los hechos y la historia*¹, *Rehacer la historia*² et *1968: los archivos de la violencia*³. Le « crime collectif » prenait enfin le pas sur « le fait sentimental et lyrique ».

Ce long préambule nous amène à l'introduction du sujet de notre thèse. En 1999, alors que se formait un mouvement étudiant qui allait durer dix mois et dont l'objectif était de défaire une réforme qui mettait fin à la gratuité de la formation aux niveaux moyen et supérieur à l'UNAM, la lecture des journaux nous faisait constater que le discours des étudiants de cette institution ressemblait sur plusieurs points à celui tenu en 1968, ce qui nous a intriguée, compte tenu du fait que les deux contextes étaient fort différents. Victimes d'une campagne de dénigrement de la presse? Existence de prisonniers politiques? Les élites politiques sont les « ennemis du peuple »? Nous étions à nouveau en 1968! La transition démocratique des années 1990 n'était-elle que de la poudre aux yeux? La victoire du PRD à Mexico en 1997 puis celle du PAN en 2000 ont pourtant confirmé qu'elle était bien réelle. Alors? Où en était la société mexicaine en réalité?

Plus centrale, la question de savoir si c'était là un indice de la persistance d'une culture politique engendrée par soixante-dix ans de pouvoir autoritaire, nous parut intéressante. Et c'est le sujet de notre thèse. L'occasion s'offrait de comparer la culture politique d'un mouvement étudiant né dans cette période dite de transition (et dont les préoccupations reflètent certainement celles de la société mexicaine en général) avec celle d'un mouvement inscrit dans un Mexique en meilleure position économique mais dont la démocratie exige d'être consolidée, et d'évaluer les constances et les changements. L'étude nous apparaissait d'autant plus passionnante que l'UNAM est souvent considérée comme un « fidèle thermomètre de l'atmosphère politique du pays »⁴. Mais comment allions-nous procéder? Par l'étude du discours étudiant.

Avant 1968 on étudiait volontiers le système politique particulier du Mexique, ses institutions et ses élites, d'un point de vue « descendante (top-down) » afin de tenter d'expliquer la stabilité politique du pays et le miracle mexicain (un essor économique spectaculaire dans les

¹ Julio Scherer García et Carlos Monsiváis, dir., *Parte de guerra Tlatelolco 1968 : documentos del general Marcelino García Barragán. Los hechos y la historia*. Mexico, Aguilar, 1999.

² Carlos Montemeyer, *Rehacer la historia*. Mexico, Colegio de México, 1997.

³ Sergio Aguayo Quezada, *1968: los archivos de la violencia*. Mexico, Grijalbo, Reforma, 1998.

⁴ Elena Poniatowska, *La Jornada* (10 février 2000).

années 1940-1960). On se demandait si la révolution était terminée, ce qui pouvait amener à une certaine condescendance, le développement de la démocratie ne pouvant se faire du jour au lendemain. Bien entendu, la répression du mouvement amena les observateurs à réajuster leurs analyses et l'écllosion des sciences sociales et le décloisonnement entre les disciplines favorisèrent la diversification des sujets d'étude et des méthodes d'investigation.

La période dite de transition apparut certainement comme le moment le plus favorable à l'étude « ascendante (from below) », mais les constats demeuraient pour plusieurs insatisfaisants. Comme l'écrit Arthur Schmidt, si la stabilité caractérisait le Mexique des années 1940-1960, le Mexique avait bien changé depuis:

« Change has been at the center of the contemporary historical experience of Mexico. (...) Systems of mass communication and consumption have revamped their daily lives, forging new patterns of identity and interests. (...) New interpretations of Mexico's contemporary history will have to embrace indeterminacy, stressing the multiple patterns of interaction that take place among culture, economics, politics, society, and the globe at large. Two lines of approach merit particular attention: decentering the previous emphasis of scholarship on the Nation-State, and examining popular culture as a vital force in historical change »⁵.

Certains historiens, comme Jonathan Fox et Alan Knight, ou le sociologue Sergio Zermeño, constatant que la société civile, organisée ou non, a peu de poids dans les décisions des gouvernements, ont prôné une histoire plus culturelle. Zermeño croit qu'au Mexique, la culture politique a ses racines si profondément ancrées dans l'histoire qu'il s'avère risqué de parler de sa transformation⁶, et Knight constate que les analyses des relations qui prévalent entre *los de abajo* (ceux d'en bas) et l'État semblent incapables de répondre aux questions de façon satisfaisante et souhaite l'apport de ce qu'on appelle la « nouvelle histoire culturelle »⁷. Jonathan Fox va dans le même sens:

⁵ Arthur Schmidt, « Making It Real Compared to What? Reconceptualizing Mexican History Since 1940 », dans Gilbert Joseph, Anne Rubenstein et Eric Zolov, *Fragments of a Golden Age*, Durham, Duke University Press, 2001, p. 32-33.

⁶ Alan C. Knight « Historical Continuities in Social Movements », dans Joe Foreweker et Ann Craig, dir., *Popular Movements and Political Change in Mexico*, op. cit., p. 100.

⁷ Alan C. Knight, « Subalterns, Signifiers, and Statistics: Perspectives on Mexican Historiography », *LARR* Vol. 37 (no 2, 2002), p. 139. L'essai de Knight est critique à l'endroit des prétentions sous-jacentes à la terminologie de « nouvelle histoire culturelle », ce qui ne l'empêche pas de reconnaître l'indéniable apport que l'angle culturel peut représenter pour la science historique.

« The nature and importance of political culture in strengthening civil society and democracy in Mexico is a subject of increasing scholarly attention from historical, ethnographic, and quantitative perspectives. This wave of research is contributing to the broader debate about the relationship between political culture and democratization. Does a more democratic political culture help to drive the democratization process or vice versa? Perhaps the arrow goes both ways, complicating efforts to build social science models »⁸.

Éclairer les tenants de la culture politique des étudiants de l'UNAM par l'étude du discours qu'ils ont produit *pendant* les événements, diffusé principalement par les tracts, puis les comparer, est une approche tout à fait novatrice qui s'inscrit bien dans ce courant historiographique qui écoute *los de abajos*, dans cette renaissance du concept de culture politique. Car si les recherches en science politique comparée, dont les études sur le développement politique et sur la culture civique, telles celles d'Almond et Verba, que nous avons mentionnées plus haut, avaient imprimé une forme au concept (en la dotant de critères eurocentristes), celui-ci s'est altéré avec la multiplication d'études portant justement sur « la formation des identités nationales et des mouvements nationalistes, la transition démocratique des pays postcommunistes d'Europe de l'Est et postdictatoriaux d'Amérique du Sud »⁹.

Cette étude devrait jeter une nouvelle lumière sur le mouvement de 1968, puisqu'on n'a jamais analysé son discours à partir d'un large corpus de tracts, et permettre de mieux cerner les perceptions et les sensibilités des étudiants en cette période de « transition ». Notre hypothèse centrale est que la culture politique des étudiants a peu évolué, comme le suggère Sergio Zermeño. Nous croyons d'abord que la culture politique s'enracine dans l'histoire lointaine, comme l'étude menée par Gabriel Almond et de Sidney Verba en 1963 semble l'indiquer. À partir d'une vaste étude internationale dans les années 1960 sur la culture politique de plusieurs nations, ils observèrent que, indépendamment de la « qualité » de la démocratie qui prévalait dans leurs pays lors de l'étude, l'histoire des peuples avait une grande influence sur la culture politique des individus soumis au questionnaire¹⁰. Le poids de l'histoire serait proportionnel à l'ampleur de

⁸ Jonathan Fox, « State-Society relations in Mexico: Historical Legacies and Contemporary Trends », *LARR* 35 (no 2, 2001), p. 183-203.

⁹ Daniel Cefai, dir. , *Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001, p. 6.

¹⁰ Gabriel Almond et Sidney Verba, « The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy », dans *Five Nations*, Princeton, Princeton University Press, 1963. Se référant à cette étude, Philippe-J. Bernard mentionne que, plus que par leur propre expérience de la démocratie italienne, les Italiens auraient une culture politique et une identité collective marquées par l'expérience historique en regard aux dominations étrangères passées et à la division du pays en principautés gouvernées despotiquement aux siècles précédents. Dans Philippe-J. Bernard, « Les traits de culture

la domination qu'auraient exercée les classes dirigeantes sur les masses depuis la Conquête (à travers le colonialisme, la dictature porfirienne puis l'autoritarisme du PRI). La représentation d'un pouvoir distant de la population est, croyons-nous, bien ancrée et sa contrepartie, la culture d'opposition, est tout aussi profondément enracinée, ce qui peut, dans le contexte actuel de transition, ralentir l'instauration d'une culture de participation. Nous croyons en deuxième lieu que les étudiants de l'UNAM ont adopté le nationalisme socialisant issu de la Révolution de 1910 ainsi que diverses idéologies de gauche: le PRI leur est apparu comme un usurpateur, à une époque où la gauche mexicaine exprimait haut et fort ses griefs face au pouvoir en place, tant dans les années 1960 que dans les années 1990. Il en découle que l'interprétation du mouvement de 1968 qui veut qu'il revendiquait essentiellement une démocratie libérale tient plus du mythe que de la réalité.

B. Cadre conceptuel

1. La culture politique

Le retrait des grands modèles systémistes, développementalistes ou évolutionnistes, a certainement permis de découvrir ou de redécouvrir des domaines de l'histoire politique négligés, permettant de réhabiliter l'étude des phénomènes participatoires et concrets, d'explorer le sens que les acteurs attachent effectivement à leurs propres activités. Il en résulte une moins grande place faite aux statistiques et à la règle de validité, au profit « des explications et des interprétations et leur indexation sur les contextes d'expérience et d'activité des acteurs »²⁵. Cette humanisation de l'interprétation n'a pu se faire sans un apport multidisciplinaire. Une mise en commun de méthodes et de connaissances de différentes disciplines (de la sociologie, de la science politique, de l'anthropologie, de la psychologie des masses et de la science historique), a permis de faire de la culture politique un outil d'appréhension de la réalité crédible, une notion qui « ne justifie aucun fatalisme, aucun essentialisme, aucun culturalisme », un instrument pouvant conjuguer l'universel et le spécifique et qui permet de « saisir les relations et les histoires »²⁶.

²⁵ Daniel Cefaï, dir., *Cultures politiques*, op. cit., p. 9-10.

²⁶ Denis Constant-Martin, « Pratiques culturelles et organisations symboliques du politique », dans Daniel Cefaï, dir. *Cultures politiques*, op. cit., p. 119.

Qu'est-ce que la culture? Michel Leiris la définit comme un ensemble plus ou moins cohérent « d'idées, de mécanismes, d'institutions et d'objets qui oriente – explicitement ou implicitement - la conduite d'un groupe donné »²⁷. Ajoutons que c'est une relation active, comme le mentionne Mark Lazar²⁸, qu'elle remplit des fonctions de « cognition et de communication, d'intégration et d'identification », fournissant des repères et l'opportunité de décoder des événements, d'effectuer des choix et d'agir », ou encore un « réservoir d'options », pour reprendre l'expression de Bill Kymlicka²⁹. Comment définir ce qu'est la culture politique? Nous adopterons la définition qu'en propose Jean-François Sirinelli:

« la culture politique peut s'entendre à la fois comme une sorte de code et un ensemble de référents (notamment croyances, valeurs, mémoire spécifique, vocabulaire propre, sociabilité particulière, ritualisée ou pas...), formalisés au sein d'un parti ou plus largement diffusés au sein d'une famille ou d'une tradition politiques, et qui leur confèrent une identité propre. Ce qui signifie, concrètement, qu'une culture politique est un ensemble de représentations qui soude un groupe humain sur le plan politique, c'est-à-dire une vision du monde partagée, une commune lecture du passé, une projection dans l'avenir vécue ensemble »³⁰.

Bien entendu, la culture est aussi « un espace d'isomorphies, un ensemble des espaces reconnus comme différents des noeuds de connexion, institués par l'opération même de connecter, un ensemble d'espaces reconnus comme différent. (...) L'individu n'habite pas l'histoire, la religion, les mythes mais il niche sur les ponts qui relie ces îlots »³¹. Un mouvement se forme en réponse à un événement ou une action précise et rassemble des individus qui ne se comportent pas tous de la même façon, ne partagent pas « en vrac » les mêmes convictions et perceptions. Mais, nous le verrons, tout en révélant des variables, le discours est relativement homogène, nous découvrirons que les étudiants forment véritablement une famille, une communauté qui partage des perceptions et qui a une identité propre. Si la culture politique et l'identité sont deux concepts à la mode, c'est qu'ils correspondent aux nouvelles réalités, où l'individu se forge une identité à partir de plusieurs cartes, la famille et la patrie ne constituant plus les références traditionnelles. Culture politique et identité: tous deux sont des concepts

²⁷ Mark Lazar, « Cultures, identités et partis politiques », dans Daniel Cefaï, dir., *Cultures politiques, op. cit.*, p. 169-189.

²⁸ *ibid.*, p. 171.

²⁹ *ibid.*

³⁰ Jean-François Sirinelli, « Les cultures politiques », dans Claude Morin, dir., *XVIIIe Congrès International des Sciences Historiques*, Montréal, CISH95, 1995, p. 477.

fluides, tous deux sont en mouvance, jamais définitifs, tous deux sont à la fois profondément enracinés et en reconstruction continue. La culture politique des étudiants, comme pour l'ensemble de la société, est liée à l'avenir aussi bien qu'à l'histoire passée de leur collectivité, à la fois produit de ses expériences et plate-forme, pour chaque génération montante, de l'avenir.

L'aspect comparatif de notre travail est prometteur. Comme le mentionne Daniel Cefaï, le concept de culture politique permet de « creuser la veine des durées moyennes et courtes du temps présent »³², ou encore, comme le fait remarquer Sirinelli, « l'approche par les cultures politiques confère à l'histoire politique, restée trop souvent cantonnée dans le court terme de l'événement, un statut de plein exercice dans l'épaisseur chronologique de la moyenne durée historique »³³: Comparer deux instantanés, le mouvement de 1968 et celui de 1999-2000, c'est creuser la veine de deux périodes de durée courte, qu'on pourrait situer pour la première de 1934 à 1968 et pour la deuxième de 1982 à 2000, à l'intérieur de la durée moyenne qui correspond au règne priiste.

L'événement ne surgit pas de nulle part. Il est le produit d'une fermentation de durée variable, selon le cas. Il révèle souvent une crise plus profonde que la réalité du moment (les racines peuvent être plus ou moins étendues et profondes); il exprime les tensions, les angoisses, et les espoirs latents de la collectivité et devient son exutoire. C'est pourquoi les événements-crisis constituent, pour celui ou celle que la culture politique intéresse, des moments privilégiés pour observer le comportement des protagonistes et les perceptions qui conditionnent ces attitudes, d'autant plus que les caractéristiques d'une culture politique « ne sont pas seulement d'ordre discursif, mais elles s'incarnent dans l'appréhension et l'appréciation que les acteurs ont des situations qu'ils rencontrent, et imposent un sens pratique de la situation »³⁴. Ils constituent selon nous une tribune mille fois plus riche en renseignements que, par exemple, un simple questionnaire dont les items viseraient à connaître la culture politique d'un individu ou d'un groupe.

³¹ *ibid.*

³² Cefaï, Daniel, dir. , *Cultures politiques, op. cit.*, p. 14.

³³ Jean-François Sirinelli, « Les cultures politiques », *op. cit.*, p. 477.

³⁴ Cefaï, Daniel, *Cultures politiques, op. cit.*, p. 3.

Il serait vain d'analyser le discours étudiant s'il n'était représentatif d'une certaine culture politique mexicaine. Bien que ce discours puisse être imprégné des caractéristiques du monde étudiant (naïveté, idéalisme et utopisme, liberté d'action, identification à une communauté réduite, peu de responsabilités et d'expérience dans le monde « réel »), il n'y a qu'à porter attention au discours et à l'action des parents ou d'autres groupes impliqués au sein des deux mouvements pour se rendre compte que les idées, les arguments et les critiques sont similaires. Et puis, comme nous le disions, l'UNAM est considérée comme un baromètre assez fidèle de l'atmosphère politique du Mexique.

2. L'État

Comme le souligne Philippe-J. Bernard, le « caractère national » est, plus qu'une donnée psychologique, « un système d'attitudes et d'institutions susceptible de s'auto-entretenir ou, tout en s'adaptant, de maintenir ses particularités dans un milieu lui-même en évolution technique ou autre »³⁵. La longévité du PRI implique que le discours (le nationalisme, la rhétorique révolutionnaire), la culture politique qui y régnait (clanisme, présidentialisme, autoritarisme) et les institutions qu'il a créées et dominées (syndicats fidèles au parti, corporatisme, entreprises d'État jusqu'au milieu des années 1980), ont contribué à former la culture politique de la société mexicaine. Comme le parti unique se confondait avec l'État, il faut nous arrêter sur la notion d'État-Nation. Il ne fait pas de doute que pour les étudiants des deux mouvements, la « communauté imaginée » de Benedict Anderson est représentée dans la Constitution de 1917, née de la Révolution de 1910, et dans les représentations identitaires élaborées dans les années 1920 et 1930, si bien représentées dans les murales de Diego Riviera. Dans une première étape, le PRI a réussi à rassembler la droite et la gauche. « In reality, the fulfillment of the Mexican state-nationalist project lasted barely a generation »³⁶, écrivait Arthur Schmidt. Nous croyons aussi que l'hégémonie culturelle, comme l'entend Antonio Gramsci, n'a été vécue au Mexique que pendant un court laps de temps, qui recouvre, en le dépassant un peu, le sexennat de Lázaro Cárdenas (1934-1940), d'où a émergé un nationalisme rassembleur. Gabriel Zaid écrit avec justesse que le

³⁵ Philippe J. Bernard, « Les traits de culture nationaux dans la prospective sociale », dans Michaud, Guy, dir., *Identités collectives et relations inter-culturelles*, Bruxelles, Éd. Complexe, p. 102.

³⁶ Arthur Schmidt, « Making It real Compare to What? Reconceptualizing Mexican History Since 1940 », dans Gilbert Joseph, Anne Rubenstein et Eric Zolov, *Fragments of a Golden Age, op. cit.*, p.28

fonctionnement corporatif était sous Cárdenas « traditionaliste *décentralisé à partir de la base* : il était le *langage* d'interlocuteurs dispersés qui avait pour base les us et coutumes, contrairement à la centralisation à partir d'en haut qui règle le fonctionnement étatique dont le droit naît du pouvoir politique »³⁷. L'observation de Marie Lapointe, professeure d'histoire à l'Université Laval, en dit long sur l'écart qui s'est creusé entre la population et le régime: « à la fin du cardenisme, dès 1939, on exclut peu à peu les petits interlocuteurs. Un petit exemple: si l'on consulte les archives de Presidentes, très peu de petites gens des régions adressent des courriers au président à partir de Miguel Alemán. Auparavant, c'était l'inverse... »³⁸. Le mouvement de 1968 a sans doute été la révélation ou la confirmation de la fin de cette hégémonie. Pourquoi fut-elle aussi éphémère? Parce que le PRI ne s'est jamais doté d'une idéologie et d'un programme clairs, qu'il s'est drapé d'une révolution dite populaire mais a favorisé les classes moyennes, et parce que ceux qui prônent des idées de gauche constituent une force importante dans le processus hégémonique.

Pas d'hégémonie culturelle donc, mais l'hégémonie d'un parti unique. La définition de Philip Corrigan et de Derek Sayer s'applique bien au Mexique des années 1950-2000:

« Le pouvoir de l'État ne repose pas autant sur le consentement de ses sujets que sur les formes et les agencements de régulation et de coercition qui définissent et créent certains types de sujets et d'identités alors qu'elles nient d'autres types de sujets et d'identités. L'État accomplit cela non seulement au travers de sa police et de son armée mais au travers de ses bureaux et règles, ses taxes, ses permis et autres procédures d'enregistrement »³⁹.

Elle correspond à la vision dualiste exprimée par les étudiants tant en 1968 qu'en 1999-2000, une perception bipolaire dans laquelle le trait d'union entre le peuple et l'État manque désespérément et dans laquelle ils se perçoivent comme des sujets et des identités non définies et non créées par l'État priiste. Ce qui, inévitablement, induit la notion d'opposition et de lutte. À la notion d'hégémonie, il faut donc préférer « processus hégémonique », comme le propose Florencia E. Mallon, une sorte d'« équilibre précaire mais dynamique »⁴⁰, fait de tensions entre les différentes forces sociales et politiques, d'oppositions, de compromis et

³⁷ Gabriel Zaíd, *Intellectuels et État au Mexique*, Toulouse, Éditions GRAL, 1979, p.44.

³⁸ Dans un document adressé à l'auteur.

³⁹ William Roseberry, « The Language of Contention », dans *Everyday Forms of State Formation*, Durham, Duke University Press, 1994, p. 357.

⁴⁰ Florencia E. Mallon, *Peasant and Nation*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1995, p. 6

d'ententes. Ce processus s'adapte mieux à la relative souplesse du PRI et à la disparité des besoins d'une population elle-même bigarrée d'un point de vue régional, socio-économique, culturel et ethnique. Il est donc complexe. Le peu de confiance qu'ont les Mexicains dans leurs élites fait que, même si ce processus est plus dynamique parce que le rapport des forces entre la société civile et l'État est moins déséquilibré depuis le milieu des années 1980, il est bien difficile à l'heure actuelle de voir vers quoi il tend.

C. Cadre méthodologique

Comme l'affirme Contant-Martin, celui ou celle qui se penche sur la culture politique d'un groupe n'y découvre pas une « culture » en soi, mais

« des phénomènes, des discours et des pratiques, indissociables de l'organisation sociale, de ses ordres et hiérarchies, de ses arrangements de relations de pouvoir (...). L'agir en commun met en jeu des ordres symboliques qui désignent un lieu de pouvoir, qui plus précisément articulent des emboîtements de pouvoir allant du plus intime de la sphère domestique au public magnifié du politique institué »⁴¹.

La culture n'est pas « le résultat exclusif d'une institution isolée, sinon de l'ensemble de la société dans laquelle ces institutions vivent et agissent »⁴², d'où la nécessité d'inscrire les mouvements étudiants d'ampleur significative dans leur contexte global, d'autant plus qu'invariablement ils émergent dans des périodes de tensions et d'incertitudes. La première partie de cette thèse s'emploie donc à examiner les influences historiques et contemporaines qui jouent un rôle dans les perceptions et les attitudes des étudiants. La question identitaire est souvent au cœur de celles-ci, c'est pourquoi l'historique de l'UNAM et de ses mouvements étudiants et l'identité nationale rattachée à la révolution mexicaine y sont examinés, suivi d'une mise en contexte socio-politico-économique du Mexique des années soixante et de son évolution jusqu'en 2000. La deuxième partie contient la narration détaillée des deux conflits et la dernière porte sur le discours lui-même.

La sémiologie étudie les signes, tous les signes: la gestuelle, les silences, les expressions, les constructions imagées et langagières, bref tout ce qui sert à la communication. Nous nous

⁴¹ Denis Constant-Martin, « Pratiques culturelles et organisations symboliques du politique », *op. cit.*, p. 120.

impliquerions dans une recherche autre que celle à laquelle nous nous sommes astreinte, si nous avions la prétention d’user de la sémiotique, comme science, pour arriver à nos fins. Face à un corpus volumineux et répétitif, la meilleure façon de rendre intelligible son contenu était d’emprunter aux méthodes dites d’analyse du discours, celle qui consiste à déconstruire le discours. Après une lecture attentive, nous nous sommes employée à le catégoriser selon les thèmes abordés par les étudiants et susceptibles de révéler leur culture politique. Cette « compilation » était, croyons-nous, la seule façon de rendre intelligible l’ensemble du discours; celui-ci se trouvant fragmenté au travers des milliers de tracts, ces collages permettent d’avoir une vue d’ensemble les idées exprimées sur des sujets spécifiques et, par la suite, d’évaluer l’évolution de la culture politique de 1968 à 1999. Nous y retrouverons les perceptions qu’ont les étudiants d’eux-mêmes, celles qu’ils ont de leur mouvement, de la Nation, de l’État, de la classe dirigeante, des institutions et du monde. Ce découpage permet de mettre en relief les perceptions contenues dans le discours des étudiants de 1968 et de 1999-2000 sur les mêmes thèmes mais à trois décennies d’écart, dans un Mexique en mouvement, puis de les comparer et de constater les changements ou les constances des éléments constitutifs de la culture politique appréhendés dans deux environnements distincts.

Nous avons quelques doutes sur la pertinence d’une cueillette de données résultant de l’élaboration et de la distribution d’un questionnaire aux étudiants de l’UNAM en novembre 2000. Les cendres étaient à peine retombées, les grévistes ayant été arrêtés en février et mars 2000, et le CGH émettait encore de la propagande: les réponses données par les étudiants risquaient d’être biaisées. Nous étions partagée, jusqu’à ce que nous découvrimes une étude faite à partir de questionnaires portant justement sur la culture politique des étudiants de l’UNAM et réalisée en 1997 par Víctor Manuel Durand Ponte, laquelle fut éditée en 1998 par l’UNAM⁴³. Pourquoi refaire l’exercice? Tirant parti des tracts rassemblés pour le mouvement de 1968, nous nous sommes donc concentrée sur la cueillette des tracts diffusés en 1999-2000, dont l’existence permet justement de comparer les perceptions et les représentations des étudiants de façon plus détaillée, plus précise, dont la spontanéité et dans leur richesse intrinsèque. Car les tracts

⁴² *ibid.*

⁴³ Durand Ponte, Víctor Manuel, *La cultura política de los alumnos de la UNAM*, Mexico, Colección Problemas educativos de México, UNAM, 1998, 273 p. L’auteur a sondé 680 garçons et 637 filles au sein des CCH et de la cité universitaire.

exposent, argumentent, analysent les critiques, les affirmations, les explications, les revendications, le pourquoi et le comment, autant d'informations que ne peuvent livrer des questionnaires où l'on demande aux répondants de cocher oui, non ou peut-être, ou encore beaucoup, un peu, pas du tout. Nous ne voulons absolument pas critiquer la pertinence des sondages, car on y trouve des informations qui sont absentes des discours produits en temps de crise (sur la famille, les organisations de quartier ou la religion, par exemple). Mais nous revendiquons la valeur des tracts. Chose certaine, et c'est rassurant pour la crédibilité de cette thèse, le discours étudiant du mouvement de 1999-2000 va exactement dans le même sens que les données recueillies par Víctor Manuel Durand Ponte. Nous reviendrons sur ce sondage dans notre analyse comparative au chapitre VIII.

Des journaux étudiants, des quotidiens et des magazines politiques à grand tirage, des recueils de témoignages, des mémoires d'ex-étudiants activistes, des documents visuels d'archive, deux documentaires étudiants réalisée pendant le conflit de 1999-2000 et des émissions de télévision archivées (des témoignages d'ex-activistes de 1968 et des discussions entre intellectuels reconnus, en 2000 et 2001) ont fait office de sources complémentaires.

Les tracts de 1968 sont rassemblés dans les archives de la *Dirección General de Investigaciones Políticas y Sociales*, police de renseignement du ministère de l'Intérieur de l'époque (situées aux *Archivos General de la Nación*), aux *Archivos Históricos* et, surtout, au *Fondo Reservado* (sis toutes deux à la Bibliothèque Nationale), lequel conserve jalousement 1 046 tracts au *Fondo Impresos Suetos del Movimiento Estudiantil de 1968*, division de la catégorie *Movimientos Estudiantiles Mexicanos, 1954-1968*, elle-même subdivision de la section « Documentos Socio-políticos Contemporaneos »⁴⁴. Les tracts et journaux du mouvement de 1999-2000 ont été recueillis sur les sites internet créés par des membres du Conseil Général de Grève et de la collection personnelle du sociologue Jésus Enrique Pérez Cruz, qui travaille au CESU (Centre d'études sur l'université) de l'UNAM⁴⁵.

⁴⁴ Ces tracts étaient conservés jusqu'en 1992 dans l'ancienne église de San Agustín, à Mexico. Ils ont été transférés au *Fondo Reservado* à son ouverture, en 1992.

⁴⁵ Un mot sur la transcription des tracts au Mexique. Nous avons adopté comme principe de respecter la graphie des originaux. Ce travail mené dans des conditions difficiles ne permettait pas une révision sur place. Au moment de réviser la thèse pour son édition finale, devant le nombre élevé de coquilles et devant l'impossibilité de distinguer les erreurs qui pouvaient se trouver dans les originaux et celles qui provenaient de notre transcription, nous avons

Nous nous sommes donné un système de classification relativement simple, qui permettra à quiconque le désire de retrouver la source citée:

- 1- FIS, pour *Fondo de Impresos Suelos*
- 2- DIPS, pour *Dirección de Investigaciones Políticas y Sociales*
- 3- AH, pour *Archivos Nacionales*
- 4- W68, W99 et W00 pour *web* 1968, 1999 et 2000
- 5- JEPC, pour *Jesús Enrique Pérez Cruz*.

Ces sigles sont suivis d'informations qui varient selon le cas. Nous avons conservé l'annotation des tracts telle que réalisée par le *Fondo de Impresos Suelos*, et avons noté le numéro de la boîte et des pages consultés à la DIPS et aux Archives Historiques. Un tract peut être signé simplement « CNH » ou mentionner une provenance plus précise, soit une assemblée, un comité, une école ou une faculté. Nous avons reproduit cette signature, puis avons mis le mois et, si mentionnée, la date. Voici quelques exemples:

(FIS 654 Comité Pro-Démocratie et Pro-Liberté): 2 septembre 1968

(DIPS 702, 122): 3 août 1968

(W99 Philosophie et Lettres CGH-UNAM): mai 1999

(JEPC Comité de lutte Philosophie et Lettres): 7 janvier 2000

décidé, à l'instigation de notre directeur, d'uniformiser les textes en fonction de l'espagnol correct. Ce travail d'uniformisation, réalisé par Claude Morin, s'est surtout appliqué aux accents et à la ponctuation.

PARTIE I

L'UNIVERSITÉ NATIONALE, LA SOCIÉTÉ ET L'ÉTAT

CHAPITRE I L'UNIVERSITÉ NATIONALE

L'Université Nationale Autonome de Mexico est un symbole important de l'aspect populaire et inclusif de la Révolution de 1910. Lorsqu'en 1999 le recteur Francisco Barnés voulut instaurer des coûts pour l'inscription, c'est à ce symbole qu'il s'attaquait, lequel prenait une ampleur égale à la colère provoquée par les multiples privatisations des quinze dernières années. L'UNAM a formé et continue de former des Mexicains, de la capitale et d'ailleurs, qui n'auraient pas accès à l'éducation moyenne et supérieure sans son existence⁴⁶. La contribution de l'institution à la vie intellectuelle et scientifique du pays, tant pour ses activités de recherches que par ses innombrables publications, est considérable. Toutefois plusieurs se plaignent qu'elle soit trop souvent un espace de manipulation politique. Que ce soit à travers des luttes partisans ou d'obscures magouilles, les élites politiques ou bureaucratiques ont en effet souvent eut le bras long en sa direction, afin de provoquer des mouvements étudiants ou de les canaliser à leur profit. En contrepartie, la maturité politique des étudiants et leur grand pouvoir de rassemblement leur ont permis plus d'une fois d'obtenir ce qu'ils voulaient, ont amené des gouvernements à améliorer l'accès universitaire ou fait obstacle à des projets qui, de leur point de vue, étaient « idéologiquement incorrects ». Le militantisme politique, renforcé par le statut autonome de l'université, a donc toujours accompagné la vie académique, pour le meilleur comme pour le pire, un militantisme qui n'est pas exclusif aux étudiants, car des enseignants et des non-universitaires ayant participé de façon directe ou indirecte à nombre de manifestations à l'UNAM.

La première partie de ce chapitre relate quelques-uns des événements clés du militantisme étudiant, ce qui aide à comprendre une certaine culture politique qui caractérise nombre de ceux qui fréquentent l'UNAM. La deuxième partie examine l'institution elle-même, son évolution et différents problèmes qui sont apparus avec le temps, notamment sa massification, son coût, son financement, la qualité de ses diplômes et le rôle qu'elle devrait jouer au sein de la société mexicaine.

⁴⁶ L'UNAM n'est pas la seule université publique du Mexique, car la plupart des États mexicains en comptent une et à Mexico, l'Université Autonome Métropolitaine, fondée en 1972, a le même statut que l'UNAM. Toutefois, non seulement il existe un nombre important d'étudiants qui viennent de régions pauvres, attirés par la capitale, mais l'importance même de la population de la mégalopole, avec ses bidonvilles, explique son importance pour beaucoup de Mexicains.

1. Petit historique de l'Université nationale autonome de Mexico

1.1 De l'Université Pontificale à l'Université nationale autonome de Mexico

Les luttes de pouvoir entre les conservateurs et les libéraux qui suivirent l'indépendance mexicaine (1821) et l'alternance des uns et des autres aux commandes du pays, ont eu des répercussions sur la plus vieille université des Amériques après celle de Lima (Université Santo Domingo), l'Université royale et pontificale de Mexico, fondée en 1551. Principal foyer de formation des élites de la colonie puis du pays, les idéologies adverses ne pouvaient que conserver ou réformer les méthodes et les valeurs inculquées. Les libéraux ambitionnaient donc des réformes qui modifieraient son caractère conservateur, traditionnel et ecclésiastique. L'Université Royale fut fermée par les libéraux en 1833⁴⁷, en attendant que la nouvelle Direction Générale de l'Instruction Publique, chapeautée par José María Luis Mora, ait défini le plan général d'une éducation laïque qui inculquerait aux jeunes « l'esprit de recherche et de doute »⁴⁸. L'année suivante, Antonio López Santa Anna, l'« Attila de la civilisation mexicaine »⁴⁹, annula les réformes par décret, redonnant aux ecclésiastiques leurs fonctions formatrices dans les collèges San Idelfonso, San Juan de Letrán et San Gregorio et du Séminaire de Minería. Seule la création de l'École des Sciences de la Médecine survécut au projet de Mora et ce n'est qu'en 1858 que le glas sonna une fois pour toutes pour le clergé, si l'on excepte la brève restauration sous le court règne de l'empereur Maximilien (1865-1867), entre deux présidences de Benito Juárez.

L'Amérique latine du XIX^e siècle, dont l'avenir était à construire, fut largement adepte de la philosophie positiviste⁵⁰. Au Mexique, les positivistes, surnommés *científicos*, devinrent prépondérants dans les huit dernières années du régime de Porfirio Díaz (1876-1911), lequel avait financé généreusement l'éducation supérieure. L'un d'eux, Gabino Barreda, secrétaire de l'Instruction publique au sein du gouvernement de Juárez puis de Díaz, fut l'un des maîtres d'œuvre de l'éducation laïque. Barreda avait fondé l'École préparatoire nationale (EPN) en 1867,

⁴⁷ On accorda toutefois aux étudiants les grades mineurs de philosophie, de théologie et de jurisprudence sans qu'ils n'assistent aux cours.

⁴⁸ Lourdes Alvarado, « La Universidad entre la tradición y el cambio. 1833 », dans Lourdes Alvarado, dir. *Tradicón y reforma en la Universidad de México*, Mexico, CESU (UNAM), 1994, p. 129-160.

⁴⁹ *ibid.*, p. 160. Citation de José María Luis Mora.

laquelle offrait une formation générale d'une durée de cinq ans, secondaire et collégiale, et permettait aux étudiants d'accéder à une école professionnelle après avoir été formés en « hommes de plume et de pensée complètement intégrés au système »⁵¹.

L'Université nationale de Mexico fut inaugurée en grande pompe le 22 septembre 1910 par Justo Sierra, historien, poète, romancier et successeur de Barreda de 1905 à 1910. Son collaborateur, Ezequiel A. Chávez, avait effectué quelques voyages en Europe et aux États-Unis afin d'étudier l'organisation de diverses universités; les systèmes français et américains avaient particulièrement retenu l'attention des deux hommes. La nouvelle institution réunissait les arts et les sciences, incluait l'enseignement intermédiaire, l'EPN, les Écoles professionnelles et la nouvelle École des études supérieures. Le recteur, nommé pour trois ans par le président du Mexique (nomination renouvelable), formait la junte de gouvernance avec un Conseil universitaire formé par les directeurs de chacune des écoles, conseil où les étudiants étaient représentés, sans toutefois pouvoir voter.

La structure de l'université était « bigarrée », pour reprendre l'expression de Javier García Diego Dantan⁵². L'EPN, intégrée à l'université surtout à cause de l'attachement de Sierra pour elle, avait un caractère plus terminal qu'intermédiaire, ce qui en plus du rattachement de l'école professionnelle et celle des Hautes Études à l'UNM, paraît peu compatible avec le caractère large d'une université déjà marquée par l'absence - voulue - d'études utilitaires ou commerciales (Commerce, Économie et Chimie), ce qui limitait les choix de carrières. À cela s'ajoutaient certaines lacunes, comme la dispersion des écoles (Sierra refusait de se servir des bâtiments de l'ancienne université), la carence de lieux réunificateurs et de résidences, ou encore l'absence d'un statut clair des liens entre l'université et l'État. L'éducation demeurait élitiste, réservée à des clans fermés, ou *camarillas*. Ceux qui se destinaient à la politique, par exemple, formaient des clans qui rivalisaient entre eux, selon les liens que ses membres entretenaient avec des

⁵⁰ Le système philosophique du positivisme était alors en vogue en France, en Grande-Bretagne, en Espagne ou en Italie. Herbert Spencer (darwinisme social) et Auguste Comte (l'ordre et le progrès) en avaient la paternité.

⁵¹ Annick Lempérière, *Intellectuels, État et société au Mexique. Les clercs de la Nation*, Paris, l'Harmattan, 1993, p. 37.

⁵² Javier García Diego Dantan, « El proyecto universitario de Justo Sierra: circunstancias y limitaciones », dans Lourdes Alvarado, dir. *Tradición y reforma...*, op. cit., p. 161-202.

personnages hauts placés au sein du pouvoir. Un phénomène qui caractérisera longtemps la vie de l'UNM puis de l'UNAM.

La philosophie positiviste de l'éducation avait ses détracteurs. On lui reprochait surtout de promouvoir un « fanatisme » scientifique au détriment de la philosophie. Un des foyers de cette critique fut l'Athénée, fondée en 1907 par un groupe d'étudiants de l'UNAM, inspirés du romantisme allemand, de Bergson et de Nietzsche, mais aussi de penseurs de l'Amérique latine⁵³. Certains athénéens entretenaient des liens privilégiés avec Justo Sierra, qui se montrait ouvert à la discussion. Celui-ci ouvrit d'ailleurs une brèche idéologique opportune lors de son discours d'inauguration de l'UNM en exprimant sa désillusion face au positivisme. Un signal qui ne passa pas inaperçu au sein de la communauté étudiante qui, lors du premier Congrès national étudiant tenu en septembre 1910, exigea une réforme de l'éducation supérieure et, autre signe que les étudiants se montraient désormais plus critiques, dénonça les politiques du régime, tenues responsables de « l'accroissement des inégalités sociales, provoquant une certaine inquiétude »⁵⁴. Les étudiants anti-réélectionnistes jouèrent d'ailleurs un rôle non négligeable dans la chute de Porfirio Díaz en maintenant sur un pied d'alerte, grâce à leur activité fébrile, le réseau des clubs reyistes et libéraux progressistes (réseau de communication et d'organisation des forces anti-porfiriennes) pendant l'exil de Francisco Madero aux États-Unis en 1909⁵⁵.

La première grève étudiante de l'Université nationale de Mexico eut lieu dès 1912. Le mécontentement face au projet du recteur Luis Cabrera, qui voulait remplacer les examens finaux annuels par des examens trimestriels, en était la cause. La grève se transforma rapidement en manifestation contre Madero⁵⁶, dont la présidence était marquée par cette incertitude qui suit

⁵³ L'Athénée constituera le noyau fort de la relève intellectuelle post-révolutionnaire (notamment Alfonso Reyes, José Vasconcelos, Pedro Henríquez Ureña, Antonio Caso). On peut presque parler d'une *camarilla intellectuelle* qui accéda au pouvoir, tant le nombre de ses membres et de ceux issus de formations inspirées de l'Athénée (le groupe des 15, entre autres) fut considérable aux commandes de l'État. Il existe une abondante littérature sur l'Athénée, dont *Conferencias del Ateneo de la Juventud*, sous la direction de Juan Hernández Luna (Mexico, UNAM, 1962), *Gabino Barreda, Justo Sierra y el Ateneo de la Juventud*, de Martín Quirarte (Mexico, UNAM, 1970), *El Ateneo de la Juventud y la Revolución*, de José Rojas Garcidueñas (Mexico, INEHRM, 1979).

⁵⁴ María de Lourdes Velázquez Albo, « La propuesta estudiantil de reforma », dans Lourdes Alvarado, dir. *Tradición y reforma...*, *op. cit.*, p. 204. « ... la inquietud invadía ya hasta los gérmenes de nuestro ser cultural », témoignait quelques années plus tard l'écrivain Alfonso Reyes.

⁵⁵ Lire à ce sujet *La révolution mexicaine de 1910*, de François-Xavier Guerra (Paris, PUF, 1987).

⁵⁶ Les étudiants argentins furent les premiers à exiger, en 1918, l'autonomie de leur centre éducatif, l'Université de Cordoba. Les privilèges liés à ce statut avaient été peu à peu érodés, la royauté espagnole craignant la propagation

toute transition d'importance mais aussi par l'acharnement d'ex-porfiristes et de conservateurs décidés à le renverser. Le conflit étudiant s'embourba dans la partisanerie politique lorsque la junte de l'UNM appuya ouvertement Victoriano Huerta (1912-1914), entraînant une énergique réaction chez les Athénéens. Sous l'impulsion de Pedro Henríquez Ureña, José Vasconcelos, Pedro González Blanco et Martín Luis Guzmán, l'Université populaire du Mexique fut alors fondée, avec pour objectif d'offrir une éducation moins élitiste et gratuite (elle fonctionnera jusqu'en 1921). De leur côté, les autorités ultra catholiques de l'École de droit, qui refusaient l'intervention de l'État dans l'éducation supérieure, profitèrent du moment pour se séparer de l'université en créant l'École de droit libre.

L'Université nationale se transforma réellement sous le rectorat de José Vasconcelos (1920-1921), qui profita de la baisse des tensions idéologiques et de l'inévitable « dé-porfirisation » de la communauté universitaire. Créateur du secrétariat de l'Éducation publique (SEP), qu'il dirigea de 1921 à 1924, Vasconcelos fut l'instigateur d'une campagne de diffusion des idées nouvelles devant contribuer à consolider l'État. L'éducation n'avait plus « pour seule fonction de former des citoyens, elle devait également valoriser « l'esprit national » et le syncrétisme culturel hispano-américain, distinct des seuls apports européens »⁵⁷. La croisade des « caudillos de la culture », pour reprendre l'expression d'Enrique Krauze⁵⁸, dura à peine trois ans, mais elle marqua de façon significative la société. Un apport intéressant pour les étudiants fut la campagne d'alphabétisation au travers de « brigades culturelles ». Selon Renate Marsiske⁵⁹, cet épisode ne fut pas étranger à l'émergence d'un nouveau sentiment de solidarité menant à la sensation, chez les étudiants, plus souvent sur la route qu'en classe, de former une classe à part entière au sein de la société mexicaine, élément non négligeable dans l'histoire étudiante de l'UNAM, tout comme l'évolution de la fibre nationaliste de ces jeunes protagonistes de l'éducation populaire qui,

des idées révolutionnaires dans ces espaces de la connaissance. L'autonomie universitaire avait pour but d'exclure l'ingérence politique et militaire dans les affaires universitaires, de permettre la libre circulation des idées et de rendre possible la critique sociale et politique sans être menacé par une éventuelle répression.

⁵⁷ Annick Lempérière, *Intellectuels, État et...*, op. cit., p. 41.

⁵⁸ Titre de l'un de ses ouvrages. Les caudillos en question sont pour la plupart des anciens de l'Athénée.

⁵⁹ Renate Marsiske, « Los estudiantes en la Universidad Nacional (1910-1928) », dans Lorenzo Luna, Renate Marsiske et al., *Los estudiantes. Trabajos de historia y de sociología*, Mexico, CESU (UNAM), 1989. « Esa cruzada duró apenas tres años. Tal vez a la distancia cabe reprocharle el que no la haya continuado de manera directa, pero esa estancia increíblemente corta fue suficiente para orientar en un sentido misional la vocación de varias generaciones y sus ecos resonaron en todo el Continente Americano ».

toujours selon Marsiske, se serait développée de façon à incorporer au nationalisme traditionnel « un humanisme utopique, un certain socialisme libéral »⁶⁰.

Les universitaires qui avaient soulevé en 1912 la question de la séparation de l'université des pouvoirs politiques, demandèrent à nouveau l'autonomie pour celle-ci en 1929. Les luttes qui avaient déchiré le pays récemment (la guerre des Cristeros), l'État désirait éviter les situations conflictuelles, d'autant plus que la première élection du Parti national révolutionnaire⁶¹ approchait et que le pouvoir de mobilisation de la « classe étudiante » s'était étendu au niveau national. La nouvelle Confédération Étudiante du Mexique, constituée par les fédérations étudiantes de chacun des États du pays (l'ensemble des écoles et des facultés de l'Université nationale de Mexico s'y trouvaient représentées), présageait en effet un conflit de longue durée. Le Congrès vota une loi à l'automne 1929 accordant une autonomie, toutefois partielle, à l'institution.

Toujours en 1929, le recteur Antonio Castro Leal tenta à son tour d'imposer l'examen trimestriel, projet à nouveau contesté par les étudiants. La grève engagée à la Faculté de droit et des sciences sociales s'étendit rapidement à l'ensemble de la communauté étudiante lorsque le directeur de la Faculté, Narciso Bassols, déclara que le projet de Castro Leal ne faisait qu'imiter le « système éducatif impérialiste *yankee* »⁶². Cette critique fut reprise par le comité de grève étudiant, qui exigea la démission du recteur et des hauts fonctionnaires de la SEP et alla jusqu'à inciter ses membres à user de l'action directe contre « ceux qui trahissent les accords généraux des assemblées »⁶³. La grève fut marquée par de multiples émeutes et affrontements, une agitation qui n'était peut-être pas étrangère aux circonstances, le pays étant en pleine lutte présidentielle. Emilio Portes Gil se plaignit de l'ingérence d'« agitateurs anti-gouvernementaux » infiltrés par les partis d'opposition⁶⁴, visant probablement le rival de Plutarco Elías Calles, le candidat José Vasconcelos. Pour finir, ce fut Narciso Bassols qui démissionna. Nommé plus tard

⁶⁰ *ibid.*

⁶¹ C'est ainsi que Plutarco Elías Calles avait baptisé le parti. Lázaro Cárdenas changera ce nom en 1934, qui devint le Parti de la révolution mexicaine, transformé en 1942 par le président Avila Camacho pour devenir le Parti révolutionnaire institutionnalisé.

⁶² Maria de Lourdes Velásquez Albo, « La propuesta estudiantil de reforma », *op. cit.*, p. 106.

⁶³ *ibid.*

⁶⁴ Jesús Silva Herzog, *Historia de la Universidad Nacional de México*, Mexico, FCE, 1971, p. 42.

à la direction de la SEP, il remaniera la Loi organique de l'université en 1933 afin qu'elle ait une pleine autonomie⁶⁵.

1.2 Les tensions des années 1934-1945

Le recteur Manuel Gómez Morín (fondateur en 1939 du parti de l'Action nationale, le PAN) dû démissionner en 1934 à la suite d'un autre conflit, les étudiants se disant insatisfaits d'un Conseil universitaire qui ne leur accordait pas assez de participation. Sept recteurs se succédèrent de 1934 à 1936, Chico Goerne étant celui qui demeura en poste le plus longtemps, soit deux ans et demi (1934-1936). Une Loi organique qui redessinait l'organigramme de la junte de gouvernement de l'université fut approuvée le 6 janvier 1945, laquelle est toujours en vigueur. L'UNAM y est désignée comme étant « une corporation publique, un organisme décentralisé de l'État ». Le patronat fut ajouté à la junte de gouvernement et le Conseil universitaire, en plus des directeurs des écoles et des facultés, inclut cette fois des représentants des Conseils techniques de chacune de ces instances. Enfin, les délégués étudiants obtinrent un droit de vote au sein du Conseil⁶⁶.

Le recteur Salvador Zubíran jeta à son tour la serviette en 1946. Serra Rojas accepta de le remplacer puis se ravisa. Assurer la direction de l'UNAM n'est certes pas une tâche facile. Comme le note Jesús Silva Herzog, « certains pensent, peut-être avec raison, qu'il (le poste de recteur de l'UNAM) est le plus difficile du pays »⁶⁷. Le rectorat fut donc assuré par intérim jusqu'à ce que Luis G. Garrido accepte la charge en 1948. Peu apprécié par un groupe d'étudiants, un plébiscite fut organisé par ces derniers en faveur d'Antonio Díaz Soto y Gama, qui fut l'avocat du célèbre Emiliano Zapata pendant la révolution. Soto y Gama accepta l'honneur, donnant lieu à un épisode des plus burlesques de l'histoire de l'UNAM: deux hommes revendiquèrent un poste dont personne ne voulait à peine quelques mois auparavant, l'un de son

⁶⁵ *ibid.*, p. 44.

⁶⁶ Un incident démontre que, autonomie ou non, l'ingérence politique perséverait. Suite aux pressions des étudiants, le recteur Salvador Zubíran., qui avait organisé en 1946 une levée de fonds pour construire la Cité Universitaire (inaugurée en 1952), refusa d'accorder le doctorat honorifique que le Président Miguel Alamán voulait offrir au président américain Harry S. Truman lors de sa visite à Mexico. Zubíran fut forcé de démissionner. Le document honorifique fut remis à Truman lorsque Luis G. Garrido devint recteur de l'UNAM, en 1948.

⁶⁷ Jesús Silva Herzog, *Historia de la Universidad Nacional...*, *op. cit.*, p. 94.

bureau du rectorat et l'autre installé dans l'édifice universitaire Justo Sierra. Durant deux semaines, les deux hommes durent affronter les étudiants qui leur étaient hostiles, subissant quolibets et injures. La tragi-comédie prit fin au bout de ce laps de temps lorsque Soto y Gama renonça à sa « fonction »⁶⁸.

1.3 Les décennies 1960-1970

La croissance économique, la stabilité politique, les bonnes perspectives d'emploi des années de l'après-guerre et l'acquisition formelle de la pleine autonomie expliquent la relative tranquillité qui régna à l'UNAM pendant les décennies 1940-1950. Comme un peu partout dans le monde, les années soixante vont se démarquer singulièrement de cette période. Outre la ferveur idéologique et culturelle de l'époque, de nombreuses grèves du monde ouvrier et professionnel marquèrent la société mexicaine dès la fin des années 1950 pour se poursuivre pendant la décennie suivante. L'amélioration des conditions de travail, la hausse des salaires et l'indépendance des syndicats face à l'État constituaient les principales revendications. Le signe le plus visible de cette période turbulente fut une répression dure et généralisée, indice de l'intransigeance et de la volonté de contrôler la dissidence face au pouvoir politique.

De son côté, l'UNAM, qui comptait 87 426 étudiants en 1967⁶⁹, se trouvait dans une phase importante de croissance, confrontée à l'obligation de « redéfinir ses missions sans le secours d'une planification nationale des besoins en éducation »⁷⁰. Comme le montre le tableau ci-dessous, l'université s'était considérablement bureaucratisée au cours des dernières années, pour atteindre 7 375 postes en 1967⁷¹, augmentant sa charge salariale, la moyenne des dépenses du secteur administratif, de 1929 à 1967, formant 30,15 % de la totalité du budget de l'UNAM. À titre comparatif, pour la même période, une moyenne de 45,54 % du budget de l'université était consacrée à l'enseignement et à la recherche.

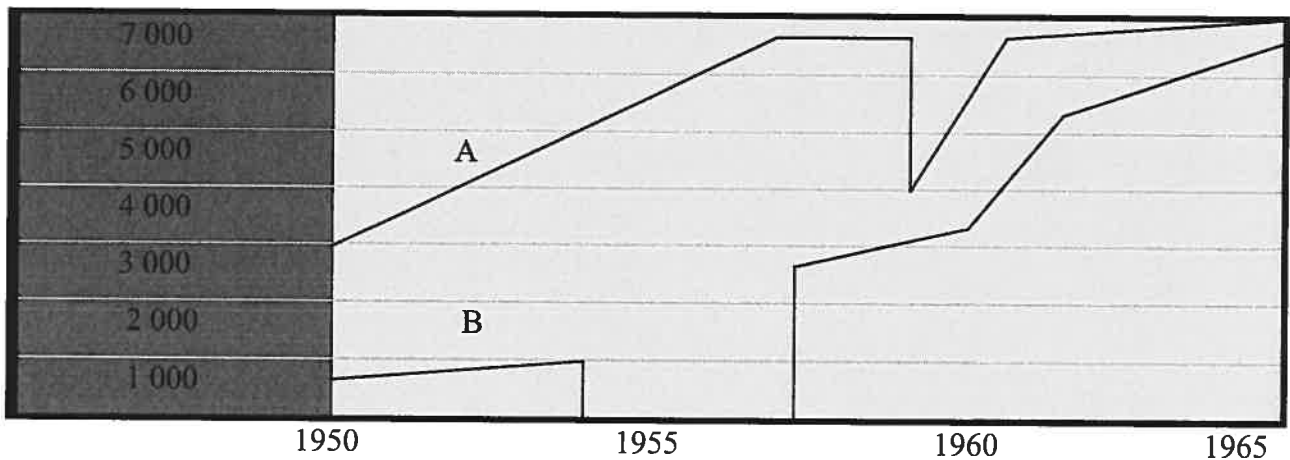
⁶⁸ *ibid.*, p. 92.

⁶⁹ Arturo González Cosío, *Historia estadística de la universidad 1910-1967*, Mexico, UNAM, 1968, p. 47

⁷⁰ Annick Lempérière, *Intellectuels, État et société...*, *op.cit.*, p. 362.

⁷¹ Arturo González Cosío, *Historia estadística de la universidad...*, *op.cit.*, p. 49.

Postes administratifs et personnel enseignant (1950-1967)⁷²



A= enseignants

B= places administratives

note : il n'y a pas de statistiques de 1954 à 1957 en ce qui concerne les places administratives.

Dans les revendications étudiantes de l'époque, « s'entremêlaient étroitement les motifs politiques et non politiques »⁷³, conséquence des deux réalités mentionnées ci-haut, l'une de caractère politique et sociale, l'autre marquée par l'écart grandissant entre la massification de la population étudiante de l'UNAM et la dégradation des conditions d'études. La vive critique des méthodes traditionnelles de contrôle du PRI en milieu éducatif (faux leaders étudiants, ou *porros*, infiltrés dans le milieu) et la revendication de l'indépendance des sociétés d'élèves, favorisèrent l'émergence et la rapide ascension de la Centrale nationale des étudiants démocratiques (CNED), syndicat résolument indépendant, contrairement à la Fédération des étudiants de l'université, toujours en crise⁷⁴. Les leaders de la CNED étaient pour la plupart membres du PCM ou de son appendice, la Jeunesse communiste. À partir de 1964, des grèves élargies secouèrent les universités publiques de différents États (District Fédéral, Morelos, Oaxaca, Chihuahua, Nuevo León et Tabasco), issues du malaise provoqué par la massification de la population étudiante et

⁷² *ibid.*, graphique 26.

⁷³ *ibid.*

⁷⁴ *ibid.*, p. 333.

des piètres conditions d'étude (absence d'infrastructures -résidences et cafétérias-, désuétude des équipements, décrépitude des édifices, locaux trop exigus, manque de formation des enseignants, trop peu de bourses universitaires et privées).

Les manifestations étudiantes des années 1966-1968 furent elles aussi victimes de sévères répressions et, comme nous le verrons plus loin, le mouvement étudiant de 1968, fruit de l'alliance de l'UNAM et de l'Institut national de polytechnique (IPN)⁷⁵, au début simple révolte contre les autorités policières et le préfet du District fédéral, se transforma rapidement en mouvement politique contre l'absence de canaux démocratiques pour exprimer les griefs, contre l'autoritarisme du président Gustavo Díaz Ordaz et le système politique mexicain en général, miné par la corruption.

Afin de redorer le blason du PRI-État qui avait mis fin au mouvement étudiant de 1968 en usant d'une force démesurée et sanglante, mais aussi pour désengorger une institution dont les étudiants soulevaient trop de vagues, le gouvernement de Luis Echeverría mit de l'avant une réforme éducative en 1972⁷⁶. Celle-ci visait la décentralisation de l'UNAM mais aussi l'accessibilité à l'éducation moyenne et supérieure. L'Université autonome métropolitaine (UAM) vint s'ajouter à l'UNAM comme université publique, et cinq Collèges des sciences et des humanités (CCH) érigés en périphérie de la ville furent rattachés à l'UNAM.

1.4 1980 -1990

En 1980, l'article 3 de la Constitution fut modifié afin de concéder l'autonomie à toutes les universités et autres institutions d'éducation supérieure. L'UNAM comptait alors 294 542

⁷⁵ L'IPN fut créé par Lázaro Cárdenas en 1943 dans le but d'offrir aux jeunes issus du milieu ouvrier un accès à l'éducation moyenne et supérieure. L'IPN a été également connu son lot de grèves et de manifestations étudiantes.

⁷⁶ Ces réformes n'empêchèrent pas les étudiants de détester celui qui fut Ministre de l'intérieur pendant les événements de 1968. Non sans raison, les étudiants le soupçonnaient d'avoir été impliqué dans le sordide massacre de Tlatelolco. Lors d'une cérémonie traditionnelle à l'UNAM en 1972, Luis Echeverría, qui devait prononcer un discours marquant la nouvelle année scolaire, fut chahuté par les étudiants présents dans l'auditorium bondé, et bombardé de légumes et de pierres, dont l'une le blessa au visage. Echeverría dû interrompre son discours et sortir sous les huées.

étudiants, 27 515 enseignants et 23 716 travailleurs administratifs⁷⁷. Plus de jeunes ont donc bénéficié de l'élargissement de l'université de 1976 à 1985⁷⁸.

Le secrétaire à l'éducation de l'administration Miguel de la Madrid (1982-1986), Jesús Reyes Heróles, tenta de composer avec la promesse électorale de son chef de faire une « révolution éducative ». De la Madrid disait vouloir améliorer la qualité des services éducatifs, reconnaissant que les progrès réalisés dans la décennie précédente pour rendre plus accessible l'éducation moyenne et supérieure ne s'étaient pas accompagnés d'efforts en ce sens. Reyes Heróles envisageait, entre autres mesures, de porter à 10 ans le temps consacré au primaire et de décentraliser l'administration des centres éducatifs des niveaux moyens et supérieurs. Ces plans restèrent sur papier, tout comme plusieurs projets du secteur public, en raison de la crise économique dévastatrice qui frappa le pays en 1982. Le contexte d'austérité et de restrictions qui suivit eut des conséquences radicales, convertissant le projet « révolutionnaire » en une politique éducative de désengagement de l'État qui se traduisit par une diminution des subsides destinés à l'éducation, une augmentation des coûts des services facturés aux étudiants et une baisse des salaires des professionnels de l'éducation de 40 %, de 1982 à 1988⁷⁹.

Rivero Serrano, qui inaugura en 1984 le Centre culturel, vaste territoire au sud-ouest de la Cité universitaire de l'UNAM, qui comprenait deux salles de cinéma (dont l'une fut baptisée José Revueltas), des centres pour la danse et le théâtre ainsi que la bibliothèque nationale, céda sa place en 1985 à Jorge Carpizo MacGregor. Ce dernier fit partie du noyau dur de recteurs et de directeurs qui, à la rencontre annuelle de l'ANUIES, insista pour que la question du financement de l'éducation supérieure au secteur public soit prioritaire. Traditionnellement, cette réunion se terminait par l'approbation des programmes éducatifs, mais l'état des centres d'éducation moyenne et supérieure commandait à Carpizo et ses pairs de discuter directement de la question avec le gouvernement. Exprimée au travers d'un discours prononcé par Carpizo, la requête fut suivie de rencontres avec l'organisme chargé du financement des 34 universités publiques, la

⁷⁷ Peter Wagner *et al.*, *Ciencias Sociales y Estados Modernos. Experiencias nacionales e incidencias teóricas*. Mexico, FCE, 1999.

⁷⁸ Jorge Bartolucci, « Posición social, trayectoria escolar y elección de carrera », dans Lorenzo Luna, Renate Marsisk *et al.*, *Los estudiantes...*, *op. cit.*, p.292.

⁷⁹ José M. Vadi, « Economy, Globalization, Class Struggle, and the Mexican State », *Latin American Perspectives*, *op. cit.*, p. 132.

Direction générale de l'enseignement supérieur, laquelle relevait d'un sous-secrétariat de la SEP. Mais la DGES et les recteurs ne réussirent pas à s'entendre, la Direction générale refusant que la négociation se fasse en bloc, comme le souhaitaient les requérants.

Comme l'État préférait le statu quo, Carpizo proposa en 1986 des réformes destinées à améliorer les finances. Les étudiants ripostèrent en formant un conseil étudiant, le Conseil étudiant de l'université (CEU) et en boycottant les cours. Après 21 jours de grève, le recteur abdiqua et abandonna son projet.

L'UNAM fut paralysée presque toute l'année 1988, affectée par une grève de ses travailleurs syndiqués membres de la STUNAM qui revendiquaient des hausses salariales. La grève fut levée le 3 décembre, sans qu'ils n'aient obtenu ce qu'ils espéraient, deux jours après la cérémonie d'investiture de Carlos Salinas.

1.5 1990-1999

En 1990 eut lieu le Congrès universitaire exigé par les étudiants en 1987, afin de trouver des consensus sur les réformes universitaires que tous jugeaient nécessaires. Mais peu de choses en résulta, le processus qui donnait droit de vote à tous (étudiants, enseignants et travailleurs) permettant aux radicaux de faire obstacle à la plupart des propositions issues des différents ateliers de travail⁸⁰. Au début 1992, la direction de l'UNAM annonça un programme de renforcement du *bachillerato* (diplôme des CCH) et une hausse des coûts reliés à divers services offerts aux étudiants. Une grève de 24 heures des CCH et des facultés des sciences politiques et sociales, de philosophie et lettres, d'économie, et de psychologie, fit reculer José Sarukhán, recteur depuis 1989.

Six ans plus tard, un projet de réformes portant sur le passage automatique et la permanence à l'université fut étudié, lequel proposait et la restriction du temps alloué pour compléter un programme de spécialisation, à la licence ou au doctorat, et l'instauration d'un examen à l'admission aux études supérieures, ce qui mettrait fin à l'accession automatique des

⁸⁰ Juan Miguel de Mora, *CEU vs UNAM*, Mexico, Edamex, 1987.

étudiants ayant terminé avec succès leurs études dans les collèges rattachés à l'université. Cette fois, par manque de coordination ou de pouvoir de rassemblement, la grève entamée par les CCH sous la houlette du CEU se termina en queue de poisson. Cette défaillance fut mise à profit en 1997 par le successeur de Sarukhán, Francisco Barnés de Castro. Avec l'assentiment du Conseil universitaire, il augmenta les frais de service et fit amender les règlements concernés afin d'instaurer les dites réformes.

Dans la foulée réformiste des dernières années, rendue possible par la faible capacité de rassemblement des étudiants contestataires, Francisco Barnés annonça le 15 février 1999 qu'il avait l'intention d'augmenter à nouveau le coût des services (dont la liste avait été allongée) et de facturer l'enseignement selon des critères de richesse⁸¹. Les coûts d'inscription semestriels du *bachillerato* équivalaient à 20 jours de salaire minimum, soit 510 pesos, et ceux de la licence à 30 jours de salaire minimum, soit 680 pesos (plus ou moins 85 et 115 dollars canadiens au taux de change de 6 pesos). Mais la proposition mobilisa les étudiants, qui déclenchèrent une grève illimitée. Deux mois après le début du conflit, Barnés décida de réviser le règlement (adopté le 25 mars par le Conseil universitaire), et proposa le 7 juin 1999 une baisse des montants, qui passaient respectivement de 20 à 15 et de 30 à 20 jours de salaire minimum. Barnés dut démissionner en novembre de la même année et son successeur, Juan Miguel de la Fuente, finit par demander une intervention policière, qui mit fin au conflit, non sans avoir reculé sur tous les points.

La réaction du milieu étudiant avait été mitigée. On pourrait classer en quatre catégories les positions des étudiants:

- 1- Les étudiants qui admettaient que l'UNAM devaient trouver de nouvelles sources de financement et qui acceptaient de payer pour l'enseignement;
- 2- Ceux qui y étaient fermement opposés mais consentaient à payer davantage pour les services;
- 3- Les étudiants qui refusaient la facturation des cours et celle des services;
- 4- Enfin, les plus radicaux qui en plus de refuser la facturation des cours et celle des services, voulaient annuler les réformes imposées depuis 1992 (examens à l'admission, imposition des examens du CENEVAL, temps fixé pour terminer les études, etc.). Ils ont gagné.

Si certaines universités nationales avaient pu dans les dernières décennies abandonner leur caractère gratuit, facturant les cours en fonction des revenus familiaux et créant un système de bourses pour aider les étudiants sans ressources, la résistance à l'UNAM fut coriace, et elle fut appuyée de façon très active par un nombre important de parents. Les classes populaires (des secteurs défavorisés de la capitale et de certaines régions du Mexique⁸²) et la petite bourgeoisie formaient le gros contingent des étudiants en 1972. En 1999, les classes moyennes et populaires émergeaient de deux décennies extrêmement difficiles, les multiples dévaluations du peso (dont la plus récente fut celle de 1995) ont fait fondre les économies des petits épargnants. Il n'est donc pas surprenant que les parents se sentent concernés par la réforme de Barnés. À leur manière, ils critiquèrent l'État pour ses politiques qui favorisent trop souvent les plus nantis:

« Il y suffisamment d'argent pour payer l'armée mexicaine, les partis politiques, les campagnes prosélytistes, la dette extérieure, les législateurs, la bureaucratie de l'État, la FOBAPROA, le narcotrafic, les terrains de diamant, la répression des indigènes, etc. Mais il n'y a pas suffisamment d'argent pour payer l'éducation! »⁸³

La population étudiante de l'UNAM n'est pas seulement socio-économiquement hétérogène, elle l'est aussi de par sa géographie humaine. Cette particularité favorise la prise de conscience des inégalités sociales et celle de l'existence de divers problèmes régionaux. Les « provinciaux » (30 % des étudiants de l'UNAM en 1961 puis autour de 18 % par la suite⁸⁴) qui aménagent temporairement ou non dans la capitale, centre de tous les pouvoirs, découvrent également les vertus de cette proximité. Comme le fait remarquer David Smith, en parlant de la capitale d'un pays, « les chances pour que l'activisme politique prenne une importance nationale sont beaucoup plus grandes, (ce dont) les leaders sont bien conscients, cherchant à tirer le plus de

⁸¹ Ignacio Chávez avait tenté en 1966 de fixer le montant des cours selon les revenus des familles des étudiants; l'entreprise avait échoué et il avait dû démissionner.

⁸² Arturo González Cosío, *Historia estadística de la universidad 1910-1967*, op. cit., graphique 18. Le plus gros contingent pour cette année-là vint du Veracruz (5 755), de l'État de Mexico (6 750), du Michoacán (4 460), d'Hidalgo (3 480), du Guanajuato (3 190) et du Chiapas (2 935).

⁸³ *Brigadistas* (25 février 1999). « Hay suficiente dinero para pagar al ejército mexicano, a los partidos políticos, las campañas proselitistas, la deuda externa, a los legisladores, a la burocracia del estado, al FOBAPROA, al narcotráfico, terrenos en punta diamante, matanza de indígenas, etc. ¡Pero no hay suficiente dinero para pagar educación! ».

⁸⁴ Arturo González Cosío, *Historia estadística...*, op. cit. En 1972, le nombre d'étudiants mexicains provenant de l'extérieur du DF est passé de 20,84 % à 64,2% du nombre total des étudiants. L'étalement de la mégapole jusque dans l'État de Mexico est probablement responsable de cette augmentation importante.

profit possible de cette situation »⁸⁵. Les manifestations de caractère anti-gouvernemental sont plus nocives lorsqu'elles ont lieu là où les pouvoirs sont concentrés, que dans les autres grandes villes; une manifestation de 10 000 personnes dans les rues de Monterrey, de Puebla ou de Guadalajara, par exemple, préoccupe moins les autorités fédérales qu'un nombre identique de protestataires qui « manifestent tout aussi vigoureusement sur les marches de la Chambre des députés ou au pied du Palais présidentiel: le gouvernement ne peut l'ignorer »⁸⁶.

Le mouvement de 1999-2000 prendra lui aussi un caractère politique, les privatisations réalisées par les gouvernements de Miguel De La Madrid, Carlos Salinas et Ernesto Zedillo se trouvant au cœur de la critique et de la conviction qu'avaient les grévistes qu'à moyen terme, l'État projetait celle de l'UNAM⁸⁷. La stratégie du pouvoir politique fut de laisser aller les choses, de provoquer un ras-le-bol dans l'opinion publique à qui on offre une image dégradante du mouvement, qu'on tente de diviser. Devant l'échec de ces tactiques, on choisit de remplacer Francisco Barnés par Juan Ramón de la Fuente, qui se montra d'entrée de jeu plus conciliant, déclenchant une réelle fissure dans l'unité du mouvement.

2. L'Université dans la Cité

2.1 Le caractère de l'UNAM

L'autonomie

La violation de l'autonomie universitaire a été l'un des griefs exprimés par les étudiants en 1968. L'intrusion de policiers et de militaires à l'IPN et à l'UNAM était en soit déjà troublante. Lorsque l'occupation pure et simple des deux institutions par l'armée mexicaine fut devenue réalité, le tollé devint unanime dans l'ensemble des communautés universitaires et chez nombre d'intellectuels, sentiment partagé par une partie de l'opinion publique. La brutalité des forces de

⁸⁵ Peter Smith, « Mexico since 1946 », *The Cambridge History of Latin America*, Vol. VII, Cambridge, The Cambridge University Press, 1995, p. 80. « so that the chances of student political activism assuming national importance are proportionately much greater. The student activist leaders are not unaware of this fact, naturally, and use it to good advantage ».

⁸⁶ *ibid.*

⁸⁷ Mentionnons que nombre de pays défavorisés offrent l'éducation supérieure gratuite à leurs citoyens.

l'ordre qui affecta étudiants, enseignants, travailleurs, parents ou simples citoyens, contribua à confondre violence et autonomie, comme si celle-ci était nécessaire pour se prémunir de celle-là. Mais le concept autonomiste doublé de la conviction que les lieux éducatifs sont absolument inviolables est une interprétation erronée, car la loi doit s'appliquer à tous les citoyens. De plus, en ce qui a trait au mouvement de 1999-2000, celui-ci ne faisant pas l'unanimité chez les étudiants, l'occupation de l'UNAM soulève la question de la légalité, un problème épineux pour les autorités politiques, compte tenu du spectre de 1968, à maintes fois mentionné dans l'espace public, ce qui explique en partie la longévité de cette grève, un droit en soi sans aucun doute, mais qui contrevenait au droit à l'éducation pour les 49 % d'étudiants qui s'étaient prononcés en sa défaveur.

Le concept est né de la volonté de préserver l'indépendance de l'institution face aux aléas de la politique. Les étudiants et les enseignants les plus radicaux ont abusé du principe en considérant, en 1968 tout comme en 1999-2000, qu'il donnait à l'UNAM un caractère de quasi-État dans l'État. Y voyant une sorte de laboratoire politique, ces derniers voulaient, par exemple, instaurer une structure de pouvoir horizontale qui permettrait l'autogestion avec une représentativité proportionnelle de tous les secteurs de la communauté, système naturellement favorable aux étudiants. Une conception de l'UNAM qui relève donc de la subjectivité de l'interprétation et de l'opportunisme, la ferveur, la passion et l'idéalisme qui émergent des moments de crise pouvant être mis à profit pour endoctriner les jeunes étudiants.

Le recteur de l'UNAM, Javier Barros Sierra, avait pourtant clarifié le concept après le conflit de 1968, dès le 27 octobre, alors qu'il avait rendu publiques les conclusions de la commission qu'il avait formée à cette fin. Le principe d'autonomie en milieu éducatif, issu d'une tradition culturelle occidentale et accepté par la majorité des nations contemporaines « à divers degrés et avec des nuances différentes », écrit-il,

« est, essentiellement, la liberté d'enseigner, de faire de la recherche et de diffuser la culture. Cette autonomie académique n'existerait pas de façon complète si l'université n'avait pas le droit de s'organiser, de fonctionner et d'appliquer ses moyens financiers comme elle l'estime convenable, c'est-à-dire si elle ne posséderait pas une

autonomie administrative et si elle ne disposait pas d'une autonomie législative qui est la capacité de dicter ses propres règlements. Tout cela à l'intérieur des lignes générales contenues dans la Loi organique »⁸⁸.

Les problèmes académiques, administratifs et politiques internes doivent être résolus *exclusivement* par les universitaires. L'autonomie requiert le respect de l'espace physique de l'université et les universitaires peuvent exercer leurs droits constitutionnels en tant que citoyens. Toutefois, ajoute le recteur, l'université, en tant qu'institution, « ne peut participer à une politique militante, partisane ou de groupe, quoique dans son sein se discutent librement les doctrines, les opinions et les idéologies sur lesquelles s'appuient de telles activités »⁸⁹, et elle ne bénéficie d'aucune impunité en regard de la justice: les actes illégaux commis par les universitaires, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses murs ne sont pas soustraits à la loi. Quand peut-on dire que l'autonomie universitaire est violée? Lorsque l'État,

« d'une manière ou d'une autre, limite l'indépendance académique de l'université ou empêche qu'elle se gouverne elle-même, quand une corporation privée, un parti politique, un groupe et toute entité en général, rend difficile l'accomplissement de ses tâches ou limite d'une façon ou d'une autre les libertés dont elle jouit ».

Plus qu'un privilège, insiste Javier Barros Sierra, l'autonomie est une responsabilité, celle de « remplir nos devoirs et de faire honneur à l'institution, nous rappelant que l'autorité et l'ordre dans notre centre d'études ne se fondent pas sur un pouvoir coercitif mais repose sur une force

⁸⁸ (FIS 54 Médecine Vétérinaire et Zootechnique): 12 novembre 1968. « (...) La autonomía de la Universidad de México, está definida implícitamente en su Ley Orgánica. Importa, sin embargo, aclarar lo que significa esa autonomía frente a conflictos tales como los que han padecido últimamente ciertas universidades de nuestro país y de Latinoamérica. La autonomía universitaria es un principio que procede de la tradición cultural de occidente y que hoy aceptan, aunque con distintos grados y matices, la mayoría de las naciones modernas. Entre nosotros surge con la idea misma de fundar una nueva Universidad, es propuesta formalmente en 1917 por don Venustiano Carranza y al fin se otorga en 1929. Fue móvil de esforzadas luchas de maestros y estudiantes por conquistarla, primero, y después por consolidarla y aun ampliarla. Autonomía universitaria es, esencialmente, la libertad de enseñar, investigar y difundir la cultura. Esta autonomía académica no existiría de un modo completo si la Universidad no tuviera el derecho de organizarse, de funcionar y de aplicar sus recursos económicos como lo estime más conveniente, es decir, si no poseyera una autonomía administrativa, y si no disfrutara de una autonomía legislativa, que es su capacidad para dictarse sus propios ordenamientos. Todo ello, por supuesto, dentro de las líneas generales trazadas por la Ley Orgánica ».

⁸⁹ *ibid.* « Ha de respetarse esa autodeterminación de la Universidad; los problemas académicos, administrativos y políticos internos deben ser resueltos, exclusivamente, por los universitarios. En ningún caso es admisible la intervención de agentes exteriores y, por otra parte, el cabal ejercicio de la autonomía requiere el respeto a los recintos universitarios; pero, diversamente, aunque los universitarios, como ciudadanos, pueden ejercer sus derechos constitucionales, la Universidad, en cuanto Institución, no puede participar en política militante, partidista o de grupo, aun cuando en su seno se discutan libremente las doctrinas, opiniones e idearios en que se apoyan tales actividades; ni pretende que su autonomía equivalga a una sustracción a las leyes de observancia común ni, en particular, a la impunidad de los actos delictuosos cometidos por universitarios, dentro o fuera de sus recintos ».

morale et intellectuelle qui dépend de la conscience et la capacité de chacun de nous »⁹⁰. Cette affirmation donne aux agissements du gouvernement Díaz Ordaz un caractère illégal mais, en ce qui concerne le mouvement de 1999-2000, elle demeure applicable aux deux parties concernées!

Enfin, le rapport de Barrios Sierra affirmait que l'autonomie de l'UNAM était profanée lorsqu'*une corporation privée, un parti politique, un groupe et toute entité en général* nuisaient au fonctionnement ou encore limitaient les libertés dont elle jouit. Les étudiants qui s'opposaient aux examens du Centre National d'Évaluation (introduits lors de la réforme de 1997) affirmèrent qu'ils étaient illégaux car produits par un organisme *privé*, ce qui constituait une ingérence extérieure. Cette « ingérence » abuse-t-elle des libertés de l'UNAM? Pour les étudiants oui, car l'éducation gratuite, garantie par l'article 3 de la Constitution, est synonyme d'éducation pour tous et que ces examens limitent l'accession à l'université. Le CENEVAL est donc pour eux synonyme de « marché », d'« économie compétitive » et de néolibéralisme, ce qui constitue pour eux un non-sens si l'on considère l'UNAM comme un acquis d'une Révolution axée sur l'égalité sociale.

Le tribunal universitaire

Instance disciplinaire créée en 1935, le Tribunal universitaire est composé de 3 membres : un président (le plus ancien des professeurs du Conseil technique de la Faculté de droit), un secrétaire (l'avocat général de l'UNAM, ce qui en fait un membre à la fois juge et parti), et un membre (le plus ancien enseignant d'une faculté ou d'une école). Lorsque la question concerne des étudiants, deux collègues de la faculté ou de l'école des accusés s'ajoutent. Moctezuma

⁹⁰ *ibid.* « Hay violación de la autonomía cuando el Estado, por cualquier medio, coarta la independencia académica de la Universidad o impide que ella se rija internamente; pero también existe cuando una corporación privada, un partido político, un grupo y, en general, cualquier entidad dificultando el cumplimiento de sus tareas o limitando de un modo o de otro las libertades que la sustentan. En nuestros días, y como resultado de las tres grandes revoluciones populares, expresadas en leyes e instituciones, la autonomía universitaria de México. La formación de profesionales, investigadores, estudiantes y técnicos educados en la libertad, es esencial para acrecentar el patrimonio material y espiritual del país y para alcanzar un desarrollo basado en los anhelos colectivos de justicia. La Nación ha aceptado como suya a la Universidad desde 1910, la ha impulsado, le ha proporcionado los medios a su alcance para realizar sus fines. En la Universidad culmina una obra cultural que responde a los más altos ideales forjados por la República. Por ello, su existencia, su felicidad y su progreso son inseparables del progreso nacional. La autonomía, más que un privilegio, entraña una responsabilidad para todos los miembros de la comunidad universitaria; la de cumplir con nuestros deberes y hacer honor a la institución, recordando que la autoridad y el orden en nuestra casa de estudios no

Barragán, secrétaire de cette instance en 1996, avouait la trouver trop formaliste et rigide, puisqu'elle avait été créée afin de « distinguer les actions de protestation qui existent à l'intérieur de la normativité universitaire de celles qui découlent de conduites délictueuses violant les lois du pays⁹¹ ». Barragán désirait la modifier en profondeur « pour répondre à la nouvelle situation du pays, de plus grande ouverture et de plus grande participation démocratique⁹² » en créant de petits tribunaux dans chaque dépendance universitaire.

Tout en augmentant la charge bureaucratique de l'UNAM, cette solution n'aurait pas réglé le problème de fond lié à une juridiction floue⁹³. Le démantèlement de ce tribunal, discrédité depuis longtemps par les étudiants, fut l'une des exigences des mouvements de 1986-1987 et de 1999-2000. Le tribunal ne fut pas aboli. Aussi décréta-t-il l'expulsion de l'université de six membres du CGH, cinq étudiants et un enseignant, à la suite des événements disgracieux survenus le 6 février 2001 (voir chapitre IV).

La qualité du diplôme

La qualité de l'enseignement se serait dégradée à l'UNAM à cause de la multiplication des étudiants et d'une formation et des salaires insuffisants chez les enseignants. Mais la qualité du diplôme est peut-être encore plus tributaire du mode de fonctionnement de l'UNAM, avant 1992 puis à partir de 2000⁹⁴. Un étudiant qui termine ses études de *bacchillerato* (CCH) avec une

se fundan en un poder coercitivo, sino en una fuerza moral e intelectual, que sólo depende de la conciencia y la capacidad de cada uno de nosotros. Javier Barros Sierra ».

⁹¹ *Proceso* (1^{er} décembre 1999).

⁹² *ibid.*

⁹³ Par exemple, un étudiant du CCH Azcapotzalco qui fut suspendu pour six mois (il avait organisé un concert rock sans la permission des autorités) dû être réintégré à la suite d'une décision d'une cour de justice qui lui accorda un droit d'appel, ou *amparo*. L'avocat de l'étudiant alléguait que la Loi Organique de l'UNAM était inconstitutionnelle parce que, notamment, aucun de ses articles ne garantissait à l'étudiant expulsé ses droits à l'éducation, à la libre discussion des idées, d'audience et de légalité consacrées par la Constitution.

⁹⁴ Les grévistes obtinrent l'abolition des examens du CENEVAL et donc, de critères nationaux. Ces examens consistaient à l'Examen national d'inscription à l'éducation supérieure (EXANI II), à l'Examen général de la licence (EGEL) et l'Examen d'inscription au doctorat (EXANI III). Cinq examens avaient ajoutés en 1999 pour les études de psychologie, d'ingénieur agronome, d'informatique et d'ordinateur, d'ingénieur chimique et de droit. Ces derniers s'ajoutaient aux 17 examens généraux pour les diplômes menant à la licence, créés et appliqués par la SEP.

moyenne médiocre, mais suffisante pour obtenir le diplôme, accède automatiquement à l'éducation supérieure offerte par l'UNAM⁹⁵.

Réussite finale dans les Universités Publiques Fédérales subventionnées (UPFS)⁹⁶

(cohortes)	% des inscrits à la première admission			
	1988-1993	1990-1995	1992-1997	1994-1999
Moyenne Nationale	37	43	43	47
Moyennes des UPFS	39	50	53	30
Instituto Politécnico Nacional	19	47	50	43
Universidad Autónoma Agraria Antonio Narro	16	36	22	19
Universidad Autónoma Chapingo	44	90	48	57
Universidad Autónoma Metropolitana	44	49	63	76
Universidad del Ejército y Fuerza Aérea	47	32	51	79
Universidad Nacional Autónoma de México	35	50	54	16

Alors que le programme où il s'est inscrit doit normalement se compléter en quatre ans, il peut obtenir sa licence après un temps indéfini, et l'examen qui lui vaut le diplôme n'est pas une épreuve standardisée à l'échelle nationale. Ce sont des règles qui offrent peu d'incitation à la discipline personnelle, à l'effort et à la performance. Toujours dans la foulée des réformes du milieu, l'administration Zedillo (1994-2000) avait déclaré prioritaire l'évaluation des centres d'éducation publique⁹⁷. Les 34 universités publiques et les huit universités techniques (dont l'IPN) ont dû faire leur évaluation pour les cycles scolaires 1994-1995 et 1995-1996 (alors que trois universités de technologie s'ajoutaient, pour un total de 45 centres éducatifs). Toutefois le

⁹⁵ Jorge Bartolucci, « Crónica para una sociología del Congreso universitario de 1990 », dans Lourdes Alvarado, dir. *Tradición y reforma...*, op. cit., p. 294-5. L'auteur fait remarquer qu'il était impossible de déterminer si le diplôme des étudiants au *bachillerato* (CCH) était associé à ses capacités ou non, que l'assiduité aux classes aurait été le critère général de sa réussite, et que des études auraient démontré que la volonté de continuer ses études suffirait largement à l'étudiant voulant accéder à l'université.

⁹⁶ ANUIS (2000).

⁹⁷ Le Secrétariat de l'Éducation Publique a exprimé ainsi le concept: « L'auto-évaluation et l'évaluation externe des institutions, des programmes académiques, de la réussite scolaire et de la qualité de l'enseignement, la définition et l'utilisation de critères nationaux pour une évaluation de qualité, la participation des pairs et l'évaluation collégiale ».

nombre d'institutions publiques qui se plièrent à l'exercice passa de 34 à 30 pour l'année scolaire 1996-1997, puis de 30 à 20 l'année scolaire suivante.

Comment le milieu patronal perçoit-il les diplômés de l'UNAM? Les porte-parole de l'Association mexicaine de l'exécutif en relations industrielles (AMERI), de la Chambre nationale de l'industrie de transformation (CANACINTRA) et de la Confédération du patronat de la république du Mexique (COPARMEX), respectivement Carlos Paredes, Raúl Picard del Prado et Raúl Vázquez Osorio, ne s'entendent pas sur le pourcentage des étudiants qui réussissent à se faire embaucher dans le domaine où ils ont étudié. Mais ils sont unanimes pour dire qu'en compétition sur le marché du travail, les étudiants de l'UNAM ne font pas le poids avec les diplômés du secteur privé. Selon une étude de l'AMERI, 99 % des grandes entreprises du secteur privé embauchent leur personnel provenant d'universités privées telles que la Tec de Monterrey, l'ITAM, l'Anáhuac, l'Ibéroaméricaine ou La Salle, parce qu'en plus d'avoir, selon eux, une meilleure formation académique, ils possèderaient une meilleure de connaissance de la langue anglaise⁹⁸. Ont-ils raison? Le tableau de la page 40 montre que les universités publiques ne sont pas excessivement mauvaises, exception faite des universités Chapingo et Antonio Narro, même qu'elles ont vu leurs moyennes augmenter après que les examens du CENEVAL aient été implantés (la grève de 1999-2000 explique la piètre performance de l'UNAM pour cette année scolaire). Mentionnons que la répartition des inscriptions révèle qu'environ trois étudiants sur cinq sont du secteur de l'éducation moyenne (technique et collégiale).

⁹⁸ Karina Avilés, « AMERI: rechaza la IP a 99% de los egresados de la UNAM. Prevalecen *prejuicios* sobre su calidad académica; el desprestigio por la huelga, otro factor: expertos », *La Jornada* (4 septembre 2000). « De acuerdo con un estudio de la Asociación Mexicana de Ejecutivos en Relaciones Industriales (AMERI), el egresado de una universidad privada demora entre tres y seis meses en obtener un empleo con una «acertividad» -esto es, que se incorpora en su área de estudio- que oscila entre 40 y 50 por ciento, mientras que un egresado de una universidad pública como la UNAM, «si es que se coloca», tarda entre nueve meses y un año y con una «acertividad considerablemente baja de 20 por ciento». Pero según cifras oficiales de la Universidad Nacional, siete de cada 10 egresados obtienen empleo al terminar sus estudios. (...) presidente Nacional de la Cámara Nacional de la Industria de Transformación (Canacindra), Raúl Picard del Prado. Hace el siguiente comparativo: "Hemos observado que un alumno del Tec de Monterrey que está en cuarto semestre, en ingeniería, está prácticamente al mismo nivel que uno que está por terminar en la Facultad de Ingeniería. ¿Qué está pasando? Eso sí nos preocupa porque el sector industrial «ha aprendido bien: ¡Buscar al mejor!». Las opiniones no difirieron mucho bajo la perspectiva del sector industrial. El vocero de la Confederación Patronal de la República Mexicana (Coparmex) y egresado de la Universidad Nacional, Raúl Vázquez Osorio, expresa que «la experiencia dice que los de la UNAM no son tan competitivos como los otros pero no es porque vengan de esa institución sino porque ahí aflora el problema académico». (...) Una muestra realizada por la AMERI, señala que de 250 grandes empresas del sector privado, 99 por ciento, es decir, 248, demandaron egresados de universidades de paga ».

Les préjugés des employeurs du secteur privé⁹⁹ auraient-ils plus d'impact que les considérations académiques? L'un des préjugés viendrait de la forte politisation des étudiants et du caractère anti-néolibéral que plusieurs affichent. Le populiste Luis Echeverría avait voulu en 1972 redorer l'image du parti. Voulait-il aussi, comme le croit Jorge Bartolucci, « contenir les valeurs de la gauche à l'UNAM »¹⁰⁰? Il est certes exagéré de croire que les gauchistes puissent être confinés dans une institution d'éducation particulière. Les étudiants du privé ne forment pas des contingents idéologiquement homogènes et dépourvus de toute pensée critique, politique ou sociale. Il est vrai toutefois qu'une partie de la clientèle de l'UNAM ne peut s'offrir l'éducation donnée par le secteur privé et qu'elle est plus sensible à ce qui peut mettre en péril l'opportunité d'accéder à l'éducation supérieure. Ces étudiants sont également plus attentifs aux partis politiques socialisants, tel que le PRD, de centre-gauche, et aux mouvements civiques tels que El Barzón (regroupement de petites entreprises victimes de l'ALÉNA), le Front zapatiste de libération nationale ou le Front populaire Francisco Villa, hostiles à l'orientation néolibérale du PRI et du PAN.

2.2 Le poids du nombre sur le financement

Budget fédéral pour l'UNAM, de 1995 à 2000 (en millions de pesos courants)¹⁰¹

1995	3 962.4
1996	5 358.1
1997	6 551.3
1998	7 806.4
1999	8 968.5
2000	10 494.6*

* Estimation de la SEP

⁹⁹ *ibid.* « Para el director general de la AMERI, Carlos Paredes, el conflicto es más grave de lo que se supone: « No hay que buscarle tres pies al gato, en la mayoría de las empresas hay muchos prejuicios hacia el egresado de la UNAM. (...) A decir de Eva Macías, del corporativo de selección de Bimbo, la diferencia entre un estudiante de la UNAM y otro de una universidad privada radica « en el nivel de inglés y el nivel académico, que es más bajo en la UNAM en comparación con los de la Ibero, el ITAM, el Tec de Monterrey, la Anáhuac y La Salle » ».

¹⁰⁰ Jorge Bartolucci, « Crónica para una sociología del Congreso universitario de 1990 », *op. cit.*, p. 292.

¹⁰¹ Direction générale du budget public.

En 1924, l'UNAM comptait 9 622 étudiants. En 1966, l'accroissement avait atteint 850 %¹⁰², ce qui est considérable, dépassant celui de l'Université de Paris dont la population étudiante, de 1900 à 1963, a augmenté de 625 %¹⁰³. De 1911 à 1929, l'université a reçu de l'État des subsides représentant 100 % de son budget; graduellement, à partir de 1929, la part gouvernementale a singulièrement diminué, avec une descente aux enfers en 1938 (35,80 %) pour remonter peu à peu (63,16 % en 1939, 84,42 % en 1967¹⁰⁴) et atteindre 89,1 % en 2000 .

Nombre d'inscriptions à l'UNAM¹⁰⁵

année	étudiants
1952	29 430
1961	63 000
1966	87 400
1968	96 050
1972	169 438
1980	294 542
1993	256 843
1999	269 516

La création de l'UAM et l'élargissement de l'UNAM (CCH) ont sans doute largement contribué au fait que les budgets pour l'éducation supérieure ont atteint des sommets entre 1970 à 1982: de 1973 à 1985 le nombre d'étudiants à l'UNAM a augmenté de 74 %, celui des enseignants de 100 % et celui du secteur administratif de près de 160 %¹⁰⁶. En 1999, les 269 516 étudiants étaient répartis dans 9 préparatoires, 5 collèges, 15 facultés, 7 écoles, 26 instituts et 11 centres de sciences, un gigantisme qui affecte indirectement la recherche (saturation des installations, manque de tranquillité, restriction du temps qui lui est accordée¹⁰⁷).

¹⁰² Arturo González Cosío, *Historia estadística...*, op. cit., p. 42.

¹⁰³ *ibid.*

¹⁰⁴ *ibid.*

¹⁰⁵ *Anuario estadístico (1960-1986) et Agenda estadística (1988-1989)* de l'UNAM. Des 96 050 étudiants de l'UNAM en 1968, 1 913 venaient de l'étranger, 35 615 de différents États mexicains et 58 522 du District Fédéral. Dans le même ordre, en 1972, 1 525, 58 880 et 109 033 étudiants formaient le contingent de l'université.

¹⁰⁶ Annick Lempérière, *Intellectuels, État et...*, op. cit., p. 302.

¹⁰⁷ Une des solutions proposées pour améliorer les conditions de travail à la recherche était de la sortir des Facultés et de la concentrer dans des centres créés à cette fin, proposition qui ne rencontre pas un enthousiasme unanime, certains percevant la concentration de la recherche hors des facultés comme une solution visant avant tout une plus grande adaptation de la recherche à l'économie de marché.

Sources des revenus de l'UNAM (1998-2000)¹⁰⁸

	1998	1999	2000
Services de l'Éducation	0,77 %	1,78 %	0,8 %
Revenus issus des Services et Produits	5,23 %	6,64 %	6,5 %
Produits du Patrimoine	1,10 %	2,26 %	2,6 %
Autres revenus	0,19 %	0,13 %	1,0 %*
Somme des revenus	7,29 %	10,81 %	10,9 %
Subsides du Gouv. Fédéral	92,71 %	89,20 %	89,1 %
T O T A L (pesos)	8 039 333 952	9 543 250 331	10 686 631 573

*Programme UNAM-BID

Répartitions des étudiants inscrits à l'UNAM (1998-2000)¹⁰⁹

	1998	1999	2000
Technique professionnelle (musique)	8	9	2
Technique infirmière	3 478	3 153	2 315
Propedéutico de l'École Nationale de Musique	891	649	541
Bachillerato	104 118	102 674	100 926
Doctorat	16 812	17 896	17 270
Licence	144 957	145 135	134 172
TOTAL	271 524	69 516*	255 226

* Étudiants inscrits aux classes extra-muros pendant le conflit étudiant.

¹⁰⁸ *Agenda Estadística de la UNAM (2000).*

¹⁰⁹ *Agenda Estadística de la UNAM (2000).*

Un des objectifs visés par les autorités politiques lors de la création des CCH était de rendre plus accessibles les études collégiales aux jeunes de la périphérie de la capitale grâce à l'implantation de collèges à proximité des colonies pauvres. Mais l'adoption des réformes de 1992 constituait un recul. Comme le montre le tableau ci-dessous, la population étudiante a effectivement diminué au *bachillerato* (ainsi qu'à la licence et au doctorat), les inscriptions au CCH passant de 39 652 en 1989 à 31 841 en 1993¹¹⁰. À ce nouveau défi s'ajouta celui, pour ceux qui avaient réussi à compléter leurs études collégiales, de se surpasser à l'examen d'entrée aux études supérieures, ceux qui obtenaient les pires résultats devant céder leurs places aux étudiants issus de l'extérieur de l'UNAM qui avaient obtenu de meilleures notes.

% du PIB consacré à l'éducation moyenne et supérieure¹¹¹

Dépenses totales en éducation % du PIB	année	Scolarité 3 ^e degré % de l'âge concerné	année	
Québec	7,6	2000	54,5	2000
Etats-Unis	7,3	1998	80,9	1995
Canada	6,7	2000	87,8	1995
France	6,3	1997	51,0	1996
Mexique	5,5	1997	16,0	1996
Panama	5,1	1997	31,5	1996
Colombie	4,1	1996	16,7	1996
Nicaragua	3,9	1997	11,8	1997
Chili	3,6	1997	31,5	1997
Argentine	3,5	1996	36,2	1994
Équateur	3,5	1996	20,0	1990
Uruguay	3,3	1996	29,5	1996
Guatemala	1,7	1996	8,5	1995
Haïti	1,5	1990	1,1	1985

¹¹⁰ Luis E. Gómez, « 30 días en huelga de hambre », *La Jornada* (septembre 1995). « (...) No se puede estar orgulloso de decir que desde 1986 se ha respetado la matrícula, cuando las propias agendas estadísticas de la UNAM dicen que en 1989 ingresaron al bachillerato 39 mil 652 estudiantes y que para 1994 ese ingreso había descendido a 31 mil 841 estudiantes; no se puede estar orgulloso de haber dejado en cinco años fuera del bachillerato a 15 mil estudiantes más de los arriba mencionados ».

¹¹¹ *Statistiques Canada* (2000).

L'autre réforme décriée par les partisans du statu quo en 1999 fut la limitation du temps d'études car, disaient-ils, cette mesure pénalisait davantage les plus démunis qui doivent souvent travailler pendant leurs études pour aider leur famille ou simplement survivre. De plus, en considérant l'éducation dans son ensemble, du primaire au collégial, limiter l'accès à l'éducation moyenne et supérieure est un non-sens, si l'on considère que, dès la petite enfance les enfants issus de milieux défavorisés ont moins de chance de terminer leur éducation primaire¹¹². La demande pour l'éducation moyenne et supérieure excède l'offre dans la zone métropolitaine de Mexico¹¹³, où la population se chiffre à plus de 21 millions d'habitants, d'autant plus que la capitale attire nombre d'étudiants de l'extérieur du DF. En 1994, 10 % de Mexicains âgés de 20 à 24 fréquentaient l'école, comparé à 20 % au Chili, 30,5 % en Uruguay, 40 % en France et 75 % aux États-Unis. Des 19 063 269 millions de jeunes mexicains, 2 892.8 millions fréquentaient les études moyennes et supérieures en 2000, 1 962.8 millions accédaient à la licence et moins de 120,000 dépassaient ce niveau, selon les statistiques de l'Association nationale des universités et des instituts d'enseignement supérieur¹¹⁴). C'est très peu, si l'on considère que le Mexique comptait, en 2000, plus de 97 millions d'habitants.

Malgré les efforts du Mexique, qui est après Cuba est le pays de l'Amérique latine qui investit le pourcentage le plus élevé de son PIB, le pourcentage des jeunes qui accèdent à l'éducation supérieure (16 %) est l'un des moins élevés du sous-continent, suivi du Brésil (14,5 %), de Cuba (12,4 %), du Nicaragua (11,8 %), du Paraguay (10,3 %), du Surinam (9,3 %), de Trinité-Tobago (8,2 %), du Guatemala (8,5 %), de la Jamaïque (7,8 %) et d'Haïti (1,1 %)¹¹⁵.

¹¹² *Anuario estadístico de l'ANUIES* (2000). Environ 60 % élèves terminent, bon an mal an, le primaire et de ceux-ci moins du quart terminent leur secondaire. En 2000, 14,7 millions d'enfants sont inscrits l'école primaire, 5,2 millions à l'école secondaire (environ 60 % d'entre eux terminent, bon an mal an, le primaire et de ceux-ci moins du quart terminent leur secondaire).

¹¹³ Karina Avilés, « Serán rechazados cerca de 80% de los aspirantes a licenciatura », *La Jornada* (8 mai 2000), p. 50. Pour l'année 2000-2001, 37 230 étudiants ont présenté leur candidature à la licence, qui offre en tout et pour tout 7 700 places.

¹¹⁴ De plus, selon les statistiques de CEPAL 2000, les Mexicains de 15 à 24 ans qui vivaient en milieu urbain en 1999, connaissaient le taux le plus bas d'analphabétisme (1,3 %), les autres groupes étant de 2,1 % (25-34 ans), 4,4 % (35-44), 9,5 % (45-59) pour atteindre 18,5 % chez les 60 ans et plus.

¹¹⁵ *ibid.*

Distribution de la population par tranches d'âges (2000)¹¹⁶

Age	%
0-14	38,6
14-34	36,7
35-49	13,5
50-64	7,2
64 +	4,0

La pyramide d'âge mexicaine est caractérisée par un important contingent de jeunes. En 2000, 51 650 242 Mexicains avaient moins de 25 ans, soit 53 % de la population, dont près de 20 % étaient âgés de 15 à 24 ans. Le défi d'offrir une bonne éducation au travers des écoles publiques et de créer des emplois est donc énorme. Il est aussi coûteux. De 1995 à 2000, l'État mexicain a versé aux universités publiques 109 543.3 millions de pesos, dont presque la moitié pour l'UAM et l'UNAM, soit 51 143.5 millions¹¹⁷.

Des efforts ont été réalisés dans les années 1990 pour aider les étudiants dans le besoin. L'UNAM a en effet instauré un programme d'Appui Économique en créant un fond de 40 millions pesos, soit 0,5 % de son budget annuel, destiné à offrir des bourses aux étudiants qui ont une moyenne supérieure à neuf sur dix et des moyens financiers réduits. Chaque étudiant « reçoit un salaire minimum par mois, qu'il reçoit à partir de la deuxième année jusqu'à la fin de ses études, s'il conserve de bons résultats ». Avec une contribution volontaire des parents et de diplômés, le recteur disait espérer qu'en 2000 l'UNAM pourrait hausser de 4 à 8 000 le nombre de bourses en licence et quintupler celles du *bachillerato* de 1 000 à 5 000¹¹⁸.

¹¹⁶ CEPAL (2000).

¹¹⁷ *Agenda Estadística* (2001).

¹¹⁸ Les universités peuvent aussi recevoir un financement du Fonds de modernisation de l'éducation supérieure (FOMES), dont le budget est destiné aux infrastructures (amélioration de la qualité des services éducatifs, rénovation des équipements et modernisation des fonctions académiques et administratives) et du Fonds d'apports multiples

2.3 Le rôle de l'UNAM dans la société

Déjà en 1986 les étudiants de l'UNAM voyaient dans les changements annoncés par le recteur Jorge Carpizo le début d'une progressive et inéluctable privatisation de l'institution imposée par le FMI et la Banque mondiale. Les réformes réalisées dans les années 1990 ont renforcé cette conviction, amenant plusieurs à y voir une intrusion outrancière dans les politiques du Mexique. En cette fin de millénaire, ces derniers se disaient inquiets du processus de mondialisation, arguant que l'un des effets pervers serait d'affecter le droit à l'éducation gratuite, particulièrement dans les pays en voie de développement. La perspective que l'Amérique latine entérine le traité de Zone de libre échange des Amériques (ZLÉA) fait donc partie, à leurs yeux, de la problématique. La tension, pour s'atténuer, exigerait donc de confirmer ou de redéfinir le rôle que doit jouer l'université publique dans une société où la richesse est très inégalement répartie. Face à la situation où les étudiants se sélectionnent de manière triangulaire avec l'université, le marché et l'offre d'un futur promis, recouvrant les nécessités immédiates de ce marché, se pose la question de savoir si l'université doit former, informer, instruire ou entraîner. Doit-elle construire ou produire de jeunes critiques qui questionnent et proposent des solutions alternatives ou de nouvelles formes de vie, différentes de celles déjà établies? Des jeunes disciplinés qui obéissent ou des êtres libres de pensée et d'action?

Vieux débat qui n'a fait que s'accentuer avec le temps. De son côté, le rôle de l'université publique et en particulier de l'UNAM, n'exige peut-être pas qu'elle soit absolument si compétitive, croit le sociologue Sergio Zermeño, en se basant sur la réalité mexicaine:

« La rationalité globalisante (...) (ou simplement la soumission des hiérarchies de la classe politique dans une des sociétés les plus dépendantes et avec la plus grande perte de souveraineté du monde entier) réclame de la rationalité inclusive une université excessivement ouverte à une masse de jeunes mal préparés n'a pas de sens, face aux exigences professionnelles toujours plus élevées, aux côtés d'universités privées aux standards élevés et un marché du travail qui rapetisse et devient à chaque jour de plus en plus exigeant »¹¹⁹.

(FAM), issu d'une modification en 1998 à la Loi de Coordination fiscale, donnant à l'État la responsabilité de la totalité du financement.

¹¹⁹ (W99 Droit CEIICH-UNAM): septembre 1999. (Sergio Zermeño) « La Universidad de todo. Es muy difícil en estas condiciones que progrese un diálogo: la racionalidad globalizadora, la urgida por los ritmos mundiales de la « tercera revolución científico-técnica » (o simplemente urgida por la obediencia a las jerarquías de la clase política en una de las XXX Entonces tiene sentido la pregunta sobre el papel de nuestra universidad en un país maquilador. ¿Para qué tanto ligar la universidad a las empresas si las necesidades tecnológicas de las pocas que habrán de subsistir serán cada vez mejor cubiertas desde el extranjero: las ingenierías, por ejemplo, tendrán cada vez más

Question pertinente certes mais peu discutée, peut-être parce qu'elle souligne le caractère sous-développé du pays et relativise sa capacité à évoluer, du moins à court ou à moyen terme. Pour ce Mexique qui offre principalement ses ressources énergétiques et naturelles ainsi qu'une main d'œuvre bon marché et sans qualification (allant à l'étranger comme travailleurs migrants ou oeuvrant dans les *maquiladoras*), Zermeño pose la question: « Pourquoi donc tant d'excellence dans ces frontières du savoir et de la technique si elles ne correspondent pas aux nécessités sociales de l'environnement de nos universités? »¹²⁰. Le rôle d'une université est perçu de différentes façons, que l'on soit du Mexique ou d'ailleurs. Fernando Pérez Correa a établi sept catégories, lesquelles peuvent former ou non un amalgame:

- 1) Un espace d'étude, de réflexion, de critique et de discussion;
- 2) Une communauté interpersonnelle centrée sur la vérité comme valeur fondamentale;
- 3) Une organisation de capacités professionnelles devant former et spécialiser les cadres de la société;
- 4) Un canal d'ascension personnel dans une société stratifiée;
- 5) Un espace de la critique révolutionnaire;
- 6) Le premier espace libre dans le processus révolutionnaire;
- 7) Une trampoline pour parvenir au pouvoir¹²¹.

dificultades para competir en la construcción de un gran puente, pues las patentes, los técnicos y los préstamos para llevar adelante la obra están preestablecidos por el reducido puñado de empresas capaces de ganar la licitación, incluida la trasnacional ICA, en donde se prevé sin duda un reducido monto para la contratación de técnicos domésticos. Qué decir de la química, ¿en dónde somos competitivos?, ¿qué patentes producimos?, y si las producimos, ¿cuál es el sentido de esas patentes si se sabe de antemano que estarán destinadas, en caso de mostrar utilidad inminente, a ser compradas por las empresas trasnacionales (Kentucky, Green Giant...), y ser congelada su utilización, incluso, si eso conviene a los negocios? ¿Para qué tanta excelencia entonces en estas fronteras del saber y de la técnica si no guardan ningún correlato con las necesidades sociales del entorno de nuestras universidades? antemano en un país en desindustrialización, controlado por las grandes empresas en la lógica de la exportación; un país que lo principal que tiene para ofrecer son sus energéticos y sus recursos naturales en general (su sol, sus playas y sus mares, primer renglón en las divisas), su mano de obra barata y sin calificación, colocada en el extranjero en forma de trabajadores migrantes o vendida en la frontera y las regiones de fácil acceso en la modalidad maquiladora (en realidad jovencitas sumisas, hábiles con la vista y las manos, ensamblando artículos que en el 90% vienen del extranjero y regresan allá, y que en el primer quinquenio de este siglo representarán la mitad de la mano de obra manufacturera de nuestro país). Los sociedades más dependientes y con más pérdida de soberanía en el mundo entero, le reclama a la racionalidad incluyentista que una universidad excesivamente abierta a una masa de jóvenes mal preparados no tiene sentido, ante unas exigencias profesionales cada vez más elevadas, junto a universidades privadas con altos estándares y en un mercado del empleo que se estrecha y se vuelve cada día más exigente. La universidad incluyentista le contesta que, en el universo de la globalización, una universidad que hace depender su subsistencia de la lógica del mercado y de la competitividad ».

¹²⁰ *ibid.*

¹²¹ Fernando Pérez Correa, « La Universidad: contradicciones y perspectivas », dans Fernando Pérez Correa, dir. *La Vida política en México (1970-1973)*, Mexico, Colegio de México (Centro de Estudios Internacionales), 1974, p. 129-155.

Nous verrons dans les chapitres suivants que les idées 5 et 6 ont été mises de l'avant dans les mouvements étudiants étudiés ici. Nous avons vu aussi que la quatrième et la septième conceptions existent, au sens large, depuis l'origine de l'université mais, peut-être, avec plus d'acuité dans les pays sous-développés.

Les étudiants concernés ne sont pas seuls, à l'UNAM, à avoir des vues révolutionnaires du rôle et du mode de fonctionnement de l'université. Par exemple, le Conseil syndical des professeurs et des chercheurs affirmait en 1973 qu'une de ses finalités était de

« participer de façon organisée aux luttes révolutionnaires pour la démocratie sociale, économique et politique et pour le socialisme au Mexique (et de) participer à la transformation révolutionnaire de la société fondamentalement par le truchement des activités enseignantes, de recherche et d'extension universitaire (de) transformer et défendre les institutions d'enseignement moyen et supérieur, en tant que centre de critique indépendante et comme promoteurs du changement social »¹²².

3. Conclusion

Pour différentes raisons, plus d'un recteur de l'UNAM a dû démissionner, ce qui peut amenuiser l'autorité de celui qui remplit cette fonction aux yeux des étudiants¹²³. Malgré une loi organique proclamant l'indépendance de l'université vis-à-vis de l'État, la position du recteur demeure fragile face aux luttes de pouvoir des différentes factions du PRI, qui rendent parfois difficile la compréhension de certains événements, notamment les mouvements étudiants et même les démissions des recteurs.

L'autorité du recteur doit *a)* s'accorder avec la très grande sensibilité qu'ont les étudiants face à l'éventuelle absence d'un processus démocratique; *b)* elle défaille lorsqu'un leadership efficace et rassembleur lui tient tête; *c)* les budgets insuffisants et les réformes difficiles à

¹²² *ibid.*, p. 136. « Participar organizadamente en las luchas revolucionarias por la democracia social, económica y política, y por el socialismo en México (...). Participar en la transformación revolucionaria de la sociedad fundamentalmente a través de las actividades docentes, de investigación y de extensión universitarias. Transformar y defender las instituciones de enseñanza media y superior, concebidos como centro de crítica independiente y como promotoras del cambio social ».

¹²³ Selon Arturo González Correa, ce phénomène ne ferait que s'aggraver le processus de globalisation qui affecte les référents de l'autorité institutionnelle du fait que « les référents nationaux sont perméables à une grande quantité de renseignements informations informatisés de caractère global qui rompent avec les communautés culturelles et avec les référents de l'autorité établie », dans *Historia estadística...*, *op.cit.*, p. 301.

imposer s'ajoutent à la tradition de résistance du milieu étudiant et même parfois professionnel dans le casse-tête de la gérance de l'institution (l'éducation, en tant qu'élément de libération, a toujours été un facteur fondamental de lutte pour la réalisation des projets politiques des différents groupes); d) la forte politisation du milieu estudiantin et enseignant, laquelle se caractérise par des préoccupations de nature égalitariste, entraîne invariablement les discussions sur d'éventuelles réformes de l'institution sur un terrain idéologique.

Cette politisation de vastes pans du milieu étudiant existe depuis la fondation de l'université nationale, aiguisée par les caractéristiques socio-économiques, politiques et géopolitiques du Mexique. Elle trouve même des racines dans l'Université pontificale, comme nous l'avons vu. Le passé joue son rôle subjectif, l'histoire des mouvements étudiants de l'UNAM et la mémoire collective de 1968 constituant des marqueurs identitaires d'une culture de résistance bien ancrée. Celle-ci peut se révéler assez puissante pour changer le cours de l'évolution de l'institution ou, lorsqu'elle n'est pas visée pour ce qu'elle est ou veut devenir, elle peut devenir le fer de lance d'une véritable force politique, dynamique et tenace, parfois intransigeante. Enfin, nombre d'enseignants et de travailleurs à l'UNAM participent d'une façon ou d'une autre aux mouvements étudiants, que ce soit en 1968, en 1986-1987 ou en 1999-2000.

L'UNAM est respectée par les uns, dénigrée par les autres. Elle a formé nombre de personnalités scientifiques ou politiques et produit de nombreux ouvrages scientifiques. Pour beaucoup de Mexicains elle représente une réussite révolutionnaire; malgré un budget insuffisant depuis vingt ans, l'université continue de former près de 300 000 étudiants par année; elle est accessible aux moins nantis et contribue à offrir une mobilité sociale. L'UNAM est aussi coûteuse et elle offre, selon certains, un diplôme peu compétitif. Mais est-ce bien trop coûteux pour l'avenir du Mexique? Le développement du pays repose en partie sur l'institution...

1968 aura contribué à rendre plus accessible l'éducation moyenne et supérieure via l'élargissement de l'UNAM et la création de l'Université autonome métropolitaine en 1972. La crise majeure que connut le Mexique survint au moment où on se préparait à investir à nouveau pour améliorer la qualité de l'enseignement et du diplôme. Depuis, les budgets alloués par l'État sont insuffisants pour payer les enseignants convenablement et pour améliorer les conditions

d'études. L'endettement du pays et une économie à nouveau en catastrophe en 1995-1996 (après plus de dix ans de précarité) ont relégué ce projet loin derrière les préoccupations des gouvernements. L'important pourcentage des jeunes au sein de la population et la paupérisation d'une grande partie de celle-ci devraient logiquement inciter l'État à investir dans l'éducation moyenne et supérieure, tant pour l'avenir des jeunes que pour celui de la Nation. Que le diplôme n'équivalise pas à celui d'une université privée n'est peut-être pas si catastrophique. Ce qui le serait par contre, c'est que l'UNAM n'accueille plus ceux qui ne peuvent pas payer les droits d'inscription.

CHAPITRE II SOCIÉTÉ ET ÉTAT

La plaque d'immatriculation du Québec (où on peut lire « Je me souviens »), *wampum* de la mémoire collective, comme le note si justement l'historien Bogumil Jewsiewicki¹²⁴, est l'exemple par excellence de ce devoir que se font les communautés de ne pas oublier leurs origines, de témoigner de leur histoire. Au Mexique, la Conquête, la longue période coloniale, l'Indépendance, le court règne de Maximilien, la dictature porfirienne et la Révolution furent autant d'événements historiques qui ont comme point commun l'imposition d'un pouvoir et la résistance de la population. Il en émerge une vision dualiste du pouvoir et de la société civile, un schéma que la Révolution de 1910 est venue briser mais qui a resurgi lorsque les statistiques démontrèrent que seule la bourgeoisie profitait des politiques du PRI. Nous croyons que les perceptions du politique chez les étudiants sont influencées par cette contante de l'histoire mexicaine. Nous voulons dans ce chapitre tenter de cerner ce qui pourrait également avoir un impact sur leurs perceptions: l'identité nationale et le nationalisme, le système politique et l'exemple de la classe dirigeante, la culture politique du caudillisme, l'état de l'information, l'état de l'économie et les inégalités socio-économiques. Car dans un espace économique cassé en deux (un marché intérieur étroit et dispersé et un secteur lié aux intérêts étrangers souvent surcapitalisé et presque toujours fortement concentré), où ceux qui occupent le haut de la pyramide disposent non seulement de privilèges mais aussi d'appuis juridiques, politiques, militaires et policiers pour les faire respecter, la perception que les gens entretiennent de l'élite gouvernante a moins de chance d'être positive que dans un environnement plus égalitaire. Si la perception dualiste trouve ses origines dans la Conquête et l'ère coloniale, la combinaison pauvreté / caciquisme (et la violence para-militaire) est un cocktail qui ne peut qu'encourager une réponse excessive, à l'effet que seule la lutte armée peut faire bouger les choses et qu'il faut se faire justice, comme on l'a encore vu récemment¹²⁵. En d'autres mots, une culture de résistance.

¹²⁴ Bogumil Jewsiewicki, « Les porte-mémoire chrétiens de la nation: Québec, Pologne, Zaïre », chapitre 5 de Martin, Denis-Constant, dir. *Cartes d'identité. Comment dit-on « nous » en politique?*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994, p. 126-129. Le *wampum* est une sorte de ceinture de cuir sur laquelle certaines nations autochtones de l'Amérique du Nord inscrivaient les faits importants de leur histoire, objet de transmission de la mémoire collective.

1. Paysage identitaire. Politique et économie.

1. Marqueurs identitaires

L'identité nationale

L'anti-américanisme et l'anti-matérialisme d'Enrique Rodó et de José Martí, qui prônaient au XIXe siècle une Amérique latine anti-esclavagiste et respectueuse de son caractère hétérogène, dominée davantage par l'esprit et la culture que par la finance et l'économie, étaient partagés par les Athénéens. José Vasconcelos, auteur lui-même d'essais tels que *Ulises Criollo* et *La Raza Cósmica*, partageait l'idée que les peuples ont leur propre personnalité, laquelle l'État se devait de représenter. Cette conviction favorisait l'introspection mais aussi l'initiative pour un homme d'action tel que José Vasconcelos.

« Toute société est une invention, une construction imaginaire fondée sur un accord entre des individus qui ont décidé de vivre ensemble selon des lois communes. Ces lois constituent un système basé sur la confiance (...). Le serment d'allégeance américain, la Marseillaise, la devise brésilienne "*liberdade o morte*" (...) sont autant d'incantations rituelles qui prêtent une voix, sinon un sens, à nos croyances »¹²⁶.

L'histoire coloniale du Mexique apporte un bémol sur la présomption qu'il y eut « un accord entre les individus qui ont décidé de vivre ensemble », puisque le « vivre ensemble » a été le fruit de la domination des uns sur les autres. La période qui suivit l'indépendance du pays fut chaotique, puis durant le porfiriat rien ne fut fait pour démocratiser le pays ou pour améliorer le sort des classes populaires, au contraire¹²⁷. D'où l'importance psychologique de la Révolution de 1910, dont les acteurs étaient issus de toutes les classes sociales et de toutes les régions du pays, qui aboutit par une constitution tenant compte, entre autres, des conditions de travail des ouvriers, de la redistribution des terres et qui proclamait l'éducation gratuite.

¹²⁵ Nous faisons allusion au lynchage, en novembre 2004, de trois policiers par des civils d'une colonie de Mexico, qui refusèrent de les croire lorsqu'ils affirmèrent être policiers, les prenant pour des kidnappeurs d'enfants.

¹²⁶ Alberto Manguel, « L'Argentine n'existe plus », *Le Monde* (11 janvier 2002).

¹²⁷ Nous faisons allusion aux classes ouvrières, particulièrement des secteurs textiles et miniers, durement réprimées lorsqu'elles se mirent en grève pour exiger de meilleures conditions de travail, et à la dépossession des paysans de leurs terres au profit de l'aristocratie foncière.

Sous la direction de José Vasconcelos, qui dirigeait le Secrétariat de l'éducation populaire, la SEP, une culture nationale inclusive fut élaborée en engageant un processus de reconstruction sélective et normative, faisant le tri pour promouvoir les « facteurs intégrateurs tangibles, capables d'assurer la consolidation de la nation »¹²⁸. L'autochtone, l'ouvrier, le paysan et la terre étaient soudainement mis de l'avant dans cette élaboration identitaire et nationaliste, véhiculée au travers des livres scolaires, des monuments, de la toponomie ou de l'archéologie. De hauts personnages aztèques, les pères de l'indépendance, Benito Juarez et certains acteurs de la Révolution, particulièrement les figures populaires d'Emiliano Zapata et de Francisco Villa, formèrent le nouveau panthéon du nationalisme. Cette communauté imaginée, communauté hétérogène culturellement, passait par l'acceptation de plusieurs mémoires :

« Cuauhtémoc est un exemple du guerrier mexica, plein de courage et d'héroïsme, qui a préféré la mort à la soumission de son peuple aux conquérants. Le Mexique se souvient de la grandeur de son héros et *le donne en exemple à la jeunesse*. Cuauhtémoc a lutté jusqu'à la fin et il est le *symbole de la lutte du peuple mexicain* pour la défense de son identité, de ses croyances et de son honneur¹²⁹ ».

L'Autre

Une autre facette de l'identité nationale est la conception ou la perception de l'Autre, interne ou externe à la nation. L'Autre fut en Amérique latine un sujet hautement philosophique, compte tenu de l'hétérogénéité de sa population et des choix idéologiques qui s'offraient aux États naissants du XIX^e siècle. Les binômes oppositionnels technologie / culture, saxon / latin, autochtone / étranger étaient les éléments structurants d'une certaine idée de l'être du continent américain:

« Tandis qu'aux États-Unis l'esclavage était maintenu, et que l'on exterminait les races autres que celle des colonisateurs, nous, nous incorporons les races indigènes à nos peuples. (...) Nous, les pauvres, nous avons aboli l'esclavage dans toutes les républiques du Sud, tandis que vous les heureux, les riches, vous n'avez rien fait de pareil ; nous avons incorporé et nous incorporons encore les races primitives car nous les considérons de notre sang et de notre chair, tandis que vous les exterminiez jésuitiquement. (...) Nous préférons le social à l'individuel, la beauté

¹²⁸ *ibid.*

¹²⁹ [http : //resuarlos.lycos.es/Aime/gobernantes.html](http://resuarlos.lycos.es/Aime/gobernantes.html). Ce site offre des topos sur les gouvernants du Mexique, des rois aztèques jusqu'à l'administration zédilliste. Inégalement élaborées, tant qualitativement que quantitativement, ces synthèses sont un exemple parfait de récupération historique à des fins identitaires. « Cuauhtémoc es un ejemplo del guerrero mexica, lleno de valentía y heroísmo, que prefirió la muerte a entregar a su pueblo a los conquistadores. México recuerda la grandeza de su héroe y lo coloca como un ejemplo a la juventud. Cuauhtémoc peleó hasta el final y es símbolo de la lucha del pueblo mexicano por la defensa de su identidad, sus creencias y su honor ».

à la richesse, la poésie à l'industrie, la philosophie aux textes. Nous ne considérons pas la terre ni les jouissances terrestres comme la finalité de l'homme »¹³⁰.

Au Mexique, le « green go! » né des affrontements avec les États-Unis (1848-1849) s'est transformé en un *gringo* à la fois banal et péjoratif. Les sentiments nés de l'attirance / répulsion qu'entretiennent les Mexicains envers leur puissant voisin, amalgame de jalousie, d'envie, d'un certain complexe d'infériorité et de convictions que les valeurs et la culture mexicaines sont supérieures à celles des États-Unis, sont en quelque sorte des repères cognitifs plus ou moins conscients. À la différence des nations de l'Amérique du sud, le Mexique s'est en quelque sorte constitué en rempart physique, intellectuel et culturel entre elles et ce géant dont on se méfie; ce « fardeau » a peut-être une incidence sur la notion de « résistance » si ancrée chez les Mexicains.

Umberto Eco écrivait peu après l'attentat terroriste survenu à New York le 11 septembre 2001, que beaucoup de gens de l'Amérique latine, « sans être musulmans, ont ruminé leur rancœur au point que, là aussi, après la chute des deux tours, on murmurait discrètement que les *gringos* l'avaient bien cherché »¹³¹. Les latino-américains (en général, bien entendu) n'ont certes pas l'exclusivité du sentiment anti-américain, une grande puissance comme les États-Unis attire forcément envie, jalousie, admiration et haine. Mais la politique états-unienne appliquée au sous-continent, qui depuis la doctrine Monroe a donné lieu à l'ingérence directe ou indirecte pour influencer le cours des événements de diverses nations (coups d'État au Guatemala ou au Chili, interventions armées en République Dominicaine ou au Panama, aide logistique et tactique pour contrer des mouvements au Salvador ou au Nicaragua, la tentative ratée de la baie des Cochons puis l'embargo à Cuba, etc.), attise forcément l'antiaméricanisme.

Puisque le nationalisme mexicain repose sur l'affirmation de l'indépendance politique et économique du pays, le grand capital américain est source de méfiance. Il est fréquent que les critiques du gouvernement du Mexique portent sur sa « collaboration » (dans le sens péjoratif) avec les États-Unis. Il faut ajouter qu'à l'endettement des pays de l'Amérique latine, qui ont

¹³⁰ Richard M. Morse, « The multiverse of Latin American identity, 1920-1970 », dans Leslie Bethell, dir. *Ideas and Ideologies in Twentieth Century Latin America*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 21. Morse cite Francisco Bilbao (1781-1865).

¹³¹ *Courrier International* (8 novembre 2001).

remis au « Nord » 700 000 millions de dollars entre 1982 et 1996 uniquement pour le service sur la dette¹³² (le Mexique en payait 155 000 millions de dollars en 2003¹³³), et son corollaire, la soumission de plusieurs de ces États aux diktats du FMI et de la BM, s'ajoute l'existence de gouvernements peu scrupuleux (que certains appellent « cleptocraties ») qui s'enrichissent aux dépens de la population, entretenant des liens étroits avec les milieux financiers, dont la mafia¹³⁴. L'impact le plus grave de ces alliances est que les décisions politiques et économiques sont prises en fonction des intérêts de ces élites et non de la population. Nous verrons dans la deuxième partie de cette thèse que dès 1968 les étudiants s'inscrivaient dans cette vision de leur gouvernement et que trente et un ans plus tard, avec l'adoption graduelle du néolibéralisme, cette perception n'a fait que s'accroître, certains considérant que l'« absorption silencieuse du Mexique »¹³⁵ à leur voisin nordique (absorption tant économique que politique) en était la conséquence directe.

L'ambivalence peut aussi venir de l'ambiguïté même de la position du PRI. La Nation vivait dans les années 1960 une « époque limite », se situant alors dans ce qu'Éric Hobsbawm appelle « une zone crépusculaire », c'est-à-dire que plusieurs acteurs de la révolution de 1910, illustres ou non (Jesús Silva Herzog, Lázaro Cárdenas ou Antonio Soto y Gama; membres de la famille ou du voisin, etc.), faisaient encore partie du paysage médiatique et politique, représentant un passé lointin et proche à la fois, espace-temps où la mémoire et l'histoire coexistent. Mais un schisme se creusait de plus en plus profondément entre cette mémoire et la réalité incarnée par le parti dont la légitimité reposait sur cette révolution. La récente révolution cubaine, qui symbolisait la victoire sur les États-Unis et qui avait un discours plus contemporain, renvoyait une image vieillie de la révolution mexicaine. Comme le fait remarquer Annick Lempérière, les quelques mois qui ont séparé le triomphe des castristes de la vaste répression des cheminots au Mexique, relançait « le débat sur la sclérose du régime et (semblait) confirmer toutes les analyses des idéologues sur l'État « bourgeois » »¹³⁶.

¹³² Stephen A. Hasam, « Cleptocracia oligárquica y la « sociedad derrotada », dans Enrique Rajchenberg et Carlos Fazio. *UNAM. Presente ¿y Futuro?*, Mexico, Plaza Janés, 2000, p. 274.

¹³³ *La Jornada* (19 octobre 2003).

¹³⁴ Le père de Carlos Salinas aurait été l'un des premiers à introduire au Mexique le trafic de drogues à grande échelle. Lire à ce propos le livre de Jean-François Boyer, *La guerre perdue contre la drogue* (Paris) et celui de John Saxe-Fernández, *La Compra-Venta de México* (Mexico).

¹³⁵ Stephen A. Hasam, « Cleptocracia oligárquica y la « sociedad derrotada », *op. cit.*, p. 276.

¹³⁶ Annick Lempérière, *Intellectuels, État et...*, *op. cit.*, p. 311.

La gauche nationaliste et attachée au PRI considérait le gouvernement de Lázaro Cárdenas (1934-1940) comme le paradigme de ce que devait être l'État mexicain, une nostalgie qui faisait perdurer l'ambiguïté de la question, à savoir si la révolution était toujours en marche, une question fort débattue à l'époque. Pour les uns elle s'était terminée en 1940 et le PRI était un usurpateur, pour d'autres la révolution exigeait de recentrer le PRI à gauche. La confusion venait, pour reprendre les mots d'Octavio Paz, de « l'incapacité de l'intelligentsia mexicaine à ordonner en un système cohérent les confuses aspirations populaires »¹³⁷. Cette confusion, ajoute l'essayiste, devint « patente dès que la Révolution cessa d'être instinctive et se transforma en un régime pour devenir une abstraction redoutable et étatisée ». Lázaro Cárdenas avait su mettre de l'avant des programmes et appliquer des politiques qui répondaient aux aspirations populaires (pas toutes, l'éducation socialiste par exemple fut abandonnée, n'étant pas bien vue par une partie de la population). Cárdenas dû tempérer en 1938 ses politiques trop socialisantes, le Mexique ayant besoin du capital étranger et choisit pour successeur Avila Camacho, plus à droite. Les successeurs de Cárdenas n'ont repris le chemin populiste qu'après les événements de 1968, qui avaient terni l'image du PRI, ce qui fait écho à l'interprétation d'Alain Touraine, qui dit que du populisme veut « maintenir ou recréer une identité collective à travers des transformations économiques qui sont à la fois acceptées et rejetées »¹³⁸.

2. La politique et l'économie

2.1 Les années 1940-1960

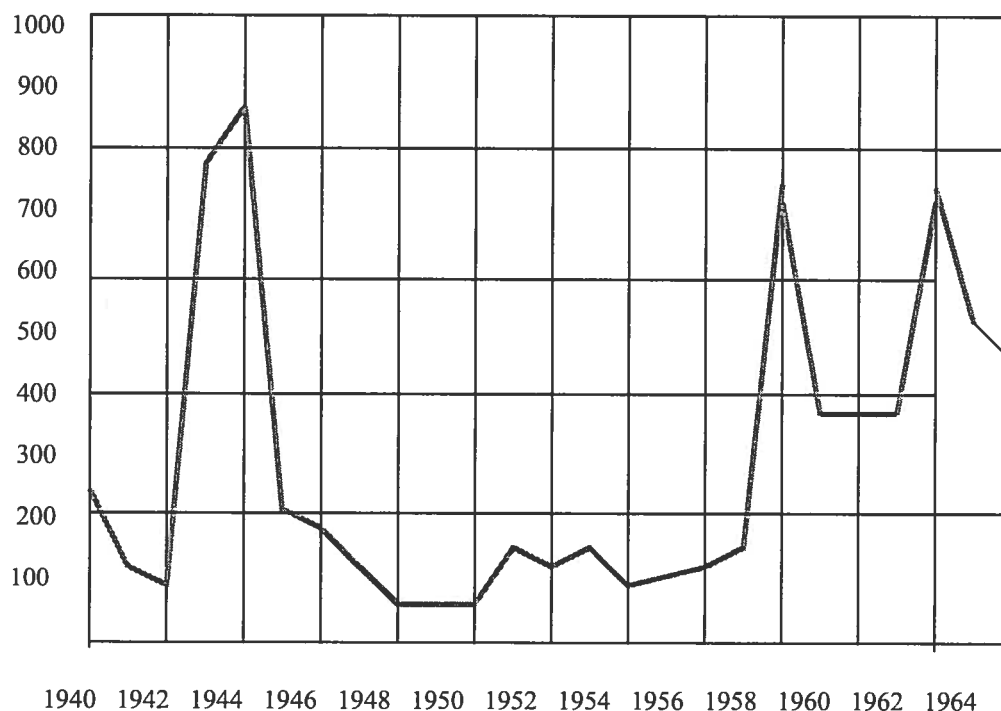
Du point de vue économique, le PRI avait su relever le défi avec bonheur pour un certain temps. La stratégie développementaliste appliquée dans les années 1940, 1950 et 1960 avait effectivement permis à l'économie mexicaine de connaître une croissance exceptionnelle. Le caractère corporatif de l'État n'était pas étranger à ce succès, ce qui, pour les travailleurs, se

¹³⁷ Octavio Paz, *Le labyrinthe de la solitude*, Paris, Fayard, 1959, p. 167.

¹³⁸ Touraine, Alain, *La Parole et le sang. Politique et société en Amérique latine*, Paris, Éditions O. Jacob, 1988, p. 165.

traduisait par un manque de liberté syndicale et une contribution dont les bénéficiaires demeuraient, pour eux, marginaux¹³⁹.

Grèves des travailleurs au Mexique¹⁴⁰



Plusieurs secteurs de la société manifestèrent de l'impatience dans la deuxième moitié des années 1950 face à la dévaluation du peso en 1954 et à la triple alliance entre l'État, le patronat et

¹³⁹ Pablo González Casanova, *La démocratie au Mexique*, Paris, Éd. Anthropos, 1969, p. 188. Le Mexique a connu une croissance de 6 % en moyenne de 1939 à 1960, mais la moitié de celle-ci a servi à compenser pour le taux de croissance démographique du pays. En 1960, le salaire réel moyen était de 6 % inférieur à celui de 1940 malgré une augmentation de la productivité de 120 %: selon Horacio Flores de la Peña, le degré d'exploitation de la main d'œuvre a donc augmenté de 134 % en 20 ans (cité par O. Revault d'Allonnes, *Le Monde* (1er avril 1970). Malgré qu'il y avait, dans les années 1960, plus de quatre millions de paysans sans terres, le « développement stabilisateur » n'incluait pas une redistribution des terres significative. De plus les conditions de vie dans les campagnes s'étaient dégradées, si l'on tient compte que de 1938 à 1961 la productivité des paysans s'était accrue de 100 % mais le salaire minimum du travail rural avait diminué, pour la même période, de 45 %. La distribution de terres a connu son apogée avec les gouvernements de Lázaro Cárdenas (1934-1940) et d'Adolfo López Mateos (1958-1964). Ils ont redonné aux paysans, respectivement 17 et 11.4 millions hectares de terres. La migration interne, due au manque de terres et de travail en milieu rural, est un des facteurs qui expliquent l'étalement monstrueux de la ville de Mexico.

¹⁴⁰ James B. Wilkie, *The Mexican Revolution: Federal Expenditure and Social Change since 1910*, Berkeley, California Press, 1967, p. 184. La quantité de grèves qui ont eu lieu pendant l'administration Cárdenas s'explique par la tolérance, voire l'impulsion donnée par Cárdenas au monde ouvrier pour exercer une pression sur le patronat.

les travailleurs, qui exigeait « la collaboration et la discipline des organisations syndicales »¹⁴¹. Les syndicats accointés avec l'État trompant les rapports de force, la volonté de se doter de syndicats indépendants et de se débarrasser des *charros* furent à la source d'importantes grèves chez les cheminots, les téléphonistes, les médecins, les électriciens, les enseignants et d'autres, toutes résolues par la répression. Les travailleurs du chemin de fer furent particulièrement malmenés en 1958 alors que leur grève se solda par 15 000 mises à pied et 5 000 arrestations, dont celles des leaders syndicaux indépendantistes, Demetrio Vallejo, Valentin Campa et Dionisio Encina (tous trois militants communistes), qui furent inculpés de « dissolution sociale » et condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement allant jusqu'à 16 années d'incarcération¹⁴².

Ces luttes syndicales ont marqué le milieu étudiant. Les articles 145 et 145 bis du code pénal qui permettait ces condamnations odieuses faisaient prendre conscience de la nature répressive et dictatoriale du régime en place depuis 40 ans. D'ailleurs, le mouvement de 1968 a repris les revendications émises depuis une dizaine d'années par les opposants ou les réformateurs du régime priiste, d'autant plus qu'avec l'arrivée de Gustavo Díaz Ordaz au pouvoir (1964-1970), la tendance autoritaire au sein du PRI avait pris nettement le dessus. Inflexible, de caractère ultra conservateur, le président n'était pas étranger à la façon dont se déroulèrent les événements en 1968.

À la suite de la tuerie de Tlatelolco, le caractère vénérable de la présidence connut irrémédiablement son déclin au sein de la population en général, remplacé graduellement, et c'est l'envers de la médaille, par le cynisme, qui connaîtra son apogée pendant la présidence d'Ernesto Zedillo (qui, il faut le dire, fut aussi victime de la découverte de multiples scandales reliés à son prédécesseur, Carlos Salinas). Véritable pierre d'achoppement de la culture politique mexicaine, le cynisme est si ancré que la victoire du PAN en 2000 fut accueillie davantage par l'attentisme d'une population sceptique que par un sentiment de libération ou d'exultation.

¹⁴¹ K. M. Schmidt, *Communism in Mexico; a study in Political Frustration*, Austin, University of Texas Press, 1965, p. 23. Extrait d'un discours donné par le président Avila Camacho (1940-1946), alors qu'il s'adressait au milieu industriel.

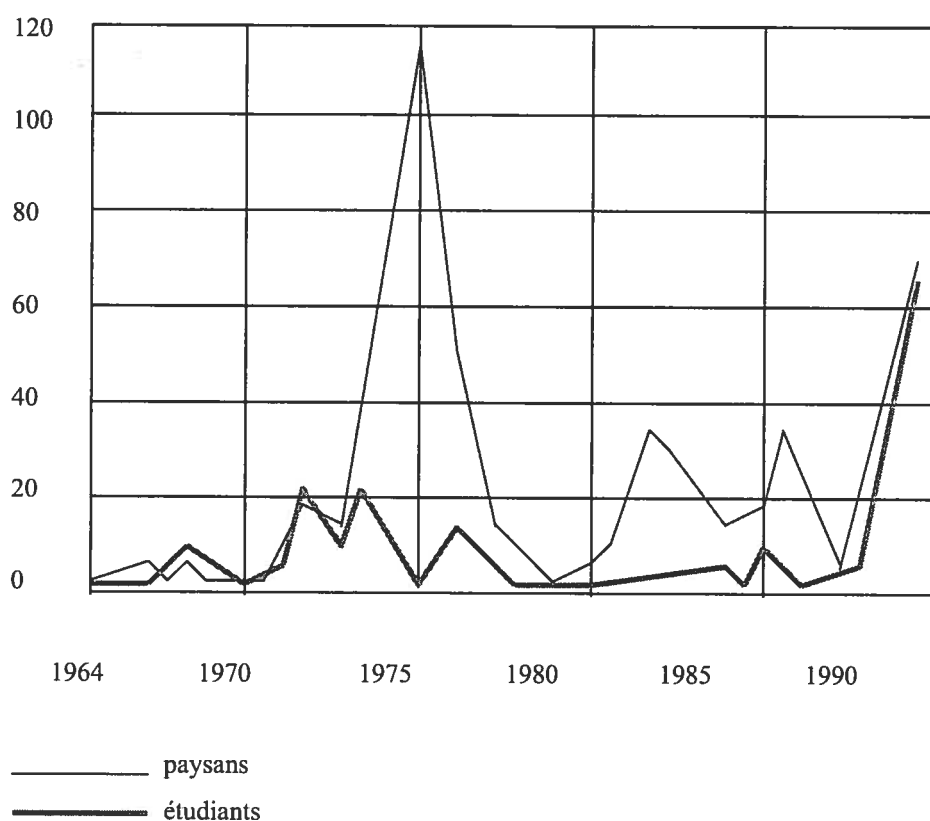
¹⁴² L'article 145 du code pénal, à l'origine implanté pour contrer l'infiltration des idéologies fascistes pendant la Deuxième Guerre mondiale, ne fut pas aboli par la suite, au contraire. Un ajout au dit article pendant l'administration

2.2 La décennie 1970

« Menaces, agressions, assassinats, séquestrations policières... menaces, agressions, assassinats... Vive l'ouverture démocratique! »¹⁴³

La sale guerre

Mouvements sociaux au Mexique. 1964-1989¹⁴⁴



C'est avec emphase que le successeur de Díaz Ordaz, Luis Echeverría (1970-1976), avait annoncé l'« ouverture démocratique » de son gouvernement, voulant réinstaurer une confiance

de Miguel Alamán en fit un redoutable outil de répression contre la dissidence, ouvrant ce qu'Annick Lempérière appelle « l'ère des prisonniers politiques ».

¹⁴³ Arturo Martínez Nateras (Introduction, sélection et notes), *Materiales del Foro Nacional Estudiantil 1972*, Mexico, Ediciones de Cultura Popular, 1972, p.83. « Amenazas, agresiones, asesinatos, secuestros policíacos... amenazas, agresiones, asesinatos... ¡Viva la apertura democrática! ».

¹⁴⁴ *Les 20 octobres*, tableau des violations des droits humains

plutôt malmenée par les événements de 1968. Cette prétendue ouverture, qui fut davantage l'occasion de faire de beaux discours, n'empêcha pas, six mois après la passation des pouvoirs, les forces répressives de s'acharner à nouveau sur des étudiants le 10 juin 1971, alors qu'une dizaine de milliers d'entre eux avaient répondu à l'appel d'organisations étudiantes de l'IPN et de l'UNAM et défilaient dans les rues de la capitale afin de revendiquer la libération des prisonniers politiques (les leaders syndicaux notamment). La violence policière, visiblement organisée dans le but de briser les solidarités et les vellétés étudiantes, fit au moins 40 morts¹⁴⁵. Cette répétition des horreurs de 1968 fut comprise par les étudiants de différentes façons. Certains rejoignirent leurs collègues qui avaient pris le maquis à la fin de 1968, formant des guérillas dans les milieux ruraux et urbains, inaugurant une période que la mémoire collective a baptisé la *guerra sucia*, la sale guerre, en raison du comportement de l'armée et des forces policières¹⁴⁶ (près de 900 cas de violations des droits individuels et collectifs en milieu rural ont été rapportés pour l'année 1976, 480 pour 1981; en milieu urbain, on en dénombra environ 400 en 1978 et 500 en 1983¹⁴⁷).

Le mouvement de 1968 fut à l'origine de nombreuses désillusions qui ont mené les étudiants les plus radicaux à la guérilla (l'EZLN est une création des Forces de libération nationale, créée en 1969 en riposte à la répression). Il faut toutefois relativiser l'impact de Tlatelolco et du 10 juin 1971 sur les raisons de l'émergence des rébellions dans ces années: l'action armée n'était pas un phénomène exclusif au Mexique (elle s'est développée particulièrement à la suite de la révolution cubaine), il y avait la bande à Baader en Allemagne, l'Armée Rouge au Japon, les Black Panthers aux États-Unis, le Bras de la Révolution palestinienne au Liban et en France, les Brigades Rouges en Italie, le FLQ au Québec, etc.

¹⁴⁵ Ce qui devait être un appui aux étudiants de l'Université de Monterrey s'était transformé (les étudiants du Nuevo León ayant conclu une entente *in extremis* avec les autorités de leur institution) en manifestation en faveur de la libération des prisonniers politiques du pays. Des hommes armés de longs bâtons surgis d'un immeuble et de camions qui ressemblaient aux « chemises brunes » et dont la « marche rythmée avait beaucoup du militaire », notait Gerardo Medina Valdés dans *Operación 10 de Junio* (Mexico, Ed. Universo, 1972, p. 45). Ils étaient effectivement des paramilitaires, membres des *Halcones* (groupe issu du *Batallón Olimpia* créé en 1968 et qui joua un rôle de premier plan dans le massacre de Tlatelolco). L'attaque fut d'autant plus cruelle que des policiers qui avaient bloqué les issues avaient mitraillé les étudiants après avoir lancé des gaz lacrymogènes puis avaient poursuivi les fuyards jusqu'à l'hôpital Rubén Leñero.

¹⁴⁶ Aucune méthode pour venir à bout des guérilleros ne fut épargnée, militaires et policiers répondant aux enlèvements (on compte parmi les séquestrés un consul américain, George Leonhardy, et le beau-père du président Echeverría, José Guadalupe Zuno), aux demandes de rançon, aux vols de banques et aux assassinats, par la torture, la détention illégale, la falsification de preuves et le meurtre (simulations de suicides et « disparitions »).

¹⁴⁷ Joe Foweraker et Todd Landman, *Citizenship Rights and Social Movements. Comparative and Statistical analysis*, Oxford, Oxford University Press, 1997, p. 123.

L'action armée latino-américaine avait ses propres caractéristiques, dont la plus évidente était la lutte menée par les paysans, majoritairement des autochtones, pour la terre et contre les caciques qui les ont trop souvent dépossédés (en 1970, environ deux millions et demi de paysans mexicains en étaient dépourvus). Toutefois, dans le Mexique de ces années, les guérillas étaient avant tout menées au nom du marxisme, du trotskisme ou du maoïsme¹⁴⁸ que par la revendication terrienne, les gouvernements de López Mateos et de Díaz Ordaz ayant distribué un nombre important de terres *ejidales* au cours de leurs mandats, achetant une certaine paix sociale dans ce secteur de la société.

La Coalition nationale des étudiants mexicains, formée en 1971 par différents syndicats, comités de solidarité et autres organismes étudiants créés en réaction à la répression de juin de la même année, organisa une Rencontre nationale des étudiants en janvier 1972 à Sinaloa, dans l'État du même nom. Le rapport résultant dudit forum dénote la radicalisation de cette coalition étudiante. On peut y lire que « l'histoire naît de la violence » (la *partera* de la historia), que l'« ouverture démocratique » proposée par Echeverría n'était qu'une duperie de plus et que l'unique option valable pour en finir avec « l'oppression du peuple » était la révolution, l'utilisation des armes étant la « forme de lutte nécessaire et adéquate et que la lutte pour la liberté des guérilleros (doit) s'inscrire dans la lutte pour la liberté des prisonniers politiques »¹⁴⁹.

Parallèlement aux extrémistes, des étudiants s'orientèrent vers l'action, révolutionnaire peut-être, mais pacifique, sociale, visant particulièrement les habitants des *ciudades perdidas*

¹⁴⁸ Au Mexique, la *Liga Comunista Espartacus* (LCE), l'*Unión Nacional del Ejército Revolucionario* (UNER), le *Partido de los Obreros Revolucionarios* (POR), les groupes Miguel Hernández et Mariátegui (le guérillero mexicain Miguel Hernández fut assassiné dans les années 1950 et José Carlos Mariátegui, en exil au Mexique en 1923, fut le fondateur, avec Victor Raúl Haya de la Torre, de l'*Alianza Popular Revolucionaria Americana* (l'APRA), parti indigéniste et anti-impérialiste péruvien.), l'*Acción Cívica Nacional de la Revolución* (ACNR) de Genaro Vázquez Rojas, qui lutta de 1966 à 1972 dans l'État du Guerrero contre l'inaction gouvernementale face à la distribution des terres, ou la pro-castriste *Liga del 23 septiembre* créée en 1967 dans l'État du Chihuahua, furent parmi les prédécesseurs des nombreuses organisations de lutte apparues au cours de cette période. D'autres ont suivi après 1968 : le *Frente Urbano Zapatista* (FUZ), le *Comité del Ejército Revolucionario* (CER), le *Frente Revolucionario de Acción Popular* (FRAP), le *Movimiento de Acción Revolucionario* (MAR), la *Fuerza Armada de la Nueva Revolución* (FENR), la *Liga de Acción Comunista* (LAC), le *Comando de Acción Popular* (CAP) et les *Fuerzas de Liberación Nacional* (FLN).

¹⁴⁹ Arturo Martínez Nateras, dir., *Materiales del Foro Nacional Estudiantil 1972*, *op.cit.*, p. 270. « Esto ha ocasionado que, algunos compañeros, consideren como una forma de lucha necesaria y adecuada, hoy, el uso de las armas para acabar con la opresión del pueblo. La guerrilla, por lo tanto, es una expresión de la lucha de clases, es una lucha política. Por lo cual, la lucha por la libertad de los guerrilleros debe incluirse en la lucha por la libertad de los presos políticos ».

(littéralement « cités perdues », ou bidonvilles) dépourvues de tous services (électricité, égouts, eau courante, rues pavées, collecte des vidanges, etc.), en les aidant à s'organiser tout en offrant une éducation politique vouée à la conscientisation des problèmes du pays. D'autres canalisèrent leurs énergies vers l'engagement politique en créant un parti légalement accrédité, à l'instar de deux des ex-leaders du mouvement de 1968, l'enseignant Heberto Castillo et l'étudiant Geraldo Cabeza de Vaca qui, en compagnie du syndicaliste Valentin Campa, formèrent le Parti socialiste des travailleurs (d'une scission surgira plus tard le Parti révolutionnaire des travailleurs). Ce parti se sabordera à la création du PRD en 1986.

Économie

La politique de développement stabilisateur, qui favorisait le développement d'industrialisation de substitution des importations depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, s'avérait de moins en moins efficace dans les années 1960. Les investissements du secteur privé demeuraient insuffisants, l'État empruntait de plus en plus, le chômage prenait des proportions alarmantes et seules les classes moyennes et aisées profitaient du modèle (ce que GDO admit). C'était d'ailleurs une des plus importantes critiques des étudiants en 1968. Luis Echeverría s'engagea donc à « promouvoir le bien-être de l'ensemble de la société par une meilleure redistribution de la richesse »¹⁵⁰. Pour ce faire, il mit en œuvre une série de politiques populistes, entre autres pour aider les paysans et assurer que certaines entreprises étatiques le demeurent. Toutefois, l'interventionnisme du gouvernement de Luis Echeverría ne favorisait pas l'investissement étranger ou l'épargne des hommes d'affaires, d'autant plus que la conjoncture économique internationale, caractérisée dans ces années par des crises (alimentaire en 1972, pétrolière en 1973), recommandait la prudence. La surévaluation du peso mexicain était notamment source de méfiance. Le déficit de la balance commerciale et de nouveaux emprunts firent que le déficit des comptes courants atteignait 1,3 milliard de dollars en 1973, à une période où l'inflation s'accroissait à l'échelle mondiale et où les capitaux placés à court terme étaient très volatiles¹⁵¹. À la fin du sexennat, le déficit du secteur public avait fait augmenter la dette

¹⁵⁰ Marie Lapointe, « Antécédents: de la crise des années 1930 à celle des années 1980 », dans Favre, Henri et Marie Lapointe, coord., *Le Mexique de la réforme néolibérale à la contre-révolution. 1988-1994*, Paris et Montréal, L'Harmattan, 1997, p. 23.

¹⁵¹ *ibid.*, p. 27.

extérieure à 20 milliards de dollars (1976) et le secteur privé n'investissait plus. C'est en 1976 que le Mexique signa un accord avec le FMI, qui lui accordait un crédit de 1,2 milliard de dollars mais exigeait des politiques visant d'une part à réduire le déficit public en contrôlant les salaires et d'autre part à accroître les investissements privés.

José López Portillo (1976-1982), sans renier le rôle de l'État, s'ouvrit davantage que son prédécesseur au secteur public et créa une alliance entre les gens d'affaires et les syndicats. À la suite de la découverte de gisements importants de pétrole en 1977, López Portillo engagea son gouvernement dans une politique pétrolière expansionniste qui reléguait la réduction de la dette et du déficit public au second plan au profit de celle du déficit de la balance des paiements. En 1978, celle-ci diminua effectivement et les entreprises privées firent d'excellents bénéfices, mais le pouvoir d'achat des salariés avait diminué (hausse des salaires insuffisante par rapport à la hausse des prix de certains produits de base combinée à la hausse des tarifs des services publics et à l'inflation¹⁵²), et les inégalités sociales persistaient. Le gouvernement, qui avait tant misé sur les pétro-dollars, avait emprunté des sommes importantes pour investir dans PEMEX. Ce qui, combiné avec la création de milliers de nouvelles entreprises para-étatiques, avait augmenté la dette publique du Mexique de façon faramineuse.

Lorsqu'en 1980 une hausse des taux d'intérêts à l'échelle internationale et le prix du pétrole baissa notablement, le Mexique se trouva dans une situation intenable. La dette extérieure totalisait 80 milliards de dollars américains (la grande partie en emprunts à court terme à 15 % d'intérêt¹⁵³), le déficit de la balance des paiements atteignait de 33,3 milliards. Le déficit des finances publiques, la surévaluation du taux de change du peso et la chute du prix du pétrole provoquèrent une fuite de capitaux évaluée à 11,6 et 6,4 milliards de dollars américains en 1981 et en 1982 respectivement.

2.3 Les décennies 1980-1990

¹⁵² *ibid.*, p. 36.

¹⁵³ *ibid.*, p. 49.

Lorsque Miguel de La Madrid succéda à López Portillo en 1982, l'inflation atteignait 100% et la dette était de près de 85 milliards de dollars¹⁵⁴; le Mexique ne pouvait tout simplement plus rencontrer ses obligations. Le gouvernement dut renégocier les termes de ses remboursements avec le FMI. L'organisme accorda au Mexique un montant d'aide et fit une liste de recommandations pour réduire le déficit financier du secteur public. La privatisation d'entreprises appartenant à l'État s'amorça, les budgets destinés aux programmes sociaux furent réduits, on abrogea la loi qui obligeait les entreprises dites stratégiques à conserver 51 % de leurs actions lors de la vente à des intérêts mexicains fut abrogée. Signe des temps nouveaux, le gouvernement de Salinas allait bientôt modifier l'article 27 de la Constitution, afin de permettre la vente de terres ejidales.

Distribution des revenus par familles¹⁵⁵

familles (par décile)	% pop. 1984	% pop. 1989	% pop. 1994
1	1,19	1,14	1,01
2	2,66	2,48	2,27
3-4	8,87	8,08	7,53
5-6	13,92	12,97	12,02
7-8	22,10	20,44	19,62
9	17,00	15,92	16,30
10	34,26	38,97	41,24

Le tableau ci-dessus (où le revenu le plus élevé est coté 1) démontre que les Mexicains les mieux nantis, c'est-à-dire une poignée de familles, ont vu leur nombre augmenter depuis la grande crise économique de 1982¹⁵⁶. En 1990, 2 % de la population mexicaine accaparait 78,5 %

¹⁵⁴ Rosario Green, « La dette extérieure du Mexique: 1970-1982 », dans Jacques Adda, dir. *L'Amérique latine face à la dette. 1982-1989*, Paris, La Documentation Française, 1990, p. 92.

¹⁵⁵ *Instituto Nacional de Estadística, Geografía y Informática* (2001).

¹⁵⁶ Selon le magazine *Forbes* (2000), le Mexique est le pays latino-américain qui compte le plus de multimillionnaires. Ceux-ci sont cités par *Forbes* par familles: « Carlos Slim Helú y familia, Lorenzo Zambrano y familia, Eugenio Garza Laguerre y familia, Jerónimo Arango y familia », etc. *La Jornada* (16 juin 2000), p. 22.

du revenu national¹⁵⁷. L'acquisition par des amis du pouvoir d'entreprises de l'État à des prix très avantageux, surtout pendant le sexennat de Carlos Salinas, n'est certes pas étrangère à ce phénomène, d'autant plus qu'ils bénéficièrent par la suite de subsides de l'État plus importants qu'avant les privatisations¹⁵⁸. Au moment même où le prix du panier de provisions de base augmentait de 60 % et que le salaire minimum n'augmentait que de 31 %, un million de Mexicains perdirent leur emploi au cours de l'année 1995 (année qui suivit l'entrée en vigueur de l'ALÉNA), conséquence de ces privatisations accélérées, de la dévaluation du peso, de multiples faillites de petites entreprises et de celle de plusieurs banques. Engendrée par des stratégies financières douteuses et par le retrait massif de liquidités nationales et étrangères (provoqué par une série d'événements survenus en 1994¹⁵⁹), la situation périlleuse des institutions bancaires s'était résolue par le secours de l'État, qui créa un fonds de secours aux banques (FOBAPROA), une dette évaluée à 70 ou 80 milliards de dollars. Cette décision fut pour la plupart des Mexicains la goutte qui fit déborder le vase, car ils considéraient que de supporter les déboires de banques et d'importants actionnaires dont la liste demeurait *secrète*, alors qu'eux-mêmes vivaient des temps difficiles, était proprement scandaleux. Ce ras-le-bol ne fut peut-être pas étranger à la défaite d'Ernesto Zedillo en 2000¹⁶⁰.

Ce genre de décret, qui s'ajoute à une longue liste de scandales de différentes natures, lot de beaucoup de pays « mal développés », pour reprendre l'expression de René Dumont¹⁶¹, limite les effets positifs des percées démocratiques réalisées au travers des victoires électorales des deux

¹⁵⁷ José M. Vadi, « Economy, Globalization, Class Struggle, and the Mexican State », *Latin American Perspectives*, *op. cit.*, p. 133.

¹⁵⁸ La Banque mondiale a récemment publié un document qui souligne « une longue histoire de programmes improductifs pour la réduction de la pauvreté » au Mexique. Le rapport critique les politiques clientélistes de Carlos Salinas et son programme PRONASOL (programme national de solidarité), qu'elle juge insuffisant (tout comme, ajoute la BM, le programme pour l'éducation, la santé et l'alimentation d'Ernesto Zedillo, le PROGRESA qui remplaça en 1995 le PRONASOL). Le document fait partie d'un rapport de la Banque mondiale sur le développement mondial rendu public le 20 septembre 2003 à Dubaï, lors de sa rencontre annuelle avec le FMI.

¹⁵⁹ La prise de San Cristobal de las Casas par les zapatistes au début de l'an 1994, les meurtres du candidat priiste Luis Donald Colosio et du gouverneur de l'État de Guerrero, José Ruíz Massieu (son frère Mario, qui faisait partie de la commission de rencontre avec le CEU en 1986-1987, s'est suicidé en 1999 suite à des accusations de collusion avec la mafia qui lui aurait permis d'amasser plus de 13 millions de dollars. Son suicide, toutefois, est presque toujours rapporté comme « mystérieux » par les journalistes).

¹⁶⁰ Législateur et membre du PRD, Pablo Gómez a présenté une liste de 747 personnes et entreprises en juin 2000, dans laquelle les noms de Vicente Fox, de Francisco Labastida, de 9 gouverneurs d'États mexicains, de Televisión Azteca et de plusieurs entreprises de Ricardo Salinas Pliego. La liste obtenue par Gómez ne donne toutefois pas d'indications sur le montant des sommes d'argent que ces individus et entreprises ont obtenues. *La Jornada* (8 juin 2000), p. 3.

¹⁶¹ René Dumont, *Le mal développement en Amérique latine*, Paris, Seuil, 1981.

principaux partis d'opposition, le PRD et le PAN. Impunité, collusions entre le pouvoir politique et la finance, voire avec les milieux mafieux, milieu policier corrompu¹⁶², justice trop souvent partielle ou droits de l'homme bafoués¹⁶³, sont autant d'entraves à la bonne conscience de l'être national. Pour donner une idée du long chemin qui reste à faire avant que la confiance ne s'installe, un an après l'élection du PAN aux commandes du pays, près de 80 % des Mexicains pensaient que « la corruption n'avait pas diminué ou s'était aggravée », selon l'étude de l'ONG Transparency International. Un chiffre qui, depuis, reste constant¹⁶⁴.

Les années soixante et soixante-dix ont été caractérisées, en Occident, par un boom économique sans précédent, par le militantisme politique, les tensions issues de la guerre froide et d'une guerre beaucoup plus chaude au Vietnam. Les grandes utopies gauchisantes avaient la cote dans les milieux universitaires, intellectuels et syndicaux, brandies par une très influente intelligentsia dominée par des philosophes comme Louis Althusser, Herbert Marcuse ou Jean-Paul Sartre. Les Jean-Paul Godard et Andy Warhol menaient leurs propres combats esthétiques et idéologiques et une contre-culture à l'ADN anglo-saxon essentiellement basée sur le pacifisme et le non-conformisme faisait arc-en-ciel de San Francisco à Paris, en passant par Londres et Berlin. La loi du nombre et le récent pouvoir économique aidant, les baby-boomers prenaient d'assaut la scène publique, bruyants, utopistes dans l'âme et impatients. Les étudiants mexicains n'échappaient pas à ces influences: la culture politique locale était donc colorée de ce déversement de combats aux prétentions humanistes, mais aussi, de façon plus marginale, par le mouvement hippie qui rayonnait de plus en plus, vers la fin des années 1960, de la Californie. Le

¹⁶² Les douaniers, les militaires, les policiers. Lire à ce propos l'article de David Bornstein, « La corruption sans fin exaspère le Mexique » dans *Le Monde* (7 juillet 2003).

¹⁶³ (W00 No. de Référence: LFD-DF-023-2000-S7): 29 mars 2000. La Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) dénonce régulièrement des pratiques telles que d'arrêter des individus sans mandats judiciaires et sans qu'on ne les informe de leurs droits, que des groupes ou des personnes procèdent à des arrestations, habillés en civil, sans identifications et circulent dans des véhicules non officiels, ce qui favorise l'impunité, que des gens appréhendés et des membres de leur famille soient torturés et que leurs biens sont souvent endommagés ou détruits. Un exemple parmi tant d'autres est l'enlèvement d'une enseignante de l'UNAM, Guadalupe Carrasco (connue pour son implication aux côtés des étudiants pendant la grève), le 27 mars 2000. Alors que celle-ci était en voiture avec son mari (qui conduit) et sa fille de 11 ans, une douzaine d'hommes descendirent d'une camionnette pour fracasser la vitre du passager et obliger la jeune femme à monter dans leur véhicule après avoir battu son époux et saccagé la voiture (les images du mari blessé et de l'auto abîmée furent filmées et retransmises à la télévision, à la chaîne 40). La tête maintenue au plancher durant tout le trajet, la femme fut amenée à la *Procuraduría General de la República* de la délégation Azcapotzalco, où on lui montra un ordre d'arrestation pour sa participation au mouvement étudiant. Elle fut accusée de sabotage, de terrorisme, de mutinerie, de vol, de coups et blessures. Carrasco faisait partie de la liste d'arrestation de 431 personnes de la PGR, liste présentée devant un juge le 1er février 2000.

¹⁶⁴ *Le Monde* (7 juillet 2003).

nombre de hippies nord-américains qui venaient au Mexique augmentait depuis le milieu de la décennie, venus profiter du climat, des plages et des bas prix, à la recherche d'expériences spirituelles ou extasiques. En vue des Jeux Olympiques, le Mexique avait développé son réseau de communications et, technologie aidant, le contingent des jeunes Mexicains de la génération 1968 fut probablement, dans l'histoire contemporaine du pays, le premier à communier autant avec l'extérieur, intégrant dans leur culture des codes et des références venus d'ailleurs, participant à l'avènement du « village global ». Nous verrons que le président Gustavo Díaz Ordaz voyait dans ce phénomène non pas une ouverture sur le monde, mais une vulgaire imitation des étrangers. Eric Zolov, dans son *Refried Elvis*¹⁶⁵, nous révèle d'ailleurs que la *Zona Rosa*, qui attirait beaucoup de jeunes nord-américains, dont des hippies, avait fait l'objet en 1967 d'un grand nettoyage, la police ayant décidé de débarrasser le quartier de ces jeunes aux mœurs douteuses qui s'habillaient d'une façon qui ne pouvait que choquer les Mexicains les plus conservateurs.

Une certaine quiétude avait régné au sein de la communauté de l'UNAM dans les 15 années qui suivirent les réformes décentralisatrices de 1972. Comme nous le mentionnions dans l'introduction, le séisme qui ravagea la capitale en 1985 fut à l'origine d'une véritable émergence de l'organisation civile de ses habitants. Face à l'incurie et à l'inaction du gouvernement, les citoyens des quartiers dévastés ne pouvant, à peu de chose près, compter que sur eux-mêmes, développèrent des réseaux d'entraide et de solidarité qui perdureront (Causa Ciudadana, MCD, Mujeres en Lucha San Angel, etc.¹⁶⁶). L'une des organisations créée alors, le Front populaire Francisco Villa (FPFV), fut aidée des étudiants de l'UNAM, qui accueillirent des centaines de sans-logis pendant huit mois dans les bâtiments de la Faculté des sciences politiques et sociales... qu'ils avaient occupés. C'est d'ailleurs à cette époque, en 1986, que les étudiants de l'UNAM démontrèrent qu'ils pouvaient, s'il le fallait, former un mouvement rassembleur et qu'ils réussirent à faire reculer les projets du recteur, comme nous le verrons au chapitre IV.

La réalité des années 1990 est tout autre. Exit l'URSS et Mao Tsetoung, le Mexique a signé l'ALÉNA en 1992 (entrée en vigueur en 1994) et la mondialisation est devenue un phénomène

¹⁶⁵ Zolov, Eric, *Refried Elvis. The Rise of Mexican Counterculture*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1999.

¹⁶⁶ Bernardo Bátiz Vázquez, « El cambio y sus causas », *La Jornada* (5 juillet 2000), p. 17.

qui titille la jeunesse. La génération de 1999, faisant référence aux privatisations qui depuis vingt ans ont démembré l'État mexicain, se dit héritière d'un panorama de « désolation et de déroutes » où il n'y a plus de figures emblématiques, où l'espace idéal apparaît singulièrement vide. On se dit de la génération X:

« Les jeunes de 1999 et 2000 n'ont pas d'avenir, bien que diplômés nous n'ayons pas d'emploi. L'université n'est pas un facteur de mobilité sociale. Cela a créé une proposition plus radicale de compromis du monde qui participe dans le mouvement. C'est un pauvre discours de libération contre l'atomisation et de l'absence d'expectatives que créé le néolibéralisme. (...) C'est un mouvement d'exclus: exclus, par-dessus tout, de la prise de décisions politiques »¹⁶⁷.

Les grévistes de cette fin de XX^e siècle ne se sont pas revendiqués de Marx ou de Trotski, du moins ouvertement. La gauche a-t-elle cédé sa place à un déterminisme « devenu la force idéologique omniprésente de la réalité contemporaine du Mexique »¹⁶⁸, comme le croit Carlos Monsiváis? Le comportement, la détermination et l'intransigeance dont ont fait preuve les étudiants du mouvement de 1999-2000 viendraient, selon l'analyse du célèbre écrivain, du fait « qu'ils n'espèrent rien du Système. Comme ils n'ont pas confiance en leur futur, ils s'accrochent à ce que le présent leur offre; il ne leur reste pas grand-chose, presque rien »¹⁶⁹.

Cette absence de confiance dans l'avenir n'est pas uniquement le lot des jeunes, la capitale mexicaine est régulièrement la scène de manifestations anti-mondialistes et anti-néolibérales¹⁷⁰, le peu d'effets positifs de l'ALÉNA sur l'économie mexicaine depuis son entrée en vigueur en étant le moteur (les inégalités sociales se sont même aggravées depuis¹⁷¹). Pour Paco Ignacio Taibo II, les délégués des sommets du G8 « sont des martiens de droite » qui jonglent avec l'avenir des autres, particulièrement celui des pays sous-développés:

¹⁶⁷ *ibid.*, p. 19. Agustín Avila, étudiant de la Faculté d'Économie.

¹⁶⁸ Carlos Monsiváis, « Los determinismos y la huelga », *Proceso* (22 août 1999), p. 26.

¹⁶⁹ *ibid.*

¹⁷⁰ *La Jornada* (2 mai 2000), p. 40. Une de celles-ci, par exemple, réunissait des paysans, des étudiants, des syndicats et des organisations sociales au Zócalo de Mexico le 5 mai 2000: le CGH, la STUNAM, le CUT, la CNTE, le PPFV, le Mouvement Proletaire indépendant, l'Union Populaire Révolutionnaire Emiliano Zapata, le Conseil National des Travailleurs, les employés de l'INAH et du Syndicat Indépendant du Secrétariat de la Santé, l'UNT, le Front Syndical Mexicain, la Coordination Intersyndicale Premier Mai et la CLETA.

¹⁷¹ Lourdes Galaz, « La enmienda Hood Robin », *La Jornada* (18 mars 2001). Selon l'auteur de l'article, qui cite les données du Secrétariat du Trésor (SHCP), 62 % de la population économiquement active, ce qui représente environ 20 millions de personnes, ont un revenu inférieur à deux salaires minimum par jour, ce qui les place, avec leurs familles, sous la barre de la ligne de pauvreté. Toujours selon le SHCP, 20 millions de Mexicains vivant en milieu urbain n'ont même pas l'équivalent du salaire minimum pour vivre.

« Ces rencontres, qui se veulent ouvertes, sont en fait totalement fermées. Le G8 d'Evian, c'est pour moi ce sentiment fort d'une différence entre nous et « les autres », qui décident pour nous autres. Quand on vit dans un pays comme le Mexique, où les problèmes économiques et sociaux apparaissent comme une évidence brutale, et où le libéralisme économique a démontré son incapacité à les résoudre, un pays où l'on continue de vanter les mérites de la baisse des dépenses sociales aussi bien dans les domaines de la santé que de l'éducation, on a la certitude qu'il y a une réalité et une fiction. Cette certitude devient encore plus forte lorsqu'on est mexicain et qu'on assiste à cette apocalypse sociale qui n'en finit pas de disloquer la vie de nos voisins, je parle évidemment des millions d'Argentins »¹⁷².

Il est peu étonnant que cette génération ait spontanément sympathisé avec les zapatistes et leur célèbre porte-parole, *el subcomandante* Marcos, nouvelle figure de proue de la résistance. Les zapatistes ont ouvert une brèche dans la grisaille de la gauche mexicaine (et mondiale) en montrant la voie d'une lutte actualisée aux valeurs et aux moyens contemporains. Plusieurs des protagonistes du mouvement étudiant étaient membres de l'appendice civil zapatiste, le Front Zapatiste de Libération Nationale, dont le QG est à Mexico (quartier Obrero). Certains d'entre eux ont formé la première organisation civile sympathisante du Mexique et aidé à organiser la « Première rencontre intercontinentale pour l'humanisme et contre le néolibéralisme » dans la forêt de Lacandone (Chiapas) à l'été 1996, lieu de rencontre de plusieurs organisations civiles mexicaines et étrangères.

« L'EZLN a fait naître une nouvelle culture de gauche: « commander en obéissant », « représenter et non supplanter », « construire et non détruire », « proposer et non imposer », « convaincre et non vaincre »¹⁷³. Cette rébellion armée a capté l'attention et suscité la sympathie du monde entier, comme le rappelle Marta Harnecker, en mettant « à nu l'exclusion et l'oppression, les abus, l'insensibilité et la corruption du pouvoir judiciaire, les connivences du pouvoir public avec les classes dominantes, dont sont victimes les peuples autochtones »¹⁷⁴. L'influence de l'EZLN sur les étudiants n'est donc pas négligeable, l'armée zapatiste était et demeure une source de fierté, elle a donné un souffle de renouveau et été l'occasion d'une belle démonstration de solidarité internationale. La sympathie venue de l'étranger et le pacifisme (malgré les armes) affiché par les zapatistes ont d'une certaine façon réactivé la combativité des étudiants, qui savent que celui qui se fait appeler Marcos a fait ses études à l'UNAM, d'autant

¹⁷² Vittorio Fillipis, « Le G8 à Evian », *Le Monde* (27 mai 2003). Le reportage est consacré à l'écrivain mexicain.

¹⁷³ Marta Harnecker, *La gauche à l'aube du XXI^e siècle*, Montréal, Lanctôt Éd., 2001, p. 88.

¹⁷⁴ « Voces para un recuento. 1993-1968: 25 años », TVAzteca, *op. cit.*

plus que l'atmosphère toute subjective d'une fin de millénaire irise les doléances de ses attributs de finalité et de transition, les faisant paraître tout à coup urgentes.

Nous en avons glissé un mot dans l'introduction, un autre facteur de la résurgence d'une énergie pugnace fut la non-résolution du partage des responsabilités de la tuerie de 1968, « La lucha sigue. Tlatelolco no se olvida » (La lutte continue. TL ne s'oublie pas). Le slogan fait l'entête de chacun des dépliants distribués les 2 octobre, il est sur tous les tags, les autocollants, les t-shirts et autres artefacts donnés ou vendus à l'occasion du rituel annuel de la commémoration du 2 octobre 1968, marqué par une cérémonie à la place des Trois Cultures suivie d'une marche jusqu'au Zócalo. Les exigences des soixante-huitards (ouverture des archives, commission d'enquête avec pouvoirs juridiques, indemnisations) sont devenues une affaire de société, un phénomène qui coïncide avec l'accentuation du professionnalisme de la presse.

Vingt-cinq ans plus tard, le mythe démocratique prenait de l'ampleur, le mouvement avait été un événement positif pour le pays, « plus que politique, avec des ramifications culturelles, éducatives, économiques. On a ouvert une nouvelle route à la société civile, le gouvernement a manifesté un désir de changement »¹⁷⁵, dit Raúl Alvarín Garín lors d'une émission à TVAzteca. Vicente Fox, qui avait promis pendant sa campagne électorale en 1999 d'établir la vérité sur Tlatelolco, affirma lui aussi, cette fois en 2001, que le mouvement avait été « un des antécédents les plus importants dans la construction de la démocratie du pays »¹⁷⁶. Pour l'ex-leader étudiant

¹⁷⁵ *ibid.*

¹⁷⁶ Carlos Munge, « Abren archivos », *Proceso* (7 octobre 2001). « No le ven a la medida ningún alcance de tipo legal. Salvo la necesidad de « conocer lo que ocurrió en realidad » y de cerrar ese oscuro capítulo de la historia de México ». Un an après l'arrivée au pouvoir du PAN et après plusieurs tergiversations, des archives furent mises à la disposition de deux instances: la CNDH et la PGR. Les documents de 1968 du Secrétaire de la Défense Nationale restaient toutefois sous scellés et il fut interdit de porter des accusations, ce qui allait à l'encontre de la promesse d'enrayer l'impunité. La consultation des archives ne devait se faire, avertit le ministre de l'Intérieur, Santiago Creel, que pour clore « ce sombre chapitre de l'histoire du Mexique ». Les archives de la SDN ont été accessibles en juin 2002 alors que 5 000 boîtes de documents ont été déposées aux Archives Générales de la Nation. Toutefois, selon Raúl Jardón, dans son ouvrage *El espionaje contra el movimiento estudiantil. Los documentos de la Dirección Federal de Seguridad y las agencias de « inteligencia » estadounidenses en 1968* (Mexico editorial Itaca, 2003), qui les a consultés pour son enquête, ces documents révèlent peu de choses, étant fait, comme ceux de la DGIP, sans analyse, les « enquêteurs » fournissant des informations sans valeurs. Ils semblaient avoir peu d'informations sur les membres du CNH, ou sont erronées. Par exemple, l'orientation communiste est systématiquement attribuée aux étudiants, sans fondement. Il se peut que ces rapports dénués d'intelligence aient influencé le jugement de Gustavo Díaz Ordaz. « Hay que destacar lo significativa que resulta la falta de identificación de la militancia política de los dirigentes. Esta omisión, ligada a otras de identificación -en algunos casos ni siquiera se tenían los nombres de los líderes-, indica, "por un lado, confusión e ignorancia de la DFS, y por el otro, la intención deliberada de atribuir responsabilidad de todo al PCM, no porque esa conclusión surgiera de las investigaciones de la policía, sino del

Gilberto Guevara Niebla, Tlatelolco est « une douleur, une blessure, un ressentiment de la société. L'absence de vérité et l'impunité des responsables continuent de faire obstacle à la construction (du pays) et au changement »¹⁷⁷. Enfin, pour de Luis Gonzalez de Alba, il demeure « construction de mythes (une sorte de) compilations de narrations sans explications claires »¹⁷⁸.

En ce 25^e anniversaire, on a pu voir à la télévision des documents d'époque jusque-là secrets et écouter des acteurs de 1968, invités à discuter à des émissions spéciales de l'événement et de son impact sur la société¹⁷⁹. C'est aussi en 1993 qu'un groupe d'anciens membres du CNH, mené par Raúl Álvarez Garín, présenta à la *Procuraduría General de la República* (l'équivalent du solliciteur général du Canada) une demande de mise en accusation pour crimes contre l'humanité « planifiés, dirigés, coordonnés et exécutés » par Gustavo Díaz Ordaz, Luis Echeverría Álvarez, Alfonso Corona del Rosal, Marcelino García Barragán et Fernando Gutiérrez Barrios¹⁸⁰. Six mois avant le début de la grève des unamiens, le 2 octobre 1998, les journaux et magazines publiaient moult articles sur le sujet. Cette trentième année de mobilisation de la mémoire collective se démarquait particulièrement par la création d'une Commission d'enquête, présidée par un ex-leader du mouvement étudiant, Pablo Gómez¹⁸¹, ainsi que par la parution de

servilismo de ella a la visión paranoica de los altos funcionarios del régimen », concluait Raúl Jardón dans *La Jornada* (1^{er} octobre 2003).

¹⁷⁷ « Voces para un recuento. 1993-1968: 25 años », TVAzteca, *op. cit.*

¹⁷⁸ *ibid.*, Luis González de Alba.

¹⁷⁹ Notamment la série de quatre émissions d'une heure de Gerardo Hernández pour la *Télévision Azteca*, « Voces para un recuento », que nous avons citée à quelques reprises.

¹⁸⁰ Le général Marcelino Barragán a laissé, à sa mort en 1996, une lettre à son fils dans laquelle il tente de se disculper. Cette lettre fut confiée à Carlos Monsiváis et Julio Scherer García, qui la publièrent. Jusqu'où allait la franchise du général demeurait toutefois douteux, celui-ci affirmant n'avoir pas été mis au fait de ce qui se préparait, bien qu'il introduisit plusieurs de ses hommes, le 1^{er} octobre, dans quatre appartements du complexe d'habitation Chihuahua. Dans *Rehace la historia*, l'historien Carlos Montemayer fit une lecture attentive du document au travers d'un recoupage minutieux de témoignages, d'archives manuscrites, photographiques et cinématographiques (à la demande du général Fernando Barrios Gutiérrez, Miguel Mendoza filma à partir du sixième étage de l'édifice ISSST, en face de la Place des Trois Cultures, les événements du 2 octobre. Deux des quatre bobines des pellicules utilisées demeurent confidentielles). Les recoupements de Montemayer laissent peu de doutes sur l'implication des forces de sécurité gouvernementales et en particulier de García Barragán et de Barrios Gutiérrez (respectivement chefs de la sécurité nationale et de la sécurité présidentielle), ce dernier ayant été l'instigateur du positionnement sur les toits de franc-tireurs, sous les ordres d'un de l'un de ses subordonnés. Sur les pellicules on peut voir des hommes armés, portant un foulard blanc noué autour du bras sur les toits des HLM et de l'église Santiago avant l'arrivée de la foule. On peut aussi les voir, pendant la tuerie, filer en douce par l'arrière de l'église Santiago, accueillis par des confrères.

¹⁸¹ Gustavo Castillo García, « A 34 años de Tlatelolco », *Unomásuno* (29 septembre 2002). La commission se heurtera au maintien sous scellés des archives de la Défense Nationale et devra composer avec l'absence de documents et de plusieurs qui furent mutilés (le général Alberto Quintanar López affirme que les documents jugés compromettants avaient pris depuis longtemps la forme de confettis!). Selon Monje, dans un article pour *Proceso* (10 octobre 1999) intitulé « 2 de Octubre: espionaje estilo 1999 », le Centre d'investigation de la sécurité nationale, la CISEN (qui a remplacé la DGIPS en 1982), fut tout aussi active en 1999 et en 2000, rapportant « les noms des

beaucoup de livres de mémoire (narrations, témoignages et réflexions), et la publication de nouveaux documents révélateurs. Les nouvelles bribes de vérité convergeaient vers un constat: des hauts personnages du gouvernement de Díaz Ordaz avaient bel et bien planifié le massacre de Tlatelolco¹⁸².

Enfin, ajoutons que la débâcle du PRI en juillet 2000 n'a pas fait baisser la garde des groupuscules armés, une épine dans le pied de l'évolution politique du Mexique. Un problème important pour l'État qui a dû, de 1992 à 1997, augmenter le budget militaire de 3,7 à 6,2 % du PIB¹⁸³. Outre l'EZLN, l'*Ejército Revolucionario del Pueblo Insurgente* (ERPI), scission de l'*Ejército de la Revolución Popular* (mouvement d'insurrection du Guerrero apparu en 1996), pour qui le PAN n'est qu'une « dictature mieux élaborée » que celle du PRI car « elle est plus subtile, imaginée de manière intelligente comme une tactique pour continuer la même politique rapace et autoritaire¹⁸⁴ », une nouvelle organisation s'est formée, la *Coordinación de la Guerrilla Nacional* « José María Morelos » (qui regroupe le *Frente Armado Revolucionario del Pueblo* (FARP), l'*Ejército Villista de la Revolución del Pueblo* (EVRP) et le *CJ-28 de Junio*), dont le principal objectif est de lutter contre l'administration de Vicente Fox, qu'elle qualifie de « gouvernement de mentalité guerrière contre lequel il est nécessaire de s'auto-défendre »¹⁸⁵.

principaux activistes, les routes suivies, le nombre de manifestants, les consignes, les points de rencontre, les lieux de départs, les incidents.

¹⁸² L'enquête demeure en développement: ce n'est qu'en juin 2002 qu'ont été transférés aux archives nationales 5 000 boîtes de documents provenant de l'Agence Fédérale de Sécurité. Ces comptes-rendus d'agents qui « espionnaient » les étudiants n'apporteraient rien d'intéressant selon Raúl Jardón qui les a consultés pour faire son enquête (*El espionaje contra el movimiento estudiantil (los documentos de la Dirección Federal de Seguridad y las agencias de « inteligencia » estadounidenses en 1968*, Mexico, ed. Itaca, 2003). Manque de rigueur de l'information, énumération minutieuse des slogans parlés et écrits, mais aucun rapport ne donne une idée d'ensemble de la composition du CNH, tout au plus une trentaine de noms et, encore, avec des erreurs.

¹⁸³ Jim Cason et David Brooks, « Alerta el BM sobre riesgo de que suba el número de pobres en AL », *Unomásuno* (6 novembre 2000).

¹⁸⁴ *ibid.* « El EPR advierte que el Ejército será parte fundamental en el trabajo de represión de diversos cuerpos policíacos a través de las Bases de Operaciones Mixtas que ya han actuado desde 1994 en Tabasco, para destruir los bloqueos de campesinos en los pozos petroleros, y en Chiapas, para despejar las carreteras de actos de protestas de indígenas y campesinos. Sostiene que para el gasto militar y para otros « aparatos de represión » el gobierno ha dedicado un presupuesto estimado en 6% del Producto Interno Bruto. (...) el foxismo es una « dictadura mejor elaborada » que la que encabezó el PRI, porque "es más sutil y ha sido ideada de manera inteligente como una táctica para dar continuidad a la misma política rapaz y autoritaria ».

¹⁸⁵ José Gil Olmos, « El poder sigue en manos de la oligarquía nacional. Movimientos armados desafían a Fox », *Proceso* (3 juin 2001). « No queremos la guerra, porque ésta es dolorosa, ¿pero cómo podemos responder a un gobierno con mentalidad guerrillista? El uso de las armas surge como una necesidad para ser escuchados y como autodefensa frente a las agresiones del mal gobierno que no sólo mata con la policía y el Ejército, sino también de hambre ».

Mentionnons que des étudiants de l'UNAM ont adhéré à l'ERPI et peut-être à l'ERP, comme nous le verrons au chapitre suivant.

Les principaux soucis des Mexicains concernent, outre l'insécurité croissante qui fait du Mexique un endroit, selon certains, « le plus dangereux d'Amérique latine après la Colombie »¹⁸⁶, la pauvreté, qui frappe la moitié de la population. Selon la Banque mondiale, seuls neuf pays ont une répartition du revenu national plus concentrée que le Mexique, déjà caractérisé par de grandes inégalités régionales (le DF, entité la plus riche du Mexique, a un revenu 5,4 fois plus élevé que l'État d'Oaxaca¹⁸⁷), dont cinq de l'Amérique latine (Brésil, Chili, Colombie, Panama et Paraguay) et quatre de l'Afrique (Lesotho, Sénégal, Sierra Leone et Afrique du Sud). De plus la distribution du revenu national est devenue, depuis les dernières décennies, encore plus inéquitable¹⁸⁸.

3. Les médias

« Quand une société se corrompt,
la première chose qui se gangrène,
c'est le langage »¹⁸⁹.

Contrairement au CEU qui en 1986-1987 avait su établir des relations sereines avec l'ensemble des médias, le CNH et le CGH ont vécu des rapports difficiles (pour ne pas dire agressifs) avec ceux-ci. Le journalisme était, dans les années soixante et précédemment, dénué de professionnalisme. Les éditorialistes et les journalistes flagornaient à outrance le président mexicain ainsi que ses ministres, mais aussi des personnages tels que Fidel Velázquez, leader syndical *charro* du CTM, donnant au régime une image générale sacralisée. En 1968, la servilité envers le pouvoir politique (qui ne manquait pas de moyens pour entretenir ce lien incestueux) était généralisée. Pendant le conflit, les journalistes servaient de relais pour transmettre, sans aucune nuances, l'idée du complot et les théories parfois délirantes émises par l'État, et se sont montrés soit condescendants face à une jeunesse « perdue », soit calomnieux, afin de disqualifier

¹⁸⁶ *Le Monde* (6 juillet 2003). Ici on se réfère à la présence importante du trafic de la drogue dans ces deux pays, car on ne peut sous-estimer la violence faites aux indigènes au Pérou, en Bolivie ou au Brésil.

¹⁸⁷ Gerardo Fuji, « Desigualdad en México », *La Jornada* (6 mai 2000), p. 19.

¹⁸⁸ *ibid.*

¹⁸⁹ Julian Rios, *Solo à deux voix, entretiens avec Julian Rios*, Paris, Ramsay/de Cortanze, 1992, p. 24.

le mouvement (on qualifiait systématiquement certains étudiants de « vrais » et d'« authentiques » et d'autres d'« intrus », d'« agitateurs » ou de « subversifs », transmettaient à l'opinion publique le message officiel de la manipulation du mouvement par des étrangers).

L'aversion qu'éprouvaient les étudiants pour la profession journalistique était justifiée. En 1999-2000, la méfiance envers celle-ci fut aussi parfois justifiée mais elle s'est montrée souvent déroutante. Il est vrai que les « communistes » de 1968 sont devenus les « méga ultras », que l'on a usé systématiquement des surnoms des étudiants dans les titres comme dans le contenu des articles (par exemple « *Absuelven a « La Pita » y « El Gato »* »^a ou « *En la guarida de « El Mosh »* »¹⁹⁰; la liste pourrait être très longue), ce qui est un procédé douteux, puisqu'il enlève aux personnes leur dignité, les déshumanise ou les désincarne. Il est vrai aussi que la presse a fait le même jeu qu'en 1968, en divisant les étudiants en « vrais » et en « faux », sans apporter de preuves sur ces présomptions. Le CGH a eu sa part de responsabilité; il s'est tiré dans le pied en criant trop souvent au loup, présumant que tous les journaux étaient contre eux ou que ceux qui leur étaient sympathiques jouaient le jeu du PRD. Cette méfiance démesurée de la partie radicale du CGH démontre le désespoir des jeunes des classes populaires et le cul de sac dans lequel ils se sont enfermés, une sorte de huis clos mental sans fenêtres, qui reflète ce « no futur » que nous avons mentionné, aride et sans perspectives. Elle est démesurée, car des quotidiens et des revues ont réalisé d'excellentes couvertures du conflit (on pense à *La Jornada* ou à *Proceso*), fournies et détaillées, sympathiques mais aussi critiques, ne tombant pas dans le piège d'une partialité outrancière, et dans lesquelles le CGH pouvait s'exprimer sans craindre de voir son discours déformé.

De façon générale, il faut dire que la profession journalistique est peu respectée par les lecteurs¹⁹¹. Personne ne nie que les médias ont longtemps entretenu des relations pour le moins équivoques avec le pouvoir, ce qui a certainement contribué à l'hégémonie du PRI tout en étant une conséquence de celle-ci. Des liens trop étroits qui s'ajoutent à un professionnalisme

¹⁹⁰ *Reforma* (7 février 2000).

¹⁹¹ Murray Fromson relate le témoignage d'une journaliste qui révèle l'étendue du problème: celle-ci voulut s'affranchir de la corruption en ne prenant plus l'enveloppe déposée une fois par semaine dans sa boîte aux lettres. Ses collègues de travail, qui pouvaient difficilement tolérer une « brebis galeuse » parmi eux, ont tenté de lui faire entendre raison, en vain. Alors ils se sont employés à lui rendre la vie impossible, au point où la jeune journaliste se vit forcée de choisir entre prendre la lettre ou partir. Elle opta pour l'enveloppe déposée par un fonctionnaire.

défaillant: conduite éthique douteuse, formation élémentaire, journalistes dans l'ensemble sous-éduqués, absence de réglementations, environnement où « l'accès à l'information est considéré comme un privilège et non un droit, où la spéculation et la rumeur se substituent aux faits¹⁹² ». De 1940 à 1968, il était rare de trouver un journal critique ou indépendant, un « phénomène renforcé par une morale conservatrice qui refusait toute idée progressiste », observe Yolanda Argudin, qui s'est penchée sur l'histoire de la presse mexicaine¹⁹³. Si *El Día*, créé en 1962, s'est montré plus incisif, contrairement à ses contemporains « jaunistes », nés de la même période, *El Sol de Mexico* et *El Heraldo de México*, ce fut à l'intérieur de certaines limites, comparé au journal *Excelsior* sous la direction de Julio Scherer, de 1968 à 1976.

De 1929 jusqu'à récemment, le PRI n'a perdu aucune présidentielle et les gouverneurs priistes des 32 États (en incluant le District Fédéral) ont en grande majorité eut des scores supérieurs à 90% des votes. Ces « exploits » électoraux cachaient souvent des pratiques douteuses mais le journalisme d'enquête était probablement un métier trop dangereux et l'autocensure mille fois préférable, encouragée par la *mordida* et l'ambition personnelle. Les communiqués officiels faisaient en somme, office d'information. Bénéficiant d'une couverture quasi quotidienne, l'image du président mexicain était démesurée et « dû en grande partie aux généreux pourboires qu'ils reçoivent, les journalistes présentent les ministres de la sécurité sociale, de l'hygiène, du trésor et de l'éducation comme des symboles des bienfaits de la Révolution »¹⁹⁴.

Outre la *mordida*, l'État avait à sa disposition des moyens de pression tels que l'agence PIPSA (Production et importation de papier, S.A.), créée en 1935 (fermée à la fin des années 1980) pour « combattre le monopole industriel et encourager au travers du prix réduit du papier les divers aspects de l'œuvre culturelle que le miméographe ne peut réaliser »¹⁹⁵. Bénéficiant d'une exemption de 10% sur les frais de douane, l'entreprise se convertit elle-même en monopole et bien que la loi l'obligeât à vendre son papier à tous les éditeurs qui en faisaient la requête, les

¹⁹² Murray Fromson, « Mexico's struggle for a Free Press », chapitre 7 dans Richard R. Cole, dir. *Communication in Latin America*, Birmington (É-U), Jaguar Books on Latin America No 14, 1996, p. 116.

¹⁹³ Yolanda Argudin, *Historia del periodismo en México*, Mexico, Panorama editorial, 1987, p.156.

¹⁹⁴ Robert N. Pierce, *Libertad de Expresión en América Latina*, Barcelone, Ed. Mitre, 1982, p. 148.

¹⁹⁵ Yolanda Argudin, *Historia del periodismo en México*, Mexico, *op. cit.*, p.156. « fomentar mediante el abaratamiento del papel los diversos aspectos de la obra cultural que con la imprenta cabe realizar ».

publications plus critiques face au pouvoir ont eu à découdre avec elle. La APIA (Association de la presse interaméricaine) reçut les plaintes du magazine *Política* (1960-1967), de *Por Qué?* en 1971, et de *Proceso* en 1976, parce que la PIPSA refusait de leur vendre du papier, les obligeant à s'approvisionner ailleurs à des coûts beaucoup plus élevés. Autre moyen indirect de faire pression, le DAPP (Département autonome de publicité et de propagande), également créé dans la deuxième moitié de la décennie trente, pouvait retirer à un journal les directives de presse, les divulgations et autres avis des différents secrétariats et départements du gouvernement fédéral et des États, diminuant les revenus des médias visés et les précarisant. De même pour les revenus issus de la publicité et des avis des entreprises de l'État qui jusqu'à tout récemment étaient nombreuses (Pemex, Aeromexico, Lotería Nacional, Banco Nacional de Desarrollo, etc.), ce qui pouvait représenter jusqu'à 20 % du financement d'une revue ou d'un journal¹⁹⁶. Enfin, des cas extrêmes ont été vus avec le saccage de bureaux et d'ateliers d'imprimerie, numéros confisqués, arrestations, (*La Voz de México, Por Qué?*), ou alors que des pressions étaient faites afin de provoquer le départ d'un directeur devenu *non grata*, comme ce fut le cas de Julio Scherer en 1976 (*Excelsior*)¹⁹⁷.

La crise de 1968 a certainement contribué à mettre à jour la relation incestueuse de la presse et du pouvoir politique; pendant le conflit, ce fut « l'apogée de la désinformation », n'hésite pas à affirmer Monsiváis¹⁹⁸. Traités en parias, dénigrés et accusés de tous les maux, d'être des comploteurs à la solde de l'étranger et de représenter un danger pour la nation, il n'est pas étonnant que la production des tracts ait été aussi élevée, les étudiants réagissant très rapidement afin de rectifier l'image laissée par leurs détracteurs.

¹⁹⁶ Robert N. Pierce, *Libertad de Expresión...*, op. cit., p. 156-158.

¹⁹⁷ L'*Excelsior* subit ce sort lorsque Daniel Cosío Villegas y écrivit une série d'articles dépeignant la façon de gouverner du président Echeverría, série intitulée « El estilo personal de gobernar ». Autres exemples : 1- Le journal *La Comadre de Cotorra* de José Toscano, au Nuevo León, fut fermé après un an de publication. Toscano créa alors *La Cotorra* qui, à son tour, fut interdit en 1956. Tenace, Toscano fonda *El Hijo de la Cotorra*, qui dura un an, puis *La Suegra de la Cotorra*, également fermé. Enfin, après des discussions avec le ministre de l'éducation à Mexico, *La Comadre de Cotorra*, créé en 1960, put survivre cette fois; 2- Le saccage des ateliers d'imprimerie du PCM en juillet 1968 et l'arrestation de plusieurs de ses membres; 3- Le saccage en 1968 du bureau de la revue *Por Qué?* En raison de ses articles sur le mouvement étudiant.

¹⁹⁸ Yolanda Argudin, *Historia del periodismo en México*, op. cit., p.159. « El apogeo de la desinformación dirigida culmina dramáticamente en 1968. en feliz y automática semejanza de radio y televisión, la gran mayoría de la prensa escrita se calla, difama, confunde por principio. De modo casi unánime se denuncia al movimiento estudiantil por apátrida, disolvente, comunista, enemigo de la familia y la religión ».

Par la suite, encouragés par la politique d'« ouverture démocratique » de Luis Echeverría, les médias portèrent une plus grande attention aux procédures de la justice et au comportement des policiers, non sans danger, comme le démontre l'assassinat du directeur d'un journal de Guadalajara et correspondant de l'*Excelsior*¹⁹⁹. Du point de vue de la relation incestueuse avec le pouvoir toutefois, peu de changement, si ce n'est l'arrivée de Julio Scherer García en 1968 à la direction de l'*Excelsior*. Celui-ci se débarrassa des éléments les plus réactionnaires pour offrir une information plus professionnelle, documentée et analytique. L'idéologie du journal devint anti-capitaliste et entreprit de donner une connotation idéologique aux politiciens (incluant le président du pays, ce qui était nouveau), afin de leur « enlever cette aura mystérieuse qui les rendaient inaccessibles », de rendre visible leur « démagogie, la stupidité de leurs déclarations et leur paternalisme »²⁰⁰. « Avec *tapados* ou sans *tapados*, la démocratie continue à briller uniquement par son absence », écrivait par exemple un de ses journalistes, Vicente Leñero. Scherer fut victime d'un coup interne dirigé par Echeverría en 1976, ce qui démontre les limites de la liberté d'expression d'alors. En compagnie de Carlos Monsiváis, Daniel Cosío Villegas, Vincent Leñero et quelques autres, Julio Scherer García fonda alors la revue *Proceso*, laquelle influencera d'autres Mexicains à fonder des quotidiens plus indépendants dans la décennie suivante, notamment *Unomásuno* (1977) et *La Jornada*, mais la situation, dans les années 1980, avait dans l'ensemble peu évolué. Joaquín Ibarz, correspondant de *La Vanguardia*, quotidien de Barcelone, au Mexique depuis plus de 20 ans, révélait par exemple qu'Otto Granados, le chef de la Communication sociale de Carlos Salinas, avait le sobriquet d'« Otto colonnes » parce qu'il dictait de son Bureau les titres de plusieurs journaux!²⁰¹

Les années 1990

Selon le Réseau mexicain pour la protection des journalistes et des médias, 630 attaques auraient eu lieu contre des journalistes durant les cinq premières années de la présidence

¹⁹⁹ Robert N. Pierce, *Libertad de expresión...*, op. cit., p. 150.

²⁰⁰ Yolanda Argudin, *Historia del periodismo en México*, op. cit., p. 159.

²⁰¹ Yetlaneci Alcaraz et Homero Campa, « Lastres de la prensa mexicana », *Proceso* (3 juin 2001). Joaquín Ibarz: « Otto Granados, el jefe de Comunicación Social de la Presidencia durante el sexenio de Salinas, era conocido como « Otto columnas », pues desde su oficina dictaba los titulares de muchos periódicos ». Y es que, comenta, « cualquier tontería que dijera el presidente, era la nota principal » ».

d'Ernesto Zedillo, provoquant la mort de six journalistes dans l'exercice de leur métier²⁰². Les journalistes s'exposent également aux repréailles de la mafia mexicaine quand ils ne sont pas « achetés » par elle²⁰³. Une nouvelle réalité qui peut malheureusement contrecarrer les tentatives d'assainissement du métier. À l'heure actuelle, certains éléments permettent de croire que la réalité médiatique est en changement mais d'autres laissent entrevoir un long purgatoire²⁰⁴. La persistance du système de la *mordida* (ou du *chayo*, disent les journalistes) a été notoire lors des élections de 1994 *mais* le phénomène serait beaucoup moins répandu depuis²⁰⁵.

Nous l'avons dit, les étudiants ont eu en 1999 et en 2000 à composer avec une presse souvent hostile, outrepassant parfois la ligne de la partialité, les diabolisant, les traitant de délinquants, d'« amants de la violence », d'irresponsables et de pseudo-étudiants²⁰⁶. Autres procédés douteux, la presse n'a cessé de mettre de l'avant des individus en particulier, laissant l'impression que le mouvement était mené par quelques têtes brûlées²⁰⁷, et elle a utilisé si

²⁰² Al Giordano, « The Narco-Media: Drug Corruption In The Press From Mexico To The U.S », REPORTS, Narco Media HOME (17 mai 2000). L'assassinat le 7 juin 1999 d'une figure très connue de la télévision, Paco Stanley fut très médiatisé.

²⁰³ *idem.*, p. 117.

²⁰⁴ Murray Fromson, « Mexico's Struggle for a Free Press », *op. cit.*, p. 135. La distribution du *chayo* [arbre régional dont le tronc et le fruit sont couverts d'aiguillons] dans le milieu journalistique fut notoire lors des élections de 1994, mais l'arrivée de journalistes ayant une formation universitaire recrutés par des journaux tels que *Reforma* (Mexico; créé en 1993 par Alejandro Junco de la Vega), *Siglo 21* (Guadalajara), *El Imparcial* (Hermosillo) et *El Financiero* (Mexico) est, selon Fromson, prometteur. Le *chayo* y est interdit et pour y arriver certains médias, comme *Proceso*, offrent de meilleurs salaires. Le militantisme qui se fait actuellement en faveur de l'établissement d'une loi garantissant la liberté de l'information est également un signe encourageant.

²⁰⁵ Échange de courriels avec l'employée de *Reforma* (27 janvier 2002), Nadia Sanders Vázquez: « La mordida, o más bien, chayo como se le llama en el medio periodístico aún existe a distintos niveles. Ya no es de la forma burda que se hacía antes con la entrega de sobres, ahora hay otro estilo, pero sí, sigue habiendo. Aunque ya no tanto como hace unos 10 años ».

²⁰⁶ Au dos de la pochette du livre d'Enrique Rajchenberg et de Carlos Fazio, *UNAM presente ¿y Futuro?*, le texte commence ainsi: « Satanizado por los noticieros de televisión y los comentaristas radiales de mayor rating, el movimiento huelguista se transformó en un grupo de « delincuentes », « amantes de la violencia », integrado por jóvenes nacos, irresponsables y majaderos. « Seudoestudiantes », fue el término preferido de los medios electrónicos: muchos mexicanos solamente conocen esa versión ».

²⁰⁷ Un compte-rendu de Francisco Ortiz Pardo, journaliste au *Proceso*, est significatif à cet égard. Une fois rendu à la Faculté des Sciences Politiques et Sociales, le journaliste demanda à rencontrer un dénommé Engels pour une interview de cinq minutes: l'étudiant se présenta et lui dit que le CGH avait décidé qu'il n'y aurait plus de déclarations personnelles faites aux journalistes parce que ces derniers avaient beaucoup trop tergiversé dans leurs articles. Le journaliste promit alors de transcrire l'interview enregistrée sur magnétophone mot à mot « afin qu'il n'y ait aucun problème ». Un étudiant nommé Jorge Martínez Valero interrompit alors le journaliste et l'insulta, le traitant de « cabrón » (cocu). Finalement, un petit attroupement se fit dans lequel les étudiants se demandèrent s'ils ne devraient pas profiter de l'occasion pour répondre aux accusations faites contre eux. Mais Martínez Valero déclara qu'il était impossible de faire confiance aux journalistes. Ortiz Pardo affirma alors, dans sa description de la rencontre, que Martínez Valero était le chef « máximo » des méga-ultras.

systematiquement les expressions de « modérés » et de « ultras » qu'elle a souvent donné une vue d'ensemble sans nuance²⁰⁸.

Selon le numéro 181 de la revue *La Crisis*, le rectorat aurait publié 1 618 plaidoiries dans différents quotidiens et revues entre le 12 février et le 11 juin. Entre le 1^{er} avril et le 13 juin, la lettre de Francisco Barnés intitulée « Université responsable » aurait paru 274 fois et des interviews en faveur de sa proposition auraient été retransmis 695 fois à la télévision. Quant à la radio, 2 483 temps d'antenne auraient été utilisés. D'autre part, un document du Centre de l'information et de la sécurité nationale (CISEN) parut dans le journal *Reforma* démontrerait qu'une campagne de dénigrement fut orchestrée par le ministère de l'Intérieur²⁰⁹.

Des correspondants étrangers évaluaient les médias mexicains en 2001 comme suit: immergés dans la « transition » du pays, ils sont à mi chemin entre un passé lourd et un exercice exemplaire qui n'est pas encore atteint. La presse est toutefois plus indépendante, imaginative, critique et agressive, mais ne s'est pas encore défait des lustres hérités d'un système qui, pendant 70 ans, lui a dicté la façon de faire du journalisme. Corruption, sensationnalisme, déclarationisme, autocensure, manque de clarté informative et désinformation font partie de cet héritage²¹⁰.

Pour Ginger Thompson, du *New York Times*, la presse mexicaine est encore trop souvent centrée sur ce que disent les élites et pas assez sur ce qui se passe dans la société, dans les pueblos, dans les campagnes et les zones marginales trop souvent ignorés. De plus, ajoute Thompson, la règle d'or du journalisme qui consiste à donner les deux versions d'un événement fait trop souvent défaut et il y a la difficulté d'obtenir une information juste auprès des fonctionnaires. Le gouvernement de Vicente Fox n'a pas tenu sa promesse de tenir des

²⁰⁸ Quelques titres d'articles: « Los llamados « ultras » se defienden », *Proceso* (26 juin 1999), « Proceso y los « megaultras » », *Proceso*, 26 juin 1999), « Semiocultos, desconfiados, la Universidad cayó en sus manos.... son los ultras », *Proceso* (20 juin 1999), « Ante la impotencia del resto del Consejo General de Huelga, la ultra se regocija de sus triunfos, al grado del exhibicionismo », *Proceso* (20 juin 1999), « La estrategia de los ultras para apoderarse del CGH », *Proceso* (24 octobre 1999).

²⁰⁹ *Reforma* (21 juin 1999).

²¹⁰ Yetlaneci Alcaraz et Homero Campa, « Lastres de la prensa mexicana », *op. cit.* Les correspondants étrangers sont Ginger Thompson, du *New York Times*, Eloy Aguilar, de l'agence Associated Press (AP), Harris Whitbeck, de la chaîne américaine CNN, James Smith, du *Los Angeles Times*, Joaquín Ibarz, du quotidien *La Vanguardia* de Barcelone, et Henry Tricks, du *Financial Times* de Londres.

conférences de presse mensuelles, ajoute-t-il. La tendance à centraliser l'information à Los Pinos est aussi un danger, selon James Smith, du *Los Angeles Times*, et Henry Tricks, du *Financial Times* de Londres; si les journalistes obtiennent plus d'information depuis l'arrivée de Fox au pouvoir, celle-ci n'est pas toujours de qualité²¹¹. Ce qui fait dire à Harris Whitbeck (CNN) que s'il y a une sensation d'ouverture et que la tâche des journalistes est facilitée par le nouveau pouvoir qui leur donne beaucoup d'information, la tentation est grande de retomber dans les vieilles pratiques, de se limiter à recevoir et à faire circuler l'information, alors que les journalistes doivent conserver une certaine distance et rester méfiants²¹².

« C'est un grand mensonge que la gratuité de l'université est maintenant acceptée par les autorités. Ce qu'ils ont fait c'est de convertir les cotisations semestrielles qu'ils voulaient imposer en ce qu'on appelle des paiements « volontaires », *mais en échange* ils ont laissé une série de paiements « pour l'usage d'équipements », « pour le coût de matériels », « pour les services éducatifs » et « pour des formalités scolaires non spécifiées », qui atteignent une somme beaucoup plus élevée que ce qu'ils voulaient au début. Bien entendu, les médias de communication taisent cela »²¹³.

En 1999-2000, les étudiants ont critiqué ce qu'ils percevaient être de la partialité de la part des médias. Mais, malheureusement, leur propre crédibilité a souvent été entachée par les exagérations, les jugements tonitruants, l'absence de pragmatisme révélée par leurs déclarations, souvent teintées de paranoïa. Le CGH a, non sans raisons, accusé les médias de véhiculer davantage des préjugés que de l'information et de faire le jeu des autorités en donnant une image du mouvement négative à l'opinion publique (par exemple, que les « ultras » sont violents et qu'ils dominent un mouvement qui ne rassemble que quelques centaines d'étudiants). Cependant, nous l'avons dit, les étudiants ont manqué de discernement et de nuance en appliquant ce jugement à tous les journalistes ou éditorialistes. Et lorsqu'ils accusent les journaux de les faire

²¹¹ *ibid.*

²¹² *ibid.* « Hay una sensación de apertura. Nos facilitan el trabajo porque nos dan mucha información, pero es muy delicado caer en simplemente recibirla y recircularla. Aunque la apertura es muy buena, tenemos que ser más responsables al procesar dicha información, pues el gobierno tiene su agenda y está aprovechando su relación con la prensa para dar a conocer su mensaje ».

²¹³ (JEPC CGH-UNAM): juin 1999. « A todos los trabajadores, a toda la población. Tremenda ha sido la campaña de las televisoras, la radio y todos los periódicos en contra de la huelga universitaria. Están rabiosos porque las autoridades no pudieron engañar a los estudiantes y creen ahora que podrán engañar a la población para *aislar* a los estudiantes. Es una gran *mentira que* ya se haya aceptado la gratuidad de la universidad por parte de las autoridades. Lo que hicieron fue convertir en dizque « voluntarias » las cuotas semestrales que querían imponer, *pero a cambio* dejaron una serie de cobros « por uso de equipos », « por gasto de materiales », « por servicios educativos » y « por trámites escolares no especificados », que acabarán sumando bastante más que lo que querían cobrar al principio. Claro que esto *se los callan* los medios de comunicación ».

passer pour des sauvages et de biaiser la réalité parce qu'ils ont fait la une avec des photographies qui les montrent en train de prendre d'assaut un bâtiment universitaire, ils font preuve de naïveté ou de mauvaise foi. La « prise » du campus et d'écoles périphériques, les échauffourées, les corps peints, les visages masqués, n'étaient pas inventés par les médias et, que l'on aime le constat ou non, elles constituaient pour eux des images percutantes et donc vendeuses.

Plusieurs observateurs ont remarqué que les commentaires des journalistes étaient, effectivement, souvent négatifs. Selon Nadia Sanders Vázquez, journaliste à *Reforma*, l'autocensure expliquerait la couverture de presse peu amène envers le mouvement. L'emploi des surnoms a été abusif, reconnaît Alberto González Luna, qui a couvert le conflit pour *Crónica* (aujourd'hui reporter à *Reforma*). Selon lui, les journalistes en général, collectaient et rapportaient correctement l'information mais les éditorialistes ne savaient pas comment aborder ce mouvement. La majorité des reporters n'avaient aucunement l'intention de faire passer les étudiants pour des délinquants, ajoute-t-il. Ils ne sont pas les seuls à former une image: il y a les éditeurs, les maquettistes et les photographes. Pourtant ce journaliste reconnaît que la presse n'a pas toujours été professionnelle, donnant l'exemple de la marche organisée par Barnés le 23 août 1999 sur la Place Santo Domingo. Malgré le fait que le recteur n'avait pas réussi, en regard des manifestations organisées par le CGH, à rassembler beaucoup d'étudiants, que c'était surtout des académiciens et des fonctionnaires qui s'étaient présentés, beaucoup de quotidiens avaient traité l'événement comme une grande réussite²¹⁴. Carlos Monsiváis, qui a publié en 2003 un ouvrage sur les dessous du journalisme au Mexique, faisait lui aussi un constat réprobateur en 1999:

« Les articles sont de toutes sortes, et aucune méthode n'est exclue pour couvrir la grève, comme les commentaires très négatifs. Maintenant on ne parle plus de conjuration mais de barbarie, et avec elle on réalise la *self-fulfilled prophesy*. En créant une « distorsion informative, en déformant, ridiculisant ou calomniant les arguments des opposants », la capacité de persuasion des groupes dits modérés se retrouve, avec le temps, handicapée devant le peu de résultats obtenus par leurs efforts de rationalisation »²¹⁵.

²¹⁴ Tiré d'un échange de courriels avec Alberto González Luna (14 février 2001).

²¹⁵ Carlos Monsiváis, « 1968-1999: La comparación inevitable », *Proceso* (1^{er} décembre 1999), p. 29. « Las noticias brotan de todas partes, y ningún medio consigue exceptuarse de cubrir la huelga, así sean muy negativos los comentarios. Ya no se habla de *conjura* sino de *barbarie*, y se consigue la *self-fulfilled prophesy* ».

4. Conclusion

La question identitaire a été abordé rapidement. Retenons les éléments qui peuvent jouer un rôle sur les perceptions et les attitudes des étudiants face au politique. L'identité nationale élaborée dans les années 1920-1930 a une base inclusive. Dans la cour intérieure du Palais national, les murales de Diego Rivera représentent, aux côtés de Benito Juárez, les révolutionnaires Obregón, Villa et Zapata, la merveilleuse cité aztèque Tenochtitlán et ses marchés colorés, des Indigènes pendus ou asservis par les Espagnols au XVIe siècle, de magnifiques champs de maïs où les paysans font la récolte ou encore de grandes et solides usines avec une foule d'ouvriers allant au travail dans la dignité. Ces œuvres d'art, commandées par l'État, constituent une sorte de *wampum* mexicain. Acte de contrition, on se souvient de la cruauté de la Conquête et on célèbre la Révolution et ses promesses.

Nous le verrons, le discours étudiant en 1968 était collectiviste. Égalitarisme, justice sociale, répartition des richesses. Ces principes, si bien représentés dans l'imagerie de Rivera, imprègne tout le discours. L'imaginaire collectif avait conservé cette image d'un peuple réconcilié dans l'histoire, travaillant côte à côte, image « revampée » toutefois par la révolution cubaine. Le PRI est de plus en plus apparu comme un parti bourgeois, étranger à la population et aux idéaux d'une révolution dont il se disait l'héritier et le continuateur. L'importance de cette vision d'une population trahie par le régime priiste est primordiale pour la compréhension de la culture politique des étudiants. Ils ne font pas que protester contre la violence de l'État, ils veulent le détruire. Ils ne cherchent pas à instaurer une démocratie libérale, ils veulent continuer la révolution mexicaine, la réactualiser. Que reste-t-il en 1999 de cette identité collectiviste? Luis Echeverría a surfé sur la vague populiste, suivi de José López Portillo, puis l'endettement et à une conjoncture difficile ont eu raison du gouvernement. Malgré l'existence des syndicats *charros*, il faut reconnaître que le PRI avait pu offrir à des milliers de Mexicains un emploi stable grâce aux entreprises étatiques. La rapidité avec laquelle Carlos Salinas les a dénationalisées laisse songeur, surtout quand on sait que des centaines de membres du PRD ont été assassinés alors que les élections de 1988 approchaient. Certains Mexicains ont vu dans cette politique un virage souhaitable mais les bénéfices se font toujours attendre. L'idéal égalitaire semble plus loin que jamais. L'ouverture des frontières s'est faite sans que l'État ne cherche à protéger les petites entreprises, sans législation pour protéger les ressources écologiques, mais

aussi à l'intérieur d'un contexte où l'attrait de l'argent et une culture politique irrespectueuse des lois existent malheureusement (les amis du pouvoir s'enrichissent astronomiquement en se portant acquéreurs d'une entreprise d'État, le gouverneur d'un État fait tuer en 1996 des paysans qui s'opposent à ses plans, PEMEX met en danger la vie de paysans du Tabasco²¹⁶, etc.). Les Mexicains ont l'impression que le Mexique est vendu aux plus offrants. Encore une fois, l'État a trahi la population. En 1997, un *campesino* du Morelos furieux que l'eau de la région de Tepoztlán soit détournée par et pour des nantis, disait : « Many people died for this land. Now we have it but we can't grow anything on it because they are stealing our water. We are the campesinos; we have a right to this land. If Zapata were alive, he would be here with us today »²¹⁷.

L'anti-néolibéralisme ostentatoire des étudiants en 1999-2000 reflète donc un courant bien présent au Mexique, que ce soit dans la jungle au Chiapas ou sur les pavés du vieux centre de la capitale, de plus en plus de Mexicains refusent ce type de « village global » qui rappellerait davantage l'ère coloniale qu'un monde meilleur.

L'État mexicain a donc des défis majeurs devant lui pour établir un climat de confiance. Il lui faudrait donner plus de dents aux commissions d'enquête sur les massacres passés (1968, 1971, la « guerra sucia », Aguas Blancas²¹⁸) et en finir avec l'impunité. Il doit également s'attaquer au trafic de la drogue, vaincre le caciquisme et convaincre les guérilleros de déposer les armes. La corruption est probablement le mal le plus difficile à enrayer. Pour cela il faudrait changer, entre autres, les mentalités des fonctionnaires, ce que Fox a promis de faire en offrant à ceux-ci une formation spécifique. Mais la population ne s'y trompe pas: un an après l'élection de Fox, près de 80 % des Mexicains pensaient que la corruption n'avait pas diminué ou qu'elle s'était

²¹⁶ Lire à ce propos le « Report on Mexico » de *NACLA* 30 (No. 4 janvier / février 1997), p. 13-41

²¹⁷ *ibid.*, John Ross, « Zapata's Children », p.32.

²¹⁸ Des paysans ont été tués par des policiers à Aguas Blancas, dans l'État du Guerrero. Une commission d'enquête a été formée par le PAN, la *Fiscalía Especial para Movimientos Políticos y Sociales del Pasado* (FEMPSP), présidée par Ignacio Carrillo Prieto. Mais il arrive fréquemment que les personnes convoquées pour témoigner ne se présentent tout simplement pas ou se contente, comme Luis Echeverría, de nier toute responsabilité. Lire la revue *Proceso* du 5 juillet 2003.

même aggravée, un pourcentage qui demeure constant depuis²¹⁹ (en 2003, seulement 3 % des délits de corruptions ont donné lieu à des condamnations pénales²²⁰).

« La culture de parti unique et l'absence de contre-pouvoirs - notamment judiciaires - n'expliquent pourtant pas à elles seules l'ampleur du phénomène. Les partis politiques d'opposition adoptèrent - au moins partiellement -, lors de leur accès progressif au pouvoir, les mêmes comportements. Dans de nombreux États ou municipalités gagnés par les « forces du changement », qu'elles soient aux mains du PAN (droite) ou du PRD (gauche), avoir un permis de conduire, un accès à l'eau courante ou un document administratif implique souvent le paiement d'une *mordida* (littéralement une « morsure », pot-de-vin en français). Hugo Gutiérrez, secrétaire exécutif de la Commission de lutte contre la corruption mise en place par Fox, se défend ainsi du manque de reconnaissance publique de son travail: « Nous avons bien fait progresser les choses au niveau des fonctionnaires fédéraux, mais les gens ont toujours des problèmes avec les autorités locales »²²¹.

Enfin, la liste des mesures que l'État doit prendre pour améliorer les conditions de vie des Mexicains n'est pas à faire ici. Mentionnons que la stabilisation des salaires est prioritaire²²², tout comme l'est la création d'un million d'emplois *annuellement*, compte tenu des caractéristiques démographiques du Mexique. L'accès à l'éducation moyenne et supérieure n'est donc pas un enjeu mineur. Les exemples venus de l'Asie (la Corée et l'Inde notamment) démontrent qu'un État peut faire la différence dans la structuration d'une économie capable de créer *de bons* emplois en abondance. Le Mexique pourrait s'en inspirer, d'autant plus qu'avec la concurrence chinoise, les *maquiladoras* sont de moins en moins attrayantes pour les grandes entreprises, dont certaines ont déjà licencié leurs employés mexicains et déménagé leurs pénates en Asie.

Concernant le quatrième pouvoir, les deux mouvements étudiants ont mis en relief ses tares pendant ces conflits. Carrément véhicule gouvernemental en 1968, on observe trente et un ans plus tard la persistance d'un professionnalisme douteux, mais désormais limité à certains organes de presse. Il est certain que l'assainissement de la profession journalistique constitue une percée majeure pour la démocratie mexicaine.

²¹⁹ *ibid.* Une liste, élaborée par l'ONG Transparency International, et qui donne une cote de corruption à 90 pays plaçait en 2001 le Mexique au 51^{ème} rang (indice de 3,7), puis en 2002, au 57^{ème} rang sur 102 pays (indice de 3,6). L'Institut international de la gestion et du développement place quant à lui le Mexique au 38^{ème} rang sur sa liste de 47 pays.

²²⁰ *La Jornada* (20 mai 2003). La corruption aurait fait perdre 9 % du PIB du Mexique de 2000 à 2002, selon le directeur général de *Revista Prospectiva*, Rafael Martínez Puon.

²²¹ David Bornstein, « La corruption sans fin exaspère le Mexique », *op. cit.*

²²² *La Jornada* (5 mai 2000), p. 30. De 1994 à 1999, les salaires de la classe moyenne sont passés de 3 742,45 à 2 86,43 pesos et ceux de la classe ouvrière de 2 526,68 à 1 935 pesos (moyenne établie dans 37 villes mexicaines. Pesos de 1999).



PARTIE II

LES MOUVEMENTS ÉTUDIANTS DE 1968 ET DE 1999-2000

CHAPITRE III LE MOUVEMENT ÉTUDIANT DE 1968: L'ÉVÉNEMENT

1. Introduction

mise en contexte

Les étudiants « forment le seul groupe réellement international; tous les jeunes des pays développés font partie de la sous-culture juvénile internationale, eux-mêmes produits d'une technologie également internationale »²²³. Plus que leurs parents, les universitaires des continents européens, américains et même asiatiques, partageaient, au milieu des années soixante, des perceptions, des codes culturels et une certaine culture politique, l'époque étant aux grandes idéologies politiques et à la polarisation provoquée par les divergences entre les idéaux avancés par la droite et par la gauche. Les nouvelles technologies avaient contribué à rendre les frontières entre les nations et les cultures plus poreuses et les baby-boomers prenaient d'assaut les routes américaines, européennes et asiatiques, favorisant une sorte d'acculturation au melting-pot. Ce qui pouvait heurter les esprits les plus conservateurs: en 1968, le président Gustavo Díaz Ordaz vit dans l'usage de slogans et de symboles qui s'étaient vus et entendus à Paris ou à Milan, à Berkeley ou à Berlin ainsi que dans l'existence même du mouvement, qui suivait de quelques semaines celui de Paris, une « imitation servile » des étrangers.

« C'était la fête de la liberté, l'allégresse, la joie et le bonheur », se souvient un ex-leader étudiant, Luis Tomás Cervantes Cabeza de Vaca²²⁴. Les jeunes étaient alors, ajoute l'écrivain Paco Ignacio Taibo II, étudiant des sciences politiques à l'UNAM en 1968, « des produits d'un bouillon de culture politico-culturel qui avait pour vertu la globalité. Toutes les facettes de la vie étaient imprégnées d'une douce folie »²²⁵. La croissance de la population féminine dans les

²²³ Octavio Paz, *El laberinto de la soledad. Posdata. Vuelta a El laberinto de la soledad. op. cit.*, p. 241-242.

²²⁴ *Proceso* (1er décembre 1999), p. 53.

²²⁵ Paco Ignacio Taibo II, *68*, Mexico, Joaquín Mortiz, 1991, p. 16. « ...se había construido en un caldo de cultivo politico-cultural que tenía la virtud de la globalidad. Esa locura integral nos rodeaba por todas las esquinas de la vida ». Le témoignage d'un professeur de la Préparatoire 2 de l'UNAM, Gerardo Hernández Ponce, démontre que pour certains, cette « folie » ne faisait assurément pas le bonheur de tout le monde (dans Elena Poniatowska, *La noche de Tlatelolco*, Mexico, Era, 1971, p. 21-22): « La disciplina interna en las escuelas era prácticamente nula.

centres d'éducation supérieure et l'émergente libéralisation des mœurs sexuelles n'étaient évidemment pas étrangères au caractère festif de l'époque. Conservatrice et plutôt conformiste, la société mexicaine, même dans une grande zone urbaine comme Mexico (6 millions d'habitants en 1968), vivait peut-être de façon encore plus aiguë que chez les sociétés anglo-saxonnes, allemande et, dans une moindre mesure, européennes catholiques, le grand fossé générationnel qui a caractérisé les années soixante et soixante-dix²²⁶.

Celui qui fut ministre de l'Intérieur pendant les grandes répressions de 1958-1959, Gustavo Díaz Ordaz, démontra que son penchant pour « l'autoritarisme et la violence »²²⁷ était là pour durer, alors que la grève des 8 000 jeunes médecins (internes) en 1965 fut durement réprimée, année où le monde étudiant devint agité à l'échelle du pays, où les arrestations, les blessures et même parfois la mort enclenchaient d'autres manifestations et d'autres violences²²⁸. L'année 1968 n'avait pas commencé autrement; les six mois qui précédèrent l'avènement du mouvement étudiant avaient été riches en contestations de toutes sortes, dans la capitale et ailleurs au pays.

Les acteurs du mouvement

L'union des étudiants de l'IPN, de l'UNAM, de l'Institut national d'anthropologie et d'histoire, de l'École d'agriculture de Chapingo, du Centre universitaire des études

Obviamente, el « triunfo » estudiantil que motivó la renuncia del rector Ignacio Chávez provocó dentro de la universidad nacional una densa y demagógica atmósfera que hacia dominar la implícita pero operante política de « al estudiante la razón, aunque no la tenga ». (...) Las nuevas autoridades universitarias tenderían –indiscriminadamente– a congraciarse con el sector estudiantil. La Reforma Universitaria se anunciaba como una panacea y los aprendices de brujo calentaban probetas y calderos, hacían sus mágicas mixturas, proclamaban la democracia con base estudiantil, hacían llamados a los jóvenes para que éstos dieran sus luces en programas de estudios, proyectos de mejoramiento, selección de profesores y directores. Hasta se llegó a plantear « ¿Por qué no habría de ser rector un estudiante? ». Toda regla disciplinaria se consideraba de antemano como antipedagógica ».

²²⁶ Pendant le conflit étudiant, plus d'un article et plus d'une caricature ridiculise la mode vestimentaire des jeunes, les cheveux longs des garçons ou autres codes culturels de l'époque. Ce témoignage d'une mère de famille, tiré de *La noche de Tlatelolco* montre que les parents n'étaient pas tous conservateurs: « Nosotras éramos unas mosquitas muertas, unas « quiero y no puedo »; cuando nos gustaba un muchacho fingíamos que no; las vidas transcurrían entre zozobras, recaditos, correveidiles, putapiés debajo de la mesa, sainetes, « No metas la pata » y componendas de a tres por cinco. Todo lo hacíamos a escondidas y yo tengo la sensación de haber vivido así, a escondidas. (...) Por eso me gusta la vida de los jóvenes, prefiero mil veces la vida de mi hija a la que yo llevé. Sé que mi hija no me dice mentiras » (Yvonne Huitrón de Bitoérrez, p.25).

²²⁷ José Agustín, *Tragicomedia mexicana*, tome I, Mexico, Planeta, 1990, p. 234.

²²⁸ En 1966 GDO ordonna à l'armée d'envahir l'Université Nicolas de Morelia (Michoacán) pour mettre fin à la grève des étudiants (parmi les arrestations figurait celle du recteur Elí de Gortari). L'année suivante, le même scénario se reproduisit à l'Université de Sonora.

cinématographiques, de l'École des arts plastiques, de l'École de théâtre, du Collège de Mexico, de l'Université Ibéroaméricaine, de l'Université Lasalle et des universités publiques des provinces, a abouti au CNH, lequel comportait 210 délégués²²⁹.

Les étudiants de l'UNAM étaient issus des classes moyennes, avec un contingent plus réduit des classes populaires, à l'inverse des jeunes de l'IPN dont plusieurs vivaient dans les quartiers populaires du Casco Santo Tomás (où se trouve l'IPN), de Tlatelolco, de Lagunilla ou de Tepito²³⁰, ce qui explique qu'une certaine rivalité existait depuis longtemps entre les jeunes de ces deux institutions. « Nous, nous parlons de façon grossière, nous employons le langage des maçons quand nous discutons entre nous », expliquait Raúl Alvarez Garín, de l'IPN, pour qui les universitaires de l'UNAM étaient plus intellectuels et usaient d'un vocabulaire plus intello²³¹. Ces antagonismes vont toutefois disparaître lorsque la révolte contre la violence des forces de l'ordre ralliera les deux communautés afin de réclamer le respect des libertés démocratiques, consigne suffisamment large pour permettre aux différents courants idéologiques d'exprimer leurs visions du politique.

La population de certains quartiers populaires de Mexico a manifesté sa sympathie pour le mouvement mais c'est avant tout le milieu intellectuel et professionnel universitaire qui offrit l'appui le plus homogène. Certains désiraient que le PRI mette de l'avant les réformes nécessaires pour démocratiser le système politique, comme Carlos Madrazo avait tenté de le faire alors qu'il était le président du parti et avant qu'il ne soit évincé de son poste par Díaz Ordaz. Cette « aile droite » du mouvement comptait parmi elle des professionnels qui occupaient des postes élevés,

²²⁹ Les universités publiques des provinces participaient localement au mouvement, avec leurs propres leaders, leurs comités, leurs assemblées et leurs brigades. Lorsque le gouvernement durcira ses positions dans la deuxième partie du mois de septembre, les chefs militaires des régions annoncèrent leur intention de faire en sorte que tous les leaders étudiants signent une entente qui stipulait qu'ils respecteraient « l'ordre », sans quoi ils allaient être arrêtés (notamment dans les états d'Oaxaca, de Chihuahua, d'Aguascalientes, de Puebla, du Tabasco et du Chiapas, de la Basse-Californie et du Sinaloa).

²³⁰ Elena Poniatowska, *La noche de Tlatelolco*, op. cit., p. 78. « La población de la vocacional 7 es fundamentalmente de gente de la Unidad Tlatelolco y de chicos del rumbo de Tepito y de la Lagunilla » (Mercedes Olivera de Vázquez, habitante de l'édifice Chihuahua).

²³¹ *ibid.*, p. 27 « Nosotros hablamos a puras groserías, eso sí, empleamos más bien el lenguaje de los albañiles cuando discutimos entre nosotros » (Ces jeunes furent parmi les plus téméraires pendant le conflit ; d'ailleurs, la majorité des étudiants arrêtés fréquentaient l'IPN).

académiques et administratifs, souvent des professeurs réputés du secteur des sciences humaines de l'UNAM, comme Pablo González Casanova et Flores Olea²³².

Les anti-PRI se répartissaient suivant deux conceptions du pouvoir: l'une au travers d'un pôle organisé d'opposition formée de partis politiques (les modérés), l'autre partisane de l'action directe, en faveur une révolution populaire pour s'emparer du pouvoir (les « bolcheviques »), d'une révolution permanente (les trotskistes), ou encore les guévaristes qui favorisaient la lutte armée (créer un deuxième Vietnam).

Le deuxième courant provenait essentiellement de groupuscules trotskistes ou maoïstes, de la Ligue communiste Spartacus (trotskiste), du Mouvement marxiste-léniniste mexicain (maoïste), du Parti mexicain des prolétaires, du Parti ouvrier révolutionnaire trotskiste, des groupuscules « José Carlos Mariátegui » et « Miguel Hernández » et, dans une moindre mesure, la Jeunesse communiste et des influences anarchistes. On peut inclure dans ce groupe Luis Tomás Cervantes Cabeza de Vaca et José Revueltas, militant déçu du PCM, idéologue prolifique, contre la violence, résolument pour l'éducation favorisant la prise de conscience, pour une révolution étapist, bien organisée et populaire.

Certains étudiants ont été plus actifs ou plus visibles que d'autres. Déplorons le fait que le rôle des étudiants de l'IPN ait été peu mentionné. On peut considérer que l'aile dure du mouvement provenait en bonne partie de l'IPN, dont certaines écoles (particulièrement les vocationnelles 5 (Ciudadela²³³) et 7 (Tlatelolco), ainsi que la prévocationnelle de Tlatelolco et l'Unité Professionnelle de Zacatenco) ont lutté avec beaucoup de férocité lorsque le moment s'y prêtait (les 21 et 23 septembre notamment, à Tlatelolco et au Casco Santo Tomás respectivement).

Les délégués du CNH les mieux connus pour leur leadership ont été:

²³² Sergio Zermeño, *Mexico: una democracia utópica. El movimiento estudiantil del 68*, Mexico, XXI, p. 234-5.

²³³ La Ciudadela de l'IPN est l'équivalent de la Cité Universitaire de l'UNAM. Les vocationnelles de l'IPN précèdent, comme les préparatoires de l'UNAM, la formation de niveau universitaire.

- Raúl Álvarez Garín (ESFM²³⁴, IPN et professeur à l'École nationale des sciences biologiques. Son beau-père était le syndicaliste emprisonné depuis 1959 pour « dissolution sociale », Valentín Campa).
- Gilberto Niebla Guevara (Faculté des sciences, UNAM), a été l'instigateur, avec Álvarez Garín, de l'alliance IPN-UNAM. Il fut chargé par le Comité central d'établir des contacts avec les délégués de Díaz Ordaz).
- Luis González de Alba (Faculté de philosophie et lettres, UNAM).
- Luis Jorge Peña Martínez (ESE²³⁵, IPN. Coordinateur du CNH).
- Luis Tomás Cervantes Cabeza de Vaca (délégué de l'École nationale d'agriculture de Chapingo. A organisé plusieurs manifestations étudiantes par le passé).
- Marcelino Perelló (Faculté des sciences de l'UNAM).
- Félix Hernández Gamundi (ESIME²³⁶, IPN).
- Sócrates Lemus Campo (ESE, IPN. Personnage controversé, soupçonné à tort ou à raison d'avoir été un infiltré du gouvernement).
- Salvador Martínez de la Roca (Faculté des sciences politiques, UNAM).
- Roberta Avendaño (Faculté des lois, UNAM).
- Ana Ignacia Rodríguez (Faculté des lois, UNAM).
- Eduardo Valle Espinoza (IPN).
- Florencio López Osuna (ESE, IPN).
- Myrthokleia A. González Gallardo (enseignante à l'école Wilfrido Massieu).
- Anselmo Muñoz (ESIME, IPN).
- Federico Emery Ulloa (ESF, IPN), Baudelio Mancilla Leal (ESFM, IPN).
- Jaime Hernández Zárate (Vocationnelle 7, IPN).
- Fernando Hernández Zárate (ESE, IPN).
- Roberto Escudero (Faculté de philosophie et lettres, UNAM).
- Marta Servín (École nationale des sciences biologiques, IPN).
- Marcué Pardiñas (fondateur de *Política* et éditeur de la revue « Problèmes agricoles et industriels »).
- José Revueltas (idéologue et écrivain).

²³⁴ École supérieure de physique et de mathématique.

²³⁵ École supérieure d'économie.

²³⁶ École supérieure de génie et de mécanique.

- Heberto Castillo (fut chef du MLN, enseignant en génie à l'IPN. Castillo fondera le Parti des Travailleurs en 1974 avec Valentin Campa), co-fondateur du Comité des Enseignants Pro-Démocratie et Pro-Liberté avec:
- Fausto Trejo (enseignant en psychologie à la Faculté de Philosophie et Lettres de l'UNAM) et
- Elí de Gortari (philosophe. Auteur de *Lógica Dialéctica*, initiateur de la création de la collection « Problèmes scientifiques et philosophiques », éditée par l'UNAM. Il fut arrêté lors du mouvement étudiant de l'Université San Nicolas de Morelia en 1966, alors qu'il en était le recteur)²³⁷.

* * *

« Je me suis incorporé au mouvement étudiant parce qu'un jour, sans raison, les *granaderos* sont entrés dans l'École des beaux-arts avec des chiens policiers et des chaînes et ont arrêté tous ceux soupçonnés d'appuyer le mouvement. Pour plusieurs, cette invasion arbitraire nous a fait prendre conscience (de la réalité) et nous a décidé à nous unir aux étudiants et à les aider... »²³⁸

La grande capacité de rassemblement du mouvement vient de l'indignation générale des deux communautés (IPN et UNAM) face à la sauvagerie des forces de l'ordre, jamais dénoncée par les autorités de la capitale ou de la république. La brutalité des *granaderos* puis des soldats a davantage entraîné la politisation accélérée de plusieurs étudiants et de certains secteurs de la population de la capitale, qu'elle n'a intimidé. « Au début du mouvement peu d'étudiants savaient qui étaient les prisonniers politiques, tout au plus 20 en philosophie et 50 en économie connaissaient le nom des prisonniers politiques ou savaient ce qu'était l'article 145 »²³⁹, rappelle Luis González de Alba.

²³⁷ Beaucoup de ces étudiants avaient des surnoms tels que la Tita, la Nasha, El Búho, El Che, El Pino, une tradition, semble-t-il, puisqu'elle est notable en 1999.

²³⁸ Elena Poniatowska, *La noche de Tlatelolco*, *op. cit.*, p. 15. « Yo le entré al Movimiento estudiantil porque un día, sin más, llegaron los granaderos a la Escuela de Bellas Artes con perros policía y cadenas y se llevaron a todo mundo preso, así, fijate, abiertamente si apoyaba o no al movimiento! A muchos actores, esta invasión arbitraria nos hizo tomar conciencia y resolvimos unírnos a los estudiantes y ayudarlos, pero de veras, no sólo yendo a las manifestaciones agarrados del brazo o gritando en los mítines... Entonces constituimos una brigada de actores de teatro » (témoignage de Margarita Isabel, actrice).

²³⁹ Luis, González de Alba *Los Días y los Años*, *op. cit.*, p.66.

Après le conflit qui, parmi les étudiants, les enseignants et même la population en général, pouvait ignorer l'existence et la nature de l'article 145 du code pénal et les conséquences de son utilisation, ignorer que les leaders syndicaux Dimitrio Vallejo et Valentin Campa étaient incarcérés depuis 1959 sous inculpation de « dissolution sociale » ou que le gouvernement priiste ne reculait devant rien pour ne pas « s'abaisser » à faire un compromis, fût-il minime?

Ce pouvoir de rassemblement a rapidement donné aux étudiants et aux autres participants du mouvement l'impression de vivre un moment unique, d'être à un carrefour important de l'histoire du pays, d'avoir ce que Pascal Ory appelle, la « sensation d'inaugurer un monde nouveau ou un renouveau social fondamental (...) un va-et-vient permanent entre le proche et le lointain, le quotidien et l'exotique, accéléré par la vitesse de circulation des images et des mots (des) médias »²⁴⁰.

2. Narration du conflit

« Réprimer c'est gouverner. Gouverner est expliquer sereinement et patriarcalement la répression... »²⁴¹

Les grandes manifestations ont été²⁴²:

- le 26 juillet: marche organisée par la FNET pour protester contre les interventions policières à l'IPN (22 et 23 juillet).
- le 1er août: marche pour protester contre la violence policière et militaire. La junte de gouvernement de l'UNAM (le recteur et le Conseil universitaire) et l'ensemble de la communauté étudiante et académique de l'UNAM et de l'IPN remontent l'avenue Insurgentes pour se rendre au Zócalo. Ils en seront empêchés par l'armée qui bloqua l'artère non loin de la grande place (100 000 personnes).
- le 5 août: marche organisée par les étudiants de l'IPN, de Zacatencas, où fut créé l'IPN, pour se rendre là où l'institut était en fonction, au Casco Santo Tomás (150 000 participants).
- le 13 août: marche du Casco Santo Tomás jusqu'au Zócalo. Première grande manifestation place de la Constitution (Zócalo) ; à la tête des manifestants se trouvent les professeurs de la Coalition pro-démocratie et

²⁴⁰ ORY, Pascal, (dir.) *Nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, Hachette, 1987, p. 698.

²⁴¹ Carlos Monsiváis (introduction), « Dramatis Personae », dans Sergio Zermeno. *México: una democracia utópica*, *op. cit.*, p. XI.

²⁴² Le nombre de manifestants est approximatif.

pro-liberté (150 000 personnes). On exige la libération des prisonniers politiques: « un leader honnête égale un prisonnier politique! »²⁴³.

- le 27 août: marche partant du Musée national d'anthropologie pour se rendre au Zócalo (400 000 personnes). Des milliers de jeunes s'installent pour la nuit, pour faire une « vigile », provoquant l'intervention de l'armée.
- le 7 septembre: rassemblement à la place des Trois Cultures (Tlatelolco) (25 000 personnes).
- le 13 septembre: la manifestation silencieuse (250 000 personnes).
- le 27 septembre: marche de Zacatancas au Casco Santo Tomás.
- le 2 octobre: rassemblement à Tlatelolco (10 000 personnes) et bain de sang.

Les 22 et 23 juillet 1968, des altercations eurent lieu lors d'une partie de soccer entre de jeunes étudiants de deux vocationnelles de l'IPN et d'une préparatoire de l'UNAM. Un contingent de *granaderos*, la police anti-émeute mexicaine, intervint avec tant de brutalité à l'IPN (gaz lacrymogènes, utilisation de chiens, matraquage indistinct d'élèves, de professeurs et d'employés à l'intérieur des bâtiments), que l'opération provoqua une forte réaction au sein de sa communauté. Sous la pression de ses membres, la Fédération nationale des étudiants en technique (FNET), le principal syndicat de l'institut, organisa une marche de protestation le 26 juillet, approuvée par les autorités du District fédéral.

Lorsque le contingent parvint près du centre de la vieille ville, certains des manifestants décidèrent de rejoindre au parc Alameda une foule qui commémorait, comme à tous les ans, la révolution cubaine, manifestation organisée par la CNED²⁴⁴. C'est alors que ces étudiants de l'IPN apprirent que l'un de leurs collègues venait de succomber aux blessures que lui avait infligées la police anti-émeute le 23 juillet. Ils décidèrent d'aller manifester leur indignation et leur colère au Zócalo (alias Place de la Constitution), non loin de là. Une initiative osée car, à l'époque, la grande place en face du Palais Présidentiel était une sorte de « propriété exclusive de nostalgies historiques et de manifestations d'appui au gouvernement »²⁴⁵.

Les forces de l'ordre présentes (probablement à cause de la cérémonie pro-cubaine) chargèrent les téméraires avant qu'ils n'atteignent l'esplanade. Faisant preuve d'un manque

²⁴³ Elena Poniatowska, *La noche de Tlatelolco*, op. cit., p. 278.

²⁴⁴ C'est le 26 juillet 1959 que Fidel Castro et ses compagnons tentèrent de prendre la caserne Moncada. Ce fut un échec mais cela marqua le début des événements qui aboutiront à la prise du pouvoir par les castristes.

flagrant de discernement, les *granaderos* brutalisèrent les jeunes élèves qui sortaient d'une cérémonie de remise de diplôme de la préparatoire 3 de l'UNAM, et y pénétrèrent, provoquant à nouveau la panique chez l'assistance, brutalisée.

Un peu plus loin, d'autres policiers investissaient les locaux de la CNED puis du parti communiste, où ils arrêtaient les membres présents, saccagèrent l'atelier d'imprimerie et confisquèrent des copies du journal du parti, *Voz de México*: une opération étrange, compte tenu de la légalité du PCM dont les leaders avaient rencontré peu de temps auparavant Díaz Ordaz. L'acte avait-il pour but de faire porter au PCM la responsabilité du désordre, une stratégie visant à débarrasser la capitale de ses éléments « istes » à la veille de l'ouverture des Jeux Olympiques, prévus pour le 12 octobre? Le lendemain, le chef de la Police préventive, le général Luis Cueto Ramírez, ne déclarait-il pas à la presse qu'un mouvement « subversif » faisait tout pour « créer une ambiance d'hostilité au gouvernement et au pays relativement aux Jeux de la XIX^e Olympiade »²⁴⁶? Sans paraître se rendre compte de la contradiction, le général expliqua du même souffle qu'il avait déployé ses effectifs en réponse à la FNET, qui l'aurait prévenu d'un « possible désordre » relié au fait que des étudiants avaient ignoré l'itinéraire de la manifestation pour se joindre à celle du parc Alameda.

Le lendemain, des étudiants de l'Université nationale du Tabasco organisèrent une marche de solidarité et subirent un sort non moins enviable, devant faire face à des policiers sans pitié qui tirèrent sur la foule aspergée de gaz lacrymogène. Il y eut des blessés et des morts et les centaines d'étudiants arrêtés furent accusés de mutinerie, de rébellion, d'incitation à la violence, d'association délictueuse, d'assaut à main armée, d'attaque à des voies de communication, d'outrage au drapeau national et de dissolution sociale²⁴⁷.

²⁴⁵ Carlos Monsiváis, « 1968: dramatis personae », *op. cit.*, p. XV.

²⁴⁶ Ramón Ramírez, *El movimiento estudiantil de México*, Tome I, *op. cit.*

²⁴⁷ (FIS 895 Comité de Lutte Tabasqueño): août 1968. « (...) El día 27 de julio pasado, en apoyo a las represiones de que fueron (...) organizamos un mítin en el Parque « Juárez » de la ciudad de Villahermosa y en el cual pueblo y estudiante decidimos realizar una marcha por las principales calles (...) Al pasar los manifestantes frente a la Quinta Grijalva, residencia oficial del Gobernador, fuimos salvajemente agredidos por la policía preventiva y la judicial del estado, con ametralladoras, rifles y bombas de gas lacrimógeno, lo cual dió como saldo dos muertos y decenas de heridos (...) delitos de rebelión, asonada, motín, incitación a la violencia, asociación delictuosa, asalto a mano armada, ataque a las vías de comunicación, daños en propiedad ajena, disolución social, ultraje a la bandera nacional y acopio de armas. Todo lo anterior no fue dado a conocer al pueblo de México, debido al control gubernamental a que en todo el país está sujeta la prensa; así como que la ciudad de Villahermosa se encuentra en un verdadero estado de sitio, auxiliada la 30 zona militar por los fusileros navales de ciudad del Carmen Campesino, tres batallones de

Avant même que le mouvement ne se soit organisé et structuré, des tracts imprimés au lendemain de la manifestation du 26 juillet font appel à l'organisation des étudiants en brigades volantes (ou brigades politiques), lesquelles se formeront effectivement²⁴⁸. Le 27 juillet, la presque totalité des vocationnelles de l'IPN votèrent en faveur d'une grève illimitée. De leur côté, les étudiants des préparatoires et de certaines facultés de l'UNAM (des sciences, de droit et des sciences politiques), que la violence policière et l'intrusion gratuite de la préparatoire 3 indignaient, se réunissaient et envisageaient de se joindre à la grève. Le lendemain, les vocationnelles 5 et 7 ainsi que la prévocationnelle 4, occupées par les étudiants, furent mitraillées par des paramilitaires. Les représentants de l'ensemble des écoles de l'IPN, de celles les plus politisées de l'UNAM, des Écoles normales et de l'École nationale d'agriculture de Chapingo, se rassemblèrent à la ESE de l'IPN pour former un comité de coordination de grève, le CCH, lequel réclama la dissolution de la FNET, l'expulsion de son leader, accusé d'être inféodé au PRI, ainsi que de tout groupe ou individu ayant des liens occultes avec le parti ou avec des individus à des fins partisans, notamment le MURO, soupçonné d'avoir des liens avec la CIA. Le CCH déclara alors que la levée de la grève serait conditionnelle au démantèlement du corps policier des *granaderos*, à l'indemnisation des étudiants blessés et des familles des décédés et à la libération des étudiants incarcérés depuis le 22 juillet.

La semaine qui suivit fut marquée par l'occupation de plusieurs centres éducatifs par les forces de l'ordre, ce qui entraîna l'adhésion au mouvement de nouvelles écoles et facultés de l'UNAM. Les 27 et 29 juillet furent particulièrement agités aux alentours des préparatoires 1, 2 et 3, toutes situées non loin du Palais présidentiel. Des autobus furent confisqués à leurs propriétaires, placés aux coins de certaines rues du quartier pour ensuite être incendiés, on se mit à fabriquer des cocktails Molotov et on fit provision de pierres. Des étudiants de la préparatoire 5, située près du Stade Azteca, au sud-ouest de l'UNAM, firent de même, provoquant l'intervention des policiers, qui procédèrent à plusieurs arrestations, dont celle du leader de la Ligue communiste Spartacus, Efraín García Reyes. Le 30 juillet, la tension monta d'un cran alors que

paracaidistas, la zona militar de Ixtepec (...) considerando como conspiradores y por consiguiente encarcelando a todo grupo mayor de tres personas y a todo aquel que porte la credencial de estudiante por lo que ya hay 300 compañeros detenidos ».

²⁴⁸ (AH 60, 327, 92, 20 Comité Coordinateur des Brigades Politiques): juillet 1968.

des bataillons de l'armée mexicaine, mandatés par le responsable du District fédéral, Alfonso Corona del Rosal, se présentaient peu après minuit et demi aux portes de la préparatoire 1. Des centaines d'étudiants de l'UNAM et de l'IPN, échaudés par les événements récents, avaient décidé d'occuper l'école, sise dans le bâtiment San Idelfonso, ancienne dépendance de l'Université pontificale datant du XVI^e siècle. Les soldats tirèrent au bazooka sur l'antique porte, tuant 5 des 12 étudiants qui se trouvaient derrière, puis pourchassèrent les autres, baïonnettes au clair, faisant des centaines de blessés. Les forces de l'ordre occupèrent également les préparatoires 2, 3 et 4, ainsi que les vocationnelles 2, 5 et 7, procédant à des arrestations massives.

La population « sut » ce jour-là, par le biais de la presse convoquée à 3:30 heures du matin par le ministre de l'Intérieur, Luis Echeverría, qu'elle vivait dans un des pays les plus libre du monde et que la révolution mexicaine était en péril face à un complot communiste (Echeverría accusa indirectement le PCM en mentionnant que les agitateurs étaient issus de la CNED, un syndicat étudiant dans lequel les étudiants membres de la JC dominaient)²⁴⁹. De son côté, Alfonso Corona del Rosal annonçait que l'UNAM et l'IPN allaient être fermés « sine die », jusqu'à ce que les désordres cessent, et affirmait que des non-étudiants étaient à l'origine de la violence.

Le 31 juillet, devant une foule de 25 000 personnes réunie sur l'esplanade du rectorat de l'UNAM, le recteur Javier Barros Sierra dénonça avec fermeté la violation de l'autonomie universitaire, « lieu par excellence pour défendre les libertés de pensée, de réunion et d'expression »²⁵⁰, et s'engagea à embaucher des avocats pour défendre les étudiants arrêtés. S'impliquant encore un peu plus, Barros Sierra mit le drapeau universitaire en berne, déclarant le 31 août jour de deuil, puis invita la communauté à se joindre à une marche de protestation le

²⁴⁹ Elena Poniatowska, *La noche de Tlatelolco*, op. cit., p. 277. « Las medidas extremas adoptadas se orientan a preservar la autonomía universitaria de los intereses mezquinos e ingenuos, muy ingenuos, que pretenden desviar el Camino ascendente de la Revolución Mexicana. El Camino ascendente de la Revolución Mexicana que tanto irrita a esos ingenuos se entorpece con la agitación y los disturbios. México se esfuerza por mantener un régimen de libertades que difícilmente se encuentra en otro país, en contraste con lo que ocurre en las dictaduras de cualquier signo político, o en las naciones en que impera el caos y la violencia. La CNED fue la que planeó los acontecimientos ».

²⁵⁰ *El Día* (2 août 1968).

lendemain²⁵¹. Le mouvement se légitimait, la marche de plus de cent mille étudiants et de leurs enseignants avait à sa tête les membres de la junta universitaire, incluant le recteur de la plus grande université de l'Amérique latine. C'est dans un paysage urbain transformé par la présence de tanks, de camions et de militaires que les manifestants défilèrent dans les rues de la capitale jusqu'à ce que l'armée lui interdise l'accès au Zócalo.

Ce jour-là, 42 intellectuels, dont plusieurs noms prestigieux²⁵², offrirent leur soutien aux étudiants dans un manifeste distribué à l'occasion de la manifestation. L'Assemblée qu'ils venaient de créer faisait sienne les revendications étudiantes et appelait l'ensemble des intellectuels et des artistes à se joindre au mouvement pour dénoncer la répression mais aussi de possibles manipulations manichéennes:

« Des gens sans défense, blessés et tués dans la rue, des prisons illégales, l'occultation de cadavres, la désinformation de l'opinion publique dans les bulletins officiels... (...). Ces actes font partie d'une politique qui, ces derniers temps, s'est traduite par des agressions dans plusieurs universités du pays (Michoacán, Yucatán, Tabasco, Puebla, Sonora), répression brutale d'étudiants et asphyxie de la liberté d'expression, grâce à l'anticonstitutionnel article 145 et 145 bis (dissolution sociale). Pareille politique se multiplie, grandit et peu à peu atteint un plus grand nombre de secteurs idéologiques, scientifiques et littéraires. N'importe quelle manifestation intellectuelle qui ne s'ajuste pas à la ligne officielle est traitée par les autorités comme étant subversive, provocatrice ou manipulée par d'inavouables intérêts ou agents étrangers. L'appel des étudiants du Mexique est respectable et très respectable est la Constitution Générale de la République. Pour cela, nous enseignants et tant d'autres Mexicains, nous sommes avec eux. Ils font des erreurs, des erreurs humaines. Mais on ne peut les rendre coupables de celles des autres. Peu d'hommes sont capables de supporter l'agression injustifiée et absurde, sans la répéter. (...) Il vaut la peine de mentionner qu'en plusieurs occasions, un certain secteur au sein du gouvernement que vous présidez cherche à tout prix à prolonger le conflit. Qu'elle autre finalité recherche-t-on par l'agression dont souffrent des universitaires et des polytechniciens ? Quel objectif vise-t-on lorsqu'on sème la méfiance entre les étudiants et leurs professeurs ? »²⁵³.

²⁵¹ Luis, González de Alba *Los días y los años, op. cit.*, p. 55. L'ex-étudiant raconte que l'autorisation pour manifester n'a été délivrée que de justesse et que sans elle le recteur n'aurait pas participé à la marche. Les étudiants craignaient d'être réprimés si Barrios Sierra n'y était pas mais, surtout, ils savaient que sa présence permettrait d'élargir le mouvement aux étudiants jusque-là tièdes ou récalcitrants à l'idée de s'intégrer à un mouvement de protestation.

²⁵² Dont Juan Rulfo, Carlos Monsiváis, José Revueltas, Thelma Nava, Emilio Abreu Gómez, Vicente Leñero, Horacio Espinosa, Carmen de la Fuente et Joaquín Sánchez MacGregor.

²⁵³ (FIS 412 Comité de Lutte Estudiantine): août 1968. « Manifiesto. La reciente actuación de la fuerza armada contra los estudiantes en la ciudad de México, con su ininterrumpida sucesión de atropellos y falsas violación a la autonomía universitaria, empleo de armas de guerra contra edificios escolares y gente inerme, heridos y muertos en las cargas callejeras, prisiones ilegales, ocultamiento de cadáveres, engaño a la opinión pública en los boletines oficiosos preocupa y compromete hondamente a los intelectuales y artistas. Estos actos forman parte de una política que en los últimos tiempos se ha manifestado en agresiones a otras universidades del país (Michoacán, Yucatán, Tabasco, Puebla, Sonora), represión brutal de estudiantes y sofocamiento de la libertad de expresión, solapados en el anticonstitucional art. 145 y 145 bis (disolución social). Semejante política se diversifica, crece y poco a poco abarca a mayor número de sectores ideológicos, científicos y literarios. A cualquier manifestación intelectual que no se ajuste a la línea oficial, las autoridades la tildan de subversiva, provocadora o manejada por intereses inconfesables ó por agentes extranjeros. Los desmanes no se cometen sin la protesta esporádica de los intelectuales afectados; pero no existe una posición alerta ni una actitud crítica organizada capaz de enjuiciar y actuar

L'initiative du recteur et l'appui généralisé du milieu académique donnaient un caractère démocratique et modéré au mouvement. Le même jour, Díaz Ordaz fit savoir de Guadalajara par le biais des journaux qu'il voulait tendre la main aux étudiants, déclaration sans lendemain. Le directeur de l'IPN, Guillermo Massieu, avait aussi exprimé sa sympathie:

« Je suis émotionnellement et spirituellement avec les étudiants (...). Ces événements ne sont pas seulement une atteinte à la dignité mais aussi une insulte à l'intelligence. L'institut doit continuer de servir de lieu national proposant des orientations au service du Mexique, nous ne pouvons être des outils d'intérêts bâtards qui n'ont rien à voir avec le pays ».²⁵⁴

Mais lorsque Massieu essaya de trouver une solution avec les autorités du DF, il se mit à dos les étudiants, qui considéraient qu'ils étaient les seuls interlocuteurs valables à toute négociation. Du côté des enseignants de l'IPN, plusieurs d'entre eux se regroupèrent et créèrent la Coalition pro-démocratie et pro-libertés pour réclamer non seulement la libération des étudiants et des enseignants arrêtés mais également celle du syndicaliste Dimitri Vallejo. De plus,

en consecuencia para deslindar responsabilidades, impedir la repetición de la violencia represiva y divulgar ante la nación y ante el mundo la verdad de los acontecimientos. Por todo lo anterior, resolvemos: 1-Los intelectuales y los artistas abajo firmantes nos solidarizamos con los estudiantes y maestros y con su Comité Nacional de Huelga, haciendo nuestras sus demandas (5 pts); 2- Constituimos a partir de esta fecha la Asamblea de Intelectuales y Artistas, cuyo primer acto de adhesión se efectuará en la Facultad de Filosofía y Letras de la UNAM. ¡Hacemos un llamado a los intelectuales y artistas de México para que se unan a este movimiento nacional! ». Plusieurs lettres vont apparaître dans les journaux tout au long du conflit. L'une d'elle, parue dans *El Día* du 20 septembre 1968, comptait 200 noms, dont 28 écrivains, 28 artistes peintres, 25 acteurs, 16 professeurs, 11 poètes, 7 ingénieurs, 7 directeurs de théâtre, 6 cinéastes, 6 journalistes, 4 anthropologues, 3 bibliothécaires, etc.

²⁵⁴ (FIS 891 IPN): 2 août 1968. « (...) En un emotivo acto efectuado ayer a mediodía en la Unidad Cultural del IPN en Zacatenco, el director general de ese centro de estudios, doctor Guillermo Massieu, declaró categóricamente su desacuerdo ante el « allanamiento injustificado? que cometió la policía y el ejército en nuestros planteles ». (...). Pongo por encima de todos los intereses al IPN y declaró que estoy emocional y espiritualmente con los estudiantes agredidos y con las personas El Instituto debe seguir siendo un plantel nacional que marque directrices al servicio de México; no podemos ser herramienta de intereses bastardos que nada tienen que ver con el país. Tengo la impresión de que a raíz de los acontecimientos, hay quienes verían con agrado no la desaparición del Instituto –porque éste seguirá adelante- sino su subyugación ». Al hacer consideraciones de carácter general sobre la trayectoria del IPN, el alto funcionario recordó que aquél nació como expresión de un movimiento revolucionario en la educación, y dijo que sus integrantes son personas provenientes de las clases más desamparadas del país. Subrayó que desde el mismo momento en que se fundó la institución surgieron también los antagonismos de los intereses creados de los conformistas y de quienes gozan de los privilegios económicos. (...) Recordó que el IPN no tiene autonomía y condenó a quienes dicen que la juventud es peligrosa. « Los jóvenes alientan más ideales nobles que negativos; los adultos somos quienes solemos ser peligrosos, no los jóvenes », añadió. Luego, volviendo a recapacitar sobre la crisis, declaró que a la acción irracional de los agentes entrenados no se podía responder con una acción irracional. Finalmente, se pronunció por el diálogo sobre la base de que tanto autoridades como éstas son seres racionales ». que están justamente indignadas por los lamentables acontecimientos y por el allanamiento de los planteles. Estos hechos no son solo un atentado a la dignidad, sino un insulto a la inteligencia ».

les enseignants exigèrent que l'article 145 du code pénal soit abrogé, donnant derechef un caractère politique au mouvement naissant.

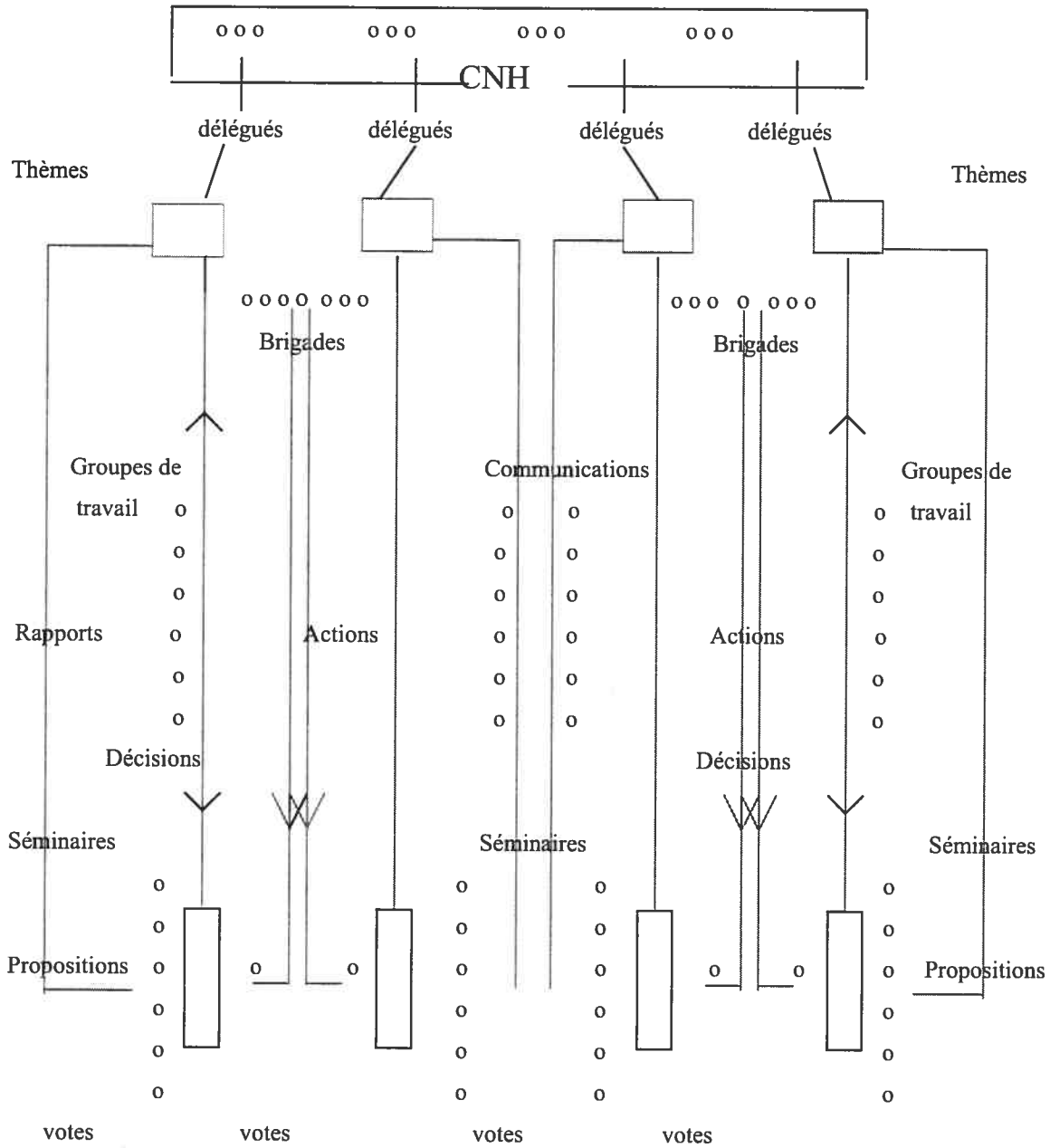
Le 8 août, le *Consejo Nacional de Huelga* remplaça le CCH, fruit de l'alliance des centres éducatifs mentionnés plus haut. Composé de 210 délégués, le conseil de grève représentait environ 250 000 étudiants. Un si grand nombre de personnes représentait assurément une palette idéologique large:

« La gauche dominait dans la mesure où notre groupe s'opposait au début à toute négociation avec le gouvernement, considérant que la tendance de l'État était globalement réactionnaire et qu'on ne pouvait dialoguer sérieusement avant d'avoir rassemblé les forces populaires »²⁵⁵.

Le secteur militant avait certes une longueur d'avance sur le milieu étudiant ordinaire du point de vue organisationnel mais le caractère hétérogène des participants au mouvement, unis avant tout par la révolte, constituait en soi un frein à la domination d'un groupe spécifique. Le discours dominant véhiculé par les tracts est néanmoins inspiré par les idéologies de gauche tant dans le contenu que dans la forme, socialiste, marxiste ou libertaire, déployant la dialectique correspondante, similaire à ceux qui, à l'époque, déferlaient à Paris, à Turin, à Montréal, à Montevideo ou à Téhéran. Le conflit représentait une occasion en or pour ces derniers d'« instruire » ceux qui, en temps normal, manifestaient davantage de l'indifférence (ou de la méfiance) que de la sympathie pour leurs idées.

Étudiants et professeurs ont rapidement déployé leurs énergies à l'organisation et à la structuration du mouvement. La formation des brigades politiques (inspirées par les jeunes brigades chinoises de la révolution culturelle de Mao?) est un des exemples de la transmission de ce savoir-faire, petits groupes d'étudiants (et des professeurs les plus actifs) qui avaient pour mission de distribuer les *volantes* (tracts), de susciter la discussion et de collecter des fonds. Un tract distribué avant même la formation du Conseil national de grève (CNH), dans la première semaine du conflit, expliquait l'essence et le fonctionnement d'une brigade politique: un « groupe d'étudiants disciplinés qui vont au sein du peuple pour accomplir les fonctions d'agitateurs, de propagandistes et d'organiseurs des secteurs populaires et étudiants », *ses qualités* sont la

²⁵⁵ Claude Kiejmann et Jean-François Held, *Mexico: le pain et les jeux*, Paris, Seuil, 1969, p. 25.



mobilité « de déplacement et de dispersion, ce qui lui permet de faire un travail plus effectif et sécuritaire, car il lui est possible d'éviter la répression »²⁵⁶, elle se compose « d'un nombre réduit d'éléments : de six à dix, intégrant pour des raisons de sécurité des personnes qui se connaissent entre elles. L'élément le plus avancé politiquement, en tenant compte de sa participation politique et de son honnêteté, est nommé représentant de la brigade »²⁵⁷.

Les membres d'une brigade, peut-on lire dans le feuillet, doivent

« avoir des discussions sur le mouvement étudiant et les problèmes du pays. Ainsi ils pourront discuter avec une meilleure constance et avec plus de clarté théorique les problèmes que soulève le mouvement étudiant ; la pratique politique constante, avec la discussion, permettra qu'à un moment donné chaque membre individuel se convertisse en un organisateur de collectifs »²⁵⁸.

Les brigades travaillent dans les écoles et les rues et leurs fonctions sont de:

« 1- Participer activement dans les assemblées de l'école 2- Intervenir dans les manifestations de masses, donnant les consignes politiques qui permettent aux étudiants de construire des liens avec le peuple et de réaliser des meetings éclairs lors des manifestations 3-Faire des meetings dans les autobus de façon à ce que les problèmes étudiants soient unis aux problèmes populaires 4- Faire des meetings dans les usines, les marchés, les cinémas, les théâtres, les centres sportifs et commerciaux, les terminus de trains et autres lieux publics 5- Organiser les étudiants en brigades, les femmes au foyer en comités d'appuis, les ouvriers en comités de lutte ouvrière et les jeunes en comités d'action et d'autodéfense »²⁵⁹.

La mobilité des brigades leur permettait d'échapper aux forces de l'ordre, partie de cache-cache qui pouvait être dangereuse, ce qui pour les plus aventureux était en soit excitant. Ces

²⁵⁶ (AH 60, 327, 92, 20): juillet 1968. « Es un grupo de estudiantes disciplinados que van al seno del pueblo a cumplir, en este movimiento estudiantes, las funciones de agitadores, propagandistas y organizadores de los sectores populares y estudiantes ».

²⁵⁷ *ibid.* « (...) consta de un número reducido de elementos: de seis a diez. Debe integrarse, por razones de seguridad, por personas que se conozcan entre sí. El elemento mas avanzado políticamente debe ser nombrado representante de la brigada, teniendo en cuenta su participación política así cómo su honestidad ».

²⁵⁸ *ibid.* « La vida política interna de la brigada. En el seno de la BP se discutirá el movimiento estudiantes y los problemas del País. En la medida en que se discuta con mayor constancia se tendrá mayor claridad teórica de los problemas que plantea el movimiento estudiante; la práctica política constante, unida a la discusión, permitirá que un momento dado cada miembro individual de una brigada se convierta en un organizador colectivo ».

²⁵⁹ *ibid.* « 1- Participar activamente en las asambleas de la escuela 2- Intervenir en las manifestaciones de masas, organizando las consignas políticas que permitan a los estudiantes echar raíces en el pueblo y realizar mítines relámpago al paso de las manifestaciones 3- Hacer mítines en los camiones de tal manera que los problemas estudiantes están unidos a los problemas populares 4- Hacer mítines en fábricas, mercados, cines, teatros, centros deportivos y comerciales, terminales de camiones foráneos y otros lugares de reunión colectiva 5- Organizar a los estudiantes en brigadas, a las amas de casa en comités de apoyo, a los obreros en comités de lucha obrera y a los jóvenes en comités de acción y autodéfensa ».

regroupements favorisait, on s'en doute, la camaraderie, la solidarité, le sentiment d'accomplir une mission ou de jouer aux héros²⁶⁰. Cet élément n'est pas étranger à la durée du mouvement car il était propice à la formation d'un double sentiment d'appartenance, avec le mouvement bien entendu, mais aussi avec les citoyens. En bout de compte son succès commandera, pour les autorités, l'étêtement du mouvement. Autre héritage du milieu politisé étudiant, la structure décisionnelle du CNH. Son horizontalité offrait une voix à l'ensemble des étudiants qui proposent, consultent et votent, comme le montre l'organigramme de la page précédente²⁶¹. Le CNH en tant que tel était formé par l'ensemble des délégués désignés par des comités de lutte (comités d'écoles, comités indépendants, comités de propagande, etc.), lesquels sont en quelque sorte les intermédiaires entre ceux-ci et la base. Les comités tenaient compte du vote tenu au cours des assemblées qui réunissent étudiants, enseignants, employés et autorités. Une fois que l'assemblée avait voté une proposition, le comité de lutte se chargeait de donner les consignes aux brigades qui devaient rendre compte par la suite de son action à l'assemblée. Les trois membres de chaque comité de lutte, les *comprometidos*, transmettaient les décisions de leur assemblée aux 210 délégués constituant le nœud du CNH, les *ejecutivos* issus des 70 écoles et facultés participant à la grève, qui donneront ensuite les directives. Le processus décisionnel reflétait certainement une volonté farouche de transparence, mais sa contrepartie était la lenteur, les discussions pouvant se révéler interminables²⁶². Cette structure avait aussi pour qualité d'empêcher un nombre limité d'individus de contrôler le mouvement, dira de Alba²⁶³. Ce qui ne

²⁶⁰ Plusieurs témoignages font l'éloge des brigades, notamment dans *Octubre Dos*, de Mario Ortega Olivares (Mexico, UAM-Xochimilco, 1998). Fausto Trejo considérait qu'elles étaient comme « le nerf le plus important de la lutte » car elles permettaient d'être en contact avec le peuple, comme d'« une très belle expérience ». Celles-ci allaient jusqu'à simuler une chicane pour attirer l'attention des passants afin de leur distribuer les tracts et de recueillir des dons d'argent (selon Trejo, les dons étaient si généreux que cela faisait peur au gouvernement). « Lo más importante que viví fue la organización de los brigadas populares, el nervio más importante de la lucha, a través de éstas pudimos estar en contacto con el pueblo ». « Las brigadas (...) provocaban en las esquinas donde transitaba la gente, una discusión para atraer la atención, las personas se acercaban y distribuían volantes. Hubo muchachos que por ese ingenio juvenil simulaban una pleba, desde luego el público se reunía, repartían volantes y pasaban el bote alcancia. De ahí se obtenían las aportaciones, era tanta la aportación, que el gobierno se asombró, fue una experiencia muy bella. »

²⁶¹ (AH 57, 305): août 1968. « Estructura del Movimiento Nacional estudiantil. Esquema de funcionamiento ».

²⁶² (FIS 42 Économie): 9 septembre 1968. « (...) en una reunión llevada a cabo en la escuela Superior de Físico Matemáticas del IPN, se acordó formar el CNH con tres representantes de cada una de las 90 escuelas que actualmente lo integran. (...) Sin embargo, este elevado número de estudiante dentro del Consejo, ha significado lentitud en las discusiones y en las decisiones, pero ha asegurado así, la plena democracia y representatividad en las soluciones tomadas; por otra parte, fundamental, ha representado y representa la dirección política de nuestro movimiento, ya que todos los representantes llevan las proposiciones nacidas en Asambleas Generales en cada escuela; así de esta manera, han sido las decisiones de todos los estudiante las que, una vez analizadas severamente, constituirán las decisiones que el CNH habrá de tomar ».

²⁶³ Luis González de Alba, *Los días y los años*, op. cit.

veut pas dire que toute initiative était rejetée lorsque les circonstances l'exigeaient, par exemple, lorsque l'UNAM puis l'IPN furent occupés par l'armée au mois de septembre.

Fait intéressant, le CNH s'allia des « théoriciens » dont le travail consistait à faire l'analyse des événements puis à transmettre le résultat de leurs cogitations, ce qui explique l'existence de tracts analytiques. Un des plus connu de ces *teorizantes* fut sans conteste José Revueltas, dont nous reparlerons plus loin. Le CNH se dota d'un organe de presse, la *Gaceta*, imprimé sur le campus -avec l'assentiment des autorités universitaires, qui fournissaient papier, machinerie et employés – et dont la vente permettait d'acheter des vivres et autres nécessités (il y eut au total huit numéros tirés à 25 000 exemplaires²⁶⁴).

* * *

Le conflit n'avait qu'une semaine, mais on pouvait déjà lire dans les tracts que la lutte allait être longue et que le Mexique ne serait plus jamais pareil: la capacité de la jeunesse à vivre intensément le moment présent, le ferment utopiste de l'heure et la force du nombre donnèrent rapidement aux étudiants l'impression de vivre un moment historique. Peu d'entre eux étaient enclins à offrir une fleur aux forces de l'ordre²⁶⁵, la violence démontrée par celles-ci étant peu propice à ce genre d'attitude, au contraire, l'érection de barricades était en soi la meilleure garantie de survie. La violence atteint une telle envergure qu'à la fin du mois de juillet, le vieux centre de la ville fut fermé à la circulation.

Cette tangente ne pouvait mener nulle part, aussi la contestation s'organisa-t-elle rapidement autour de six revendications bien concrètes (dans l'ordre de priorité des étudiants):

1. L'abrogation de l'article 145 et 145bis du Code pénal;
2. La libération de tous les prisonniers politiques;
3. La délimitation des responsabilités des actes répressifs et de vandalisme des autorités au travers du corps policier *granadero* et des militaires et des peines sévères pour ceux qui sont trouvés coupables;

²⁶⁴ Ce sera l'un des prétextes invoqués par les autorités fédérales pour que l'armée occupe l'UNAM le 18 septembre 1968.

²⁶⁵ La proposition d'un étudiant d'opter pour cette attitude fut accueillie par un scepticisme général.

4. L'indemnisation des familles et des personnes affectées par les actes violents, morts ou blessés, du 26 juillet jusqu'à la fin du mouvement;
5. Le démantèlement du corps des *granaderos* et le non-remplacement de celui-ci par un autre;
6. La destitution des généraux Raul Mendiola Cerecero et Luis Cueto Ramirez et du lieutenant colonel Armando Frías Ramirez, respectivement chef et sous-chef de la police préventive du District Fédéral et commandant du corps des *granaderos*.

Ces demandes se voulaient l'expression d'aspirations plus larges. Il fallait « rompre avec une tradition, celle du paternalisme et de l'autoritarisme », se rappelle Felix Lucro Hernández²⁶⁶. C'est pourquoi les étudiants exigèrent qu'un dialogue s'installe entre eux et les autorités. La rencontre permettant de régler le conflit devait avoir un caractère public en étant diffusée à la radio ou à la télévision et rapportée par la presse, intégralement. Cette exigence peut paraître extravagante mais la suspicion, vieille camarade née des us et coutumes mexicaines en matière de manipulation et de cooptation, l'explique, le CNH affirmant craindre que le conflit ne soit réglé par le biais de tractations occultes où quelques-uns se seraient vu offrir des avantages: « Nous ne permettrons pas de discussions secrètes aboutissant à la menace, à la séquestration et à l'incarcération des dirigeants, nous ne céderons pas face aux prétentions du gouvernement de résoudre partiellement nos demandes, nous exigeons la solution complète et correcte »²⁶⁶.

Le 2 août, des étudiants de la Faculté d'économie firent appel aux ouvriers de la capitale, leur proposant de faire une grève de 24 heures. Le résultat fut loin d'être satisfaisant, les interpellés qui avaient vécu leurs propres luttes dans le chaos ne se reconnaissant probablement pas dans ce mouvement et le mode syndical qui existait alors au Mexique faisait obstacle à leur participation (de nombreux témoignages vont dans ce sens²⁶⁷). Quelques syndicats indépendants

²⁶⁶ (DIPS 967, 112 Vocationnelle 1): 8 septembre 1968. « (diálogo) Con el cual puede llegarse a una solución correcta de nuestras demandas. A través del radio, televisión y prensa se afirma que los señores gobernantes están dispuestos a dialogar con los estudiantes y maestros. Ante tal actitud, nosotros años negaremos, pues estamos vivamente interesados en que el conflicto termine, a condición de que nuestras exigencias sean satisfechas correcta y totalmente. El pueblo lo trabajador debe saber que para llegar a la mesa de las discusiones, fijamos una sola condición: que el diálogo sea público. No permitiremos platicas secretas en las que se amenaza, secuestra y encarcela a los dirigentes, no cederemos ante las pretensiones del gobierno de resolver parcialmente nuestras demandas, exigimos la solución completa y correcta ».

²⁶⁷ Claude Kiejmann et Jean-François Herd, *Mexico: le pain et les jeux, op. cit.* (documents).

participèrent aux manifestations mais à côté du puissant CTM²⁶⁸ ces organisations demeuraient marginales. Quant aux paysans en général, traditionnels et conservateurs, ils pouvaient difficilement s'identifier à ces étudiants aux mœurs trop libertaires, possiblement à la recherche de sensations fortes et voulant éventuellement prolonger leurs vacances d'été²⁶⁹.

L'appel à la solidarité s'adressa aussi aux fonctionnaires, dont quelques-uns démontreront leur sympathie après l'intervention militaire du 28 août au Zócalo (une fois les étudiants chassés, les bureaucrates avaient été « invités » à se rendre sur la grande place pour démontrer leur patriotisme, à leur grand mécontentement). La quête d'appuis se fit surtout pressante auprès des vendeurs ambulants, des chauffeurs de taxi non-syndiqués, des habitants des quartiers populaires et industriels, dans le centre historique, à Tlatelolco ou à Zacatenco, autrement dit auprès des sphères de la population les moins organisées en général, dont le secteur informel et les mères de famille. Plusieurs Mexicains appartenant à ces catégories ont d'ailleurs exprimé leur sympathie en offrant aux brigades étudiantes des petits dons en argent, en gâteaux ou en fruits, en participant ou en applaudissant aux manifestations, en assistant aux meetings sur les places publiques ou dans les écoles, souvent eux aussi pourchassés par les forces de l'ordre, parfois battus ou arrêtés (les habitants de l'unité d'habitation Nonoalco-Tlatelolco ont abrité des étudiants attaqués par des policiers ; ils ont même lancé des pierres contre ces derniers et, semble-t-il, sorti leurs armes).

Outre ces appuis spontanés, il y avait les alliés naturels, les parents (dont beaucoup se regroupèrent au sein d'une alliance, formèrent des comités et distribuèrent leur propre propagande), le milieu enseignant, artistique, intellectuel, militant, dont l'Union des femmes du Mexique, et même professionnel, qui firent parvenir aux journaux nombre de lettres accompagnées de vingt, cinquante, voire deux cents signatures. Plusieurs comités furent créés pour l'occasion, dont l'Assemblée des artistes et intellectuels, l'Assemblée de l'académie de

²⁶⁸ La Centrale des Travailleurs du Mexique fut dirigée par Fidel Velázquez pendant plus de trente ans. Son immutabilité viendrait notamment du fait qu'il aurait eu en sa possession tellement de documents compromettants qu'aucun président ou autres personnages de pouvoir n'auraient osé remettre son poste en question.

²⁶⁹ Il y a une exception: le village de Topilejo, où des brigades étudiantes vinrent manifester leur appui aux habitants qui revendiquaient des compensations suite à un accident d'autobus qui avait fait des morts parmi eux. Par la suite ces villageois formeront un comité d'appui au CNH et iront manifester à Mexico en compagnie des étudiants.

danse du Mexique, ou encore la Commission de 211 personnes formée par le Conseil universitaire de l'UNAM).

Outre le secteur de l'éducation moyenne et supérieure, celui du primaire et du secondaire s'était rallié aux étudiants. Des professeurs disaient avoir « compris que le silence et l'indifférence sont complices » et que le mouvement avait « démontré qu'au sein de notre gouvernement il existe des tendances qui favorisent la violence au détriment des droits démocratiques »²⁷⁰. D'autres soulignaient qu'il était nécessaire d'écouter les jeunes, donnant en exemple José Rodó pour qui « se tourner vers la jeunesse est découvrir un horizon plus vaste de la vie », et n'hésitaient pas à dénoncer le système politique mexicain qui tentait d'attirer la jeunesse en lui disant qu'elle est

« le futur de la patrie mais quand elle veut se faire entendre du pouvoir public, la seule façon dont elle dispose est sa rébellion, son enthousiasme et sa sincérité. Les autorités oublient ses paroles et massacrent le futur de la patrie. La répression barbare policière et militaire avec laquelle on prétend bâillonner les préoccupations étudiantes, au lieu de régler le problème l'a compliqué ; les autorités ont démontré leur propre faiblesse et, ce qui est pire, son inaptitude à résoudre les demandes populaires (...). La cause du mécontentement étudiant ne doit pas être trouvée dans une conjuration contre le Mexique mais dans la contradiction qui existe entre ce qu'on enseigne dans les classes (du primaire aux études supérieures) et la réalité politico-sociale que vit le pays où se viole quotidiennement la Constitution qui nous régit, dans les postes politiques occupés par les moins aptes, par les moins bien préparés, qui les occupent pour s'enrichir, avec un congrès de l'union muet et sourd (...). Les preuves qu'il y a eu des personnes frappées sont par milliers, tous ceux qui ont été atteints par les forces de l'ordre... et les morts, où sont-ils? Dans quelle institution ou hôpital sont les blessés? Où sont les cadavres? »²⁷¹.

²⁷⁰ *El Universal* (12 août 1968). Communiqué des professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur.

²⁷¹ (FIS 840 Professeurs du Primaire): août 1968. « Pueblo de México es necesario que escuches a tu juventud. Don José Rodó eminente educador americano, dijo esta verdad; pienso que para dirigirse a la juventud es descubrimiento de un horizonte más amplio que es la vida. En nuestra corrupta realidad política, siempre que se trata de halagar a la juventud se dice que es futuro de la patria, pero cuando la juventud se quiere hacer escuchar por el poder público por el único medio de que dispone: su rebeldía, su entusiasmo y su sinceridad, las autoridades se olvidan de sus palabras y masacran el futuro de la patria. La bárbara represión policiaca y del ejército con que se pretende acallar la inquietud estudiantil, en lugar de finiquitar el problema lo ha complicado, al utilizar el ejército en funciones policíacas con su brutalidad característica, las autoridades están demostrando su propia debilidad y lo que es peor su ineptitud para resolver las demandas populares: libertad y justicia respeto a los derechos de los ciudadanos cosas muy caras. (...) La razón del descontento estudiantil no debe buscarse en la conjura contra México, sino en la contradicción que existe entre lo que se predica en las aulas (desde la primaria, hasta las instituciones de enseñanza superior), y la realidad político-social que vive el país en la cual se viola diariamente la Constitución que nos rige; en la que los puestos políticos son ocupados por los menos aptos, por los menos preparados, quienes los aprovechan para enriquecerse, con un congreso de la unión mudo y sordo ante las exigencias populares pero listo para aplaudir y loar los actos de sus amos aunque estos sean como siempre, para acallar las demandas del pueblo con organizaciones sindicales mediatizadas y sometidas por el gobierno y con falsas declaraciones oficiales sobre la tranquilidad y progreso de la patria, presentando en nuestro país como el paraíso de la libertad, de la justicia y de la felicidad, excluyendo claro está a cientos de presos políticos que llenan las cárceles por no comulgar las ruedas de molino que el régimen nos quiere hacer tragar. En las actuales circunstancias, los maestros de enseñanza primaria reprobamos energicamente la saña con que han sido tratados los jóvenes estudiantes, víctimas de los granaderos más salvajes que nunca, de los agentes secretos más sádicos que de costumbre y la soldadesca automática e inhumana. Las pruebas de que hubo golpeados, son miles, todos los que fueron alcanzados por la fuerza pública... ¿y los muertos donde están?

De son côté, observant l'évolution du conflit, le PCM, première victime de la répression, y vit l'occasion de se réhabiliter dans l'opinion publique:

« Cette aspiration commune d'une immense majorité du peuple mexicain qui nous unit n'efface pas les différences d'opinion ni de classe, ni ne résout le peu de cas qu'il est fait des nécessités des masses. Mais oui nous réussirons à créer un climat nouveau, démocratique, à l'égard des différentes opinions et de la lutte politique libre que génèrent de nouvelles forces motrices du progrès (...). Un grand front unique de tous les démocrates doit surgir du mouvement présent, sans exclusions et prudemment respectueux des opinions de chacun des courants politiques ou individuels »²⁷².

Le 13 août, 150 000 sympathisants répondirent à l'invitation du CNH et défilèrent du Casco Santo Tomás au Zócalo afin de dénoncer de récentes intrusions de paramilitaires dans des bâtiments scolaires, lesquelles avaient fait de nombreux blessés. Craignant par-dessus tout l'agitation de provocateurs, dont la présence avait été notée à maintes reprises, une longue corde ceintura le cortège pour éviter les infiltrations. Ce fut le premier grand rassemblement sur la place de la Constitution du mouvement, ce fut aussi la première grande manifestation de mécontentement à se produire au Zócalo depuis des décennies.

...¿en que institución de socorro u hospital atendieron a los heridos?... ¿donde están los cadáveres? se pregunta conmovido el ilustre funcionario ».

²⁷² « Manifiesto de la Confederación Nacional de los Estudiantes Democráticos », *La Voz de México* (6 août 1968). « (...) Consideramos que lo que une a la inmensa mayoría de nuestro pueblo, lo que a nosotros nos hace actuar en el movimiento estudiantil como organización de lucha, es la aspiración al progreso democrático del país. Nuestra actitud es indolegable en la lucha contra la ilegalidad y la violencia reaccionarias, podremos personalmente ser sus víctimas de no haber en este momento fuerza superior capaz de detener su curso pero ello no liquidará nuestra organización ni mucho menos al movimiento ascendente que desde las entrañas del pueblo mexicano surge, dispuesto como en el pasado a conquistar frutos de libertad, justicia y progreso. (...) Esa común aspiración de la inmensa mayoría del pueblo mexicano que nos une, no borra las diferencias de opinión ni de clase, ni resuelve la falta de satisfactores a las necesidades de las masas. Pero si logramos crear un clima nuevo, democrático, de respeto a las diferentes opiniones y a la lucha política libre que genera nuevas fuerzas motrices del progreso, realmente avanzaremos hacia la unidad de los mexicanos, habremos eliminado una diferencia y creado condiciones para resolver muchas otras. Poca veces como ahora la lucha por la democracia había alcanzado tanta envergadura, ello indica que el problema capital de nuestro país es el de la defensa de la democracia, causa que se va convirtiendo en la bandera para la acción de millones de ciudadanos. Un gran frente único de todos los demócratas debe surgir del presente movimientos, frente sin exclusiones y cuidadosamente respetuoso de las opiniones de cada corriente política o persona. Un gran frente que haga de la lucha de masas su forma de existencia, de la persistencia en la lucha su solidez y de la combatividad inteligente la condición de su salud. Se proyecta también con más nitidez a partir de este movimiento, el camino de la unidad del movimiento estudiante mexicano. Ahora, en la acción por la democracia, por la autonomía universitaria y el respeto a los recintos de cultura, por la libertad de los presos políticos, en la lucha contra la mentira y la violencia, han coincidido la inmensa mayoría de los estudiantes de la

Encouragé par ce succès, le CNH organisa à nouveau, le 27 août, une marche devant se conclure au Zócalo. Environ 500 000 personnes, dont plusieurs étudiants venus de l'extérieur de la capitale, s'y présentèrent, du jamais vu depuis les grands rassemblements de l'ère Cardenas²⁷³. Des étudiants firent sonner les cloches de la cathédrale qui jouxte la grande place²⁷⁴; la foule, émoustillée par sa propre ampleur, cria et chanta sur des airs populaires des injures au président Díaz Ordaz, telle que « Hey, Gustavo Díaz Ordaz, de ta haute investiture, que nous vomiras-tu cette fois? »²⁷⁵ alors qu'un groupe important de jeunes se mirent à marteler les portes du Palais présidentiel. L'avant-veille, des personnes proches du pouvoir avaient offert au CNH une communication par téléphone avec Luis Echeverría, offre refusée car elle ne constituait pas une « discussion publique ». Un des orateurs invita le président mexicain à venir discuter avec les délégués du CNH au Musée des beaux-Arts, puis la foule se mit à lancer des défis, s'amusant à solliciter la présence de GDO à l'UNAM ou à l'IPN et, de fil en aiguille, transforma la proposition en une convocation au Zócalo le 1^{er} septembre, jour du *IV Informe de Gobierno*, bilan annuel des réalisations passées et annonce des politiques à venir. La provocation prit une forme concrète lorsque Socrate Lemus Campo prit le micro des mains d'un orateur pour demander s'il y avait des volontaires qui voulaient former une vigile jusqu'au 1^{er} septembre en face du Palais. Le défi lancé trouva écho et, une fois la foule dispersée vers 23h²⁷⁶, une « garde » permanente de 3 à 5 000 étudiants campait sur place; certains d'entre eux remplacèrent le drapeau mexicain par un drapeau rouge et noir, les couleurs de la grève « révolutionnaire ». Raúl Alvarez Garín et un ami, qui étaient partis chercher des mariachis place Garibaldi, apprirent en chemin que l'armée (une douzaine de chars blindés et des véhicules lourdement armés escortés de plusieurs bataillons d'infanterie), des policiers et des pompiers avaient surgi de la cour intérieure du Palais

capital, independientemente de sus diferencias políticas anteriores (...).CNED, Arturo Martínez Nateras, Secretaria General ».

²⁷³ Les nationalisations réalisées par le régime, notamment dans le secteur pétrolier, ont donné lieu à de grandes manifestations d'appui chez la population.

²⁷⁴ Cet acte fut décrié par la presse le lendemain, accusant les étudiants d'être anti-catholiques, d'être des profanateurs, de ne pas respecter le peuple mexicain, etc. Le curé présent à la cathédrale affirma par la suite qu'il avait donné aux étudiants son accord.

présidentiel pour disperser la foule, blessant quelques étudiants, arrêtant tous ceux qui n'avaient pu fuir et pourchassant les autres dans les rues adjacentes.

Le lendemain 28 août, le Département du DF « pria » les bureaucrates de se rendre au Zócalo pour protester contre l'outrage fait au drapeau mexicain, au grand mécontentement de plusieurs qui crièrent « Nous sommes des moutons! Des *accareados!* », ce qui obligea l'armée à intervenir une nouvelle fois. On annonça qu'aucune réunion ou assemblée ne serait tolérée dans la capitale jusqu'à ce que les autorités en décident autrement²⁷⁷. Des porte-parole du CNH s'adressèrent à la presse et reconnurent l'erreur d'avoir « invité » le président (signe que les traditions étaient malgré tout reconnues). L'ampleur de la foule, s'excusèrent-ils, avait donné aux participants le sentiment de vivre un moment historique. On saura plus tard qu'on soupçonna alors Lemus Campo d'être un *porro*, un provocateur à la solde des forces policières²⁷⁸.

Le CNH invita la population à boycotter la cérémonie du *IV Informe de Gobierno*. « Il est urgent que le peuple défende cette fois les étudiants et ne joue pas le jeu des autorités gouvernementales (...). Ouvriers et paysans. Tes frères les étudiants t'attendent derrière les barricades! »²⁷⁹. Le discours, qui était toutefois fort attendu, fut une grande déception pour la

²⁷⁵ (W68 Philosophie et Lettres CNH): 3 septembre 1968. « Corrido Del IV Informe De Gobierno De Díaz Ordaz » / Llegado el mes de septiembre / ¿qué solución darás... / IV Informe de gobierno? / ¡ay, Gustavo Díaz Ordaz / desde tu alta investidura, / ¿ora qué vomitarás...? / Dicen que en México lindo / presos políticos no hay / y a Vallejo no lo sueltas / por su fuerza sindical, / hoy repletas las prisiones / la izquierda fraccional. / El odio a ti te obnubila ». De nombreuses chansons ont été composées pendant le conflit, notamment par la très prolifique Judith Reyes, étudiante de l'UNAM en musique.

²⁷⁶ L'ingénieur, enseignant et co-fondateur de la Coalition des Enseignants Pro-Liberté et Pro-Démocratie Heberto Castillo, fut attaqué par des hommes encagoulés et reçut des menaces alors qu'il rentrait chez lui, ce qui lui valut un séjour à l'hôpital.

²⁷⁷ *Excelsior* (29 août 1968).

²⁷⁸ Socrate Lemus Campo a dû se défendre toute sa vie contre ces accusations. Certains de ses anciens collègues l'ont absout de toutes ces allégations alors que d'autres continuaient, en 1998, à dénoncer le rôle qu'il aurait joué comme provocateur. Le personnage est énigmatique. Ainsi une autre rumeur voudrait qu'il se soit enfui avec la trésorerie d'un groupe de guérilleros guatémaltèques après s'être joint à eux en 1965. Lemus Campo a de plus déclaré aux journaux convoqués par l'armée, après son arrestation du 2 octobre, que des politiciens et des intellectuels avaient dirigé le mouvement. Il affirmera ensuite avoir fait ces « aveux » suite à la torture infligée par ses geôliers. Il est vrai que l'étudiant a passé deux ans derrière les barreaux de Lecumberri mais il est vrai également qu'il a ensuite été employé par le gouvernement de Luis Echeverría (secteur agricole).

²⁷⁹ (FIS 483 Comité National de Lutte): 31 août 1968. « Al Pueblo Mexicano: La maniobra gubernamental para defender a los asesinos de la juventud Cueto Ramírez y Mendiola Cereceros está próxima. El gobierno pretende hacer un enfrentamiento de la clase obrero campesina en contra del movimiento estudiantil; ya se manifiestan los periódicos a extender la noticia de la manifestación como adhesión al Presidente de la República el 1° de septiembre, fecha en que habrá de rendir su informe presidencial. Es urgente que el pueblo defienda esta vez a los estudiantes y se niegue hacerles el juego a las autoridades gubernamentales. Llamamos a la conciencia de los trabajadores del

communauté universitaire. Une fois encensées les réalisations de son administration, Gustavo Díaz Ordaz aborda le conflit étudiant de façon paternaliste et moraliste, sans mentionner l'origine du conflit. La jeunesse mexicaine, dit-il, était trompée par des forces occultes, les mêmes qui s'étaient servies des jeunes pour avoir une tribune médiatique là où il y avait eu des événements importants, à Paris, à Venise ou à Montevideo (respectivement, des pourparlers sur la guerre au Vietnam, un événement artistique international et une rencontre intercontinentale). Cette fois c'était la tenue en octobre des Jeux olympiques qui aurait motivé ces « forces ». Les étudiants, ajoutait GDO, ne savaient pas ce qu'ils voulaient vraiment, ils ne voulaient que détruire ce qui existait sans proposer d'alternatives. Enfin, le président exprima sa volonté d'user de tous les moyens à sa disposition pour mettre fin aux désordres (armée de terre, de l'air et la marine), puis aborda brièvement la question des prisonniers politiques, affirmant simplement qu'ils n'existaient pas au Mexique, et celle de l'article 145, affirmant être prêt à soumettre la question de sa légitimité au Congrès.

L'homme laissait l'impression par ses commentaires et ses avertissements d'être à la fois bienveillant et sévère, comme tout bon chef d'État. Aucun compromis, aucune solution en perspective, aucun espoir auquel s'accrocher pour un mouvement dit aliéné et dangereux pour la sécurité nationale. Le discours, à la fois condescendant et accusateur, occultait la question de la violence des forces de l'ordre. Pour Carlos Monsiváis, le conflit fut en partie le fait du tempérament de Díaz Ordaz et de sa conception de la patrie, une « famille rendue possible par la sérénité avec laquelle son chef naturel incarne l'exemple: « L'injure ne m'offense pas, la calomnie ne m'atteint pas, l'odieux ne vient pas de moi »²⁸⁰. Monsiváis concède toutefois qu'en tant que « représentant le plus visible du Système », GDO ne pouvait céder sous la pression et faire des concessions: sanctionner les responsables de la répression, par exemple, impliquerait une forme d'autocritique, d'accepter que le système ne fonctionne pas parfaitement. Seul ce qui ne change pas est vrai »²⁸¹.

estado, a los obreros, a los campesinos, a que no participen en el acto de la vergüenza nacional. Ha llegado el momento en que la clase obrera en México se independice, la lucha habrá de ser dura, pero la unidad deberá de dar la fuerza. Obreros, campesinos y burocratas, niegate a participar el 1 de septiembre! Obreros y campesinos. Tus hermanos los estudiantes te esperan tras las barricadas! ».

²⁸⁰ « Informe IV de Gobierno », *Excelsior* (2 septembre 1968).

²⁸¹ *ibid.*

Les réactions furent vives tant chez les enseignants que les étudiants. Au président qui insinuait que les professeurs utilisaient les étudiants, Heberto Castillo répliqua, comme nous le verrons plus loin, que les étudiants avaient un sens aigu de leur rôle sans la société. De leur côté, les enseignants du primaire du District Fédéral s'insurgèrent contre le « climat de fausseté et de simulation », et déclarèrent leur volonté de l'assainir; l'État devait cesser la répression avant que « les barricades ne se convertissent en vraies tranchées »²⁸². Les tracts rédigés dans la foulée de l'allocution, réaffirmèrent la volonté d'une résolution pacifique au conflit, déniaient à nouveau toute velléité de nuire aux Jeux, critiquant la partie économique du discours.

« Díaz Ordaz doit savoir que tout a une limite et que l'heure est arrivée où nous pouvons parler au nom de tous les Mexicains. Díaz Ordaz a abusé de la tribune à laquelle il a accès, la profanant et ne tenant pas compte que les jours de l'exploitation et de la répression, les jours des riches sont comptés parce que le peuple mexicain a dit c'est assez et agit. Il marche pour affronter son destin parce que cette marche ne sera plus arrêtée par les tanks et les baïonnettes, parce que ceux qui marchent n'ont rien à perdre de plus que la faim, la misère et le froid »²⁸³.

Les étudiants firent remarquer que l'essor économique dont se félicitait le gouvernement ne profitait qu'à une poignée de personnes et soulignèrent l'existence d'un énorme fossé entre la population et l'État:

« ... les députés qui ont écouté avec tant d'enthousiasme votre compte-rendu et qui vous ont tant applaudit, n'ont fait aucun acte de présence de quelque forme que ce soit dans ces conflits étudiants. Ils n'ont jamais été avec les

²⁸² (FIS 491 Comité Coordinateur de Lutte des enseignants du DF): septembre 1968. « Ahora ellos más despiertos, más resueltos nos dicen sin pronunciarlo: mentirosos los maestros, demagogos nuestros falsos redentores. La realidad que nos pintaron no era cierta. Lo real en este ambiente de falsedad y de simulación y es el que nos proponemos sanear. Con esas rápidas reflexiones, reiteramos a las autoridades, nuestra voz de alerta: « cese la represión », ¡escuchar la nueva juventud! antes que ella con más vigor y más visión de conjunto destruya falsas imágenes de falsos redentores y las barricadas se vuelvan verdaderas trincheras; porque entonces ya no valdrá predicas patrióticas ni referencias entrañables, sino que el grito será uno solo en todo el ámbito del país ¡por una nueva sociedad con un régimen más humano y por lo tanto más justo! Respetuosamente, profesores de Primaria del DF ».

²⁸³ (FIS 462 Comité de Lutte UNAM): 1er septembre 1968. « Al pueblo de México: Díaz Ordaz dijo hoy, en su informe, que agradecía en nombre de TODA la nación la actuación del ejército. El señor Díaz Ordaz hablo por todos los Mexicanos, el señor Díaz Ordaz habló en nombre tuyo el señor Díaz Ordaz estaba y esta mintiendo cuando dice esas cosas los estudiantes que hemos sido agredidos, los burócratas que han sido acarreados y balaceados, los petroleros que han sido macaneados lo dicen a Díaz Ordaz: miente! no le agradecemos nada al ejército. Díaz Ordaz esta mintiendo porque cree que el pueblo se quedará callado una vez más. Pero Díaz Ordaz debe saber que todo tiene un límite y que ha sonado la hora en que ya o podrá hablar en nombre de todos los Mexicanos. Díaz Ordaz ha abusado de la tribuna a la que tiene acceso profanándola y no se da cuenta que los días de la explotación y la represión, los días de los ricos están contados porque el pueblo Mexicano ha dicho basta y esta actuando. Esta marchando a enfrentarse a su destino porque esta marcha ya no la detendrán los tanques ni las bayonetas porque los que marchan no tienen nada que perder más que el hambre, la miseria y el frío. Los estudiantes invitamos al pueblo a que se una a este movimiento pues sólo el pueblo tiene la fuerza para cambiar todo lo que esta mal! ».

étudiants ni pour les orienter ni pour discuter. Ces députés qui vous applaudissent ne représentent pas le peuple qui a manifesté plusieurs fois ses griefs dans les rues du Mexique. (...) Le peuple qui assiste aux manifestations étudiantes et qui les applaudit avec enthousiasme lors de leur passage n'est pas présent dans la Chambre des députés. Ces députés ne représentent pas le peuple, mettant maintenant en évidence qu'ils ne représentent que les intérêts de ceux qui profitent de la richesse du peuple. Dans de telles conditions, vous devez prendre en ligne de compte l'opinion de cette majorité citoyenne réunie sur la place de la Constitution les 13 et 27 août. Les excès de la police et de l'armée n'ont pas été condamnés ; d'aucune façon nous ne désirons que notre jeunesse s'affronte avec l'armée. (...) Nous refusons avec énergie toute intervention étrangère quelque soit ses origines, économiques, politiques ou militaires. Nous agissons avec loyauté, avec vérité, du côté du peuple travailleur, contre ses oppresseurs nationaux et étrangers, nous pourrions construire un Mexique plus indépendant, plus souverain et plus digne »²⁸⁴.

Les prétendus complots communistes ou tramés par « les philosophes modernes de la destruction qui sont contre tout et en faveur de rien »²⁸⁵ furent l'objet de railleries, mais la déception était bien réelle.

« ... dans les centres d'éducation supérieure, nous apprenons (...) que nos armes sont la raison, les idées et les principes. Nous apprenons de plus que de tels instruments sont des héritages de notre quotidien laborieux que nous devons sortir des écoles afin de les appliquer à la communauté pour son sain développement. Nous n'enseignons certainement pas aux jeunes du Mexique à garder jalousement leur bagage culturel pour l'exhiber seulement lors de réunions scientifiques ou entre compagnons bien formés intellectuellement. Définitivement, non. Ils exigent beaucoup de leurs maîtres, moi entre autres, afin qu'ils utilisent leurs connaissances pour améliorer les conditions de vie des travailleurs de la ville et de la campagne, non comme un généreux présent, mais comme une obligation indubitable que nous avons envers cet humble peuple qui a rendu possible nos études. Pour toutes ces raisons, nous sommes en désaccord avec votre discours qui dit que les mouvements étudiants de notre temps ne doivent avoir que des prémices scolaires. Les centres d'éducation supérieure ne peuvent pas, quoiqu'on le voudrait, vivre isolés des problèmes écono-politico-sociaux de notre temps. Il n'y a pas d'imitation d'autres mouvements d'autres pays, sinon dans l'anecdotique. Ce qui arrive c'est que les étudiants sont, au Mexique comme partout dans le monde, les caisses de résonance les plus sensibles des problèmes fondamentaux de notre temps, dans ce monde où les intérêts économiques font que les hommes perdent leur sensibilité au fur et à mesure que s'accroissent ces intérêts. Les jeunes ont peu d'intérêts économiques et beaucoup de sensibilité »²⁸⁶.

²⁸⁴ (FIS 1012 Coalition des Enseignants): 1^{er} septembre 1968. « Es lamentable el desprestigio externo que ha sufrido su gobierno a raíz de los disturbios. No puede sin embargo exigirse que los jóvenes y los hombres todos de México aceptamos que la Constitución General de la República se vuelva letra muerta para no dar malos espectáculos al exterior. Podemos todos olvidando falsos orgullosos y posibles enconos y rencores, devolver la tranquilidad a la República y restablecer el imperio de la carta Magna. No avancemos en el enfrentamiento. suprimase la represión y los est. acudirán al diálogo generoso. Estoy con usted, ¿Como podría no estarlo?, en que « la soberanía solo radica en el pueblo y se ejerce a través de decisiones mayoritarias ». Por ello es que precisa declarar que los diputados han escuchado con tanto entusiasmo su informe y que le han aplaudido tantas veces, no hicieron acto de presencia en forma alguna en estos conflictos estudiantiles. No fueron con los est. jamás ni para orientar, ni para discutir. Esos diputados que le aplaudieron a usted no representan al pueblo que manifestó varias veces su protesta por las calles de México. El pueblo que acudió a las manifestaciones de los est. y que les aplaudió entusiastamente en su trayecto, ése no estaba presente en la Cámara de Diputados. Esos diputados no representan al pueblo, evidenciaron ahora que sólo representan a los intereses de quienes disfrutaban de la riqueza del pueblo. En tales condiciones debe tomarse en cuenta la opinión de esa mayoría ciudadana reunida en la Plaza de la Constitución los días 13 y 27 de agosto. Y esa mayoría ciudadana apoyó el pleito petitorio de los estudiantes ».

²⁸⁵ « Informe IV de Gobierno », *Excelsior* (2 octubre 1968).

²⁸⁶ (FIS 1012 Coalition des Enseignants): 1^{er} septembre 1968. « Contestación al IV Informe presidencial por el Ciudadano Heberto Castillo Martínez ». « Señor Presidente de la República (...) Ningún delincuente común, señor Presidente, tendría el apoyo multitudinario que México ha presenciado en los últimos días. La voz del Pueblo debe ser oída. Eso enaltece a un mandatario siempre. Es cierto que en el movimiento estudiantil han intervenido elementos

Malgré tout, le 4 septembre, le CNH prit l'initiative de faire parvenir une lettre au président de la République afin de proposer une rencontre pour le 9 septembre au Centre médical de la sécurité sociale. Le dialogue, précisait le communiqué, devait être retransmis en direct par *Radio Cadena Nacional* et *Telesistema Mexicano*. Comme il fallait s'y attendre, Díaz Ordaz ignora l'invitation, mais des fonctionnaires prirent l'initiative (ou y furent encouragés) d'offrir au CNH de recevoir ses délégués dans leurs bureaux afin de discuter de certaines revendications. Le caractère « privé » de l'invitation rebuta aux étudiants, qui déclinèrent la proposition tout en se défendant de vouloir à tout prix avoir le dernier mot: « Nous réaffirmons que notre proposition de réaliser les pourparlers en public n'obéit à aucun objectif exhibitionniste de notre part »²⁸⁷.

La répression s'accrut au mois de septembre. Les étudiants, pourchassés par les policiers et les militaires, ajoutèrent à leurs griefs celui de voir leurs droits de liberté d'expression et de réunion bafoués. Les autorités, se plaignaient-ils, violaient la Constitution. La terreur commença à se frayer un chemin au sein du mouvement, les militaires n'hésitant pas à faire usage de leurs

extraños a los centros de educación superior. (...) Nuestras únicas armas han sido las ideas y nuestros cuerpos inermes que las defienden. Y no podía ser de otra manera, señor Presidente, en los centros de educación superior hemos aprendido –con las deficiencias notables que entraña el atraso cultural y científico, producto del escaso desarrollo económico y de la dependencia del extranjero –que nuestras armas son las razones, las ideas, los principios. Hemos aprendido además, que tales instrumentos, que tales principios e ideas, son herramientas de nuestro cotidiano laborar y que debemos salir de las escuelas para aplicarlos a la comunidad para su sano desarrollo. No enseñamos, por cierto, a los jóvenes de México que guarden celosos su bagaje cultural para exhibirlo solo en reuniones científicas ó entre compañeros de gran preparación intelectual. Definitivamente no. Los pedimos muchos de sus maestros, yo entre ellos, que utilicen sus conocimientos para mejorar las condiciones de vida de los trabajadores de la ciudad y del campo; les exigimos que comprometan sus conciencias en una lucha que lleve luz a las fábricas y al campo, no como dádiva generosa, sino como obligación indeclinable que tenemos con ese pueblo humilde que ha costado con su esfuerzo nuestros estudios. Por todo lo anterior es que no coincidimos con usted en la idea de que los movimientos estudiantiles de nuestro tiempo porten solo banderas escolares. Los centros de educación superior no pueden, aunque se quisiera hacerlo vivirán aislados de los problemas económico-político-sociales de nuestro tiempo. No hay imitación extralógica de otros movimientos de otros países sino en lo anecdótico. Lo que ocurre es que los estudiantes, son en México y en todo el mundo, las cajas de receptoras más sensibles a los problemas fundamentales de nuestro tiempo en este mundo, los intereses económicos hacen que los hombres pierdan sensibilidad en la medida que crecen dichos intereses. Los jóvenes tienen pocos intereses económicos y mucha sensibilidad ».

²⁸⁷ (W68 Médecine CNH): 6 septembre 1968. « Dos días después, las dependencias oficiales a las que nos habíamos dirigido, enviaron al Consejo Nacional de Huelga respectivas cartas, las que se diferenciaban en el tono y en las proposiciones que hacían; algunas nos invitaban a visitar sus oficinas, otras se referían concretamente a nuestro pliego petitorio, pero todas coincidían en ignorar nuestra petición de diálogo público. (...) El Consejo Nacional de huelga ha enviado un oficio al Presidente de la República en el que reiteramos nuestra petición de diálogo público y del que consecuentemente esperamos una respuesta explícita a dicha proposición. Reafirmamos que nuestra proposición de realizar las pláticas en público no obedece a afanes exhibicionistas, por nuestra parte; que no

armes. Ainsi, un meeting à la préparatoire 7, dans le quartier de Tlatelolco, fut interrompu par de vraies balles (et non de caoutchouc), tirées sur les murs de la bâtisse²⁸⁸. Les quelques 40 étudiants et enseignants présents, dont certains avaient été blessés, furent sommés de sortir les mains levées, puis arrêtés. Les habitants de l'Unité Nonoalco-Tlatelolco, les HLM environnants, furent indignés; les soldats furent traités d'assassins et des femmes leur lancèrent de l'eau bouillante du haut de leurs fenêtres. Les jours suivants, des chiffons ou des vêtements noirs apparurent aux fenêtres en signe de deuil et de révolte.

Avec la recrudescence de la répression, le CNH eut de plus en plus de difficulté à contrôler les éléments les plus téméraires. Un tract rédigé le 8 septembre enjoignait ces derniers à la prudence: « nous voulons des éléments vivants, pas des héros morts. Ce n'est pas de la lâcheté que de se replier ou d'agir avec intelligence. Démontre que tu es un étudiant agissant avec bon sens et intelligence. Nous te voulons sain et vivant! »²⁸⁹.

Face au danger croissant auquel étaient exposés les étudiants et à l'impasse dans laquelle le mouvement se trouvait, Javier Barrios Sierra, appuyé par les Conseils techniques, demanda aux unamiens de mettre un terme à la grève et de retourner en classe. Mais ces derniers n'avaient aucune envie d'abdiquer, ils étaient trop engagés et ils ne pouvaient laisser tomber une cause pour laquelle de nombreux collègues avaient été blessés ou tués: idéalisme, vengeance, amertume, héroïsme, orgueil. On sentait bien que les issues étaient bouchées, mais après avoir été maltraités, méprisés, ridiculisés, arrêtés, humiliés ou blessés, c'était devenu impossible. Et puis il y avait ces milliers de gens qui se joignaient aux manifestations; ces intellectuels, ces enseignants, comme Castillo, Revueltas, Trejo ou de Gortari qui offraient leur courage, leur intelligence, leur enthousiasme et leur énergie au mouvement; ces étudiants de tous les coins du pays qui organisaient des manifestations d'appui, sans oublier les appuis venus de France, d'Italie, d'Allemagne et de différentes localités de l'Amérique du Sud.

contradice los términos del artículo Octavo de la Constitución, ya que los planteamientos pueden hacerse en forma oral y escrita ».

²⁸⁸ (DIPS 522, 652): 7 septembre 1968. « (...) El gobierno ha formado brigadas de choque como las causantes de las agrupaciones de que fueron victimas la Voca 7, la Voca 4 y la Academia de San Carlos, cuyos edificios fueron balaceados. Y nosotros contestaremos en la misma forma ».

²⁸⁹ (DIPS 967, 112): 8 septembre 1968. « Compañero estudiante: te volvemos a recordar que queremos elementos vivos; no héroes muertos. No es cobardía replegarse ni actuar con inteligencia. Demuestra que eres estudiante; actuando con cordura e inteligencia, te queremos sano y vivo! Comité de Lucha Escuela Normal Oral ».

La situation du recteur était délicate. Quoiqu'il ait partagé un mois plus tôt l'indignation des étudiants et des enseignants, il ne pouvait rester indifférent aux pressions exercées sur lui, qui se reflétaient dans une presse de plus en plus négative à son endroit. Au pays des stratégies obscures, l'exhortation fut perçue par certains comme une manœuvre du gouvernement fédéral qui, convaincu que les étudiants n'obtempéreraient pas à l'appel du recteur, trouverait une justification pour réprimer le mouvement²⁹⁰; le CNH accusa le pouvoir de préparer une répression massive avant que les Jeux ne débutent²⁹¹.

La présence du Comité olympique international et de journalistes étrangers incita les grévistes à organiser un autre grand rassemblement le 13 septembre²⁹². Des centaines de milliers

²⁹⁰ (FIS 173 Faculté des Sciences): 9 septembre 1968. « Con motivo del llamado del Rector y de algunos Consejos Técnicos para volver a clases se hace urgente la integración del Tribunal de la Cultura que juzgará y condenará a los hijos, de la Universidad indignos de ella. Pámenes es romper el Movimiento estudiantil volviendo a clases y haciendo exponerse del lado de los enemigos de la Constitución General de la República, en contra de los centros de educación superior ».

²⁹¹ (FIS 427 Comité de Lutte Estudiantine): 9 septembre 1968. « Compañeros universitarios: El « llamado » a los universitarios del rector Barros Sierra, publicado en todos los periódicos el día de hoy, y su posterior amenaza de renuncia constituyen una clara maniobra del gobierno para justificar una nueva agresión, ahora definitiva al movimiento estudiantil. (...) La declaración de Barros Sierra le enfrentan a los estudiantes, y casi le obligarán automáticamente a seguir el Camino de la renuncia, pues obviamente concita en el odio y la antipatía de la mayoría de los estudiantes (82%) que apoyan este movimiento Además, por contar con el apoyo forzado del gobierno federal, una posible renuncia del rector, que no dudamos persigue el gobierno, serviría de pretexto para justificar la ocupación de la Universidad, ya que los intransigentes estudiantes no ofrecimos ninguna disyuntiva a nuestro rector... (...) Pero, ¿es que se necesita ser ingenuo para comprender que, en el « llamamiento » del rector, la Universidad adopta la línea política del gobierno? ¿Es este una violación, o no, de la autonomía universitaria? por tanto, ¿Cree usted que la razón y la inteligencia en las condiciones escritas, señaladas, podrán ser armas neutrales, en la sociedad irracional? Su avalamiento de la acusación de que el movimiento está dirigido por personas ajenas a la Universidad, resulta verdaderamente grotesco, y nos pone en la condición de infantes desorientados. De ésto, podríamos decir muchas cosas, tantas como las que usaremos para denunciar aentea el pueblo el porque de la existencia de los artículos 145 y 145 bis del Código penal, y de otras atribuciones extraordinarias del poder Ejecutivo. Como universitarios, y ya que esto no le importa mucho al gobierno, como hombres, nuestra posición está definida desde hace mucho tiempo. Puede usted estar seguro de que haremos todos los esfuerzos posibles para conducir exitosamente esta lucha ejemplar, que, indudablemente « contribuirá » al progreso democrático del país, aún al precio de llenar las cárceles, que defenderemos siempre la autonomía de nuestra Universidad que ustedes no han sabido defender. Para ello, tomaremos las medidas que juzguemos necesarias, contando con el apoyo seguro de la gran mayoría de los estudiantes, hoy ciertamente alejada de nuestra Casa de estudios, pero no por gusto propio sino por el bloqueo el aislamiento, y las amenazas del gobierno gorillesco que encabeza Díaz Ordaz ».

²⁹² (DIPS 967,13): 10 septembre 1968. « (...) El CNH declaró que la manifestación próxima del día 13 de septiembre tendrá mucho peso político por encontrarse para esa fecha ya en la ciudad, reporteros extranjeros y el Comité Olímpico Internacional. El CNH consideró también que si las autoridades no aceptan el diálogo público, la respuesta será una represión masiva para descabezar el movimiento debido a la cercanía de la celebración de las Olimpiadas. Por último, el CNH informó a la Prensa Nacional que: « El CNH y los estudiantes movilizados han decidido permanecer en huelga y en el movimiento hasta que la represión total y sin ambages sea un hecho. El CNH ha tomado medidas para que en el caso de que las escuelas sean tomadas el movimiento siga adelante. Para tal efecto el

d'étudiants, d'enseignants et de sympathisants répondirent à l'invitation, déterminés à faire bonne impression. La foule défila dans un impressionnant silence, la bouche entravée de sparadraps en signe de deuil de la liberté d'expression.

« Cette manifestation a un caractère silencieux pour éviter toute provocation et vous démontrer notre intérêt à ce que ce conflit soit réglé. À aucun moment nous ne provoquons les autorités, cependant elles nous calomnient par tous les moyens (presse, radio, TV, etc.) et, ces derniers temps, en utilisant des hélicoptères pour propager des tracts contre notre mouvement, le qualifiant de subversif, animé par des agitateurs professionnels dont les intérêts sont étrangers à la nation, surtout des communistes »²⁹³.

Le silence complet d'une immense foule déambulant dans les rues de la capitale offrait un spectacle saisissant, d'autant plus que le symbole parlait de lui-même. Cette orchestration présentait à l'opinion publique, locale et étrangère, la formidable image d'un mouvement civilisé, discipliné, rassembleur et victime de la répression d'un État qui ne respectait pas les libertés fondamentales des citoyens mexicains. Malgré quelques actions molles destinées à saboter cette image²⁹⁴, la manifestation fut un franc succès, prolongée dans la soirée par d'énergiques et enthousiastes brigades organisant des « meetings-éclairés » dans les quartiers de Mexico. La réussite de l'opération fut peut-être ce qui amena les autorités à prendre les moyens pour décapiter le mouvement une fois pour toute: cinq jours plus tard, les militaires vont en effet occuper l'UNAM.

Entre temps, le 15 septembre, jour anniversaire de l'Indépendance nationale, GDO fit le traditionnel « Viva México! », ou « cri de Dolorès » (du nom du village où Miguel Hidalgo

CHN cuenta con cuadros directivos preparados para asumir la dirección del movimiento fuera de las escuelas si así se hace necesario. Mientras esta necesidades seguirán como hasta ahora ».

²⁹³ (W68 Préparatoire 7): 13 septembre 1968. « A la opinión pública. Esta manifestación tiene el carácter silencioso para evitar cualquier provocación, y demostrarles a uds. nuestro interés porque se resuelva este conflicto. En ningún momento hemos provocado a las autoridades, sin embargo ellos nos calumnian por todos sus medios disponibles (prensa, radio, TV, etc.) y a últimas fechas utilizan helicópteros para repartir volantes en contra de nuestro movimiento, tachándolo de subversivo promovido por agitadores profesionales, y que perseguimos intereses extraños a la nación y sobretodo de comunistas. Nosotros los estudiantes lanzamos públicamente estas preguntas para que tu puedas darle respuesta y que te sirva para que veas la verdadera razón de nuestra lucha, y no creer lo que dicen los periódicos ».

²⁹⁴ *ibid.* « Al Pueblo y al estudiantado de México. (...) se les participa que elementos extraños al movimiento han tratado y tratan de boicotear, la manifestación silenciosa del día de hoy 13 de septiembre. Lanzando volantes que hablan de represión por parte de las fuerzas públicas (ejército, granaderos, etc.), con el único objeto de amedrentar a los asistentes a dicha manifestación. Además, hacemos de su conocimiento que dichos volantes carecen de bases, todas estas impresiones graficas están subvencionadas por la burguesía y sus aliados por grupos fantasmas e inexistentes, en ocasiones suplantando a los comités de lucha y al mismo consejo nacional de huelga ».

apela ses concitoyens à prendre les armes contre les *gachupines.*), du haut du balcon du Palais présidentiel devant une foule rassemblée au Zócalo. Au même moment, une autre cérémonie commémorative rassemblait des milliers d'étudiants à l'UNAM, organisée par la Coalition des Professeurs Pro-Liberté et Pro-Démocratie. Heberto Castillo joua le rôle d'Hidalgo devant 35 000 personnes venues assister à la fête. L'homme, qui appuyait la résistance armée qui en cette époque se faisait au Guerrero sous le leadership de Genaro Vázquez²⁹⁵, prononça un discours, que nous reproduisons partiellement, dans lequel il affirmait que la lutte étudiante s'inscrivait dans l'histoire, passée et contemporaine:

« Aujourd'hui est une journée de combat. C'est le jour où Hidalgo a répudié un système injuste et inhumain. La lutte de Juárez, Zapata Villa et Flores Magón est la lutte que poursuivent toujours les paysans du Guerrero, c'est la même lutte que celle du leader cheminot Demetrio Vallejo. Aujourd'hui, dans tous les coins du monde se lève un paysan, un ouvrier, un étudiant pour signaler la fin d'un système caduc. La lutte que nous avons entreprise reprend les revendications traditionnelles nécessaires à notre peuple mexicain. Cette lutte est une partie de ce que font les peuples contre leurs exploiters dans le monde entier. Hier ce fut Hidalgo, Martí et Bolívar en Amérique latine, aujourd'hui ce sont Camilo Torres et Ernesto Che Guevara et, au Mexique, Ruben Jaramillo et Demetrio Vallejo (...) Aujourd'hui, compagnons combattants, nous participons à une grande lutte populaire aux portées historiques immenses, une lutte qui aura, sans l'ombre d'un doute, une forte influence sur la prochaine lutte du peuple de Mexico. (...) (la lutte au) Vietnam est en train de démontrer qu'il est possible de faire la Révolution et de dérouter le plus grand et le plus puissant pays impérialiste, les États-Unis. Des cris d'indépendance et de liberté parcourent en vagues les lieux où s'est développée cette lutte. À Paris, à Berkeley (...) Des vagues de jeunes font la lutte avec des barricades, dans les quartiers, faisant alliance avec les ouvriers et les paysans (...). Personne maintenant ne peut retourner tranquillement à la maison comme avant ; aujourd'hui nous discutons tous, nous nous préoccupons, et pour la première fois nous expérimentons la peur de vrais hommes face aux baïonnettes. Mais tout cela a renforcé notre conviction que ce n'est qu'en luttant que nous pourrions créer un monde plus humain. Vive la lutte héroïque du peuple de Mexico! Vive la lutte populaire! Vive le mouvement étudiant! Jusqu'à la victoire, pour toujours! »²⁹⁶.

²⁹⁵ Renata Sevilla, *Tlatelolco ocho años después. Trascendencia política de un sangriento suceso*, Mexico, Col. Duda, Posada, 1976.

²⁹⁶ (FIS 699 CNH): 15 septembre 1968. « Mexicanos, compañeros de lucha estudiantil, obreros y campesinos. Hoy es un día de combate. El día en que Hidalgo hizo patente su repudio a un sistema injusto e inhumano. La lucha de Juárez, Zapata, Villa y Flores Magón, es la lucha que están dando todavía los camp. de Guerrero, es la lucha que tiene el líder ferrocarrilero Demetrio Vallejo. Hoy, todos los rincones del mudo, se levanta un campesino, un obrero y un estudiante para señalar el fin de un sistema caduca. La lucha que nosotros hemos emprendido recoge las más cavas tradiciones y necesidades de nuestro pueblo Mexicano. Esta lucha es una parte de lo que están dando los pueblos contra sus explotadores en todo el mundo. Ayer fue Hidalgo, Martí y Bolívar en América Latina, y hoy Camilo Torres y Ernesto Che Guevara y en México Rubén Jaramillo y Vallejo; del los nuevos hombres de esta época de los honores en que no se ve sino la luz. Hoy compañeros combatientes estamos participando en una gran lucha popular. de grandes alcances históricas y que tendrá, sin lugar a dudar, una fuerte influenciase en la próxima lucha del pueblo de México. El mundo viejo se está resquebrajando y las masas han decidido ahora si hacerse presentar en la historia. Podrán encarcelar a diez a cien gentes; podrán asesinar a cientos; pero nunca podrán detener a un pueblo. Y hoy los pueblos se están levantando. Vietnam está demostrando que es posible hacer la Revolución y derrotar al más grande y poderoso país imperialista, los EU. Gritos de independencia y libertad recorren en oleadas los lugares en donde se está desarrollando esa lucha. En Paris, en Berkeley (...) Oleadas de jóvenes están dando la lucha en barricadas, en barrios; haciendo alianza con obreros y campesinos. Es la lucha de los que no tienen nada contra de los que poseen todo. Es la lucha de las mayorías contra una minoría. Es la razón histórica contra la razón bélica y explotadora. Es la lucha de los explotados contra los explotadores. (...) Nadie podrá ya regresar a sus casas tranquilamente como antes; hoy todos discutimos, nos preocupamos y por primera vez experimentamos un miedo de

Le 17 septembre, le CNH accepta finalement les conditions du gouvernement de « dialoguer » par écrit. Le lendemain, Luis Echeverría fit parvenir une lettre au CNH dans laquelle il disait vouloir rencontrer ses représentants pour arriver à une résolution du conflit avant le 12 octobre. Les délégués du CNH se réunirent à 20 heures à l'auditorium de la Faculté de médecine pour discuter des modalités de cette rencontre. L'initiative du ministre de l'Intérieur avait-elle pour objectif de s'assurer que le plus grand nombre possible de délégués du CNH soit présents ce jour-là? On peut le croire, puisqu'à 22 heures, une dizaine de milliers de soldats encerclèrent la Cité universitaire, suivis de chars d'assauts et de véhicules blindés. Bien que plusieurs réussirent à se faufiler entre les bâtiments du vaste campus, plus de six cents professeurs, employés, parents et étudiants furent arrêtés sans ménagement, envoyé soit au camp militaire no 1, soit à la prison Lecumberri ou encore, pour la gente féminine, à la Préfecture de police. Les 673 personnes seront inculpées sous différents chefs²⁹⁷. Luis Echeverría expliqua à un journaliste français qu'il avait voulu faire respecter l'autonomie universitaire, « les divers groupes, étudiants ou non » occupant illégalement les locaux de l'UNAM « à des fins sans rapport avec la fonction universitaire »²⁹⁸.

En arrêtant plusieurs des membres du CNH (mais peu de délégués, car ils étaient arrivés en retard), en le privant de son « quartier général », son lieu de rassemblement et de vie commune, et du matériel dont il avait besoin pour imprimer sa propagande et ses communiqués, on calculait que le mouvement allait se désagréger. Deux jours plus tard, le 20 septembre, Barrios Sierra offrit sa démission en l'expliquant ainsi:

« Ma position en tant que recteur est devenue intenable face aux attaques agressives et ouvertes d'un groupe de personnes qui, au gouvernement, ne comprend rien au conflit et ne cherche pas de solutions, ne cherchant que des coupables, dont moi »²⁹⁹.

Si certains parmi les grévistes proposèrent de le remplacer par Heberto Castillo car, disait-on, seul un recteur comme lui « qui vit la lutte révolutionnaire et qui connaît les postulats

verdadero hombres ante las bayonetas. Pero todo ello ha fortalecido nuestra convicción de que sólo luchando podremos crear un mundo más humano. [(...) Viva la lucha heroica del pueblo de México! viva la lucha popular! viva el movimiento estudiantil! viva México ! hasta la victoria siempre! ».

²⁹⁷ *El Día* (20 septembre 1968).

²⁹⁸ *Le Monde* (20 septembre 1968).

²⁹⁹ *El Heraldo* (23 septembre 1968).

académiques les plus avancés, peut garantir dans ces moments de crise la réussite d'un minimum de revendications démocratiques »³⁰⁰, la majorité des étudiants s'objecta à cette démission, exigeant du Conseil universitaire de ne pas l'accepter, ce qu'il fera quelques jours plus tard. Pour le CNH, « les autorités gouvernementales avaient démontré une fois de plus leur myopie politique, car les résultats du geste posé hier et aujourd'hui étaient complètement opposés à ce qu'ils espéraient »³⁰¹. L'occupation militaire était la preuve « évidente » que le pouvoir politique était incapable de résoudre pacifiquement le conflit, ajoutait-on: la lutte allait continuer dans les rues, voilà tout.

L'agitation s'intensifia dans plusieurs endroits de la capitale, allongeant la liste des arrestations, des blessés, des « disparus » et des morts. Le 21 septembre fut une journée particulièrement marquée par la violence à Tlatelolco, où des étudiants de la vocationnelle 7 et de la pré-vocationnelle 4, qui occupaient leurs écoles, avaient fait provision de pierres et fabriqué un grand nombre de cocktails Molotov, avaient mené une lutte de plus de cinq heures aux *granaderos*, qui finalement furent remplacés par l'armée³⁰².

Considérant que l'autonomie de l'UNAM avait été violée, l'ensemble des sympathisants au mouvement (artistes, intellectuels, parents, etc.), indigné, la dénonça publiquement. L'opération

³⁰⁰ (FIS 730 CNH): 24 septembre 1968. « El ingeniero Heberto Castillo debe ser rector. Ante el inminente cambio de autoridades, los estudiantes revolucionarios deben analizar en asambleas públicas, como lo hemos hecho nosotros, a todos y cada uno de los posibles candidatos al gobierno universitario. Las asambleas de Economía e Ingeniería, proponen la candidatura del Ing. Heberto Castillo para rector de la Universidad, siendo concientes, que este solo será posible en una auténtica Universidad autónoma. Sólo un Rector como el profesor Castillo, quien ha sufrido en carne propia la represión brutal de los gorilas; sólo un rector como el profesor Castillo que vive la lucha revolucionaria que conoce los postulados académicos más avanzados; puede garantizar en estos momentos de crisis, el logro de un mínimo de reivindicaciones democráticas ».

³⁰¹ (FIS 702 CNH): 20 septembre 1968. « (...) La ocupación de la Ciudad Universitaria por fuerzas del ejército, ordenada por el Presidente Díaz Ordaz, constituye la prueba más evidente de que su gobierno es definitivamente incapaz para resolver el actual conflicto estudiantil. La Autonomía ha sido nuevamente violada y, ahora si, sin el más mínimo escrúpulo, para desalojar a los estudiantes de los recintos universitarios, con la ingenua pretensión de que, con esta medida el movimiento se debilitaría considerablemente, al no tener ya en sus manos el principal centro de operaciones. Pero las autoridades gubernamentales, una vez más, han demostrado su miopía política, pues las acciones llevadas a cabo ayer y hoy ponen de manifiesto que los resultados son completamente opuestos a los que ellas esperaban. El Rector, en su última declaración, ha subrayado nuevamente el deber que cada universitario tiene para cumplir con las responsabilidades que le son inherentes; nosotros le respondemos que estamos dispuestos a continuar cumpliendo con ellas, como lo hemos venido haciendo a lo largo de ochos semanas que llevamos en pie de lucha. ¡Adelante pues! ¡Únete si quieres ser libre! ».

³⁰² Sergio Aguaya Quezada, 1968. *Los Archivos de la Violencia*, Mexico, Grijalbo, Reforma, 1998, p. 176-177. Des étudiants lançant des cocktails Molotov des toits et des habitants des HLM environnants jetant des pierres, les

ne fit qu'attiser le feu et fournir des munitions à la critique, sans que cela n'affecte le gouvernement, qui conserva la ligne dure, multipliant les arrestations d'intellectuels comme Marcelino Marcué Pardiñas, l'ancien directeur de la revue *Política* et l'artiste peintre Rina Lazo. Considérant, à juste titre, que la situation était devenue trop périlleuse, nombre d'étudiants fuirent la capitale, poussés par leurs familles inquiètes, ou s'exilèrent à l'étranger (à Cuba et en Espagne notamment).

Dans la nuit du 23 et du 24 septembre, l'armée se mit en devoir d'occuper, cette fois, l'IPN. Les soldats eurent à faire face à la farouche résistance des *muchachos* qui, se doutant qu'un jour il y aurait cette intervention, occupaient la *Ciudadela*. Pendant des heures, les étudiants barricadés, crièrent leur indignation: « Soldat! On t'a dit que nous étions des traites à la patrie? Nous ne le sommes pas, pas plus que ne l'étaient Hidalgo et Morelos. Soldat, tu es un criminel! Les soldats mexicains n'assassinent pas! »³⁰³, ou encore « Vive l'olympiade sanglante! Vivent les Jeux! Vive la faim et la misère! »³⁰⁴. Terrorisés, ils durent supporter le tir des mitraillettes sur les murs et les fenêtres des bâtiments, craignant, s'ils ne sortaient, que les soldats ne les maltraitent comme ils avaient coutume de le faire. Effectivement, les arrestations ne se firent pas sans coups gratuits, et ceux qui avaient pu échapper aux soldats, dont beaucoup de blessés, furent pourchassés jusqu'à l'hôpital voisin où ils tentaient de trouver refuge (l'ordre fut donné aux infirmières et aux médecins de ne pas leur ouvrir³⁰⁵). L'opération dura 8 heures et fut sanglante, provoquant la consternation chez la population³⁰⁶.

Le 25, Díaz Ordaz déclara que non seulement les communistes étaient impliqués dans ce conflit, mais aussi des forces anti-castristes soutenues par la CIA³⁰⁷, qui voulaient saboter les

policiers firent usage de bombes lacrymogènes et de 150 grenades, et tirèrent avec de vraies balles en riposte aux tirs de balles non moins vraies qui firent un mort parmi eux.

³⁰³ *ibid.*, p. 45.

³⁰⁴ Igor de León, *La noche de Santo Tomás*, Mexico, Ediciones de Cultura Popular, 1988, p.46. Les soldats allèrent jusqu'à s'introduire dans l'hôpital situé en face de l'IPN, afin de débusquer d'éventuels fuyards.

³⁰⁵ *ibid.*

³⁰⁶ *ibid.*, « A la mañana siguiente, desde muy temprano, una fila de personas caminaba por las calles cercanas al Casco dirigiendo miradas de odio hacia los soldados. Siempre que permitían la entrada a la zona ahí podían verse hombres, mujeres y niños en silencio, observando las fachadas ennegrecidas, los vidrios rotos; las calles cubiertas de piedras, botellas, varillas y toda clase de proyectiles; los trozos de piedra y yeso arrancados por las balas ».

³⁰⁷ Sergio Aguaya Quezada, 1968. *Los Archivos de la Violencia*, op. cit., p. 179. Les États-Unis n'était certes pas indifférents à l'activité de la gauche mexicaine; les va-et-vient entre Mexico et la Havane faisaient l'objet d'une étroite surveillance de la CIA, qui infiltrait également différentes organisations étudiantes de l'UNAM, à l'instar des

Jeux Olympiques pour protester contre les relations Cuba-Mexique³⁰⁸. Le même jour, des agents de la Direction fédérale de la sécurité (DFS) procédèrent à l'arrestation de Luis Tomás Cervantes Cabeza de Vaca et de Luis Jorge Peña Martínez, vraisemblablement dénoncés par Ajax Segura, un étudiant connu pour « ses » positions ultra gauchistes et qui aurait été en réalité un policier³⁰⁹. Premiers des 210 délégués du CNH à avoir été appréhendés, ils furent longuement interrogés sur le financement du mouvement, les policiers insistant pour savoir si le Secrétaire à la présidence, Emilio Martínez Manautou, était impliqué dans celui-ci. Était-ce parce que ce dernier entretenait de bonnes relations avec Javier Barros Sierra, lequel avait été un candidat potentiel à la succession de López Mateos (1958-1964)³¹⁰?

L'intérêt de rapporter ces rumeurs et ces hypothèses est de souligner cette facette de la culture politique du PRI. Si les deux étudiants ont eu à subir un interrogatoire de plusieurs jours (ils auraient été torturés³¹¹), c'est bien parce qu'on cherchait à savoir qui, parmi les clans qui se disputaient le pouvoir, était à l'origine de perturbations pouvant l'aider à accéder à celui-ci. Le contexte où le candidat était choisi par le président mexicain se prêtait à ces pratiques (dissimulation, magouillage, manipulation, indifférence à la vie humaine et au respect des droits d'expression et de réunion, etc.). Ces luttes féroces s'expliquent de par le pouvoir démesuré octroyé au président de la République et aux énormes bénéfices que son clan, son proche entourage, obtenaient. Dès que le candidat présidentiel est choisi, celui-ci devient, grâce à la

plus grandes universités sud-américaines. On peut se douter que ce conflit, qui mit la capitale mexicaine en état de siège pendant deux mois, et ce à la veille de l'ouverture des Jeux Olympiques, capta l'attention de la centrale américaine. Les événements ont été suivis attentivement par l'ambassadeur américain en place à Mexico, Fulton Freeman, à qui le Secrétaire d'État des États-Unis Dean Rusk, alarmé par les informations données par son représentant, demanda en septembre de lui envoyer un compte-rendu quotidien des événements.

³⁰⁸ *Le Monde* (25 septembre 1968). Selon le quotidien, des commandos d'hommes cagoulés auraient mitraillé les murs de certaines écoles occupées par des étudiants et séquestré certains d'entre eux afin de les échanger contre des prisonniers politiques détenus à Cuba. Une implication de la CIA est possible, mais rien ne le confirme jusqu'ici.

³⁰⁹ Luis, González de Alba, *Los días y los años, op. cit.*, p. 152-153.

³¹⁰ *ibid.*, p. 153. Beaucoup plus « cardéniste » dans la première moitié de son sexennat, López Mateos avait surpris tout le monde en choisissant Díaz Ordaz pour lui succéder; ce dernier soupçonnait-il que la faction réformiste du PRI se servait du mouvement? Cette hypothèse s'ajoutait à une autre, largement partagée par les observateurs, à savoir que Luis Echeverría avait sciemment entretenu le conflit dans le but de déprécier son rival Alfonso Corona del Rosal aux yeux de Díaz Ordaz. Autre rumeur : la presse affirmait à l'époque que la journaliste Elena Poniatowska servait d'intermédiaire entre Carlos Madrazo et le CNH, ce qu'elle a nié avec énergie (Carlos Madrazo avait tenté de démocratiser le PRI. Il fut évincé de son poste de secrétaire du PRI par Díaz Ordaz lorsque celui-ci prit le pouvoir en 1964. Madrazo a mystérieusement trouvé la mort dans un accident d'avion deux ans plus tard).

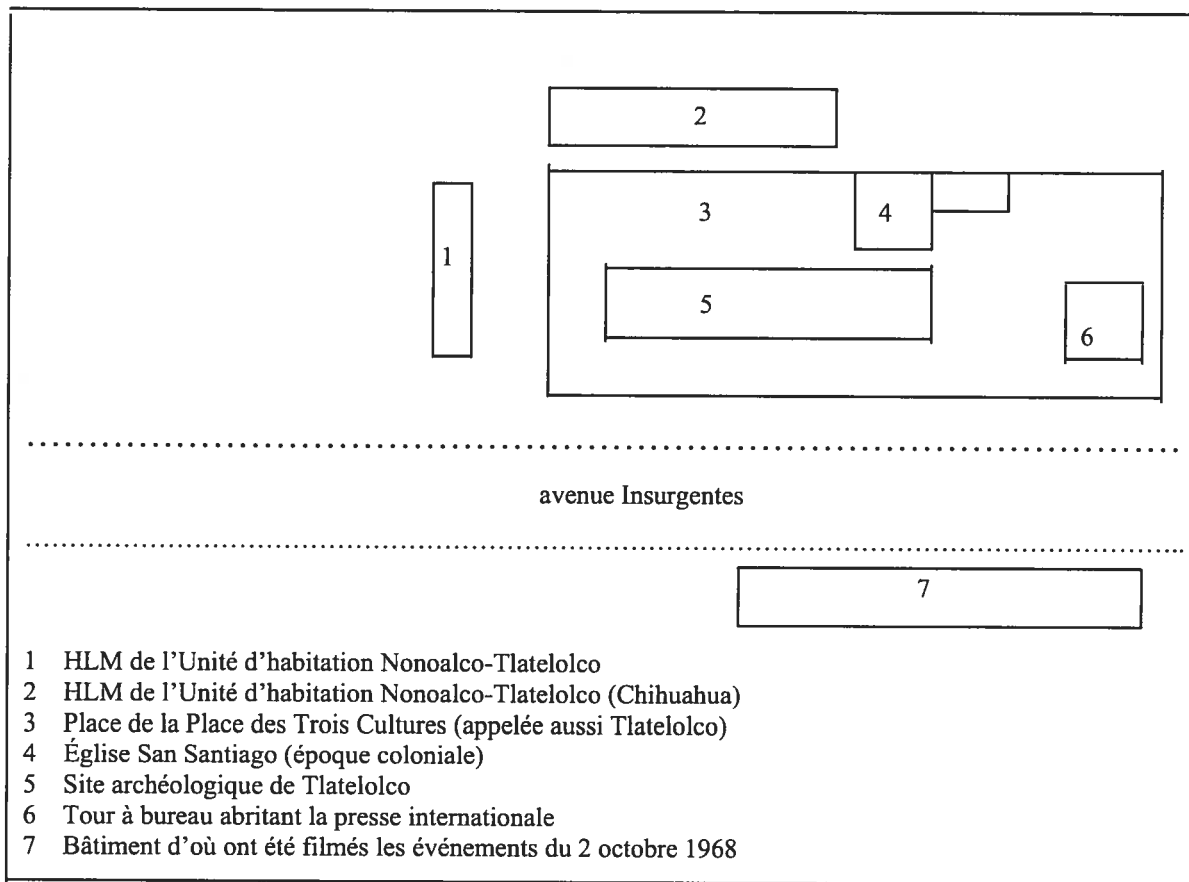
³¹¹ C'est ce que ces derniers ont affirmé. La torture a d'ailleurs été pratiquée sur plusieurs autres membres du CNH au Camp militaire no 1, le 2 octobre. Ce n'est pas un secret que ces pratiques étaient courantes (et semblent avoir perdurer jusqu'à nos jours, selon Amnesty Internationale). Chocs électriques, coups, menaces personnelles et envers la famille, etc.

propagande qui accompagne l'annonce du *tapado*, un être quasi mystique, un genre de surhomme, un visionnaire (héritage du monde préhispanique?), comme le professeur M. Mayagoitia le soulignait dans une lettre adressée au journal français *Le Monde*:

« Et que dire de la solide tradition du mystérieux « Tapado », le candidat à la présidence dont le nom est gardé secret par le président au pouvoir et ses conseillers, puis annoncé au dernier moment au travers du Parti Officiel, le PRI. Tout le monde sait au Mexique que le tapado, qui jusqu'à ce moment est peu connu, se convertit en quelques semaines en un homme des plus doué et des plus capable, que son effigie se voit sur tous les murs, sur toutes les pancartes, ajustée aux couleurs du drapeau national, en annonces lumineuses –de front, de profil, aux trois quart-, ses sigles, les initiales de son nom étampées sur toutes les collines, rasant les montagnes en forme quasi indélébiles, cicatrices, stigmates sur la terre. Il se dépense des millions de pesos en propagande pour que la masse ignorante et crédule avale les vertus exceptionnelles du candidat proposé par le PRI »³¹².

Les tracts continuèrent d'être imprimés malgré la perte des « QG » que constituaient les espaces de l'UNAM et de l'IPN, bien qu'en moins grandes quantités et de façon moins organisée. Prévoyants, des étudiants avaient sorti de l'université plusieurs mimographes. La guerre de la propagande se poursuivit donc, malgré le danger encouru par les brigades. Le CNH décida de former un Comité central dont les réunions allaient dorénavant se tenir clandestinement. Toujours pour se rallier l'opinion publique nationale et internationale, le CC organisa des conférences de presse et invita les journalistes étrangers à assister aux meetings qui allaient se tenir sur la Place des Trois Cultures (aussi appelée Tlatelolco), le 27 septembre et le 2 octobre.

³¹² *Le Monde* (7 octobre 1968), p. 20-21. « Y que decir de la sólida tradición del « Tapado », o sea el misterio que el presidente en el poder y sus consejeros guardan hasta el último momento para anunciar a través del Partido Oficial, el PRI, quién debe ser candidato a la presidencia. Todo el mundo sabe en México que el tapado, en ocasiones hasta ese momento poco conocido, se convierte en unas cuantas semanas en el hombre más dotado, el más capaz, y su efigie se repite en todas las bardas, en todas las pancartas, en foquitos con los colores de la bandera nacional, en anuncios luminosos –de frente, de perfil, de tres cuartos-, sus siglas, las iniciales de su nombre se estampan en todos los cerros, rapan los montes en forma casi indeleble; cicatrices, estigmas en la tierra. Se desperdician millones de pesos en esta propaganda para que la masa ignorante y crédula engulla las virtudes excepcionales del candidato propuesto por el PRI. ¿Qué pueden hacer los partidos de oposición ante este avasallamiento, ante las sumas estratosféricas? O aliarse, o hacer una modesta propaganda, algunos discursos que se traga el viento... Estos trucos políticos, estas trampas son los que hastiaron a los jóvenes estudiantes que encuentran frente a ellos todas las puertas



L'armée se retira de l'UNAM le 30 septembre. Plusieurs crurent alors que c'était là un geste de conciliation, d'autant plus que deux représentants du gouvernement proposèrent, par le biais de Barrios Sierra, de rencontrer des délégués du CNH le matin du 2 octobre. Un meeting réduit eut lieu chez le recteur, puis une réunion plus large fut tenue à la Faculté des Sciences, où il fut décidé que Gilberto Niebla Guevara, Luis González de Alba et Anselmo Muñoz iraient au rendez-vous, avec trois propositions fermes: les persécutions et la répression devaient cesser, les troupes occupant la *Ciudadela* et autres centres éducatifs de l'IPN devaient les quitter et toutes les personnes arrêtées depuis le 22 juillet devaient être libérées³¹³. Une fois ces conditions remplies, la rencontre publique afin de « négocier » les 6 points de la pétition pouvait avoir enfin lieu.

cerradas y todos los puestos asegurados para los políticos del PRI, a menos de que « se alineen » y « entren a la carga » ».

³¹³ Luis González de Alba, *Los días y los años, op. cit.*, p.173-177.

Les trois étudiants rencontrèrent Jorge de La Vega Domínguez et Andrés Caso dans la maison de Barrios Sierra. Le premier, se rappelle González de Alba, se contentait d'écouter et d'observer les étudiants de ses « yeux bleus et froids », tandis que le deuxième, volubile, se montrait conciliant. Les discussions durèrent quelques heures mais la seule chose qui fut décidée fut de se rencontrer à nouveau le lendemain. Les trois jeunes hommes eurent toutefois l'impression qu'un règlement était dorénavant possible. Ils rejoignirent leurs camarades au meeting de Tlatelolco, où la présence de nombreux tanks aux alentours fut interprétée comme un autre avertissement. C'est pourquoi les délégués décidèrent d'annoncer que la marche prévue pour le lendemain était annulée. On voulait également démontrer que le CNH était prêt, à la suite de la rencontre du matin, à faire des compromis³¹⁴.

Vers 18 heures, entre 8 et 10 000 personnes, hommes, femmes, adolescents et enfants, sympathisants ou simples badauds, attendaient tranquillement que les étudiants prennent la parole du balcon du troisième étage de l'édifice Chihuahua, où des microphones avaient été installés. La place des Trois Cultures, relativement petite, était bondée. Deux hélicoptères volaient constamment très bas au-dessus de la foule, en irritant plusieurs. Au milieu de ce rassemblement, on pouvait remarquer des civils qui portaient à leur poignet gauche un foulard blanc (on sut plus tard qu'ils étaient des paramilitaires, membres du *Batallón Olimpia*. Des cheminots installèrent une banderole exprimant leur solidarité; Myrthokleia A. González Gallardo, puis Florencio López Osuna prirent la parole. Soudainement, un feu de Bengale vert apparut dans le ciel, puis un rouge et enfin un bleu (provenant d'un hélicoptère et du toit de l'église Santiago), ce qui provoqua un mouvement de peur au sein de l'assistance. Socrate Lemus Campo s'empara du micro pour calmer la foule, affirmant que c'était une provocation et qu'il fallait l'ignorer, puis des dizaines d'hommes armés du *Batallón Olimpia* surgirent là où se trouvaient les orateurs, ordonnant aux étudiants de s'agenouiller. C'est à ce moment que des coups de feu furent entendus, venant des toits, et que les soldats soudainement arrivés de l'avenue Insurgentes ripostèrent en tirant vers le troisième étage, au grand désarroi des paramilitaires qui agitèrent leurs foulards blancs. Pendant une vingtaine de minutes, leur chef hurla dans son walkie-talkie pour s'identifier afin que l'on cesse de tirer sur eux (au moins l'un d'entre eux fut tué pendant ce temps). Il y eut même un tank qui tira au mortier sur l'édifice, brisant la plomberie: le troisième étage fut inondé. Pendant que

³¹⁴ *ibid.*

les tirs continuaient, faisant voler en éclats les vitres de l'immeuble Chihuahua, les paramilitaires se mirent en devoir de faire descendre leurs prisonniers au sous-sol en les tabassant et les menaçant de leurs pistolets.

De leur côté, les centaines d'enfants, d'adolescents, d'hommes et de femmes terrorisés voulurent se sortir de ce guêpier, tentant en vain de se réfugier dans l'église (les portes étaient verrouillées), se jetant dans les contrebas du site archéologique, et se ruant vers les issues, toutes barrées par des camions et des policiers³¹⁵. L'ordre fut donné à tous de se planquer au sol, sous la menace de tirer sur quiconque se levait. Des blessés agonisaient, d'autres gémissaient; on appelait ses proches, qu'on ne pouvait rejoindre. Des habitants de l'édifice Chihuahua tentèrent en vain de leur venir en aide, repoussés par les forces de l'ordre.

Les appartements furent systématiquement fouillés, plusieurs de leurs locataires arrêtés. Une accalmie eut lieu entre 21 heures et 23 heures et quart, puis on put entendre des tirs nourris pendant une quarantaine de minutes. La place fut occupée toute la nuit, on lava les dalles de la place, on conduisit enfin les blessés dans les hôpitaux (la Croix rouge n'eut la permission de les approcher qu'à 23 heures), et un millier de gens furent conduits au Camp militaire no 1 (outre les étudiants présents, des individus sans rapport avec le mouvement, des enfants, des adolescents, des femmes ou des hommes). La plupart furent relâchés quelques jours plus tard; entre 150 et 250 personnes furent inculpées, dont quelques adolescents dont le seul tort était d'être jeune et d'avoir été là au mauvais moment.

Le gouvernement se réclama de l'article 89, section VI (lequel avait été mentionné par Díaz Ordaz lors de son élocution du 1^{er} septembre) pour expliquer l'intervention militaire et policière, un article qui permettait au chef d'État de disposer de « l'ensemble de l'armée, c'est-à-dire des forces armées de terre et de l'air » en cas de menace mettant en danger la sécurité du pays³¹⁶. Les jours suivants, des centaines de femmes occupèrent l'entrée de la Chambre des Députés pour réclamer leurs enfants disparus et exiger que l'armée quitte l'Unité Tlatelolco-Nonoalco (l'ensemble des HLM de la place des Trois Cultures). Seuls une quarantaine de cadavres furent

³¹⁵ Nous avons recoupé les témoignages d'étudiants auteurs de monographies, de divers recueils de témoignages et de témoins non-étudiants.

³¹⁶ Andrea Revueltas et Philippe Cheron, *José Revueltas y el 68*, op. cit., p. 107.

exposés afin que leurs proches puissent les identifier³¹⁷. Mais si on se fie au demi-millier de mères qui depuis 1968 exigent une enquête sur la « disparition » de leurs enfants, et en prenant pour base une estimation faite en octobre 1968 par le quotidien anglais *The Guardian*, qui affirmait qu'environ 250 personnes étaient décédées à Tlatelolco à la suite de l'intervention armée (il y eut plus d'un millier de blessés), on peut raisonnablement croire qu'entre 500 et 800 personnes liées de près ou de loin (ou pas du tout) au mouvement ont trouvé la mort pendant tout le conflit³¹⁸.

L'opération permit aux autorités politiques de décapiter le mouvement. Des tracts continuèrent de circuler, comme celui-ci, qui dénonçait le « gangstérisme officiel » et faisait appel à la lutte:

«Camarades, combattants. Vous avez développé des luttes de grande importance. Vous avez affronté encore et encore les coups de vos états fascistes. Vous avez suivi tranquillement la consigne de Che Guevara « créer un, deux ou trois Vietnam ». Maintenant la lutte est plus sanglante et pour cela plus décisive; la contestation est globale. Et comme l'affirmait le camarade Rudi Duschke « ce qui nous unit... c'est la révolte, le dégoût (asco) existentiel d'une société qui se perd dans des bavardages sur la liberté pendant qu'on réprime par toutes sortes de moyens ». Maintenant, la lutte est totale purifiée de tout chauvinisme réactionnaire. La lutte qui a lieu aujourd'hui ne permet aucun chauvinisme; la solidarité qui existe aujourd'hui est plus effective, plus réelle parce qu'elle surgit du combat. Parce qu'elle s'alimente par l'obligation concrète de lutter. Aujourd'hui, camarades, nous les étudiants mexicains entreprenons une grande lutte populaire contre ce système répressif qui manipule quotidiennement la Constitution et le droit de légaliser leurs massacres comme celui du 2 octobre à la Place des Trois Cultures: Tlatelolco »³¹⁹.

³¹⁷ Il était difficile de connaître l'ampleur de la tuerie. Lorsqu'on fit sortir les étudiants arrêtés de l'immeuble Chihuahua, ils durent subir les coups de crosse que leur infligeaient des soldats formant deux rangées, les empêchant de voir quoique ce soit jusqu'à ce qu'ils aient pris place dans les camions militaires aux bâches fermées. Nul ne sait la destination des camions où furent entassés des cadavres et les journalistes ne purent entrer dans les hôpitaux où avaient été transportés les blessés. Certains croient que les cadavres ont été brûlés au Camp militaire no 1, d'autres qu'ils ont été, comme il a été fait dans les années 1970 au Guerrero, jetés dans l'océan à partir d'avions ou d'hélicoptères.

³¹⁸ Nous ignorons sur quels éléments s'est basé *The Guardian*. Toutefois, grâce à l'initiative du gouvernement de Vicente Fox pour faire la lumière sur les événements, la Commission Nationale des Droits de l'Homme a reconnu qu'outre les morts il y eu quelques 500 disparus et « qu'au moins 275 des 500 disparus ont été détenus, torturés et assassinés par les forces de sécurité », dans *Le Monde* (7 juillet 2003).

³¹⁹ (FIS 741 CNH): 26 octobre 1968. « Año de represión. Camaradas, combatientes. Ustedes han venido desarrollando cada vez más luchas de gran importancia. Se han enfrentado una y otra vez a los golpes de sus estados fascistas. Han recogido la gran consigna del Che Guevara... « crear uno, dos, tres Vietnam ». Hoy la lucha es más cruenta y por eso mismo más decisiva; la impugnación es global. Y como afirma el camarade Rudi Duschke « lo que nos une... es el asco existencial de una sociedad que se pierde en habladurías sobre la libertad, mientras reprime por todos los medios... ». Hoy, la lucha es total y ¿seguera?? cualquier chovinismo reaccionario. La lucha que hoy se entabla, ya no permite ningún chovinismo; y la solidaridad que hoy se da es más efectiva, más real; por que surge del combate. Por que está alimentada por el compromiso concreto de luchar. Hoy, camarades, nosotros los estudiantes mexicanos hemos emprendido una gran lucha popular, contra éste sistema represivo; que manipula a diario la Constitución y el derecho para legalizar sus masacres, como la del 2 de octubre en la Plaza de las Tres Culturas: Tlatelolco. Luchamos contra este estado injusto, que a diario liquida a obreros, campesinos, estudiantes Por el solo « delito » de protestar contra este sistema insoportable, inhumano. Suman miles los estudiantes, obreros y

Mais dans l'ensemble, le cœur n'y était plus, la tuerie avait sonné le glas du mouvement. Toute manifestation était interdite. En plus d'être victimes d'une chasse aux sorcières (presque 500 étudiants furent arrêtés par la suite), les délégués du CNH durent se défendre de l'accusation qu'ils avaient été à l'origine de la tuerie, les autorités affirmant que des étudiants avaient tiré les premiers, juchés sur les toits environnants (on sait maintenant que les francs tireurs provenaient de la DFS).

En réaction à cette tragédie, Octavio Paz, alors en fonction comme ambassadeur à New Delhi, démissionna, geste éclatant qui lui valut la reconnaissance des étudiants: « Avec un gouvernement comme lui / je ne peux collaborer / un ambassadeur a dit / au moment de démissionner / par clarté, dignité et courage / la colombe lui revient / médaille de l'affection / que donne le peuple à Octavio Paz »³²⁰. José Revueltas, qui avait jusque-là échappé à son arrestation en changeant constamment de domicile, fut arrêté peu après avoir donné un exposé à l'UNAM au début du mois de décembre, dans lequel il s'insurgeait contre le « cynisme, l'insolence et l'arbitraire » des gouvernants:

« ... (être) tombé ne veut pas dire la même chose qu'être vaincu. Au-delà de celui qui tombe, il y a toujours quelqu'un qui reprend le drapeau et cela arrivera, tôt ou tard (...). Vous êtes et nous sommes tous une génération avec des traits historiques très spéciaux qui la distingue et la délimite très précisément en relation avec les générations antérieures. Il ne s'agit pas de tomber dans une orgueilleuse parade de qualités qui feraient de nous meilleurs que les générations du passé. Nous ne sommes ni pires ni meilleurs. Nous agissons dans un contexte social et politique différent dans son essence que les autres époques. Substantiellement, en marge de leurs aspects extérieurs, la lutte de la jeunesse est une et même chose dans tous et chacun des pays de la terre, au Japon comme en Uruguay, au Brésil comme en Allemagne, au Mexique comme en Tchécoslovaquie. Oui, il existe effectivement une « conjuration internationale », mais elle n'est pas ce que la mentalité minable et assassine que nos gouvernants ont imaginé comme prétexte pour provoquer un bain de sang et semer la confusion (zozobra) et la terreur dans l'esprit publique. (...) Les petits politicard (*polítiqueros*) (...) optent pour implanter la dictature violente et terroriste, animés par le cynisme, l'insolence et l'arbitraire qui sont la norme politique dans les relations extérieures des grandes puissances »³²¹.

campesinos encarcelados en todo el país cientos de muertos y cientos de heridos. La burguesía m[exican]a afirma que « todo es posible en la paz » ... incluida la masacre. Las Olimpiadas se han dado en un clima de represión y de miseria y hambre en todo el país (...).

³²⁰ (W68 Judith Reyes Philosophie et Lettres): octobre 1968 (sur un air connu). « Coplas de las medallas (...) / Con un gobierno como este / no puedo colaborar, / un embajador lo dijo / a tiempo de renunciar. / Por limpio, digno y valiente, / paloma le llevarás / la medalla del cariño / que da el pueblo a Octavio Paz (...) ».

³²¹ Andrea Revueltas et Philippe Cheron, *José Revueltas y el 68*, op. cit., p. 73-77.

Depuis le 1^{er} septembre, Revueltas prônait le retour en classe. Pour lui, la grève n'était qu'une des expressions du mouvement, elle n'était pas LE mouvement. Le retour en classe devait être l'équivalent, croyait-il, d'une *occupation révolutionnaire des centres éducatifs* qui permettrait aux étudiants de s'organiser et « d'éviter la dispersion, pour maintenir élevé l'esprit combatif et pour continuer la lutte »³²².

Le 5 novembre, le CNH, ou ce qu'il en restait, se laissa convaincre par les étudiants affiliés au PCM qui faisaient pression en faveur de la levée de la grève, de ne pas donner de directive à ce sujet. Chacun des groupes, des écoles, des comités et des assemblées décidèrent d'eux-mêmes s'ils jugeaient bon de retourner en classe, et quand. L'ensemble des étudiants de l'UNAM décida de retourner en classe trois semaines plus tard, le 24 novembre, à la grande déception de leurs collègues incarcérés à Lecumberri. Le Comité de coordination (COCO) prit le relais du CNH, formé essentiellement par des étudiants affiliés au PCM que plusieurs jugèrent opportunistes. Le COCO restera confiné à la marginalité.

Heberto Castillo, Fausto Trejo et « Pepe » Revueltas furent condamnés à 16 années de prison, les leaders étudiants à des peines variant entre deux et six ans. L'État leur offrit la liberté en échange de l'exil: une douzaine d'entre eux acceptèrent d'aller au Chili. Ils reviendront au Mexique en 1971, alors que sous la pression de l'opinion internationale et d'Amnistie Internationale, et pour montrer que son gouvernement différait du précédent, Luis Echeverría amnistia les prisonniers issus du mouvement.

3. Conclusion

1. Le mouvement de 1968 a émergé dans une période où l'économie nationale connaissait un ralentissement et que son orientation était devenue affaire d'idéologie;

³²² *ibid*, p.88 « Se regresa para evitar la dispersión, para mantener en alto el espíritu combativo y para proseguir la lucha. De lo que se trata es de no volver alas aulas dentro de las condiciones que prevalecían anteriormente. El « regreso a clases » debe ser idéntico a una *ocupación revolucionaria de los centros educativos*. La juventud regresa a las aulas para decidir por sí misma su propio destino educativo y vital y poder responderse *en la práctica* las preguntas a las que ya el movimiento estudiantil del 26 de julio ha dado respuesta, y una respuesta que es todo un programa ».


2. En comparaison avec la révolution cubaine, la révolution mexicaine apparaissait désuète et captive de la bourgeoisie;

3. Les intellectuels nationalistes et gauchistes (incluant le secteur étudiant) considéraient que le PRI ne représentait plus que des groupes d'oligarques alternant au pouvoir. Le mouvement a mis à jour la peur que lui inspiraient les militants de gauche internationalistes. La légitime fierté d'être l'hôte des Jeux Olympiques et la crainte de les voir menacés ont incité GDO à accroître l'usage de la force et non à apaiser les étudiants pour que le calme revienne dans la capitale, ce qui révèle une culture politique qui relève du caciquisme d'État;

4. Les étudiants ont exprimé leurs préoccupations d'ordre social, économique et politique. Génération plus ouverte sur le monde, grâce à l'essor des technologies (les médias de masse aidant), à la conjoncture de la multiplicité des mouvements étudiants sur la scène internationale et à l'émergence d'une culture artistique, musicale et vestimentaire plus que jamais populaires (ouverte à toutes les classes sociales et à toutes les races), elle est toutefois beaucoup redevable idéologiquement à la génération précédente (l'intelligentsia mexicaine nationaliste et de gauche: les Lázaro Cárdenas, Valentin Campa, Dimitrio Vallejo, Genaro Velázquez, Diego Rivera, Alfredo Siqueiros, Jesús Silva Herzog, Pablo González Casanova, José Revueltas, Heberto Castillo, Elí de Gortari, Fausto Trejo, etc.). Trois grandes tendances idéologiques (gauche, centre gauche et centre droite) se sont regroupées autour de la dénonciation du caractère autoritariste et répressif de l'État-parti, générateur de tensions sociales; elles ont exprimé des critiques et proposé des alternatives concordant avec leurs propres penchants. Le mouvement a aussi permis à la population de s'exprimer, les grandes manifestations ayant réuni jusqu'à un demi-million de personnes;

5. Les ouvriers et les paysans n'ont pas, malgré tous les efforts des brigades politiques, appuyé le mouvement de façon significative;

6. Les forces de l'ordre, militaires, paramilitaires ou policières, abusent de leur pouvoir et font preuve de brutalité. De leur côté, les étudiants (surtout ceux issus de l'IPN) ont démontré qu'ils pouvaient également user de la violence en fabriquant et employant des cocktails Molotov;



toutefois cette violence est difficilement comparable avec celle démontrée par les forces de l'ordre et particulièrement par les paramilitaires.

CHAPITRE IV LE MOUVEMENT ÉTUDIANT DE 1999-2000: L'ÉVÉNEMENT

1. Prélude : le mouvement étudiant de 1986-1987

Les années quatre-vingt ont été désastreuses pour l'économie mexicaine. L'une des conséquences de la crise de 1982 fut la diminution des budgets alloués aux écoles et aux universités publiques. En poste depuis 1985, le recteur Jorge Carpizo, qui avait créé la Défense des Droits Universitaires et accueilli le premier ombudsman universitaire, fit du financement de l'UNAM et de la révision du processus de son accessibilité, ses priorités. Le 16 avril 1986, Carpizo rendit public un document, *Fortaleza y debilidad de la Universidad Nacional Autónoma de México* (Forces et faiblesses de l'UNAM), lequel comportait 26 recommandations. Les réformes furent approuvées par le Conseil Universitaire quatre mois plus tard, le 11 septembre 1986, ce qui provoqua un mouvement de protestation chez les étudiants.

En Occident, les années 1980 ont été celles de l'essor de la culture marchande et les universités, en général, se réformèrent en conséquence, en accordant leurs programmes au marché et aux entreprises. La question qui se posait de plus en plus pour les universitaires et les personnes intéressées par la question était: « L'université: institution ou entreprise? »³²³. Le mouvement de protestation qui émergea à l'UNAM était contemporain à un autre mouvement étudiant, français. Il eut lieu principalement en novembre et en décembre 1986, en réaction à la réforme de Jean Foyer (avril 1986) qui proposait de remettre aux universités leur autonomie en ce qui concernait la définition des conditions d'accès, le régime des études et les titres universitaires³²⁴, et au projet Devaquet (juin 1986) qui visait « la libération des droits à

³²³ Titre d'un article de la *Gazette de Nanterre*, no 2 (4 septembre 1986), cité dans David Assouline et Sylvia Zappi, *Notre printemps en hiver. Le mouvement étudiant de novembre-décembre 1986*, Paris, La Découverte, 1987, p. 40.

³²⁴ *ibid.*, p. 33-34. Ici, l'autonomie est dénoncée par les universitaires parce qu'elle était « sans contenu financier, sans contenu pédagogique (du fait des habilitations ministérielles en vue des diplômes nationaux) et n'entraînant aucune sanction, positive ou négative (...). Ce système, fondé sur la dépendance et l'irresponsabilité, représente la négation même de l'autonomie », écrivent les auteurs, qui ajoutent que « la véritable autonomie, celle dont il est question ici, suppose des moyens et implique la responsabilité ».

l'inscription, la sélection à l'entrée de l'université, la sélection pour le passage du DEUG à la licence et la remise en cause du caractère national des diplômes »³²⁵ (les trois premières propositions de Devaquet étaient identiques à celles proposées par Carpizo; la quatrième visait les étudiants venus de l'extérieur de la France). Structure horizontale du pouvoir des étudiants en grève, autorités universitaires et politiques qui tentent de dévaloriser le mouvement en voulant faire croire qu'il est mené par un groupuscule³²⁶, slogans tels que « Non à la sélection par l'argent, à l'orientation forcée aux diplômes régionaux », « La liberté n'est pas la liberté des marchands », « 68 c'est vieux, 86 c'est mieux »³²⁷: force est de constater que les deux mouvements avaient de part et d'autre de l'Atlantique plus d'un élément commun; la problématique faisait partie d'un phénomène qui dépassait les frontières nationales.

Dans le contexte où les privatisations amorcées par Miguel de la Madrid étaient comprises comme une rupture du contrat social et que le Mexique avait ouvert ses frontières économiques en se joignant au GATT en 1986, la communauté étudiante perçut les réformes de Carpizo comme l'amorce d'une opération visant la privatisation de l'UNAM qui faisait partie d'un ensemble de diktats du FMI et de la BM au point où les étudiants proposèrent de mettre un moratoire sur le paiement de la dette externe nationale, contrariant les membres du CU qui voyaient poindre à l'horizon un débat politique qu'ils refusaient de faire. Pour la première fois depuis quinze ans, le milieu étudiant envisagea une grève illimitée, décidé à lutter pour contrer des réformes dont les principes et les objectifs lui apparaissaient trop « obscurs »; les étudiants exigèrent d'être mieux informés du « pourquoi » et du « pour qui » de ces altérations³²⁸.

Les discussions entamées le 6 décembre entre les délégués étudiants et ceux du rectorat demeurèrent stériles, malgré le leadership « brillant, (les délégués ayant) développé une attitude

³²⁵ *ibid.*, p. 27. Les étudiants réunirent les états généraux étudiants le 22 novembre 1986 après que de nombreux amendements qui durcissaient le décret du 24 juin 1986 furent ajoutés. Ce décret avait été le fruit de la victoire des étudiants qui avaient manifesté en avril et en mai de la même année contre l'autonomie et pour l'accès à l'éducation supérieure pour tous. Les amendements avaient par la suite été ajoutés suite à la pression exercée par des présidents d'universités, le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, et par le Conseil économique et social.

³²⁶ *ibid.*, p. 220. Une caricature montrant des milliers et des milliers d'étudiants manifestant dans la rue survolée par un hélicoptère, fait dire à une personne qui est à son bord: « Les renseignements généraux signalent le déplacement d'un groupuscule en direction des Invalides! ».

³²⁷ *ibid.*

³²⁸ Juan Miguel de Mora, *CEU vs UNAM, op. cit.*, p. 61.

distincte (et étant) dotés d'une bonne capacité pour dramatiser» des Guadalupe Carrasco, Antonio Santos, Imano Ordorika et Carlos Imaz³²⁹, principaux porte-parole du Conseil des Étudiants Universitaires nouvellement créé. Bien articulés et charismatiques, ces représentants soulignèrent les devoirs de l'université nationale dans une perspective sociale. Bien que leurs propositions reposaient sur de solides argumentations s'appuyant sur des considérations tant académiques que pédagogiques, elles furent systématiquement refusées par la commission du rectorat présidée par le secrétaire général de l'université, José Narro, et composée entre autres par Mario Ruiz Massieu³³⁰, Luis Carranza et Juan Miguel de Mora, personnalités jugées plutôt intransigeantes³³¹. Le CEU finit par se rallier à l'idée de déclencher une grève illimitée le 29 janvier 1987; celle-ci se termina 21 jours plus tard, le 18 février. Jorge Carpizo s'était rendu aux exigences du CEU, qui étaient le statu quo jusqu'à la réalisation d'un Congrès universitaire portant sur la Loi Organique, l'enseignement, la recherche et le financement de l'UNAM. Le recteur avait-il cédé aux pressions politiques alors que les élections fédérales de 1988 approchaient et que, pour la première fois, le PRI allait affronter le PRD de Cuauhtémoc Cárdenas?

Bien qu'il entretenait de bonnes relations avec la presse, le CEU ne fut pas épargné par la critique et le dénigrement, les uns l'accusant de s'être montré intolérant et d'avoir une culture politique de vedettariat, d'autres d'avoir un « caractère fasciste et anarchiste »³³². Toutefois, dans l'ensemble, l'impression fut favorable: les étudiants avaient démontré qu'on pouvait dialoguer publiquement³³³, que l'argumentation basée sur la juridiction institutionnelle et constitutionnelle pouvait être consistante et convaincante et que la capacité de mobilisation et d'organisation des étudiants n'était pas chose morte.

Lorsque le congrès universitaire eut finalement lieu, du 14 mai au 5 juin 1990, présidé par le nouveau recteur José Sarukhán, les divergences qui étaient apparues pendant le conflit refirent

³²⁹ Axel Dikiron, *Política educativa y movimiento universitario, 1983-1988*, Mexico, Ediciones de Cultura Popular, Universidad Autónoma de Zacatecas, 1989, p. 140-141.

³³⁰ Ce dernier s'est suicidé dans des conditions mystérieuses en 2001. Il était soupçonné d'avoir trempé dans le meurtre de son frère et accusé d'avoir blanchi de l'argent provenant du trafic de la drogue.

³³¹ Enrique Rajchenberg et Carlos Fazio, *UNAM. Presente ¿Y Futuro?*, *op. cit.*, p. 15.

³³² *La Jornada* (19 juin 1987).

³³³ Les discussions se faisaient autour d'une grande table érigée pour l'occasion dans un auditorium bondé d'étudiants. Les rencontres ont été enregistrées sur vidéocassettes par ces derniers.

surface³³⁴. Tous les participants s'accordaient pour dire que des réformes étaient nécessaires pour résoudre les difficultés notoires que connaissait l'UNAM et faire disparaître certains archaïsmes. Les longs préparatifs, les forums, les assemblées et les discussions s'étaient réalisés collectivement dans le calme. Mais lorsque le congrès se mit enfin en branle, la polarisation et la politisation de plusieurs groupes empêchèrent de réaliser les consensus nécessaires et la plupart des questions fondamentales restèrent irrésolues³³⁵.

2 1999-2000: les acteurs du conflit

Au début ou pendant le conflit, les multiples organisations étudiantes, dont certaines remontaient au conflit de 1986-1987, indépendantes, liées à des organisations civiles ou à des partis politiques, vont défaire ou engager des alliances.

Le CEU, affaibli depuis quelques années mais toujours influent dans plusieurs écoles et facultés, appuyait ouvertement le PRD et plusieurs de ses membres avaient milité activement pour lui lors des élections fédérales de 1994, puis à la première élection en 1997 (DF), laquelle fut remportée par ce parti de centre gauche, dont deux des trois fondateurs du CEU « historique » (les « trois rois mages » comme les appelait Alfredo Velarde, enseignant de l'UNAM³³⁶), Salvador Martínez Della Roca et Carlos Imaz, le premier élu député de la délégation Tlalpan, le second occupant un poste de fonctionnaire de la ville. Sorte de leaders « moraux » du CEU, Della Roca et Imaz ne manqueront pas de critiquer Barnés et le PRI.

Le Réseau des Étudiants Universitaires (REU), également partisan du PRD et considéré comme modéré (malgré qu'il ait compté parmi ses membres des étudiants soupçonnés de faire

³³⁴ Des regroupements étudiants sont nés à la suite du mouvement de 1986-1987, comme le Courant pour la Réforme Universitaire (CRU), qui reprochait aux membres du CEU d'avoir négocié l'accord mettant fin à la grève de 1987 sans procéder à une véritable consultation de la base et de s'être affichés ouvertement pro-PRD. Beaucoup de ces organisations sont plus radicales que le CEU, affiliées à une idéologie ou à un mouvement social (trotskiste, zapatiste, socialistes ou anarchistes) ou indépendants, s'identifiant à leur école ou à leur Faculté. Elles vont se regrouper selon leurs affinités pour consolider leurs positions au sein du CGH en 1999, ce qui donnera au mouvement étudiant son caractère hétérogène.

³³⁵ José Sarukhán, « Algunas falacias y algunas verdades », *Proceso* (1^{er} décembre 1999), p. 62-66.

³³⁶ Enrique Rajchenberg et Carlos Fazio, *UNAM presente ¿y Futuro?*, *op. cit.*, p. 33.

partie d'un mouvement de guérilla³³⁷) avait depuis 1997 gagné en popularité aux dépens du CEU, jugé apathique par plusieurs lors de l'imposition de réformes impopulaires (alors que le REU avait été beaucoup plus actif et avait fait circuler ses « 11 arguments contre », un pamphlet qui avait entraîné des membres du CEU à changer de camp). Ces deux organisations avaient organisé la « Caravane universitaire Ricardo Pozas » en 1994, première organisation civile ayant appuyé ouvertement les zapatistes. Quatre des membres du REU avaient également fait partie de la « ceinture civile pour la paix » lors de la rencontre du sous-commandant Marcos et du délégué priiste Manuel Camacho Solís en 1995. Lorsqu'en 1997 le FZLN exigea que ses membres ne militent dans aucun parti, plusieurs étudiants rallièrent des organisations non affiliées à des partis politiques. Le REU et le CEU firent alliance lorsque la grève fut votée en avril 1999 pour devenir la Coordination Démocratique des Étudiants. La CDE va alors dominer dans 15 écoles et sera relativement bien représentée dans 25 autres. Elle aura l'appui des militants de la Coordination unie des travailleurs, de l'Union prolétaire révolutionnaire des étudiants zapatistes (intégrés au PRD), ainsi que du Courant réformiste universitaire Martí Batres³³⁸.

Entre ces modérés et les organisations jugées plus radicales, la Coordination Étudiante (influente dans les écoles de la périphérie de la capitale) et le Comité Étudiant Métropolitain (concentré à la Faculté des sciences), qui considéraient « anti-éthique » l'affiliation à un parti politique, vont tenter tout au long du conflit de concilier les deux pôles³³⁹. Issu du Bureau d'Informations Politiques (BIP) créé pendant le conflit de 1986, le Comité en Lutte pour le Socialisme était dirigé par des enseignants de la Faculté des Sciences, notamment Guadalupe Carrasco et Salvador Ferrer. Les membres du CEL de la Faculté de Chimie furent particulièrement dynamiques au sein du mouvement; c'est de cette faculté que furent formulées

³³⁷ L'Armée Révolutionnaire du Peuple Insurgé (ERPI). Ricardo Pozas fut tué le 7 juin 1998 par l'armée mexicaine à El Chaco (Guerrero) et Monika Zamora, incarcérée au pénitencier de l'État de Jalisco, fut libérée au mois de juin 2002.

³³⁸ Francisco Ortiz Pardo, « La huelga prolongada », *Proceso* (1^{er} décembre 1999), p. 42.

³³⁹ *ibid.*, p. 46.

MODÉRÉS

1986 _____ **CEU** (Consejo Estudiante Universitario)
Modérés. Carlos Imaz, Imanol
Ordorika et Antonio Santos (PRD)

_____ **REU** (Red de los Estudiantes Universitarios)

1998 _____ **CDE** (Coalición Democrática Estudiantil, fruit de l'alliance du CEU et de la REU)

_____ **RED** (Red de los Estudiantes Democraticos)

_____ **CE** (Coordinadora Estudiante)

Créée à l'occasion du 30^e anniversaire du massacre de Tlatelolco.

Tania Jimena Hernández, Isaac Acosta, Luis Rico, Roberto López (PRD), Agustín Avila (FZLN)
Facultés de psychologie, des sciences politiques, de génie et d'économie

_____ **CEM** (Coalición de los Estudiantes Metropolitanos)

Composé d'étudiants de l'IPN, de l'UPN, du Colegio de Bachilleros
et de l'UNAM (CCH Vallejo et Azcapotzalco et Faculté des sciences)

_____ **CEL** (Corriente en Lucha por el Socialismo)

Mario Benítez. Majoritairement des Facultés de sciences et d'économie.

1999 _____ **AEU** (Asociación de los Estudiantes Universitarios)
Coalition de la CE, de la CEM et de la CEL en mai 1999

BUI (Bloc Universitario Independiente)

en gestation en 1998, réunissant le CEL et le POS. En mars 1999 s'y ajoutent
les groupes ci-dessous (le CEL et le POS s'en détacheront en mai pour former l'AEU).

El Colectivo
Victor Alejo Plata

1996-97 **Coalición Política**
Jorge Martínez Valero, Argel Pineda

Conciencia y Libertad
Alejandro Echevarría (Fac. SPyS)

**Grupo Tlahuiscampa del CCH-Oriente
en Trabajo Social**
Rodolfo Hernández

Grupo Contracorriente « Campo Krusty »
Sandra Romero. Principes anarchistes. Faculté de droit
et l'ENEP-Acatlán.

**Liga Trabajadora por el Socialismo
y Comité Estudiantil de Defensa** (trotskiste)

Unión de la Juventud Revolucionaria de México
Alberto Pacheco (PCM)

les propositions les plus radicales en avril 1999³⁴⁰. Ce fut aussi le groupe qui réussit le mieux à garder son unité tout au long du conflit, grâce à un système de votation qui lui était propre, qui consistait à ce que des groupes d'affinités discutent entre eux avant d'envoyer leurs délégués et, éventuellement, adopter des résolutions. Ce fut aussi le seul espace qui continua de respecter l'avis de tout le monde lorsque le mouvement se radicalisa en septembre. Enfin, c'est le CEL qui proposa à la fin du mois de mai aux délégués de Barnés la forme que devait prendre la discussion (13 représentants rotatifs choisis au sein des 120 délégués).

Avant le conflit de 1999, le Bloc des Universitaires Indépendants (formé en 1998), lié au Front Populaire Francisco Villa (FPFV), réunissait le Parti Ouvrier Socialiste (le POS prendra ses distances du BUI au mois de juillet 1999)³⁴¹, des collectifs de différents collèges et préparatoires et, jusqu'au vote en faveur de la grève, le CEL (qui s'en dégagera pour former l'Assemblée des Étudiants Universitaires (AEU) en compagnie de la CE et du CEM). Au mois de mars 1999, des groupes jugés comme étant les plus radicaux se joignirent au BUI, dont le Colectivo, la Coalition Politique et Conscience et Liberté. Cette dernière formation, de caractère anarchiste, fut créée par Alejandro Echevarría, doctorant aux notes très élevées et enseignant à la Faculté des Sciences Politiques et Sociales. Il deviendra populaire auprès des jeunes des préparatoires mais mal-aimé des modérés, qui voyaient dans son attitude un comportement relevant de la guérilla et dénonçait son anti-démocratie³⁴². Echevarría affirme avoir été enlevé le 5 octobre 1999 par huit hommes qui l'auraient tabassé et menacé en lui conseillant « d'assouplir ses positions ». Le 6 février 2001, Echevarría commettra des gestes qui lui vaudront son renvoi de l'université. Alberto Pacheco (chef de la Jeunesse Révolutionnaire du PCM, étudiant en Économie), Mario Benítez (doctorant et enseignant à la Faculté d'Économie), Rodolfo Hernández (École Nationale du Travail Social), Leticia Contreras (Faculté des Sciences) et Argel Pinedo faisaient également partie de ceux qui ont été considérés par plusieurs comme des radicaux.

³⁴⁰ Le CEL envisageait la grève dès le mois de février. Trois de ses membres firent alors circuler un « Manifeste à la Nation » expliquant les raisons pour lesquelles il fallait se mobiliser pour contrer le RGP et dans lequel on demandait à la population de participer à un « Dialogue National » à l'UNAM, sur le thème de l'université gratuite et publique.

³⁴¹ Issu d'une scission survenue en 1979 au sein de la *Fracción Bolchevica del Partido Revolucionario de los Trabajadores*.

³⁴² Enrique Rajchenberg et Carlos Fazio, *UNAM presente ¿y futuro?, op. cit.*, p. 65. Echevarría s'est d'ailleurs plaint d'être victime d'une fausse identification. Selon le jeune enseignant des sciences sociales, les autorités confondraient

Le radicalisme des uns consistait surtout à s'entêter dans la poursuite de la grève malgré les offres plus qu'intéressantes qui ont été faites (bien que tardivement), entêtement qui au bout du compte rapportera; ils n'étaient pas nécessairement en faveur, comme certains de leurs collègues, avec l'action provocatrice ou perturbatrice, comme le blocage d'importantes avenues, de bâtiments, etc. Mais vu la lenteur des pourparlers et l'attitude provocatrice du recteur, plusieurs ont réellement cru que ces actions, en attirant l'attention des médias, feraient bouger les choses. « Nous le faisons aux artères importantes, dans le cas du Periférico, où circulent les marchandises et les forces de travail essentielles à la production capitaliste. Nous avons remarqué que les attitudes radicales étaient le seul genre d'action auquel répond l'autorité »³⁴³, expliquera l'un d'eux. Il faut reconnaître toutefois que, compte tenu de la longueur du conflit, il y eut peu d'initiatives du genre et qu'elles se firent parfois à l'encontre des directives du CGH.

Enfin il y eut un radicalisme plus cavalier, celui de « la logique de l'intolérance, du lynchage irrationnel, des accusations et de l'absence d'arguments qui favorisent les cris, le désordre et l'hostilité aux représentants des écoles »³⁴⁴. Cette attitude, que prendront quelques-uns, fut décriée par la plupart des étudiants qui les accusèrent de jouer aux vedettes, d'être agressifs³⁴⁵ et de manquer de vision: « Quiconque n'est pas contre tout est contre eux », faisait

les ultras avec les guérilleros des années 1970, alors que les étudiants d'extrême gauche du CGH n'étaient pas violents. « Jamais je n'ai frappé qui que ce soit ni menacé personne », affirmait-il.

³⁴³ *La Jornada* (24 juin 1999). « « Hemos visto que las actitudes radicales son el único tipo de acciones a las cuales responde la autoridad », dice Vicente, quien justifica la beligerancia del grupo como respuesta al clima de linchamiento provocado por las autoridades. Si no nos hubiéramos movido, jamás nos hubieran oído, nos habrían mandado al Consejo Universitario a entregar nuestras propuestas por escrito. Ahora ¿qué quieren? ¿Que levantemos la huelga? ¿Que confiemos en la buena palabra de Barnés de que no nos va a expulsar, que no nos va a meter a la cárcel, que nos va a reponer nuestro semestre, y que nos conformemos con su propuesta de reglamento de pagos que quita las cuotas, pero permite la existencia de cobros especiales? (...). Es como lo del diálogo -dice Argel; nos entramos dos meses en la discusión del formato y al final nos dimos cuenta de que el rector nada más nos hizo tarugos, porque él no estaba dispuesto a aceptar las condiciones mínimas que poníamos para ese diálogo. Nunca lo estuvo ».

³⁴⁴ Fabrizio Fejia Madrid, « La huelga de las compensaciones », *La Jornada* (21 novembre 1999). « « El Mosh » acaso es el trazo rápido de la descomposición en la *República de la Huelga*, de cuya existencia una delegada de Psicología había dado aviso desde el 20 de junio: « la lógica de la intolerancia, linchamiento irracional, acusaciones y carencia de argumentos que favorecen los gritos, el desorden y el hostigamiento a los representantes de escuelas ».

³⁴⁵ *La Jornada* (20 juin 1999). « A las dos de la tarde, el sector del CGH encabezado por Mario Benítez, Rodolfo Hernández y Alejandro Echevarría, *El Mosh*, convocó a una conferencia de prensa en el auditorio Ho Chi Minh, de la Facultad de Economía. Ahí, Benítez, *El Mosh* y otro joven que no dio su nombre, leyeron dos comunicados de prensa. Casi al final de la lectura un joven encapuchado entró sorpresivamente y se colocó detrás de los tres activistas del Consejo General de Huelga, a quienes acusó de *vedetes*. Detrás de él ingresaron otros seis con pasamontañas y paliacates en el rostro. Estos se colocaron en una esquina del auditorio en donde, a gritos, los tildaron de « traidores », por el desconocimiento a Roberto Espinosa, *El Rocco*, quien está encarcelado por venta de enervantes y daños al patrimonio cultural universitario. Ante la escena, Rodolfo Hernández subió a la tarima en

remarquar un étudiant en communication, Vicente Ramirez³⁴⁶. Alors que les modérés étaient prêts à adoucir leurs positions pour trouver une solution, que les radicaux refusaient tout compromis mais qui, s'ils obtenaient ce qu'ils voulaient, disaient vouloir lever la grève, les extrémistes semblaient davantage intéressés à faire une « grève sans fin », comme le titrait si bien *Proceso* (1^{er} décembre 1999). « (...) des restes du marxisme schématique, des cadres maoïstes à la dérive, des jeunes ravis de leur propre furie », écrivait Carlos Monsiváis, qui ajoutait avec son habituel humour caustique que « le dénigrement instantané est un aphrodisiaque » pour ces « jeunes qui atteignent le ciel de la rébellion en résistant à 24 heures d'assemblée en rafale »³⁴⁷.

Enfin, ajoutons que la tradition du surnom est demeurée mais qu'elle a été l'objet de dérision en 1999, alors que les médias utilisèrent ceux-ci *ad nauseam*³⁴⁸, et que l'allure punk a parfois été ridiculisée, comme ce fut le cas de ceux qui réclamaient du mouvement hippie en 1968.

apoyo de los conferencistas y encaró a los encapuchados, que para entonces ya estaban arriba. « ¡Qué pedo, qué pedo! », refutó Hernández y los otros no tardaron en reaccionar: « ¡Este es su escaparate y están de vedetes! », le contestaron a coro. Estuvieron a punto de llegar a los golpes, pero intervinieron otros estudiantes para calmar la situación ». Autre exemple, cet extrait d'un article de María Esther Ibarra, « Arengas y denuestos remplazan el debate », *La Jornada* (novembre 1999) : « Fernando Belaunzarán pide la palabra para contestar las alusiones personales que se le hacen, entre ellas la de ser parte del gobierno perredista. Imposible. « ¡Cállate perro! ¡Fuera! ¡Eso es no tener madre! ¡Vete a ladrar a tu partido! ¡Ese güey está vetado! », lo increpa el respetable. Víctor Manuel Alejo, también de Políticas, recuerda que ya hubo acuerdo para prohibir la presencia de « funcionarios del gobierno del DF ». La rechifla arrecia y otra vez los nervios se crispan. Por eso, cuando Psicología desconoce la votación para el cierre de institutos, la asamblea se convierte en alarido: « ¡Desconozcan a su puta madre! » « ¡Mejor desconozcan a la suya que es priista! » En pasillos y en butacas los intercambios verbales se extienden hasta alcanzar el clímax y vuelven a distenderse hasta el siguiente punto en disputa. Finalmente, pasa lo referente al cierre gradual de institutos, pero así lo de la DGSCA. Y es que algunas escuelas que por lo general apoyan las líneas más duras, en esta ocasión se abstienen o de plano se declaran en contra. La furia de los derrotados busca salidas: « ¡Pinches moderados cabrones, como no fueron a la marcha y no les partieron la madre! », y se comienza a señalar a los *traidores*: « ¡Esos de Iztacala ya se sumaron a los moderados! ».

³⁴⁶ *ibid.*, p. 44.

³⁴⁷ Traduction approximative d'*encabronamiento*, du mot de *cabrón*, une insulte voulant dire, selon le dictionnaire *Larousse* Espagnol-Français, édition 1998: vache, cocu, salaud, enclulé ou souteneur.

³⁴⁸ Un échange sur le web avec le journaliste Alberto González Luna, de *Reforma*, confirme notre impression que les journalistes en général ont abusé du procédé. « Estoy de acuerdo en que los apodos como « el gato », « el diablo », etc., son despectivos cuando se abusa de ellos, y durante la cobertura del movimiento estudiantil de 1999-2000 sucedió ese abuso. Creo que entre los reporteros que cubrimos la fuente y entre los editores de los periódicos en ocasiones no se supo como abordar ese movimiento. Algunos compañeros reporteros insistían en los apodos porque era como los identificaban los lectores, tal vez otros lo hicieron por el motivo que tú señalas, pero durante charlas que tuve con mis compañeros, la mayoría jóvenes, no en lo general una intención de compararlos con delinquentes ».

3. Narration du conflit

La révolte contre la répression de l'État et le refus d'une réforme qui enlève le statut de gratuité à l'UNAM sont des batailles qui diffèrent beaucoup. Elles ont en commun toutefois d'avoir suscité beaucoup d'intérêt chez la population en général, un peu à cause de l'entêtement des étudiants pour mener leurs batailles à terme et les situations chaotiques que cela provoquait, mais surtout parce que les causes défendues étaient d'intérêt national. L'intelligentsia mexicaine a d'ailleurs participé aux débats, prudemment en 1968, où l'on pouvait lire dans les journaux les opinions de Lázaro Cárdenas, d'Alfredo Siqueiros ou de Jesús Silva Herzog, et intensivement en 1999-2000, alors que Carlos Fuentes, Paco Taibo II, Sergio Zermeno, le célèbre zapatiste Marcos ou le prolifique Carlos Monsiváis, sans oublier les recteurs de l'UNAM et une foule d'académiciens, dont Pablo González Casanova, communiquaient leurs opinions à la population au moyen des journaux.

La narration permet de mieux saisir les responsabilités mutuelles qui ont fait perdurer ce conflit pendant un laps de temps aussi long (dix mois). Elle permet aussi de constater qu'au sein du mouvement, les divisions et les incohérences naissaient d'une méfiance parfois difficile à comprendre, quelquefois proche d'une certaine paranoïa, d'autres fois apparemment justifiée. Ainsi, le CISEN (Centre d'Investigation pour la Sécurité nationale), inquiet que le conflit ne puisse mettre en péril la sécurité nationale par l'« instabilité incontrôlable » des étudiants à la suite de la croissante radicalisation du mouvement, recommandait au gouvernement fédéral de dialoguer pour réduire la tension » afin d'affaiblir le mouvement face à l'opinion publique, de négocier des points de revendication mais pas celle voulant la démission du recteur. Dans un document paru dans *Reforma*, le CISEN affirmait qu'il fallait « établir une large stratégie de diffusion des communautés universitaires opposées à la grève, en commençant par le recteur lui-même (...) », puis il fallait créer une « stratégie d'échanges immédiats, fragmentés et fragmentaires, orienté vers les groupes qui à l'intérieur du CGH se montraient de plus en plus distants face aux positions des groupes radicaux ». Enfin le CISEN suggérait une négociation ultérieure avec la STUNAM afin que le syndicat « se maintienne en marge du conflit » et

recommandait même de lui laisser quelques avantages lors de la prochaine révision du Contrat collectif du travail³⁴⁹.

Il y eut donc une stratégie commune au recteur et au gouvernement, laquelle consistait à donner une image négative du mouvement à l'opinion publique et à semer la zizanie à l'intérieur du CGH. La grande méfiance qu'ont affichée les étudiants reflète l'aliénation de la société mexicaine, prisonnière d'une culture politique ancrée depuis trop longtemps dans les eaux sales de la corruption, de l'impunité, de la cooptation, du clientélisme, de la manipulation ou de la dissimulation. D'autre part, cette méfiance accompagnée d'une radicalisation chez certains étudiants reflète la dégradation de la situation socio-économique du Mexique: « ceux qui ont vécu de façon permanente dans la crise et qui se sentent exclus de tout, sont enclins à des positions des plus dures »³⁵⁰.

D'importantes réformes avaient été imposées en 1992, 1995 et 1997, qui limitaient l'accès à l'UNAM par l'imposition d'examens à l'inscription, le temps pour compléter un programme, imposaient des coûts pour d'autres services et liaient l'obtention du diplôme à des examens d'un organisme privé, le Centre national d'évaluation (CENEVAL). Les étudiants n'ayant pas réussi à se mobiliser pour les contrer, les grèves étant demeurées localisées et s'étaient terminées en queue de poisson après 45 jours en 1992 et 50 jours en 1995 (celle de 1997 fut encore moins mobilisatrice). Ces revers avaient fait perdre au CEU beaucoup de crédibilité et Francisco Barnés de Castro, recteur depuis 1997, cru que le moment était venu de modifier radicalement le statut de gratuité de l'UNAM. Le rectorat fit connaître le 11 février 1999 son Règlement général de paiements (RGP) qui mettait fin à la contribution symbolique de 20 centavos payable à

³⁴⁹ (JEPC Document de discussion No 8; CPAGC): 23 juin 1999. « ...el conflicto está en riesgo de adquirir proporciones de seguridad nacional, ante una creciente radicalización que podría desencadenar una inestabilidad incontrolable. Pondera el diálogo como única vía para reducir la tensión y encauzar una salida definitiva que evite el uso de la fuerza pública (...) ante la radicalización del conflicto y la imposibilidad de maniobra, es necesario un diálogo público, abierto e inmediato entre las autoridades de la Universidad y el CGH, con la finalidad de debilitarlos ante la opinión pública y estudiantil para negociar la mayoría de los puntos contenidos en el pliego petitorio, con excepción de la renuncia del rector (...). En primer lugar, plantea una amplia estrategia de difusión de las comunidades universitarias opuestas al paro, encabezada por el rector mismo (...). En una segunda vertiente, propone instrumentar una estrategia de interlocución (sic) inmediata, fragmentada y fragmentadora, dirigida a aquellos grupos que en el interior del CGH se muestran cada vez más distantes de las posiciones de los grupos radicales hegemónicos del mismo (...). Asimismo, propone una negociación previa con el STUNAM para que se mantuviera al margen del conflicto, otorgándole algunas canonjías dentro de la próxima revisión del Contrato Colectivo de Trabajo... ».

l'inscription, remplacée par des montants évalués sur la base du salaire minimum en cours: 20 jours de salaire minimum pour le *bachillerato* (études moyennes-supérieures), et 30 pour la licence (études supérieures). De plus, les frais pour les services (laboratoire, utilisation d'instruments et d'appareils, matériel, certificats, bulletins, etc.) étaient substantiellement augmentés.

Une bonne partie de la communauté étudiante jugea cette réforme inacceptable et se mobilisa, tout comme nombre d'enseignants, de parents, d'intellectuels et de syndicats, dont celui des employés de l'UNAM (STUNAM). Son président, Pablo Gómez Gómez, suggéra alors la création de forums de discussion sur le sujet et dénonça « les intentions excluantes et partiales » et les « pratiques ségrégationnistes » du gouvernement Zedillo, de même que les ingérences de l'OCDE, du FMI et de la BM dans les affaires du pays³⁵¹.

Malgré la mobilisation croissante de la communauté, ou à cause d'elle, la proposition fut approuvée le 15 mars par le Conseil universitaire, à l'extérieur de la Cité universitaire, à l'Institut national de cardiologie. Cette façon de faire, en catimini, choqua bon nombre d'étudiants, d'autant plus que plusieurs de leurs délégués au sein du CU, qui avaient été convoqués à peine un quart d'heure avant que ne commence la réunion, n'avaient pu voter. Les opposants au RGP incitèrent la communauté à s'organiser et du 4 au 9 avril une multitude d'assemblées se tinrent dans les différentes écoles et facultés, au cours desquelles fut de plus en plus envisagée une grève illimitée comme moyen de pression. Craignant que la mobilisation n'aboutisse à cette situation extrême, le CU consulta le 8 avril la communauté sur d'éventuelles modifications qui altéraient légèrement les montants des droits d'inscription tels qu'ils avaient été approuvés le 15 mars.

Les étudiants organisèrent leur propre consultation le 15 avril. Le pourcentage d'étudiants qui se prononcèrent en faveur d'une grève illimitée fut de 52 %, une majorité trop mince pour que les opposants à la grève se rallient en bloc, ce qui provoqua de nombreuses prises de bec entre les deux camps, tensions exacerbées lorsque les autorités universitaires organisèrent le 19 avril une manifestation contre la grève. Dans un article quelque peu prémonitoire paru le 18 avril

³⁵⁰ *Reforma* (6 janvier 2000).

³⁵¹ (JEPC STUNAM): 9 avril 1999.

1999, Jesusa Cervantes écrivait que « l'inexpérience, le manque de leaders reconnus et les affrontements entre les courants » constitueraient d'importants obstacles au mouvement étudiant et que « les autorités universitaires avaient également une stratégie: les classes extra-muros et les sanctions du Tribunal universitaire »³⁵².

Le Conseil général de grève fut formé le 20 avril. Une manifestation fut organisée le 23, à laquelle participèrent environ 30 000 personnes. Outre les étudiants et les enseignants de l'UNAM en faveur de la grève) la Confédération nationale des travailleurs de l'éducation (CNTE), des membres du Syndicat mexicain des électriciens, des enseignants, des étudiants et des travailleurs de l'IPN, de l'Université autonome de la métropole (UAM), de l'École nationale d'agriculture de Chapingo et de l'Université pédagogique marchèrent du Casco Santo Tomás au Zócalo.

Dans son numéro du 25 avril, la revue *Proceso* portait un titre qui en disait long sur la détermination du rectorat à ne pas céder aux grévistes: « Barnés à Imaz: je suis prêt pour une longue grève »³⁵³. De leur côté, les étudiants parvinrent à pénétrer et à occuper certaines préparatoires (dont celle de Coyoacán), des collèges Oriente, Naucalpan, Acatlán et Aragon et des facultés des sciences politiques et sociales, de chimie, de philosophie et lettres, des sciences, d'économie, de droit, de génie et de psychologie, et s'organisaient pour un « long siège ». Des dortoirs, des espaces pour recevoir les journalistes, d'autres pour l'usage des ordinateurs étaient aménagés, des cafétérias improvisées, s'ajoutant aux vendeurs « ultra économiques » qui s'étaient installés à l'extérieur des bâtiments. Une commission pour la sécurité et une pour les Finances furent créées, cette dernière ayant sous sa responsabilité les brigades qui, à l'instar de celles de 1968, distribuaient les tracts et faisaient la quête dans les espaces publics, amassant plus ou moins 17 000 pesos par jour³⁵⁴. Outre les tracts et des journaux tels que *Brigadistas*, les

³⁵² Jesusa Cervantes, « UNAM: radiografía del movimiento . Riesgos rumbo a la huelga », *La Jornada* (18 avril 1999), p. 8.

³⁵³ « Barnés a Imaz: « Estoy dispuesto a una huelga larga », *Proceso* (25 avril 1999). Carlos Imaz, ancien leader du CEU pendant le conflit étudiant de 1986-1987, travaillait alors comme fonctionnaire pour la ville de Mexico, sous la gouverne du PRD.

³⁵⁴ *ibid.*, p. 7.

grévistés utilisèrent les ondes de la radio universitaire, syntonisée au 102.1 FM, poste nommé pour la circonstance *Ke Huelga*, et la vidéo pour propager leurs points de vue³⁵⁵.

Autre similarité avec le mouvement de 1968, les revendications furent rassemblées en six points, dont la résolution était une condition *sine qua non* à la suspension de la grève:

- 1- Le rejet du nouveau Règlement Général de Paiement et l'élimination de tous les coûts « illégaux » (les guillemets sont de nous);
- 2- La dérogation des modifications imposées par le Conseil Universitaire le 7 juin 1997 visant les règlements de l'inscription, de la permanence et de l'évaluation;
- 3- La récupération du semestre après la grève;
- 4- La « défense de l'autonomie de l'UNAM. Indépendance absolue en respect au CENEVAL »;
- 5- Le rejet de L'Examen Unique pour le Bachillerato et l'Admission générale à la licence (demande venant de l'Assemblée des Étudiants Universitaires, l'AEU), la création d'un forum pour discuter sur les autres points de « la Plate-forme de Lutte » et la transformation globale de l'Université (proposition du CEU);
- 6- La dissolution de l'appareil de sécurité de l'UNAM (exigence des radicaux du BUI).

Sur le modèle du CNH, les étudiants se structurèrent horizontalement. Chacune des 40 écoles et facultés eut son assemblée (espace où les étudiants exposent leurs idées, font des propositions, votent pour ou contre celles-ci .et adoptent des résolutions), représentées au sein du CGH par cinq, puis à partir du mois de juin, par trois délégués. Le CGH compta donc 200 puis, à partir de juin, 120 délégués qui devaient faire approuver ou non par leurs assemblées les propositions du recteur. Ce système, qui se voulait ultra démocratique, décourageait -en principe- le leadership trop personnalisé.

« Nous n'acceptons pas l'existence de leaders parce maintenant nous nous assumons tous comme tels (...). Nous n'acceptons pas l'autoritarisme du rectorat, mais aussi des autres courants. Nous défendons notre droit de travailler de manière indépendante »³⁵⁶.

On voulait ainsi éviter que des étudiants ou des enseignants charismatiques et influents décident de la marche à suivre ou prennent des décisions unilatéralement et rendre impossible

³⁵⁵ En collaboration avec Canal 6 de Julio, des étudiants du Centre Universitaire Étudiant en Cinématographie ont réalisé deux documentaires d'une heure, « La Huelga X » et « Las píldoras de Barnés », que les grévistes montrèrent à la population dans différents quartiers de la capitale. On ne peut reprocher la subjectivité de ces « documentaires », mais les de procédés pour ridiculiser le parti adverse ou pour appuyer les arguments du CGH sont plus que douteux.

³⁵⁶ *ibid.*, p.9. « Negamos la existencia de lideres, porque es el momento en que todos nos asumamos como tales », expliqua le représentant de la ENEP Acatlán sous les applaudissements des quelques 3 000 étudiants réunis à l'auditorium de la Faculté de philosophie et lettres.

toute manipulation extérieure en empêchant des individus « qui relèvent d'une organisation politique et déterminent l'orientation et les principes du mouvement »³⁵⁷. Comme en 1968, les étudiants craignaient, vu la proximité des élections fédérales, prévues pour le 2 juillet 2000, qu'une faction ou qu'un parti politique ne manipule le mouvement. Mais cette fois, les soupçons ne portaient pas uniquement sur le PRI, mais aussi sur le PRD, différentes organisations étudiantes s'affichant, comme nous l'avons dit, pérrédistes.

* * *

Plusieurs jugèrent que le recteur avait provoqué la crise en agissant unilatéralement. « L'autoritarisme et l'entêtement ont réussi à provoquer une autre crise à l'UNAM »³⁵⁸, constatait un collaborateur de *La Jornada*, quotidien de centre-gauche qui donnera une large couverture aux étudiants durant le conflit. Quoi qu'il en fut, le débat entourant la question du rôle de l'UNAM dans la société était ouvert et nombreuses furent les lettres envoyées aux journaux portant sur la question. Pour certains, le modèle idéal était le système américain, l'université devait être « compétitive au niveau mondial, capable de participer au développement économique du pays avec des propositions de production efficaces et dans laquelle se forment des professionnels hautement qualifiés »³⁵⁹. Pour les autres, la référence était plutôt française, l'université devant avant tout être inclusive, avec un « caractère profondément social, (qu'elle soit) engagée auprès des plus démunis et disposée à permettre à ce que le plus grand nombre de citoyens puisse avoir accès à la mobilité sociale (...) que permet une carrière professionnelle »³⁶⁰.

³⁵⁷ Alberto Pacheco, étudiant en économie, cité dans « Un encuentro con El Diablo », de Francisco Ortiz Pardo, article paru dans *Proceso* no 5 (1er décembre 1999): 44. « Nosotros decimos que no hay líderes en el sentido de que determinen o pueden vender la huelga o decir qué es lo que se tiene que hacer y qué no se tiene que hacer. Si creemos que hay personalidades que dependen de su posición política y determinan la orientación y convicción del movimiento, pero bajo los marcos del movimiento. Si ahorita decimos nosotros « levantamos la huelga », por mucho que tenga influencia un Mario Benítez, un Alberto Pacheco, un Rodolfo Hernández, un *Mosh*, pues la banda lo va a rechazar ».

³⁵⁸ Luis González Souza, « Estudiar bien: la mejor cuota », *La Jornada* (24 avril 1999). « El autoritarismo y la tozudez ya lograron provocar otra crisis en la UNAM, como si la meta fuese aniquilarla. A su vez, el dispendio propagandístico ya logró sembrar una enorme confusión, al punto que los estudiantes aparecen ahora como los malvados huelguistas y los burócratas como las víctimas heroicas ».

³⁵⁹ Hortensia Moreno et Carlos Amador, *UNAM la huelga del fin del mundo. Voces para un diálogo aplazado*, Mexico, Planeta, 1999, p. 17.

³⁶⁰ *ibid.*

Les idées n'étaient pas seules au rendez-vous sur la scène médiatique, trop souvent alimentée de rumeurs, de suspicions ou de spéculations. Connu pour être proche du pouvoir, le quotidien *Excelsior* publia le 6 mai des photographies montrant des étudiants membres du CEU en présence de Carlos Imaz et d'autres fonctionnaires du PRD. L'article qui accompagnait les photos insinuait que le PRD cherchait à déstabiliser Francisco Labastida, candidat présidentiel du PRI pour les prochaines élections (la crise démontrerait que le PRI-État, en coupant dans le budget destiné aux universités nationales, était responsable des problèmes de l'UNAM et que le gouvernement ne respectait pas la Constitution mexicaine, dont l'article 3 énonçait que l'éducation était à la charge de l'État).

Le lendemain, le recteur annonça la création de classes extra-muros pour la session de l'automne, minant la pression exercée par le CGH, qui inclut dès lors, dans la liste de ses revendications, l'abolition de ces classes comme pré-requis à la levée de la grève. Le 11 mai, dix universitaires furent désignés par le recteur pour former la Commission de rencontre, laquelle était toutefois dépourvue de tout pouvoir décisionnel. C'était le premier pas de conciliation de Barnés, qui avait depuis le début de la grève, dépensé plus de 10 millions de pesos³⁶¹ (environ 2 millions de dollars canadiens) pour faire connaître ses points de vue et décrier « la violence et l'intolérance » des étudiants³⁶². Le recteur déclara que la Commission devait établir des conditions propices au dialogue, ajoutant du même souffle, bien qu'il était évident que le CGH ne l'accepterait pas, que le Règlement général de paiements allait être implanté³⁶³. Les grévistes répliquèrent en se réunissant le lendemain à Tlatelolco puis en marchant jusqu'au Zócalo.

Le 2 juin, à l'invitation du CGH, les membres de la Commission de rencontre, Ricardo Tapia, José Núñez Castañeda, José Luis Mateos et Arturo Bouzas, se présentèrent à l'auditorium de la Faculté de philosophie et lettres afin de recevoir les modalités exigées par le CGH pour que se fasse le dialogue, c'est-à-dire qu'il ait un caractère « public et ouvert, face à la nation »³⁶⁴, que 13 étudiants désignés par le hasard et par rotation au sein des 120 délégués soient leurs vis-à-vis à la table des négociations et que les autres délégués puissent assister aux rencontres, lesquelles

³⁶¹ Selon Francisco Ortiz Pardo, *Proceso* (1^{er} décembre 1999), p. 54.

³⁶² Dans une lettre adressée aux journaux, parue le 23 avril 1999.

³⁶³ Alma E. Muñoz, « Integra Barnés comisión de enlace de diez directores e investigadores », *La Jornada* (12 mai 1999).

devaient avoir lieu dans un espace appartenant à l'UNAM (cette rencontre avait une valeur symbolique, ces conditions étant publiques depuis presque deux semaines). Le 4 juin, Barnés de Castro clarifia sa position, affirmant vouloir assurer la défense d'une université publique de qualité et privilégier le dialogue et la négociation comme voies de solution au conflit. Il demanda au Conseil d'abroger le règlement proposé le 15 mars et d'adopter de nouvelles propositions qui rendaient facultatif le paiement des semestres. Elles furent adoptées le 7 juin.

Des étudiants, majoritairement membres du CEU et du REU, voulurent accepter cette solution mais ils furent isolés par les autres grévistes qui les accusèrent de s'être « compromis en négociations secrètes avec le rectorat » par le biais du PRD, dans le but d'obtenir dans le futur des postes au sein du Conseil universitaire³⁶⁵. Le CGH dénonça le fait que la liste des services à payer s'était à nouveau allongée et que les réformes adoptées en 1992, 1995 et 1997 demeuraient inchangées³⁶⁶. Le 10 juin, plusieurs manifestations eurent lieu dans la capitale, au Zócalo, au Casco Santo Tomás, sur l'avenue Tlalpan et à Tlatelolco. Quatre jours plus tard, 34 des 38 Assemblées du CGH votèrent pour la poursuite de la grève, affirmant que, finalement, tous ces frais représentaient un montant encore plus élevé qu'avant l'imposition du RGP:

« (...) les étudiants n'avaient pas la fiction de la résolution du Conseil Universitaire du 7 juin qui « garantit la gratuité de l'université » (paiements volontaires mais multiples frais). En fait, le rectorat veut que nous mettions fin à la grève malgré les coûts rétablis par d'autres voies, avec des actions (judiciaires) entreprises contre plusieurs de nos

³⁶⁴ *ibid.*

³⁶⁵ (JEPC Document de discussion no 8; Commission de Propagande de l'Assemblée Générale des Sciences): 23 juin 1999. « A esta campaña se han sumado publicaciones usualmente identificadas como *respetuosas* de los movimientos sociales, como es el caso de *La Jornada y Proceso*. ¿La razón? Que las posiciones sostenidas al interior del movimiento por los sectores políticamente afines a la línea de dichas publicaciones, han sido rechazadas una y otra vez por las Asambleas. Sus intentos por convencer a los estudiantes de las bondades de lo aprobado por el Consejo Universitario el 7 de junio e imponerles el levantamiento de la huelga al que presuntamente se comprometieron en negociaciones secretas con la rectoría (denunciadas por columnistas de varios periódicos y no desmentidas por ninguno de ellos), fue tajantemente rechazado por 34 de 38 Asambleas en el CGH del 14 de junio ».

³⁶⁶ (JEPC Document de discussion no 6 CPAGC): 5 juin 1999. « Pero, ¿cómo quedan todos los otros puntos de RGP del 15 de marzo en el « nuevo » RGP de Barnés? Queda indefinido el futuro que tendrán las cuotas de inscripción mencionadas en ese documento. Se aumentan al triple los cobros por cada examen extraordinario, pasando a costar ahora 3 salarios mínimos cada uno (más de \$100 en la actualidad). Quedan en pie las cuotas por todos los servicios indispensables a los estudiantes, la mayoría de las cuales serían fijadas a su antojo más adelante por el Patronato Universitario (encabezado por un conocido político priísta). Queda en pie el cobro de las cuotas semestrales a los estudiantes extranjeros (autant pour ceux de l'Amérique centrale que de pays riches). Queda en pie que serán el secretario general de la UNAM y el Patronato Universitario (!!) quienes definirían más adelante cuales serían los montos de las cuotas de posgrado y Universidad Abierta. Y queda en pie la advertencia, que no deja lugar a dudas sobre el futuro que nos espera ante cualquier desavenencia, de que ?la interpretación del presente reglamento (el nuevo RGP) estará a cargo del abogado general » (!!!) ».

compagnons (et d'autres à venir lorsqu'il reprendra les installations), avec sa structure d'espionnage et de répression intacte »³⁶⁷.

Le 17 juin, le conseil de grève vota une motion contre les médias interdisant à ses membres de prendre toute initiative, comme l'avait fait l'un d'eux le 5 mai, et contre qui un vote de blâme avait été pris (alors qu'il avait critiqué les radicaux lors d'une entrevue avec un journaliste). Cette résolution créa un malaise chez les modérés qui se plaignirent que le vote avait été pris à l'aube, après une nuit de débats, alors que plusieurs étaient fatigués ou étaient partis. Ils dénoncèrent également le fait que les radicaux s'arrangeaient pour faire voter leurs propositions lorsque ceux qui avaient des avis différents étaient absents.

Afin de démontrer que le CGH ne représentait pas, comme l'affirmait le recteur, que quelques centaines d'individus déterminés à poursuivre la grève, le Conseil invita les étudiants et la population à venir au stade olympique le 23 juin (en face de l'édifice abritant la direction de l'UNAM, de l'autre côté de l'avenue Insurgentes). Environ 20 000 étudiants, professeurs, parents et travailleurs répondirent à l'appel. Le lendemain, les autorités universitaires organisèrent à leur tour une manifestation à la place Santo Domingo, où plusieurs milliers de participants se présentèrent, dont une grande partie étaient des fonctionnaires et des enseignants. Le recteur de l'UNAM y affirma que « l'Université du futur ne (requérait) pas l'anéantissement de l'Université du présent »³⁶⁸.

L'impasse était manifeste, chacun des camps campant sur ses positions. C'est pourquoi des députés de la Commission des sciences et techniques proposèrent au CGH et à la Commission de rencontre de se réunir au Palais législatif de San Lázaro. Les deux partis s'y rendirent le 29 juin mais la rencontre avorta car le salon offert ne pouvait accueillir qu'une trentaine de personnes (le CGH insistait pour que l'ensemble de ses délégués assiste à la discussion) et parce que les délégués du recteur s'obstinèrent à se cloîtrer, dans un cubicule, à huis clos. Des députés tentèrent

³⁶⁷ (JEPC Document de discussion no 8): 23 juin 1999. « Es *uno* el origen de todo este montaje: que los estudiantes no se tragarón el cuento de que la resolución del Consejo Universitario del 7 de junio « garantiza la gratuidad de la universidad (...). De hecho, la rectoría pretende que levantemos la huelga con los cobros restablecidos por otras vías, con actas levantadas contra una serie de compañeros (y otros por levantar cuando retomen las instalaciones), con su estructura de espionaje y represión intacta, con una farsa de alargamiento de semestre y dejando de lado los puntos 2, 3 y 6 (del pliego) ».

bien de faire entendre raison aux uns et aux autres mais ils se butèrent à leur intransigeance. Après quatre heures d'attente, incités à quitter l'endroit par les 5 000 manifestants qui attendaient à l'extérieur, les membres du CGH quittèrent le Palais. Le lendemain, les étudiants prirent toutefois l'initiative d'inviter à nouveau la Commission à les rencontrer le 5 juillet, ce qu'elle accepta, mais à condition que la rencontre ait lieu au Palais des Mines, qu'il n'y ait pas de manifestation à l'extérieur, qu'elle se fasse à huis clos, qu'on discute uniquement des conditions pour l'amnistie et la levée de la grève et, enfin que se fasse « l'établissement de formules pour débattre « sans pressions d'aucune sorte » les revendications des étudiants et que soit garantie la participation de toute la communauté universitaire »³⁶⁹, autrement dit des partisans pour la reprise des cours.

Quatre sessions comportant 18 heures de discussion eurent lieu entre le 5 et le 16 juillet entre les 13 délégués du CGH et les 10 membres de la Commission, sous l'œil vigilant des centaines d'autres délégués étudiants et des journalistes. Chaque session était ardue, les 13 étudiants étant différents à chacune des rencontres, dont certains, comme le soulignait Federico Reyes Heróles, un des membres de la commission rectorale et journaliste au journal *Reforma*³⁷⁰, étaient très jeunes, sans aucune expérience de négociation et sans grande capacité pour formuler clairement leurs préoccupations.

Puisqu'elle n'avait pas de pouvoir décisionnel en ce qui concernait le RGP, les frais de services, la réforme de 1997 et la question du CENEVAL, la Commission proposa le 16 juillet que les étudiants procèdent à une consultation sur ces points, afin d'ouvrir des portes à la négociation. Après quelques hésitations, le CGH refusa et exigea que le recteur donne à ses représentants des pouvoirs décisionnels. Celui-ci annonça le lendemain qu'il refusait d'accéder à ces demandes.

³⁶⁸ *La Jornada* (25 juin 1999). « La Universidad del futuro no requiere aniquilar la Universidad del presente ».

³⁶⁹ Francisco Ortiz Pardo, « El diálogo », *Proceso* (1er décembre 1999), p. 55. « La Comisión de Encuentro aceptó reunirse con los paristas en el Palacio de Minería, en el Centro Histórico, pero demandó que esta vez no hubiera manifestaciones de apoyo o rechazo a una de las partes en el exterior del recinto, así como que el encuentro fuera « a puerta cerrada » y que se trataran solamente los temas de las condiciones para la amnistía, el levantamiento de la huelga, la recuperación de actividades y establecimiento de fórmulas para debatir, sin presiones de ningún tipo, las demandas de los estudiantes, y que garantizaran la participación de toda la comunidad universitaria ».

³⁷⁰ « El Consejo Universitario y el pebliscito », *Primer Plano* (no 16), *Televisión Canal Once* (IPN), le 17 janvier 2000. Federico Reyes Heróles, Jesús Silva Herzog Márquez, Lorenzo Meyer et Carlos Castillo Peraza discutent de différents sujets à chaque semaine.

L'attitude intransigeante de Barnés favorisa la radicalisation d'un bon nombre d'étudiants, et plusieurs d'entre eux pensèrent alors que le CGH perdait son temps depuis un mois, qu'en réalité « le dialogue (était) l'arme des autorités ». Les étudiants bloquèrent pendant plus de deux heures des rues dans le nord, l'est et le sud de la capitale. Cette stratégie ne fit pas l'unanimité et les cris de « Gréviste modéré, demain député », « Gréviste ultra, demain prioste », « Dehors le CEU de l'UNAM » et « Dehors les ultras de l'UNAM » commencèrent à se faire de plus en plus souvent entendre. La longue durée du conflit et le peu d'espoir laissé par le recteur refroidirent l'ardeur de plusieurs grévistes. Selon eux, les temps forts de la grève, en assistance aux assemblées et en implications diverses, furent les mois de juin et de juillet 1999 (du 20 au 22 juillet, il y eut un « pré-congrès », dans lequel les étudiants abordèrent différents thèmes³⁷¹). « Un climat d'isolement s'est créé contre les groupes qui faiblissaient »³⁷², et parmi les plus durs, certains ne se gênaient plus pour expulser des assemblées ceux qui n'étaient pas d'accord avec eux, notamment à la Faculté des sciences politiques et sociales et dans les Écoles de travail social et d'études supérieures d'Acatlán. Une centaine d'étudiants modérés quittèrent donc la Cité universitaire ou leur école pour former... l'Assemblée des exilés et des auto-exilés (!).

À l'instar du 26 juillet 1968, les étudiants marchèrent le 26 juillet du Musée d'anthropologie à la Place de la Constitution. Le 28, huit professeurs émérites³⁷³ proposèrent publiquement une solution au conflit: garantir la gratuité des services éducatifs et tenir un congrès dont les résolutions seraient le fruit du consensus de la communauté universitaire avant d'être soumises au Conseil universitaire (formule calquée sur celle qui avait résolu le conflit en 1987). La proposition obtint l'appui de 30 collègues de professeurs, de 3 000 chercheurs et enseignants de l'UNAM et d'intellectuels, dont 58 signèrent une lettre parue dans les journaux. Parmi ces derniers se trouvaient Héctor Aguilar Camín, Roger Bartra, Carlos Fuentes, Vicente Leñero, Carlos Montemayor, José Emilio Pacheco et Elena Poniatowska. Malgré ces appuis prestigieux, le CGH rejeta l'offre après une interminable session de 36 heures de débats, le 30 et

³⁷¹ La Loi organique, le congrès universitaire, la réforme académique, la forme de gouvernement, le budget et le financement, la réforme administrative et les liens entretenus par l'UNAM avec la société.

³⁷² (W00 Chimie CGH): juillet 2000. « La gente comprometida con la huelga y el porvenir de su universidad, rechazan la propuesta y se crea un clima de aislamiento contra las corrientes claudicantes ».

³⁷³ Adolfo Sánchez Vázquez, León Portilla, Héctor Zamudio, Manuel Peimbert, Luis Villoro, Luis Esteva Maraboto, Alfredo López Austin et Alejandro Rossi.

le 31 juillet, pour s'en tenir au règlement des six points par le dialogue avec des représentants du recteur. De son côté, le Conseil universitaire adopta au début du mois d'août cette proposition comme base de solution à la grève. Mais Francisco Barnés annonça le 4 août qu'il refusait un Congrès universitaire « démocratique et décisionnel »³⁷⁴.

La tension monta d'un cran cette même journée, alors que des étudiants investissaient la Direction générale des services informatiques académiques, où se trouve l'un des plus puissants ordinateurs de l'Amérique latine. Les forces policières intervinrent et procédèrent à plusieurs arrestations. Elles durent également intervenir à la Faculté de droit où des bagarres avaient eu lieu entre des anti-grévistes et des grévistes, dont de nombreux parents qui occupaient la Faculté (nombre d'entre eux, regroupés en associations, apportaient leur soutien au mouvement, participant aux manifestations, aidant à différentes tâches, apportant de la nourriture, etc.). Le lendemain, environ 400 parents et étudiants de la préparatoire 5 formèrent une assemblée de protestation. Le 7 août, ce fut au tour des étudiants de la préparatoire 9 d'être malmenés, apparemment par des *porros*, puis des échauffourées éclatèrent entre des membres du CGH et des étudiants venus s'inscrire au semestre d'automne (classes extra-muros) dans un local de la SEP. Le 13 août, des centaines de milliers d'étudiants refirent l'itinéraire qu'avaient emprunté les étudiants le 13 août 1968, marchant du monument de l'Indépendance au Zócalo.

Le 31 août, la CDE réussit à faire voter 22 écoles en faveur d'une plus grande flexibilité quant à la résolution du conflit, autrement dit, d'accepter la proposition des professeurs émérites comme base de négociations. Mais quelques heures plus tard, Mario Benítez fit apporter des changements d'ordre sémantique à la résolution lors d'une réunion du CGH, sans avoir fait une consultation élargie comme la règle le voulait, ce qui choqua les délégués de 18 écoles, qui abandonnèrent la session et s'installèrent à la Faculté de psychologie (que des membres du BUI tenteront quelques jours plus tard d'investir, les accusant de vouloir fonder un « CGH parallèle »).

³⁷⁴ Les étudiants insistent sur le caractère « décisionnel » d'un congrès: le terme exprime la volonté que les propositions faites lors de ce forum ne soient pas mises sur des tablettes par la suite, qu'elles soient adoptées et inscrites dans la législation de l'université.

Les rumeurs devinrent fréquentes, alimentées par divers incidents tels que celui du 23 août où, lors d'une autre marche organisée par Francisco Barnés, des pétards avaient été lancés sur des étudiants du CGH, en blessant plusieurs. Le geste provocateur alimenta le bruit, lancé par Humberto Roque Villanueva, pré-candidat présidentiel du PRI, que Francisco Barnés était un instrument du candidat priiste Francisco Labastida (dans un interview pour *Reforma* parut le 25 août)³⁷⁵. À la veille du rapport annuel du gouvernement du 1^{er} septembre, Barnés se rendit de façon théâtrale à la résidence officielle de Los Pinos, escorté de journalistes et de photographes, afin de demander au président Ernesto Zedillo d'intervenir pour régler le conflit. Lors de son allocution, Zedillo déclara qu'il n'allait agir que si l'ensemble de la communauté universitaire le lui demandait, craignant que le conflit ne s'aggrave si une intervention était faite dans les conditions de l'heure. Zedillo offrait ainsi l'image positive d'un parti qui n'avait plus aucun lien avec le PRI du temps de Gustavo Díaz Ordaz tout en se donnant une marge de manœuvre (*si la comunidad le lui demande...*).

Deux semaines plus tard, Barnés démontra sa volonté de reprendre le dialogue en annonçant la création d'une nouvelle commission qui, cette fois, était habilitée à proposer, négocier et signer d'éventuels accords. Cette initiative offrait toutefois des espoirs mitigés, les membres de la commission (des enseignants et des chercheurs universitaires) ayant visiblement été sélectionnés pour leur conservatisme (non seulement les étudiants le jugèrent-ils ainsi, mais c'était aussi l'appréciation des journalistes et d'autres observateurs des événements). Le 4 octobre, les membres se réunirent à l'auditorium de l'Union des universités de l'Amérique latine, et émirent un communiqué à l'ensemble de la communauté de l'UNAM: la commission entérinait le refus du recteur de tenir un congrès démocratique et décisionnel tel que le CGH l'avait proposé et proposait que les négociations s'organisent sur une base juridique recommandée par la Commission de législation universitaire du CU³⁷⁶.

³⁷⁵ Luis Javier Garrido, « La obcecación », *La Jornada* (30 août 1999). « Los historiadores aclararán algún día si el rector Francisco Barnés no ha sido en efecto otra cosa que un simple instrumento de Francisco Labastida, como lo sostuvo Humberto Roque Villanueva (precandidato presidencial del PRI) al referirse al desastre al que ha llevado a la UNAM ».

³⁷⁶ Octavio Rodríguez Araujo, « Nuevas presiones sobre la UNAM », *La Jornada* (octobre 1999). « 1) no aceptar bajo ninguna circunstancia la posibilidad de un « congreso democrático y resolutivo », y mucho menos el que su organización sea en los términos que pide el CGH, y 2) que el Consejo Universitario « debe reiterar » que los espacios de discusión se organicen con base en el marco jurídico analizado (y supongo que propuesto) por la Comisión de Legislación Universitaria del CU y, en consecuencia, « exigir al CGH que ésta sea la base de la negociación para solucionar el conflicto ».

Ces recommandations n'étaient pas de nature à sortir la plus grande université du Mexique de la paralysie qui l'affectait depuis six mois. Barnés décida alors d'organiser un plébiscite auquel environ 27 000 étudiants et universitaires participèrent. C'était insuffisant pour être significatif, le CGH ayant réussi à réunir beaucoup plus de monde lors de ses manifestations, argumenta le CGH (la population étudiante de l'UNAM dépassait les 250 000). Le 14 octobre, à la sortie d'un meeting en face de l'édifice abritant Televisa San Angel, Alejandro Echevarría, Alberto Pacheco et Sandra Romero décidèrent de bloquer l'avenue *Anillo Periférico*, passant outre aux consignes qu'avait donné le CGH. Un fort contingent de policiers intervint et il y eut des affrontements faisant des blessés, dont un cas grave. Le CGH exigea la démission du gouverneur du DF, Rosario Robles, qualifiée de « dictateur », pour avoir violé la Constitution en refusant aux étudiants le droit de manifester.

Le CGH invita la commission à une rencontre le 18 octobre à l'auditorium Che Guevara de la Faculté de philosophie et lettres (de son vrai nom Justo Sierra mais rebaptisé ainsi par les étudiants en 1968). L'invitation resta sans réponse. Le 21 octobre, la proposition des huit professeurs émérites, toujours pendante, fut indirectement désavouée une fois pour toute lorsque 26 000 étudiants exprimèrent leur détermination à ce que seuls le dialogue et le règlement des six points de revendications puissent mettre fin à la grève. Trois jours plus tard, 28 des 40 assemblées, soit 70 % des délégations, votèrent contre une rencontre avec la commission, prévue pour le 28 octobre, parce que le pouvoir de résolution accordé à celle-ci était jugé trop partiel. Le CGH affirma alors « ne pas vouloir jouer le jeu » du recteur³⁷⁷. Un journaliste nota alors que:

« Quoique l'on ne puisse écarter totalement les conspirations machiavéliques, le plus sensé serait de penser que ce qui est arrivé est le résultat d'une énorme inaptitude de la part des autorités du Rectorat. Les choses se sont compliquées au point qu'il y a maintenant des personnages dont la mission est de faire le jeu de certains secteurs de la société mexicaine qui voient l'UNAM comme un obstacle pour un certain modèle de développement »³⁷⁸.

³⁷⁷ (W99 Philosophie et Lettres CGH): 24 octobre 1999. « Resolutivos de la Asamblea de los días 23 y 24 de octubre 1. Encuentro con la Comisión de Contacto. Por 28 votos se acordó NO asistir a la reunión con esta comisión citada para el 28 de octubre, pues al no ser resolutive, no está facultada para dar solución a nuestro Pliego Petitorio, no está facultada para iniciar el diálogo, y ni siquiera está facultada para acordar los términos del diálogo. El nombramiento de tal comisión es a todas luces parte de la línea de rectoría y el Consejo Universitario de alargar el conflicto, y el CGH no está dispuesto a hacerle el juego a las autoridades... Para dar a conocer nuestra posición, la comisión de Enlace llevará a la Comisión de Contacto una explicación de las causas por las que no se asiste a su cita el lunes 25 de octubre ».

³⁷⁸ René Drucker Colín, « Los Moshas UNAM », *La Jornada* (24 octobre 1999). « Que una Universidad de la importancia de la UNAM se mantenga cerrada durante seis meses (y parece que aún hay más), no sólo rebasa toda lógica, sino que hace recaer sospechas de todo tipo hacia una variedad de posibles actores. En vista de nuestra extrema proclividad a fortalecer la rumorología y a elaborar toda clase de complicidades al respecto de casi cualquier

La Commission de rencontre fut dissoute le 30 octobre, ce qui provoqua des affrontements au sein des grévistes, la réjouissance des uns provoquant la colère des autres. Le lendemain, le CGH participa à une manifestation anti-néolibérale devant les bâtiments de la Bourse et du Secrétariat des finances publiques, en compagnie des membres et des représentants de la STUNAM. Pour compliquer les choses, ces derniers annoncèrent qu'ils allaient débrayer si une entente n'était pas conclue pour le renouvellement de leurs conventions. Le 5 novembre, les étudiants voulurent à nouveau bloquer le périphérique à l'intersection de l'avenue Insurgentes pour protester contre le fait que des étudiants avaient été blessés lors de la manifestation du 14 octobre. Plus conciliants cette fois, ils transigèrent avec les forces de l'ordre et se contentèrent de marcher sur les parties latérales de l'artère.

Coup de théâtre: le 12 novembre 1999, après 209 jours de grève, Francisco Barnés annonça sa démission. Il aurait cédé aux pressions exercées sur lui par le président Zedillo, qui l'avait convoqué le jour même à Los Pinos³⁷⁹. Le bilan de Barnés, dont les députés du PRD avaient exigé la démission et dont la destitution avait été réclamée auprès de la Junta de Gouvernement par 115 chercheurs de l'UNAM³⁸⁰, démontre que son intransigeance, son entêtement et sa manière de faire n'ont peut-être pas aidé sa cause, mais aussi que la ligne radicale du pouvoir politique avait trouvé sa limite. Pouvait-on accuser sérieusement les étudiants de « dépossession », parce qu'ils occupaient des locaux de l'université? Pourquoi avoir laissé la grève s'élargir à la STUNAM? Était-il nécessaire d'essayer de reprendre la préparatoire 9 et de l'ENEP Acatlán par la force? Pourquoi décourager la discussion en émettant un « non » catégorique à certaines revendications avant même que le dialogue ne commence?

evento, no es de extrañarse que en vista de la magnitud del problema UNAM, las hipótesis o rumores también hayan subido de color. Aunque es cierto que no se pueden descartar totalmente las conspiraciones maquiavélicas, lo más sensato sería pensar que lo que ha ocurrido es el resultado de una enorme ineptitud por parte de las autoridades de Rectoría y que como resultado de esta incompetencia y terquedad, el problema se ha complicado al grado que, ahora sí han aparecido personajes cuya misión está destinada a hacerle juego a ciertos sectores de la sociedad mexicana, que ven a la UNAM como un obstáculo para cierto modelo de desarrollo ».

³⁷⁹ Francisco Ortiz Pardo, « La profecía », *Proceso* (1^{er} décembre 1999), p. 11.

³⁸⁰ Fabrizio Fejia Madrid, « La huelga de las compensaciones », *La Jornada* (21 novembre 1999). « El rector Barnés no está mejor que su reflejo. Tras presentar denuncias « por despojo » contra los paristas, el secuestro del estudiante Ricardo Martínez (21 de octubre), el emplazamiento a huelga del STUNAM, los frustrados intentos de recuperar la Prepa 9 y la ENEP Acatlán por la fuerza, los gritos de diputados del PRD para que renuncie y la exigencia de 115 investigadores a la Junta de Gobierno para que lo destituya, su propia negativa a la realización de un congreso

Son sucesor, ex-ministro de la Salud, entró en sus funciones el 17 de noviembre. Desde su llegada, Juan Ramón de la Fuente se mostró conciliante y tolerante. Sin embargo, los estudiantes sintieron la necesidad de forjar sus armas:

« La llegada del rector que ha nombrado a Zedillo a partir de su propio gabinete para garantizar que su estrategia sea efectivamente seguida para enfrentar a los grevistas de la UNAM, introdujo una serie de cambios en la forma de hacer política de la parte del rectorado, lo que nos obliga a tomar también otras iniciativas y formas de lucha para poder hacerle frente adecuadamente »³⁸¹.

¿Era esta la aproximación a las festividades católicas de Navidad y de las de la fin de milenio? Los rumores sobre una posible intervención policial, difundidos por los periódicos o los estudiantes, se duplicaron en el mes de diciembre³⁸², a pesar del hecho de que desde el 1º de diciembre una serie de reuniones en el Palacio de Minería, entre la nueva comisión formada por De la Fuente y los delegados del CGH tuvieron lugar, regulares... pero difíciles. Los delegados estudiantiles percibían sus vis-a-vis como autoritarios y se quejaban de que no buscaban sino poner un punto final a la huelga en lugar de resolver el conflicto abordando seriamente sus causas, que no los tomaban en serio. En contrapartida, los « hombres del rector » juzgaban que las negociaciones se alargaban demasiado, queriendo que éstas tuvieran lugar todos los días, a lo que el CGH replicaba que eso no podía hacerse porque debía consultar a las asambleas estudiantiles después de cada reunión³⁸³.

El 10 de diciembre, después de 235 días de huelga, un acuerdo fue finalmente firmado sobre cuatro de los seis puntos de reivindicación, entre ellos el de no usar de medidas represivas para resolver la

universitaria (30 de octubre) lo lleva de frente a la renuncia. A estas alturas, es la única demanda que puede satisfacer ».

³⁸¹ *Brigadistas* (4 de diciembre 1999). « La inercia. « La entrada del rector que nombró a Zedillo de su propio gabinete para garantizar que se lleve efectivamente a la práctica su estrategia para enfrentar la huelga en la UNAM, introdujo una serie de cambios en la forma de hacer política de la parte del rectorado, que nos obliga a emprender nosotros también otras iniciativas y formas de lucha para poder hacerle frente adecuadamente ».

³⁸² *ibid.* « Hoy, en el periódico *México Hoy*, se explica con lujo de detalle, el operativo policiaco para el desalojo de la Ciudad Universitaria. Aparecen entre otras cosas, las facultades que serán tomadas, la cantidad de armas que serán encontradas —más bien sembradas—, el número de activistas que serán detenidos, el número de helicópteros que aterrizarán en la Ciudad Universitaria, todo dentro de un plan, que según la fuente citada, se llama « El '68 blanco », en el que utilizarían todo tipo de violencia sin llegar al asesinato ».

³⁸³ (W99 *Chimie CGH*): 8 de diciembre 1999. « (...) otra vez se entrampó la discusión debido a la visión autoritaria de la comisión de De la Fuente (...). Pero que no se hagan ilusiones, si el CGH ha cedido y aceptó llevar a cabo los encuentros en el Palacio de Minería, eso no quiere decir que vamos a aceptar todas sus condiciones y horarios, el CGH tiene su propia dinámica interna, basada en la consulta a los miles de estudiantes que participan en nuestro movimiento. La comisión de De la Fuente nos acusa de dar largas a la discusión por no aceptar su propuesta de

conflit. Mais, comble de malchance, la rencontre suivante, prévue pour le 14 décembre, n'eut pas lieu, à la suite d'un événement qui irrita les étudiants. Une manifestation devant l'ambassade des États-Unis qui réunissait quelques 500 étudiants, en signe de solidarité avec les émeutiers de Seattle, avait fait une dizaine de blessés et 98 arrestations, lors d'une intervention musclée due à ce qui apparaissait être une provocation de gens infiltrés parmi les manifestants³⁸⁴. Le CGH refusa de poursuivre les discussions tant que les étudiants arrêtés ne seraient pas libérés.

Provocation pour isoler les grévistes? Ce fut la version du CGH, convaincu qu'on avait voulu le faire paraître violent. Ainsi, le caractère rationnel des autorités universitaires était mis en évidence en comparaison aux vandales agressifs qu'étaient les étudiants. Le but ultime de l'opération était de préparer l'opinion publique à une intervention policière, qui serait la seule solution pour venir à bout de radicaux ayant confisqué le mouvement. Cette perception est-elle paranoïaque? À la décharge des étudiants, l'existence d'une longue histoire de pratiques de cet acabit les obligeait à se montrer méfiants.

Marcos ne rata pas l'occasion pour souligner les aléas de la justice mexicaine dans une lettre parue le 19 décembre dans *La Jornada*:

« Aujourd'hui, dans ce pays, être un lutteur social est un délit qui se poursuit et se punit. Les narcotrafiquants? Non, ceux-là sont d'accord avec les autorités, qui ne peuvent poursuivre et punir leurs associés. Les banquiers? Encore moins, ceux-là appuient les autorités en leur payant leurs campagnes. Les kidnappeurs? Non plus, ils agissent de concert avec la police (...). Les étudiants de l'UNAM aussi ont dit « c'est assez!³⁸⁵ ».

Le CGH se préoccupa dès lors de trouver l'argent nécessaire pour payer les cautions des siens, ce qui fut réalisé le 16 décembre, grâce à des donations de syndicats, de diverses

sesionar todos los días, sin entender que a diferencia de ellos que sólo tienen que consultar a una persona, nosotros tenemos mecanismos democráticos de toma de decisiones ».

³⁸⁴ Des provocateurs aux bonnets blancs qui ne seraient pas des étudiants auraient été à l'origine de la casse qui a entraîné l'intervention des policiers. Des vitres de l'ambassade auraient été brisées par jets de pierres alors que les étudiants disent n'avoir lancé que des tomates et de la peinture.

³⁸⁵ *La Jornada* (19 décembre 1999): 46. « Pero resulta que hoy, en este país, ser un luchador social es un delito que se persigue y se castiga. ¿Los narcotraficantes? No, esos están de acuerdo con las autoridades, así que no los pueden perseguir y castigar sus propios sucios. Los banqueros/ Menos, esos además ponen alas autoridades pagándoles sus campañas. Los secuestradores/ Tampoco, esos están de acuerdo con la policía. (...) Los estudiantes de la UNAM también dijeron « ¡Ya basta! ».

organisations sociales et de parents, lesquels se montraient de plus en plus agressifs³⁸⁶ et faisaient des appels pressants auprès du PRD, qu'ils jugeaient trop passif: « Gouvernement perrédiste, tu es pro yankee ou pro Mexique? », avec l'inévitable slogan, « Enfants, vous n'êtes pas seuls! »³⁸⁷.

Malgré les tiraillements à propos d'un nouveau format de dialogue entre les modérés du CEL et du CEM et la partie plus radicale du CGH, de la Faculté des sciences politiques et du CCH Acatlán entre autres, 26 assemblées votèrent en faveur du retour au dialogue, soit 65 % d'entre elles. Les 18 et 19 décembre, les deux parties se réunirent donc à nouveau. Mais les discussions tournèrent essentiellement autour du format de dialogue, préalable exigé du CGH avant d'aborder les 6 points de revendication.

Lorsque les délégués du CGH voulurent se retirer après la journée du 20 décembre afin de consulter les assemblées, les membres de la Commission de rencontre quittèrent soudainement. « Quelle est votre proposition, maintenir cette table pendant des mois, c'est ça votre objectif? »³⁸⁸, s'interrogea l'un d'eux, qui se demanda non sans humour si les négociations ne devraient pas, finalement, se faire au stade Azteca. Un autre point de friction mentionné par Alberto Pérez Blas³⁸⁹, était que les délégués étudiants intervenaient sur des sujets qui n'avaient rien à voir avec l'objectif de la rencontre, le néolibéralisme et les États-Unis, par exemple.

Le 21 décembre, le CGH exigea que l'entente convenue verbalement sur les quatre points soit dûment certifiée par la signature des deux parties, ce que refusèrent les membres de la Commission, qui refusèrent également que les négociations se poursuivent à l'auditorium Che Guevara devant des « spectateurs partiaux ». Deux jours plus tard, après huit mois de grève, 74 manifestations, dont quatre avec des interventions policières³⁹⁰, le CGH accepta, en autant que

³⁸⁶ (W99 Philosophie et Lettres CGH-UNAM): 16 décembre 1999. « La solidaridad llegó de todos lados, nos abrazó, y nos fortaleció. En poco más de 50 horas, logramos recaudar 279 mil trescientos pesos. Suficiente para liberar a nuestros compañeros y para pagar los préstamos que recibimos. (...) SNTE, Trabajadores de la Universidad Metropolitana, STUNAM, maestros, telefonistas, CNTE, trabajadores de reclusorio, padres de familia, Mov. Proletario Indep., Fr. Pop. Francisco V. Indep., Escuela Gandhi, Coord. Zapatistas de Contreras e Iztacalco, Banda ponketa, Asamblea Univ. de Académicos, estud. del politécnico etc. ».

³⁸⁷ *La Jornada* (13 décembre 1999), p. 48.

³⁸⁸ *La Jornada* (22 décembre 1999), p. 41.

³⁸⁹ Les autres membres sont José Manuel Covarrubias, Rafael Pérez Pascual, Xavier Soberón Mainero, Roberto Zozaya et Fernando Serreno Migallón.

³⁹⁰ *La Jornada* (22 décembre 1999), p. 48.

l'ensemble des délégués puisse assister aux discussions et que le dialogue aie lieu au Palais des Mines.

Les rencontres se poursuivirent jusqu'au 29 décembre, sporadiquement contrariées par des exigences telle celle d'un ajout 1 000 chaises pour l'assistance ou que le Centre libre des étudiants du travail artistique (CLETA) et la préparatoire populaire Tacuba soient représentées, bien que ces institutions ne fissent pas partie de l'UNAM (le CGH argumentait que le dialogue était ouvert à tout le monde³⁹¹). Le 30 décembre, les délégués de la commission ne se présentèrent pas au Palais des Mines, tentant plutôt de négocier avec des étudiants plus conciliants. La Commission fut alors accusée de vouloir diviser les étudiants en tentant de marginaliser la partie forte du CGH³⁹², et en utilisant « des canaux médiatiques pour semer la confusion »³⁹³.

Un autre conflit étudiant, qui avait éclaté dans l'État d'Hidalgo dans une des 16 écoles rurales du pays fit alors la manchette des journaux, donnant peut-être aux étudiants de l'UNAM l'illusion que les divers mouvements qui étaient en lutte allaient se répandre comme une traînée de poudre. Les étudiants de l'école d'El Mexe dénonçaient eux aussi l'autoritarisme de la direction qui « solutionne les problèmes de la population au moyen de la répression physique et psychologique ». Ils reçurent naturellement l'appui du CGH, mais aussi celui des zapatistes, « il n'y a pas que l'avenir de l'UNAM et du mouvement étudiant qui soit en jeu. Ce qui est en jeu

³⁹¹ Observant la radicalisation du CGH, Sergio Zermeño s'interrogeait sur l'existence d'une stratégie qui voudrait que la grève dure le plus longtemps possible afin de s'allier le plus grand nombre possible de forces, notamment les zapatistes, afin « d'attaquer » l'État autoritaire, ce qui ne ferait que « perpétuer l'histoire sociale et politique mexicaine », dit le sociologue, qui conclut que « ...si nous tombons dans cette logique, nous sommes en train de rétrocéder de manière préoccupante ».

³⁹² *Brigadistas* (28 décembre 1999). « La campaña. El origen las cosas se van aclarando. « El lunes 20 de diciembre, el investigador Hugo Aboites y asesor del CGH en el diálogo público y le informó a la compañera Leticia Contreras que el domingo 14 de noviembre se comunicó con él un periodista para preguntarle si era cierto que la Corriente En Lucha ya había negociado sobre la huelga con el subsecretario de Salud y priísta subalterno de De la Fuente y José Narro Robles. Ante la respuesta negativa del dr. Hugo Aboites, el periodista le informó que la pregunta obedecía a que le había llegado ese mismo día un fax de la Secretaría de Gobernación, en el que se informaba de esas supuestas negociaciones. (El dr. Hugo Aboites estuvo de acuerdo en que la información del periodista fuera dada a conocer públicamente.) Al día siguiente, el lunes 15 de noviembre, aparece en los diarios *El Financiero* y *Unomásuno*, la primera noticia en que se afirma que dichas negociaciones han ocurrido ».

³⁹³ *La Jornada* (24 décembre 1999), p. 54. « Esperar para que las contradicciones o los otros potenciales aliados finalmente acepten entrar en una alianza amplia y entonces de esa manera atacar o enfrentarse con más elementos y más poder al estado autoritario. Se busca la acumulación de fuerzas –contradicción–, esa ha sido la historia y si caemos en esa lógica, estamos retrocediendo de manera preocupante ».

c'est l'avenir d'un pays que se dispute entre ceux qui veulent le mener à la pointe de baïonnettes et ceux qui le veulent libre, démocratique et juste »³⁹⁴.

Les 13, 14 et 15 janvier 2000, le conseil de grève organisa ce qu'il appela « la première journée de la convention démocratique universitaire » à l'auditorium « Emiliano Zapata » de la Faculté de comptabilité, dont les objectifs étaient de redéfinir les structures de pouvoir de l'UNAM:

« L'Université requiert immédiatement une transformation démocratique, en commençant par une redéfinition de ses formes de gouvernement, laquelle, en exercice complet de l'autonomie, ne peut se réaliser uniquement qu'au travers d'un congrès démocratique et décisionnel qui permette de transformer l'Université en profondeur »³⁹⁵.

Outre la structure de la Junte de gouvernement de l'UNAM, les thèmes abordés visaient à définir les propositions du Congrès anticipé, à discuter des réformes académiques et administratives à faire, et comportaient un volet portant sur l'université et la société. L'occasion était parfaite pour fouetter ce qui restait des troupes et rassembler « les forces réformistes »³⁹⁶. La structure horizontale envisagée alors par les étudiants, apparentée à une autogestion de l'institution éducative leur donnait un pouvoir de décision exceptionnel puisqu'elle se basait sur le pourcentage de la communauté universitaire. La proposition ne fit pas l'unanimité du côté même des étudiants, soulevant l'une des trois dissensions parmi les 72 propositions discutées lors de la convention³⁹⁷.

Face à l'impasse qui perdurait depuis les événements de l'ambassade étatsunienne, Ramón de la Fuente invita la communauté universitaire à se prononcer le 20 janvier 2000 sur de

³⁹⁴ Marcos, *La Jornada* (février 2000). Soixante-quatre étudiants furent brutalisés puis incarcérés après avoir manifesté le 5 février contre la mauvaise gestion des ressources financières de l'école. Les étudiants et les professeurs, qui avaient expulsé le directeur de l'école, exigeaient sa démission et celle du comptable de l'école. Le 19 février, excédées, des mères de famille réussirent à neutraliser les 40 policiers qui occupaient celle-ci, les obligèrent à se dévêtir et à marcher jusqu'au Zócalo d'El Mexe. On pu voir dans les journaux des photographies de ceux-ci couchés par terre, en caleçons, sous la surveillance des villageois qui avaient fait un tas avec les armes des policiers.

³⁹⁵ (JEPC CGH): 13 janvier 2000. « Memoria de la primera jornada de la convención democrática universitaria ».

³⁹⁶ Les assemblées, autrefois tenues par des milliers d'étudiants, ne réussissent à attirer que quelques dizaines d'entre eux au mois de novembre, selon le reportage de Francisco Ortiz Pardo dans le numéro spécial de *Proceso* du 1^{er} décembre 1999, p. 8.

³⁹⁷ *ibid.*

nouvelles propositions qui portaient sur les modalités de la création d'un congrès universitaire³⁹⁸ et, surtout, annulaient toutes les réformes contestées par le CGH, proposant de revenir au règlement approuvé en 1966 qui limitait le coût de l'inscription au symbolique 20 centavos. En d'autres mots, les autorités universitaires renonçaient au Règlement Général des Paiements approuvé le 15 mars 1999, aux modifications proposées le 7 juin 1999, et entérinaient la proposition des huit professeurs émérites. Elles proposaient que les règlements généraux d'inscriptions et d'examens approuvés en 1997 soient discutés lors du congrès, tout comme l'analyse et la définition de la relation entretenue entre le CENEVAL et l'UNAM, et que chacune des facultés, collèges et préparatoires soit responsable de la régularisation de la situation scolaire de leurs étudiants, sans exception (membres du CGH inclus) et que les 180 plaintes qui avaient été déposées contre des grévistes soient abandonnées. Enfin, elles s'engageaient à remanier la Commission de sécurité de l'université et à présenter un rapport complet et intégral sur les réformes à faire lors du dit congrès.

Plusieurs des grévistes accueillirent favorablement cette initiative, plate-forme jugée satisfaisante pour l'avenir de l'université et de ses étudiants. Toutefois, les plus obstinés se dirent convaincus que la consultation n'avait pour but que de légitimer l'emploi de la force une fois le plébiscite réalisé³⁹⁹. Le retour au règlement du paiement de 20 centavos était, disaient-ils, une tactique pour qu'ultérieurement les autorités puissent à nouveau lancer une offensive pour augmenter les frais, ce qui allait inévitablement provoquer un nouveau conflit. « Pour tout le monde il est clair que la grève n'est pas seulement pour la question des coûts. Depuis le début

³⁹⁸ (JEPC Juan Ramón De la Fuente): janvier 2000. « Propuesta para la reforma universitaria y la solución del conflicto ». Le Congrès Universitaire, selon le pamphlet, serait organisé par une Commission qui intégrerait 28 universitaires : douze conseillers universitaires représentant du personnel académique; douze représentants étudiants (six conseillers universitaires et six représentants du mouvement en grève); un représentant de la STUNAM, un de AAPAUNAM et deux représentants du rectorat. La dite commission organisatrice devra œuvrer à la convocation pour le Congrès dans un temps qui ne dépasse pas 45 jours ouvrables à partir de sa formation, et le CU devra l'approuver dans les cinq jours ouvrables subséquents. Est proposé aussi d'organiser des forums de discussions dans chacune des dépendances de l'UNAM afin que la communauté puisse exprimer librement ses idées et ses points de vue sur l'université, puis d'élire les représentants qui iront au Congrès: 38 % de professeurs, 38 % d'étudiants, 16 % de chercheurs, 4 % de travailleurs administratifs et 4 % par les autorités.

³⁹⁹ (JEPC CGH): 16 janvier 2000. « ... lo que en realidad ha estado haciendo es preparar el apoyo a su propuesta, misma que no soluciona el problema, para que en un plebiscito muchos universitarios voten por ella y el gobierno tenga entonces justificación para reprimir la huelga sin resolver nuestras demandas. La estrategia de este nuevo rector es de la represión justificada; su táctica es la de intentar marear a los universitarios con la idea de que su nueva propuesta ?ahora sí » ya soluciona el problema, y explotar su desesperación por la duración del conflicto para hacer que voten a su favor; esos votos serán la justificación que usará el gobierno para la represión al movimiento ».

nous avons eu des demandes minimales qui n'ont pas été remplies. Notre position est donc conséquente »⁴⁰⁰.

« Encore une fois, le seul intérêt des autorités universitaires est la levée de la grève et non la solution au conflit créé par ces mêmes autorités »⁴⁰¹, répéta le CGH qui expliqua que pour ne pas refaire cette lutte *ad nauseam*, il fallait que le ridicule 20 centavos soit rayé tout simplement des us de l'UNAM afin que disparaisse une fois pour toutes toute forme d'ambiguïté. Le Conseil dénonça également le fait que de la Fuente ne s'engageait pas, dans ses dernières propositions, à faire disparaître le corps de sécurité de l'UNAM, qu'il validait les cours donnés pendant la grève, alors que le CGH les jugeait illégaux⁴⁰², que les liens entre l'UNAM et le CENEVAL n'étaient pas définitivement brisés et, enfin, que « rien ne garantissait qu'ils (les étudiants) pourraient gagner ces points (de revendication) dans un Congrès dans lequel rien n'était défini et, en particulier, le rapport de forces entre les autorités et les étudiants »⁴⁰³. « Nous tenons 34 écoles.

⁴⁰⁰ *La Jornada* (24 juin 1999). « Para todos -dice Argel Pinedo- fue claro que la huelga no sólo era por la cuestión de las cuotas. Desde el principio fuimos con demandas mínimas que no se han cumplido. La nuestra es una posición consecuente ».

⁴⁰¹ *ibid.* « Una vez más quedó de manifiesto que su único interés es el levantamiento de la huelga, no la solución del conflicto que las autoridades mismas ocasionaron ».

⁴⁰² (W99 *Brigadistas* no 7): 22 juillet 1999. « Salida por la puerta falsa » « Barnés nos ataca con sus clases y exámenes extramuros ilegales y antipedagógicos, nos golpea y reprime con sus guaruras y porros ».

⁴⁰³ (W00 *Chimie Commission de Presse et de Propagande CGH*): 6 janvier 2000. « i) Pretenden que regresemos al ridículo reglamento de los 20 centavos de colegiatura, con una clara intención de lanzar una nueva ofensiva para aumentar las cuotas más adelante. Si lo permitiéramos, correríamos el riesgo de una nueva huelga en unos años. ii) Pretenden dejar impuestas las nocivas reformas impuestas por el Consejo Universitario en 1997 a los reglamentos de Exámenes e Inscripciones, expulsando de la universidad a miles de estudiantes de bajos recursos económicos. iii) Pretenden llevar a cabo una sátira de Congreso Universitario, en el cual tendrán asegurada una mayoría en todas las votaciones, además de que tendrían el control de toda la organización y elección de representantes de los distintos sectores. Si lo aceptáramos dejaríamos que el Gobierno Federal decida el rumbo de nuestra casa de estudios y que se concretara su atomización y privatización, es decir, su desaparición. iv) Pretenden que permanezca operando en la UNAM el aparato policiaco y de espionaje que mantiene funcionando Gobernación dentro de las instalaciones universitarias, coartando la libertad de pensamiento y manifestación de las ideas de todos los universitarios. v) Pretenden hacer válido el fraude académico de las clases y exámenes extramuros, además de no garantizar que el semestre interrumpido concluirá completamente y bajo condiciones académicas adecuadas. Si lo aceptáramos estaríamos avalando el regalo de calificaciones y todas las irregularidades académicas que presentaron estas actividades extramuros. vi) Pretenden que queden en suspenso los vínculos de la UNAM con el CENEVAL para después intentar volver a vincularse. De aceptar esto, dejaríamos la puerta abierta para que más adelante vuelva a violarse la autonomía universitaria al dejar que una empresa privada sea quien evalúe a los estudiantes universitarios. (...) » (...) nada garantiza que podrían ganarse esos puntos en un Congreso en el que no está definido nada, en particular, cuál sería la correlación de fuerzas entre las autoridades y los estudiantes. El Congreso de 1990 fue pactado antes del levantamiento de la huelga de 1987 y se estableció que sus resoluciones las asumiría el Consejo Universitario. La propuesta de entrada de los compañeros ni siquiera le da ese carácter, le dan un sentido mucho más vago que puede resultar en cualquier cosa, incluso algo totalmente desfavorable a los estudiantes y profesores. En tercer lugar, está la experiencia del Congreso de 1990 que no sirvió para nada y estuvo a punto de tomar resoluciones muy contrarias al movimiento estudiantil, como por ejemplo, la elevación de cuotas ».

Ceux qui sont en position de faiblesse ne veulent pas reconnaître qu'ils sont minoritaires »⁴⁰⁴, affirmèrent-ils, en parlant des étudiants qui voulaient lever la grève. Encore une fois l'issue du conflit apparaissait loin: d'une part, le règlement proposé par le rectorat était généreux mais contenait effectivement des points flous, d'autre part l'idéalisme de ces jeunes, qui voyaient la sauvegarde de la gratuité de l'UNAM comme un combat dont les objectifs dépassaient largement le cadre universitaire (ce qui ressemble à l'utopisme des années 1960-1970⁴⁰⁵), idéalisme qui semble de nos jours fort peu apprécié, relève peut-être plus d'une révolution que d'une négociation sur des points spécifiques.

À la guerre comme à la guerre, les grévistes décidèrent de faire leur propre scrutin les 18 et 19 janvier, invitant la population à utiliser les urnes disséminées aux quatre coins de la capitale, dans les métros, les marchés et autres endroits publics. Selon le conseil de grève, 122, 92 étudiants et 501 868 citoyens auraient donné un appui majoritaire pour la poursuite de la grève jusqu'à la résolution des six revendications⁴⁰⁶, des chiffres difficilement vérifiables.

Comme en fait foi ce tract signé par le FZLN, la REDH (Réseau pour les droits humains) et l'UAP, les rumeurs d'une répression imminente reprirent de plus belle au mois de janvier:

« Le mouvement de grève de l'UNAM a démontré l'esprit rebelle du peuple, a fait tomber le « prestige » du gouvernement et la force que la société civile organisée a pour lutter contre la politique gouvernementale. Pour cela, Zedillo, Labastida et le recteur De la Fuente veulent écraser à tout prix le mouvement (...). Le gouvernement de Zedillo a peur non seulement du triomphe du mouvement de grève, sinon aussi, et surtout, de la leçon de dignité rebelle qu'il représente, plus encore des erreurs qu'il a pu faire, parce qu'il n'a pas plié face à la menace, au mensonge ou à la répression »⁴⁰⁷.

⁴⁰⁴ Daniela Pastrana, *La Jornada* (24 juin 1999). « Hace dos semanas cayó el Reglamento General de Pagos del rector Barnés. Pero la huelga en la UNAM no se levanta y las protestas estudiantiles han derivado en ``acciones contundentes'', como bloqueos de vialidades. Los líderes identificados como ultras amenazan con actividades aún más radicales. Los ultras niegan tener armas y acusan a la rectoría y a sus adversarios dentro del movimiento de pretender lincharlos. Machacan con su verdad: « Tenemos 34 escuelas. Y quienes tienen una postura claudicante no quieren reconocer que son minorías ». « Aquí no hay corrientes hegemónicas. Aquí deciden las mayorías, y mientras (los promotores de levantar la huelga) no logren convencer con sus propuestas, en las escuelas seguirán siendo minoría », lanzan, desde su trinchera en la Facultad de Ciencias Políticas, los ultras del movimiento estudiantil que ha tenido en paro durante dos meses a la Universidad Nacional Autónoma de México ».

⁴⁰⁵ Francisco Ortiz Pardo, « El encuentro con *El Diablo* », *Proceso* (1^{er} décembre 1999), p. 44. Alberto Pacheco, dirigeant de la Jeunesse révolutionnaire du Mexique, affirma en novembre 1999 que le CGH pouvait garder l'université longtemps « et faire mal à l'État, mais là où cela fait le plus mal c'est à ceux qui ont fait le pacte avec le grand capital, qui veulent que l'université subsiste sous la forme de la reproduction du même système ».

⁴⁰⁶ *ibid.* « Para el Consejo General de Huelga su consulta fue un éxito, pues se manifestaron en favor de sus demandas 122 mil 592 universitarios y 501 mil 868 personas ajenas a la comunidad ».

⁴⁰⁷ (JEPC FZLN, REDH, UAP): janvier 2000. « ¡Alto a las agresiones del gobierno federal en la UNAM! El movimiento de Huelga en la UNAM ha demostrado el espíritu rebelde del pueblo, el desprestigio del gobierno y la

Selon l'entreprise Mitofsky, qui avait organisé le scrutin du rectorat, 180 088 personnes participèrent à la consultation du 20 janvier. À la question « Appuyez vous ou non la proposition institutionnelle? », 88,4 % individus (124 452 personnes) ont répondu par l'affirmative et au deuxième item, « La grève doit-elle se terminer avec cette initiative? », 90,8 % d'entre eux se dirent d'accord. Du côté des enseignants, pour les mêmes questions, respectivement, 89 % (19 900) et 90,1 % (20 115) ont répondu de la même façon. Enfin, 75,5 % des travailleurs et 74,9 % des administrateurs ont voté en faveur de la proposition et 6 524 bulletins de votes furent annulés⁴⁰⁸.

Le CGH ridiculisa l'organisateur du référendum, José Narro Robles, surnommé le « raton laveur priiste » (mapache priista) et l'annonce des résultats, qualifiés de non crédibles parce que les organisateurs avaient inscrit 400 000 noms sur leur liste, alors que l'ensemble de la communauté de l'UNAM représentait 321 000 personnes, dont 260 000 étudiants (inscrits en 1999)⁴⁰⁹. « Le peu de votes honnêtes qu'ils ont gagnés furent motivés par le mensonge »⁴¹⁰,

fuerza que la sociedad civil organizada tiene para luchar contra la política gubernamental. Por ello, Zedillo, Labastida y el rector de la Fuente quieren aplastar a toda costa el movimiento: la carísima campaña para desprestigiar al Consejo General de Huelga en los medios de difusión; la maniobra del plebiscito promovido por el rector, en el que sólo votó el 35 por ciento de los universitarios, y que utiliza para desorientar a la opinión pública y aislar al CGH; su incursión provocadora en las instalaciones en huelga el 25 de enero y la acción violenta de grupos antihuelguistas que pretenden retomar las instalaciones por la fuerza, son parte de la estrategia del gobierno federal para golpear al más vigoroso movimiento estudiantil de los últimos años. El gobierno de Zedillo le teme no solo al triunfo del movimiento de huelga, sino también, y sobre todo, a la lección de dignidad rebelde que éste representa, más allá de los errores que pueda tener, por que no se ha doblegado ante la amenaza, la mentira ni la represión ».

⁴⁰⁸ Karina Avilés, « No acudió al plebiscito convocado por el rector 51% de universitarios », *La Jornada* (janvier 2000). « (...) En tanto, 19 mil 609 integrantes de la UNAM (10,9 %) rechazaron la propuesta para la reforma universitaria y la solución del conflicto, y 16 mil 197 (9 %) consideraron que no debe terminar el paro con dicha iniciativa. En resumen, dijo el coordinador general del plebiscito, José Narro, 9 de cada 10 universitarios están a favor de la propuesta institucional y de la pronta solución de la huelga. Por sectores, la votación fue la siguiente: 124 mil 452 estudiantes (88,4 %) apoyaron la propuesta del rector, y 14 mil 286 (10,2 %) no la respaldaron. A su vez, 127 mil 548 alumnos (90,8 por ciento) se pronunciaron porque debe acabar la huelga, y 11 mil 68 (7,9 %) optó porque no debe concluir. En cuanto a los académicos, 19 mil 900 (89 %) respaldaron la propuesta del rector, y 2 mil 108 (9,4 por ciento) no la apoyaron. Un total de 20 mil 115 maestros (90,1 %) consideraron que sí debe finalizar el paro, y mil 843 (8,3 por ciento) dijo que no debe concluir. Respecto a los trabajadores, 12 mil 837 (75,5 %) optó por la iniciativa de rectoría, y 3 mil 215 (18,9 %) la rechazó. Además, 12 mil 720 (74,9 %) de los administrativos se pronunciaron por el fin del paro, y 3 mil 286 porque no debe terminar la huelga con la propuesta institucional. En la primera pregunta del plebiscito: ¿Apoya o no la propuesta institucional?, 3 mil 288 votos (1,8 %) se decretaron nulos. Y en la segunda: ¿Debe o no concluir la huelga con esa iniciativa?, 3 mil 236 votos se anularon. Luego de dar a conocer los resultados, los integrantes de la comisión organizadora se negaron a proporcionar los datos exactos del padrón y el costo del ejercicio. Sin embargo, en conferencia de prensa ofrecida el pasado jueves, la consultora Mitofsky informó que se tuvo un padrón de 400 mil universitarios ».

⁴⁰⁹ Le corps enseignant représentait 30 000 personnes et le personnel administratif 31 000.

⁴¹⁰ Roberto Garduño, « Solución al pliego petitorio, única forma de terminar el paro », *La Jornada* (janvier 2000). « No negamos (CGH) que algunos universitarios hayan asistido al fraude-plebiscito desesperados por el alargamiento de la huelga y bajo el engaño de que éste y la propuesta Zedillo-De la Fuente la resuelve, es decir, que

déclara le CGH à propos des étudiants « découragés par la longueur de la grève » qui avaient participé à la consultation. De plus, ajouta le conseil, en citant le rapport de la firme Mitofsky, 51% des universitaires n'étaient pas allés voter⁴¹¹ et des observateurs auraient constaté l'utilisation de moyens frauduleux de la part des autorités universitaires, (on aurait payé et transporté par autobus des personnes venues des quatre coins de la capitale afin de manipuler un vote fait « sous la menace et le chantage » (de plus les autorités auraient menacé 75% des professeurs contractuels, des chargés de cours⁴¹²), « de faire de la politique de terreur qui amène au vote de peur »⁴¹³. Finalement, les étudiants reprochèrent à Ramón de la Fuente de faire au pied et à la lettre ce qu'ils appréhendaient depuis longtemps, à savoir la mise en place de la stratégie de Zedillo-Labastida qui, pour réprimer les étudiants, avaient dorénavant les conditions préalables (mentionnées lors du compte-rendu présidentiel):

« L'expression démocratique, quantifiable et dûment accréditée », la « majorité d'universitaires » en faveur du « retour en classe », ce qu'exigeait Zedillo pour pouvoir « faire usage d'autres recours de l'État », c'est-à-dire, pour pouvoir réprimer les étudiants. Ils ont aussi l'appareil d'État qui affirment aux quatre vents que le CGH est une « minorité d'ultras »⁴¹⁴.

Le 24 janvier, le recteur invita la communauté à se rendre, le lendemain, à l'UNAM afin de briser la grève, un acte que le CGH jugea, non sans raison, irresponsable car on « ouvre ainsi la

los pocos votos honestos que pudieron lograr fueron motivados por la mentira de que su oferta resuelve nuestro pliego petitorio. Por lo anteriormente señalado, reiteramos que ni les creemos que hayan votado 170 mil universitarios como aseguran, ni aceptaremos su fraude como presión moral ».

⁴¹¹ *ibid.* « En el plebiscito convocado por el rector de la UNAM, Juan Ramón De la Fuente, 51 por ciento de los universitarios no acudió a votar, de acuerdo con el padrón dado a conocer por la empresa Mitofsky. Al reportar los resultados finales del proceso, la comisión organizadora informó que se registró una votación de 180 mil 88 universitarios, de los cuales, 160 mil 383 (89.2 por ciento) se pronunciaron porque debe concluir la huelga, mientras que 157 mil 191 (87.3 por ciento) apoyaron la iniciativa del rector ».

⁴¹² (JEPC CGH): janvier 2000. « ... un plebiscito que fue un enorme fraude. (...) Los números que dieron fueron inflados para exagerar la votación en su favor. Hubo muchas muestras de coacción y de acarreo. Se aprovecharon de la mentira difundida por los medios de comunicación... ».

⁴¹³ (W00 Chimie CGH UNAM): 24 janvier 2000. « (...) una enorme campaña publicitaria fue implementada con presupuesto universitario; chantaje, amenazas y coerción fueron los llamados a votar: la nómina fue el padrón de trabajadores y académicos (más del 75% de los profesores son contratados cada semestre a voluntad de la autoridad); ofrecieron cambio de credencial gratis en las casillas del plebiscito; quisieron cooptar el voto corporativo de los trabajadores por medio de Agustín Rodríguez (secr. del STUNAM); su padrón era de 400 mil universitarios; además de « carruseles », « operación tamal » y otras chapucerías priístas, y para finalizar, inflaron sus resultados. (...) Comentarios como « se va a cerrar la UNAM », « de tu trabajo dependen tus hijos », « el padrón es la nómina », esconden la política del terror que concluyó en un voto de miedo ».

⁴¹⁴ (W00 Chimie CGH): 21 janvier 2000. « Se ha venido cumpliendo al pie de la letra lo que tanto hemos denunciado: la estrategia de Zedillo-Labastida para reprimir a los estudiantes Ya tienen su « expresión democrática, cuantificable y debidamente acreditada » de una « mayoría de universitarios » en favor del « retorno a clases »; lo que exigía Zedillo para poder « hacer uso de otros recursos del Estado », es decir, para poder reprimir a los

porte à un affrontement entre universitaires »⁴¹⁵. De la Fuente et une petite foule d'étudiants et d'enseignants tentèrent de passer les barricades et de se rendre à l'esplanade du rectorat, sans succès, face à des étudiants sur un pied d'alerte (le CGH avait convoqué l'ensemble des grévistes à venir sur le campus). Les deux clans s'injurèrent de par et d'autre des barbelés érigés par les grévistes, une pagaille qui n'apporta que des photographies sensationnelles aux médias.

Le lendemain, 26 janvier, le même scénario se déroula aux abords de la Cité universitaire, provoquant de nombreux affrontements; Francisco Labastida déclara à la presse qu'il fallait dorénavant adopter la ligne dure⁴¹⁶. Le 31 janvier, des étudiants de diverses organisations anti-grève, le *Grupo de reflexión de estudiantes universitarios*, *El Tres de Marzo* et *Azul y Oro* se rendirent, en compagnie du professeur Othón Pérez, aux barricades érigées près du métro Copilco (qui donne accès au campus de l'UNAM), avec des pierres et des bâtons, qu'ils utilisèrent contre les sentinelles du CGH, faisant des blessés⁴¹⁷.

Le 1^{er} février, des casseurs, ou *porros*, des policiers habillés en civil et des gens de la protection de l'UNAM,⁴¹⁸ se mirent en devoir de provoquer les étudiants de la préparatoire du quartier de Coyoacán. Ces derniers, après avoir été délogés, reprirent le bâtiment, mais un fort contingent de la police fédérale y mit fin brutalement.

Plus de 600 étudiants furent arrêtés et 248 d'entre eux durent faire face à des accusations de mutinerie, de terrorisme, de coups et blessures, de vol, d'association délictueuse, de dommages à la propriété fédérale et de sabotage. Le lendemain, la Police générale de la république (PGR) remit à un juge une liste de 432 étudiants et fit une demande pour les mandats

estudiantes. También tienen a todo su aparato de Estado pregonando a los cuatro vientos que el CGH es una « minoría de ultras » ».

⁴¹⁵ (W00 Chimie CGH UNAM): 24 janvier 2000. « Juan Ramón De la Fuente se dispone a romper la huelga, mañana. En un imperdonable acto de suprema irresponsabilidad, De la Fuente convoca a la comunidad universitaria a romper la huelga estudiantil, abriendo así la puerta a un enfrentamiento, entre universitarios ».

⁴¹⁶ *La Jornada* (15 février 2000).

⁴¹⁷ *La Jornada* (1^{er} février 2000), p. 34.

⁴¹⁸ (W00 CGH): février 2000. « Porros, gente ajena pagada, policías disfrazados y gente de protección universitaria golpean y sacan a compañeros del CGH que resguardaban las instalaciones de prepa 3. Horas después el CGH retoma el control de las instalaciones. Granaderos del DF y militares de la PFP rodean y violan la autonomía al ingresar a la prepa 3. Más de 600 compañeros del CGH son privados de su libertad por más de hora y media. Son remitidos 248 compañeros al reclusorio norte bajo los ridículos cargos de motín, terrorismo, lesiones, robo, asociación delictuosa, daño en propiedad federal y sabotaje ».

d'arrestation. Certaines des accusations (mutinerie, terrorisme et sabotage), franchement aberrantes, furent d'ailleurs jugées ridicules et plusieurs Mexicains protestèrent publiquement:

«(il est) inconcevable qu'après les monstruosité juridiques de 1959 (contre les cheminots) et de 1968 (contre les étudiants), que la PGR déploie (une répression digne de) « sa dévotion à la Loi ». Cela ne fait simplement que reculer et risque se répéter comme une parodie ce qui fut tragique en ces temps-là. La société actuelle n'est pas celle de 1959 et de 1968, et « tout le poids de la Loi » ne peut se fonder sur des présomptions non juridiques »⁴¹⁹.

« La vie de l'université et la vie du pays sont pratiquement synonymes. Si les espoirs se perdent à l'UNAM, les espoirs dans le Mexique se perdront »⁴²⁰, faisait remarquer pour sa part Carlos Fuentes, écrivain de renommée internationale. L'événement mobilisa les étudiants réconciliés (les modérés mirent de côté leurs différends) et leurs sympathisants, mais aussi nombre de Mexicains outrés. Les brigades politiques se multiplièrent, de même que les meetings, notamment dans les locaux de la section 9 de la CNTE. Des milliers d'étudiants, de membres de différents syndicats, du FPFV (lequel a un pouvoir de rassemblement peu ordinaire), du FZLN et de nombreuses autres organisations civiles, descendirent dans la rue en exigeant la libération des étudiants et des professeurs incarcérés (Guadalupe Carrasco, Alfredo Velarde, Alberto Pacheco, Argel Pinada, Rodolfo Hernández et plusieurs autres). De leur côté, des universitaires dénoncèrent le rôle joué par Brigido Navarrete (directeur général de la Commission de protection de l'UNAM depuis plus de trente ans), « à la tête de groupes violents professionnels, agissant comme l'appareil de sécurité du recteur du moment »⁴²¹. Le 27 janvier, la STUNAM avait dénoncé l'existence du groupe Cobra⁴²², celui-là même qui serait responsable des violences commises quelques jours plus tard à Coyoacán. Ce groupe, dont le nom circulait depuis quelques

⁴¹⁹ Carlos Monsiváis, « La ilegalidad de la ley », *La Jornada* (4 février 200), p. 9. « ... creo que seguir la huelga va en contra del generoso propósito inicial de defender la enseñanza gratuita y de oponerse a un proyecto más específico que la privatización de la UNAM; la cerrazón definitiva de oportunidad para los estudiantes de escasos recursos. Basta ver el júbilo de la ultraderecha abogadil y empresarial para advertir el morbo de los expropiadores de la nación. (...) Es inconcebible que luego de las monstruosidades jurídicas de 1959 (contre los ferrocarrileros) y de 1968 (contra los estudiantes), la PGR desemprove ¿? más represivo que alardea de su « apego a la Ley ». Es simplemente atraso y ganas de repetir como parodia lo que fue trágico en su momento. Ni la sociedad actual es la de 1959 y 1968, ni « todo el peso de la Ley » puede fundarse en presunciones antijurídicas ».

⁴²⁰ *La Jornada* (4 février 2000), p. 13. « La vida de la universidad y la vida del país son prácticamente sinónimos. Si pierdo esperanzas en la UNAM pierdo esperanzas en México ».

⁴²¹ *La Jornada* (4 février 2000), p. 7.

⁴²² *La Jornada* (5 février 2000), p. 8. Ce groupe de choc serait, selon le journaliste Angel Pedrero, divisé en deux groupes, « Sigma » et « Delta », d'une soixantaine de personnes chacun. Parmi ces individus, certains sont bien connus des étudiants, comme le « tabasqueño » Miguel Guevara Vázquez ou encore Raúl Niño, Javier Morales et Esteban Reyes.

temps et que des ex-leaders de 1968 comparèrent au *Batallón Olimpia* et aux *Halcones* (1971)⁴²³, s'avéra être effectivement un groupe de choc de Navarrete.

Selon le CGH, la commission du recteur leur proposa de faire relâcher les grévistes qui avaient été arrêtés en échange de la fin de l'occupation de la Cité universitaire⁴²⁴ et de se rencontrer à nouveau le 7 février, rencontre qui n'aura pas lieu puisque le 6 février des agents de la Police fédérale préventive investirent le campus et procédèrent à l'arrestation de 745 étudiants, parents et professeurs, concentrés pour la plupart à l'auditorium de la Faculté de philosophie et lettres.

Dans un contexte où l'opinion internationale était sympathique au zapatisme, où la réputation du Mexique à propos du respect des droits humains n'était pas reluisante, où ce même pays s'appêtait à aller à des élections fédérales qui seraient scrutées à la loupe, l'opération devait se dérouler de façon exemplaire. Elle fut menée par des agents non armés. De leur côté, l'ensemble des membres du CGH n'offrit pas de résistance.

Plusieurs dénoncèrent la « violation de l'autonomie universitaire » et de nombreux étudiants reconsidérèrent leur point de vue, se ralliant à l'argument des « radicaux », à savoir qu'effectivement le plébiscite avait été organisé pour légitimer une intervention policière (autrement dit, remplir la condition de Zedillo, à savoir que la communauté demandait cette intervention), interprétation que nombre de sympathisants entérinèrent⁴²⁵. L'intervention du 6 février 2000 avait peu de choses en commun avec l'occupation militaire de l'UNAM en 1968, mais cela n'empêcha pas de nombreuses personnalités de les comparer et de se joindre aux 100 000 personnes qui défilèrent dans les rues de Mexico pour dénoncer l'occupation de l'UNAM et exiger la libération des « prisonniers politiques universitaires ». Des ex-leaders de 1968 décrièrent le fait que, malgré le fait que le pays ait changé « grâce aux luttes populaires », il

⁴²³ *La Jornada* (3 février 2000), p. 8. Raúl Alvarez Garín, Raúl Jardón, César Tirado, Félix Hernandez Gamundi et plusieurs autres ont signé une lettre dans laquelle ils enjoignaient les autorités et les étudiants à se parler.

⁴²⁴ « El rector intenta comprar a la comisión del CGH en una reunión privada. El CGH no acepta intercambiar la libertad de compañeros por la « devolución » de las instalaciones ».

⁴²⁵ Carlos Monsiváis et Elena Poniatowska font partie de ceux-ci. Leur appui au mouvement s'était amenuisé au fur et à mesure que le CGH se radicalisait, mais ils se sont déclarés choqués par l'opération policière, par les charges portées contre des centaines d'étudiants et professeurs et par l'existence d'une liste de centaines d'autres à appréhender.

existait encore des Mexicains qui aimeraient retourner en arrière. « Ceux parmi nous qui avons participé au mouvement étudiant de 1968, jamais n'avons-nous imaginé que presque 32 ans plus tard nous aurions à répéter aujourd'hui, avec indignation et douleur, les mêmes demandes »⁴²⁶, souligna l'un d'eux, se référant à l'existence de « prisonniers politiques ». Non sans cynisme, Paco Taibo II proposa de son côté au gouvernement de retirer ses troupes du Chiapas afin d'investir dans l'éducation les dépenses entraînées par l'occupation⁴²⁷.

« L'occupation » de l'université dura trois jours, temps mis à profit par des agents de la PFP pour évaluer les dégâts, repeindre les murs ornés de graffitis, nettoyer les planchers, les chaises et les bureaux éclaboussés de peinture, etc. Les parents des étudiants emprisonnés organisèrent une vigile sur l'esplanade du rectorat et devant la prison Norte, demandant aux autorités universitaires d'abandonner les poursuites, comme le recteur l'avait promis. Durant la grève, 1 069 universitaires furent impliqués dans des causes judiciaires, incluant 73 des 98 étudiants arrêtés lors de la manifestation devant l'ambassade américaine en décembre 1999 (les 25 autres étant mineurs) et les 745 individus arrêtés le 6 février 2000⁴²⁸. La plupart furent relâchés sous caution dans les semaines qui suivirent; ceux qui restèrent, une poignée, demeurèrent derrière les barreaux plus de quatre mois, notamment les enseignants Guadalupe Carrasco, Salvador Ferrer, Mario Benítez et Alejandro Echavarría, et les étudiants Leticia Contreras, Jorge Martínez, Víctor Alejo et Alberto Pacheco, tous inculpés de dépossession (en référence à l'occupation des espaces universitaires) et de mutinerie et, pour trois d'entre eux, de représenter un danger pour la société, d'où le refus du Ministère public de leur accorder leur liberté sous caution (il semble que les

⁴²⁶ « Activistas del 68 exigen liberar a estudiantes », *La Jornada* (7 février 2000), p. 2. « Hace 32 años el gobierno quiso desprestigiar a los estudiantes, mostrando a la prensa « 6 toallas absorbentes, 6 preservativos, 39 fotografías pornográficas » y supuestas bombas Molotov, que resultaron ser botellas de combustible para los Fogatas. Hoy muestran unas cuentas matas de marihuana y, otra vez, supuestas bombas Molotov para, nuevamente, desprestigiar a los estudiantes. Por lo visto, y a pesar de que el país ha cambiado gracias a las luchas populares, hay quienes volver al pasado. (...) Quienes participamos en el movimiento estudiantil de 1968 nunca nos imaginamos que casi 32 años después íbamos a tener que repetir hoy, con indignación y dolor, las mismas demandas ».

⁴²⁷ Paco Ignacio Taibo II, « Sin la raza, ¿cómo va a hablar el espíritu? », *La Jornada* (27 février 1999). « Marché hace un par de días con los estudiantes universitarios en la necia defensa del espíritu de la Constitución. No sólo estoy en contra del aumento de cuotas, estoy a favor de la abolición de las cuotas, la venta de libros de texto a precio de costo a través de las redes universitarias de librerías, la reinstauración de los comedores universitarios y la existencia de un bono estudiantil de transporte. Por tanto exijo que los federales dejen de gastar en mantener un Ejército tecnificado de 60 mil hombres en Chiapas en guerra contra las comunidades indígenas y recanalicen el gasto público destinando a la educación lo que debería tener ».

⁴²⁸ *La Jornada* (8 février 2000), p. 3.

autorités universitaires, même si elles s'en défendirent, avaient fait pression pour que ces personnes soient libérées le plus tard possible⁴²⁹).

Ces charges, jugées grotesques et abusives, furent décriées par la communauté intellectuelle. Octavio Paz, mort en 1998, se retourna peut-être dans sa tombe lorsque le sociologue bien connu, Pablo González Casanova, ex-recteur de l'UNAM (1970-1972) et directeur de l'Institut de recherches des sciences humaines et sociales de l'UNAM, démissionna de son poste le 10 février 2000 en signe de protestation contre les interventions policières du 1^{er} février à Coyoacán et du 6 février à l'UNAM. Carlos Monsiváis et Elena Poniatowska comparèrent la réalité contemporaine avec celle de 1968, s'interrogeant sur la différence entre la présomption que des individus puissent représenter un danger pour la société et le fameux délit de dissolution sociale de l'article 145: « C'est la même (différence) qui existe entre un autoritarisme à l'ancienne et un autoritarisme qui prend si peu la loi au sérieux et qui, de plus, ne désire pas savoir en quoi elle consiste », notèrent-ils⁴³⁰.

Le CGH poursuivit ses activités, encouragé par la réaction de l'opinion publique, généralement hostile à l'intervention du 6 février. De simples citoyens, des intellectuels, des journalistes, des syndicats, des organisations politiques, des professeurs et de multiples organisations civiles⁴³¹ firent parvenir des lettres aux journaux ou achetèrent des espaces, exigeant la libération des étudiants et des enseignants, et protestèrent contre l'ordre d'appréhension de 432 universitaires, scandalisés par les charges pour le moins étonnantes qui pesaient sur plusieurs d'entre eux. Ces dénonciations s'accompagnaient souvent de critiques des politiques de l'État, comme ce « Non à la privatisation du Mexique! » du Syndicat Unique des Travailleurs de l'Industrie Nucléaire⁴³² ou cette charge du PRD:

⁴²⁹ *La Jornada* (26 mai 2000). « (...) el Ministerio Público se ha opuesto a la libertad bajo caución en algunos casos, ¿por qué considerarlos un riesgo para la institución de la que son estudiantes?, Everardo Moreno respondió: « Nosotros no los consideramos así motu proprio, fueron autoridades universitarias las que nos expresaron su temor de que en caso de obtener su libertad, pondrían en riesgo los intereses de la institución educativa ».

⁴³⁰ *La Jornada* (8 février 2000), p. 1-2. « ¿Que distancia hay entre la disolución y la peligrosa? La misma que hay entre un autoritarismo a la antigua y un autoritarismo que tan poco toma en serio la ley pero que, aparte de todo, ni siquiera sabe en qué consiste ».

⁴³¹ Entre autres, El Barzón, les arrondissements de San Miguel Ajusco, l'UPREZ, le FZLN, les étudiants d'El Mexe, la STUNAM, Convergence socialiste, le FPFV, la CNTE, le SNTE et les Téléphonistes pour la démocratie.

⁴³² *La Jornada* (8 février 2000), p. 13.

« (...) La PFP a été créée pour lutter contre le crime organisé; si elle faisait son travail, plusieurs ex-gouvernements seraient en prison. Aujourd'hui des centaines d'agents fédéraux parcourent la ville de Mexico cherchant à appliquer les ordres d'appréhension contre les grévistes universitaires et mille de plus occupe les installations de l'UNAM, pendant que l'industrie de l'enlèvement et du trafic de narcotiques regorge de santé »⁴³³.

Monsiváis, alors collaborateur régulier pour *La Jornada*, écrivait pour sa part que

« les obstinés grévistes ont gagné plus que la « simple » résolution de leurs revendications, leur rhétorique sur l'absolue nécessité de l'éducation gratuite pour les classes démunies et les classes moyennes dans le contexte socio-économique du pays ayant été largement diffusée, redonnant à l'institution ses lettres de noblesse en tant que conquête sociale « intouchable »⁴³⁴.

Le CGH eut un second souffle, profitant de la sympathie générale qui suivit l'intervention, mais l'intérêt se dilua assez rapidement lorsque la plupart des ex-grévistes furent libérés. Lorsque, le 18 mai, le conseil demanda aux étudiants de débrayer, seulement 12 écoles et facultés répondirent à l'appel, soit moins du tiers des effectifs. Le CGH continua de faire circuler sa propagande via le web jusqu'en octobre 2000, puis à maintenir quelques sites jusqu'en 2002. Le Congrès, annoncé pour janvier 2001, fut annulé (aura-t-il jamais lieu?). À la fin de l'année 2000, au fur et à mesure que les préoccupations changeaient de priorité, que les études et l'enseignement accaparaient à nouveau les universitaires, le CGH ne représenta plus qu'une centaine d'étudiants et d'enseignants.

Le 6 février 2001, le CGH demanda à la communauté étudiante de commémorer la « prise » de l'UNAM en boycottant les cours et en participant à une marche devant aboutir à la place de la Constitution. Les étudiants de dix écoles manifestèrent sur les grandes artères Reforma et Insurgentes et bloquèrent toute la journée le rectorat, quatre autres ne débrayèrent que quelques heures. Les autres écoles (22), instituts (29) et centres (17) ne répondirent pas à l'appel⁴³⁵. Ce même jour, au petit matin, un curieux événement eut lieu à la Faculté des sciences politiques et

⁴³³ *ibid.*, p. 10.

⁴³⁴ Carlos Monsiváis, « Los determinismos y la huelga », *Proceso* (22 août 1999). « (...) este ha sido el aporte más significativo, fortalece la causa de la educación gratuita que un sector importante siente en peligro, y propicia, con los agravios causados por el paro interminable, la emergencia de la comunidad universitaria en un sentido real, no declarativo y por primera vez desde 1968. Gracias a la huelga, le ha quedado claro a la sociedad la importancia extrema de la UNAM que en tanto tradición de la enseñanza y gran conquista social, en tanto realce de las necesidades educativas sobre los privilegios de la élite, pertenece al patrimonio real y utópico de las clases populares y las clases medias. Utópico en el sentido de la multiplicación de las ventajas formativas y también en el de sueño laboral ».

sociales, où 32 enseignants, fonctionnaires et membres du personnel de cette Faculté furent pris en otage pendant trois heures et demie par une centaine de membres du CGH, dont Alejandro Echevarría et Jorge Martínez Valero⁴³⁶. Le CGH, qui se plaignit de ce que les journaux en fasse la manchette au lieu de mentionner la participation de milliers d'étudiants à la grève (peu en fait), désapprouva le geste qui était, admit-il, une grossière erreur. Cet incident, condamné par l'ensemble de la population, va permettre au rectorat, via le Tribunal universitaire, d'expulser de façon définitive Echevarría, Martínez Valero et quelques autres étudiants de l'UNAM⁴³⁷.

4. Les appuis

La protestation étudiante a reçu l'appui de la gauche mexicaine, qui refuse en bloc les transformations trop « libérales » qui affecteraient les universités publiques. Certains se sont désolidarisés lorsque le mouvement a pris une tangente incertaine parce que les étudiants en grève étaient divisés entre eux. Ainsi, le CGH a pu compter sur l'appui de Marcos jusqu'à ce qu'il devint, pour reprendre l'expression du guérillero, « fermé sur lui même »⁴³⁸. Quant aux enseignants, leur appui mitigé ne s'explique pas uniquement parce qu'ils étaient tous en faveur du RGP. D'un côté le tissu du corps enseignant était beaucoup plus lâche qu'en 1968, les professeurs étant plus dispersés et beaucoup plus nombreux. Autre facteur à prendre en considération: la situation professionnelle précaire pour nombre d'entre eux (chargés de cours avec contrats d'un

⁴³⁵ *La Jornada* (7 février 2001).

⁴³⁶ Dans la nuit du 6 février 2000, ces personnes s'étaient enfermées dans un bâtiment de la Faculté des sciences politiques et sociales pour empêcher, affirmèrent-ils, qu'une grève ne commence (plus vraisemblablement, pour provoquer les étudiants de cette faculté réputée pour son militantisme). Une centaine d'étudiants toujours affiliés CGH, dont Alejandro Echevarría, les découvrirent à une heure du matin. Malgré le fait qu'ils étaient convaincus que cette réunion insolite (au beau milieu de la nuit) avait pour but de les provoquer, l'enseignant et les étudiants tombèrent tout droit dans le panneau en agissant déplorablement (ils forcèrent les hommes à se déshabiller, pour ne garder que leurs sous-vêtements, et à rester un long moment à genoux afin qu'ils ressentent, dirent les étudiants, l'humiliation qu'ils avaient vécue lors de leur arrestation le 6 février 2000). Des photographies parurent dans les journaux du lendemain, provoquant un tollé d'indignation. Le CGH admit que ces membres avaient fait une erreur et ne revendiqua pas l'action. Il accusa toutefois les enseignants d'avoir agi pour le compte du directeur de la Faculté des sciences politiques et sociales, Fernando Pérez Correa.

⁴³⁷ Une journaliste de *La Jornada* écrivit le 24 juin 1999 qu'Alejandro Echevarría et Argel Pinedo travaillaient pour le CISEN: « Otras versiones -alentadas en ocasiones por autoridades universitarias- señalan que los ultras o radicales guardan un arsenal en la facultad, y que dos de ellos, Alejandro Echevarría El Mosh y Argel Pinedo, trabajan para el CISEN ». *Reforma* reprit ces allégations le 13 novembre 1999. Si cela est vrai, cela expliquerait le comportement provocateur d'Echevarría, constamment mentionné dans les journaux comme s'il représentait le CGH malgré le fait qu'on le cataloguait comme un « méga ultra ».

an). Les classes extra-muros ont donc constitué une pression très forte pour les chargés de cours dont certains se sont plaints d'avoir subi une « campagne d'intimidation, de provocation » qui leur aurait fait craindre de « possibles représailles orchestrées par la bureaucratie universitaire contre le personnel académique»⁴³⁹.

Quelques-uns ont refusé d'enseigner ces cours et ont exhorté la communauté étudiante et académique à les boycotter⁴⁴⁰ et certains ont fait preuve de beaucoup de méfiance face à leurs collègues ; les enseignants de l'École nationale d'études professionnelles d'Aragon ont exigé la création de commissions pour « observer » l'Assemblée universitaire académique (AUA), les Conseillers universitaires et la Fédération des professeurs et des chercheurs. Travaillant dans une école située dans un quartier défavorisé de la capitale, ces derniers étaient particulièrement sensibles sur la question et se disaient « très favorables » à la grève, affirmant que toutes celles qui avaient eu lieu jusqu'alors avaient joué « un rôle décisif dans la vie universitaire », puisqu'elles avaient à maintes reprises réussi à faire reculer les autorités et même à faire tomber des têtes⁴⁴¹. Les enseignants du Collège des enseignants (de la Faculté de droit) et du CCH de Naucalpan ont également donné leur appui au mouvement, se rangeant aux arguments du CGH lorsqu'il refusa la proposition du 7 juin 1999⁴⁴². Enfin, on se souvient des cinq enseignants de la

⁴³⁸ Carlos Monsiváis, *La Jornada* (7 février 2001). « El CGH se quedó sin interlocutor. Se encierra en sí mismo más y más. Si hubiéramos hecho eso, ni el movimiento indígena ni las comunidades zapatistas tendríamos nada que decir, nada que darle a nadie, nada que recibir ».

⁴³⁹ (JEPC AUA): mai 1999. « Exhortamos a la comunidad estudiantil y académica de la UNAM a no presentarse en ninguna de las « sedes » de las actividades extramuros. Denunciemos con toda energía los fines perversos de la burocracia, cuyo único propósito es enfrentar a la comunidad universitaria para seguir detentando un gobierno que no le corresponde ».

⁴⁴⁰ En mai 1999, l'AUA accusa leur syndicat d'être pro-patronal, quant au Collège des Professeurs, il avait dénoncé « les buts pervers de la bureaucratie (qui) suit aveuglément un gouvernement qui ne représente personne ».

⁴⁴¹ (JEPC Professeurs d'Économie de l'ENEP Aragon): 19 mai 1999. « En la vida de la Universidad las huelgas han jugado un papel decisivo. La autonomía de que hoy goza se consumó el 10 de julio de 1929 luego de 68 días de una huelga ilegal –como la actual; el Lic. Gómez Morín renunció por una huelga e introdujo el pago de cuotas ante la renuncia gubernamental a financiar la Universidad; el rector Zubirán renunció por una huelga, luego de haber querido incrementar las cuotas; el doctor Chávez fue obligado a renunciar por una huelga; la huelga de 1968 abrió una época nueva en la vida política de México' el Congreso Universitario de 1990 fue el resultado de la huelga de 1987 ».

⁴⁴² (W99 Professeurs du CCH Naucalpan): 11 juillet 1999. « A los profesores y alumnos del CCH Naucalpan, a la comunidad en general. (...) la última propuesta del Reglamento General de Pagos aprobada por el Consejo Universitario el 7 de Junio de 1999 (cuotas semestrales voluntarias, paro pagos por servicios, trámites, exámenes, etc. según lo determinen el Patronato Universitario, los directores y los consejos técnicos) no resuelve las demandas del C.G.H. a este respecto; provocando la prolongación de la huelga y la polarización de posiciones. (...) sostenemos que es obligación de las autoridades de la U.N.A.M., dialogar con el C.G.H. para la solución de la huelga en nuestra máxima casa de estudios, ya que sólo en esta medida se podrán atender de manera equitativa, justa y legal todas las

Faculté des sciences membres du Comité en lutte vers le socialisme et quelques autres, fort actifs au sein du CGH, Alejandro Echevarría (Faculté des sciences politiques et sociales) ou Mario Benítez (Faculté d'Économie). L'AUA, qui chapeautait le CEL est sans doute la plus importante des organisations regroupant des professeurs, des chercheurs et leurs assistants.

L'AUA dénonça également les provocations, dont les actes du fameux groupe Cobra, et accusa les corps policiers de se livrer à des attaques sauvages et de former une alliance avec le pouvoir fédéral, priiste et municipal (pérrédiste)⁴⁴³.

Des organisations étudiantes des universités de la région métropolitaine, l'UAM, l'IPN et l'Université Zacateca ont également appuyé activement la protestation, ainsi que celles de certains états du pays. Pendant le conflit, des travailleurs œuvrant au sein d'organismes gouvernementaux qui ont vu des milliers de leurs collègues perdre leur emploi, ont profité de l'occasion pour exprimer leur ressentiment face aux politiques de privatisation du PRI. Le discours tenu par la Section XVII du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE) de l'État du Michoacán, est éloquent. Dans un tract du mois de mai 1999, la section convoqua les travailleurs du pays et les secteurs populaires « touchés par la politique néolibérale du régime zédilliste, à commencer la résistance » et à faire une grève nationale. On y accusait le gouvernement d'être celui de l'« oligarchie financière » qui bientôt s'approprierait les « quelques biens nationaux qui restaient depuis 17 ans de dépossession (Industrie de l'électricité⁴⁴⁴, PEMEX, les télécommunications, l'ejido, etc.) »⁴⁴⁵, sans parler des coupures de budgets dans l'éducation et dans le secteur de la santé.

actividades académicas y trámites escolares. Recuperemos la esencia de nuestra universidad utilizando la razón y el diálogo, así como el respeto que todos los universitarios nos merecemos ».

⁴⁴³ *ibid.* « El martes 3 de agosto varios estudiantes de las preparatorias 2,5 y 6 fueron agredidos brutalmente por grupos porriles auspiciados por las autoridades como el grupo Cobra; siendo evidente que estos grupos esperaban a los estudiantes tendiéndoles trampas. El miércoles 4 de agosto nuevamente fueron golpeados de forma salvaje estudiantes de diferentes escuelas en la sede alterna situada en el CONALEP de Álvaro Obregón II y varios estudiantes fueron detenidos injustificadamente por cuerpos de seguridad pública, lo que a su vez comprueba la alianza entre autoridades (priistas) y PRD para doblegar al movimiento estudiantil ».

⁴⁴⁴ Le projet d'amender les articles 27 et 28 de la Constitution afin de privatiser l'électricité est alors dans les airs. Une fois la transition de la passation des pouvoirs complétée, en janvier 2001, Vicente Fox annonça néanmoins qu'il n'était pas question d'entreprendre cette privatisation.

⁴⁴⁵ (JEPC Section XVII du SNTE, Michoacán): mai 1999. « Los trabajadores de la educación de la Sección XVII del SNTE, convocamos a todos los trabajadores del país y a los sectores populares golpeados por la política neoliberal del régimen Zedillista, a potenciar la resistencia y a desarrollar en este año 1999 una gran jornada de movilización popular por la patria. En el presente año la oligarquía financiera y su gobierno se aferran en coronar su proyecto de

Tout comme la STUNAM qui exploita la grève étudiante à la veille de renouveler le contrat collectif de ses membres afin d'ajouter de la pression sur les autorités universitaires (de leur côté, les étudiants l'appuyaient, puisque nombre d'entre eux, en tant que techniciens, administrateurs, chercheurs, universitaires, avocats, secrétaires, etc., étaient concernés par la question), les syndiqués de la SNTE demanda une augmentation de... 100 % des salaires et exigèrent l'annulation pure et simple des privatisations effectuées ultérieurement, appelant les Mexicains « dont les voix se sont élevées aux quatre coins du pays » à la résistance, à la défense de la patrie et à la reconstruction du pays. L'Assemblée démocratique de base des Sections 10 et 11 de la CNTE profita de l'occasion pour, à son tour, dénoncer les politiques gouvernementales de privatisations « au profit de quelques-uns » (créée dans les années 1980 afin d'être plus indépendante que le SNTE face au gouvernement, afin de faire l'unité des travailleurs et des secteurs populaires pour « arrêter l'offensive du régime et reconstruire la nation »⁴⁴⁶). La STUNAM accepta néanmoins la proposition du 7 juin 1999 de rendre les droits de scolarité volontaires et proposa alors la levée de la grève.

Il y eut également quelques signes de dissension au rectorat. Des administrateurs et des universitaires affirmèrent que du personnel administratif étranger à l'UNAM avaient été embauchés pour l'organisation des cours extra-muros, violant la convention collective. Ces membres créèrent une assemblée en appui à la grève et établirent une longue liste de requêtes concernant la qualité du matériel universitaire: l'informatisation des bibliothèques, la restructuration de leurs tâches, la séparation de la recherche de tout ce qui est académique, etc. Pour ces derniers, la grève avait pour objectif la non-application du nouveau règlement sur les droits de scolarité, mais aussi de « conserver l'UNAM pour le peuple, conserver nos conditions

nación, apropiándose de los pocos bienes nacionales que nos han dejado después de 17 años de despojo (Industria eléctrica, PEMEX, telecomunicaciones, el ejido, etc.) ».

⁴⁴⁶ (JEPC CNTE): mai 1999. « Los trabajadores de la educación aglutinados en la CNTE convocamos a detener la embestida del régimen y a reconstruir la nación, con la convergencia de todos los trabajadores y sectores populares. Nuestra patria, desde hace 17 años se subasta en pedazos; los derechos de los trabajadores, se entierran paso a paso, para garantizar la concentración de la riqueza en unos cuantos multimillonarios a costa de la miseria de más de 60 millones de mexicanos. La nación se devasta, se legitima el robo de los bienes y riquezas nacionales, se ha legalizado el anatocismo y el FOBAPROA, castigando con esto último drásticamente el presupuesto para educación y salud pública. Consumaron la modificación al Artículo 27 para privatizar el ejido y esperan el momento de la Reforma al Artículo 123 y a la Ley Federal del Trabajo para cancelar los derechos laborales de los trabajadores, anular los sindicatos y dejar indefensos a los trabajadores mexicanos. También la Seguridad Social se está privatizando. Este año, el mal gobierno quiere modificar los artículos 27 y 28 constitucionales para privatizar la Industria Eléctrica... Con el Plan Barnés se busca privatizar la UNAM como parte de la ofensiva contra la Educación Pública ».

de travail, conserver notre source de travail, participer à la construction de nouvelles formes de gouvernement, représentatives et démocratiques »⁴⁴⁷.

Tout comme en 1968, des parents s'organisèrent en formant une coalition et ce dès le 18 avril 1999, alors que fut créée l'Assemblée des parents des étudiants de l'UNAM. Plusieurs d'entre eux avaient connu de près ou de loin le mouvement de 68 et se sentaient concernés par la réforme, au point où ils allèrent jusqu'à se doter d'un Bulletin d'Information appelé *¡No Están Solos!*, imprimé mais aussi diffusé sur le web. Dans une lettre ouverte au recteur, datée du 6 mai 1999, ils critiquèrent vertement ce qu'ils considéraient comme l'autoritarisme de celui-ci et reprirent les accusations estudiantines sur toute la ligne, à savoir que Francisco Barnés agissait de concert avec le fédéral, le FMI et la BM afin de procéder à la privatisation de l'université nationale, processus qui aurait été entrepris dès 1992⁴⁴⁸. Ils se sont également plaints de la campagne de dénigrement, « manipulation du pouvoir », afin de diviser les étudiants et de faire croire que le mouvement n'était le fait que d'une minorité : « Il ne peut y avoir pour nous dans ce mouvement des « ultras » ou des « modérés »; pour nous il n'existe pas des « héros » ou des « vendus »⁴⁴⁹. Chacune des réformes, écrivirent-ils « viole l'article 3 de la Constitution et l'article 6 de la Loi générale de l'éducation, qui garantissent la gratuité de l'éducation donnée par l'État,

⁴⁴⁷ (JEPC Assemblée universitaire de travailleurs en appui avec la grève): 10 août 1999. « Es claro que la huelga que mantiene el CGH no es únicamente por las cuotas, es por la transformación que se planea llevar a cabo y dismantlar la UNAM, suprimiendo el carácter de nacional y convertirla en Universidad del Distrito Federal, por lo tanto, la propuesta del Comité Ejecutivo del STUNAM, planteada en su desplegado del 21 de junio para levantar la huelga, es totalmente improcedente. Nuestro planteamiento es participar con el movimiento estudiantil, con propuestas que impliquen: conservar la UNAM para el pueblo, conservar nuestras condiciones de trabajo, conservar nuestra fuente de trabajo, participar en la construcción de nuevas formas de gobierno, representativas y democráticas. Fortalecer el movimiento estudiantil, con nuestras propias demandas, hacer ahora lo que no hemos hecho desde 1995, que el comité Ejecutivo conoce estos planes y la administración universitaria avanza poniéndolo en marcha, desapareciendo dependencias (por ahora). El mismo rector Barnés de Castro en el Plan de Desarrollo 1997-2000, sostiene que es un plan a realizar a corto, mediano y largo plazo ».

⁴⁴⁸ (W99 Assemblée Générale des parents de l'UNAM): 6 mai 1999. « Carta abierta al rector Dr. Francisco Barnés de Castro. « (...) Al respecto, deseamos comunicar a usted lo siguiente: Sólo alcanza a entenderse la magnitud de la forma antidemocrática en que fue aprobado el Reglamento General de Pagos por el Consejo Universitario, si ubicamos esa medida como piedra angular de la privatización de la educación en México y parte de los acuerdos a los que ha llegado el gobierno de la República con organismos internacionales como el Banco Mundial y la Organización para la Cooperación y el Desarrollo Económico, entre otros ».

⁴⁴⁹ (W99 Assemblée des parents de l'UNAM): 8 décembre 1999. « Ni rumores ni calumnias (...). Para nosotros no puede haber en este movimiento « ultras » o « moderados »; para nosotros no existen los « héroes » o los « vendehuelgas ». Nosotros lo que vemos en esta histórica lucha son estudiantes con dignidad, que no están dispuestos a dejarse manipular por el poder y que están decididos a llevar hasta sus últimas consecuencias esta noble actitud en favor de la educación de los mexicanos, a pesar de todas las trampas que quiera o pueda poner el enemigo. Y esto es lo que realmente cuenta ».

l'article 1 de la Loi organique de l'UNAM, qui énonce que l'institution est une corporation publique, un organisme décentralisé de l'État »⁴⁵⁰.

L'association des parents éreinta le PRI et ses politiques (armée au Chiapas, nationalisations, disparition de politiques sociales, FOBAPROA), s'appuyant sur des arguments de nature économique, des statistiques démontrant la dégradation générale du niveau de vie depuis plusieurs années, se questionnant sur la Fondation UNAM, dont le représentant Oscar Espinosa Villarreal était impliqué dans de multiples fraudes, notamment avec le Département du District fédéral, la *Nacional Financiera*, le Groupe Havre ou Cabal Peniche⁴⁵¹.

L'Assemblée des parents a aussi envoyé, le 24 novembre 1999, une lettre à Mary Robinson, responsable des Droits de l'Homme aux Nations Unies, afin d'attirer son attention sur le problème de l'UNAM. Les rédacteurs de la lettre dénonçaient les politiques gouvernementales inspirées du néolibéralisme qui mettaient en péril « l'avenir des jeunes universitaires »⁴⁵². Enfin, mentionnons que tous leurs tracts se terminaient par le slogan « Les étudiants ne sont pas seuls! », auquel d'autres venaient parfois se greffer, tels que « Ou nous défendons tout ce qui est à tous, ou nous enlevons tout à tous », « Assez d'hostilités et de provocations extra-muros! »,

⁴⁵⁰ *ibid.* « Todas esas formas, incluyendo los programas de « excelencia » académica de los que se sienten tan orgullosas las autoridades universitarias, en los hechos sólo favorecen a los estudiantes de mayor capacidad económica, además de que violan flagrantemente varios preceptos constitucionales y leyes establecidas, como las siguientes: 1. El Artículo 5º del Párrafo Quinto de la Constitución de la República, que a la letra dice: El estado no puede permitir que se lleve a efecto ningún contrato, pacto o convenio que tenga por objeto el menoscabo, la pérdida o el irrevocable sacrificio de la libertad de la persona, por cualquier causa.. 2. El artículo 5º, párrafo primero de la constitución de la república, que a la letra dice: a ninguna persona podrá impedirse que se dedique a la profesión, industria, comercio o trabajo que le acomode, siendo lícitos (...). 3. El artículo 3º, inciso b, del apartado i de la misma, que a la letra establece: la educación será nacional y se impartirá « sin hostilidades ni exclusivismos ».

⁴⁵¹ Après avoir fuit le pays, l'homme a été déporté pour être remis aux autorités mexicaines.

⁴⁵² (W99 Assemblée des parents de l'UNAM): 24 novembre 1999. « Exigencias de los padres de familia. Sra. Mary Robinson (...). Apreciable señora, es posiblemente de usted conocida la grave crisis por la que atraviesa la Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM). El futuro de los jóvenes universitarios se encuentra en riesgo. El conflicto de la UNAM, cumple ya siete meses y no se percibe la solución, aunque las demandas estudiantiles sean justas. (...) Esta tendencia gerencialista procede de la exigencia del Banco Mundial (BM), aplaudida por el Fondo Monetario Internacional (FMI) y por el Banco Interamericano de Desarrollo (BID), que piden al gobierno de México, la privatización de la educación en todos sus niveles, aduciendo que como la educación pública y gratuita ha elevado el ingreso per capita de los profesionales, la educación debe costarles a los beneficiarios de ella, recomendando también la privatización de la energía eléctrica, el petróleo, el patrimonio cultural (Ruinas arqueológicas), y otros servicios más (Internet clazca@INTorltdbank.org) como condición para seguirle concediendo empréstitos al gobierno de México, no importando a nuestros gobernantes tener una conducta antipatriótica, al sacrificar al pueblo y su patrimonio con tal de servir al modelo neoliberal ».

« Vive la lutte des universitaires pour la dignité! », ou encore « Le professeur conscient ne se rend pas ni se vend! »⁴⁵³.

Mentionnons le PCM, qui ne peut que désapprouver l'idéologie néolibérale. Dans un tract paru le 21 mai 1999, intitulé « Contre le néolibéralisme... non à une lutte à nouveau isolée », le parti dénonçait les négociations difficiles des syndicats des enseignants (CNTE) et des électriciens (SME), les tactiques gouvernementales pour diviser ceux-ci, les privatisations des entreprises de l'État et prédisait celle de l'UNAM dans un proche avenir. C'était aussi l'occasion rêvée pour que les travailleurs, les étudiants et la gauche en général s'unissent contre le néolibéralisme. La conjoncture était sans nul doute favorable pour recruter : « Ouvrier, paysan, étudiant, intellectuel révolutionnaire, femme au foyer... Ton poste de combat se trouve au parti communiste du Mexique tu as. Contactes-nous »⁴⁵⁴ (etc.).

Le PRD n'a pu intervenir, comme nous l'avons vu, parce que les étudiants ne voulaient pas d'ingérence partisane et parce que les étudiants perrédistes formaient un contingent assez important au sein du CGH. Après l'intervention du 6 février, le PRD paya un encart dans un journal afin de dénoncer celle-ci et accusa Francisco Labastida d'avoir cyniquement provoqué l'étirement du conflit et d'avoir été l'instigateur d'une campagne de lynchage:

« « Le risque grave de violence entre les propres universitaires, comme il est douloureusement arrivé le 1^{er} février dernier à la préparatoire 3 », comme l'a signalé le président, fut provoqué par la prise du dit bâtiment par « un groupe spécial de vigilance » de la UNAM, alors que les étudiants se rencontraient pour résoudre le conflit. (...) Le président a confié avoir instruit le procureur et ce dernier le ministère public. La juge (...), de manière expéditive, a « révisé » des centaines de plaintes précédentes après vérifications et a ordonné 432 ordres d'appréhensions expresses. Ce que le président qualifie de résultat de « procédures légales impeccables » ne veut pas dire pour nous appliquer la loi, sinon se servir d'elle pour avaliser une décision politique »⁴⁵⁵.

⁴⁵³ (W99 Assemblée Générale des parents de l'UNAM): 31 mai 1999. « O defendemos todos lo que es de todos, o nos quitan todo a todos... », « !Basta de Hostigamientos y de Provocaciones Extramuros; », « !Viva la Lucha de los Universitarios por la Dignidad; », « !El Maestro Conciente, ni se Rinde ni se Vende; ».

⁴⁵⁴ (JEPC PCM No Spécial): 21 avril 1999.

⁴⁵⁵ *La Jornada* (8 février 2000), p. 10. La lettre est signée par Carlos Imaz et Héctor Garcia. « El cinismo del gobierno federal es insultante. (...) El entonces secretario de gobernación, el Sr Francisco Labastida, fue el responsable de instigar y construir el conflicto, negándose por meses el diálogo con los estudiantes en huelga, alargando el conflicto y desatando una campaña de linchamiento y descalificaciones permanentes. (...) « El riesgo grave de violencia entre los propios universitarios, como dolorosamente ocurrió el pasado 1 de febrero en la preparatoria 3 » que el presidente señala, fue provocado al tomar dicho plantel por « un grupo especial de vigilancia » de la UNAM cuando los estudiantes se encontraron para resolver el conflicto. (...) La juez del caso (...), de manera expedita, « revisó » cientos de expedientes de las averiguaciones previas y dictó 432 ordenes de aprehensión express. Lo que el presidente califica como resultado de « trámites legales impeccables », para nosotros no es aplicar la ley, sino servirse de ella para avalar una decisión política ».

Des assemblées formées expressément pendant le conflit (Assemblée des organisations sociales, Assemblée des quartiers de Mexico, Assemblée des travailleurs, etc.) et une panoplie d'organisations de gauche se sont solidarisées avec le mouvement⁴⁵⁶, signe que la résistance aux changements amorcés depuis une vingtaine d'années est relativement forte.

Grâce au web, le CGH a entretenu tout au long du conflit des liens avec diverses organisations étudiantes à travers le monde. Hors du pays, des manifestations furent organisées afin de protester contre l'intervention policière du 3 et du 6 février 2000, en Argentine, au Venezuela, en Uruguay, au Canada (40 personnes ont défilé à Montréal devant le consulat mexicain) et aux États-Unis, dans les villes de Seattle, San Diego, Chicago, Portland et San Antonio, ainsi que dans certaines universités comme Princeton et Northern Illinois, par des étudiants mexicains pour qui « l'utilisation des forces publiques pour régler des problèmes sociaux et des divergences politiques ne démontre que l'incapacité du gouvernement du Mexique à abandonner les pratiques autoritaires ».

En Europe, des manifestations d'appui ont eu lieu en Espagne, à Barcelone, à Zaragoza et à Granada, mais aussi en Allemagne, aux Pays-Bas et en Italie, où le Parti de la Refondation Communiste demanda au gouvernement italien de protester⁴⁵⁷.

⁴⁵⁶ Outre le FPFV et le FZLN, souvent mentionnés : le *Consejo Nacional Indígena*, le *Frente del Pueblo*, le *Movimiento Urbano Popular*, les *Telefonistas por la Democracia*, le *Movimiento Proletario Independiente*, SITUAM-Xochimilco, ENAH, le *Movimiento Naranja* de la STUNAM, l'*Intersindical 1° de Mayo*, le *Comité Obrero de los Derechos Humanos a la Defensa de la Educación y del Trabajo*, les *Comerciantes de los mercados públicos*, le *Movimiento de Unidad y de Lucha Popular*, la *Coordinación de los Organizaciones Sociales de Michoacán*, la *Célula de Coordinación de los Ciudadanos*, la *Izquierda Democrática Popular*, le *Comité autónomo del « Taller del Pueblo »* del *Colectivo André Breton*, le *Bloque de los Fuerzas Proletarianas*, le *Bloque de los Organizaciones Sociales de la Central Única de los Trabajadores*, l'*Unión Popular Revolucionaria Emiliano Zapata* de Tijuana, la *Célula Comunista de Lucha Proletaria* de la Basse-Californie du Nord, le *Colectivo Civil y Estudiante en Resistencia* de Sonora, le *Consejo del Asociación Civil « Tierra y Libertad »* de Monterrey, le *Frente Cultural Revolucionario* de Celaya, le *Comité Ciudadano Democrático « Zapata Vive »* du FZLN de Celaya, l'*Unión de la Juventud Revolucionaria* de Mexico-Oaxaca, le *Colectivo de la Rebelión* de l'Université Autonome du Guerrero, le *Comité de la Conferencia Mundial de los Jóvenes por la Revolución Ecuatoriana Estudiantil* (EQU), le *Colectivo Estratégico Revolucionario de l'Université de Sao Paulo*, ou encore le *Movimiento Popular Revolucionario*, qui émet un long plaidoyer contre les coupures de budget dans l'éducation, contre l'impérialisme et les grands capitalistes, contre le PRD le PAN et le PRI et pour la libération du peuple par lui-même, seule façon d'y arriver. Le pamphlet se termine sur le slogan: « Nouvelle crise économique. Cause: le système. Solution: la révolution. Révolution, oui, élections, non! ».

⁴⁵⁷ Jesús Ramírez Cuevas, « Se solidarizan en otros países con los huelguistas de la UNAM », *La Jornada* (février 2000). « La indignación por la represión en la UNAM y la solidaridad con los estudiantes detenidos se ha expresado como una onda expansiva en diversos lugares del mundo. Ha habido protestas en Estados Unidos, Canadá, España, Alemania, Italia, Holanda, Argentina, Venezuela y Uruguay. En el parlamento italiano, el Partido Refundación Comunista presentó un extrañamiento legislativo para solicitar al gobierno de Italia una protesta ante el mexicano

Signalons que la cause défendue par les étudiants de l'UNAM ne leur était pas exclusive. Le web a assurément permis de créer des réseaux de solidarité. Plusieurs organisations sont venues à la 1^{ière} Rencontre internationale étudiante à la défense de l'éducation publique et gratuite, organisée par le CGH le 20 avril 2000, d'Europe, d'Asie, d'Amérique du Nord et du Sud (68 des organisations venaient de l'extérieur du pays⁴⁵⁸, 39 de différents États du Mexique et 10 de la zone métropolitaine). Outre les représentants de diverses universités et collèges⁴⁵⁹ et de toutes sortes d'organisations étudiantes (fédérations, unions, collectifs ou ligues, comme le Bloc des étudiants de gauche de l'Université Complutense de Madrid (ESP), le Mouvement de la gauche indépendante unie ou la Coalition de la gauche et du progrès (GR) et quelques partis (Parti des travailleurs pour le socialisme (ARG), Parti des travailleurs socialistes unifiés (BR), Labor Party (É-U)), des syndicats ouvriers et étudiants, ou des mouvements sociaux, comme le Collectif contre l'AMI de France.

Enfin, mentionnons qu'une certaine solidarité hispanique a prévalu. Outre l'Espagne et l'Amérique latine en général, les Chicanos (Américains d'origine mexicaine) ont appuyé le CGH avec assiduité.

por estos hechos. (...). Que el uso de la fuerza pública ante problemas sociales y la divergencia política sólo muestra la incapacidad del gobierno de México para abandonar prácticas autoritarias, de imposición de políticas decididas verticalmente, desde el poder y para él, por más que se use la retórica de la tolerancia, el respeto a los derechos humanos y la legalidad de las acciones de fuerza ».

⁴⁵⁸ De l'Indonésie (1), de Grèce (5), de l'Autriche (3), de l'Allemagne (1), de la Suisse (1), de la France (3), de l'Italie (1), de l'Espagne (6), du Venezuela (1), de la Colombie (4), de l'Argentine (9), de l'Équateur (3), du Brésil (8), du Canada (5, dont 2 de Montréal et 3 de l'Ontario) et des États-Unis (15). Le grand nombre d'organisations américaines s'explique du fait que beaucoup de d'Américains d'origine mexicaine et de Mexicains venus étudier aux États-Unis ont soutenu les étudiants de l'UNAM et leur cause pendant le conflit. La plupart des associations viennent d'institutions du sud des États-Unis, plus précisément de la Californie et du Texas, et plusieurs d'entre elles existaient avant la grève (l'UNETE en Oregon, la *Asociación de los estudiantes Chicano-Latino de Posgrado*, le *Movimiento de los estudiantes chicanos* de Aztlán, la *Acción Zapatista* et le *Comité de San Antonio en Solidaridad con el Pueblo de México* au Texas (Austin, San Antonio), la *Coordinación Internacional de Apoyo al Pueblo de México* en Illinois (Chicago), le groupe étudiant de l'Université de Los Angeles *Educación comunitaria y Justa economía*.

⁴⁵⁹ (W00 Commission de Presse et de Propagande CGH): 20 avril 2000. « I Encuentro Internacional de Estudiantes En defensa de la educación pública y gratuita ». (UQAM, Université de Kingston (CAN), Université Sacramento, Université d'Oregon, Université du Sud de l'Oregon (É-U), Université de Vienne (AUT), Université Nationale de la Plata, Université Nationale de Lomas de Zamora, diverses écoles de l'université de Buenos Aires (ARG), Université de Milan (IT), Université Autonome de San Luis de Potosí, l'UAM et l'UNAM de Mexico, les universités nationales

5. Conclusion

Le mouvement étudiant de 1999-2000 a émergé dans une époque incertaine, de reconstruction étatique et de démission sociale. Ces jeunes ont grandi dans un Mexique ravagé par l'endettement, les crises économiques, les dévaluations du peso, les scandales, la corruption et le trafic de narcotiques à grande échelle. Les étudiants de l'UNAM, dont une bonne partie sont issus des classes moyennes ne sont plus, comme en 1968, les enfants de familles aisées. Leurs parents ont vu leur pouvoir d'achat diminuer drastiquement. Ils vivent aussi dans un monde en bouleversement depuis la chute du mur de Berlin, dont les enjeux sont loin d'être rassurants pour les pays du Sud, selon eux. Les étudiants issus des classes populaires portent en eux la rage de ceux qui se sentent acculés au mur. L'hostilité envers les États-Unis s'est doublée de celle envers le G8, dont les sommets sont perçus comme une forme d'impérialisme envers les nations qui n'ont pas voix au chapitre et envers le système international de prêt instauré par le FMI et la BM qui perpétue la pauvreté en Amérique latine.

En 1968, la critique du PRI était empreinte d'indignation, d'ironie et de colère; elle revendiquait la démocratisation d'un système politique qui a depuis évolué. Mais la perception du politique, nous l'avons dit, demeure colorée par le cynisme et l'attentisme, et le mouvement de 1999-2000 en est le reflet, tout comme il fut la réverbération d'un sentiment profond de désarroi d'une génération que dérange l'absence de projets de société, dérouterée entre le rejet du PRI et la nostalgie d'un État fort, qui désire la démocratie mais refuse le schéma néolibéral.

Dans une société clanique et verticale, le dialogue est difficile. Il n'a tout simplement pas existé en 1968 et trente ans plus tard, s'il a eu lieu entre les délégués des deux parties, il a surtout pris la forme d'un face à face obstiné. Le dialogue tant revendiqué par les étudiants fut peut-être l'expression d'un profond besoin de communication et de celui d'être considérés comme des interlocuteurs à part entière, mais il semble très ardu de s'y engager sereinement et véritablement. Vouloir un dialogue « franc » tout en se montrant peu conciliant, éreinter les recteurs, les membres des diverses commissions de rencontre, les différents partis politiques tout comme les

de Puebla et du Chiapas (représentants de Tuxtla, Tapachula et San Cristóbal), le Collège de Bachilleros du Chiapas, l'École Normale Rurale de Mexe et d'Hidalgo).

journalistes et les médias en général, autrement dit tous ceux avec qui normalement le CGH devait « dialoguer » ou composer, c'est démontrer une certaine incapacité à faire preuve de souplesse. Les raisons pour exiger que le dialogue se fasse « publiquement, ouvertement et directement dans un grand auditorium, en présence de la presse et retransmis en direct par la Radio Université et filmé intégralement par TV UNAM »⁴⁶⁰, étaient-elles les mêmes que celles qui prévalaient en 1968? On peut comprendre que l'histoire a enseigné aux jeunes à se méfier et que la campagne de dénigrement à laquelle ils ont dû faire face les plaçait sur la défensive. De plus, la confusion qu'apporte l'exercice électoral lorsqu'un mouvement étudiant émerge à son approche, avec son lot de rumeurs et d'accusations (manipulations occultes, ingérences, opportunisme, etc.), explique la crainte que l'État puisse vouloir corrompre des délégués du CNH ou du CGH ou, pire, manipuler le mouvement. Mais l'exigence d'un « dialogue » enregistré et filmé en direct avait probablement d'autres buts, inavoués (tant en 1968 qu'en 1999): celui de briser le schéma d'une trop pesante hiérarchie et de se rapprocher du pouvoir (en somme, un exercice démocratique⁴⁶¹), et celui de faire face à un seul interlocuteur (et non à des clans en rivalité).

En 1968, les autorités, relayées par les médias, affirmaient que le mouvement était mené par des radicaux: les communistes. Trente et un ans plus tard, les communistes ont cédé leur place aux « ultras » (qui doivent parfois céder leur titre aux « méga-ultras »!). Certains ont même affirmé qu'ils avaient dès le début de la révolte pris en main le mouvement, comme ce fut le cas de Daniel Iván Pérez, un étudiant de la Faculté de philosophie et des lettres opposé à la grève. L'initiative du recteur (imposition des frais de scolarité) avait surpris tout le monde, admettait-il, déplorant le fait que cela avait provoqué un malaise au sein d'une communauté que « l'absence d'instances solides et représentatives de prise de décisions »⁴⁶² avait contribué à maintenir divisée. Tout en regrettant l'apathie d'un trop grand nombre d'étudiants, Iván Pérez désapprouvait ceux qui réagissaient et s'activaient, les accusant d'avoir des « arguments tendancieux », de tenter d'imposer leurs idées « profondément idéologiques » aux étudiants de la

⁴⁶⁰ *Brigadistas* (2 juillet 1999).

⁴⁶¹ Un exercice qui n'avait pas été concluant en 1986, aboutissant à une grève des étudiants. Les vidéos tournées pendant ces réunions montrent la difficulté des échanges entre les deux partis. Le calme des étudiants contraste avec l'impatience de leurs vis-à-vis. Il se peut que le montage de cette vidéo réalisée par les étudiants ait volontairement été fait pour ne montrer que les images les moins édifiantes des délégués du rectorat.

⁴⁶² (JEPC Daniel Iván Pérez, Faculté de Philosophie et Lettres): avril 1999.

Faculté après en avoir bloqué l'accès, d'inviter la communauté à des forums de discussion sur la hausse des coûts et de propager leurs idées au nom d'« une légitimité démocratique venue d'où nul ne sait ».

« (...) c'est alors qu'une partie de la communauté a été dérangée par la surprenante ascension d'un groupe qui se disait représentatif de toute la Faculté, et que des solutions alternatives sont apparues, comme les tables de signatures contre la grève et les assemblées indépendantes collégiales ».

« D'où sont venues ces forces radicales? », se questionne Pérez.

Ce pamphlet exprime un peu le fameux *zozobra* mexicain, l'ambiguïté, la contradiction. L'étudiant regrette l'existence d'un « schisme » entre l'indifférence des uns et l'activisme des d'autres. Que ces derniers émettent un discours idéologique (contre le néolibéralisme, notamment) peut déranger. On peut vouloir distinguer des revendications proprement académiques de celles qui ont un caractère politique. Pourtant, les arguments des « activistes » n'étaient pas dénués de sens et ils reflétaient les préoccupations d'un pan important de la population, c'est-à-dire le désengagement de l'État et la paupérisation qui affectent la majorité des Mexicains depuis vingt ans. Le radicalisme qu'on leur impute est un concept relatif: l'opinion que l'on s'en fait découle de toutes sortes de considérations, idéologiques, morales, ou de croyances, etc.

Toutefois il y a peu de place pour l'interprétation si le radicalisme est considéré sous l'angle de la violence. Dans ce cas, si on compare le comportement des étudiants en 1999-2000 avec celui des étudiants en 1968 (usage de cocktails Molotov et parfois de pistolets, lancement de pierres et incendies de véhicules), ceux qui, après tout, ont réussi ce qui apparaissait comme impossible (l'abrogation pure et simple du RGP et, encore plus incroyable, le retour aux règlements des années 1980), ont eu dans l'ensemble une attitude civilisée. Comme en 1968, les étudiants ont été sectarisés radicaux / manipulateurs extérieurs / violents / mauvais / activistes *versus* étudiants authentiques / pacifiques / manipulés / bons / non militants. Bien sûr il y a eu des têtes chaudes, bien sûr il y a eu des egos qui voulaient s'édifier, mais si des milliers d'individus se mettent en grève pendant une aussi longue période, n'étaient-ils pas animés par de solides convictions? Peut-on croire qu'un mouvement puisse être « confisqué » par quelques-uns, que

des individus étrangers à l'UNAM puissent avoir assez de charisme pour abuser d'autant de personnes?

Soulever la question, c'est s'interroger sur un pan de la culture politique des étudiants mais aussi de l'ensemble de la société mexicaine. Les observateurs du conflit, les éditorialistes, les intellectuels, les syndiqués, etc., ainsi que les autorités politiques et universitaires, en se demandant si le CGH était manipulé de l'extérieur à des fins partisans ne démontrent-ils pas, de toute façon, qu'ils connaissent bien ce phénomène et qu'il pourrait toujours exister en 1999?

PARTIE III

**CATÉGORIES THÉMATIQUES DU DISCOURS ÉTUDIANT
ET ANALYSE COMPARATIVE**

CHAPITRE V LES TRACTS ET LES TACTIQUES DISCURSIVES

La nature des tracts étant la redondance, avec ses variables, il fut relativement facile d'établir des catégories thématiques, concentrées dans les chapitres VI et VII⁴⁶³, où nous avons regroupé les perceptions qu'ont les étudiants d'eux-mêmes, de leur cause, de l'État, de la Nation et du monde dans le chapitre VI, et dans le chapitre VII, les perceptions de leurs gouvernants, du système politique, des médias, de l'éducation et de la justice. Ce découpage nécessaire à l'inconvénient de n'offrir au lecteur que des extraits, aussi le présent chapitre se veut plus général, un espace réservé à l'émission de quelques considérations se rapportant à l'ensemble du corpus, sur le support et la production, sur l'influence générationnelle et les influences idéologiques des rédacteurs des tracts, et les tactiques discursives propres à la propagande.

1. Le support et la production

Les multiples possibilités qu'offrent les programmes de traitement du texte et de l'image en 1999 permettent une plus grande créativité dans la conformation typographique et offrent la possibilité d'insérer des photographies pouvant être aisément retouchées, élargissant la palette sémiotique du message. Pendant le conflit, des étudiants de quelques facultés (de droit, de chimie, de philosophie et lettres, de médecine et de sciences politiques et sociales) ont créé des sites web pour rendre accessibles les comptes-rendus, les communiqués, la reproduction de quelques tracts datant de 1968 et des articles de journaux, offrant une vitrine beaucoup plus proche du journal que du tract imprimé. Le web permet de rejoindre un nombre incalculable de personnes à l'échelle nationale et internationale, et offre au lecteur une sorte de centre d'information sur le mouvement (ses objectifs, ses critiques, ses bilans, etc.). Toutefois son accès est limité et il ne remplacera jamais le contact humain, la discussion, les échanges et la

⁴⁶³ Nous ne pouvons passer à côté de la question: que faisons-nous des milliers d'étudiants qui, en 1999, se sont abstenus de participer au mouvement de grève? La seule façon d'en tenir compte est, justement, de considérer qu'un groupe important d'étudiants ne voulait pas d'une grève. Les raisons peuvent être multiples: on peut être à la veille de terminer son programme d'études, envisager d'autres moyens de pression, ne pas se soucier des futurs étudiants, avoir une famille relativement aisée, ou encore on peut être apolitique, indifférent, individualiste, pragmatique, etc. Qu'importent les raisons, ce qui importe c'est de tenir compte de cette réalité dans notre analyse.

communication non verbale qui accompagnent la distribution des tracts aux passants. L'imprimé conserve donc une place centrale.

Les tracts produits en 1968 ont fait l'objet d'un tri minutieux parmi ceux conservés dans les différents fonds d'archives, aux dépens de ceux qui n'apportaient rien de nouveau. Puisque nous ne pouvions les photocopier, nous n'avons pas toujours retranscrit le tract en son entier. Les chiffres du tableau ci-dessous représentent le nombre de mots des tracts que nous avons reproduits: ils ne sont donc qu'un reflet de la production réelle.

Nombre de mots contenus dans les tracts recueillis

mois	1968	1999	2000
janvier			122 000
février			73 503
mars		18 023	176 368
avril		40 364	58 673
mai		28 317	62 149
juin		14 425	98 159
juillet	33 417	52 870	48 551
août	344 329	37 224	29 111
septembre	189 665	46 635	47 095
octobre	44 458	82 205	18 647
novembre	31 120	100 006	
décembre	7 453	106 412	

Compte tenu du fait qu'ils ne comptent que pour une semaine, les événements ayant commencés à s'aggraver le 26 juillet 1968, le nombre de mots inscrits au mois de juillet est éloquent. La grande productivité discursive de cette courte période illustre la tension de l'heure, et l'effervescence des étudiants, d'autant plus que les vacances d'été commençaient. Le mois d'août fut le temps fort de la production, les alliances avaient été formées, le CNH créé, l'éventualité d'obtenir justice était envisageable. La baisse de la production en septembre s'explique par l'occupation de l'armée de l'UNAM et de l'IPN à partir du 18 et du 23 respectivement. La décapitation du mouvement le 2 octobre et la chasse aux sorcières qui s'ensuivit (qui se poursuivra l'année suivante) ont eu pour conséquence la chute dramatique des activités de propagande, qui vont néanmoins se poursuivre jusqu'en décembre.

En 1999⁴⁶⁴, la production de tracts a commencé avant le 20 avril, jour où la grève fut votée. Elle va plus que doubler avec l'organisation du mouvement, baissera pendant l'été, et montera en flèche à partir du mois d'octobre, ce qui coïncide avec le début de la nouvelle année scolaire (via les classes *extra muros*) et la radicalisation du CGH. L'apogée de l'activité discursive se situe au mois de janvier 2000, alors que le recteur de l'UNAM et le CGH annonçaient et organisaient leurs plébiscites respectifs, et que les rumeurs d'une intervention policière s'accroissaient. Celle-ci eut effectivement lieu le mois suivant, et la production de tracts fléchit d'un peu moins de 50%, pour connaître un regain au mois de mars, stimulé par le tollé général qui accompagna l'opération. En avril, alors que les cours reprenaient à l'UNAM, l'activité ralentit, mais elle remonta pendant l'été et à la rentrée scolaire, puis devint marginale.

2. Les rédacteurs

«... à l'intérieur du mouvement il y avait une lutte qui allait plus loin que les six points. Mais les dirigeants ne pouvaient contrôler les opinions exprimées dans les tracts, qui sont des documents démocratiques. Chacun, n'importe quelle brigade, imprimait ce qu'elle désirait, incluant des fautes d'orthographe. Cette documentation est le meilleur matériel que quelqu'un puisse consulter pour une caractérisation du mouvement »⁴⁶⁵.

Cette remarque de José Revueltas exprime bien l'intérêt qu'offrent les tracts mais aussi la difficulté que peut représenter, pour le chercheur, l'hétérogénéité des discours. Heureusement pour nous, malgré la multiplicité des lieux de production et l'anonymat relatif des rédacteurs, il y a des constances. Les idées socialisantes dominent incontestablement, souvent empreintes d'une disposition à la révolution menant à une démocratie radicale: les membres du PCM sont même jugés trop tièdes par les « indépendants »⁴⁶⁶. Le double contexte, local (profonds écarts dans la répartition de la richesse) et international (essor du militantisme de gauche et anti-américanisme), aide à comprendre que la grille d'analyse marxiste est l'outil principal d'analyse et de critique du système politique mexicain. On peut avancer sans trop se tromper que les rédacteurs des tracts furent ceux qui dans l'ensemble étaient les plus politisés et qu'en conséquence, le discours contient des germes de radicalité qui ne se retrouvent pas dans l'agir de la communauté, car le

⁴⁶⁴ Ces chiffres ne représentent que les textes reproduits sur le web. Il se peut, et c'est vraisemblable, que les trois premiers mois du conflit aient donné lieu à une production davantage écrite et que par les sites furent créés plus tard.

⁴⁶⁵ Renata Sevilla, *Tlatelolco ocho años después*, op. cit., p. 15.

⁴⁶⁶ Plusieurs témoignages, ceux de Luis González de Alba, de Gilberto Guevara Niebla et d'autres ex-leaders de 1968 considérés comme « indépendants » confirment que le PCM et ses membres étaient perçus comme insuffisamment engagés.

CNH était une structure horizontale dans laquelle les propositions radicales étaient rejetées. D'où l'asymétrie entre le discours relevé dans les tracts et le constat d'une hétérogénéité des velléités révélée par les recueils de témoignages des étudiants qui ont participé au mouvement. Ce n'est pas une idéologie qui a rassemblé les étudiants et qui les a incités à s'organiser, mais un événement déclencheur.

Il est difficile d'évaluer l'importance de l'influence des non-étudiants participant au mouvement, comme l'enseignant à l'IPN Heberto Castillo ou l'écrivain José Revueltas, alors âgés respectivement de 45 et 56 ans. Avec Elí de Gortari et Fausto Trejo, ils furent de toutes les marches, ont organisé des rassemblements, fait des discours et rédigé des tracts. Revueltas, qui n'était d'aucune façon rattaché au milieu éducatif, s'était même aménagé un espace dans la Faculté de Philosophie et Lettres de l'UNAM, « embarquant orgueilleusement dans une autre de ses aventures de l'acte universel de la révolution. Emportant un cartable rempli de documents, de textes qui demandaient une discussion urgente, de souvenirs d'autres luttes incessantes de l'histoire »⁴⁶⁷. Pour cet homme qui pouvait discuter des nuits entières avec les étudiants, ces derniers représentaient le fer de lance d'un profond changement social et politique. Juillet 1968 était, affirmait-il, l'explosion révolutionnaire la plus importante qu'il ait connu: « Lorsque j'analysai ses possibilités je me suis dit que je devais être ici tout entier (des pieds à la tête). Que je devais lutter, parce que c'était la naissance d'un Mexique nouveau, celui que je devais appuyer de toute mon âme »⁴⁶⁸. L'occasion de politiser les étudiants jusque-là hostiles à la gauche était pour lui inespérée; il fallait développer une stratégie pour s'assurer de leur participation et surtout, ils devaient adhérer au mouvement le plus longtemps possible.

« Aujourd'hui, la crise de l'autonomie universitaire (un problème démocratique) a regroupé en un mouvement des secteurs très nombreux d'écoles et de facultés, autrefois inaccessibles à la propagande et à l'action des groupes révolutionnaires. L'opportunité d'aller à eux est actuellement prometteuse »⁴⁶⁹.

⁴⁶⁷ Carlos Monsiváis, « Intelectuales y artistas (algunos, muchos) en el 68 », *La Jornada* (2 octobre 1993). « A principio de agosto (Revueltas) volvió a Filosofía, a embarcarse gozosamente en otra de sus vivencias del acto universal de la revolución. Trae un portafolio colmado de documentos, textos que requieren discusión urgente, memorias de otras luchas que ratifican lo incesante de la historia (...). Revueltas en Ciudad Universitaria: la producción de volantes, manifiestos, tesis, conversaciones alucinadas, visiones de conjunto, llamadas radicales a la movilización (...) en esos meses Revueltas no es un líder pero sí una presencia inspirada, el ejemplo más fértil de la continuidad generacional ».

⁴⁶⁸ Andrea Revueltas et Philippe Cheron, *José Revueltas y el 68*, *op. cit.*, p. 21.

⁴⁶⁹ (AH, 60, 327, 92, 29): 3 août 1968. « ¿Y ahora que hacer? Estrategia y perspectiva del movimiento » (bien que non signé, José Revueltas a reconnu la paternité du document lors de son procès en 1969.

Le cas de Revueltas montre que les mots et les expressions pouvaient être soigneusement choisis non seulement pour communiquer un message aux gens à l'extérieur du mouvement mais aussi pour conforter et même séduire les messagers. Le langage de bois rebutait? Utilisons les mots des étudiants. La révolution répugnait? Parlons de petits changements qui formeront peu à peu un ensemble correspondant à ses finalités. Dans un *volante* daté du 3 août 68 et intitulé « Et maintenant quoi faire? Stratégie et perspective du mouvement », probablement distribué lors de la formation du Comité des professeurs pro-démocratie et pro-libertés (5 août), Revueltas insistait sur l'éducation politique des étudiants, qui devait se faire de façon adroite afin de leur inculquer *sans y paraître* l'idéologie politique de « l'avant-garde » révolutionnaire:

« ...nous devons comprendre la mentalité très peu politisée de ces nouveaux secteurs. D'aucune façon nous ne devons leur parler comme nous sommes habitués de le faire entre secteurs avant-gardistes. (...) Les mouvements de masses ont leur propre logique, il n'est pas possible de les forcer de l'extérieur pour en accélérer le rythme. (...) La lutte par les consignes démocratiques doit être échelonnée de façon à ce que les étudiants comprennent peu à peu et de leur propre expérience (les étudiants apprennent plus de leurs expériences que des traités politiques), la vraie nature répressive et exploiteuse du système, le caractère structurel du problème en question, la nécessité d'une transformation sociale radicale, l'importance de l'union ouvrière-étudiante comme seule garantie finale d'une authentique victoire des étudiants, etc. »⁴⁷⁰.

Convaincu du bien-fondé de l'endoctrinement, pour y arriver l'intellectuel optait pour une stratégie étapiste afin d'amener peu à peu les jeunes à comprendre les « vrais problèmes du pays »:

« Il est nécessaire d'élaborer une série de consignes entrecroisées qui motivent l'action révolutionnaire latente des étudiants sans courir le risque que le saut politique ne soit trop précipité et ne les conduise à l'échec. Par exemple, la consigne actuelle de « liberté aux prisonniers étudiants des derniers jours » précède logiquement la consigne « liberté de tous les prisonniers politiques mexicains et étrangers ». La médiation entre les deux consignes peut être parfaitement « Liberté à tous les prisonniers politiques étudiants, de Mexico à Morelia »⁴⁷¹.

Physiquement en permanence à l'UNAM, habité par un sentiment d'urgence, le vieux militant analysait le pourquoi et le comment du mouvement, en relation avec l'actualité mais aussi avec l'avenir, qu'il fallait envisager. Avec la conviction d'avoir à sa portée un énorme potentiel pour réaliser ce qui n'avait été jusque-là que trop discuté, argumenté et débattu, Revueltas écrivit en septembre un pamphlet en faveur d'une plus grande discipline, intitulé

⁴⁷⁰ *ibid.*

⁴⁷¹ *ibid.*

« Organiser la victoire exige de liquider l'anarchisme infantile »⁴⁷². Coordonner l'action et l'« organisation de la victoire » devenait urgent: « ... l'anarchisme se limite à cultiver la spontanéité et manque d'une vision organisatrice permanente qui consolide les actions à longs termes; les limites de leurs actions se terminent avec les limites de l'agitation », écrivait-il, enjoignant les étudiants à aller au-delà de « courir, regarder et crier » ou de « courir, regarder et faire des graffitis ». Il proposait de faire des actions de propagande organisées⁴⁷³, se plaignant que « jusqu'à maintenant nous avons agi superficiellement dans les organisations sociales et il (qu'il était) nécessaire d'agir à l'intérieur d'elles. La tâche du moment est de mettre en mouvement trois millions de citoyens ». Pour y arriver, Revueltas préconisait l'infiltration d'organisations existantes (syndicats, associations d'habitants de quartiers pauvres, de parents et d'étudiants, clubs sportifs, etc.).

Celui qui avait été écarté deux fois du PCM par le passé, fut expulsé en septembre du comité coordinateur de l'Assemblée des Intellectuels, des Artistes et des Écrivains (créée le 15 août), qu'il représentait au sein du CNH. La cause de son renvoi était son analyse du discours du 1^{er} septembre de Díaz Ordaz, une analyse somme toute lucide. En se fondant sur ses connaissances du système politique mexicain et sur la menace explicite du président Díaz Ordaz de recourir aux forces répressives, Revueltas recommandait le retour en classe, convaincu qu'une terrible répression allait frapper le mouvement. Dans l'esprit de l'intellectuel, ce retour n'était pas en soi une défaite, les étudiants pouvant consolider la « lutte révolutionnaire ». Il continuera néanmoins de faire partie du CNH à titre d'indépendant.

La présence de ces gauchistes, Castillo, de Gortari et Revueltas, était une source de fierté pour *ceux qui connaissaient* leur implication politique⁴⁷⁴. Heberto Castillo avait dirigé le Mouvement de Libération Nationale (fondé en 1960 par Lázaro Cárdenas en appui à la révolution cubaine), de Gortari était un philosophe connu et respecté qui avait été emprisonné alors qu'il

⁴⁷² (AH 60 327, 92, 65-66): 1^{er} septembre 1968.

⁴⁷³ Carlos Monsiváis, *Amor Perdida*, Mexico, 1982, FCE, p. X. À ce sujet, Monsiváis raconte que Revueltas avait un jour proposé de filmer des brigades politiques en action, d'enregistrer quelques-uns des discours de propagande pour en faire des capsules de quelques minutes, puis d'obliger les projectionnistes de salles de cinéma à les présenter au public avant de les récupérer et de s'enfuir.

⁴⁷⁴ Luis González de Alba: « En dépit de ce nom qui émouvait certains, personne ne savait qui diable était ce petit vieux, ni de quoi il parlait ». Les essais de Revueltas, considérés de Alba, étaient parfois « longs et confus », portant sur quelque chose qu'il appelait la « démocratie cognitive ».

était le recteur de l'université de Morelia et qu'un mouvement étudiant contestataire s'y était formé en 1967, Revueltas était pour plusieurs d'entre eux une légende vivante, l'homme ayant passé une partie de sa vie en prison pour ses idées et ce depuis l'âge de 15 ans. De façon générale, ces hommes symbolisaient la continuité générationnelle, mais il y avait aussi un *écart* générationnel et l'influence idéologique sur les étudiants demeurait aléatoire:

«... si l'anachronisme du système traditionnel était évident pour tout le monde, nous n'étions pas tous convaincus que l'alternative de l'autogestion, telle que la préconisait Revueltas (...), serait l'alternative correcte et, surtout, nous avions de sérieuses réserves sur sa viabilité pratique dans le contexte social et politique du Mexique»⁴⁷⁵.

Il y a donc le mouvement « manifestant », celui de la rue, qui rassemble tout le monde, et celui des idées qui circulent au travers des tracts, qui appartient à un milieu plus restreint, plus politisé. L'un est festif à ses heures, dénonce l'autoritarisme de GDO et critique l'anti-démocratie du PRI dans l'espoir de l'amélioration des conditions qui ont amené les étudiants à se révolter, et l'autre, militant bien avant l'événement, considère le mouvement comme une étape menant à un changement radical. La radicalité contenue dans le discours a certainement profité des circonstances où la violence a dominé dans la capitale pendant plus de deux mois, pour paraître aux yeux de nombre d'étudiants comme la riposte adéquate du *moment*. Autrement dit, cette adhésion est conjoncturelle et non un acte de foi; la plupart des étudiants, une fois terminée la « grève », n'avaient d'autres intentions que de vaquer à leurs affaires.

Le mouvement de 1999-2000 diffère un peu puisque, en partant, presque la moitié des étudiants n'y participe pas. On présume que les étudiants les plus politisés ont formé le contingent des grévistes bien que l'imposition des coûts ne les concernât pas directement: ils s'y opposaient pour le principe et pour les futurs étudiants. Parmi ces « politiques » se trouvaient aussi ceux qui, comme en 1968, à revoir alors que des étudiants ne s'étaient ralliés au mouvement qu'après avoir subi la violence policière, se sont joints au mouvement surtout parce qu'ils étaient outrés de la façon dont la réforme avait été imposée. Le discours dans son ensemble est moins homogène qu'en 1968 parce que les deux courants politiques qui existent au sein du mouvement, l'un traditionnel, qui accepte les règles du multipartisme comme système politique, l'autre qui renie ce système et qui prône une démocratie radicale, sont de force plus ou moins égale (peut-être pas en nombre mais en force décisive). Ces deux courants ont un ennemi commun: le

néolibéralisme. Pour les uns, la critique se limite aux politiques locales, pour les autres elle s'adresse à tout un système, elle est anti-américaine et altermondialiste.

Bien entendu, le contenu des textes varie selon l'âge de son rédacteur, de son milieu social, de son niveau éducatif, de sa maturité politique, de son vécu, de ses convictions, de son talent de persuasion, de sa créativité, lorsqu'il s'agit de caricatures, de poèmes ou de chansons, et même de son caractère. Enfin, mentionnons la redondance du message et des expressions, la nature même des tracts se prêtant à la répétition et au martèlement du message, et les griefs et les objectifs des étudiants étant fondamentalement les mêmes tout au long des conflits, avec des variantes selon la conjoncture du moment. Autre point: à la différence de 1968, beaucoup de tracts qui ont circulé en 1999-2000 étaient rédigés par des parents, des syndicats, des organisations sociales et même politiques (STUNAM, CENT, FLNZ, FPFV, PRD, etc.), ce qui démontre que la société civile s'est développée.

3. Les interlocuteurs

En 1968, les étudiants s'adressaient au peuple, à la nation, aux Mexicains, à l'opinion publique, aux citoyens, aux habitants de Mexico ou d'un quartier. Ils se sont également adressés à des classes sociales particulières, les ouvriers surtout, et à des groupes spécifiques comme les bureaucrates, les vendeurs ambulants, les laitiers, les cheminots, les électriciens, les enseignants, les médecins, les femmes au foyer. Quelques fois, mais ce fut très marginal, certains tracts s'adressaient à l'élite politique, au président GDO ou à Corona del Rosal, régent du District Fédéral, ou encore aux autorités des forces répressives.

En 1999-2000, le peuple mexicain fut également interpellé. Les travailleurs affectés par les privatisations ont été particulièrement visés, de même que les enseignants et les hésitants, puisque le mouvement ne rassemblait pas l'ensemble de la communauté de l'UNAM. Celle-ci étant beaucoup plus importante et plus parsemée qu'en 1968, beaucoup des tracts s'adressent à des sociétés étudiantes, aux universitaires en général, à diverses facultés, collèges et préparatoires. À cela s'ajoute la solidarité internationale que permet le web.

⁴⁷⁵ Prologue de Roberto Escudero dans *Mexico 68*, de José Revueltas (Mexico, Era, 1971, p. 15).

4. Les stratégies discursives

« Le discours est un jeu de masques langagiers »⁴⁷⁶.

Le « fait langagier » veut contrecarrer le discours officiel et celui des médias, justifier l'action des grévistes: c'est de la propagande, acte de séduction qui veut engendrer la sympathie, se rallier l'opinion générale en tentant de rejoindre l'affectif. Le tract s'adresse rarement au pouvoir, il vise surtout l'étudiant, le quidam, la mère de famille, un corps de métier, une classe sociale, un syndicat, bref, à des secteurs de la population. Il informe, désinforme, harangue, analyse, critique, caricature, persuade, culpabilise; il est cynique, ironique, dogmatique, accusateur, drôle, plaintif, subjectif ou rationnel. Il se fait par une argumentation détaillée, sorte d'analyse basée sur des faits et / ou une idéologie, ou choisit la concision, usant de phrases chocs souvent sans nuances, de slogans, de signes typographiques, d'images « qui valent mille mots », etc.

Si l'orateur utilise l'intonation, les silences, les expressions faciales et la gestuelle pour impressionner ou captiver son auditoire, le rédacteur d'un *volante* peut utiliser des codes visuels pour inciter à la lecture ou pour marteler un message. Par exemple, l'utilisation de l'*italique*, du soulignement, des « guillemets », des **caractères gras**, des MAJUSCULES ou de la ponctuation excessive (??????, !!!!!,) permet de sous-entendre, d'insinuer, de souligner, d'associer, d'ironiser, de donner un caractère urgent ou encore de montrer l'exaspération. Signe d'une évolution de la perception, les respectueuses et naïves majuscules qui en 1968 parsemaient les textes dans la désignation du Peuple, de la Nation, de la Patrie, des Professeurs (Maestros), du Gouvernement, du Président, de la Révolution, de la Lutte, de la Solidarité, du Drapeau, etc., sont devenues rares en 1999-2000.

Enfin l'image a sa propre sémiotique; les caricatures qui accompagnaient parfois le texte en 1968 sont remplacées par des photographies, souvent utilisées pour faire des parallèles avec 1968 ou grossir le message, lui donner de la démesure (voir les reproductions en annexe).

⁴⁷⁶ Roland Barthes, *Leçons*, Paris, Seuil, 1978, p. 13

Qu'ils soient rédigés après un incident violent, dans l'énervement, la colère ou l'excitation générale, ou encore écrits en solitaire, à la chandelle, l'esprit fatigué ou enflammé par l'ampleur de la tourmente (ou encore, pourquoi pas, sous l'effet de certaines substances favorables aux émotions pléthoriques et aux allégories fantasques), il arrive parfois que le texte emprunte un lyrisme et un ton dramatique tels, qu'on le croirait tiré d'un roman épique du 19^e siècle:

- « ... des dizaines de familles sont en lutte, des douzaines de lieux sont pleins du sang des jeunes, répandu dans le sublime holocauste de la lutte pour un idéal. (...) L'acier brillant des baïonnettes a transpercé le cœur des jeunes, l'infâme plomb a pulvérisé les poitrines, sacrifiant des sources inépuisables de vigueur sur l'autel de Néron ou d'un Hérode qui tuent leur mères, leurs enfants, et vous, impassibles, spectateurs du cirque romain hurlant : qu'on leur donne ce qu'ils méritent! Ce n'est pas de cette façon que vous devez répondre, rappelez-vous que nous représentons la force intellectuelle de notre patrie, rappelez-vous que dans les classes (d'école) se trouvent la semence dont les fruits apporteront à la société les normes d'une vie nouvelle. (...) Unis, pour lutter par la noblesse et l'élévation spirituelle de nos idéaux, nous ne salirons pas notre nom, nous ne laisserons pas tout à la dérive, remplir vos cœurs et détourner le regard de nos compagnons sacrifiés »⁴⁷⁷.
- « Pendant que les *granaderos* et les militaires ne font que massacrer l'étudiant à l'extérieur de l'école. Sur des livres est assis un enfant pleurant en silence, mouillant de ses larmes innocentes son chandail. La nuit tombe en silence, les bazookas résonnent, attention! Sonne l'alarme, la prépa est envahie! À l'intérieur, l'étudiant se trouve seul, luttant pour que son école soit libre au prix de sa vie. Silence! Il y a des étudiants qui meurent; les mères sur leurs tombes pleurent, on entend leurs cris dans la nuit, quelle douleur!... »⁴⁷⁸.
- « Finalement, la seule chose que l'on veut, c'est que la rue baigne de sang rouge, rouge comme la grève, les murs reproduisant l'écho des cris de douleur et de lutte, les fenêtres reflétant les figures remplies d'angoisse et de courage... »⁴⁷⁹.

⁴⁷⁷ (FIS 532 CNH): 5 août 1968. « Decenas de familias están de luto, docenas de hogares lloran por la sangre joven derramada en el holocausto sublime de luchar por un ideal. (...) El brillante acero de las bayonetas ha cruzado corazones jóvenes, el infame plomo destroza los pechos, sacrifica fuentes de inagotable vigor en aras de un Nerón o de un Herodes que matan a su madre, que matan a sus hijos, y vosotros impassibles cual espectadores del Circo Romano rugís : que les den su merecido! [No es esa la forma, no es ese el estilo con que debáis responder, recordad que representamos a la fuerza intelectual de nuestra Patria, recordad que en las aulas escolares se halla la semilla que con sus futuros frutos brindará a la sociedad las normas de una vida nueva. UNIDOS, para luchar por la nobleza y la elevación espiritual de nuestros ideales, no desvirtuemos nuestro nombre, no dejemos todo a la deriva, henchid vuestros corazones y volved la mirada hacia nuestros compañeros sacrificados ».

⁴⁷⁸ (DIPS 522, 134 Préparatoire 9): 13 août 1968. « Huapango del granadero. Mientras los granaderos y los militares, única y nada más masacran el estudiante afuera del plantel. Por cierto de libros hecho sentado llora un chiquillo sentado llora en silencio con su pelito enjuga sus lágrimas inocentes. La noche cayo en silencio, los bazukasos están sonando cuidado! sonó la alarma, ¡la prepa se está quemando! y adentro el estudiante se encuentra solo, solo luchando el quiere su escuela libre su vida pone por precio ¡Silencio! hay estudiantes que están muriendo; las madres, sobre sus tumbas están llorando; se oye un grito en la noche ¡que dolor! a nuestro pueblo es asesino, de pronto la Prensa « Libre » no ha visto nada está mintiendo. Billete\$, muchos billetes en billete\$ vienen del cielo, vienen cayendo calumnias al estudiante pañuelos rojos, rejos de sangre, que caen sobre nuestro pueblo que con sus hijos en pisoteado ¡Hay granadero asesino, ojalá y te lleve el diablo! ¡hay granadero asesino, ojalá y te lleve el diablo! ¡silencio hay estudiantes que estan muriendo! ».

⁴⁷⁹ (W99 Philosophie et Lettres CGH-UNAM): 16 décembre 1999. « Al final, sólo quedó la calle bañada de rojo sangre, rojo huelga; las paredes, guardando los ecos de los gritos de dolor y lucha; las ventanas, guardando el reflejo de las caras de angustia y coraje... » (inspiré des affrontements qui ont lieu devant l'ambassade américaine en décembre 1999).

Les extraits ci-dessus ne sont pas représentatifs de l'ensemble, fort heureusement. Les tactiques discursives employées par les étudiants en 1968 et en 1999-2000 se ressemblent. Elles visent à ce que le peuple s'identifie à la cause et à donner au mouvement une dimension nationale et historique. Pour ce, on exagère des faits, on affirme sans l'apport d'arguments, on dénigre l'adversaire, on assimile le mouvement à d'autres luttes, on flatte la fibre nationaliste, on amadoue le Mexicain « ordinaire », on joue à la victime et on s'approprie des valeurs morales. Les omissions peuvent aussi être éloquentes⁴⁸⁰.

En 1968, les étudiants rappellent sans cesse qu'ils sont les « enfants du peuple » pour convier la population à se révolter face au sort qu'on leur fait. Ils n'hésitent pas à donner au peuple, à la population, des intentions qui restent aléatoires, par exemple, en affirmant que « l'appui que les secteurs populaires nous ont donné, *nous oblige* (les italiques sont de nous) à remettre en question cette structure (d'injustice et d'exploitation sur laquelle le gouvernement repose) et à montrer aux masses populaires nos points de vue »⁴⁸¹. Ou encore en disant que le peuple a dit « c'est assez! »⁴⁸², qu'il « ne s'est pas trompé en considérant que vous (GDO) êtes un despote »⁴⁸³, ou:

- « le peuple s'identifie à chaque jour de plus en plus avec notre lutte, à chaque jours s'incorporent de nouveaux contingents populaires à notre mouvement. La lutte entreprise par nous, les étudiants, est devenue une lutte de tous les secteurs des travailleurs exploités »⁴⁸⁴.

⁴⁸⁰ Par exemple, Francisco Madero, le premier président vraiment démocratique mais issu de l'aristocratie terrienne et sans projets inclusifs, n'a jamais figuré, contrairement à Francisco Villa, Emiliano Zapata ou Ricardo Magón, parmi les personnages invoqués dans les discours ou lors des grandes marches. Ce n'est pas un hasard si Vicente Fox, une fois installé à Los Pinos, remplaça le portrait de Benito Juárez qui décorait le bureau de ses prédécesseurs par celui de Madero, plus à droite.

⁴⁸¹ (FIS 692 CNH): 12 septembre 68. « Nuestra lucha ha venido a poner al desnudo no solo el carácter represivo del gobierno sino también la estructura de injusticia y explotación sobre la cual descansa. El apoyo que los sectores populares nos han prestado nos obligue a poner en discusión dicha estructura y a plantear a las masas populares nuestros puntos de vista ».

⁴⁸² (AH 60, 327, 91, 67): septembre 1968. « El pueblo de México sabe que todos los días suben los precios de los alimentos, ropa, útiles escolares, etc. (...) El pueblo ha dicho ¡basta! y lucha contra la corrupción en el Gobierno contra los líderes venales, contra la pobreza a gran mayoría del pueblo (...) ».

⁴⁸³ (DIPS 967, 67): septembre 1968. « Carta abierta a Gustavo Díaz Ordaz. Siempre hemos considerado que el pueblo no necesita de poses paternalistas que ningún problema resuelve, sino exige el cumplimiento estricto de la representación que usted tiene. (...) El pueblo no se ha equivocado con usted al catalogarlo como un individuo déspota, alejado del sentir del pueblo y ha sido ha este pueblo al que usted ha masacrado en Guerrero, en Chihuahua, Tabasco y sería larga de enumerar la lista de asesinatos cometidos físicamente al pueblo ».

⁴⁸⁴ (FIS 221 Médecine): septembre 1968. « El pueblo de cada día se identifica más con nuestra lucha, cada día se incorpora nuevos contingentes populares a nuestro movimiento. La lucha emprendida por nosotros, los estudiantes, ha pasado a ser una lucha de todos los sectores de trabajadores explotados ».

- « Le peuple ne peut plus supporter le jeu qui lui est imposé, ni les gouvernants qui se disent fervents patriotes, allant au pouvoir plein de promesses, les lèvres saturées de mensonges. Le peuple est maintenant fatigué des tromperies et c'est pour cela qu'il exige de l'action, c'est pour cela que nous protestons (...) c'est uniquement le peuple qui peut décider ultimement de la destinée du pays (...) à l'heure actuelle où l'on vit l'un des moments les plus critiques, le peuple a le droit d'être écouté par ses gouvernements, d'être entendu dans l'immédiat, comme il a le droit d'être informé correctement »⁴⁸⁵.

La culpabilisation est au tournant de certaines phrases: « Ta participation au mouvement, peuple du Mexique, est fondamentale: tu ne peux laisser tes enfants se faire massacrer, tu ne peux rester indifférent en ces moments de crise; que ta participation fasse trembler le gouvernement »⁴⁸⁶. L'italique est parfois utilisé pour dire, par exemple, que l'ouvrier *doit* s'unir au mouvement, ou pour donner des valeurs morales à celui ou celle qui se joindra au mouvement: « (...) tout citoyen *conscient* et *digne d'être Mexicain* saura mettre sa confiance en notre cause et unira sa voix à la nôtre »⁴⁸⁷. « Quand vas-tu rompre les chaînes de l'exploitation, de l'ignorance, de l'insalubrité, de la pauvreté? »⁴⁸⁸ demande-t-on, ou encore, s'adressant aux médecins résidents, « Êtes-vous Mexicains? », sous-entendant que, dans l'affirmative, ils ont le devoir de participer car « le mouvement actuel est la continuation de celui de 1965 »⁴⁸⁹.

⁴⁸⁵ (DIPS 522, 640-642 Génie): 6 septembre 1968. « Ante tal estado de cosas el gobierno debe darse cuenta de que el pueblo ya no tiene ni puede soportar más el yugo que nos impone ni a los gobernantes que diciéndose fervientemente patriotas llegan al poder con las promesas en los labios saturados de mentiras, el pueblo ya está cansado de engaño s y por lo mismo exige hechos, por esos protestamos (...) por otra parte en el último de los casos el pueblo es el único que puede decidir directamente los destinos del País en cuanto a las problemas que le atañen tanto internos como externos, ya que la voluntad es la máxima palabra y no el gobierno y en la hora actual que viven unos momentos críticos y el pueblo tiene el derecho de ser escuchado por sus gobernantes y de ser atendidos de inmediato; como también se deber de informarse debidamente (...) ».

⁴⁸⁶ (AH 60, 327, 92, 11): juillet 1968. « Jóvenes de México, expresión de fuerza activa de la Nación. (...) Tu participación en este movimiento, pueblo de México, es fundamental: no puedes dejar que tus hijos sean masacrados; no puedes quedar indiferente en estos momentos de crisis; que tu participación haga temblar al gobierno! ».

⁴⁸⁷ (W68 CNH): 3 septembre 1968. « (...) todo ciudadano consciente y digno de ser mexicano, sabrá depositar su confianza en nuestra causa y unirá su voz a la nuestra en demanda de una libertad que mucha falta le hace a nuestro país para que en realidad se precie de ser verdadero democrático o independiente ».

⁴⁸⁸ (W68 vocationnelle 7): septembre 1968. « Tú, obrero, que has visto perder tus energías en las fábricas sin la esperanza de que algún día se termine tu explotación, nosotros los estudiantes, hijos de obreros, de campesinos, de empleados mal pagados no estamos dispuestos a soportar que nuestros padres y hermanos sigan vendiendo sus energías a muy bajo precio. Tú, trabajador, tú, empleado, temes que al intervenir en las luchas justas seas despedido por los dueños de las fábricas, empresas extranjeras y pseudo-mexicanas, ¿pero cuando vas a romper las cadenas de la explotación, de la ignorancia, de la insalubridad, de la pobreza? Esto no lo sufren tus patrones quien diariamente te explotan, ellos viven del fruto que tú produces. Lucha en unión con los estudiantes, toma la vanguardia de este movimiento que también es tuyo. Lucha para que puedas obtener mayores prestaciones para que todos tus hijos asistan a la escuela y no sólo los hijos de los ricos que te está explotando. Has que tu voz se escuche pidiendo mejores salarios que los líderes charros que te representan dejen de existir, que los artículos de primera necesidad estén a tu alcance. Lucha porque las industrias que producen alimentos se nacionalicen y sus utilidades te brinden beneficios ».

⁴⁸⁹ (FIS 344 Comité de Lutte Étudiante Médecine): août 1968. « Medico residente e interno: ¿eres mexicano? ¿Vas en camino de alcanzar las metas que te has fijado como medico, como hombre intelectual? ¿la institución en que laboras te brinda las oportunidades para alcanzarlas? ¿Eres capaz de permanecer al margen de los acontecimientos

Être inscrit aux études supérieures signifie avoir une possibilité de mobilité sociale. L'étudiant se trouve en meilleure position que l'ouvrier ou le paysan. Affirmer avoir besoin « de l'appui et de la direction des travailleurs, des ouvriers et des paysans »⁴⁹⁰, ou demander « Peuple du Mexique, répond à l'appel de tes enfants, défends-les, fais tien leur idéal (...). Nous, tes enfants, demandons ton attention, ton savoir et tes sages conseils. Nous appliquerons tes idées et ferons nôtres tes idées (...) »⁴⁹¹, est une forme de concession unitaire, de nivellement des classes sociales. Il y a un peu de la flagornerie aussi, comme cet appel aux femmes, dites « guides de l'homme » qui « à travers l'Histoire des luttes du peuple mexicain ne sont jamais restées indifférentes » et à qui on demande de « défendre leurs enfants » attaqués par les forces de l'ordre, y compris les filles⁴⁹².

Cette rhétorique parfois condescendante, proche du paternalisme, n'a plus sa place dans le discours étudiant de 1999-2000. La situation générale, alors que la population est mieux informée, qu'elle est aussi mieux organisée, change la donne. Le fait que les étudiants de l'UNAM constituent un groupe moins élitiste peut avoir également une influence sur leurs perceptions du « peuple ». D'ailleurs l'un des arguments du CGH est que la réforme universitaire va élitiser l'éducation supérieure.

actuales? tus problemas persisten !!! (enseñanza, salarios, habitación, ropa de trabajo...) Persisten el compadrazgo, la demagogia y el favoritismo, ¿se reconocerá tu esfuerzo, sacrificio y capacidad? Esto son solo unos de tus muchos problemas, tu lucha no ha terminado porque no se te ha hecho justicia, el movimiento actual es continuación de tuyo en 1965, participa en forma activa en el movimiento actual!! Recuerda a los médicos afectados por los art. 145 y 145 bis!!! Expone tus problemas presentes que tienes el apoyo y comprensión de estudiantes, obrero, campesino, intelectuales y del pueblo; Todos unidos en este momento para forjar un México progresista, independiente y sin lacras!!! »

⁴⁹⁰ (FIS 226 Sciences Politiques et Sociales): septembre 1968. « Necesitamos del apoyo y de la dirección de los trabajadores, de los obreros y de los campesino ».

⁴⁹¹ (W68 Prévocationnelle 1): septembre 1968. « Pueblo de México, responde al llamado de tus hijos, defiéndelos, haz tuyo el ideal de ellos, que cuando vayan a pedirte un consejo tengas la frente limpia y nada de que avergonzarte. Que nosotros, tus hijos prestaremos atención a tus reconversiones y a tus sabios consejos, aplicaremos tus ideas y haremos nuestras tus ideas y aplicaremos tu opinión. Si quieres información veraz, acude a nuestras asambleas, que todos los sectores serán bien recibidos ».

⁴⁹² (FIS 599 CNH): août 1968. « A la mujer mexicana. A ti madre, esposa, novia, hermana o compañera, que sirves de guía al hombre, que eres el apoyo moral de tu hogar y quien forma las conciencias desde la cuna, te hacemos el siguiente llamado: México, vive actualmente un clima de represión, temor, amenazas y zozobras, a causa de que las autoridades han procedido con lujo de fuerza y crueldad, atacando a nuestros hijos (entre ellos muchachas) vejándoles y hasta matándolos. (...) Madre, mujer mexicanas: Haz tuyas las protestas y peticiones de todos los grupos, organizaciones y destacadas personalidades que se han erigido en defensa del estudiantado. Que no te amenes con que tus escolares se quedarán sin exámenes o sin inscripción para el próximo año lectivo (...) Únete a tus hijos, apóyalos, aliéntalos, ayúdalos, enriéndelos, compréndelos, no te dejes engañar por los periódicos ni por los comentaristas de radio y televisión, ellos están vendidos y sólo publican lo que el gobierno les ordena que te digan.

« Le dialogue public fut demandé par 650 000 citoyens et les demandes du mouvement sont les vôtres. Que le pouvoir le comprenne : les installations universitaires appartiennent à la Nation, c'est pour la Nation que nous sommes en grève, c'est à la Nation à qui nous voulons exprimer nos voix et nos cœurs: dialogue public pour que la Nation entende la vérité »⁴⁹³.

- «Peuple, écoute! C'est une bataille dans laquelle nous avons beaucoup à gagner. Avec ton aide nous obtiendrons que tes enfants, nièces, filleuls et frères, accèdent à la connaissance, arme puissante pour vaincre le monstre des iniquités, comme futurs professionnels, étudiants et travailleurs sociaux nous préparons la défense de l'université publique et gratuite. Réorientons le projet historique de l'Université Populaire au service du peuple, pour construire un Mexique plus juste! Préparons la grève! »⁴⁹⁴.

Les stratégies pour s'allier la population misent beaucoup sur le désenchantement de la population. Nulle surprise si le fonds d'aide aux banques (FOBAPROA), créé par Zedillo, fut maintes fois donné en exemple de la mauvaise gouvernance et que le plaidoyer se concentre sur la critique de politiques gouvernementales précises, cherchant la solidarité des groupes sociaux affectés, notamment celle des travailleurs qui ont subi les contrecoups des dénationalisations passées et ceux qui risquent dans un proche avenir de rejoindre les sans-emploi. Avant même que le mouvement ne se soit structuré, ces travailleurs sont appelés à s'y joindre. Un manifeste daté du 25 mars demande ainsi à toutes les organisations sociales et syndicales, étudiantes et laborieuses, dont les électriciens, puisque l'éventuelle privatisation de l'électricité fait la une des

(...) A través de la Historia, en las luchas del pueblo Mexicano, las mujeres nunca han permanecido indiferentes, las heroínas que conocemos nos lo demuestran, lucha por tus hijos, únete a tus hijos y defiéndelos ».

⁴⁹³ (JEPC CGH): janvier 2000. « (...) Estamos aquí porque creemos que la salida del conflicto es, debe, tiene que ser dialogada, constructiva. El diálogo público fue demanda de 650 mil ciudadanos y demanda del movimiento estu. Que el poder lo entienda: las instalaciones universitarias le pertenecen a la Nación, es por la Nación que estamos en huelga, es a la Nación a la que queremos expresar nuestra voz y nuestras razones: diálogo público para que la nación se entere de la verdad ».

⁴⁹⁴ (JEPC CGH): avril 1999. « Esta es una batalla en la cual tenemos mucho que ganar, con tu ayuda se logrará que sus hijos, nietos, biznietos y hermanos accedan al conocimiento, arma poderosa para (INT Chimie CGH): 31 mai 2000. « Conflictos como el de la UNAM, el Mexe o las movilizaciones de los profesores de la CNTE en México, o como la Huelga en las universidades de Sao Paulo, Brasil, demuestran que la política neoliberal contra la educación pública y gratuita está siendo aplicada en todo el mundo, y que la movilización por parte de estudiantes, profesores y trabajadores no es más que la respuesta ante estas medidas. Los verdaderos culpables del conflicto en la UNAM son la rectoría, el gobierno federal y los organismos financieros internacionales, y la lucha del Consejo General de Huelga representa el rechazo a sus políticas que intentan expulsar a miles de estudiantes, fundamentalmente del sector de más bajos recursos, y convertir a la educación en una mercancía. La lucha del CGH es y seguirá siendo por la defensa de la educación pública y gratuita, al servicio de toda la población.

vencer el monstruo de la desigualdad; como futuros profesionistas, estudiantes y trabajadores sociales preparemos la defensa de la universidad pública y gratuita, ¡Reorientemos el proyecto histórico de la Universidad popular al servicio del pueblo, por construir un México más justo! »

journaux à l'époque, de s'unir aux unamiens afin de résister et d'« empêcher le projet qu'est en train de nous imposer le gouvernement »⁴⁹⁵.

La division que font les étudiants entre le peuple et le gouvernement, omniprésente en 1968, existe encore, mais elle est parfois synthétisée de façon simpliste, ou démagogique (les italiques sont dans l'original):

- « ...en dépit des campagnes de mensonge hors du commun faites contre nous, le peuple *perçoit clairement* que si les étudiants sont d'un côté et le gouvernement, la radio, la télévision, les périodiques et les entrepreneurs de l'autre, *sa place est du côté des étudiants*. Au mieux il ne comprend pas bien les choses pour lesquelles nous luttons, mais il tient compte parfaitement que *ceci est une lutte entre ceux d'en bas et ceux d'en haut*, malgré le fait que le gouvernement tente de l'occulter »⁴⁹⁶
- « L'énorme effort réalisé (jusqu'ici) pour notre cause est trop grand pour nous nous laissons vaincre par l'adversité. Nous sommes mille, des dizaines de mille. Le recteur et les directeurs, avec le conseil universitaire, la Junte de Gouvernement et le Patronat sont à peine une centaine. Il est certain que le gouvernement les appuie. Mais c'est le peuple qui nous appuie, nous. (...). Et nous n'oublions pas qu'il est fatigué du gouvernement. Ce ne lui sera pas facile de recourir à la répression »⁴⁹⁷.
- « Cette lutte fait partie de celle des peuples de partout dans le monde contre leurs exploiters. Hier c'étaient Hidalgo, Martí et Bolivar en Amérique latine, aujourd'hui Camilo Torres et Ernesto Che Guevara et, au Mexique, Ruben Jaramillo et Vallejo, des hommes d'honneur de cette époque dont on ne voit que la lumière »⁴⁹⁸.

Les arguments ne sont pas toujours sensés: « Nous payons tous pour l'éducation, elle est donc pour tous. Pourquoi le gouvernement s'attaque-t-il à l'éducation, essaie-t-il de nous convertir en un peuple ignorant? Parce qu'ils savent que l'information et la connaissance sont

⁴⁹⁵ (JEPC Assemblée Universitaire): 25 mars 1999. « Convocamos a todas las organizaciones sociales, a todos los universitarios del país, a los maestros de primarias y secundarias, a los electricistas y a todos los trabajadores a unificar las resistencias, a unirnos todos para detener el proyecto de país que está imponiendo el gobierno ».

⁴⁹⁶ (JEPC CGH-UNAM): 24 juillet 1999. « ...a pesar de las descomunales campañas de mentiras en nuestra contra, el pueblo *percibe claramente* que si los estudiantes están de un lado, y el gobierno, la radio, la televisión, los periódicos y los empresarios del otro, *su lugar está del lado de los estudiantes*. Alo mejor no comprende bien los puntos por los que luchamos, pero se da cuenta perfectamente de que *ésta es una lucha entre los de abajo y los de arriba*, por más que trate de ocultarlos el gobierno. Y los de abajo están con los de abajo. Más aún si son *sus hijos* ».

⁴⁹⁷ (JEPC Document de discussion no 8 Commission de Propagande de l'Assemblée Générale des Sciences): 23 juin 1999. « Los motivos de nuestra lucha y el enorme esfuerzo que hemos realizado son demasiado grandes como para dejarnos vencer ante la adversidad. Somos miles, decenas de miles. El rector y los directores, junto con los consejeros universitarios, los de la junta de Gobierno y el Patronato apenas y suman un centenar. Es cierto que los respalda el gobierno. Pero es el pueblo quien nos respalda a nosotros. (...) El pueblo entiende bien que luchamos por defender el derecho de sus hijos a recibir educación. Y no olvidemos que ya está harto del gobierno ».

⁴⁹⁸ (FIS 699 CNH): 15 septembre 1968. « Esta lucha es una parte de lo que están dando los pueblos contra sus explotadores en todo el mundo. Ayer fue Hidalgo, Martí y Bolívar en América Latina, y hoy Camilo Torres y Ernesto Che Guevara y en México Rubén Jaramillo y Vallejo; del los nuevos hombres de esta época de honor en que no se ve sino la luz ».

pouvoir »⁴⁹⁹. Cette apologie de l'aide populaire, où les petits gestes relatés à la queue leu leu, finissent par former une fresque populaire dans laquelle la population apparaît nettement comme partie prenante en faveur des étudiants, nous apparaît manipulatrice:

« À tous, nous disons merci pour les démonstrations d'appui et de sympathie envers notre lutte. Merci aux habitants des alentours de Televisa San Angel qui nous ont ouvert les portes de leur maison, de leur local ou de leur auto, nous invitant à entrer pour nous protéger des *granaderos* le 14 octobre. Merci aux enfants de la rue, qui comprennent que cette lutte est pour leur éviter que des enfants n'aient pas accès à l'éducation, contre ceux qui leur ferment les portes de l'université (...), eux qui n'ont rien fait depuis plusieurs mois. Merci aux ouvriers qui ont vidé leurs bourses à la recherche d'une pièce de monnaie lors de notre collecte ou qui nous ont donné leurs *tortillas* lorsque nous allions à la porte de leur fabrique, parce qu'ils comprennent que notre lutte est pour que leurs enfants n'héritent pas du travail à l'usine, pour qu'ils accèdent à l'université. Merci aux passagers du métro qui, en plusieurs occasions, ont empêché que nos brigades soient arrêtées. Aux chauffeurs d'autobus qui ne nous ont pas chargé le passage et nous ont permis de donner de l'information. Aux commerçants des marchés qui nous ont donné des légumes, des céréales, du lait... Aux vendeurs de journaux qui nous en donnaient des copies. À la dame du coin qui vend des *tamales* et des *quesadillas*, qui ne faisait pas payer ce que nous avons consommé. À la dame de maison qui nous a remercié pour cette lutte et qui, les yeux remplis de larmes, nous a dit : « de ce que vous faite dépend le futur de mes petits-enfants ». Aux enfants du primaire et du secondaire qui nous demandaient des paquets de *volantes* pour les distribuer, nous disant « je veux aller à l'UNAM ». À toutes ces paroles d'encouragement que nos brigades ont reçues, telles que « ne lâchez pas, vous faites quelque chose de bon pour le pays...(...) »⁵⁰⁰.

« Grève historique »: les protagonistes des deux mouvements leur ont donné cette épithète flatteur. Les références à l'histoire (événements et personnages) font partie du rite hypnotique qui

⁴⁹⁹ (JEPC Sciences Politiques et Sociales): mai 1999. « La educación la pagamos todos, por lo cual debe ser para todos. ¿Por qué el gobierno ataca la educación tratando de convertirnos en un pueblo ignorante? Porque saben que la información y el conocimiento son poder ».

⁵⁰⁰ (W99 Philosophie et Lettres CGH): octobre 1999. « A todos les decimos gracias por las muestras de apoyo y simpatía hacia esta lucha. Gracias a los pobladores de los alrededores de Televisa San Ángel que abrieron las puertas de sus casas, locales y autos invitándonos a entrar para resguardarnos de los *granaderos* el 14 de octubre. Gracias a los niños de la calle, que entienden que esta lucha es por tratar de evitar que existan más niños sin educación, a los que se les cierran las puertas de las universidades, y que realizaron un acopio para nuestra huelga, ellos que nada tienen nos entregaron lo que pudo servirles de alimento por varios meses. Gracias a los obreros que se rascan los bolsillos en busca de una moneda para nuestro bote, o nos entregan su *tortillas* cuando acudimos a la puerta de su fábrica, porque entienden que nuestra lucha es para no heredar a sus hijos el ingreso a la fábrica, sino el ingreso a la universidad. Gracias a los pasajeros del metro que en varias ocasiones han impedido que nuestras brigadas sean detenidas. A los chóferes de autobuses y peseros que no nos cobran el pasaje y nos permiten dar información. A los comerciantes de mercados y tianguis que nos donan las verduras, los granos, las latas... A los voceadores que nos regalan los periódicos. A la señora del puesto de *tamales*, el de *quesadillas*, que no nos cobra lo que consumimos. Al ama de casa que nos da las gracias por luchar y con los ojos llenos de lágrimas nos dice: *de lo que ustedes hagan depende el futuro de mis pequeños hijos*. A los niños de primarias y secundarias que nos piden paquetes de *volantes* para repartirlos, *yo quiero ir a la UNAM*, nos dicen. A todas esas voces de aliento que reciben nuestras brigadas: *no se dejen, no se rajen, ustedes sí están haciendo algo bueno por el país...* Por supuesto, no podemos dejar de hacer mención en este apartado, de las organizaciones sociales y sindicales que han participado con nosotros en manifestaciones; que, en los momentos más difíciles, han reforzado nuestras guardias; que han sacado desplegados, pronunciamientos y comunicados que nos llenan de aliento, ánimo y fuerzas para sostenernos; que nos han prestado sus vehículos para transportarnos, que nos han apoyado con sonido e infraestructura para distintos actos; que, sabemos, han hecho todo lo que está a su alcance para apoyarnos. Gracias a todos ustedes ».

accorde au présent une profondeur. Les héros de l'Indépendance et certains de la Révolution de 1910 sont présents de façon significative en 1968, contrairement à l'autre mouvement.

- « les baïonnettes sont aussi en activité en plus des tanks, des bazookas et tout le sadisme dont est capable l'armée (mais) aucun député, aucun sénateur ne s'est enhardi à élever la voix (pour dénoncer la répression). La vénérable campagne de Dolores, fidèle témoin de toutes les luttes populaires du passé, est célébrée alors que l'on persécute les étudiants »⁵⁰¹.
- « Nous voyons après un demi-siècle de révolution au Mexique, que les idéaux d'un mouvement populaire qui a triomphé parce qu'il reflètent les préoccupations (des Mexicains) et leur désir de vivre mieux, que ces idéaux ont été confisqués par les réactionnaires⁵⁰², l'oligarchie, la classe au pouvoir, etc., pour maintenir sa condition de bourgeois stable, maintenant dans une misère des plus abjectes les vrais artisans du mouvement de 1910. Oui, à 58 ans du début de la Révolution mexicaine et avec la perspective claire que donne le temps, nous nous rendons compte avec douleur, parce que nous aimons le système dont avaient rêvé les Constituants de 1910 (sic), que les principes démocratiques les plus élémentaires inscrits dans la Constitution ont été violés »⁵⁰³.

La sacralisation de la révolution mexicaine permet de dénigrer le PRI: « l'héritage laissée par la génération héroïque de 1929 est gaspillé »⁵⁰⁴; « les « gains » de la Révolution de 1910 ne sont que façade, tout comme les principes constitutionnels, qui ne servent qu'aux réactionnaires au pouvoir »⁵⁰⁵.

⁵⁰¹ (FIS 694 CNH): 12 septembre 1968. « Una voz, valor civil y las fiestas patrias » « (...) este año también se hicieron, el 15 de septiembre y también las bayonetas están en actividad además de los tanques, bazookas, y todo el sádico salvajismo de que es capaz el ejército, pero este año, ningún diputado, ningún senador se ha atrevido a alzar la voz para censurar la cruel burla de que están siendo objeto los estudiantes al enfrentarles contra su única arma: la sangre joven que corre por sus venas, los modernos armamentos con que cuenta el ejército y que fueron adquiridos con el dinero del pueblo con el fin de defenderlo, no de que se asesine con ellas a sus hijos. Resistirá la venerable campaña de Dolores, fiel testigo de todas las luchas populares del pasado, ser tocada mientras se persigue a los estudiantes por que no se resignan a aceptar que les aprieten la garganta? (...) Los verdaderos acatados que para festejar el 158 aniversario de la iniciación de la independencia de México se realizaran en: unidad profesional de Zacatenco, Ciudad Universitaria y voca 7 ».

⁵⁰² Godos: réactionnaires ou, plus en général, les Espagnols conservateurs (Webster's New World, Spanish Dictionary, 1992).

⁵⁰³ (FIS 524 Comité National de Grève): août 1968. « Pueblo de México. ¿Diálogo Público? Veamos al través de medio siglo de Revolución en México: los ideales de un movimiento popular, que triunfó porque reflejaba la angustia y deseos de vivir mejor, han sido manejados por los godos, la oligarquía, la clase en el poder, etc., para mantener su condición de burgueses ponderados, sumiendo en una miseria más denigrante a los verdaderos forjadores del movimiento de 1910. Sí, a 58 años de iniciada la Revolución Mexicana y con la claridad de perspectiva que da el tiempo, nos damos cuenta con dolor, porque amamos al sistema que soñaron los Constituyentes de 1910, que se han violado los más elementales principios democráticos que reclama la Constitución.

⁵⁰⁴ (AH 60, 327, 91, 36): août 1968. « ¡El fascismo no pasara! La herencia legada de la heroica generación de 1929 ha sido mancillada, el ejército se ha apoderado de los recintos universitarios preparatorianos con lujo de bayoneta, tanques y bazookas. El gobierno fascista de Díaz Ordaz anunciaba su embestida desde 1966, cayó primero la inviolada Universitaria Nicolaita centro respetado por todos los Gobiernos habidos con anterioridad; siguió de la Universidad de Sonora y otras subsecuentemente ».

⁵⁰⁵ (FIS 453 Comité de Lutte UNAM): août 1968. « Estudiantes, obreros y campesinos: (...) Los « logros » de la Revolución de 1910 son falsas, al igual que los principios constitucionales que sirven solamente a los reaccionarios en el poder ».

- « ... cette lutte ne doit jamais cesser, les étudiants ne prétendons pas être l'unique lutte libératoire mais seulement une étape de celle initiée en 1910 au prix du sang de beaucoup de Mexicains, sang qui n'a pas coulé en vain car nous les étudiants sommes décidés à mettre tous nos efforts au service (du) Mexique »⁵⁰⁶.
- « Les idéaux d'un mouvement populaire qui a triomphé parce qu'il reflétait l'angoisse et le désir de vivre mieux sont menacés par les riches, l'oligarchie, la classe au pouvoir, pour maintenir sa condition de bourgeois en maintenant dans une misère encore pire les vrais auteurs du mouvement de 1910 ».
- « Nous ne nous arrêterons que lorsque nous verrons (appliquées) les anciennes devises de Miguel Hidalgo et José María Morelos⁵⁰⁷ ».

La destruction de la grande porte (XVI^e siècle) de San Idelfonso et l'intrusion des soldats dans l'édifice, le 30 juillet 1968, permettent de rappeler qu'Hidalgo fut fusillé un 30 juillet (1811) ce qui « est plus qu'un symbole car quand on viole une enceinte scolaire, on viole la liberté d'enseignement, de recherche et d'éducation et l'on supprime dangereusement un système constitutionnel par un système de force »⁵⁰⁸. Une citation de Benito Juárez, qui s'est réclamé du principes de la Révolution française, « le pouvoir émane directement du peuple », permet à l'auteur du tract d'ajouter qu'« une analyse sereine nous amène à la conclusion que le pouvoir n'a jamais émané du peuple mais a été créé sur le dos du peuple »⁵⁰⁹.

« Tu crois que l'histoire glorieuse du Mexique s'est arrêtée en 1910 et que plus rien ne doit changer? Qu'ils ne te fassent pas peur en te disant que tout changement serait pire, que nous ne sommes pas dignes de Hidalgo, Morelos, Juárez, Flores Magón et Zapata? Eux ils ont lutté, ils ont été « subversifs » face à l'« ordre » établi. Cette lutte des étudiants du Mexique! »⁵¹⁰

⁵⁰⁶ (FIS 53 Médecine vétérinaire et Zootechnique): 15 septembre 1968. « Mexicano: te encuentras en la CU entre los estudiantes precisamente hoy 15 de septiembre aniversario de la lucha de Independencia, esta lucha nunca debe terminar, el movimiento estudiantil no pretende ser la única lucha libertaria, sino que es sólo una etapa de la iniciada en 1910 a costa de la sangre de muchos mexicanos, sangre que no fue derramada en vano, pues los estudiantes hemos decidido poner todo nuestro esfuerzo al servicio de un México ».

⁵⁰⁷ (W99 Philosophie et Lettres CGH): 15 septembre 1999.

⁵⁰⁸ Ramón Ramírez, *El movimiento 1968*, *op. cit.* (documents: Sciences Politiques et Sociales, 13 septembre 1968). « El hecho de que la violación a la autonomía universitaria haya ocurrido el día en que México recordaba el fusilamiento de un rector –Miguel Hidalgo–, es algo más que un símbolo, pues cuando se viola un recinto escolar es violándose la libertad de enseñanza, de investigación, de educación, y está suplantándose peligrosamente un sistema constitucional por un sistema de fuerza ».

⁵⁰⁹ (DIPS 967, 67): septembre 1968 (lettre ouverte à Gustavo Díaz Ordaz). « Decía Juárez que el poder dimana directamente del pueblo el análisis sereno nos lleva a la conclusión de que este poder nunca ha dimanado del pueblo, sino que este poder ha sido creado a espaldas del Pueblo ».

⁵¹⁰ (FIS 424 Comité de Lutte Étudiant): 2 septembre 1968. « Crees que la historia gloriosa de México se detuvo en 1910 y que nada debe cambiar? Que no te asusten diciéndote que cualquier cambio es peor, seamos dignos seguidores de Hidalgo, Morelos, Juárez, Flores Magón y Zapata? Ellos lucharon, ellos « subvirtieron » el « orden » establecido. Esa es la lucha de los estudiantes de México !!! »

Les héros cités sont de souche populaire ou ont une orientation idéologique de gauche. Figure emblématique par excellence, Emiliano Zapata est maintes fois mentionné et cité: « Je veux vivre en restant esclave des principes et non des hommes »⁵¹¹ ainsi que l'anarcho-syndicaliste Ricardo Flores Magón: « La Démocratie ne peut se réduire au droit d'aller aux urnes d'une fois à l'autre et de remplacer les tyrans par d'autres. Nous croyons que la démocratie est la participation consciente de tous les secteurs de la société pour la construction d'un futur inclusif et socialisant »⁵¹².

Mentionnons également ce tract qui, rédigé après le rapport présidentiel du 1^{er} septembre 1968, reproduit un extrait du discours de Porfirio Díaz prononcé en avril 1911, dans lequel l'auteur du tract dit retrouver une « désespérante similitude » avec le discours de GDO, qui avait entre autres dénoncé une (prétendue) alliance des étudiants avec des éléments étrangers à des fins subversives, manifesté sa haine du communisme, fait appel au sentiment nationaliste de la population, vanté les réussites économiques de son régime et affirmé la grande place que tenait Mexique parmi les nations démocratiques. Dans son discours, Porfirio Díaz avait en effet soutenu que des anarchistes mexicains entretenaient des liens avec des « flibustiers » américains, avec le « fantastique objectif d'y créer une république socialiste » (en 1911, Ricardo Flores Magón et les siens avaient traversé la frontière américaine de la Basse Californie, soutenus par des anarcho-syndicalistes américains), affirmé que le peuple était « jaloux de son autonomie, (et qu'il) accourra à la défense de son territoire national pour contenir de tels désordres », toujours prêt à « exalter » le Mexique, et avait louangé l'armée mexicaine pour son « abnégation (...) pour rétablir la paix et donner de sévères leçons aux insensés qui ont perturbé les conditions exceptionnelles que vit la République ». Le but de l'exercice est limpide, le message est clair: la dictature porfirienne a été remplacée par une autre dictature. « Le dictateur s'est-il retourné dans sa tombe? », se demande l'auteur, qui ajoute : « Est-ce que le gouvernement, qui se dit « de la révolution », n'a d'autre thèses à offrir aux nécessités de notre temps que celle de l'archaïque et putréfié Porfirio Díaz, que celle du martyr stérile d'un peuple? »⁵¹³.

⁵¹¹ (DIPS 967, 123): 8 septembre 1968. « Quiero vivir siendo esclavo de los principios y no de los hombres. E. Zapata ».

⁵¹² (AH 40, 120): septembre 1968.

⁵¹³ (FIS 446 Victor de la Fuente, Médecine): 3 septembre 1968. « El general Porfirio Díaz al inaugurar la sesión extraordinaria del Congreso el primero de abril de 1911: « Señores diputados, señores senadores, los que figuran

Outre ces références à l'histoire mexicaine, quelques figures « classiques » telles que Simon Bolívar, Enrique Ródo et José Martí (« Faire, est le meilleur moyen de dire ») sont citées. Parmi les figures contemporaines, les révolutionnaires cubains: « À la violence réactionnaire nous devons lui opposer la violence révolutionnaire. Que la mort de Camilo Cienfuegos, Camilo Torres, Ernesto Guevara et celle de tant d'autres soit un exemple pour la jeunesse mexicaine »⁵¹⁴, Demetrio Vallejo, Valentin Campa, Rubén Jaramillo (assassiné en compagnie de sa femme et deux de ses enfants en 1962) et Genaro Vázquez (dans les maquis du Guerrero en 1968), le philosophe Herbert Marcuse, le célèbre Daniel Cohn-Bendit bien sûr, mais aussi Paul Nizan, « À l'origine de tout, en premier, est le refus »⁵¹⁵ et... Goethe, « la liberté et l'existence sont à ceux qui les conquièrent quotidiennement, j'espère voir une multitude d'hommes libres sous ce même ciel et alors dire au moment fugitif, arrêtes, tu es si beau! »⁵¹⁶.

En 1999, la référence historique par excellence est le mouvement étudiant de 1968, et Porfirio Díaz a cédé sa place à Gustavo Díaz Ordaz comme référence odieuse. Le recteur Francisco Barnés, qu'on accuse de vouloir empêcher tout rassemblement car cela représenterait

muchos filibusteros americanos con el fantástico proyecto de formar una República Socialista, tan nefasto propósito no podía menos que provocar la mas grande indignación en el País y estoy seguro que en el caso necesario el pueblo mexicano siempre patriota y celoso de su autonomía acudirá a la defensa del territorio nacional para contener tales desórdenes no han bastado las fuerzas de seguridad pública sino que ha sido preciso movilizar numerosas tropas federales. De las cuales la parte principal ha dedicado a perseguir los núcleos revolucionarios y el resto se ha fraccionado en destacamentos para asegurar en cuanto es posible el orden público en todas las regiones del País. Se complace el ejecutivo en aprovechar esta ocasión para tributar un público homenaje a la lealtad y al valor del soldado mexicano que solo son comparables con la disciplina y la resignación con que sufren los rigores de todo género en la campaña; sabe además el gobierno que cuenta con el heroísmo y la abnegación del ejército para restablecer la paz y dar severas lecciones a los insensatos que han perturbado las excepcionales condiciones en que se encuentra la República han hecho que los doce cuerpos de la policía rural existentes no bastarán para cubrir las imperiosas y múltiples necesidades de sus servicios viendóse obligado el ejecutivo a organizar desde luego otros de cuerpos y aumentar (...) las mismas circunstancias (...) iniciar la supresión de algunas garantías constitucionales exclusivamente para los responsables de delitos del orden común, medida enérgica que no es nueva en México pues en casos análogos se decretó por diversas administraciones empero producirá muy saludables resultados, sobre todo en lo tocante a la conservación de ferrocarriles, telégrafos, teléfonos e instalaciones para la producción y la transmisión de la energía eléctrica y evitará los asaltos y plagios en los caminos y despoblados ». ¿Vuelve el dictador desde la tumba? Al hacer una revisión comparativa al informe de gobierno del dictador Porfirio Díaz, este revela una desesperante similitud con el comunicado por Díaz Ordaz este año de 1968. ¿Es que el gobierno que se dice « de la revolución », no tiene una tesis que ofrecer a las necesidades de nuestro tiempo, que la arcaica y ya podrida de Porfirio Díaz? en el estéril martirio de un pueblo? ».

⁵¹⁴ (FIS 145 Droit): 25 juillet 1968. « A la violencia reaccionaria hay que enfrentarle la violencia revolucionaria ». Que la muerte de Camilo Cienfuegos, Camilo Torres, Ernesto Guevara y la de tantos otros, sea un ejemplo para la juventud mexicana ».

⁵¹⁵ (AH 60 327, 91, 24): août 1968. « En el origen de todo está, primero, el rechazo ».

une « incitation à participer à une grève », est comparé à Díaz Ordaz: « (Barnés) substitue son incapacité de diriger l'université par la répression, digne d'un gouvernement « diazordazien »⁵¹⁷, ou encore:

- « Francisco Labastida, qui a démontré un manque total de vision politique, qui a recours à des mensonges odieux dans son argumentation contre la grève disant que les « ultras » recevaient des armes de l'Armée Populaire Révolutionnaire, « argument » si absurde, qu'il est tombé de lui-même. Si aberrant en fait, que seul un cerveau de la taille de celui de Díaz Ordaz aurait pu y recourir »⁵¹⁸.
- « Les accusations lancées par le rectorat contre les étudiants, enseignants et travailleurs pour avoir convoqué, organisé, participé ou appuyé de quelque façon la grève, résultent d'un gouvernement diazordiste. De nous, nous entendons dire que l'« incitation et la participation » à une grève dans notre université font partie des délits de l'ordre commun »⁵¹⁹.

Outre ce que nous avons rapporté au troisième chapitre, voici quelques références à 1968:

- « aucune issue violente ne résoudra le conflit, au contraire, cela ouvrirait une blessure dans la conscience sociale. Vous vous souvenez de 68? Encore aujourd'hui son rayonnement persiste dans le corps de la société »⁵²⁰.
- « Nous voyons la campagne de lynchage qu'ils ont lancé contre nous! Que oui, maintenant le problème est résolu, que oui nous ne sommes que quelques-uns, allant jusqu'à dire que « nous avons des armes ». Ils disaient la même chose en 1968 pour justifier la répression du mouvement. *Mensonge après mensonge* »⁵²¹.

⁵¹⁶ « A lo gana la libertad y la existencia quienes a diario la conquistan, espero ver una multitud de hombres libres bajo este mismo cielo y entonces diré al fugitivo momento, detente, eres tan bello! ».

⁵¹⁷ (W99 Philosophie et Lettres CGH): 15 mars 1999. « La rectoría trata de sustituir con soberbia y represión su falta de capacidad para dirigir nuestra universidad. Las acusaciones lanzadas por la rectoría en contra de los estudiantes, profesores y trabajadores por haber convocado, organizado, participado o apoyado de alguna forma el paro, resultan dignas de un gobierno diazordacista. De nuevo escuchamos como delitos del orden común la "incitación y participación" en un paro en nuestra universidad ».

⁵¹⁸ (W99 Philosophie et Lettres CGH): 22 octobre 1999. « ¿Qué mentes pueden sostener, contra viento y marea, a tal personaje a la cabeza de una Universidad? Otros de su misma altura. Francisco Labastida, que ha demostrado una falta total de la menor visión política, que recurre a mentiras obvias en su argumentación contra la huelga diciendo que la « ultra » recibe armas del EPR, « argumento » que de tan burdo, cae por sí sólo. Tal absurdo sólo se le puede ocurrir a una mente del tamaño de la de Díaz Ordaz. Señor Labastida, rebela usted su incapacidad para comprender un movimiento social (...) ».

⁵¹⁹ (W99 Philosophie et Lettres, Assemblée Universitaire): 12 mars 1999. « Las acusaciones lanzadas por la rectoría en contra de los estudiantes, profesores y trabajadores por haber convocado, organizado, participado o apoyado de alguna forma el paro, resultan dignas del gobierno diazorcista. De nuevo escuchamos como delitos del orden común la « incitación y participación » en un paro en nuestra universidad ».

⁵²⁰ (JEPC CGH): janvier 2000. « Estamos aquí, en el casco de Ciudad Universitaria, corazón del conocimiento nacional. ¿Qué queremos? ¿Hacia donde vamos? ¿Cómo queremos llegar al siglo XXI? ¿Qué necesitamos? Estamos aquí en pie de huelga. Ninguna salida violenta resolverá el conflicto, al contrario: abriría una herida en la conciencia social. ¿Se acuerdan del 68? Aún pervive reverberante en el cuerpo de la sociedad ».

⁵²¹ (JEPC CGH-UNAM): juillet 1999. « Ellos controlan la radio, la prensa y la televisión. ¡Ya vimos la campaña de linchamiento que han lanzado en contra de nosotros los estudiantes! Que sí ya estaba resuelto el problema, que si

- « Ils ne pourront nous enlever la mémoire, effacer l'histoire. Les ex-étudiants de 68 vont le peindre pour signifier à tous de ne pas se rendre, même sous les balles, même en prison, à l'exemple de notre mouvement. Le 6 février, la PFP a violé l'autonomie, mais jamais elle ne pourra outrager notre mémoire. (...) Restera l'image de Ho Chi Minh, réalisée par Mario Falcon, auteur de cette murale qui a pendant des années caractérisé cet auditorium (...) »⁵²².
- « (afin) d'isoler les étudiants en trompant la population, tout comme en 1968 ».

Les héros de l'Indépendance ont disparu (mis à part le jour de la commémoration de l'Indépendance), tout comme ceux de la révolution mexicaine, à quelques exceptions près, alors que dans un spicilège de témoignages d'étudiants et d'enseignants arrêtés le 6 février 2000, nous retrouvons à la fin une citation d'Emiliano Zapata:

« Nous sommes nés de la nuit, en elle nous vivons, et en elle nous mourrons. Mais la lumière sera demain pour les autres, pour tous ceux qui pleurent la nuit, pour ceux à qui est refusé le jour. Pour tous la lumière, tout pour tous. Pour nous la dignité insurgée, pour nous le futur nié, pour nous rien. Réforme, Liberté, Justice et Loi »⁵²³.

L'EZLN, nous l'avons vu au deuxième chapitre, a la sympathie de la majorité des étudiants et tant les indigènes en lutte « seuls liens qui nous restent avec la culture de nos prédécesseurs »⁵²⁴, que la lutte elle-même sont cités en exemples.

« Il est arrivé l'heure des grandes batailles pour la survivance populaire. Il est arrivé le temps des luttes pour l'éducation gratuite. L'accomplissement dans sa totalité des accords de San Andrés et la non privatisation de l'industrie électrique, entre autres, le chemin de la libération et de l'indépendance. Un exemple digne de cette résistance est la lutte de nos frères zapatistes qui aujourd'hui sont ici. À eux, nous leur disons: merci camarades pour lutter et résister »⁵²⁵.

sólo éramos unos cuantos, llegando al extremo de decir que « tenemos armas ». Igual que decían en 1968 para justificar la represión al movimiento. *Mentira tras mentira.* »

⁵²² (W00 Chimie CGH): octobre 2000. « El próximo jueves 19 de octubre a las 12:30 hrs, reinauguraremos el auditorio Ho Chi Minh de la Facultad de Economía, habrá música y teatro. No podrán arrebatarnos la memoria, no podrán borrar la historia. Los estudiantes del '68 lo pintaron para decirle a todos que ellos no se rinden, ni con balas, ni con cárcel; y este ejemplo nos acompaña a lo largo de nuestro movimiento. El 6 de febrero, la PFP mancilló la Autonomía, pero jamás podrá ultrajar nuestra memoria. La imagen de Ho Chi Minh será de nuevo colocada; a pesar de la PFP, del "rector carcelero" y del "gordo" Ramírez, "director" de Economía. La imagen volverá, como siempre vuelve el espíritu indomable del estudiante. Se colocará la pintura de Ho Chi Minh, realizada por Mario Falcón, autor del mural que por años caracterizó a este auditorio y que fue destruido por órdenes del fascista De la Fuente, aprovechando la toma militar de la UNAM el 6 de febrero de 2000. Se reinstalará también la placa de la generación 68 que fue arrancada por los militares de la PFP ».

⁵²³ (JEPC CGH): juin 2000. « Nosotros nacimos de la noche, / en ella vivimos, / y moriremos en ella. / Pero la luz será mañana para los más, para todos aquellos que aún lloran la noche, / para quienes se niega el día. / Para todos la luz, / para todos todo. / Para nosotros la dignidad insurrecta, / para nosotros el futuro negado, / para nosotros nada. / Reforma, Libertad, Justicia y Ley ».

⁵²⁴ (JEPC CGH): juillet 1999.

⁵²⁵ (W99 Philosophie et Lettres CGH): 15 septembre 1999. « Ha llegado la hora de las grandes batallas por la sobrevivencia popular. Ha llegado el tiempo en que las luchas por la educación gratuita, el cabal cumplimiento de los

Les références à des personnages non mexicains sont parcimonieuses. Outre quelques mentions de Noam Chomsky, anarchiste et critique des politiques américaines, nous avons repéré quelques citations de l'« inoubliable révolutionnaire et poète cubain » José Martí, et de Salvador Allende (en ordre):

- « La liberté coûte très chère, et elle est nécessaire, ou l'on se résigne à vivre sans elle ou l'on se décide à l'acheter au prix qu'elle vaut »⁵²⁶.
- « être étudiant veut aussi dire défendre un projet de nation dans lequel tous ceux qui ont été obligés à garder le silence parlent d'une seule voix, celle du peuple. Parce que, comme le dirait Salvador Allende « être étudiant et ne pas être révolutionnaire équivalent à n'être rien ».

Nous avons donné des exemples qui, exception faite des extraits « littéraires », reflètent l'ensemble des deux corpus. On peut y déceler différents niveaux de maturité, quelques tendances au paternalisme (exemples familial et politique?), surtout en 1968, et même à la manipulation qui est possiblement une tendance involontairement héritée de l'omniprésence d'un discours démagogique, ou peut-être le corollaire de la pauvreté de l'éducation d'une partie de la population (dont l'analphabétisme n'est que la pointe de l'iceberg): dans le pire des cas, on a tendance à percevoir la population comme manipulable, ou simplement on croit *être en devoir* de l'informer, voire de la former.

En 1968, les étudiants ont un sens aigu de l'histoire et ne manquent pas de rappeler que l'Indépendance et la Révolution ont été réalisées grâce à des personnes d'origine modeste qui avaient de nobles valeurs. Plus on les cite, plus le contraste entre les objectifs exprimés par ces héros et ceux du « gouvernement bourgeois » apparaît (indépendance économique et politique, justice sociale). En 1999-2000, l'histoire s'est accélérée depuis quelques années et l'esprit des étudiants est fixé sur le désengagement de l'État. La démocratisation relative et l'ouverture des frontières apportent peu ou rien au quotidien de la majorité des Mexicains, qui assistent au spectacle désenchanté des Salinas (mafia, argent sale et assassinats), vivent dans un pays de

acuerdos de San Andrés y la no privatización de la industria eléctrica, entre otras, constituyen el camino de la liberación y la independencia. Ejemplo digno de esta resistencia, es la lucha de nuestros hermanos zapatistas que hoy están aquí con nosotros para decirnos su palabra. A ellos les decimos: gracias compañeros, por luchar y resistir ».

⁵²⁶ (JEPC Document de discussion no 6; CPAGC): 5 juin 1999. « La libertad cuesta muy cara, y es necesario, o resignarse a vivir sin ella, o decidirse a comprarla por su precio ».

moins en moins sécuritaire et paient pour la survie des banques. L'histoire récente apporte peu d'espoir à leurs yeux; la vie politique a beau s'être démocratisée, même le PRD est discrédité aux yeux d'une partie de ces jeunes. Ces radicaux sont tournés vers l'EZLN, vers la lutte armée, seule avenue possible pour doter le pays d'un gouvernement de gauche, car il est clair qu'ils ont, tout comme en 1968, la conviction que l'État n'est pas ce qu'il devrait être et même qu'il constitue un danger pour la Nation en vendant carrément le pays aux puissances capitalistes.

CHAPITRE VI PERCEPTIONS DE SOI, DU MOUVEMENT, DU PEUPLE ET DU MONDE

Nous avons distingué deux catégories concernant l'auto-perceptions: celle que les jeunes ont d'eux-mêmes et de leur rôle en tant qu'étudiants et celle qu'ils ont du mouvement qu'ils ont formé. La troisième est l'envers du décor, c'est le miroir déformé par les préjugés, les insultes et les accusations dont ils se disent victimes (d'être manipulés, de représenter un danger pour le pays, de ne représenter qu'une poignée d'étudiants). Suivent deux thèmes: les représentations qu'ont les étudiant de la Nation, du peuple mexicain, puis celles qu'ils ont d'un monde en voie de globalisation dans les années 1960 et qui, à la fin du XXe siècle, connaît un formidable essor. On trouvera aussi les slogans qui se rapportent à certains thèmes. En début ou / et en fin de texte, ils supportent le texte principal et éclairent sur l'état d'esprit de leurs auteurs. En 1968, les slogans les plus fréquents sont le cri de Che Guevara, « Hasta la victoria siempre! », l'appel au peuple « Pueblo únete! » et nombre de ses variantes, comme « Unidos venceremos! », « Pueblo y estudiantes unidos conquistaremos la victoria! » ou « Unámonos! ». Les exhortations au peuple, à l'ouvrier ou à l'étudiant à « s'organiser » sont également fréquentes, ainsi que la dénonciation de la répression, dont le récurrent « Alto a la represión! ». Afin de ne pas alourdir inutilement la lecture du chapitre présent et du suivant, le lecteur trouvera en annexe d'autres extraits, lesquels, croyons-nous, méritent tout autant son attention, petits coloris qui font partie du tableau d'ensemble.

1. En tant que jeunes, qu'étudiants

« Qu'est-ce qu'un homme rebelle? C'est un homme informé qui décide que « les choses ont assez duré ». Qui dit « non », qui « affirme l'existence d'une frontière », qui « met tout en jeu », qui « s'identifie avec une communauté centrale »⁵²⁷.

⁵²⁷ (FIS 340 Médecine): août 1968. « ¿Qué es un hombre rebelde? (...) Significa, por ejemplo, « las cosas han durado demasiado », « hasta ahora sí, en adelante, no ». Ese « no » afirma la existencia de una frontera. El movimiento de rebelión no es, en su esencia, un movimiento egoísta. La rebelión se hace tanto contra la mentira como contra la opresión. El rebelde no preserva nada, puesto que pone todo en juego. Exige sin duda, para sí mismo el respeto, pero en la medida en que se identifica con una comunidad central. La rebelión no nace solamente, y forzosamente, en el oprimido, sino que puede nacer también ante el espectáculo de la opresión de que otro es víctima. Hay, pues, identificación con el otro individuo. El movimiento de rebelión es más que un acto de reivindicación, en el sentido fuerte de la palabra. El rebelde en su primer movimiento, se niega a que se toque lo que

a) 1968

La rébellion est propre à la jeunesse. Lorsqu'elle est la conséquence d'une situation qui touche sa communauté, ici étudiante, l'énergie rebelle devient alors redoutable, le sentiment d'injustice étant un levier puissant de la protestation. L'immense réservoir d'énergie auquel les rebelles puisent leur carburant, quand ce n'est pas à l'utopie, à l'avenir, au rêve, les fondements sur lesquels leur révolte repose, tout cela les rend d'autant plus déterminés et ils sont très conscients de cette force. Rapidement politisé, le discours ne dénonce pas que la répression pour elle-même, il décortique sa raison d'être, en fait une analyse critique⁵²⁸.

Enthousiastes, les étudiants de l'IPN et de l'UNAM ont une bonne estime d'eux-mêmes, se considérant comme « l'expression de la force active de la Nation »⁵²⁹. Ils croient en leur potentiel comme jeunes, comme étudiants et comme citoyens ayant une plus grande liberté que la plupart des autres groupes sociaux: ils ne sont pas liés par un travail rémunérateur, par un patron ou un syndicat, et refusent d'être embrigadés dans un système de pensée. Cette prémisse imprègne le discours; les étudiants sont convaincus qu'ils ont un rôle important à jouer dans l'avenir de la société mexicaine, du peuple mexicain; ils se sentent investis d'une mission et se considèrent différents de leurs prédécesseurs. Étudier aux niveaux supérieurs permet d'avoir une vue d'ensemble de la situation socio-écono-politique du pays et d'en tirer une réflexion.

Les universitaires se sentent responsables envers le peuple, qui leur donne l'opportunité d'accéder à l'éducation supérieure. En aidant le pays à se développer, ils lui redonneront ce qui leur est donné. Malgré les affirmations voulant que les étudiants soient des « caisses de résonance, des « reflets de la société » et les « porte-voix des inquiétudes et des nécessités

el es. Lucha por la integridad de una parte de su ser; no trata ante todo de conquistar sino de imponer. La rebelión es su principio, se limita a rechazar la humillación sin pedirla para los demás. Acepta el dolor para uno mismo, con tal de que su integridad sea respetada. La rebelión es profundamente positiva, pues revela lo que hay que defender siempre en hombre. Es el acto del hombre informado que posee la conciencia de sus derechos ».

⁵²⁸ (FIS 11 Architecture): septembre 1968. « (...) Hemos actuado, nosotros los estudiantes, denunciando los hechos violatorios de los que consideramos malos gobernantes, les hemos señalado sus errores y sus actitudes negativas. Nuestra posición ha sido y será respaldada por la razón ».

⁵²⁹ (AH 60, 327, 92, 1): juillet 1968.

populaires »⁵³⁰, ils croient toutefois nécessaire de conscientiser le peuple aux problèmes du Mexique et de le réveiller. Autrement dit, à se conformer à la vision de Gramsci, qui est de travailler à l'hégémonisation idéologique et sociale de la Nation, un travail prédestiné aux intellectuels, une tâche « éminemment politique », d'autant plus nécessaire que le contexte de sous-développement où une partie de la population est peu informée.

- « Au Mexique peu de groupes civils sont aussi capables que les universitaires d'élever la voix »⁵³¹.
- « (...) très différente des autres, cette jeunesse n'accepte pas d'être domestiquée par aucun des organismes que le gouvernement a créés pour la jeunesse, au contraire, cette jeunesse est rebelle, par nécessité de survivance, par la nécessité de créer une nouvelle morale que l'actuelle, qui prétend l'asphyxier »⁵³².
- « (...) nous dénonçons le fait qu'on nous empêche de parler, nous étudiants mexicains, parce que nous sommes l'unique force capable de comprendre la crise (que vit) notre pays, et pour être ceux qui participent activement pour en finir avec les agressions d'un gouvernement dictatorial et antidémocratique, qui n'autorise que les réunions publiques qui le louangent et qui réprime (...) celles qui dénoncent ses conduites, ou politiques, arbitraires »⁵³³.
- « (on ne veut pas) vivre lâchement et dans l'indifférence de la faim et de la misère des classes populaires mexicaines »⁵³⁴.
- « une jeunesse désintéressée, noble et éveillée qui ne veut que rompre les modèles caducs et mal structurés d'une société corrompue »⁵³⁵.

⁵³⁰ (FIS 431 Comité de Lutte Estudiantine): septembre 1968. « Los estudiantes, portavoces de sus inquietudes y de las necesidades populares han sido sanguinariamente reprimidos y asesinados al realizar manifestaciones contra la opresión gubernamental. Recordamos la intervención militar en Morelia, Tabasco, Durango, Sonora (...) ».

⁵³¹ (DIPS 522, 143 Sciences Politiques et Sociales, Université Ibéroaméricaine): 14 août 1968.

⁵³² (DIPS 967, 67): septembre 1968. « Esta juventud es muy diferente de las demás, esta juventud no acepta ser domesticada por ninguno de los organismos que el gobierno ha creado para la juventud, sino por el contrario, esta juventud es rebelde, por una necesidad de supervivencia, por la necesidad de crear una nueva moral, que la actual la pretenda asfixiar ».

⁵³³ (FIS 436 Comités de Lutte des Facultés de Sciences, de Sciences Politique et Sociale, d'Économie, de Génie et de Philosophie et Lettres): 27 juillet 1968. « Ante la campaña de difamaciones y tergiversación de los hechos desatada por el gobierno a través de los órganos informativos tales como radio, televisión y periódicos principalmente, los estudiantes universitarios nos hemos visto obligados a informar correctamente a la opinión pública la verdad de los hechos en los últimos días. (...) Ante la violencia desatada cada vez con mayor intensidad por las fuerzas represivas, denunciamos que los estudiantes mexicanos en general están acallados, por ser la única fuerza capaz de entender la crisis de nuestro país y por ser quienes participan activamente con el fin de acabar con las agresiones de un gobierno dictatorial y antidemocrático que solo permite reuniones públicas en las que se le alaba y que por el contrario reprime en todas las formas posibles a todos aquellos que denuncian sus arbitrariedades. Invitamos a todo el pueblo su apoyo moral y material (...) Estudiantes y pueblo de México, unidos lograremos la implantación de un gobierno auténticamente democrático ».

⁵³⁴ (FIS 554 CGH): 20 août 1968. « Los estudiantes de México renunciamos a vivir cobardemente, no presenciaremos jamás con indiferencia el hambre y la miseria que padecen los campesinos y obreros de nuestra patria ».

⁵³⁵ (FIS 266 Droit): 3 septembre 1968. « Pueblo de México: Claramente hemos visto que en el informe presidencial rendido el día 1 de septiembre del presente año, no le fue dada la importancia debida al movimiento estudiantes. Quien no le da la importancia debida a una juventud desinteresada, noble e inquieta, que solo quiere romper los moldes caducos y mal estructurados de una sociedad corrupta, no vive la realidad ».

- « être jeune n'est pas une excuse mais une responsabilité; c'est l'heure de l'imagination créatrice »⁵³⁶.
- « Loin d'être un jeu, (le mouvement) met en évidence notre personnalité de scolarisés avancés. Nous devons convaincre notre peuple que nous ne sommes pas des sauvages, que nous, les véritables étudiants, nous connaissons l'ordre, que nous valorisons les causes justes, que nous luttons contre le despotisme, que notre lutte est celle des ouvriers et des paysans, que nous continuons la conquête de la liberté »⁵³⁷.
- « Parce que nous ne voulons pas vivre dans un Mexique corrompu, parce que nous voulons changer tout cela. Parce que nous ne voulons pas que nos enfants héritent de ces larmes. Parce que nous avons le droit de le changer, car c'est nous qui allons y vivre, parce que maintenant nous ne voulons pas nous laisser bernier ni qu'ils vous leurrent avec leurs phrases qui n'ont rien à voir avec la réalité que nous vivons. C'est pour cela que nous sommes des étudiants. C'est pour cela que nous luttons »⁵³⁸.
- « Les universitaires (professeurs et étudiants) ont toujours été, au travers de l'histoire, la conscience vivante de la société et les promoteurs du développement humain. L'universitaire est le symbole et la réalité des valeurs les plus élevées et les plus audacieuses de la vérité, de la liberté, de la générosité, de la justice sociale authentique et démocratique »⁵³⁹.
- « Dans les grandes luttes sociales de notre époque pour la transition vers un monde plus humain, le rôle des étudiants est de donner aux autres secteurs sociaux leur conception du monde (mais en actions concrètes), de servir de catalyseurs, de détonateurs (...). En somme d'être, comme le dirait Daniel Cohn-Bendit, un mégaphone. Cette fonction d'aller à l'universel (...) est l'action qui est née de la nécessité de toute institution éducative supérieure et qui peut se résumer ainsi : « amener l'Université au peuple »⁵⁴⁰.
- « Nous croyons que nous n'accomplirions pas notre responsabilité historique de Mexicains si nous ne protestons pas des abus constants des autorités qui se sont spécialisées à violer constamment et de façon flagrante notre Constitution »⁵⁴¹.
- « Notre mission est double, nous devons réveiller la conscience du peuple et coordonner la lutte populaire. Avant d'être olympiens nous voulons être libres »⁵⁴².

⁵³⁶ (FIS 342 Philosophie et Lettres): 23 septembre 1968.

⁵³⁷ (W68 CNH): août 1968.

⁵³⁸ *ibid.* « (...) Si sabes la respuesta a todo esto, sabrás también entonces por que el odio y la represión contra los estudiantes, que se han atrevido a señalar y a combatir todo esto. ¿Porque? Porque no queremos vivir un México corrompido, porque queremos cambiar todo esto. Porque no queremos heredarles a nuestros hijos sólo las lacras de hoy. Porque tenemos derecho a cambiarlo, pues somos nosotros los que lo vamos a vivir. Porque ya no queremos que se nos engañe y que se te engañe con palabras que nada tiene que ver con la realidad que vivimos. Para eso estudiamos. Para eso luchamos ».

⁵³⁹ (DIPS 522, 143 Sciences Politiques et Sociales Université Ibéroaméricaine): 14 août 1968. « Los universitarios (profesores y alumnos) han sido siempre, a través de la historia, conciencia viva de la sociedad y promotores del desarrollo humano. El universitario es símbolo y realidad de los más altos y audaces valores de verdad, libertad, generosidad, de justicia social auténtica y de democracia ».

⁵⁴⁰ (FIS 10 Architecture): 19 août 1968. « (...) estas grandes luchas sociales de nuestra época, que son de transición hacia un mundo más humano, el papel de los estudiantil es de DAR a otros sectores sociales su concepción del mundo (¡pero, en acción concretas), servir de catalizadores, detonadores de situaciones sociales que por lo conflictivo, son dinamita a punto de explotar. En suma, ser un megáfono como dijera Daniel Cohen-Bundit. Esta función de llevar lo universal (universitaria) de su pensamiento a todos los demás miembros de la social, es la acción que ha surgido como necesidad de toda institución educativa superior, y se puede resumir en « llevar la Universidad al pueblo... ».

⁵⁴¹ (FIS 266 Droit): 3 septembre 1968. « Nosotros los jóvenes estudiantes, creemos que no cumpliríamos con nuestra responsabilidad histórica de mexicanos si no protestamos por los constantes abusos de las autoridades quienes se han especializado en violar constante y flagrantemente a nuestra Constitución Somos conscientes de que es necesaria la existencia de cuerpos de vigilancia que salvaguarden el orden y los intereses de la sociedad; pero protestamos! ».

⁵⁴² *ibid.*

- « Face à la thèse qui veut que l'étudiant doit se consacrer uniquement à l'étude, nous soutenons la thèse contraire: l'éducation est un instrument de libération nationale et individuelle et l'usage de cette liberté implique nécessairement un engagement face aux grands problèmes, lequel, concrètement, se traduit en formes concrètes de lutte. Toutes les fonctions d'une université sont éminemment politiques. L'éducation, la science et la technique sont des instruments indispensables dans la lutte pour le développement et l'indépendance; l'autonomie (de l'UNAM) est un acquis obligatoire de la fonction universitaire »⁵⁴³.
- « Que les étudiants doivent limiter leurs activités à l'étude est une position très égoïste. Nous ne voulons pas être des machines programmées, parce que le peuple dont nous faisons partie et qui soutient l'éducation, qui met son espoir en nous afin que nous nous préparions, non pas à utiliser nos connaissances pour abuser de la communauté, mais pour la sortir du désastre économique, politique et social dans lequel elle se trouve. Nous nous surpasserons jour après jour jusqu'à réussir à extirper les cancers dont souffre notre peuple, nous romprons avec les vieilles structures. Avec les ouvriers et les paysans, nous (ré)interpréterons le mot justice sociale, que nous comprenons comme une vraie démocratie. Il faut sérieusement en finir avec l'ignorance, la faim, l'inculture, les politiciens tarés qui se font appeler « la famille révolutionnaire ». Ils nous donnent le droit de vote mais pas celui de penser et de participer à la vie politique du pays. Mexicain: ce qui pour le touriste et le Comité Olympique est du folklore, c'est de la misère »⁵⁴⁴.
- « (l'étudiant) a un rôle catalyseur dans la polarisation des forces dans un mouvement révolutionnaire « moderne »⁵⁴⁵.

⁵⁴³ RAMIREZ, Ramón, *El movimiento 1968, op. cit.* (documents Sciences Politiques, 18 septembre 1968). « (...) Frente a la tesis de que el estudiante únicamente debe dedicarse a estudiar, nosotros sostenemos la tesis contraria: la educación es un instrumento de liberación nacional e individual y el uso de esta libertad implica necesariamente un compromiso frente a los grandes problemas, que se manifiesta en formas concretas de lucha. Todas las funciones que la universidad tiene encomendadas son eminentemente políticas. La educación, la ciencia y la técnica son instrumentos indispensables en la lucha por el desarrollo y la independencia; la autonomía, requisito imprescindible de la cabal función universitaria. (...) Sin embargo, debemos entender que la juventud entraña una fuerza tendiente a romper el aislamiento, a asegurar su futuro y a crear una sociedad más justa. Sería insensato renunciar a las potencialidades de esta enorme fuerza renovadora. Todo poder político dimana del pueblo y se instituye para su beneficio. El pueblo tiene en todo momento el derecho de alterar o modificar la forma de sus gobiernos. En consecuencia, el poder público tiene el deber de garantizar y respetar la confrontación ideológica y política de los individuos, de los grupos y organizaciones de donde surgen las soluciones a los problemas actuales, en contra de la persistente aplicación de fórmulas caducas que, si un día fueron operantes para promover el desarrollo, hoy lo frenan con su inercia. El monólogo oficial ha terminado. Se impone ahora un diálogo que, de no realizarse, sólo conduciría a una explosión más violenta. El autoritarismo, que sólo otorga o concede, pero no discute ni acepta compromisos, ha pasado a la historia. (...) Para lograr los fines que nos hemos propuesto, exhortamos a la unidad y a la organización. La lucha, por su propia naturaleza, exige continuidad y permanencia. Son muchos los peligros que acechan a toda acción política. Cuanto mayor alcance y profundidad pretende una causa, más debe vigilarse su unidad orgánica para que neutralice la actividad de los provocadores y encauce la acción hacia formas superiores ».

⁵⁴⁴ (FIS 96 Préparatoire 4): septembre 1968. « En cuanto a que los estudiantes debemos exclusivamente dedicarnos a estudiar, creemos que es una posición muy egoísta nos negamos a ser máquinas programadas, porque el pueblo de que formamos parte y es el que sostiene la educación tiene puesta en nosotros la esperanza de que nos preparemos, no para abusar de nuestros conocimientos en contra de la comunidad, quiere que nos preparemos para sacarlos del atraso económico, político y social en que se encuentra. Nos superaremos día a día hasta lograr extirpar los cancers que sufre nuestro pueblo; romperemos con las viejas estructuras y nosotros junto con obreros y campesinos interpretaremos la palabra justicia social entendiéndola como una verdadera democracia y en serio acabar con la ignorancia, el hambre, la incultura, los políticos rateros y lacras que se hacen llamar familia revolucionaria. Se nos ofreció el derecho de votar pero no el derecho de pensar y participar en la vida política del país. Mexicano: lo que para el turismo y el Comité Olímpico es Folclor, es miseria ».

⁵⁴⁵ (FIS 787 Gaceta): 20 août 1968. « (...) El paso de la protesta a la resistencia se ha dado en aquellos sectores que escapaban en mayor escala al control oficial. El movimiento actual es un intento serio de resistencia y de defensa de los derechos democráticos; esto, por paradójico que parezca, no es un hecho reformista sino revolucionario: la defensa de la Constitución es un acto de subversión de la « Constitución real », dada por los factores reales de poder. Por otro lado, conviene recordar que todo movimiento revolucionario moderno, aún los socialistas, han pasado por una fase previa de lucha democrática. Esto no quiere decir que estemos al borde de la

- « L'unité actuelle est due à la démocratie, c'est-à-dire en termes de maturité politique, en termes d'une mission historique qu'ont les jeunes, surtout ceux des pays sous-développés »⁵⁴⁶.

Le sacrifice et l'honneur sont des valeurs présentes dans le discours étudiant, soulignés souvent sous les traits de l'héroïsme. Une des caractéristiques de la représentation de l'activité politique anti-capitaliste étant la lutte, la résistance, l'héroïsme est un sacrifice à la communauté. On peut déceler dans ce trait le poids de l'histoire mexicaine; les étudiants relient effectivement leur engagement à la lignée des mouvements de résistance et des personnalités ayant affronté la mort, ou l'ayant trouvée, au nom du peuple.

- « Mille et mille martyres ont offert héroïquement leur vies pour les intérêts du peuple. Maintenons haut est notre but et nous avancerons par le chemin teinté avec leur sang! Là où il y a lutte il y a des sacrifice et la mort est chose fréquente. Mais pour nous, qui nous nous mettons à la disposition des intérêts du peuple et les souffrances de l'immense majorité, mourir pour le peuple est une mort digne »⁵⁴⁷.
- « ...nous savons que nous pouvons mourir ou être blessés, mais la décision de lutter, la volonté de se battre ont été exprimées. (...) Les étudiants tombés ne sont pas morts les yeux fermés mais ils sont morts avec l'assurance et l'optimisme de tous ceux qui luttent pour changer la structure capitaliste»⁵⁴⁸.
- « nous ne nous rendrons pas, parce que la raison doit triompher sur les armes, et s'il est nécessaire que notre sang coule encore plus pour vous convaincre, nous continuerons à tomber »⁵⁴⁹.

revolución, ni mucho menos; ni que los estudiantes estamos en la capacidad de realizarla; implica simplemente que el orden vigente ha mostrado su verdadera faz, ha descubierto sus entrañas y sus futuras intenciones a los ojos del pueblo en general. A los estudiantes nos toca un importante papel catalizador en este proceso de polarización de las fuerzas: debemos constituirnos en transmisores del problema, las ideas y las formas organizativas, a las diferentes clases trabajadoras ».

⁵⁴⁶ (FIS 787 Gaceta): 20 août 1968. « Entrevista con un representante del comité de lucha de FCPS (p. 2) « (...) La unidad en este momento se ha dado en torno a la democracia, es decir, en términos de madurez política, en términos de una misión histórica que tienen las juventudes, sobre todo las de los países subdesarrollados; y ha roto con la idea tan manejada por algunos voceros de que el movimiento estudiantil está deformado y no tiene responsabilidad frente a los problemas políticos del mundo contemporáneo. Con respecto al apoyo de los maestros, creo que aquí hay también una convergencia de esa unidad. Los maestros no expresan una política aparte de la que expresa el movimiento estudiantil, sino que se aúnan a la defensa de su programa ».

⁵⁴⁷ (FIS 519 CNH): août 1968. « Miles y miles de mártires han ofrecido heroicamente su vida en aras de los intereses del pueblo. ¡Mantengamos en alto su bandera y avancemos por el camino teñido con su sangre! Allí donde hay lucha hay sacrificios y la muerte es cosa frecuente. Pero, para nosotros, que tenemos la mente puesta en los intereses del pueblo y los sufrimientos de la inmensa mayoría, morir por el pueblo es la muerte digna. No obstante, debemos reducir al mínimo los sacrificios innecesarios ».

⁵⁴⁸ (FIS 387 Comité de Lutte Étudiant): août 1968. « (...) Los compañeros sabemos que podemos morir o ser heridos, pero la decisión y voluntad de lucha ha sido expresada ya. No es el objetivo morir como mártires, sino unificar la lucha en torno a demandas y reivindicaciones que corresponden al estudiantado, a los obreros, a los campesinos y a todos los trabajadores. Los estudiantes caídos no han muerto con los ojos cerrados, sino que murieron con la seguridad y el optimismo de que todos lucharemos por cambiar la estructura capitalista, con la seguridad y el optimismo de que no solamente en México, sino que en todo el mundo los estudiantes y las masas trabajadoras se han decidido a participar en el gobierno de su propio destino ».

⁵⁴⁹ (FIS 84 Préparatoire 3): septembre 1968. « ¡Ni la represión nos detendrá! El día 18 de septiembre a las 22 hrs el ejército tomo la ciudad universitaria por asalto, faltando con este acto las autoridades a su palabra, que horas antes

- « Nous n'avons pas à baisser la tête de honte quand nous sentons la douleur de notre être, que nous sommes lâchement massacrés pour la cause que nous devons défendre, non messieurs. Que nous fassions ressurgir le sang avec lequel nos héros ont arrosé le sol de la Patrie, pour qu'il fructifie en bien notre société, une semence qui a coulé jusqu'à nous »⁵⁵⁰.

Slogans: le « nous », les appels aux étudiants

« En avant compagnons, ne faiblissez pas dans votre démarche, pensez à votre avenir et vous saurez alors que nous luttons pour vous et pour votre cause », « Compagnon: nous ne vivons pas pour une lutte éphémère. Nous vivons le tout début d'une vaste et longue lutte! », « Compagnons de toutes les institutions d'éducation supérieure, formons un front de solidarité et luttons pour l'autonomie réelle de l'éducation supérieure. Mexicains, luttons pour une démocratie effective. Tous les hommes, luttons ensemble pour une société meilleure », « Pour l'unité nationale estudiantine! Pour la victoire des revendications justes! », « La bataille est difficile mais claire! », « Vive l'action héroïque des brigades. Vive la lutte combative de tous les brigadiers. Vive les comités de lutte ouvriers-étudiants! », « Du travail de la brigade dépend le triomphe! », « Éduquer les masses, leur enseigner à affronter démocratiquement l'État pour ses intérêts immédiats et pour demain, politiquement, pour ses intérêts historiques », « Vive l'union combative des étudiants! », « Nous sommes humains! Nous sommes des êtres humains, définitivement et pour toujours! ». « Nous avons une conscience et nous luttons pour elle, qui signifie le vrai respect des droits humains! », « Ne nous faisons pas complices des délits de ces criminels en uniformes, restons indifférents. L'heure de lutter a commencé. Pour l'amitié et la culture », « Ils pourront tuer les corps, mais jamais les idées! », « Par ma race parlera l'esprit »⁵⁵¹.

Longue lutte, juste cause, intérêts historiques, action héroïque, combativité et solidarité. La bataille sera longue mais les enjeux en valent la peine, une société meilleure, une démocratie effective. Enthousiastes et remplis d'espoir, ces slogans sont moins radicaux que le discours en général. La différence: les étudiants sont pacifiques et humanistes, un profond fossé les sépare des forces auxquelles ils font face. La force brute versus l'esprit, l'intellect.

había dado a nuestros representantes, de esta manera trata de acabar con nuestro movimiento democrático, basado en la constitución y respaldado por el pueblo. Pero no nos detendremos, porque la razón debe triunfar sobre las armas, y si es necesaria aun más de nuestra sangre para convencerte nos seguirás viendo caer. « Por un México libre antes que una dictadura ».

⁵⁵⁰ (DIPS 522, 640-642 Comité de Lutte Génie UNAM): 6 septembre. « (...) no tengamos que agachar la cabeza de vergüenza y de coraje cuando sentimos el dolor de nuestro ser, al ser masacrados, cobardemente par la causa que nosotros debimos defender, no señores, hagamos resurgir la sangre con que nuestros héroes regaren el suelo patrio, para que fructifique en el bien de nuestra sociedad, la semilla a nosotros regada ».

⁵⁵¹ Devise de l'UNAM empruntée à Benito Juárez.

b) 1999-2000

L'héroïsme n'est pas de mise ici, la violence à laquelle les étudiants étaient soumis n'étant plus un danger réel. Mais on retrouve la notion de sacrifice dans l'acte de la grève que les étudiants font d'eux-mêmes en faveur des étudiants qui comptent s'inscrire à l'UNAM dans un proche avenir, auquel s'ajoute un sentiment assez fort du devoir de l'universitaire envers la nation, d'être investi d'une mission demeure puissante, et elle participe de la même vision qu'en 1968, celle de l'intellectuel qui met ses forces au service de l'hégémonie culturelle où la gauche a le dessus sur l'hégémonie « des grands blocs financiers ».

- « En tant qu'étudiants c'est notre devoir d'être le levain de la mobilisation populaire, nous considérons que le problème que vit actuellement notre université n'est pas sans liens avec la problématique du peuple mexicain en général. Et le problème auquel fait face le peuple mexicain n'est pas étranger à l'aménagement hégémonique des grands blocs financiers »⁵⁵².
- « Être étudiant veut aussi dire défendre un projet de nation dans lequel tous ceux qui ont été obligés à garder le silence parlent d'une seule voix, celle du peuple. Parce que, comme le dirait Salvador Allende « être étudiant et ne pas être révolutionnaire équivalent à n'être rien »⁵⁵³.
- « Aucun étudiant ne doit oublier l'engagement qu'il a avec la société, avec le peuple du Mexique. Permettre que l'éducation soit réduite à une petite élite est déroger aux principes mêmes de l'éducation »⁵⁵⁴.

Toutefois, la bonne estime de soi est plus fragile.

- « La génération X (...) démontre aujourd'hui que, oui, nous avons des idéaux. Nous sommes une génération de la « réaction immédiate »⁵⁵⁵.
- « Tous les étudiants sommes marginalisés, nos voix ne sont pas écoutées par le rectorat qui décide dans notre dos »⁵⁵⁶.
- « Ils nous cataloguent comme la génération X, celle qui ne fera rien pour personne, celle qui est finie, celle qui est sans avenir. Ils nous ont donné l'autodestruction par la violence, par le sexe contaminé ou par les drogues. Ils

⁵⁵² *Al cielo por asalto*, no 1 (9 avril 1999): 2. « Es nuestro deber como estudiantes ser la levadura de la movilización popular, consideramos que el problema que vive hoy nuestra Universidad no está desvinculado de la problemática del Pueblo Mexicano en general. Así como el problema que enfrenta el Pueblo Mexicano no es ajeno a la investida hegemónica de los grandes bloques financieros ».

⁵⁵³ (JEPC Assemblée Universitaire): 25 mars 1999.

⁵⁵⁴ *ibid.* « Ningún estudiantes debe olvidar su compromiso con la sociedad y con su pueblo de México. Permitir que la educación se reduzca a una pequeña elite es defraudar los principios mismos de la educación. »

⁵⁵⁵ Francisco Ortiz Pardo, « Los protagonistas », *Proceso* No 5 (1^{er} décembre 1999): 32

⁵⁵⁶ *ibid.* « Todos los estudiantes somos marginados, nuestras voces no son escuchadas por la Rectoría que decide a nuestras espaldas. »

ne nous donnent pas beaucoup de temps à vivre. Et ils pensent (les livres le diront plus tard) que nous n'aurions été qu'un petit incident historique »⁵⁵⁷.

On peut croire que le sentiment d'exclusion laisse un certain vide identitaire. Ce sentiment vient peut-être, outre la réalité économique de *los de abajo*, de la fragmentation de la société, morcellement des luttes d'une société civile mieux organisée, phénomène somme toute récent. Peut-être explique-t-il aussi les scissions au sein du CGH: les radicaux excluent les modérés et vice-versa. Ainsi protège-t-on ce par quoi on s'identifie, ici un groupe qui s'oppose au système en place, les autres qui favorisent le compromis avec un système qu'ils acceptent, bien qu'il faille l'améliorer.

Slogans: le « nous »

« Jamais nous ne faiblirons », « Nous défendons tout ce qui est à tous! », « La grève ne se fait pas pour nous cacher, elle existe pour nous montrer », « Unis nous vaincrons », « La grève, oui, des oeufs non! », « 1968: tout est de la faute des communistes. 1999: tout est de la faute des ultras », « Globaliphobiques, présents! », « Nous sommes 40 millions d'ultras! », « Tristes armes si elles ne sont pas des mots » (du poète Miguel Hernández), « Ils peuvent interner la race, mais pas l'esprit! ».

2. En tant que mouvement

a) 1968

« Il n'a jamais été dans notre intention de créer un événement si grand »⁵⁵⁸.

« La machine s'est mis en branle et le processus est irréversible »⁵⁵⁹.

⁵⁵⁷ (JEPC CGH): juin 2000. « Nos catalogaron como la generación X, la que no haría nada por nadie, la que se acabaría entre sí, la del futuro negado. Nos auguraron autodestrucción por violencia, por sexo contaminado o por drogas. No nos dieron mucho tiempo de vida promedio. Y pensaron que cuando la gente revisar en los libros, habríamos sido un mero incidente histórico ».

⁵⁵⁸ (AH 60, 327, 91, 77): septembre 1968. « Estimados visitantes: estamos apenados por las molestias que puedan causar el movimiento estudiantil mexicano. No ha sido nunca nuestra intención perjudicar tan magno evento, pero debido a la ineptitud política de nuestro gobierno, y a la dura represión de que hemos sido objeto, nos vemos en la imperiosa necesidad de seguir con nuestro movimiento aún con la muy respetable presencia de ustedes. Nuestras instituciones gobiernistas han pisoteado nuestra Constitución (arts 1,6,7,9,11,16 y algunos más), han violado la Autonomía Educativa Profesional, han masacrado vilmente a miles de estudiantes ».

Le mouvement est « la goutte d'eau qui a débordé du vase des injustices et oppressions dont souffre le peuple »⁵⁶⁰. Il n'a pas surgi de nulle part, il s'inscrit dans les diverses luttes menées par différents secteurs de la population depuis dix ans et reprend quelques-unes de leurs revendications⁵⁶¹.

« Pour que ce mouvement triomphe, il est nécessaire que ceux qui y participent aient pleine conscience que nous cherchons quelque chose de juste et indispensable; des indifférents nous exigeons qu'ils se joignent aux motifs et à la transcendance du présent conflit, nous exigeons aussi la solidarité des maîtres et du personnel administratif car nous formons une communauté qui se voit menacée par des forces ignobles. Tous à la défense de notre institution! »⁵⁶².

Face au monopole politique du PRI, il se pose en « contrepartie idéologique et sociale⁵⁶³ et comme une réaction au « monologue » officiel⁵⁶⁴. Toutefois, il se démarque nettement des

⁵⁵⁹ (FIS 787 Gaceta): 20 août 1968. « La maquinaria se ha echado a andar y el proceso es irreversible ».

⁵⁶⁰ (FIS 417 Comité de Lutte Estudiantine): août 1968. « Al Pueblo de México: El actual movimiento estudiantil no es sino la gota de agua que ha desbordado el vaso de las injusticias y opresiones que nuestro pueblo sufre; obreros, profesionistas, maestros, campesinos, estudiantes, pueblo en general, todos a diario sufrimos las injusticias de un gobierno intransigente y necio. Aprovechemos esta oportunidad para gritar la verdad ante la opinión pública, una voz a la nuestra, pueblo, protesta las injusticias sufridas ».

⁵⁶¹ ASCENCIO, Estaban, 1968, *más allá del mito. Testimonios de Raúl Álvarez Garín y al*, Ed. del Milenio, 1998, pp. 18-19. « El movimiento estudiantil de 1968 no nació en ese mismo año; no surgió así nomás por generación espontánea. Sus demandas habían sido planteadas anteriormente por innumerables organizaciones políticas revolucionarias y por importantes grupos estudiantiles. La libertad a los presos políticos es en México una demanda tan vieja como el fenómeno mismo. También la lucha por derogar el artículo 145 que se refiere a la disolución social y porque desaparezca el cuerpo de granaderos. El movimiento de 1968 recogió todas estas demandas y no sólo se pronunció por la solución de su pliego petitorio sino que se hizo el vocero de las demandas más sentidas por los estudiantes, los trabajadores y los intelectuales de México. (...) Yo no creo que estas luchas estén aisladas las unas de las otras. Por el contrario, creo que podemos decir que a partir de la huelga nacional de abril de 1956, se abrió en México un proceso de ascenso de las luchas estudiantiles. El movimiento magisterial de 1958, el ferrocarrilero de 1958-1959 y las manifestaciones de solidaridad con Cuba, fueron hechos que impulsaron dicho proceso, que tiene un punto culminante precisamente en 1968. Probablemente el movimiento estudiantil espera ahora el « relevo » del movimiento obrero y de las luchas campesinas » (Pablo Gómez, ENE, UNAM).

⁵⁶² (FIS 98 Préparatoire 4): 9 août 1968. « Al estudiantado de Tacubaya: Hacemos un llamado urgente a la conciencia de todos aquellos estudiantes que se han conservado apáticos al movimiento, pues éste, lejos de ser un juego, está poniendo en evidencia nuestra personalidad de escolares avanzados. Tenemos que convencer a nuestro pueblo de que no somos unos salvajes, de que los verdaderos estudiantes sabemos de orden, de que valorizamos las causas justas, de que luchamos contra el despotismo, de que nuestra lucha es la de obreros y campesinos; en fin, de que perseguimos la conquista de la libertad, la cual tan sólo ha quedado escrita en la Constitución. (...) Para lograr el triunfo en este movimiento, es necesario que quienes se apresten tengan plena conciencia de que buscamos algo justo e indispensable; de los indiferentes exigimos se empalmen de los motivos y de la trascendencia del presente conflicto exigimos también la solidaridad de maestros y personal administrativo, pues formamos una comunidad y ésta se ve amenazada por fuerzas ignominiosas. Todos a un paso nos lanzaremos a la defensa de nuestra institución ».

⁵⁶³ (AH 60, 327, 91, 70-71): septembre 1968. « Esta contrapartida política, ideológica y social, que nosotros representamos constituye nuestro programa, que una simple lucha por las libertades ciudadanas (como la de manifestaren las calles y de pedir que sean liberados los presos políticos) puso al descubierto ante nuestros propios ojos, primero y ante los de la opinión pública enseguida, y que ahora el Sr. Presidente trata de ignorar ».

manifestaciones pasadas por su amplitud, hecha posible, entre otras, por la puesta de lado de los antagonismos. « No digo que las diferencias políticas hayan desaparecido, pero los objetivos inmediatos eran los mismos: luchar por el respeto de las libertades democráticas », afirmaba Carolina Pérez Cicero (Facultad de Filosofía y Letras)⁵⁶⁵.

El movimiento estudiantil debe ser un ejemplo para la población entera, debe crear un precedente obligando al poder a ceder, y registrarse en la historia, poner de relieve el carácter autoritario del régimen como los movimientos anteriores no habían conseguido hacerlo con tanta fuerza. Es « Una lucha de todos los ciudadanos honestos contra el régimen fascista »⁵⁶⁶, una lucha por la democracia.

- « (Nosotros) estamos haciendo de México un país verdaderamente democrático; el triunfo de este movimiento ahora no representa exclusivamente la respuesta a los seis puntos de reivindicación sino el primer paso para que se escuche la voz del pueblo »⁵⁶⁷.
- « Estamos viviendo un momento histórico. El movimiento que comenzó como una protesta estudiantil contra la brutal represión policiaca, ha tomado un carácter y una fuerza populares por los cuales defendemos las libertades democráticas a las que todo el pueblo tiene derecho, como ciudadanos y como seres humanos »⁵⁶⁸.
- « Los centros de alta cultura deben ser, fermento, levadura, para que surjan las propuestas que conducirán la lucha de nuestro pueblo por su redención definitiva. Para ello nuestro movimiento debe ser el instrumento del pueblo trabajador »⁵⁶⁹.

⁵⁶⁴ (W68 CNH): 2 septiembre 1968. « Los estudiantes rechazamos el Informe. Las palabras del presidente han sido respuesta dura, intransigente y violenta del ejecutivo al Movimiento Estudiantil. ¿Por qué el gobierno no ha querido discutir públicamente con los estudiantes? Desde hace 15 días hemos venido exigiendo el diálogo público y hoy en cambio, encontramos el demagógico MONOLOGO Diazordacista que amenaza con usar de nuevo el ejército y las policías con lo que califica de movimiento en contra de las olimpiadas. ¡Queremos discutir! Exigimos nuestro derecho a responder públicamente a uno por uno de los argumentos presidenciales. Estamos decididos a continuar hasta el triunfo, que no será sino el triunfo de la razón sobre la fuerza ».

⁵⁶⁵ Elena Poniatowska, *La noche de Tlatelolco*, op. cit., p. 57. « Cada quien abandonó su ostracismo, olvidó sus problemas personales y se dio un ambiente muy padre de mucho compañerismo; todos se trataban como hermanos. Antes a los grupos « José Carlos Mariátegui » y « Miguel Hernández », de la Facultad de Filosofía y Letras –como eran de filiación marxista–, nos miraban tanto los demócratacristianos como la gente que no participaba en la política, como a bichos raros, casi como enemigos, como alborotadores, agitadores, exterminadores de la sociedad. Pero después del bazukazo a la Prepa 1, en las reuniones y en las asambleas todos llegaron a unificarse y a trabajar juntos. No digo que se hayan acabado las diferencias políticas, pero los objetivos inmediatos eran los mismos: luchar contra la represión para lograr el respeto de las libertades democráticas ».

⁵⁶⁶ (FIS 626 CNH): agosto 1968. « (...) Del triunfo de la lucha actual depende que en épocas posteriores puedas organizar para plantear demandas sin ser aplastado! La lucha en contra del régimen fascista que se pretende implantar en México es una lucha de todo ciudadano honrado ¡organízate y lucha por tus propias demandas y derechos! ¡libertad o muerte! »

⁵⁶⁷ (FIS 567 CNH): 26 agosto 1968. « Trabajador de México : Reclamamos tu participación en este movimiento iniciado hace algunas semanas (...) está encaminado a hacer de México un país verdaderamente democrático; ya que el triunfo de este movimiento no representa exclusivamente la respuesta a 6 puntos de un pliego petitorio sino el primer paso para que se haga oír la voz del pueblo ».

⁵⁶⁸ (FIS 235 CNH): septiembre 1968.

⁵⁶⁹ *ibid.*

- « L'action de masse développée par ce mouvement n'a aucun parallèle dans l'histoire des luttes politiques du Mexique »⁵⁷⁰.

La spontanéité, la révolte, l'indignation se sont rapidement transformées en un mouvement politisé; il y avait disposition et le couvercle, une fois sauté, les militants, formidablement aidés, il est vrai, par des autorités et des forces de l'ordre, ont trouvé une opportunité. Convaincre les secteurs étudiants « tièdes » et la population en général de s'associer au mouvement fut un des objectifs de la propagande du CNH. Participation multiple, qui va de l'appui moral à l'aide concrète, voire à l'engagement dans une révolution « historique »:

- « Au nom de l' « ordre » le gouvernement se rit de nous. Notre contestation est et continuera d'être si, au nom de cet ordre, on persiste à se moquer de nous. Sans peur, nous userons de notre droit sacré à l'insurrection que la dignité nous donne, aux souffrances que nous endurons à cause des libertés qui nous manquent. Pour cela il est préférable de mourir en luttant pour le respect de nos libertés que de continuer à souffrir les maux imposés par ce gouvernement oppresseur et assassin (...). Le battement de nos cœurs nous indique que nous sommes près d'une révolution, nous en sommes certains. La révolution est le progrès de tout ordre. Les étudiants nous n'avons pas peur de la révolution, parce que nos désirs sont progressistes; nous n'avons pas peur de la mort parce qu'elle ne sera pas vaine, nous n'avons pas peur de la vie parce que nous réalisons ce que nous désirons. Le processus historique en marche, personne ne peut l'arrêter, même si l'on nie sa réalité. La révolution poursuit sa marche »⁵⁷¹.
- « Nous voulons une société où n'existe pas l'État, ce corps politique parasite qui prend les décisions à notre place, évitant de prendre des décisions; la démocratie représentative de partis est une farce qui permet les corruptions, les faussetés, les tromperies, la démagogie, etc. Nous luttons pour une forme sociale de propriété qui ne permet pas d'aliéner le travail des hommes (...) »⁵⁷².

⁵⁷⁰ (FIS 349 Comité coordinateur des brigades): 4 septembre 1968. « La acción de masas que este movimiento ha desarrollado, no tiene paralelo en la historia de las luchas políticas de México ».

⁵⁷¹ (FIS 91 Préparatoire 4 Tacubaya): août 1968. « Hacia un nuevo mundo. En nombre del « orden » el gobierno se burla de nosotros Nuestra contestación es y seguirá siendo que si en nombre de ese orden se quiere seguir burlando, sin temor, haremos uso de nuestro sagrado derecho a la insurrección que la dignidad nos otorga. Los dolores que tenemos son a causa de las libertades que nos faltan. Por eso es preferible morir luchando por el respeto a nuestras libertades que seguir padeciendo las enfermedades dolorosas de este gobierno opresor y asesino que los obreros, los campesinos, los empleados y los estudiantes hemos Estado soportando. La resonancia en nuestros corazones nos indica que estamos pisan de sobre una revolución, estamos seguros. La revolución es progreso en todos los órdenes. Los estudiantes no tenemos miedo a la revolución porque nuestros anhelos son progresistas no tenemos miedo a la muerte porque ella no será en vano. no tendremos miedo a la vida porque viviendo realizamos lo que anhelamos. El proceso histórico en marcha nadie lo puede detener aunque se niegue su realidad. La revolución sigue su marcha ».

⁵⁷² (FIS 10 Architecture): 19 août 1968. « (...) Que se pueden resumir en algunos puntos muy concretos; queremos una sociedad en la que no exista el estado, ese cuerpo político parásito, ya que las decisiones las tomamos nosotros todas, y por supuesto, evitando conductas defectuosas de llevar a efecto estas decisiones, como son las farsas de la democracia representativa partidaria, que permite corrupciones, falseamientos, falacias, y demagogia, etc... Luchamos por una forma social de propiedad que no permita enajenar el trabajo de los hombres, ni la herencia de bienes, esa absurda transmisión de productos de robo de trabajo, que ha generado capitales, que permita a todos los hombres desarrollar todas sus capacidades, y a cada uno le retribuya de a cuando con sus necesidades ».

- « (nous devons) étendre le mouvement pour protester contre les bas salaires, le coût élevé de la vie, le chômage, le manque d'écoles et de possibilités pour l'éducation populaire, la corruption politique et administrative, l'oppression sociale, l'insalubrité, la misère et l'exploitation. Le premier geste de ce long combat, qui se terminera seulement quand le peuple travailleur sera au pouvoir, est d'atteindre ces premiers objectifs tactiques (6 points de revendications) »⁵⁷³.
- « La révolution suscite l'horreur et la peur de la punition chez ceux qui oppriment et exploitent les travailleurs. (...) La première action que doit faire la classe ouvrière du Mexique est de se débarrasser de ses leaders malhonnêtes, lutter par la voie démocratique, la conquête du pouvoir au sein des syndicats sera à cette étape une guerre sans quartiers à tous les parasites (...) qui ont l'appui des autorités »⁵⁷⁴.
- « Nous devons être méfiants pour éviter que des traîtres ne se glissent parmi nous, pour éviter qu'ils nous attaquent quand nous ne sommes pas prêts. Si nous nous organisons de façon sécuritaire et surveillons nos positions, nous éviterons que l'armée ne nous frappe avant que nous puissions lui rendre la monnaie de sa pièce. La lutte a commencé. Unis et organisés nous pourrions décider comment et quand nous ferons la bataille. Nous attaquerons le gouvernement qui pourra à peine se défendre. (...) Nous devons être méfiants et vigilants en tout moment (pour éviter) les infiltrations de « tièdes » et de provocateurs, qui sont au fond la même chose. Nous devons agir avec rapidité et discrétion. Préparons-nous pour la grande bataille finale, pour convertir (le Mexique) en un pays sans banquiers, sans patrons, sans exploités »⁵⁷⁵.
- « Vendredi, le 26 juillet, des événements des plus intéressants se sont succédé qui ont changé les règles jusqu'alors acceptées par les forces démocratiques étudiantes, ouvrant une nouvelle perspective au mouvement révolutionnaire des étudiants »⁵⁷⁶.
- « La transformation politique accélérée du mouvement a mis en relief différentes tendances et divergences. Le rapport des forces apparaît plus clairement lorsque les masses se radicalisent et par les directions qu'elles

⁵⁷³ (FIS 112 Préparatoire 8): 28 juillet 1968. « Desde ahora todos los estudiantes lucharemos juntos. Llamamos a los obreros, empleados y demás sectores del pueblo a generalizar y extender este movimiento contra - los bajos salarios, el alza de la costa de la vida y el desempleo; - la falta de escuelas y de oportunidades para la educación popular; -la corrupción política y administrativa y la opresión social; -la insalubridad, la miseria y la explotación. El primer acto de este largo combate, que solo terminará cuando el pueblo trabajador tome el poder, es conseguir ahora estos objetivos tácticos: (*liste de 5 revendications*) Llamamos al pueblo a reconquistar el derecho a la libertad de reunión, manifestándose en toda la ciudad durante todos los días ».

⁵⁷⁴ (FIS 375 Comité de Lutte Estudiantine): 22 août 1968. « A la clase trabajadora en México: ¡Revolución...! Esta palabra infunde en los corazones e los oprimidos, les llama a la lucha por la libertad, al combate contra todas las formas de represión y esclavitud. La revolución suscita horror y miedo al castigo en aquellos que oprimen y explotan a los trabajadores, son aquellos que se enriquecen a consta de la desgracia y la miseria de los trabajadores. (...) El primer planteamiento que debe hacer la clase obrera en México, es plantearse la necesidad de sacudirse de sus líderes deshonestos, luchar por la vía democrática, la conquista del poder en los sindicatos, en esta fase de lucha, deberá ser una guerra sin cuartel a todos los parásitos. No hay que olvidar que estos parásitos tienen el apoyo de las autoridades, pero eso no debe menguar el espíritu combativo de la clase obrera, que tiene un papel histórico en todas las luchas sociales y que a última instancia, su participación es decisiva en todo movimiento ».

⁵⁷⁵ (FIS 226 Sciences Politiques et Sociales): septembre 1968. « (...) debemos organizarnos para derrotar a los explotadores, debemos convencer a los compañeros, a los amigos, hacer propaganda de nuestras ideas, de nuestros derechos. Debemos aprender a conocer nuestra fuerza para poder utilizarla. Debemos ser desconfiados para evitar que los traidores se cuelen en nuestros grupos, para evitar que nos ataquen cuando estamos desprevenidos. Si nos organizamos en forma segura y vigilamos nuestras posiciones evitaremos que el ejército nos golpee antes de que podamos responderle con la misma moneda La lucha ha comenzado. Unidos y organizados podremos decidir cómo y cuando daremos una batalla. Nosotros atacaremos, el gobierno apenas podrá defenderse. (...) Debemos ser desconfiados y vigilar en todo momento las infiltraciones de « tibios » y provocadores que son en el fondo la misma cosa. Debemos actuar con rapidez y discreción. Preparamos para dar la gran batalla final para convertirnos en un país sin banqueros, sin patrones, sin explotadores ».

⁵⁷⁶ (AH 60, 327, 92, 7): 28 juillet 1968. « El viernes 26 de julio se sucedieron acontecimientos por demás interesantes que alteraron las reglas hasta entonces aceptadas por las fuerzas democráticas estudiantiles; abriendo una nueva perspectiva al movimiento revolucionario de los estudiantes ».

prennent face aux issues proposées par le gouvernement; d'un côté il y a l'opportunisme, et de l'autre les positions plus conséquentes et révolutionnaires »⁵⁷⁷.

Les étudiants ne se sont pas organisés en vain, ils ne s'arrêteront pas au moindre obstacle, malgré la violence policière et militaire, malgré ce dialogue désiré mais très hypothétique.

- « (...) quand nous te remettons ce tract, nous sommes en danger d'être incarcérés grâce aux libertés d'expression et de presse que nous offre Díaz Ordaz. Aujourd'hui, plus que jamais, notre gouvernement nous répugne et nous indigne. Aujourd'hui plus que jamais l'unité des étudiants et des ouvriers, des commerçants et des paysans, doit rompre la mafia, qui cache la faim et la misère du Mexique sous du velours, pour écouter le discours à la nation et son stupide « il n'existe pas de prisonniers politiques au Mexique ». Vallejo, Campa, Rico Galán, etc, sont des fantômes. « Respecter l'Autonomie » après l'avoir brisée. « L'armée sera présente uniquement pour garder l'ordre » et éventuellement tuer 20 ou 30 étudiants. Nous ne céderons pas. (...) Nous continuerons et continuerons de réclamer le dialogue public, avec lequel nous pourrions voir nos erreurs et où nous aurons l'opportunité de prouver face au peuple que nous sommes capable de dire la vérité dans la rue, dans la prison mais seulement dans une tribune nationale et avec l'opportunité de signaler du doigt ceux qui nous accusent, de dire la vérité et d'être respectés. Tous nous avons les mêmes droits et les mêmes obligations, seulement nous sommes conscients et aujourd'hui notre plus grande obligation est de lutter contre tout ce qui réprime nos droits; si tu ne peux coopérer d'autre manière, au moins passe cette feuille à un autre citoyen. Ils pourront tuer les corps mais jamais les idées »⁵⁷⁸.
- « On nous a lancé à la rue et dans la rue nous nous réunirons. Jamais les étudiants n'abandonneront ce qu'ils ont commencé, qu'importe ce que cela nous coûtera »⁵⁷⁹.
- « Nous vivons dans un monde agressif et violent, et pour cela la consigne est d'être préparé pour le pire si nous voulons aspirer au meilleur! (...) Notre politique sera de pénétrer le peuple, dans les zones ouvrières, faire ensemble avec le peuple, les colons, etc., des comités de lutte, des conseils d'autodéfense de colonies.

⁵⁷⁷ (FIS 349 Comité coordinateur des brigades): 4 septembre 1968. « La acelerada transformación política del movimiento ha propiciado que las tendencias discrepantes sean más visibles; y que la correlación de fuerzas aparezca con mayor claridad a medida que las masas se radicalizan y las direcciones se ven enfrentadas con las soluciones que el gobierno plantea; y en los términos de esa solución convergen, por un lado, el oportunismo y, por el otro, las posiciones más consecuentes y revolucionarias ».

⁵⁷⁸ (W68 Médecine CNH): 3 septembre 1968. « (...) Hoy mas que nunca, nuestro gobierno nos repugna y nos indigna. Hoy mas que nunca la unidad de estudiantes y obreros, de comerciantes y campesinos, debe romper la mafia, que donde se nos haga ver nuestros errores y donde tengamos oportunidad de probar frente al pueblo que somos capaces de decir la verdad en la calle, en la prisión pero solo en una tribuna nacional y con la oportunidad de señalar con el dedo a los que acusamos, pondrá esta verdad, ser respetada. Todos tenemos los mismos derechos y las mismas obligaciones solo somos conscientes nosotros y hoy nuestra más importante obligación, es luchar contra todo lo que reprime nuestros derechos; si no puedes cooperar de otra manera, al menos pasa esta hoja a otro ciudadano. Podrán matar los cuerpos, pero nunca las ideas. Acurrucados en una silla de terciopelo mesen¿¿ sobre el hambre y la miseria de México, para escuchar el informe anual de su pandilla. « No existen en México presos políticos... Vallejo, Campa, Rico Galán, etc. son fantasmas. « Respetare la Autonomía... » después de pisoteada. « El ejército solo estará presente para resguardar el orden... » y eventualmente para matar a 20 o 30 estudiantes. No claudicaremos. Todos los que nos hemos atrevido a pensar y razonar, nos hemos dado cuenta de lo mismo y eso nos une, nuestra bandera y nuestro ideal es la justicia, la justicia verdadera, la justicia del pueblo, no la del presidente, no la de los diputados, no la de los senadores... Seguimos y seguiremos reclamando el diálogo publico ».

⁵⁷⁹ (FIS 704 CNH): 25 septembre 1968. « (...) Nos han lanzado a la calle y en la calle reanudaremos nuestra lucha, una lucha que no debe y no puede terminar hasta (...). Jamás los estudiantes abandonaremos lo que hemos empezado cuéstenos lo que nos cueste. Jamás permitiremos que los dictadores estén cómodamente gobernando a un pueblo que sufre hambre, miseria e ignorancia ».

Encourager la lutte là où il existe un grand mécontentement, collaborer à l'organisation par rues, par quartiers. Que tous, sans exception, participent! (...) les brigades seront protégées par le peuple »⁵⁸⁰,

Leur entêtement vient de ce que le mouvement a porté certains fruits mais aussi parce qu'il faut donner l'exemple et que la lutte est à long terme:

- « (les débats provoqués sur la question de la légalité des articles 145 et 245 bis est) une victoire arrachée aux plus hautes autorités du pays. L'attention que lui ont donnée les journaux, les revues, les programmes de la télévision, les juristes, etc., a démontré que le problème (...) est quelque chose qui affecte tout le peuple du Mexique »⁵⁸¹.
- « Nous devons enseigner à notre peuple qu'on peut triompher et survivre. D'amères expériences antérieures ont conduit au scepticisme de la population. On en est arrivé à considérer comme impossible l'existence de dirigeants honnêtes en liberté. (...) (à croire que) les forces négatives du Mexique s'en sortiront toujours au bout du compte. Il est nécessaire que nous mettions à profit ces expériences amères »⁵⁸².

⁵⁸⁰ *ibid.* « Hoy, compañeros Brigadieres, estamos ante grandes perspectivas de luchas populares. Los próximos años en México, son básicos; son años de forja, de temple, son períodos duros, porque necesitaremos de una organización para que la clase obrera puede verdaderamente acumula fuerzas, organización, combatividad y así, elevar su nivel de lucha. Estamos en un mundo agresivo, violento, por ello la divisa es ¡Estar preparados para lo peor, para aspirar a lo mejor! Unir a la lucha del movimiento obrero, la de los campesinos, la de los colonos y la de los sectores populares contra este sistema injusto, inhumano y explotador, donde sol la burguesía y sus representantes en el gobierno dominan al país : he aquí la gran empresa que ha tocado a las brigadas!! Nadie debe ignorar que la lucha que se entabla en un sindicato de una rama de producción, de una sección determinada, no está desligada de las demás del movimiento sindical, de todas las ramas de producción, de todas las secciones de un sindicato. (...) Nuestra política será penetrar en el pueblo, en las zonas obreras; hacer conjuntamente con el pueblo, los colonos, etc., comités de lucha, consejos de autodefensa de colonos. Impulsar la lucha ahí en donde ya existe un gran descontento, colaborar a la organización por cuadras, por manzanas. ¡Que nadie del pueblo se quede sin participar! Estos comités de lucha, serán los nuevos frentes contra la represión; las brigadas estarán protegidas por el pueblo, la brigada podrá así, realmente, hacer un trabajo con los obreros; a través de los primeros contactos, a través del conocimiento de sus problemas podrán hacer juntos un comité de lucha obrero-estudiantil y, este mismo comité impulsará la lucha dentro de la fábrica, dentro del sindicato. Los patrones, los ricos capitalistas, los « charros » sindicales, los policías dentro de las fabricas, así como los « soplones », los « orejas », quieren impedir que los obreros se organicen y luchen contra sus explotadores. Por eso nuestra tarea, será impulsar su lucha, impulsar su organización, protegerlos cuando sólo sean uno o pocas, ellos saben cuando cuentan con la mayoría. No hay que exponer a ningún obrero a que pueda ser despedido. La brigada debe luchar para que en esas zonas fabriles, sea todo el pueblo el que refuerce la lucha de los obreros. Nuestra tarea, como brigadas, es la de informar, denunciar las condiciones de miseria y explotación en que vive la clase obrera. Es colaborar con los Comités de Lucha. (Liste de 7 points du devoir des brigades : pénétrer le peuple, appuyer ses luttes, encourager l'organisation et la lutte, bien connaître le terrain, avoir une vie intense de discussions politiques, orienter les ouvriers et qu'ils soient actifs. De A à J, la liste des connaissances requises: contrato colectivo de trabajo, tabulador, ley federal de trabajo, estatutos, organizaciones de Sindicatos, numero de secciones, etc.). Sólo un trabajo organizado, coordinado y planificado evitará la dispersión de fuerzas, aumentará la eficacia, dará seguridad a las brigadas y dará consistencia política a su acción con los obreros ».

⁵⁸¹ (W68 *Économie*): septembre 1968. « Pueblo de México: El debate iniciado por los diputados y cenadores acerca de los artículos 145 y 145 Bis del Código Penal Federal es una victoria del movimiento estudiantil arrancada a las más altas autoridades del país. La atención que le han dedicado periódicos, revistas, programas de televisión, destacados juristas, etc., demuestra que el problema planteado por nosotros en nuestro pliego petitorio es algo que afecta a todo el pueblo de México. La derogación de ambos artículos ha sido siempre preocupación de los grupos y organizaciones que luchan por la supervivencia de las libertades democráticas en nuestro país, el mismo Presidente del Comité pro libertad de los Presos Políticos fue encarcelado y acusado de « disolución social » ».

⁵⁸² (FIS 787 *Gaceta*): 31 août 1968. « Discurso de Heberto Castillo leído el martes 27 en la Plaza de la Constitución: Para que acepte, en fin, que es inevitable reconocer la Suprema Autoridad del Pueblo! ¡Ahora y siempre! (...) Bandera que enarbolamos con pasión, con vehemencia, en la medida que entendemos que su estricto cumplimiento

- « Aujourd'hui, compagnons brigadiers, nous faisons face à de grandes perspectives de luttes populaires. Les prochaines années sont importantes, elles seront des années de façonnement, de courage, des périodes difficiles, parce que nous avons besoin d'une organisation afin de permettre que la classe ouvrière puisse vraiment accumuler ses forces ».

Énergique certes, le mouvement doit néanmoins éviter de tomber dans l'anarchie, il lui faut « une action organique organisatrice, ce qui signifie une collaboration organisatrice et idéologique constante, non pas d'un jour mais jour après jour »⁵⁸³. Après la fin de non-recevoir du 1^{er} septembre, le Comité coordinateur des brigades exprime lui aussi la nécessité d'une réorganisation du CNH, d'avoir une direction claire, moins éparpillée. La radicalisation de « ses bases » et la dispersion de celles-ci, tant dans le discours que dans l'action, ne mènent nulle part, si ce n'est à une répression massive:

- « Pour pouvoir continuer il faut une politique plus cohérente, plus conséquente, une nouvelle forme d'action et d'organisation (...). Ce mouvement est arrivé à son plus haut développement qui est très vigoureux: radicalisation, combativité, politisation, expérience de luttes de perturbations de rues, expérience d'organisation, incorporation de secteurs qui avant ne participaient pas à la politique. Il a pénétré profondément. Tout cela, sans

abre caminos de libertades democráticas para que el pueblo trabajador Mexicano se redima, para que se libere de la opresión secular que pesa sobre sus hombros y que no le ofrece mayores perspectivas que seguir siendo mercancía-hombres. Nosotros buscamos otros horizontes. Y para ello acudimos a la Carta Magna. Esa es nuestra bandera (...) La Plaza de la Constitución recibe ahora el calor, el amor, de más de 200 000 voces que proclaman la necesidad de que la dignidad, el decoro, la valentía y la razón conduzcan las manifestaciones populares de México. Esta Plaza recibe ahora a esta Asamblea que exige que México reoriente sus caminos; que exige que la voz del pueblo se escuche. Y lo que es más definitivo aún: que exige que la voz del pueblo se acate. (...) Olvidaron que cuando en un país determinado abundan los hombres sin decoro hay siempre unos pocos hombres que toman el decoro de los demás. Y esto justamente han hecho los estudiantes todos de México. (...) Los centros de alta cultura son, deben ser, fermento, levadura, para que surjan las banderas que encabecen la lucha de nuestro pueblo por su redención definitiva. Por ello nuestro movimiento debe ser un instrumento del pueblo trabajador. Un instrumento que le abra cauces democráticos al pueblo para que llegue a tener una efectiva representación en los puestos de mando de la nación. (...) Ha surgido una nueva prensa, la prensa de los volantes, la prensa de los camiones. (...) Por estos avances reales, innegables, conquistados ya, es que tenemos una grave responsabilidad histórica. (...) Debemos enseñar a nuestro Pueblo que se puede triunfar y sobrevivir. Amargas experiencias anteriores hicieron cundir el escepticismo en la población. Se llegó incluso a considerar imposible la existencia de dirigentes honestos en libertad. Y esto fue posible en virtud de que todos los grandes movimientos que obtenían grandes victorias parciales, siempre con una gran derrota. Las fuerzas negativas de México salieron ganando siempre al final. Es necesario que aprovechemos estas amargas experiencias ».

⁵⁸³ (FIS 15 Architecture): septembre 1968. « Estrategia del movimiento. La extensión del movimiento, (...) NO con una táctica de Brigada Agitativa, sino con una acción orgánica organizativa que significa la colaboración organizativa e ideológica constante, NO de un día, sino la de día tras día. Además, se deben estructurar los conductos adecuados para que estos sectores social, como los chóferes, telefonistas, electricistas, gasolineros, comerciantes, etc., puedan realizar acciones de solidaridad con el movimiento como ejemplo: paros nacional de una hora, de varias horas, escalonados, etc.; pero, esto dentro de una coordinación general de los trabajos de todas las brigadas en cada sector obrero y campesino en toda la nación. (...) Con respecto al informe, obvio es decirlo, por más que diga o no diga nada Gustavo Díaz Ordaz, no importa la voz, sino la realidad social, y la acción social de la mayoría trabajadora es la que determina el desarrollo de la social misma. Si gamos luchando, ceder un poco es capitular demasiado, no dialoguemos hasta que hayan respondido favorablemente a nuestras peticiones ».

qu'il n'y ait une organisation précédente, produit de la chaleur du combat. (...) mais l'organisation actuelle (CNH) a d'évidentes faiblesses et ses contradictions »⁵⁸⁴.

- « (...) Face à l'éventualité réelle que l'État déchaîne toute une politique de répression, il faut dévoiler la faiblesse politique et organique du plus grand et vigoureux mouvement étudiant des dernières années. Le CNH, face à l'incapacité pratique et théorique de donner une orientation politique et organique, laissant les divers comités de lutte décider où leurs bases agiront, s'exprimant dans une grande dispersion des forces (...) avec une propagande également dispersée. Les bases, à nouveau sans contrôle politique, sont celles qui décident en instance ultime « que faire? ». Et leurs actions pleines de courage et de passion révolutionnaire, dans ces conditions ne font qu'accélérer la répression. Sans directives, les brigades résistent avec beaucoup d'initiative à la violence de l'État, mais ses forces se limitent à s'opposer aux tanks et à l'armée à coups de pierres ou d'oranges. Le combat est inégal dans tout et pour tout. L'État agit organisé et armé; les brigades, désorganisées et désarmées. Face à une telle situation, toutes les directions conscientes et responsables doivent donner maintenant une réponse afin de résoudre les contradictions dans lesquelles le mouvement se retrouve et simultanément donner tous les moyens politiques et organiques pour que la répression ne liquide pas tout ce que le mouvement a jusqu'à maintenant gagné. Si nous laissons l'inertie du processus nous gagner, le résultat sera l'une des plus grandes répressions jamais vue depuis des années dans ce pays. Face à une telle situation nous considérons nécessaire et urgent de faire appel à la reconcentration des forces, à les consolider pour que le mouvement entreprenne réellement une offensive qui réponde stratégiquement autant à la situation actuelle que dans les prochaines luttes qui se feront dans ce pays »⁵⁸⁵.

Les étudiants refusent de comparer leur mouvement à celui qui s'est déroulé en France, les réalités sociales et politiques des deux États étant par trop différentes:

⁵⁸⁴ (F 349 Comité coordinateur des brigades): 4 septembre 1968.

⁵⁸⁵ *ibid.* « El estado actual del movimiento: sus perspectivas. La actual situación del movimiento, está planteando la necesidad de una reorientación de la política general. Las direcciones enfrentadas a la radicalización cada vez mayor de sus bases y a las alternativas que el gobierno ofrece, se ven apresuradas a precisar la solución del conflicto. La acción de masas que éste movimiento ha desarrollado, no tiene paralelo en la historia de las luchas políticas de México; pero ahora, reclama para poder continuar, una política más coherente, más consiguiente, una nueva forma de acción y de organización que indudablemente, no será ya la de masas. Ha llegado este movimiento a su más alto desarrollo. Y su desarrollo es muy vigoroso: radicalización, combatividad, politización, experiencia en las luchas callejeras, experiencia en organización; incorporación de sectores que anteriormente no participaban en la política. Ha penetrado profundamente. Todo ello, sin existir una organización previa; sino que ésta se produjo al calor del combate. Ahora, el movimiento ha llegado a una situación tal que se reclama una nueva política; y es aquí, en donde la actual organización (CNH) hace evidentes sus debilidades, y sus contradicciones. (...) A estos factores ya de por sí fundamentales y determinantes de la perspectiva del movimiento, se añade otro, de no menos importancia: LA represión. Ante la proximidad real de que el Estado desencadene toda una política de represión, se vuelve a hacer patente la debilidad política y orgánica del más grande y vigoroso movimiento estudiantil de los últimos años. El CNH, ante la incapacidad a práctica y teórica de dar una orientación política y orgánica, deja a los diversos comités de lucha que éstos decidan donde actuaran sus bases, expresándose así, una gran dispersión de fuerzas en sectores diferentes y con propaganda también diferente. Las bases de nuevo sin control político, son las que de nuevo deciden en última instancia el ¿Que hacer? Y sus acciones llenas de coraje y de pasión revolucionaria, en esas condiciones, no hace sino apresurar la represión. Abandonadas por las direcciones, las brigadas con una gran iniciativa resisten los embates del Estado, pero sus fuerzas son limitadas oponiendo a tanques y ejército pedradas o naranjazos. El combate es desigual, en todo y por todo. El Estado actúa organizado y armado; las brigadas desorganizadas y desarmadas. Ante tal situación, todas las direcciones conscientes y responsables deben dar ya una respuesta que tienda a resolver las contradicciones en las que el movimiento se desenvuelve; y simultáneamente también deben tomar todas las medidas políticas y orgánicas para que la represión, no liquide todo lo que hasta ahora el movimiento ha obtenido. Ya que si dejamos que la inercia del proceso se nos imponga, el resultado será una de las más grandes represiones que se sentirán por varios años en la vida política del país. Frente a tal situación hemos considerado necesario y urgente hacer al llamado a reconcentrar fuerzas, a consolidarlas; para que el movimiento tome realmente

« Nous ne pouvons accepter pour le moment une comparaison immédiate avec les événements de Mai à Paris. Non par xénophobie mais pour l'authentique réalité: l'étudiant qui fut opprimé à Nanterre, à la Sorbonne, etc., a lutté pour des réformes académiques. Ses idées sont allées de la restructuration de ses modèles caducs dans une société de production et de consommation. Il a eu l'appui ferme d'une classe ouvrière consciente, alphabétisée et formée de milliers de réfugiés et d'immigrants. Il y a aussi là-bas le « vedettariat » que laisse faire le Parti communiste français »⁵⁸⁶.

Décembre 1968. Roberto Escudero et Gerardo Estrada, leaders du mouvement alors incarcérés à la prison de Lecumberri, écrivent un « manifeste à la nation » dans lequel se retrouvent les griefs systématiquement énoncés pendant le conflit: « la concentration dans peu de mains de la richesse générée par le peuple » et « la croissance de plus en plus grande de la dépendance de l'économie mexicaine à l'impérialisme nord-américain ». Les auteurs rappellent que « les dissidents suivant les critères officiels et les opposants au régime ne sont pas des délinquants », soulignent que le mouvement « a démontré qu'au Mexique il est possible de mobiliser de grands secteurs de la population, en marge des contrôles officiels », que l'existence de prisonniers politiques est « une des plus grandes marques du système caractéristique de tous les régimes autoritaires » et que les problèmes sont occultés par la rhétorique officielle, par une « tonne de mots », que les victoires ont été partielles. Enfin, le manifeste se termine sur un avertissement:

« Le gouvernement mexicain doit comprendre que, face à l'obstruction systématique et réitérée qu'il fait aux canaux démocratiques, il ne peut demander des attitudes éternellement passives et soumises, et que les voies qui restent au peuple du Mexique pour réussir une démocratie authentique seront essentiellement déterminées par sa position face aux exigences et aux revendications populaires. Cependant, quelque soit la voie, tout Mexicain luttant pour la démocratie agira avec la responsabilité que l'histoire lui confiera »⁵⁸⁷.

una ofensiva que estratégicamente responda tanto a la actual situación como al las próximas luchas que se avecinan en el país ».

⁵⁸⁶ (FIS 9 Architecture): 15 août 1968 (A Ejes » no 5 (especial) Revista mensual independiente, publicada por alumnos de la ENA, UNAM Editorial). « Por primera vez somos contemporáneos de los demás hombres » Octavio Paz. Causas son a efectos. A veces hay efectos sin causas inmediatas. Esos efectos, tergiversados por nuestra prensa, han llegado a escala internacional. Por ejemplo: « ... el contenido varia, pero las palabras se identifican de Berlín a México, de Varsovia a Madrid, de Paris a Praga. (...) Esas causas « Banderas », ondéales que no vemos fácilmente, tampoco será inmediato el encontrarlas. No podemos aceptar por el momento una comparación con las jornadas de Mayo en Paris. Y no por xenofobia, sino por auténtica realidad: el estudiante que fue oprimido en Nanterre, Sorbonne, etc. Luchó con un pliego petitorio de reformas académicas en las manos. Sus ideas rayaban hasta la reestructuración, en sus moldes caducos de una sociedad de producción y consumo. De ahí el firme apoyo, de una clase obrero conciente, alfabetizada y formada con miles de refugiados y emigrantes. De ahí también el « vedettismo » del Partido Comunista Francés, que los dejó embarcados ».

⁵⁸⁷ (FIS 762 CNH): 4 décembre 1968. « Manifiesto a la nación « 2 de octubre » (...). Efectivamente, este movimiento es expresión de las profundas desigualdades en la distribución del ingreso, consecuencia de la concentración en una pocas manos de la riqueza generada por el pueblo, de la cada día más creciente dependencia de la economía mexicana al imperialismo norteamericano, revelado en el crecimiento vertiginoso de las inversiones

Le mouvement est donc perçu comme une force qui pourrait, si la population se joint à lui, ébranler le régime, voire le renverser. La volonté, l'énergie et la confiance en soi transpirent du discours, reflets de la force du mouvement et du bon moral des troupes. Le courant le plus important est sans conteste la gauche, surtout radicale (la révolution, un gouvernement sans banquiers, le peuple au pouvoir), les modérés étant perçus comme des opportunistes, l'autre qui met de l'avant des revendications essentiellement démocratiques est présent, mais il se trouve loin derrière du point de vue de la récurrence.

Slogans: appels à la lutte révolutionnaire

extranjerias; de una política de desarrollo que favorece esencialmente al capital privado, precinando vastos desequilibrios regionales, beneficiando exclusivamente los intereses de una clase por medio de un sistema impositivo que ampara a los grandes capitales y que va en detrimento de quien sólo posee su salario como fuente de vida; de la irresponsabilidad de un gobierno que elude actuar en beneficio de las grandes mayorías de campesinos y obreros quienes aún no encuentran satisfechas sus necesidades vitales de alimentación, vestido y vivienda. (...) El CNH ha demandado la democratización de las prácticas políticas y lo ha hecho dando ejemplo de democracia, ya que todos los centros educativos participantes han tenido permanente e irrestrictamente voz y voto en las decisiones tomadas, los órganos soberanos de nuestro movimiento han sido las asambleas de estudiantes y el pleno del CNH, representantes auténticos de dichas asambleas. Hemos demandado la libertad de los presos políticos porque estamos convencidos de que los disidentes de los criterios oficiales y los opositores al régimen no son delincuentes. La existencia de presos políticos es una de las mayores lacras del sistema y es característica de los regímenes autoritarios en todas partes y en todas épocas. (...) Ha demostrado que en México es posible movilizar a grandes sectores del pueblo, al margen de los controles oficiales, en manifestaciones y mítines, en los que la participación fue resultado de la convicción y no de presiones o recompensas. Uno de los logros fundamentales del movimiento es el haber acercado a través de las « brigadas políticas » a los estudiantes, con el pueblo de México y sus problemas. En las colonias proletarias, en las fábricas, en Topilejo, los estudiantes conocieron de una manera concreta a ese pueblo que la retórica oficial ha convertido en mera abstracción, y en la que sus problemas quedan ocultas con un alud de palabras. (...) Estos triunfos parciales han costado mucho en vidas y sacrificios y no han satisfecho de ninguna manera las demandas que formulamos desde el principio, dada la intransigencia de los poderes públicos y su definitiva incapacidad para reconocer las demandas del pueblo expresadas en el movimiento estudiantil. Se ha acusado a los estudiantes de intransigentes, pero en las distintas fases del movimiento se ha demostrado disposición para solucionar el conflicto (...) Las perspectivas que se ofrecen al movimiento consisten en organizar a niveles cada vez más elevados la protesta y la oposición a un régimen cada vez más incapaz para satisfacer las justas reivindicaciones populares. Esta organización en adelante deberá contar para ser eficaz no sólo con los estudiantes sino y sobre todo con los sectores productivos de nuestra sociedad, los que son su trabajo dominan y transforman a la naturaleza así en la ciudad como en el campo. Los estudiantes nos aliaremos de manera definitiva con estos sectores que objetivamente están destinados a nuestra patria requiere. La organización estudiantil debe concluir necesariamente en la organización popular que oponiéndose a las trabas que frenan el desarrollo histórico de México convierta en realidad el lema de nuestro movimiento: libertades democráticas. El gobierno Mexicano debe tomar muy en cuenta que ante la obstrucción sistemática y reiterada que de los canales democráticos realiza, no puede pedir actitudes eternamente pasivas y sumisas y que las vías que siga el pueblo de México para el logro de una auténtica democracia estarán esencialmente determinadas por la posición que se asuma frente a las exigencias de reivindicaciones populares que se aproxima. Sin embargo, cualquiera que sea la vía todo Mexicano luchador por la democracia actuará con la responsabilidad que la historia le confiera ».

« Jusqu'à la victoire, toujours! », « Vive le mouvement révolutionnaire de l'Amérique latine! », « Recherchons l'alliance avec les ouvriers en faisant des meetings dans les usines et dans les quartiers ouvriers! Faisons de la manifestation de demain une journée révolutionnaire et anti-gouvernementale! », « Combat épaulé contre épaulé avec les étudiants; seule la lutte fait l'homme! », « Le pouvoir émane du peuple, c'est pourquoi nous, les étudiants, nous allons vers lui! », « Liberté ou mort », « La victoire de l'organisation sera l'organisation de la victoire. Nous vaincrons! », « La terre appartient à celui qui la travaille! », « Vive la lutte héroïque du peuple du Mexique. Vive la lutte populaire! Vive le mouvement étudiant! Vive le Mexique! », « Les étudiants universitaires demandons l'appui et la participation de tous les travailleurs et de tous les secteurs opprimés », « À bas le gouvernement exploiteur des capitalistes! À bas tous les ministres de l'exploitation! », « Étendons le mouvement aux masses populaires, arrachons à la bourgeoisie la solution à nos revendications », « Les agitateurs sont les bourgeois, l'injustice et la répression », « Unis-toi peuple, tu es exploité! ».

Le mouvement étudiant doit s'élargir, le peuple s'unir, pour renverser le régime politique. Au nom de la lutte de classes, les couches populaires, ces « secteurs opprimés » du pays, doivent défaire un État de bourgeois au service de la bourgeoisie, capitalistes exploités qui dominent l'Amérique latine. La lutte, la résistance, sont les seules issues.

b) 1999-2000

Contre le RGP est perçu par certains comme une victoire sur le néolibéralisme, puisque son application ouvre la porte à la privatisation de l'université. Pour les plus radicaux, la grève est une étape dans un processus plus profond et plus large, contre les « plans impérialistes que veulent imposer la bureaucratie des partis « patronaux » »⁵⁸⁸, aussi n'hésitent-ils pas à affirmer: « nous l'utiliserons (le droit de grève) autant de fois que nous le jugerons nécessaire, un jour, deux jours, ou indéfiniment »⁵⁸⁹.

⁵⁸⁸ (JEPC Étudiants Indépendants de Vallejo, Zaragoza, Acatitla, Ixtapalapa, Naucalpan): septembre 1999. « Quieren ser « gobierno » y garantizar los planes imperialistas en México, sin ser molestados o cuestionados. La vanguardia debe de tomar una política superior, frente al plan de la burocracia, los partidos patronales PRI-PAN-PRD y el régimen en su conjunto que buscan imponer más hambre y represión a los explotados y oprimidos. El movimiento debe alzar su voz, para unirla a la lucha de obreros y campesinos ».

⁵⁸⁹ (W99 Philosophie et Lettres Assemblée Universitaire): 15 mars 1999. « Pero, que le quede claro, señor rector: reivindicamos los paros como una forma de lucha legítima del movimiento estudiantil, y la utilizaremos cuantas veces lo consideremos necesario, de un día, de dos o indefinidos. No vamos a permitir ningún acta, ante el tribunal

« Une oligarchie bureaucratique qui contredit la volonté majoritaire des Mexicains d'avancer dans la démocratie du pays. (Le mouvement) a mis en évidence les pratiques autoritaires de ceux qui gouvernent l'UNAM et qui, à travers d'une structure obéissante de quelques milles fonctionnaires de confiance, imposent leurs décisions au moyen de pressions de tous types aux étudiants, travailleurs académiques et administratifs »⁵⁹⁰.

Pour les étudiants, le mouvement constitue une force contre la « mécanique d'exclusion et de marginalisation » et « une étape d'espoir et d'apprentissage, de rencontre », pacifique et populaire:

- « La grève n'aurait pu aller de l'avant avec autant d'adversité, si elle ne comptait pas avec l'appui de dizaines de milliers d'étudiants, avec le respect d'autant d'autres, avec l'acceptation de l'une ou l'autre manière de la majorité des professeurs, avec l'appui de milliers de travailleurs universitaires et avec la sympathie de beaucoup plus de personnes au sein de la population. La grève n'est pas l'acte de quelques-uns. (Sinon) cette lutte exemplaire que nous menons avec tant d'efforts serait enterrée »⁵⁹¹.
- « Regardez-nous! Nous avons de l'influence dans la communauté étudiante, académique et scientifique, et non seulement à l'UNAM. Il ne nous importe guère que durant notre séjour académique, l'Université n'ait pas résolu les conditions socio-pédagogiques dont a besoin la nation pour sortir de la pauvreté, de son retard et de sa décomposition généralisée. Regardez-nous, dans cet éléphant blanc national que nous avons converti en un rite social; quel rigueur, quelle honnêteté intellectuelle, quelle dette externe, quels monopoles, quels plans d'austérité, quelle crise? Quelle? Pures inventions des ultras éculés et du peuple sous-alimenté »⁵⁹².
- « À tous ceux qui croient que nous sommes minoritaires, violents et intolérants, près de 20 000 personnes se sont rendues pacifiquement au Stade olympique le 23 juin en signe de soutien: il faut être aveugle pour ne pas se rendre compte que c'est de la calomnie propagée par les autorités »⁵⁹³

universitario o ante la procuraduría, contra ningún compañero por haber participado de alguna forma en el paro. Y, no vamos a permitir la imposición que pretende consumir ahora ».

⁵⁹⁰ *ibid.* « ... esta lucha está para las mujeres de casa oprimidas, los obreros maltratados (...) la defensa de la soberanía nacional, los indígenas, los niños de la calle, los paisanos sin tierra, los presos políticos, los maestros de este país quien son encarcelados o privados de su trabajo, para este país quien ya es llamado México ».

⁵⁹¹ (W99 *Brigadistas* no 19): 16 décembre 1999. « El diálogo. La huelga no habría podido salir adelante de tantas y tantas adversidades, si no contara con el respaldo de decenas de miles de estudiantes, con el respeto de otros tantos, con la aceptación de una u otra manera de la mayoría de los profesores, con el apoyo de miles de trabajadores universitarios y con la simpatía de mucha más personas de toda la población. La huelga no es el acto de unos cuantos. Si con nuestros actos vamos contribuyendo a perder todo este respaldo, todo este respeto, apoyo y simpatía, estaríamos cavando la tumba donde sería enterrada esta lucha ejemplar que hemos sostenido con un enorme esfuerzo ».

⁵⁹² (JEPC CGH): 14 août 1999. « Con su conservadurismo omnipresente nos dicen (los meritorios que trabajan por el rector): Mírennos, alienados pero con salario, somos decanos haciendo méritos de colaboración con la ideología del poder ¡y mirennos! tenemos influencia en la comunidad estudiantil, académica y científica, no sólo de la UNAM, no importa que la Universidad durante nuestra estancia académica no haya resuelto las condiciones sociopedagógicas que requiere la nación para salir de la pobreza, el atraso y descomposición generalizada, ¡Mírenos! en este elefante blanco nacional que hemos convertido en rito social; cuál rigurosidad, cuál honestidad intelectual, cuál deuda externa, cuáles monopolios, cuáles planes de austeridad, cuál crisis ¿cuál? puros inventos de los ultras trasnochados y del pueblo desnutrido ».

⁵⁹³ *Al cielo por asalto* (no 1), p. 1. « Pareciera que los poderosos se creen las mentiras que dicen de nosotros: que somos minoritarios, violentos, intolerantes. Basta no estar ciego para darse cuenta de la calumnia que es todo eso, puede ser que las autoridades si lo estén ».

Pour ces jeunes qui n'ont connu que des crises économiques et l'effondrement des valeurs nationalistes, réaffirmer leur identité de lutte est certes valorisant et stimulant. Tout comme en 1968, la solidarité dans la résistance est perçue comme le seul moyen de faire évoluer le pays. Le CGH s'adresse « à toute la classe ouvrière de la ville et de la campagne, aux paysans pauvres, aux semi-prolétaires, aux prolétaires des villes et aux chômeurs »⁵⁹⁴. Le mouvement doit être large. Il a effectivement eu de nombreux appuis, de jeunes élèves, des parents, d'enseignants, d'une partie importante de la population, des zapatistes, de groupe El Barzón, de paysans de la vallée de Mexico, d'universitaires de différents états mexicains et de l'étranger, de syndicats et d'organisations civiles.

- « Elle est arrivée l'heure des grandes batailles pour la survivance populaire. Il est arrivé le temps des luttes pour l'éducation gratuite, pour l'application complète des accords de San Andrés et pour la non-privatisation de l'industrie électrique, entre autres. Elles constituent le chemin de la libération et de l'indépendance. Un exemple digne de cette résistance est la lutte de nos frères zapatistes qui aujourd'hui sont ici. Nous leur disons: merci camarades pour lutter et résister »⁵⁹⁵.
- « Pour faire reculer le gouvernement nous devons exercer plus de pression encore que celle que nous avons employée jusqu'ici. Nous pouvons le faire. Il faut par dessus tout transformer la dynamique de mobilisation de notre grève. L'intensifier. Parvenir à ce qu'elle soit présente dans tous les aspects de la vie économique, politique et sociale de la ville. Que de toute part (on entende parler de) la grève étudiante. Nous devons nous solidariser avec ceux d'en bas de plusieurs façons, et faire pression sur ceux d'en haut autant de fois »⁵⁹⁶.

⁵⁹⁴ (JEPC anonyme): 4 mars 1999. « Compañeros estudiantes, compañeros electricistas. A toda la clase obrera de la ciudad y del campo: a los campesinos pobres, semiproletarios y a los proletarios de las ciudades, a los desempleados. Es necesario darle vida a los consejos (asambleas, reuniones) en los que sesionen conjuntamente todos los sectores de la población: estudiantes, campesinos, proletarios y todos aquellos que estén dispuestos a luchar por la educación gratuita, la industria eléctrica públicas y en contra de las Reformas a la Ley Federal del Trabajo. Pero igualmente es necesario elegir directamente Representantes, revocables en todo momento, en esas mismas asambleas, para construir Un Gran Consejo Nacional de Representantes para organizar la lucha en contra de la política neoliberal de Zedillo. (...) Y así hemos llegado nuevamente a la situación en que de un lado los burgueses se han venido apropiando de casi todos los medios fundamentales de producción: la tierra, las máquinas, el capital, las herramientas, la industria, el comercio, la agricultura. Unos cuantos potentados se han apropiado de lo que hemos producido entre todos y del otro lado, los productores directos viven en la mas extrema de las penurias: desempleados, subempleos, con salarios miserables, todo por que esos medios de producción y la riqueza social producida por todos se la han apropiado unos cuantos que se pueden contar con los dedos de las manos. De tal manera que la única conclusión que podemos sacar de esta realidad es que el pueblo debemos organizarnos por nosotros mismos, por nuestros propios intereses; más aún ahora ante la generalización de las políticas liberales aplicadas por quienes mal gobiernan, quienes han demostrado que mal administran y mal guían el interés de la sociedad y que todos las empresas que antes pertenecían al pueblo, las empresas públicas se las están apropiando ».

⁵⁹⁵ (W99 Philosophie et Lettres): 15 septembre 1999. « Ha llegado el tiempo en que las luchas por la educación gratuita, el cabal cumplimiento de los acuerdos de San Andrés y la no privatización de la industria eléctrica, entre otras, constituyen el camino de la liberación y la independencia. Ejemplo digno de esta resistencia, es la lucha de nuestros hermanos zapatistas que hoy están aquí con nosotros para decirnos su palabra. A ellos les decimos: gracias compañeros, por luchar y resistir ».

⁵⁹⁶ *ibid.*

- « Ceux d'entre nous qui ne sommes pas en prison savons très bien que si nous luttons c'est au risque de perdre notre permanence à l'université, incluant notre liberté. Mais cela maintenant ne nous arrête pas. Et nous nous sentons réellement fiers de tous nos camarades quand nous recevons leurs communiqués nous disant que toute leur confiance repose sur le CGH, que jamais nous ne changerons les points de revendications pour eux (prisonniers politiques), que cette lutte ne se terminera pas avant l'application des sept points. Nous nous enorgueillissons (et sommes optimistes) car nous connaissons le genre de compagnons avec qui nous avons travaillé pendant plus de 10 mois et savons qu'ils sont disposés à tout cela et plus. Nos compagnons prisonniers politiques nous ont donné une grande leçon de dignité et d'intégrité. Ils nous ont montré que c'est vrai qu'on ne peut incarcérer la conscience, ni l'engagement. Ils nous ont enseigné que la prison est aussi une tranchée de lutte. D'eux nous apprenons que celui qui cesse de lutter, celui qui faiblit ou se rend, est celui qui est réellement prisonnier. (...) Pour nous, tous nos compagnons sont le CGH. Et même si une partie de ce CGH, qui est une partie de nous-mêmes, est enfermée, nous n'arrêterons pas d'envahir les rues au moyen des brigades et au moyen des marches, de couvrir les murs d'affiches, de remplir de notre voix les camions et le métro, d'élever notre cri de « liberté pour les prisonniers politiques » (...) »⁵⁹⁷.
- « (...) si le recteur n'est pas capable de trouver une solution au conflit, nous nous tournerons vers la société entière car c'est à elle que l'on doit notre UNAM et ce sont tous les Mexicains qui doivent se prononcer sur la mission élevée de ce centre d'études. Compagnons, nous ne luttons pas pour nous ni seulement pour nos frères

⁵⁹⁷ (W00 Philosophie et Lettres Commission de Presse et de Propagande CGH): 12 mars 2000. « Resolutivos de la sesión del 11 de marzo de 2000 ». « La normalidad NO ha vuelto a la UNAM. En la UNAM no existe normalidad, a pesar de que las autoridades y el gobierno se empeñen en imponerla y de su campaña por establecer que así ha sido, creyendo que por repetirla una y otra vez su mentira se convertirá en verdad. Nosotros le decimos a todos los trabajadores, a todos los estudiantes del país y a todo el pueblo, que la lucha sigue y el CGH está de pie. Quienes nos dieron por muertos, quienes se adelantaron a cantar nuestra derrota y la victoria de la tristemente célebre terna conformada por Zedillo, Labastida y De la Fuente, han tenido que guardar silencio ante las múltiples evidencias de que el CGH vive y goza de buena salud. Quienes se apresuraron a cubrir con pintura todo rastro de nuestra lucha en las paredes de la Universidad, hoy han acabado por declarar que lamentan no haber logrado la normalidad que decretaron desde el momento mismo en que recibieron las instalaciones de manos del ejército vestido de gris. Con paso firme, los estudiantes estamos reinventando las formas de lucha y recobrando la confianza. La indignación se está volviendo acción en multitud de rincones de nuestra casa de estudios. Ya no pueden callar que se realizan paros y se cierran salones en múltiples escuelas y facultades. Ya no hay forma de ocultar que los estudiantes retan a los directores y les cierran sus oficinas. Por todos lados se comenta que los mejores representantes de la derecha y los grupos de poder en la Universidad, tuvieron que salir huyendo como ratas por las coladeras, frente a la indignación estudiantil transformada en consignas y reclamos. Nadie puede hacerse sordo frente a las marchas de estudiantes por los pasillos de diversas escuelas y facultades que poco a poco despiertan la inquietud de quienes fueron presionados para volver a clases. No pueden detener la discusión negando auditorios y salas de conferencias, porque los foros, los debates y los actos político culturales se están desarrollando en explanadas y patios. (...) No renunciamos a ninguno de los puntos de nuestro pliego petitorio, porque hoy estamos más convencidos que nunca que representan apenas las condiciones mínimas para que la Universidad pueda estar en condiciones de discutirse a sí misma y transformarse. Los que estamos fuera de sus cárceles sabemos muy bien que si luchamos estamos poniendo en riesgo nuestra permanencia en la Universidad e incluso nuestra libertad. Pero eso ya no nos amedrenta. Y nos sentimos realmente orgullosos de todos nuestros compañeros cuando recibimos sus comunicados diciéndonos, que toda su confianza esta puesta sobre el CGH, que nunca intercambiamos puntos del pliego petitorio por ustedes (presos políticos), que esta lucha no terminara hasta la solución de los 7 puntos del pliego petitorio. Nos enorgullece pero no nos asombra pues sabemos la clase de compañeros con los que trabajamos por más de 10 meses y sabemos que están dispuestos a todo esto y más. Nuestros compañeros presos políticos nos han dado una gran lección de dignidad y entereza. Ellos han mostrado que es real que no se puede encarcelar la conciencia, ni el compromiso. Ellos nos han enseñado que la cárcel es también una trinchera de lucha. De ellos hemos aprendido que el que deja de luchar, el que claudica o se rinde, ese es el que realmente está preso. El repudio y la condena que hoy cargan sobre sus espaldas, señores, y que no les permite centrar la atención nacional en su farsa de proceso electoral, no disminuirá al abrir posibilidades de que salgan unos compañeros pero dejando dentro de sus cárceles a otros, pierdan ustedes toda esperanza. Para nosotros, todos nuestros compañeros son el CGH. Y mientras una parte de ese CGH, que es una parte de nosotros mismo, esté encerrada no dejaremos de invadir las calles con brigadas y marchas, de cubrir las paredes con carteles, de llevar nuestra voz a los camiones y el metro, de levantar nuestro grito de « Presos políticos y libertad ». Y no habrá normalidad, no existe normalidad posible mientras las demandas no sean resueltas, mientras haya compañeros presos políticos, mientras mantengan su política impositiva ».

qui fréquentent en ce moment le primaire et le secondaire, pas seulement pour les générations futures. Nous défendons la gratuité de l'éducation pour tout le pays. Comme disait José Martí, « un peuple cultivé est un peuple libre » et nous voulons un peuple libre. C'est la lutte de tout le monde et non seulement des universitaires. Écoutez tous. La solidarité et l'appui peuvent nous conduire à l'histoire comme spectateurs ou comme participants actifs de la défense de la Nation. Cela est le fond de la lutte que nous livrons »⁵⁹⁸.

- « (...) discuter le plan de lutte de chaque université, de chaque centre de travail, de chaque colonie. Nous ne céderons pas, nous ne nous laisserons plus faire, nous avons engagé cette bataille et rien ne l'arrêtera. Nous l'espérons. Faire un appel à lutter épaule contre épaule, avec les travailleurs, les étudiants, les paysans, à nous seconder et à résister à l'attaque de la privatisation que le gouvernement a déchaînée sous le masque du rectorat ou des patrons, de la politique économique générale, c'est marcher ensemble, la défendre ensemble, cela signifie courir et se battre ensemble, formant des files à la défense du peuple contre la privatisation, se battre pour lui et pour le compagnon d'à côté, le voisin, l'ouvrier et l'étudiant, l'électricien et le professeur et même avec celui dont nous n'avons jamais vu le visage »⁵⁹⁹.
- « Le peuple est avec nous et il nous le fait sentir, pas seulement parce que nous sommes ses enfants et que nous luttons pour ses enfants; il est avec nous contre le même système politique, qui nous écrase tous, contre les mandatés néolibéraux qui dictent les salaires, les privatisations d'entreprises et d'hôpitaux, et tout ce qu'ils ont mis plus de 50 millions de Mexicains dans la pauvreté »⁶⁰⁰.
- « Que le peuple assiste l'université et l'université le peuple (...). Peuple, soit là! Ceci est une bataille dans laquelle nous avons beaucoup à gagner, avec ton aide on réussira à faire que tes enfants, tes neveux et tes sœurs accèdent à la connaissance, arme puissante pour vaincre l'inégalité monstrueuse; comme futurs professionnels et comme travailleurs sociaux, préparons la défense de l'université publique et gratuite. Réorientons-nous (et revenons) au projet historique de l'Université populaire au service du peuple pour construire un Mexique plus juste! »⁶⁰¹.

Les étudiants prennent bien soin de redresser leur image, déformée disent-ils par les médias. Ils vont mettre sur pied des ateliers littéraires et des activités récréatives, invitant la population à s'y inscrire et à participer aux tables rondes « pour discuter et questionner sur le mouvement étudiant et l'avenir de l'Université. Tout cela afin que le peuple aide l'Université et

⁵⁹⁸ *ibid.*

⁵⁹⁹ *ibid.*

⁶⁰⁰ (W99 CGH 5^{ème} manifeste): juillet 1999. « (...) el pueblo está con nosotros, no sólo porque somos sus hijos y luchamos por sus hijos; está con nosotros porque sabe que luchamos contra la misma política que nos aplasta a todos, contra los mandatos neoliberales que dictan los topes salariales, las privatizaciones de empresas y hospitales, y todas esas medidas que hasta hoy han sumido a más de 50 millones de mexicanos en la pobreza, al mismo tiempo que han hecho más ricos a unos cuantos millonarios que se apropian de la riqueza producida por millones de trabajadores. El pueblo está con nosotros porque sabe que nuestra lucha es porque todos esos recursos regresen a la población, parte de ellos con educación, y que el gobierno deje de entregarlos a los más ricos. Está con nosotros, porque tampoco está dispuesto a permitir que la educación pase de ser un derecho a un servicio por el que hay que pagar ».

⁶⁰¹ (JEPC Commission de Presse et de Propagande du comité de grève du Travail Social): avril 1999. « Que el pueblo asista a la universidad y la universidad asista al pueblo (...) ¡Pueblo escucha! Esto es una batalla en la cual tenemos mucho que ganar, con tu ayuda se logrará que sus hijos, nietos, biznietos y hermanas accedan al conocimiento, arma poderosa para vencer al monstruo de la desigualdad; como futuros profesionistas, estudiantes y como trabajadores sociales preparemos la defensa de la universidad pública y gratuita, ¡Reorientemos el proyecto histórico de la Universidad popular al servicio del pueblo, para construir un México más justo! ¡Preparemos la Huelga! ».

que l'Université aide le peuple »⁶⁰². Le mouvement doit être l'occasion de réfléchir sur l'avenir de l'éducation supérieure publique et de prendre conscience que le problème en est un au niveau national.

- « Ayant réussi à arrêter un des axes des politiques de privatisation de l'éducation, (il faut) promouvoir la réflexion collective des universitaires, qui au long de longues années d'inertie aujourd'hui demandent de plusieurs différentes façons un Congrès universitaire; et avoir convoqué la volonté sociale de changement et de démocratisation de l'université et de toute l'éducation, pour avancer dans les transformations que nécessite le pays, est l'apport significatif du mouvement étudiant de l'UNAM, dans cette fin de millénaire »⁶⁰³.
- « (J.R. De la Fuente) nous accuse d'avoir des intérêts fondamentalement extra-universitaires et d'incarner une lutte contre l'État. (...) Les autorités universitaires incarnent les intérêts de l'État à l'intérieur de l'UNAM, ce sont elles qui ont des intérêts extra-universitaires, le projet qu'ils prétendent imposer à l'université a été ordonné par l'État et désigné par des organismes financiers internationaux. Les demandes du CGH sont de l'environnement universitaire et si elles la transcendent c'est parce que le projet de l'université contre lequel nous luttons est global, et non exclusif à l'UNAM. La solution aux demandes du CGH sont de la compétence des autorités universitaires »⁶⁰⁴.
- « Ils ne nous entendent pas? Crions. Et ce cri est fait à l'unisson, maintenant que les autorités nous refusent toutes autres voies. (...) la grève ne doit pas être de résistance, elle doit être offensive, elle doit être une grève

⁶⁰² (JEPC CGH): juin 1999. « Realizar campañas a toda la población, formando brigadas para volanteo, asistir con los trabajadores a los sindicatos, organizaciones sociales, políticas, para dar a conocer los hechos transcurridos hasta estos días; tendremos que salir a los mercados, escuelas, preparatorias populares, medios de transporte para dar a conocer la verdad de los acontecimientos y denunciar las mentiras de los noticieros, tendremos que invitar a toda la población para que asista a la universidad a los actos y eventos culturales que se realizarán con motivo de la huelga, asimismo, se realizarán talleres literarios y actividades recreativas, se organizarán mesas redondas, foros, para discutir y aclarar las dudas sobre el movimiento estudiantil y el futuro de la universidad. Esto será con el fin de que el pueblo asista a la universidad y la universidad asista al pueblo ».

⁶⁰³ (JEPC CGH): 7 juillet 1999. « Su lucha por la gratuidad de la educación ha logrado revertir parcialmente una de las acciones privatizadoras de la educación y la cultura, demostrando que es posible, uniendo voluntades, enfrentar las políticas de usurpación a la nación. (...) La lucha de los estudiantes ha conmovido a la sociedad, que ha asumido la responsabilidad compartida de defender la educación pública. Pero ha conmovido particularmente a la comunidad académica, que ha comprendido la necesidad de encarar una reforma a fondo d su institución, tanto en las formas y contenidos del gobierno universitario, en el destino y manejo de sus recursos, como en las responsabilidades sociales del trabajo académico, que está en grave peligro por las estrategias internacionales y gubernamentales de reestructuración nacional de la educación superior, concretadas –entre otras- en la Propuesta para Reformar los estudios de Licenciatura en la UNAM, en la nueva Ley para el Fomento de la Investigación Científica y Tecnológica, en el Proyecto de Ley general del Patrimonio Cultural de la Nación y en los mecanismos de certificación y asignación presupuestal, como el CENEVAL, que atentan contra la autonomía y los fines sociales, científicos y culturales de la universidad. Haber logrado detener uno de los ejes de las políticas privatizadoras de la educación; promover la reflexión colectiva de los universitarios, que tras largos años de inercia hoy demandan desde las más variadas expresiones un Congreso Universitario; y haber convocado la voluntad social de cambio y democratización de la Universidad y la educación toda, para avanzar en las transformaciones que requiere el país, es el significativo aporte del movimiento estudiantil de la UNAM, en este fin de milenio ».

⁶⁰⁴ (W00 Philosophie et Lettres CGH): 25 avril 2000. « Ayer un nuevo elemento ha sido incorporado, por el señor De la Fuente, a la campaña en contra del CGH, acusándolo de tener intereses fundamentalmente extrauniversitarios y de encarnar una lucha contra el Estado. Como siempre el señor De la Fuente plantea las cosas de cabeza. Las autoridades universitarias encarnan los intereses del Estado dentro de la UNAM, son ellos los que tienen intereses extrauniversitarios, el proyecto que pretenden imponer en la Universidad ha sido ordenado por el Estado y diseñado por organismos financieros internacionales. Las demandas del CGH son del ámbito universitario y si lo trascienden es por que el proyecto de Universidad contra el que luchamos es global, y no exclusivo para la UNAM. La solución de las demandas del CGH son de la competencia de las autoridades universitarias ».

active qui en premier lieu doit trouver des alliances dans tous les bâtiments de la UNAM, ensuite chercher à s'étendre à d'autres institutions éducatives, chercher à articuler des stratégies avec les syndicats et les mouvements sociaux; en d'autres mots nous ne luttons pas contre une idée personnelle de Mr. Barnés mais contre un projet économique-politique de la grande bourgeoisie et son gouvernement; pour cela supposer que le conflit va se solutionner dans les limites de l'UNAM est suicidaire! »⁶⁰⁵.

La structure du CGH est démocratique et efficace:

- « Jamais n'y a-t-il eu autant de liberté de discussion dans cette université, ni en 68, ni en 86, ni en 90 (...). Si aujourd'hui il y a des espaces démocratiques pour le dialogue et la discussion, c'est grâce à notre grève et non à la démocratie parlementaire. Également aujourd'hui, dans toutes nos instances, nous discutons du poids de la proposition faite par vous, autant par stratagème contre les « ultras », c'est-à-dire, contre la pensée autonome de ceux pour qui les six points sont non négociables, et en faveur de la politique négociatrice des « modérés » »⁶⁰⁶.
- « Comme le savent bien toute la communauté universitaire et même les autorités de l'UNAM, le CGH n'est pas un groupe violent. C'est une calomnie de plus pour les autorités qui cherchent à nuire au CGH, le plus gros organe de discussion, d'organisation et de décision étudiant. Le CGH a toujours élaboré des demandes justes, et les méthodes de lutte qu'il emploie ont été et continueront d'être pacifiques : la grève et les débrayages ont été décidés démocratiquement par de grandes assemblées, les marches, les meetings, les défilés, également. Nous revendiquons ces formes de lutte jusqu'à ce que nos demandes soient résolues »⁶⁰⁷.

3. Les perceptions négatives dont se disent victimes les grévistes

a) 1968

Les jeunes sont plus idéalistes que négatifs,
seuls les adultes sommes dangereux, pas les jeunes »⁶⁰⁸

⁶⁰⁵ *Al cielo por asalto* (no 1). « ¿No nos oyen? Gritemos. Y el grito que tenemos que dar es uno, ya que las autoridades nos niegan todas las otras vías. (...) La Huelga no debe ser de resistencia, debe de ser de ofensiva, debe ser una huelga activa que se aboque en primer termino a afianzarse en todos los planteles de la UNAM, enseguida debe buscar extenderse a otras instituciones educativas, buscar articular estrategias con sindicatos y movimientos sociales; en pocas palabras no estamos luchando en contra de una idea personal de Mr. Barnés sino contra el proyecto económico-político de la gran burguesía y su gobierno; por eso suponer que el conflicto se va a solucionar dentro de los límites de la UNAM, es suicida ».

⁶⁰⁶ (JEPC CGH): avril 1999. « Nunca ha habido tanta libertad en la discusión en esta Universidad, ni en el 68 ni en el 86 ni en el 90; jamás hubo tanta igualdad para intentar ponerse a la altura de las circunstancias. Si hoy hay espacios democráticos para el diálogo y la discusión es gracias a nuestra huelga y no a la democracia parlamentaria. También ahora, en todas nuestras instancias, discutimos el *empuje* de la propuesta develada por usted mismo, más bien como estratagema contra los « ultras », es decir, contra el pensamiento autónomo de quienes demandamos los seis puntos innegociables, y en favor de la política negociadora de los « moderados » ».

⁶⁰⁷ (W00 Philosophie et Lettres CGH): 25 avril 2000. « Como bien sabe toda la comunidad universitaria y las mismas autoridades de la UNAM, el CGH NO es un grupo violento. Esto es una calumnia más con la que las autoridades buscan golpear al CGH, máximo órgano de discusión, organización y decisión estudiantil. El CGH ha enarbolado siempre justas demandas, y los métodos de lucha que emplea han sido y seguirán siendo pacíficos: desde la huelga y paros decididos democráticamente en asambleas masivas, marchas, mítines, plantones, consultas. Reivindicamos nuestras formas de lucha en tanto no sean resueltas nuestras demandas ».

⁶⁰⁸ (FIS 891 IPN): 2 août 1968. « Condenó a quienes dicen que la juventud es peligrosa. « Los jóvenes alientan más ideales nobles que negativos; los adultos somos quienes solemos ser peligrosos, no los jóvenes ».

Cette remarque du directeur de l'IPN, Dr. Massieu, avait pour but de remettre les pendules à l'heure, dans des circonstances où l'ensemble des médias brossait un tableau négatif des étudiants, tour à tour saboteurs⁶⁰⁹, agents étrangers, intransigeants, utilisateurs de tactiques terroristes, agitateurs (ou provocateurs), vandales, imitateurs, subversifs, révoltés, communistes, ennemis du peuple⁶¹⁰.

- « On nous accuse de faire partie d'une obscure conjuration internationale dont l'existence n'est pas démontrée dans le rapport » (présidentiel)⁶¹¹.
- « ...ils mentent quand ils vous disent que nous sommes intransigeants; ils mentent quand ils disent que nous ne sommes dirigés que par une poignée d'agitateurs. Pour le démontrer, nous avons protesté en silence, un silence militant et accusateur »⁶¹².
- « Nous les étudiants ne sommes pas partisans des méthodes terroristes car elles ne font que nous séparer du peuple et justifier la répression policière et militaire. La tactique actuelle du gouvernement est de tout faire pour nous isoler du peuple »⁶¹³.
- « La main nord-américaine manœuvre pour conditionner l'opinion publique mexicaine, au moyen du terrorisme qu'ils (les États-Unis) emploient (en le faisant passer pour cubain) »⁶¹⁴.

⁶⁰⁹ (AH 60, 327, 91, 70-71): septembre 1968. « Resoluciones sobre el cuarto informe de Gustavo Díaz Ordaz « Lo fútil e inconsistente de este recurso para deformar nuestro movimiento, salta a la vista con claridad absoluta. Lo cierto no es que el gobierno tema con visos de seriedad que nosotros abriguemos el propósito de sabotear los eventos de la XIX Olimpiada ».

⁶¹⁰ (DIPS 521, 577 Économie IPN): 18 août 1968. « A los obreros y al pueblo de México. Ante la imposibilidad de que a ustedes les llegue la información verídica de los hechos que en días pasados han sucedido, porque los medios de comunicación pertenecen al Gobierno y por tal motivo, sólo se publican artículos sequerosos que tienen por objeto desorientar a ustedes, calificándonos a los estudiantes de revoltosos, comunistas, agitadores y más que todo como enemigos del pueblo, lo cual es totalmente falso ».

⁶¹¹ (FIS 675 CNH): 4 septembre 1968. « Hemos escuchado atentamente el informe presidencial y en lo que a nosotros, los estudiantes, se refiere lo hemos rechazado por diversas razones: Se nos culpa del clima de intranquilidad que hay, cuando es claro, y así lo hemos demostrado, que éste es el resultado de la acción violenta de las fuerzas represivas del gobierno. Por tanto, la situación es responsabilidad exclusiva de las autoridades - Se nos acusa de formar parte de una oscura conjura internacional cuya existencia el informe no demuestra. Estas acusaciones crean la desconfianza y obviamente contradicen los llamados a la universidad y a la concordia nacional - Nos somos delincuentes. Las afirmaciones respecto a nuestros alborotos, nuestras injurias a mujeres, nuestros desórdenes y los demás, rayan claramente en la calumnia, y a ellas oponemos simplemente nuestra actitud pacífica ».

⁶¹² (FIS 378 Comité de Lutte Étudiante): 26 août 1968. « Pueblo de México: Han mentido cuando dicen que nosotros no queremos el diálogo; Han mentido cuando dicen que nosotros somos los intransigentes; Han mentido cuando dicen que solo somos alborotadores dirigidos por un puñado de agitadores. Para demostrarlo, protestamos en silencio, un silencio militante y acusador ».

⁶¹³ (FIS 678 CNH): 5 septembre 1968. « (...) En vez de ello, el gobierno está recurriendo a una nueva táctica: hacer creer a la opinión pública que los estudiantes están llevando a cabo tácticas terroristas. El día 3 de septiembre los periódicos vespertinos publicaron a ocho columnas que se había descubierto un intento de colocar una bomba en la penitenciaría. Una compañera de medicina fue apresada porque supuestamente las autoridades le encontraron un plano de una bomba. Denunciamos ante la opinión pública el hecho de que el gobierno está provocando una situación para reprimir a los estudiantes. Que una vez más se recurre a la táctica de descubrir « complots » para incriminar a los estudiantes El propio gobierno es el que coloca las supuestas bombas de sabotaje y culpa a nuestros compañeros. Los estudiantes no somos partidarios de los métodos terroristas, pues ello nos aparta del pueblo y sólo justifica la represión policiaco militar. La táctica actual del gobierno es tratar de aislarnos del pueblo. Los estudiantes no lo permitiremos y exhortamos al pueblo para que se una a la lucha, desenmascarando estos nuevos intentos del gobierno ».

Enfin, il y a des préjugés plus légers, même si on y sent un certain mépris pour la « cause », comme ceux qui ont cru que l'occasion était belle de faire l'école buissonnière. Ce à quoi les étudiants répliquent:

« Le but de notre grève n'est pas de perdre l'année, mais de protester contre l'agression faite contre les écoles, tant à la Polytechnique qu'à l'Université, contre les politiques gouvernementales qui ont provoqué cette situation »⁶¹⁵.

b) 1999-2000

Nous l'avons vu, les cégéhistes se sont plaints tout au long du conflit d'être victimes d'une campagne de dénigrement, d'une couverture médiatique tendancieuse et d'actions provocatrices. Voleurs, consommateurs de drogues et d'alcool, ramassis « de vandales, d'irresponsables, de pillards »⁶¹⁶, radicaux ou manipulés de l'extérieur... Ils ne manqueront pas d'ailleurs de faire la comparaison avec la situation de 1968.

- « Les autorités parlent de leurs étudiants comme des « ivrognes », « affectés par des stimulants », et autres gentilleses »⁶¹⁷.
- « On a dit que nous étions un petit groupe qui séquestrait l'université. On nous a accusé d'être des vandales, des irresponsables, des saccageurs et de plusieurs autres choses qu'il serait trop long d'énumérer »⁶¹⁸.

⁶¹⁴ (FIS 199 Sciences Politiques et Sociales): 6 août 1968. « (...) También habrá que señalar el claro intento de los reaccionarios al querer culpar a la Revolución Cubana de la agitación provocada por ellos mismos y así preparar el clima que conduciría a un serio distanciamiento con la República Socialista de Cuba, Primer Territorio Libre de América. De nuevo la mano norteamericana pretendió mover los hilos que había venido propiciando en su propio territorio, al querer condicionar a la opinión pública Mexicana mediante el terrorismo que fomentan al « poder cubano » y cuyo blanco sistemático han sido las delegaciones Mexicanas en ese país. También esto refuerza la « necesidad » de romper la aut. univer. al argumentar los reaccionarios que en vez de garantizar la libertad de pensamiento, « ampara al nido de agitadores al servicio de intereses no mexicanos ».

⁶¹⁵ Guillermo Massieu, directeur de l'IPN, en réponse à la multitude d'articles dans les journaux voulant que les jeunes qui ont manifesté soient dangereux.

⁶¹⁶ (JEPC CGH) « Que el pueblo asista a la universidad y... », *op. cit.*, « Se nos ha acusado de vándalos, irresponsables, saqueadores y de muchas otras cosas que sería largo enlistar. Pero en realidad nuestro único delito es estar decididos a defender el derecho a la educación superior pública y gratuita de los que menos tienen ».

⁶¹⁷ (W99 Philosophie et Lettres): 15 mars 1999 (Assemblée du 12 mars 1999). « Autoridades que hablan de sus estudiantes como « borrachos », « afectados por enervantes » y demás lindezas. Negativa a recibir las instalaciones al término del paro, para poder luego levantar infundios de « robo » y « destrozos » a los paristas ».

⁶¹⁸ (JEPC CGH-UNAM): septembre 1999. « Se ha dicho que somos un pequeño grupo que secuestró la universidad. Se nos ha acusado de vándalo, irresponsables, saqueadores y de muchas otras cosas que sería largo enlistar ».

- « donner l'image d'une grève qui se décompose de l'intérieur, de grévistes qui saccagent les installations et qui se droguent. Pour cela, les autorités ont organisé des groupes de *porros* qui saccagent et ont embauché des incendiaires »⁶¹⁹.
- « Il n'y a aucune main étrangère qui manipule de l'extérieur. Il n'y a pas d'ingérence de la part d'agents étrangers ni d'organisations (sociales ou civiques) ni de partis politiques. Ce mouvement est autonome, il n'y a pas de leaders messianiques ni de caudillos. Nous formons une seule voix »⁶²⁰.
- « Les déclarations de Barnés, Zedillo et Francisco Bolívar qui divisent en deux groupes les grévistes: les bons et les mauvais. Les mauvais sont les ultras, qui seraient responsables de toutes les funestes actions. « Il y a un groupe très minoritaire, très radical, très polarisé, qui séquestrent les installations universitaires et qui se sont montrés inclusifs, qui ont séquestré le mouvement étudiant, empêchant que d'autres voix, dans le mouvement, ne s'expriment... Espérons qu'avec ces voix nous pourrions construire une sortie », déclara Barnés le 29 septembre »⁶²¹.

On répond aux accusations par d'autres, mais on rappelle souvent aussi en détail les appuis reçus par le CGH:

« La marche du vendredi 23 avril fut un grand démenti aux affirmations de Barnés et des siens, qui disent que nous sommes un groupuscule, une minorité. Des milliers d'étudiants avons marché pour répudier la politique gouvernementale contre l'éducation publique et gratuite et pour exiger le règlement de nos cinq revendications. Ouvriers, syndiqués, femmes de maison et employés se sont unis pour former un seul avec les étudiants pour exiger l'« éducation premièrement à l'enfant du peuple », un enfant du primaire aux côtés de sa mère tenait une pancarte: « j'appuie la grève de l'UNAM », ou une travailleuse du Système collectif du métro disait: « enfant, ta maman est avec toi », où la marche, pendant son défilé, a reçu des tonnes d'applaudissements, où les gens de leurs fenêtres criaient les consignes du contingent. (...) un contingent important d'étudiants de l'Université Autonome de Chapingo et très combatif criait: « UNAM, patience, Chapingo arrive », des étudiants de l'IPN, des Normales, de la UAM entre autres, marchaient de façon combative, criant: « Et ils disent que nous sommes une minorité! »⁶²².

⁶¹⁹ (W99 Chimie CGH): 11 août 1999. « La campaña de desprestigio contra la huelga, cada vez más desenmascarada. Parte de esta campaña de gobernación y rectoría, se ha centrado en intentar dar la imagen de que la huelga se descompone desde su interior, con huelguistas que saquean las instalaciones y se drogan. Para esto las mismas autoridades han organizado grupos de saqueadores a sueldo y han contratado incendiarios. Las declaraciones de la Secretaría de Gobernación el pasado lunes 2, en el periódico Reforma, no dejan lugar a dudas al respecto, y ponen de relieve el contenido chayotero de algunas editoriales y medios televisivos que tratan de dar esa imagen de nuestro movimiento; y, por si quedara alguna duda, están las confesiones de rateros detenidos in fraganti por la comisión de seguridad de la Preparatoria 9, los detenidos por la del CCH Azcapotzalco, así como la confesión de tres porros detenidos en Derecho, y las confesiones de quienes incendiaron el Invernadero de la Facultad de Química ».

⁶²⁰ (W99 CGH): 23 avril 1999 (Discours au Zócalo). « No hay aquí ninguna mano extraña que manipule desde el exterior. No hay injerencia de agentes extraños ni de organizaciones ni de partidos políticos. Este movimiento estudiantil es autónomo, no hay líderes mesiánicos ni caudillos. Somos una única voz ».

⁶²¹ *Brigadistas*, no 13 (2 octobre 1999). « A lo anterior se agregan las declaraciones de Barnés, Zedillo y Francisco Bolívar en las que dividen en dos grupos a los huelguistas, los buenos y los malos. Por supuesto, los malos son los ultras, a quienes se culpa de todos los hechos funestos. « Hay un grupo muy minoritario, muy radical, muy polarizado, que tiene secuestradas las instalaciones universitarias y que se ha empeñado inclusive, en secuestrar al movimiento estudiantil, impidiendo que otras voces, en el propio movimiento se expresen... Esperamos que con estas voces podamos construir una salida », declaró Barnés el 29 de septiembre ».

⁶²² (JEPC CGH): avril 1999. « Aquí les demostramos que somos mayoría. La marcha del día viernes 23 de abril fue un gran mentís a Barnés y su gente que dice que somos un grupúsculo y minoría. Miles de estudiantes marchamos en repudio a la política gubernamental en contra de la educación pública y gratuita, así como la exigencia del cumplimiento de los cinco puntos de nuestro pliego petitorio. Obreros, sindicalizados, amas de casa, empleados, se

Les étudiants sont outrés d'être étiquetés des « ultras » à répétition, ce qui leur donne une connotation nettement agressive. Cuauhtémoc Ruiz, qui dirige le secteur étudiant du Parti ouvrier socialiste réagit à son interviewer qui qualifiait ainsi les membres de son parti: les membres du POS sont simplement, répond-t-il, des « marxistes contemporains qui sont pour la révolution socialiste »⁶²³. Professeur qui enseigne depuis plus d'un quart de siècle à la Faculté des sciences politiques et sociales (considérée comme le bastion des « méga-ultras » selon *Proceso*), Iván Zavala trouve lui aussi « injuste et faux » de caractériser d'ultras les universitaires opposés à la levée de la grève (suite aux propositions du 7 juin 1999).

Des grévistes se questionnent sur les raisons qui poussent leurs détracteurs à les attaquer: serait-ce pour avoir « dénoncé que l'épouse de Labastida a été nommée directrice d'un institut de l'UNAM grâce au patronage politique de Labastida et de Barnés? », ou avoir affirmé que tous ceux qui sont à l'UNAM « sont ceux qui ont occupé des postes publics liés aux dépendances de l'État de la pire classe comme la PGR, dont Jorge Carpizo, Mario Ruiz Massieu et Diego Valadea, alors que ce dernier est accusé de cacher de l'information sur l'assassinat de Colosio? », « qu'un personnage de ce genre occupe un poste de directeur dans un institut de l'UNAM, que toute cette bande détient le pouvoir dans l'université? », pour avoir dit que « Chauffet est passé de gouverneur de l'État de Mexico et de Secrétaire de l'Intérieur à chercheur de l'université grâce aux liens politiques qu'il entretient avec les autorités et non pour un quelconque mérite académique? », « pour dire que c'est une honte que l'université accorde aux résidus du gouvernement des charges et des postes de chercheurs? », pour avoir souligné que « deux membres de la junta de gouvernement ont été placés à des postes spéciaux de l'Institut Mexicain du Pétrole alors que Barnés dirigeait cette institution, pour qu'ensuite ils le nomment recteur de l'UNAM? »⁶²⁴.

unieron en un sólo torrentejunto con los estudiantes para exigir « Educación primero al hijo del obrero », un niño de primaria junto a su mamá tenía de pancarta su cuaderno: yo apoyo la huelga de la UNAM, donde una trabajadora del Sistema Colectivo Metro decía: hijo, tu mamá está contigo », donde la marcha, en el transcurso de su recorrido, recibió carretadas de aplausos, donde la gente desde sus ventanas coreaba las consignas del contingente. (...) los estudiantes de la Universidad Autónoma de Chapingo con un contingente amplio y muy combativo gritaba: UNAM, Aguanta, Chapingo se levanta », estudiantes del Politécnico, de las Normales, de la UAM entre otras, marchaban de manera combativa gritando « y dicen que somos minoría! ».

⁶²³ Pascal Beltrán del Rio et Francisco Ortiz Pardo, « Los llamados « ultras » se defienden los problemas de la UNAM van mucho más allá de las cuotas », *Proceso* (27 juin 1999), p. 14.

⁶²⁴ (W99 Philosophie et Lettres CGH): octobre 1999. « ¿Ultras por mantener una firmeza en la defensa del derecho de todos a la educación? ¿por no aceptar los compromisos del gobierno con los organismos financieros internacionales? ¿Ultras por que cada vez que han intentado imponernos una verdadera burla de « salida al

Comparaison

En 1968, l'étudiant a conscience de sa valeur. Il est dans la vague mondiale d'une génération qui parle et manifeste haut et fort, qui refuse le baillonnement par le régime des forces de la société. Il ne redoute pas de perdre des acquis et veut aller de l'avant; son avenir n'est pas nécessairement bouché, contrairement à une perception répandue en 1999-2000. Si un sentiment d'exclusion existe, il est avant tout d'ordre politique alors qu'en 1999-2000 il est d'ordre économique. La volonté de représenter le peuple comporte un certain paternalisme en 1968, lequel repose sur le fait que les secteurs populaires du Mexique sont vraiment démunis, tant économiquement que socialement et culturellement (analphabétisme, disparités régionales, migration de la campagne vers les bidonvilles). Cette volonté est tout aussi forte en 1999-2000; elle repose sur une réalité sociale semblable, sinon identique. Toutefois l'étudiant est plus proche du peuple, vu la paupérisation des classes moyennes. Il est probablement plus représentatif de la population en général qu'en 1968 (exclu économiquement et socialement, avec le sentiment qu'il a peu de chance de se faire entendre). Côté idéologique aussi, alors qu'en 1968 la gauche était mal aimée du pouvoir mais aussi de vastes secteurs de la population, en 1999-2000, le PRD est aux commandes de la capitale et l'EZLN séduit plus d'une communauté autochtone dans le pays, sans oublier nombre d'intellectuels et les étudiants. Culturellement, comme en 1968 on pouvait

conflicto », lanzando en santa cruzada a toda la prensa contra el CGH, nos hemos negado a que nos vean la cara no aceptando las obviamente falsas "salidas"? *¿Ultras* por negarnos a aceptar que sea expulsado todo un sector social de la universidad, por demandar que se restablezcan derechos que existieron durante más de 30 años sin ningún caos académico? *¿Ultras* por plantear que las instancias de representación en la UNAM están a miles de kilómetros de distancia de todos los universitarios, y por eso la transformación de la universidad es urgente, y debe garantizarse que todos los universitarios la decidamos? *¿Ultras* por plantear que en un centro educativo no exista una pandilla de bandidos amenazando y hostigando sistemáticamente a la comunidad? *¿por* exigir que deben salir de la universidad policías de la calaña de Brígido Navarrete y Gerardo Dorantes implicado, éste último, en fraudes gigantescos contra la universidad? *¿Ultras* por denunciar que si la esposa de Labastida entró como directora de un Instituto de la UNAM es gracias al padrino político de Labastida sobre Barnés? *¿ultras* por denunciar que todos los que tienen realmente ahorcada a la UNAM, son los que han estado ocupando puestos públicos, vinculados a las dependencias estatales de la peor clase como la PGR, recordemos tan solo a Carpizo, Ruiz Massieu y Diego Valadez, este último con acusaciones pendientes por ocultar información en el asesinato de Colosio? *¿ultras* por denunciar que un personaje de ese tipo ocupa un puesto de director en un Instituto de la UNAM? *¿por* denunciar que es toda esa banda quien detenta el poder en la Universidad? *¿Ultras* por plantear que Chauffet pasó de gobernador del Estado de México y de secretario de gobernación a investigador de la Universidad, por sus vínculos políticos con las autoridades y no por mérito académico alguno? *¿Ultras* por decir que es una vergüenza que la Universidad otorgue a los desechos del gobierno cargos y nombramientos de investigadores? *¿Ultras* por denunciar que dos miembros de la junta de gobierno fueron colocados en puestos especiales en el Instituto Mexicano del Petróleo, cuando Barnés dirigía esta institución, para que después decidieran su rectorado en la UNAM? ».

refléter par l'apparence (cheveux longs pour les garçons, jupe courte pour les filles) l'écart entre la génération 1968 et celles précédentes, en 1999-2000 on se démarque par une apparence « punk ».

Attaques. On peut presque dire qu'il était « normal » que les médias dénigrent en 1968 les étudiants, puisqu'ils véhiculaient la propagande officielle. Nous l'avons dit, GDO était hanté par la perspective que les Jeux Olympiques soient sabotés par ces militants de gauche qui un peu partout dans le monde manifestaient contre les pouvoirs bourgeois (en fait ce sera un athlète noir qui profitera des jeux pour faire passer le message de la lutte anti-raciste des activistes noirs aux États-Unis). En 1968, bien qu'il y ait eu des *jipitecas*⁶²⁵ qui pouvaient paraître menaçants pour la morale et les mœurs d'une bonne société, leur marginalité était notoire et les étudiants n'ont cessé de rassurer la population sur leurs convictions morales ou culturelles (le mouvement n'est pas anti-clérical, il respecte les us et coutumes du peuple mexicain), se défendant d'être les auteurs des graffitis offensant l'Église (« Curés non, Cuba oui »), affirmant qu'ils étaient l'œuvre de provocateurs à la solde du gouvernement, ou niant avoir manqué de respect à son égard le 26 août⁶²⁶. Les films d'archives montrent d'ailleurs que l'immense majorité des étudiants qui déambulaient dans les rues ou se rassemblaient au zócalo étaient pour la plupart habillés de façon conservatrice et que les cheveux ne sont pas tous longs chez les garçons, loin de là. Les autorités, relayées par les médias, en avaient contre les idéologies dites « subversives » et les attaques étaient destinées à les démoniser et à associer le mouvement étudiant au terrorisme et les étudiants à des « ennemis du peuple ». On ne dénonçait pas les Beatles, mais Marcuse.

Comment comprendre la campagne de dénigrement qui a souvent exsudé des médias trente et un ans plus tard? Des journalistes ont dit avoir eu de la difficulté à interpréter ce mouvement. Est-ce l'accoutrement de plusieurs étudiants qui, outre les marginaux punks, se peignaient volontiers un corps souvent à moitié dénudé? La « violence » qui pouvait transpirer de propos de nature anarchistes? Le radicalisme de quelques-uns? Bien qu'il se puisse qu'une toute petite partie de l'explication aille dans ce sens (après tout, des images de barbelés enroulés

⁶²⁵ Terme qui désignait les hippies mexicains dans ces années. Pour ceux qu'intéresse la contre-culture au Mexique des années 1960 et 1970, lire Eric Zolov, *Refried Elvis, op. cit.*

offrant un mur de protection aux grévistes qui les ont installés à des endroits stratégiques de la Cité universitaire, sont des images qui peuvent choquer), ces considérations ne suffisent pas à expliquer un certain acharnement.

La grande campagne médiatique menée par le recteur Francisco Barnés, laquelle a coûté des millions de pesos (que les médias ont reçus en vendant l'espace requis), a-t-elle pu influencer certains journaux jaunistes ou partiaux (nous excluons ici *La Jornada* et *Proceso*)? Dans ce cas, qui reste hypothétique, le mouvement aurait révélé la persistance d'un journalisme qui ignore l'éthique (ou de patrons véreux qui font pression sur leurs employés). L'accent a été mis cette fois sur la culture davantage que sur le militantisme. Voleurs, drogués, vandales, ivrognes, les mauvais qui ont les cheveux longs (les cheveux d'Alejandro Echevarría, à la *rasta*, ont fait l'objet de plusieurs remarques), ce qui dénote un professionnalisme douteux.

4 Le peuple, la nation, les Mexicains

a) 1968

« Qu'est-ce que la Patrie? La police? Des tanks? La tyrannie? La répression? Les injustices? Les armes? (...) La Patrie doit être un patrimoine grand et sacré pour tous les Mexicains. La Patrie ne doit pas être le butin de quelques-uns, propriété d'une minorité. La Patrie doit être la somme de pensées nobles même s'il existe des différences. La Patrie ne doit pas être un critère unique, officiel et manipulateur, la parole vide de ceux qui bénéficient d'elle. La Patrie doit être l'exercice des droits que nous, le peuple, avons forgés. La Patrie ne doit pas être une farce et une dépréciation de l'expression du droit national, la Constitution (...). Peuple du Mexique: tu es la Patrie »⁶²⁷.

⁶²⁶ Des étudiants avaient sonné les cloches de la cathédrale lors du grand meeting au zocalo. La presse s'était empressée de dénoncer cet acte qu'elle disait anti-clérical et offensant pour le peuple mexicain. Pressé par les étudiants, le curé avait par la suite déclaré leur avoir donné son assentiment.

⁶²⁷ (FIS 328 Médecine): août 1968. « ¿Que es la patria? ¿Policía? ¿tanques? ¿tiranía? ¿represión? ¿injusticias? ¿armas? Se habla mucho de la Patria, los periódicos vendidos al mejor postor los funcionarios y las organizaciones de membrete se llenan la boca estos días hablando de ella para acusar a los estudiantes de falta de patriotismo. Ante si verdadera conspiración de la mentira, es preciso que sepas cual es nuestro concepto de la Patria. La patria debe ser el grande y sagrado patrimonio de todos los mexicanos. La patria no debe ser el botín de unos cuantos, propiedad de una minoría. La patria debe ser suma de pensamientos nobles aunque entre ellos existe discrepancias. La Patria debe ser un criterio único, oficial y manoseado, la palabra hueca de quienes se benefician de ella. La Patria debe ser el ejercicio de los derechos que nosotros, pueblo no forjemos. La Patria no debe ser burla y desprecio a la máxima expresión del derecho nacional, la constitución, por quienes deberían salvaguardarla. La patria es respeto a las libertades de pensamiento, expresión y reunión la patria no debe ser la barbarie desatada contra nosotros, por el « deber » de haber ejercido los mas caros derechos del hombre. La patria no debe ser el funcionario que, en aras de un falso sentido patria y de su ambición futurista es capaz de ordenar el ataque a los estudiantes y acusarlos después de su propio delito. Pueblo de México: tú eres la patria, date cuenta de que los estudiantes estamos defendiendo tus más altos derechos de los Mexicanos. ¡Viva la verdadera patria que los estudiantes defendemos! ».

La façon de percevoir le peuple est conditionnée par plusieurs facteurs, historiques, contemporains et conjoncturels. L'analyse binaire de ceux-ci (un passé caractérisé par la domination d'un petit groupe sur une majorité, la perpétuation d'un environnement inégalitaire et celle du monopole politique), fait que la perception de l'État et de la Nation en est une de rapports de force.

- « Le Mexique n'est pas le gouvernement. La Patrie n'est pas le président. Notre devise n'est pas d'usage exclusif au gouvernement qui, quand il dit défendre le Mexique, défend ses intérêts. Connais-tu un politicien qui est pauvre? As-tu vu dans la prison un fonctionnaire? Tu crois que l'histoire glorieuse du Mexique s'est arrêtée en 1910 et que plus rien ne doit changer? »⁶²⁸.
- « C'est faux que le Mexique vit sous un régime de droit! C'est faux qu'il existe au Mexique des libertés démocratiques! Ce qu'il y a c'est l'oppression, l'exploitation et la terreur. Ce qu'il y a, c'est une crise nationale qui nous affecte tous »⁶²⁹.

Transposée dans l'urgence du moment, la perception du peuple est déterminée par cette vision dualiste. Le désir d'incorporer tous les secteurs de la population dans le mouvement étudiant pour s'attribuer une légitimité incontestable et faire évoluer l'état des choses incite les étudiants à souligner les conditions de vie, notamment celles des autochtones:

« Le peuple mexicain (a été) extrêmement exploité tout au long de son histoire par les Espagnols, les Français et actuellement par les gringos et son gouvernement. Le gouvernement mexicain est allé encore plus loin dans l'injustice envers son peuple. Il a le droit et doit faire une vraie révolution: dérouter le mauvais gouvernement qui représente les riches qui n'est rien d'autre qu'un groupe exploiteur (et) immoral (...). (Ils) possèdent des maisons dans le DF, à Acapulco, à Cuernavaca, ils ont de l'argent en banque, des voitures, font la fête, mangent à satiété comme des « porcs »... Le peuple par contre, les ouvriers, les commerçants, les boulangers, les électriciens, etc, ont à peine de quoi manger, pour payer leurs loyers, pour offrir l'éducation à leurs enfants » (...). Le paysan, la majorité, mange des tortillas, des fèves, du piment et (boivent) de l'eau, vit dans des huttes misérables, à qui ont n'a donné que des terres pauvres, n'a qu'une couverture et (se promène) en sandales et dont les enfants travaillent depuis qu'ils sont

⁶²⁸ (FIS 424 Comité de Lutte Étudiante): 2 septembre 1968. « (...) México no es el gobierno. La Patria no es el presidente. Nuestra bandera no es de uso exclusivo del gobierno, que cuando dice que « defiende » a México, lo que defienden son sus intereses. ¿Conoces acaso algún político pobre? ¿Has visto en la cárcel a algún funcionario? ¿Crees que la historia gloriosa de México se detuvo en 1910 y que nada debe cambiar? ».

⁶²⁹ (FIS 324 Médecine): août 1968. « (...) Las Vocacionales y las Preparatorias son vejadas por la fuerza pública; el cupo de las escuelas y Facultades es insuficiente y muchas centenas de miles de niños y jóvenes se quedan sin poder ingresar a las aulas. La Autonomía Universitaria es igualmente motivo de agresión y la vida Universitaria, en general, es inestable. Las cárceles se llenan de presos políticos por el delito de luchar por las libertades derechos del pueblo y la Constitución de la República es sistemáticamente violada por el régimen. ¡Es falso que en México se viva en un Régimen de derecho! ¡Es falso que en México existen libertades democráticas! Lo que hay es opresión, explotación y terror. Lo que hay es una crisis nacional que a todos nos afecta ».

petits, sans accès à la culture et à l'hygiène. Et les cinq millions de Mexicains, Tarahumaras, Chontales, Mijes, Zapotocas, Huicholes, Tarascos, Yaquis, etc., qui vivent vraiment misérablement, comme à l'âge de pierre »⁶³⁰.

Les étudiants se perçoivent comme la conscience du Mexique. Mais cette conscience qui repose sur l'intellect, est bien stérile si elle demeure confinée aux concepts abstraits, comme le note Salvador Martínez de la Roca (Faculté des sciences):

« Je suis de l'UNAM où l'on use un langage académique, de groupe. Ici, l'éducation est classique. Depuis mon enfance, je me suis mis en bande avec les enfants des travailleurs de mon père, qui est ingénieur, et quand j'ai intégré les brigades je me suis fait comprendre, mais très vite j'ai remarqué que les copains, par exemple des Sciences Politiques, comme Paco Taibo, entraient en contact avec les gens du peuple en parlant dès le début de lutte de classes, de biens de production aux mains de la bourgeoisie, de la classe au pouvoir et autres affirmations du genre: personne ne les comprenait. Il n'y avait pas de communication. Au contraire il s'élevait un mur de méfiance. La même chose se passait avec ceux des Sciences Humaines. Et les étudiants nous apparaissaient comme des bouffons, sinon comme des imbéciles. J'ai été témoin du changement de langage ou, plutôt, que nous avons trouvé une langue commune, et ça a été l'expérience la plus belle qui est sortie du mouvement... Peu à peu le peuple a commencé à nous enseigner sa façon de parler et ses applaudissements nous indiquaient qu'il nous comprenait »⁶³¹.

Quelques témoignages recueillis par Elena Poniatowska montrent que les obstacles rencontrés et un certain désenchantement ont parfois déçu certains étudiants⁶³²:

⁶³⁰ (FIS 107 Préparatoire 6): août 1968. « Pueblo de México. A la verdadera Revolución. El estudiante que en forma valiente y consciente lucha ya en las calles en contra del mal gobierno considera: que el pueblo Mexicano, altamente explotado a lo largo de su historia por Españoles, Franceses, y actualmente por los gringos y su gobierno. El gobierno Mexicano hunde más aún en el lodo de la injusticia a todo su pueblo. Tienen este pueblo el derecho y debe hacer la verdadera revolución: Derrocando al mal gobierno representante de los ricos; que no es más que un grupo explotador, inmoral, que posee el poder explotando al pueblo Mexicano. Acabando derechos, pues no es justo que mientras los gobernantes tienen casas en el DF, en Acapulco, Cuernavaca; dinero en los bancos, coches, fiestas y comida para hartarse como « cerdos »... El pueblo en cambio, obreros, comerciantes, panaderos, electricistas, etc., apenas tiene para mal comer, para pagar rentas con sacrificios, para medio educar a sus hijos, en fin, para ir a la buena de Dios: Y el campesino, que son la mayoría, come tortillas, frijoles, chile y agua, cuando más, vive en chozas miserables, solo le dan tierras pobres, visten manta y huaraches y sus hijos trabajan desde niños, sin alcanzar cultura y limpieza... Y los cinco millones, (¡Fijate bien Mexicano!), los cinco millones de Mexicanos: tarahumaras, chontales, mijes, zapotocas, huicholes, tarascos, yaquis, etc., viven en forma verdaderamente miserable, están como en la edad de piedra, esos, comen cuando se puede, habían en chozas, cuevas o a la intemperie; visten (visten?), no, no visten, andan semidesnudos, no llega a ellos la cultura y ni siquiera hablan español; y el gobierno los deja morir para no tener problemas (...) ».

⁶³¹ *ibid.* « Yo soy de la UNAM y allá se maneja un lenguaje académico, de grupo. Aquí la educación es clasista. Ya desde chamaco siempre he andado en pandilla, con los hijos de los trabajadores de mi papá, que es ingeniero, y cuando salía a brigadas yo me hacía entender, pero muy pronto noté que los muchachos, de Ciencias Políticas por ejemplo, como Paco Taibo, al entrar en contacto con la gente del pueblo, sobre todo al principio, hablaban de lucha de clases, de bienes de producción en manos de la burguesía, la clase en el poder y otras cosas, y nadie los entendía. No había comunicación. Al contrario, se levantaba un muro de desconfianza. Lo mismo pasaba con Humanidades. (...) Y los estudiantes les parecíamos medio payasitos, si no es que pendejitos. Yo fui testigo de que el lenguaje fue cambiando, o mejor dicho, de que fuimos encontrando un lenguaje común, y ésta es la experiencia más bonita que saqué del movimiento... Poco a poco el pueblo nos empezó a enseñar su modo de hablar y los aplausos nos indicaban que nos entendíamos ».

⁶³² Elena Poniatowska, *La noche de Tlatelolco*, op. cit., p.41-44. Pour simplifier l'annotation, nous avons réunis ici ces courts témoignages : « ¡Son pesados! ¡Qué facha politizar obreros! »; « Lo que pasa es que los obreros son bien

- « Les ouvriers ont un horaire fixe, établi. Comment aller aux meetings? Et les paysans, comment peuvent-ils se rendre? Quoi, ils seront transportés par le PRI pour aller au Zócalo avec les étudiants pour huer le Président? ».
- « Les brigades reçoivent quotidiennement la consigne d'aller vers la classe ouvrière, mais lorsqu'elles s'en approchent elles se frappent contre le mur du syndicalisme *charro*, qui empêche la mobilisation des travailleurs. Nous devons en conséquence changer cette réalité en stimulant l'organisation de syndicats ouvriers indépendants ».
- « Les ouvriers ne savent rien. Ils travaillent du matin au soir, et c'est tout. Ils lisent *Esto* quand ils lisent, mais jamais rien de politique. Pourquoi s'intéresseraient-ils aux revendications? ».
- « Ils sont pesants! Quelle gâchis que de politiser les ouvriers! ».
- « Ce qui arrive, c'est que les ouvriers sont bien réactionnaires ».
- « Pourquoi continuons-nous? Pourquoi ne pas nous avouer sincèrement que nous avons échoué avec les ouvriers? ».

D'où les appels à l'action, parfois pressants comme ce « tu ne dois pas rester indifférent face aux problèmes qui affectent notre société » que sont « la misère, la faim, l'ignorance, l'insalubrité et le (manque de) respect de la Constitution »⁶³³, ou ce sentencieux « la passivité est ce qui donne la force et le soutien au régime »⁶³⁴. Les Mexicains sont tributaires d'une corruption généralisée, qui va de l'*ejidatario* au gouvernement, en passant par les banques et une panoplie

reaccionarios »; « Los obreros tienen horas fijas, turnos establecidos, ¿cómo van a ir a mítines? ¿Y los campesinos? ¿En qué se vienen? ¿Qué, los va a acarrear el PRI para que vayan al Zócalo con los estudiantes a abuchear al presidente? »; « Los obreros no saben nada. Trabajan de la mañana a la noche, eso es todo. Leen el *Esto*, cuando leen, pero nada de política. ¿Por qué tenía que interesarles el pliego petitorio? »; « ¿Para qué andarnos con cosas? ¿Por qué no decir sinceramente que fracasamos con los obreros? »; « El apoyo fuerte lo podían dar los trabajadores de los gremios más importantes del país y hacia ellos enfocamos nuestras baterías. Diariamente se daba a los brigadistas la consigna: « ir a la clase obrera », pero al acercarnos a ella chocamos frontalmente con la muralla del sindicalismo charro, que impedía la movilización de los trabajadores. Entonces nos dispusimos a cambiar esa realidad y a impulsar la organización de los obreros en gremios independientes » (le contrôle et le chantage exercés par les syndicats était bien réel, d'autant plus qu'ils étaient accointés à un réseau de contrôle policier qui fichaient les travailleurs et qui n'hésitaient pas à les emprisonner, comme ce fut le cas d'un ouvrier qui avait démontré de la sympathie au mouvement étudiant. Son témoignage se retrouve à la page 43).

⁶³³ (DIPS 522, 135 Préparatoire 9): 13 août 1968. « ¡Despierta mexicano! No debes permanecer indiferente ante los problemas que afecta nuestra sociedad, deje de pensar en la Olimpiada que lo único que ha traído es más impuestos a nuestro pueblo y la formación de unos cuantos millonarios con las construcciones olímpicas, piensa que lo primero es: resolver nuestros problemas como son: la miseria, el hambre, la ignorancia, la insalubridad y el respeto a la Constitución. ¿Quiénes se benefician con la olimpiada?, pues las cadenas hoteleras y las compañías contratistas, cuyos miembros son parte de la oligarquía gobernantes ».

⁶³⁴ (AH 60, 327, 91, 61): août 1968. « Burócrata, tu también haz entendido que la patria no es el gobierno, que eres usado como « borregada » para « valer » y « gracias sr. presidente » por encima de las presiones que el aparato estatal ejerce sobre ti en al igual que nosotros. ¿Vas a despertar ya y a darte cuenta de que con tu apoyo a nuestra lucha, nosotros luchamos por tus demandas también? ¿Vas a darte cuenta que tu pasividad es lo que da fuerza y sustento al régimen corrupto que impuñamos? ».

d'intermédiaires. L'indépendance du Mexique est menacée par l'impérialisme américain, aidé des gouvernants; la justice, dans un pays où « tout s'achète » n'existe pas, les syndicats sont des organisations gouvernementales et patronales. Le Mexique dont ils parlent, écrit le CNH, n'existe tout simplement pas...

- « (...) avec le temps le nombre de Mexicains qui manquent d'éducation, de nourriture, de possibilités de travail, etc., a augmenté; avec le temps les ressources nationales sont données aux intérêts étrangers, spécialement les intérêts américains. Les paysans s'ont de plus en plus assujettis. Le paysan non seulement est exploité par le propriétaire foncier, le prêteur, les banques officielles et privées, mais aussi par le commissaire ejidal, les syndicats, les transporteurs, l'intermédiaire et toute cette bande de requins. (...) avec tous les travailleurs du Mexique, les seuls qui représentent la patrie en opposition aux politiciens professionnels dont le seul lien avec la patrie est celui de l'exploitation, de la trahison et du crime. (...) Si les camarillas gangsters des syndicats peuvent manœuvrer si facilement, c'est parce qu'ils peuvent compter sur l'appui des patrons et du gouvernement et qu'ils sont parfaitement organisés. Les travailleurs doivent opposer à cette organisation une organisation révolutionnaire basée sur des comités de lutte et obtenir des crédits bon marché, éliminer les intermédiaires et reconquérir les ejidos »⁶³⁵.
- « Comment peut-on parler de justice dans un pays où elle s'achète! Comment peut-on parler de démocratie dans un pays gouverné par un seul parti! Comment peut-on parler de vérité dans un pays qui cultive la démagogie! Comment peut-on parler d'égalité dans un pays qui montre le luxe et la misère! Comment peut-on parler de liberté d'expression dans un pays qui a le record des prisonniers politiques! Comment peut-on parler d'indépendance dans un pays au service de l'impérialisme! Mensonges! Le Mexique dont ils parlent n'existe pas! »⁶³⁶.

La réalité est qu'à l'intérieur de la Nation il existe une espèce de « colonie intérieure », exploitée à l'instar de toutes les « masses latino-américaines »⁶³⁷. Les Mexicains sont des

⁶³⁵ (FIS 692 CNH): 12 septembre 1968. « Por la alianza obrero-campesino-estudiantil. (...) Conforme pasa el tiempo el número de Mexicanos que carecen de educación, de vivienda, de oportunidades de trabajo, etc., va en aumento, al tiempo que parte de los recursos nacionales son entregados a los intereses extranjeros, en especial a los intereses estadounidenses. Los campesinos se ven sujetos cada día en mayor medida a todas las es imaginables. El campesino no sólo es explotado por el terrateniente, el prestamista, los bancos oficiales y privados, sino también por el comisariado ejidal, los sindicatos, y transportistas el intermediario y toda la gama de coyotaje. Estas condiciones y otras muchas que serian muy largo enumerar nos han llevado a la conclusión de que es inaplazable iniciar una lucha general junto a todos los trabajadores que plantee reivindicaciones mínimas que nos coloquen en la ruta de la liberación final del pueblo trabajador de México único que verdaderamente puede ostentarse como la patria en contra posición a los políticos profesionales cuya única liga con la patria es la de la explotación, la traición y el crimen. (...) Si las camarillas gangsteriles encaramadas en los sindicatos pueden maniobrar tan fácilmente esto es debido a que, además de contar con el apoyo de los patrones y del gobierno, están perfectamente organizados. Los trabajadores deben de oponer a esa organización una organización revolucionaria basada en los comités de luchas. (créditos oportuno y barato; eliminación des intermediaries, reconquista de los ejidos ».

⁶³⁶ (FIS 330 Médecine): août 1968. « ¡Como se puede hablar de justicia en un país donde esta se compra! ¡Como se puede hablar de democracia en un país gobernado por un solo partido! ¡Como se puede hablar de verdad en un país que cultiva la demagogia! ¡Como se puede hablar de igualdad en un país que muestra lujo y miseria! ¡Como se puede hablar de libertad de expresión en un país que lleva el record de presos políticos! ¡Como se puede hablar de independencia en un país al servicio del imperialismo! ¡Mentira! ¡El México del que me hablan no existe! ».

⁶³⁷ (FIS 145 Droit): 25 juillet 1968. « El grupo estudiantil « Ricardo Flores Magón » hace un llamado a la conciencia de la juventud estudiosa, para celebrar revolucionariamente el 26 de julio; fecha conmemorativa de las masas super

victimés; ils sont bâillonnés, leurs droits légitimes bafoués. On les vole, les emprisonne, les assassine. Les étudiants, qui ont l'opportunité de former un groupe capable de se structurer, jugent parfois durement leurs concitoyens, « victimes consentantes, « apathiques », « impassibles », « indifférents », « peureux », « nation de moutons », « résignés » et « conformistes », « victimes de préjugés, soumis, infantilisés et malléables ». La population ne devrait pas « supporter en silence une répression »⁶³⁸ qui ne se fait « pas seulement contre les étudiants mais aussi contre lui »⁶³⁹, elle ne peut accepter un gouvernement qui veut « maintenir au silence le désarroi et la combativité du peuple »⁶⁴⁰. « Un jour ou l'autre le peuple devra se réveiller: aujourd'hui ce sont nous les étudiants (qui sommes réprimés); demain ce sera vous »⁶⁴¹.

- « Peuple, écoute les morts qui sont tes propres enfants et secoue ton apathie! Écoute peuple! Une nation de moutons est une nation sans plus de destin qu'une vie stérile (...). Nous voulons être les architectes de notre propre destin (...) Aides-nous à crier « justice oui, armes non! » »⁶⁴².
- « Tes parents ou grand parents, qui ont peut-être offert leur vie pour avoir l'honneur d'obtenir une vraie démocratie, t'ont-ils enseigné la peur? »⁶⁴³.
- (On déplore l') « absence d'attitudes critiques, une des valeurs les plus élevées qui définit la citoyenneté et élément essentiel du développement de toute société qui a des prétentions démocratiques »⁶⁴⁴.

explotadas latinoamericanas pues marca el inicio del movimiento cubano que hoy se proyecta en todo el mundo donde existen masas explotadas ».

⁶³⁸ (DIPS 521, 662, 3-4 Économie): 2 août 1968. « Pueblo hermano, estudiantes, esto no es posible soportarlo calladamente ».

⁶³⁹ (FIS 431 Comité de Lutte Étudiante): septembre 1968. « Boletín de los estudiantes al pueblo » « No es solo contra los estudiantes... es contra el pueblo!! ».

⁶⁴⁰ (DIPS 521, 662, 3-4 Économie): 2 août 1968. « mantener en silencio la inquietud y combatividad del pueblo, hoy la acción desarrollada por el estudiantado ».

⁶⁴¹ (FIS 478 Comité de Lutte IPN-UNAM): septembre 1968.

⁶⁴² (FIS 407 Comité de Lutte Étudiante): août 1968. « (...) ¡Escucha pueblo a los muertos que son hijos tuyos y escupen tu apatía! ¡Escucha pueblo! Una nación de borregos es una Nación sin más destino que una vida estéril entiéndalo como lo entendió Amado Nervos: « Muy cerca de mi ocaso, yo te bendigo, vida porque nunca me diste ni esperanza fallida, ni trabajos injustos, ni pena inmerecida; porque veo al final de mi rudo camino, que y fui el arquitecto de mi propio destino ». Nosotros queremos ser arquitectos de nuestro propio destino y no que sean los instrumentos represivos del gobierno, tal como el « glorioso ejército », que hace « entradas heroicas » en los centros de estudios de todo el País, ó el cerdo « granadero », que no distingue lo blanco de lo negro. Ayúdanos a gritar: ¡justicia sí, armas no! ».

⁶⁴³ (FIS 345 Médecine): septembre 1968. « ¿Cómo Mexicano? ¿Es justo que sigas adoptando esa actitud indiferente ante la confusión en que está cayendo nuestra nación?, día a día la burla sube de tono y sigues en tu actitud miedosa, Que tus padres o abuelos, que tal vez ofrendaron la vida en aras de obtener una real democracia te enseñaron el miedo? Este es el momento, medios las consecuencias, las estudiamos, las analizamos y nos lanzamos antes que tu, no por machismo, estamos cansados de la explotación que sufres, cualquier mexicano que seas, hemos dicho Mexicano; no nos referimos a los que se esconden detrás de los volantes hechos por un gobierno podrido ».

⁶⁴⁴ Ramón Ramírez, *El Día* (5 décembre 1968). (CNH) « (...) También es parte de este marco de la política nacional la manipulación a través de la corrupción de la opinión pública, el fraude electoral y consecuentemente, la apatía, el desinterés y el marginalismo en la participación política. La ausencia de actitudes críticas, uno de los más altos valores que definen la ciudadanía y elemento esencial del desarrollo de cualquier sociedad que tenga pretensiones democráticas ».

Dès son entrée dans le système éducatif, à l'école primaire, l'écolier apprend « qu'il vit dans un pays démocratique doté d'une Constitution, que le gouvernement est celui du peuple, par le peuple et pour le peuple »:

- « Ému, (il) écoute (le récit glorieux) de nos héros et croit tout parce que c'est avant tout un enfant. Cet enfant est maintenant un homme, il est presque un professionnel à qui maintenant on ne peut enseigner ces choses car il a compris, (...) il connaît bien la vérité sur notre révolution, la vérité sur notre démocratie, la vérité sur notre gouvernement. Cet enfant est l'étudiant que le *granadero* frappe, que le soldat tue, et cet enfant est l'étudiant qui maintenant réclame la justice, parce qu'il ne veut plus qu'on oblige les enfants à mémoriser des mensonges »⁶⁴⁵

Slogans: appels au peuple

« Ne permets plus d'être humilié, proteste! », « Peuple, unis-toi ! », « Unissons-nous, unis nous vaincrons », « Peuple et étudiants unis, nous allons à la victoire! », « Nous invitons tout le peuple à nous donner son appui moral et matériel », « Organisez-vous et résistez! », « Effectue tes propres revendications! », « Nous faisons appel à tous les étudiants et au peuple en général pour qu'ils se solidarisent avec cette lutte que nous avons commencée. Peuple et étudiants unis contre la répression gouvernementale! », « Peuple travailleur: organisons-nous en comités mixtes d'ouvriers, de paysans et d'étudiants! Sauvons nos organisations du contrôle de l'oligarchie, pour que nous soyons démocratiques et les employions pour lutter contre nos oppresseurs! Luttons unis! Pour en finir avec la répression sous toutes ses formes! », « Organisons-nous en comités populaires, dans chaque colonie, d'ouvriers, d'employés, de femmes de maison, d'étudiants! », « Ta participation au mouvement, peuple du Mexique, est fondamentale: vous ne pouvez rester sans rien faire alors que vos enfants sont massacrés; vous ne pouvez rester indifférents dans ces moments de crise; que ta participation fasse trembler le gouvernement! », « Unissons-nous comme un seul homme, par colonies, quartiers, pâtés de maison, usines, etc. Solidarité et protestation pour les agressions! », « Nous appelons les ouvriers à faire une grève de 24 heures et les parents à participer aux assemblées en appui aux actions des étudiants! », « Si aujourd'hui tu es loin de ceux qui sont tombés, demain ce pourrait être toi ou un des tiens. Les étudiants

⁶⁴⁵ (AH 60, 327, 91, 45): août 1968. « Cuando todo niño pasa por una escuela primaria, se le obliga a que se aprenda de memoria: que nuestro país se rige por un sistema democrático, que nuestro pueblo un día no pudo soportar más, y se lanzo a las armas, consumando « nuestra gloriosa revolución », se le enseña que tenemos una constitución, se le enseña que el gobierno es del pueblo, por el pueblo, y para el pueblo. Además este niño, emocionado escucha la gloria de nuestros héroes, y lo cree todo, por que al fin y al cabo es un niño. Ahora ese niño, es un hombre, ya es casi un profesionista que ya no se le pueden enseñar esas cosas, pues el ha aprendido y ¡pobre niño! que conoce bien la verdad de nuestra revolución, la verdad de nuestra democracia, la verdad de nuestro gobierno. Ese niño, es el

unis au peuple formeront notre vraie patrie », « Ne permets pas qu'ils continuent à t'humilier, proteste avec nous! », « Notre lutte est la tienne, c'est pour cela que nous t'invitons à notre manifestation publique », « Seul le peuple a la force pour changer tout ce qui est mauvais », « Ta présence est notre force! », « Unis-toi si tu veux être libre! », « C'est assez, toi, ouvrier, paysan, travailleur manuel, travailleur intellectuel, tu exprimes l'incertitude du Mexique. En avant jusqu'à la victoire! », « Un peuple qui ne lutte pas pour sa liberté n'y a pas droit. Peuple et étudiants unis dans le travail, les études et la lutte! », « Peuple, réveille-toi et lutte, la patrie te le demande parce que la raison, la justice et la Constitution font partie de nous! », « Ouvrier: ne te tiens pas à l'écart de notre mouvement qui est aussi le tien, unis-toi! », « Tous unis en ce moment pour forger un Mexique progressiste, indépendant et sans larmes! », « Quand le peuple du Mexique dit « c'est assez! », l'histoire se répétera! », « Nous espérons ta réponse... c'est le moment! », « Mexicains: ce qui pour le tourisme et le Comité Olympique est du folklore, c'est la misère! », « La grève est la liberté d'expression et la justice; unis-toi à notre lutte en participant à la grève pour, qu'ensemble, tes droits soient défendus! », « Rappelle-toi que seulement unis nous vaincrons! », « Étudiants et peuple du Mexique, unis nous réussirons l'implantation d'un gouvernement authentiquement démocratique! », « Nous appelons le peuple à reconquérir le droit à la liberté de réunion, à manifester dans toute la ville, tous les jours », « Nous luttons pour un Mexique meilleur », « Étendons les barricades! Pour le respect de nos libertés et de nos droits démocratiques! », « Peuple: ils ont violé les garanties individuelles et les droits inscrits dans la Constitution », « Liberté, démocratie et justice sociale! », « Personne ne doit posséder le superflue, alors que tous manquent de choses essentielles! », « L'avenir du Mexique dépend du mouvement actuel. Si tu veux jouir de tes droits, unis-toi aux étudiants qui luttent pour toi et pour tes enfants. Mexicain, manifeste-toi contre la répression et ne te laisse pas tromper par la presse vendue », « Pourquoi soutenir des mandataires qui n'écourent ni les injures ni le cri du peuple pour que justice soit faite! Organise-toi! Pour ta vie! Unis, nous vaincrons l'injustice! », « Les richesses du Mexique doivent être à tous les Mexicains ».

Humiliation, pauvreté, injustice, leurre, oppression. La population vit la violence sous plusieurs formes. Ses droits sont bafoués, elle est trompée, laissée à elle-même, baillonnée. La liste des slogans qui s'adressent au peuple mexicain est longue. Il est clair que les étudiants ont comme objectifs de former une révolution, dans le sens qu'ils cherchent à répandre le mouvement dans les couches populaires de la population, à propager l'idée de révolte.

estudiante que tu granadero golpeaste, que tu soldadote mataste, y ese niño es el estudiante que ahora reclama justicia, porque ya no quiere que a los niños los engañe el profesor obligándolos a memorizar mentiras ».

b) 1999-2000

Le désabusement qu'on percevait en 1968 face à l'inertie de la population est absent, la population civile s'étant depuis organisée en mouvements sociaux (le FPFV, le groupe Barzón ou encore le FZLN) et en syndicats indépendants, lesquels ont appuyé le CGH. Contrairement à 1968, on ne craint plus de descendre dans la rue. Très axée sur les privatisations, la paupérisation de la population et l'enrichissement accru d'une poignée de Mexicains⁶⁴⁶, les perceptions du Mexique reposent encore une fois sur une vision binaire: l'État et la Nation font deux.

Toutefois, l'organisation de la population civile ne suffit pas, il faut un projet alternatif, lequel doit se faire par la mobilisation générale, qui agirait, semble-t-il, en dehors des partis politiques traditionnels:

- « ...en dépit des campagnes de mensonge hors du commun faites contre nous, le peuple perçoit clairement que si les étudiants sont d'un côté, le gouvernement, la radio, la télévision, les périodiques et les entrepreneurs sont de l'autre »⁶⁴⁷.
- « L'État n'est pas la Patrie, la patrie, nous la construisons à partir d'en bas, des usines, de la campagne, des quartiers et des universités. Face à la barbarie imposée par l'État mexicain et les entreprises transnationales à la population, il est nécessaire de construire un front social qui inspire la construction d'un projet alternatif. C'est notre devoir comme étudiants d'être le levain de la mobilisation populaire; nous considérons que les problèmes actuels de notre université ne sont pas sans liens avec la problématique du peuple mexicain en général. Tout comme le problème que vit le peuple mexicain n'est pas étranger à l'investissement hégémonique des grands blocs financiers »⁶⁴⁸.

⁶⁴⁶ (W99 CGH 5^{ième} manifeste): juillet 1999. « (...) el pueblo está con nosotros, no sólo porque somos sus hijos y luchamos por sus hijos; está con nosotros porque sabe que luchamos contra la misma política que nos aplasta a todos, contra los mandatos neoliberales que dictan los topes salariales, las privatizaciones de empresas y hospitales, y todas esas medidas que hasta hoy han sumido a más de 50 millones de Mexicanos en la pobreza, al mismo tiempo que han hecho más ricos a unos cuantos millonarios que se apropian de la riqueza producida por millones de trabajadores. El pueblo está con nosotros porque sabe que nuestra lucha es porque todos esos recursos regresen a la población, parte de ellos con educación, y que el gobierno deje de entregarlos a los más ricos. Está con nosotros, porque tampoco está dispuesto a permitir que la educación pase de ser un derecho a un servicio por el que hay que pagar ».

⁶⁴⁷ (JEPC CGH-UNAM): 24 juillet 1999. « ... a pesar de las descomunales campañas de mentiras en nuestra contra, el pueblo *percibe claramente* que si los estudiantes están de un lado, y el gobierno, la radio, la televisión, los periódicos y los empresarios del otro, *su lugar está del lado de los estudiantes*. Alo mejor no comprende bien los puntos por los que luchamos, pero se da cuenta perfectamente de que *ésta es una lucha entre los de abajo y los de arriba*, por más que trate de ocultarlos el gobierno. Y los de abajo están con los de abajo. Más aún si son *sus hijos* ».

⁶⁴⁸ (JEPC Philosophie et Lettres): 9 avril 1999. « El estado no es la Patria, la patria la construimos desde abajo, desde las fábricas, los campos, los barrios y las Universidades. Ante la barbarie que el estado mexicano y las empresas transnacionales perpetran contra la población, es necesario construir un frente social que impulse la construcción de un proyecto alternativo. Es nuestro deber como estudiantes ser la levadura de la movilización popular, consideramos que el problema que vive hoy nuestra Universidad no está desvinculado de la problemática del Pueblo Mexicano en

Les étudiants ont une vision pessimiste de l'avenir de la Nation. L'endettement du pays conjugué aux méfaits du « nouveau colonialisme appelé néolibéralisme » sont autant d'obstacles à son développement. Les Mexicains doivent résister pour que le pays regagne son indépendance. L'extrait qui suit fait appel à la mémoire des pères de l'Indépendance (tract daté du 15 septembre, veille de la fête nationale) et rappelle aux Mexicains que la résistance et la lutte font non seulement partie de son histoire mais de son identité (les italiques sont de nous):

- « Aujourd'hui, ce cri est pour dénoncer ceux qui *occupent* le territoire national imposés par les oligarchies créoles et leurs associés, les monopoles et les grandes puissances capitalistes. Aujourd'hui, que notre voix serve pour mettre en évidence la guerre d'extermination que depuis le pouvoir de l'État et la grande entreprise se livre contre nos peuples, contre les travailleurs, contre les sans emplois et les sans terres. Aujourd'hui, camarades, nous sommes ici pour continuer à forger le chemin de l'unité, pour *réaffirmer nos identités de lutte*, parce que nous savons qu'aucune des vieilles ou des nouvelles revendications ne pourra se réaliser sans elle, sans l'articulation d'un mouvement populaire puissant. Aujourd'hui, pendant que ceux qui occupent le territoire national et écrasent le peuple mexicain, célèbrent au Palais National, se montrant obséquieux avec les potentats créoles et étrangers, nous, le peuple en lutte, nous disons que les résistances et les rébellions de ceux qui défendent l'éducation populaire et les ressources humaines des travailleurs du Mexique, nous ne nous arrêterons pas avant que ne soient appliquées les anciennes valeurs de Miguel Hidalgo et de José María Morelos »⁶⁴⁹.
- « Les temps qui s'en viennent seront plus durs. En raison des circonstances actuelles, tout développement social est impossible. La dette du FOBRAPOA, 100 000 millions de dollars et plus de 200 000 millions en dette publique et privée, ont hypothéqué l'avenir de toute la nation, la destinée de tout le peuple »⁶⁵⁰.
- « Est arrivé le temps des grandes batailles pour la survie populaire. Est arrivé le temps pour que les luttes pour l'éducation gratuite, l'application des accords de San Andrés et la non-privatisation de l'industrie électrique,

general. Así como el problema que enfrenta el Pueblo Mexicano no es ajeno a la investida hegemónica de los grandes bloques financieros ».

⁶⁴⁹ (W99 Philosophie et Lettres CGH): 15 septembre 1999. « Hoy, nuestro grito es para denunciar la ocupación nacional impuesta por las oligarquías criollas y sus socios, los monopolios y las grandes potencias capitalistas. Hoy, que nuestra voz sirva para evidenciar la guerra de exterminio que desde el poder del estado y la gran empresa se libra contra nuestros pueblos, contra los trabajadores, contra los sin empleo y sin tierra. Hoy compañeros, estamos aquí para seguir forjando el camino de la unidad, para reafirmar nuestras identidades de lucha, porque sabemos que ninguna de las viejas o nuevas reivindicaciones podrá realizarse sin ella, sin la articulación de un poderoso movimiento popular. Hoy, mientras los que ocupan el territorio nacional y aplastan al pueblo mexicano celebran en Palacio Nacional, mostrándose obsequiosos con los potentados criollos y foráneos, nosotros, el pueblo en lucha, les decimos que las resistencias y rebeldías de los que defienden la educación popular y los recursos humanos y naturales de los trabajadores de México, no nos detendremos hasta ver consumadas las viejas banderas de Miguel Hidalgo y José María Morelos. Aquí, en este puñado que se hermana, están presentes todos nuestros pueblos, todos aquellos que resisten al nuevo colonialismo llamado neoliberalismo, que avanza arrasando la salud, el salario, la educación, la tierra, la electricidad y la dignidad nacional. Aquí y ahora, desde el trabajo, desde las luchas del pueblo, somos el amanecer del mundo. La verdadera independencia, la de la paz, la de la dignidad humana, la basada en la revalorización de nuestras personas y en el desarrollo de todas las potencialidades humanas posibles, únicamente podrá venir de todas las resistencias y luchas del pueblo ».

⁶⁵⁰ « Los tiempos que vienen serán mas duros. Bajo las circunstancias actuales, todo desarrollo social está cancelado. La deuda del FOBRAPOA, 100 mil millones de dólares, más los 200 mil de la deuda pública y privada, ha hipotecado el futuro de la nación toda, el destino de todo el pueblo ».

entre autres, constituent le chemin de la libération et de l'indépendance. Un exemple digne de cette résistance est la lutte de nos frères zapatistes qui sont aujourd'hui avec nous, pour nous parler »⁶⁵¹.

Slogans: appels au peuple

« Parce que nous venons du peuple, nous luttons avec et pour lui! », « Unis-toi, peuple! », « Notre lutte n'est pas seulement la nôtre; il s'agit de défendre le droit à l'éducation de tes enfants », « Que la lutte de chacun soit la lutte de tous! », « Nous ne permettons pas que le gouvernement continue à en finir avec ce qui est à notre peuple! », « Pour la défense des 6 points de revendication et pour l'extension de la lutte au côté des paysans et des ouvriers. Assez de la répression envers les paysans! Dehors l'armée du Chiapas et de la campagne mexicaine! », « Pour qu'un peuple soit un peuple libre, comme disait le révolutionnaire cubain José Martí et, définitivement nous ne sommes pas disposés à voir notre peuple esclave! ».

Les étudiants appellent à l'unité pour faire front aux politiques néolibérales du régime, du PRI. Ces politiques sont destructrices et menacent d'asservir les Mexicains. C'est donc une lutte qui concerne toute la population. Une fois ce constat émis, on ne sent pas l'urgence ou le gros travail déployé par les étudiants en 1968 pour que la population se joigne au mouvement. Les circonstances sont différentes, le régime est moins menaçant, la population mieux informée.

5. Le monde

a) 1968

Par rapport à l'ensemble du corpus, la proportion du discours faisant référence à la réalité internationale est bien petite, mises à part les dénonciations de l'impérialisme américain. On se réfère à l'Amérique latine, bien entendu, mais aussi aux pays sous-développés. Les mouvements étudiants contemporains de la planète occupent étonnamment peu d'espace, probablement à

⁶⁵¹ (W99 Philosophie et Lettres CGH): 15 septembre 1999. « (...) Ha llegado la hora de las grandes batallas por la sobrevivencia popular. Ha llegado el tiempo en que las luchas por la educación gratuita, el cabal cumplimiento de los acuerdos de San Andrés y la no privatización de la industria eléctrica, entre otras, constituyen el camino de la liberación y la independencia. Ejemplo digno de esta resistencia, es la lucha de nuestros hermanos zapatistas que hoy están aquí con nosotros para decirnos su palabra. A ellos les decimos: gracias compañeros, por luchar y resistir. Viva el ejército zapatista de liberación nacional. Viva la huelga de la Universidad Nacional. Viva el pueblo de México. Ni un paso atrás! ».

cause des accusations de manipulation extérieure des autorités et des médias. Certains éléments du discours sont communs aux discours des étudiants nord-américains et européens; une nouvelle morale doit s'édifier, basée notamment sur des rapports hiérarchiques assouplis et sur une remise en question de sa société industrielle et marchande, le capitalisme confinant l'Homme dans une fonction productrice qui nuit à sa propre humanité et qui ne crée de la richesse que pour une minorité. L'impatience est perceptible, les changements doivent s'accélérer.

- « Les structures sociales sont désuètes, le travail est aliénant, l'Homme assujéti. L'ennemi est le capitalisme, l'impérialisme américain⁶⁵².
- « Les caractéristiques fondamentales du moment historique que vit actuellement l'humanité, surtout vécu au travers des mouvements juvéniles dans tout le monde sont à notre avis 1) La lutte qui se fait au niveau mondial par des pays coloniaux contre les systèmes économiques impérialistes qui persistent comme l'impérialisme nord-américain qui selon Bertrand Russell contrôle 60% des richesses du monde entier alors qu'il ne compte pas plus de 6% de la population mondiale. Dans cette lutte nous incluons les peuples asiatiques comme l'Inde, le Vietnam, la Corée, la Thaïlande, etc. Les africains comme la Tanzanie, le Biafra, le Congo belge et l'Afrique du Sud, les latino-américains, le Mexique, dont l'économie est un appendice du colosse impérialiste voisin (...). Dans ces systèmes, le travail humain est écarté de ses fins positives (...) on l'insère (l'homme) dans une structure qui ne lui demande pas sa participation comme être humain mais comme une machine »⁶⁵³.
- « Le monde vit des moments difficiles qui se répercutent maintenant dans notre pays. Il s'agit du choc des générations, celle qui domine et celle qui lutte pour des réformes, ce qui provoque ces convulsions. Actuellement ces phénomènes de friction se produisent avec plus de fréquences à cause des problèmes grandissants de l'humanité; la croissance démographique alarmante, les millions d'êtres humains qui sont confinés à la pauvreté sans espérance, l'accumulation de la richesse par une poignée et l'usage de celle-ci pour faire la guerre, insensible à l'homme, l'exploitant encore plus. Nous vivons une époque révolutionnaire et notre génération a sur ses épaules la plus grande responsabilité qu'ait connu toute autre génération, celle de transformer le monde chaotique dont nous avons hérité. Nous devons faire prendre conscience de cette situation »⁶⁵⁴.

⁶⁵² (FIS 112 Préparatoire 8): 28 juillet 1968. « Los estudiantes del IPN protestaban contra la brutalidad policiaca. La respuesta oficial he sido más brutalidad policiaca. Los estudiantes manifestaban su apoyo a Cuba y a la lucha contra los gringos. El gobierno manifestó con los garrotes de los granaderos su apoyo a los gringos. El enemigo nos ha unido ».

⁶⁵³ (FIS 10 Architecture): 19 août 1968. « Ideario del movimiento 23 De Julio. CNH, ENA, UNAM. Las características fundamentales del momento histórico que vive la humanidad actualmente, y que más señaladamente condicionan los rasgos de los movimientos juveniles en todo el mundo, son, a nuestro juicio: la lucha que se da a nivel mundial, por parte de países-colonia, en contra de sistemas imperialistas económicos que aún subsisten; tales como el imper. norteamericano, que –según Bertrand Russel- controla el 60 % de los recursos de todo el mundo, siendo que no cuenta con más del 6 % de la pobl. mundial. En ésta lucha incluimos a los pueblos Asiáticos como la India, Vietnam, Corea, Tailandia, etc. A los africanos, como Tanzania, Biafra, Congo Belga y África del Sur; a los latinoamericanos, y entre ellos, a México, cuya economía es un apéndice del coloso Imperialista vecino. y de las que no se han podido escapar ni los países desarrollados, ni los subdesarrollados. En estos sistemas, se enajena el trabajo humano de sus fines positivos, y se la ¿¿nia??a el hombre en pos del dinero, o bien; al insertarlo en una estructura que no le pide su participación como persona, sino como máquina ».

⁶⁵⁴ (FIS 9 Architecture): 15 août 1968. « El mundo vive momentos difíciles que ahora hacen eco en nuestro país. Se trata del choque de dos generaciones, la que domina y la que lucha por reformas; lo que ha provocado estas convulsiones. En nuestro momento actual estos fenómenos de fricción se producen con mayor frecuencia debido a que los problemas de la humanidad se agudizan; el crecimiento demográfico alarmante, los millones de seres que están atrapados en la pobreza sin esperanza, la acumulación de la riqueza en unos cuantos y el uso de ésta para hacer la guerra, denegando al hombre, explotándolo aún más. Vivimos una época revolucionaria; y nuestra generación ha

S'adressant à l'Union nationale des étudiants français et à la Fédération des étudiants socialistes allemands, le 26 octobre:

« La lutte que vous avez réalisée contre vos états fascistes a stimulé la lutte sur d'autres continents. La consigne de Che Guevara a été entendue... créer deux, trois Vietnams. Nous reconnaissons, comme vous, que la lutte est totale contre le capitalisme, contre l'impérialisme. (...) nous sommes prêts à jouer le rôle important dans la Révolution. Aujourd'hui, au Mexique, nous sommes une grande tribune des causes populaires, nous sommes en ce moment historique un grand catalyseur du mécontentement de milliers d'ouvriers, de paysans et du peuple en général. Le peuple du Mexique, comme ceux du monde, ne se tait pas mais médite. Aujourd'hui, camarades, nous les étudiants mexicains nous entreprenons une grande lutte qui n'a pas d'égale dans notre histoire. Le peuple du Mexique a compris que cette lutte fait partie de sa lutte et pour cela il s'est solidarisé avec nous dans tout le pays. En moins de trois mois cette lutte a démontré à plusieurs secteurs le vrai visage de cet État bourgeois. Il a rompu ce prétendu équilibre entre gouvernants et gouvernés. (...) Le chemin est plus clair maintenant pour plusieurs de nous et la lutte sera totale ou ne sera pas. Camarades, nous vous demandons de vous solidariser à notre lutte contre ce système inhumain et injuste... »⁶⁵⁵.

L'appui aux Noirs américains est l'occasion d'exprimer des griefs qui révèlent un certain complexe d'infériorité. « Vous aussi êtes des gens qui ont été dépréciés par l'homme blanc, représentés par le yankee, le gringo, à cause de votre culture, votre couleur et votre supposée ignorance, de votre pauvreté. Les différences qui nous séparent –vous et nous- sont beaucoup moins importantes que les expériences discriminatoires qui nous unissent »⁶⁵⁶.

recibido sobre sus hombros una responsabilidad mayor que cualquiera otra generación que haya existido jamás; la de transformar un mundo caótico que nos ha sido heredado y nosotros tenemos que hacer conciencia de esta situación ».
⁶⁵⁵ (FIS 742 CNH): 26 octobre 1968. « Saludamos a ustedes; camaradas combatientes de la Unión Nacional de Estudiantes Franceses y de la Federación de Estudiantes Socialistas Alemanes. La lucha que ustedes han venido realizando contra sus estados fascistas, ha estimulado la lucha en otros continentes. Han recogido la consigna del Che Guevara... crear dos, tres Vietnam. Hemos reconocido como Uds., que la lucha es total contra el capitalismo, contra el imperialismo. (...) Sabemos, como Uds., que la lucha que hoy se entabla, ya no permite ningún tipo de chovinismo; y que la solidaridad, si existe, es en el combate. Por que está alimentada por el compromiso concreto de luchar contra este sistema enajenante. En América Latina, por mínimas que sean las demandas de las masas, estas desembocan en una lucha contra el sistema, contra el imperialismo. Por las condiciones actuales de las masas trabajadores en nuestros países, de miseria, ignorancia, explotación, etc.; los estudiantes estamos llamados a jugar un importante papel en la Revolución. Hoy, en México, somos una gran tribuna de las causas populares; somos en este momento histórico un gran catalizador del descontento de miles de obreros, campesinos y del pueblo en general. El pueblo de México, como los del mundo, no calla sino que está meditando. Hoy, camaradas, nosotros los estudiantes mexicanos hemos emprendido una gran lucha que no tiene paralelo en nuestra historia. El pueblo de México ha comprendido que esta lucha es parte de su lucha y por ello se ha solidarizado con nosotros a lo largo y a lo ancho del país. En menos de tres meses esta lucha demostró a muchos sectores la verdadera cara de éste estado burgués. Rompió con éste pretendido equilibrio entre gobernantes y gobernados. (...) El camino está más claro ahora para muchos de nosotros, y la lucha será total o no será. Camaradas, los llamamos a que se solidaricen en nuestra lucha contra este sistema injusto e inhumano, a que difundan y apoyen nuestro programa democrático que el estado burgués pretende no resolver; a que exijamos juntos la libertad de todos nuestros camaradas presos ».

⁶⁵⁶ (FIS 752 CNH): octobre 1968. « Apoyo negro al movimiento estudiantil mexicano. Washington. En 1960, estudiantes afroamericanos iniciaron en el Sur de los EU un movimiento que ha sido convertido en lucha por la liberación nacional. (...) Uds. también son gentes que han sido despreciados por el hombre blanco, representado por

Est fait mention de « l'ingérence américaine » par le biais de la CIA, qui aurait déjà « commencé à manier ses fils subtilement, faisant tourner son disque de « communistes » pour les présenter à l'opinion publique, par le biais de la presse jauniste, comme les seuls responsables du massacre que les forces répressives commettent contre les étudiants »⁶⁵⁷.

b) 1999-2000

Trente et un ans plus tard, l'impérialisme a pris un nouveau visage; le cheval de Troie est, bien sûr, le néolibéralisme, dans lequel se cachent les membres du G8. À ce titre, les unamiens s'inscrivent dans un large mouvement qui a trouvé ses racines en Occident mais qui s'est rapidement répandu en périphérie, dans les sociétés caractérisées par de fortes inégalités sociales et économiques, où l'écart grandissant entre les riches et les pauvres y est encore plus inacceptable. Puisque la conception du monde est basée sur la globalisation et ses répercussions locales, plusieurs extraits du discours étudiant sur le sujet se trouvent dans la catégorie des perceptions de l'environnement socio-économique du prochain chapitre.

Comparaison

Ces deux affirmations: « La Patrie n'est pas le président » (1968) et « L'État n'est pas la Patrie, la patrie, nous la construisons à partir d'en bas » (1999) font référence à un pouvoir

el yanqui, el gringo, debido a su cultura, a su color, y a su llamada ignorancia, a su pobreza. Las diferencias que nos separan –Uds. y nosotros- son mucho menos importantes que las experiencias discriminatorias que nos unen ».

⁶⁵⁷ *ibid.* « Es por eso que actualmente se vislumbra una nueva fuerza que es la que más nos debe de preocupar a todos: la CIA!! Esta agencia de espionaje yanqui, empieza a mover sus hilos sutilmente: realiza una redada dizque de « comunistas » para presentarlos por medio de la prensa amarillista ante la opinión pública como los causantes directos de la masacre que las fuerzas represivas cometieron contra los estudiantes; publica una serie de manifiestos provocadores, en los que se afirma que los estudiantes poseen armas y están en espera de más de ellas para tomar el poder; obliga a que el ejército intervenga en los planteles de el IPN y la UNAM, usando inclusive armas de alto poder ofensivo como son las bazucas para dispararlas en contra del portón de la Prepa 3, causando más de diez muertos y una veintena de heridos; manda a agentes provocadores para que intenten hacer creer a los estudiantes, que existen dentro del ejército oficiales que ven con buenos ojos una nueva revolución en México, y que están dispuestos a apoyarla. ¿Porqué realiza todas esas actividades la CIA? Por que pretende hacer creer a la opinión pública que estamos ante una verdadera amenaza « del peligro comunista »; porque quiere hacer creernos, que se desatará una ola de violencia incontenible y porque quiere demostrar que todo lo anterior es únicamente evitable por medio de un control militar, y el aceptar un control militar es aceptar un golpe de estado. ¡Evitemos que nuestro país se incline

pyramidal tout puissant, exercé par des personnes qui ne recherchent que leur propre enrichissement, qui « vendent le Mexique » aux monopoles et aux grandes puissances capitalistes au détriment des intérêts de la population. La persistance de cette perception, déjà remarquée en 1986-1987, ne pouvait que rendre l'allègement de l'État (qu'on dit avoir été fait sous le diktat du FMI) et la signature de l'ALÉNA ignobles. D'un côté on rappelle les valeurs des pères de l'Indépendance mexicaine, de l'autre on dénonce l'« occupation » du territoire mexicain par les étrangers. L'indépendance du pays, qu'on disait menacée en 1968, est donc perçue trente et un an plus tard comme un fait, « il faut la regagner ». Ce déficit de l'indépendance nationale dérive des politiques du FMI et de la mondialisation du libre-commerce, laquelle se fait surtout au détriment des pays où les inégalités socio-économiques sont criantes. Vu la proximité d'une puissance économique sans égale, la notion d'indépendance est très étroitement liée à celle de l'économie.

La génération de 1999 a assisté à l'éclosion récente de groupes de lutte armée (EZLN: 1994, EPR: 1996, ERPI: 1998), un parallèle intéressant avec 1968, alors que plusieurs groupes armés étaient aussi apparus dans les années qui avaient précédé la création du mouvement. En 1999, la perception du peuple a changé: il n'est plus perçu comme « un peuple de moutons ». C'est que cette génération a grandi en même temps que la population civile s'organisait et qu'une opposition politique plus sérieuse apparaissait.

Les étudiants des deux mouvements affichent de la sympathie pour les groupes armés qui luttent pour des causes qu'ils jugent justes.

L'expression « village global » est apparue dans les années soixante (McLuhan), un phénomène favorisé par la Deuxième Guerre mondiale (budgets élevés pour la recherche scientifique, accélération de l'industrialisation et de la consommation de masse, intégration des femmes dans le marché du travail et dans le processus électoral, essor des communications, etc.) et qui est souvent interprété comme étant le fruit de l'impérialisme américain. L'ouverture sur le monde et ses réalités (pauvreté, exploitation, colonialisme) et d'autres thèmes communs aux étudiants du monde occidental tels que l'aliénation du travail (l'homme est une machine), le choc

más hacia la derecha! ¡repudiamos toda intervención de tipo militar! ¡no permitamos la vuelta de los militares al poder! ¡fuera los gorilas! ¡fuera la bota militar! ¡fuera las dictaduras! ».

des générations, le besoin de changements, le système culturel patriarcal, ou encore des références à Bertrand Russell, Herbert Marcuse, Ernesto Guevara ou Daniel Cohn-Bendit confirment l'intégration des jeunes Mexicains au village global naissant. Mais, si les étudiants mexicains de la capitale connaissent et reprennent à leur compte les valeurs et les revendications de leurs contemporains, ils sont vite rattrapés par la férocité du régime. Leur réalité culturelle, sociale, économique et politique n'est pas celle de la France, de l'Italie ou des États-Unis. Lancer des fleurs aux *granaderos* dans un contexte où ils risquent leur liberté (et même leur vie) convient peu à leur situation; dans une société violente, lancer des pavés ne donne pas le même message qu'en France: ils ont tout intérêt à se montrer pacifiques, et ne manquent pas de rappeler qu'ils sont des êtres rationnels et qu'ils veulent opposer à la violence et la brutalité la raison, l'« esprit ». La critique et l'argumentation sont politiques plus que culturelles. L'urgence du moment est l'issue politique d'un affrontement violent entre les étudiants et le régime; l'autoritarisme de celui-ci a plus à voir avec celui de Prague. En cela Octavio Paz avait raison.

Le rétrécissement graduel de la planète connut un essor fulgurant après la chute de l'URSS et gagna le Mexique de façon concrète en 1994 avec la signature de l'ALÉNA (qui suit celle du GATT en 1986, mais qui touche beaucoup plus une société privée du filet social). Le village global où idéologies et cultures se rencontraient devient une utopie moins alléchante, le commerce en étant la marque de commerce; les identités nationales et les cultures semblent menacées. L'impérialisme étatsunien est encore l'aspect sombre de la globalisation. Le mouvement étudiant de 1999-2000 est contemporain de la mouvance antimondialiste et il s'inscrit entièrement dans ce phénomène, au niveau local, soutenant l'insurrection zapatiste et soutenu par les organisations anti-néolibérales (syndicats, mouvements sociaux, organisations civiles), et au niveau international, alors qu'ils étaient des centaines à manifester devant l'ambassade américaine le 16 décembre 1999, qu'ils ont organisé une rencontre internationale sur l'éducation supérieure publique mise en danger par le néolibéralisme et, par association, par la mondialisation. Le sujet est omniprésent dans le discours.

L'intégration des autochtones dans une formation, l'EZLN, qui a décidé de se faire connaître le jour de l'entrée en vigueur de l'ALÉNA est l'expression la plus spectaculaire de l'existence d'une résistance aux politiques néolibérales au sein de la société mexicaine qui

rassemble nombre de syndicats, d'ouvriers, de paysans et même des hommes d'affaires (dont ceux regroupés au sein du mouvement « El Barzón ») qui ont souffert de l'incurie (ou de l'indifférence) du gouvernement de Salinas puis de celui de Zedillo⁶⁵⁸. L'élection du PAN en 2000 laisse toutefois perplexe: quel poids ont ces mouvements dans une balance politique qui penche de plus en plus à droite, dans une « transition conservatrice »⁶⁵⁹ ?

⁶⁵⁸ Lire à ce propos David Barkin, Irene Ortiz et Fred Rosen, « Globalization and Resistance. The Remaking of Mexico », *NACLA* 30 (No. 4, janvier / février 1997), p. 14-35.

⁶⁵⁹ Enrique Montalvo Ortega, *México en una transición conservadora*, el caso de Yucatán, México, INAH, 1996.

CHAPITRE VII PERCEPTIONS DE L'ENVIRONNEMENT SOCIAL, ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

1. Le gouvernement et le système politique

a) 1968

Personne ne s'en étonnera: le tableau que se font les étudiants de leur environnement politique est sombre. La Révolution de 1910 demeure la référence historique par excellence, et la Constitution de 1917 le gardien immuable et réconfortant de ses principes. Le Parti-État est considéré comme un ennemi du peuple⁶⁶⁰, intolérant face à la critique, loin de la population, formant une oligarchie qui s'enrichit aux dépens des plus démunis, qui les dupe à l'aide d'une rhétorique de façade et une presse servile qui flatte à outrance ses élites et lui offre sur un plateau d'argent le monopole du discours. Le PRI exerce efficacement un contrôle sur la société mexicaine grâce à sa structure corporative et à la cooptation de ses fidèles aux endroits stratégiques de toutes les sphères du pouvoir, dont la réalité la plus intolérable est le syndicalisme *charro*. Le parti emploie des méthodes peu scrupuleuses comme l'infiltration, la manipulation et l'*acarreado* pour faire illusion sur sa popularité.

⁶⁶⁰ (FIS 229 Comité de Lutte des Sciences Politiques et Sociales): septembre 1968. « Al Pueblo de México: El gobierno es tu mayor enemigo. El gobierno impide que los trabajadores se organicen en sindicatos independientes. El gobierno no da oportunidad para que los hijos de los trabajadores vayan a las escuelas. El gobierno es el culpable de que en las escuelas, que se cree son gratuitas, se cobre dinero en cada fin de año... El gobierno es el culpable de que en los hospitales no haya buena atención para los trabajadores y sus familias. El gobierno es el culpable de que los alimentos y la vida sean cada vez más caros. El gobierno es el culpable de que suba el precio de los zapatos, la ropa, todo. El gobierno es tu mayor enemigo. EL pueblo es invencible; muera el mal gobierno. ¡Protesta contra este gobierno politiquero y ladrón! El pueblo unido puede cambiar la situación de hambre, miseria e ignorancia. El gobierno tiene la culpa de todo lo malo que le pasa a nuestro país. Únete pueblo. Por la unión obreros-estudiantes. Los estudiantes son el pueblo. El gobierno es enemigo del pueblo. Pueblo de México: el gobierno asesina al pueblo; mata a los campesino que protestan, a los obreros que se organizan en sindicatos independientes, a los estudiantes que luchan por los intereses del pueblo, a los estudiantes que piden más escuelas, más hospitales, más pan para el pueblo. El gobierno intenta dividir el pueblo de los estudiantes pero no sabe que los estudiantes están en el pueblo. Nada ni nadie podrá dividirnos ».

Le président du Mexique et son gouvernement

« Díaz Ordaz passera à l'histoire comme un président cynique, oppresseur et menteur »⁶⁶¹.

« Un gouvernement aimé de son peuple n'a pas besoin de mitrailler les étudiants dans les rues, de détruire les bâtiments éducatifs que le peuple nous a construits avec tant de sacrifices »⁶⁶².

Gustavo Díaz Ordaz est perçu comme un despote intransigeant qui ne respecte pas la Constitution, qui mystifie les Mexicains en « nous (les étudiants) présentant de façon entièrement biaisée, remplissant des pages entières dans la presse de ses plaidoyers payés avec l'argent du peuple », en usant de « propagande anti-patriotique » et de « manœuvres démagogiques ». Compte tenu de l'immense pouvoir inhérent à la fonction présidentielle, il n'est guère étonnant que le président mexicain soit désigné comme le principal responsable du chaos: en dernière instance il sera l'unique responsable de ce qui arrivera⁶⁶³. Après le drame du 2 octobre, c'est en effet vers lui que les yeux sont tournés car il ne fait aucun doute que « la vie publique du Mexique est toujours régie par des « ordres supérieurs » et que la tuerie de Tlatelolco ne peut qu'être commandée par le Président de la République: pas un seul policier ni le plus haut fonctionnaire n'agit sans ses ordres »⁶⁶⁴. En somme, la « façon de gouverner se base fondamentalement sur la répression » et « la violence déployée contre les étudiants et la répression dont ont été l'objet les enseignants et le peuple en général font réaliser que le despotisme qui caractérisait ce régime a débouché sur une dictature ».

⁶⁶¹ (W 68 CGH): 3 septembre 1968. « Compañero trabajador: « No admito que existan presos políticos, preso político es quien está privado de su libertad exclusivamente por sus ideas políticas, sin haber cometido delito alguno ». Con estas palabras Díaz Ordaz pasará a la historia como un presidente cínico, opresor y mentiroso ».

⁶⁶² (AH 60, 327, 91, 58 Philosophie): août 1968. « Pero, ¿que hay de cierto en ello: el país líder de América latina, vive bajo los latidos del hambre, bajo la bota del granadero y del militar, a los rubios pies del gringo que nos explota. ¿Es esto un país con estabilidad, es realmente un pueblo joven que cada día progresa más? Lo negamos igualmente, porque un gobierno amado por su pueblo, no necesita ametrallar estudiantes en las calles, ni destruir los planteles educativos que tú pueblo nos has construido con tanto sacrificio ».

⁶⁶³ *ibid.* « Gustavo Díaz Ordaz callando, asume la responsabilidad que en última instancia a el y nada más que a el corresponde ».

⁶⁶⁴ (FIS 760 CNH): 28 novembre 1968. « Sabido es por los Mexicanos que la vida pública de México se rige siempre por « ordenes superiores », ni un solo policía ni el más encumbrado funcionario actúa sin esas « ordenes ». La

- « 1- Tu ne manifesteras pas sur la voie publique ni te réuniras dans des locaux fermés
 2- Tu n'élimineras pas les grandes domaines de ton prochain
 3- Tu ne regarderas pas de films socialistes
 4- Tu ne liras pas de littérature subversive
 5- Tu ne voyageras pas à Cuba
 6- Tu ne murmureras pas contre le gouvernement
 7- Tu n'exerceras pas ton droit de grève
 8- Tu n'auras pas de pensées érotiques
 9- Tu ne parleras pas en mal du gouvernement ou de la révolution
 10- Tu ne demanderas pas justice et tu ne t'agiteras pas »⁶⁶⁵.

Paternalisme, conservatisme, hantise du communisme, intolérance face à la critique, pudibonderie sexuelle: ces « dix commandements de GDO » font sourire; toutefois ils expriment bien le fossé générationnel qui sépare les étudiants du président, ils mettent l'accent sur la paranoïa manifestée par le gouvernement envers tout ce qui lui apparaît comme subversif.

Reflets de leurs perceptions du président mexicain et de ses ministres, souvent présentés comme des « pseudo-représentants », les qualificatifs que leur donnent les étudiants sont très négatifs: hypocrites, menteurs, arrogants, malhonnêtes, équivoques, corrompus, paternalistes, autoritaires, intolérants, totalitaires, despotes, fascistes hitlériens, nécrophiles, omnivores, etc. Les bureaucrates ne sont pas épargnés. La corruption est au centre de leur mauvaise réputation: s'ils peuvent être respectables « lorsqu'ils vivent de leurs salaires et non des pots-de-vin »⁶⁶⁶, ils ne se préoccupent généralement « que de leurs privilèges et de leurs vils intérêts », « usant de leurs charges pour s'enrichir », « au service des grands intérêts capitalistes de l'Empire yankee ». En plus d'être de mauvais administrateurs, ils sont mesquins, égoïstes, ineptes, stupides, voleurs et... « dégénérés souffrant d'incapacité intellectuelle ».

Hypocrisie, dissimulation et tromperie: le discours des élus sont « remplis de mensonges et d'infamies » afin que « les préoccupations et la combativité du peuple » demeurent en mode

matanza de Tlatelolco, todos lo sabemos, también partió por « ordenes » superiores. Ordenes superiores que salen únicamente del Presidente de la República ».

⁶⁶⁵ (DIPS 522, 512 Économie IPN): 9 octobre 1968. « Los 10 mandamientos de la ley de Gustavo Díaz Ordaz 1- No manifestaras en la vía pública ni te reunirás en locales cerrados 2-No descartarás los latifundios de tu prójimo 3- No verás films socialistas 4- No leerás literatura subversiva 5- No viajarás a Cuba 6- No murmurarás contra el Gobierno 7- No ejercerás el derecho de huelga 8- No pensarás en ideas eróticas 9- No hablarás mal del gobierno, de la revolución 10- No pedirás justicia ni agitarás. Gustavo Díaz Ordaz ».

⁶⁶⁶ (DIPS 967, 67): septembre 1968. « Carta abierta a Gustavo Díaz Ordaz. (...) Esta juventud es respetuosa de las leyes siempre y cuando sus funcionarios vivan de su Salario y no del número de pesos que reciben por mordidas ».

léthargique, maintenues « au silence ». « Manipulateur du peuple », le gouvernement ne répond à ses demandes que dans des circonstances particulières⁶⁶⁷ et « ne s'adresse au peuple que lors des élections ». Intolérant, il est incapable « de résoudre un petit incident étudiant, lui donnant des dimensions nationales »⁶⁶⁸.

La violence du pouvoir: les autorités « assassinent ses enfants en usant de la « violence légale » »; elles exercent une « politique de terreur réactionnaire » en employant des « moyens terroristes, barbares et sanglants »; elles sont les vrais « agitateurs professionnels qui se consacrent à subvertir l'ordre du pays » et planifient la répression dans le but « de connaître, d'interner et d'assassiner les personnes éclairées »⁶⁶⁹. Le président Díaz Ordaz (qualifié de « vampire assassin qui a peur de la lumière du soleil et préfère se cacher dans les coins obscurs de ses bureaux »⁶⁷⁰), préfère le monologue au dialogue, se cache derrière un « rideau de silence », s'indignent les étudiants.

« (GDO n'a pas mentionné) la brutalité des *granaderos* et de l'armée, mais par contre il a mentionné une série de rumeurs et de calomnies si invraisemblables qu'elles tombent sous leur propre poids. Venant d'une personne d'une aussi haute hiérarchie, ce procédé est indigne et manque de sérieux, loin de ce que devrait être un acte transcendant comme la lecture d'un rapport gouvernemental. (...) Nos arguments se basent sur la raison de la justice et la démocratie, ceux du gouvernement se basent sur la force brute. De ceci se dessine une conclusion évidente, « le dialogue est impossible » parce que nous parlons des langages distincts »⁶⁷¹.

⁶⁶⁷ (FIS 15 Architecture): septembre 1968. « (...) Tampoco debemos olvidar la rapidez con que el gobierno está resolviendo ahora cualquier demanda de solución de problemas gremiales obreros que sindicatos charros canalizan hacia únicamente demandas particulares, que son inmediatamente satisfechas, aún cuando las acciones de paro, como en Ferrería, entre los panaderos, o entre los veterinarios, hayan sido provocadas por un sentimiento de adhesión al movimiento ».

⁶⁶⁸ (AH 60, 327, 92, 1): juillet 1968.

⁶⁶⁹ Les termes « éclairé », « conscient » ou « avant-gardiste » désignent globalement les personnes ayant un sens critique, une vision sociale et politique de gauche.

⁶⁷⁰ (W68 Médecine CNH): septembre 1968. « (...) Díaz Ordaz se niega a escuchar las demandas populares, se niega a aceptar el dialogo público con los estudiantes y con el pueblo y como vampiro asesino teme a la luz del sol y prefiere esconderse en los rincones oscuros de sus oficinas ».

⁶⁷¹ (W68 Médecine CNH): 5 septembre 1968. « Al pueblo de México » « ¿Cómo es posible que, si como el Presidente dijo, no estaba enterado de lo que pedimos, haya dejado sin mencionar la vileza de los actos de los granaderos y ejército, y en cambio haya prestado oídos a una serie de rumores y calumnias a los estudiantes que por inverosímiles que son caen por su propio peso? ¿No es indigno y falto de seriedad para una persona de tan alta jerarquía el emplear este tipo de procedimiento tan fuera de lugar en un acto trascendente como es la lectura de un informe de Gobierno? ¿Cómo es posible hablar de equidad y justicia social cuando ni siquiera existe libertad para expresar plenamente las ideas? Díaz Ordaz ha dicho que « el diálogo verdadero significa la posibilidad de exponer los propios argumentos al par que la disposición de escuchar los ajenos ». Nuestros argumentos se basan en la razón de la justicia y la democracia, los del gobierno se basan en la fuerza bruta. De esto último se desprende una conclusión muy obvia, « el diálogo resulta imposible » porque hablamos « lenguajes distintos » ».

Absence de pragmatisme: « Actuellement, la justice et la raison n'existent pas au Mexique »⁶⁷², jugent les universitaires, qui se targuent d'avoir l'apanage du raisonnement, alors que les autorités se « cantonnent dans des raisonnements hypocrites, irrationnels et paranoïaques ». Le discours des autorités a « au moins le mérite de démontrer des systèmes de pensée diamétralement opposés » et de faire découvrir les vraies intentions qui se cachent derrière « les fictions et les mythes juridiques invoqués pour soutenir la politique de force et d'autoritarisme antidémocratique »⁶⁷³.

La communication entre les parties semble impossible face au « monologue démagogique »⁶⁷⁴. L'idée même du dialogue revendiqué par le CNH apparaît extravagante pour certains:

« Quoique cela paraisse absurde, en politique mexicaine on n'invite pas l'adversaire au dialogue, qui est de contester, comparer, confronter, à la rechercher d'une vérité questionnable; le dialogue veut dire (ici) un arrangement, un compromis fait d'avantages mutuels et d'opportunisme. Tout cela est invariablement absent dans la façon de faire de la politique mexicaine (...), aliénante, maladroite et fausse (...), d'une classe gouvernante totalisante et omnivore qui ne veut tolérer aucune manifestation politique indépendante »⁶⁷⁵.

⁶⁷² (W68 CGH): 3 septembre 1968. « Ciudadano: Los estudiantes, que en afán de demostrar al pueblo que nos oponemos a injusticias y humillaciones, nos lanzamos a la huelga, esperamos que el Sr. Díaz Ordaz, emprendiera el camino de un arreglo desde la altura que tuvo al dar el informe. Después de decirlo nos sentimos defraudados, estamos mas que nunca convencidos de que la justicia y la razón no pueden ya vivir en México ».

⁶⁷³ (AH 60, 327, 91, 70-71): septembre 1968. « Resoluciones sobre el cuarto Informe de Gustavo Díaz Ordaz. El informe del Sr. Presidente tiene el merito de que, por lo menos, enfrenta a dos sistemas diametralmente opuestos de pensar y, al hacerlo, descubre el contenido y las intenciones reales que se ocultan tras de las ficciones y mitos jurídicos que invoca para sustentar sobre ellos su política de fuerza y autoritarismo antidemocrático ».

⁶⁷⁴ (W68 Sciences CNH): 2 septembre 1968. « Los estudiantes rechazamos el informe. Las palabras del presidente han sido respuesta dura, intransigente y violenta del ejecutivo al Movimiento Estudiantil. ¿Por qué el gobierno no ha querido discutir públicamente con los estudiantes? Desde hace 15 días hemos venido exigiendo el dialogo público y hoy en cambio, encontramos el demagógico monologo Diazordacista que amenaza con usar de nuevo el ejército y las policías con lo que califica de movimiento en contra de las olimpiadas. ¡Queremos discutir! Exigimos nuestro derecho a responder públicamente a uno por uno de los argumentos presidenciales ».

⁶⁷⁵ (FIS 282 Philosophie et Lettres): 23 août 1968. « Ante las declaraciones del Lic. Echeverría. En el lenguaje de esa « Política mexicana », la palabra dialogo ha adquirido una acepción muy peculiar y muy suya que conviene esclarecer antes de que siquiera se intente ponerla en práctica con quien quiera que sea. Aunque parezca absurdo, en política mexicana no se invita al diálogo con el adversario precisamente para dialogar, que es controvertir, comparar, confrontar, en la búsqueda de una verdad cuestionable, sino que el diálogo significa arreglo, componenda de ventajas mutuas, oportunismo, de todo lo cual invariablemente resulta invicta la naturaleza y forma de ser de esta política mexicana –sean las que fueren las soluciones obtenidas- pues tal política enajenante, chapucera, falaz, es una y la misma con el Ser, la Naturaleza, la idiosincrasia y los instrumentos de dominación de la clase gobernante, totalizador y omnívora, que se tolera ni quiere tolerar ninguna manifestación política independiente provenga de donde proviniera ».

En ne reconnaissant pas la légitimité du mouvement, GDO s'accorde le droit de l'écraser. « Une fois de plus le gouvernement tente de faire tomber un mouvement (...). La forme utilisée cette fois est celle du silence et de l'indifférence, le gouvernement croyant que par le seul fait d'ignorer le mouvement, celui-ci va s'éteindre de lui-même... »⁶⁷⁶.

Pas une seule fois, le président mexicain ne s'est manifesté physiquement en présence des étudiants. Cette façon d'ignorer le mouvement a intrigué une enseignante, Leonor Vargas Patron, qui s'est demandé si Díaz Ordaz n'était pas conseillé par ses meilleurs ennemis. Elle s'est dit convaincue que si le président était sorti sur le balcon du palais présidentiel le 27 août, alors qu'un demi-million de Mexicains était rassemblés sur la grande place, un bon nombre de jeunes auraient été favorablement impressionnés par ce geste car « ils sont plus influençables que l'on ne le croit habituellement et qu'au Mexique, les gestes sont toujours significatifs »⁶⁷⁷.

Le PRI et le système politique

« Nous ne croyons pas dans la révolution mexicaine, on nous y a obligé, et nous ne croyons pas en ses héros; durant 57 ans on a exploité leurs images et interprété leurs paroles à la discrétion des partis officiels »⁶⁷⁸.

La démocratie de façade n'est pas exclusive au gouvernement de GDO, elle est intrinsèque au système politique instauré par le PRI, lequel favorise la cooptation, ferme les portes à l'opposition, et dont l'alternance des camarillas à la présidence ne se fait pas toujours sans heurt:

⁶⁷⁶ (FIS 459 Comité de Lutte UNAM): août 1968. « Pueblo de México: Una vez más el gobierno trata de acabar con un movimiento, que si bien empezó con la agresión a estudiantes politécnicos y universitarios, ahora ha superado los límites iniciales para convertirse en un verdadero movimiento popular de protesta ante el carácter francamente dictatorial y antidemocrático del gobierno de Díaz Ordaz. La forma usada esta vez es la del silencio y la indiferencia, creyendo el gobierno que con el solo hecho de ignorar el movimiento, este habrá de extinguirse por sí mismo, provocando con ello al estudiantado, en un intento de justificar las represiones desatadas ».

⁶⁷⁷ Elena Poniatowska, *La noche de Tlatelolco*, op. cit., p. 34 « Yo creo que si en alguna de las veces que fuimos al Zócalo, el Presidente sale al balcón y le hace frente a la multitud, a pesar de las porras injuriosas, los insultos, la violencia, los « muera », habría logrado dividir y se hubiera ganado a muchos compañeros. Los jóvenes son mucho más dúctiles de lo que se cree y les hubiera impresionado este gesto. Aquí en México los gestos son siempre significativos; la mano tendida, la bandera a media asta, etcétera. Pero le faltó salir al balcón. Yo siempre sostendré que al presidente lo aconsejan sus peores enemigos ».

⁶⁷⁸ (FIS 93 Préparatoire 4 Tocabaya): août 1968. « No creemos en la revolución Mexicana, nos han obligado a ello, no creemos en sus héroes, durante 57 años explotada su imagen e interpretadas sus palabras a conveniencia de los partidos oficiales, cuya subvención oficial los compromete a secundar, sus mismas ineptitudes, sus mismos fracasos ».

- « ...avec la campagne ouverte pour la présidence, nous serions le produit d'un complot préfabriqué par les groupes de la bourgeoisie aspirante, le Secrétaire de l'Intérieur Luis Echeverría et le Gouverneur du DF, le général Alfonso Corona del Rosal qui se montrent (envers le mouvement) comme des gouvernants à la main de fer... »⁶⁷⁹.
- « (Le peuple doit être) contre l'appareil répressif d'un petit groupe d'oligarques (...) qui l'utilise pour maintenir le peuple mexicain dans l'oppression, la misère et l'humiliation »⁶⁸⁰.
- « La lutte pour la présidence de la république s'intensifie. Les deux groupes internes de la bourgeoisie, le nationaliste et le pro-impérialiste (pro-yankee) menés, le premier par Martínez Manatou, Reyes Heróles (pétrole mexicain), Martínez Domínguez (Commission fédérale d'Électricité) et le deuxième par Echeverría (ministre de l'Intérieur), García Barragán (ministre de la Défense), Corona del Rosal (DF) ont commencé à mobiliser leurs pièces sur le jeu d'échec politique »⁶⁸¹.
- « La manœuvre se retourne contre les deux aspirants en lutte, à qui il ne reste plus d'autre choix que de se cramponner désespérément au fantôme du communisme et le convertir en un nouveau champ de bataille de leurs aspirations »⁶⁸².

Cette alternance fait du PRI « une machine sociale plutocrate », une « oligarchie « anachronique ». La culture politique qui règne au sein du parti favoriserait l'enrichissement personnel:

« Ce n'est pas le gouvernement de tous les Mexicains, ses moyens sont consacrés, presque en totalité, à lui assurer et à augmenter les privilèges de la grande bourgeoisie formée par les grandes industries, les grands commerçants, les grands propriétaires, les banquiers et les politiciens corrompus de la « famille révolutionnaire ». Le PRI est un organisme de contrôle politique qui oblige les masses à se mouvoir et à voter pour ses candidats par le biais de la tromperie, des menaces et du chantage. Depuis longtemps il a cessé de représenter quelque secteur populaire que se soit (...) », ne représentant plus que la bourgeoisie »⁶⁸³.

⁶⁷⁹ (AH 60, 327, 91, 36): août 1968. « (...) Hoy la campaña preparatoria hacia la presidencia nos hace víctimas de un complot prefabricado por los grupos de la burguesía aspirante; así el Srío. de Gobernación Luis Echeverría y el Regente del DF, Gral Alfonso Corona del Rosal que se anuncian como Gobierno de mano dura, azuzan a sus huestes policíacas comandados por Cueto Ramírez y Mendiola Cerezero ».

⁶⁸⁰ (AH 60, 327, 92, 4): 29 juillet 1968. « la lucha contra el aparato represivo que un pequeño grupo de oligarcas, dueños del gobierno, utilizan para mantener al pueblo mexicano en la opresión, la miseria y la humillación ».

⁶⁸¹ (FIS 432 Comité de Lutte Étudiante): septembre 1968. « Ante el peligro inminente de un golpe de Estado. La ola de violencia desatada por las fuerzas represivas (qui, quand, comment). La lucha por la presidencia de la república se recrudece. Los dos grupos internos dentro de la burguesía, el uno nacionalista y el otro pro-imperialista (pro-yanqui) encabezados, el primero por Martínez Manatou, Reyes Heróles (petroleos Mexicanos), Martínez Domínguez (com. fed. de Electricidad), el segundo por: Echeverría (Gobierno), García Barragán (secretario de la Defensa), Corona del Rosal (DF). Empiezan a movilizar sus piezas en el ajedrez político; y en su desmedida ansia de poder han arrastrado a cientos de inocentes víctimas a una masacre colectiva. No consideraron en ningún momento, que los acontecimientos fueran a adquirir las proporciones que actualmente tienen ».

⁶⁸² *ibid.* « (...) manobria se volvió a en contra de los dos aspirantes en pugna a quienes no les quedo otra alternativa que asirse desesperadamente al fantasma del comunismo y convertir éste en el nuevo campo de batalla de sus aspiraciones ».

⁶⁸³ (FIS 692 CNH): 12 septembre 1968. « (...) El gobierno no es el gobierno de todos los Mexicanos, sus recursos están dedicados, casi en su totalidad, a asegurarse e incrementar los privilegios de la gran burguesía formada por los

Le PRI est un « usurpateur de la Révolution de 1910 », ayant établi un régime asphyxiant, qui empêche la population civile de s'organiser, une démocratie réduite à un concept, une « tyrannie masquée à la main de fer », une « machine assassine », un État policier corrompu avec « une politique d'appui aux *gringos* ». Le progrès accompli n'est que « fractionnel », il ne profite qu'à quelques-uns; la machine s'encrasse dans des « pratiques politiques obsolètes qui n'offrent aucune solution aux problèmes de la société mexicaine ».

- « La répression systématique de toute tentative d'organisation politique indépendante, l'incarcération systématique ou l'assassinat des leaders plus honnêtes, la formation de cadres juridiques qui empêchent par décret toute participation organisée et l'absence d'information nationale véridique, ont empêché et freinent l'apparition et le développement d'organisations ouvrières, paysannes, étudiantes et chez les citoyens en général (...) « manipulation de l'opinion publique au travers de la corruption, la fraude électorale et, conséquemment, l'apathie, le désintérêt et la marginalisation de la participation politique. L'absence d'attitudes critiques, une des plus hautes valeurs qui définit la citoyenneté est un élément essentiel du développement de toute société qui a des prétentions démocratiques »⁶⁸⁴.
- « La trahison faite aux vrais révolutionnaires par la grande famille « volutionnaire »⁶⁸⁵ qui contrôle les syndicats *charros*, la presse nationale, prostituée et sans prestige, les centrales rurales, les partis de l'opposition et tout ce qui peut représenter un danger pour les institutions sacrées. Nous accusons aussi les positions disparates de personnages politiques représentant la bourgeoisie gouvernementale, Marinez Domínguez et Corona del Rosal, qui, pendant que l'un nous colle l'étiquette de réactionnaires, l'autre affirme que nous représentons « une conjuration communiste internationale ». (...) Tout le monde sait que la prétendue officialisation de 1910 dont les « réussites » se trouvent seulement dans les textes des discours officiels du gouvernement et qui n'ont jamais atteint les couches ouvrières et paysannes. Ce qui est systématique et méthodique, c'est le retard dans lequel les

grandes industriales, los grandes comerciantes, los grandes terratenientes, los banqueros y los corruptos políticos de la « familia revolucionaria ». El PRI es un organismo de control político que obliga a las masas a moverse y a votar por sus candidatos mediante el engaño, las amenazas y el chantaje. Desde hace mucho tiempo ha dejado de representar a cualquiera de los sectores populares que obliga a mantenerse en su seno, para servir directamente a la gran burguesía ».

⁶⁸⁴ Ramón G. Ramírez, *El Día* (5 décembre 1968). (CNH) « (...) En resumen, las decisiones políticas y económicas del Gobierno mexicano representan los intereses de una clase, propician y amparan la explotación de las demás y crean un marco de irracionalidad en el que los problemas socioeconómicos del pueblo hallan sólo una relativa solución. Así, los jóvenes campesinos, obreros y estudiantes no tienen acceso a perspectivas dignas de vida, pues las fuentes de trabajo se crean en beneficio de intereses particulares y no de la colectividad, dándose entonces, por ejemplo, la paradoja de una sociedad que crea técnicos y profesionales a quienes no ofrece empleo y que, además no crea aquellos técnicos que necesita y los trae del extranjero. Así los jóvenes viven escuchando las halagadoras palabras de quienes les ofrecen el futuro del país, pero les niega sistemáticamente toda oportunidad de ser un presente actuante y participe de las decisiones provocando en ellos la necesidad de transformar esta sociedad. (...) El carácter antidemocrático de las estructuras políticas del país, que se manifiesta en su incapacidad para resolver auténticas demandas populares, es resultado de prácticas políticas obsoletas y que no solucionan los problemas de la sociedad mexicana actual, la democracia en México es un mero concepto, una forma más, pues la política se hace al margen de las mayorías populares, de sus aspiraciones, intereses y exigencias, las determinaciones son tomadas por un restringido núcleo de personas que obstaculizando la participación política del pueblo, lo niegan como instancia última de decisión. La sistemática represión a todo intento de organización política independiente, el sistemático encarcelamiento o asesinato de los líderes más honestos, la construcción de marcos jurídicos que impiden por decreto toda participación organizada, y la falta de información nacional veraz, han impedido y frenado el surgimiento y desarrollo de organizaciones obreras, campesinas, estudiantiles y en general ciudadanas, que puedan participar libre, responsable y combativamente en contra de las medidas de opresión del gobierno ».

⁶⁸⁵ Robo: vol.

cadres politiques au pouvoir ont mis le peuple. Le dit progrès est fractionnel, cosmopolite, alors que la capitale isole les zones suburbaines dans l'indigence, l'analphabétisme, condamnant la majorité de la population à un pouvoir d'achat rachitique »⁶⁸⁶.

- « Le régime a abandonné toute apparence de légalité, s'employant à réprimer (également) les classes moyennes »⁶⁸⁷.
- « La corruption généralisée est si bien ancrée, qu'il est impossible de gagner la confiance des politiciens sans menacer le propre système qu'ils soutiennent ».
- « Nous dénonçons la corruption d'un gouvernement qui ne résout aucun problème populaire, qui viole la Constitution, qui déploie la terreur et la violence sous prétexte de « rétablir l'ordre », de considérer toute critique et toute tendance au changement comme un délit grave. Il dit être un gouvernement « révolutionnaire », mais il n'accepte pas de changements radicaux, qui sont ceux qui résoudraient les problèmes populaires urgents. Après 50 ans de régime « révolutionnaire », comment va le paysan? Comment va l'ouvrier? Y a-t-il du travail pour tout le monde? Y a-t-il une justice pour les pauvres? Y a-t-il une liberté, quand on t'empêche de lire cette feuille et qu'on incarcère ceux qui te la donnent? Tous les organismes du gouvernement sont corrompus. Y a-t-il de l'honnêteté dans le PRI? Dans la confédération nationale paysanne? Dans la CTM, dirigée depuis 30 ans par le leader vendu Fidel Velázquez? La chambre des députés représente le peuple? Choisis-tu tes gouvernants ou est-ce le PRI qui les choisit? La police te protège-t-elle ou t'extorque-t-elle? L'armée protège-t-elle le peuple ou le gouvernement? La presse t'informe-t-elle de la vérité? »⁶⁸⁸.

L'infiltration et la manipulation sont des procédés contestables. Les étudiants se plaignent qu'on les discrédite aux yeux de la population en faisant, par exemple, peindre des slogans qui vont nécessairement l'indigner : « Mort au christianisme », « À bas les églises catholiques »,

⁶⁸⁶ (FIS 93 Préparatoire 4 Tocubaya): août 1968. « (...) La traición hecha a los verdaderos revolucionarios por parte de la gran familia « robolucionaria » que controla sindicatos charros, la prostituida y desprestigiada prensa nacional, las centrales campesinas gobiernistas, los partidos de oposición, y todo lo que pueda representar peligro para las sagradas instituciones. Culpamos también las heterogéneas y discrepantes posiciones en cuanto a la opinión del conflicto por parte de los personajes políticos representativos de la burguesía gubernamental Martínez Domínguez y Corona del Rosal, ya que mientras uno nos coloca el membrete de reaccionarios, el otro dice « que es una conjura comunista internacional ». Confiere a los estudiantes, su misma condición y su acceso a la cultura, la iniciativa de propugnar y llevar los requerimientos populares hasta su debida satisfacción. Es de todos sabido de la pretendida oficialización de 1910 y cuyos « logros » solo se localizan en los textos de los discursos oficiales y del gobierno y jamás han alcanzado a los estratos obreros y campesinos. Lo que se oculta sistemáticamente y también metódicamente es el atraso que los cuadros políticos en el poder, han propiciado en el pueblo. El consabido progreso es fraccional cosmopolita aislando el capital las zonas suburbanas en la inopia, el analfabetismo y el raquitismo adquisitivo al grueso de la población ».

⁶⁸⁷ (AH 60, 327, 92, 7): 28 juillet 1968. « Que el régimen actual, fiel heredero de la « Revolución », oprime ya no solo a campesinos y obreros, como era usual, sino que quitándose la carta de toda legalidad, se ha abocado a reprimir a las capas medias de la población en los mismos polos de nuestro desarrollo (o subdesarrollo) ».

⁶⁸⁸ (FIS 424 Comité de Lutte Estudiantine): 2 septembre 1968. « Al Pueblo de México Los estudiantes hemos denunciado al gobierno de corrompido, de no resolver ningún problema popular, de ser el que viola la Constitución, de ser el que desata el terror y la violencia con el pretexto de « establecer el orden ». De considerar toda crítica y toda tendencia a un cambio, como delito grave. 2- Dice ser un gobierno « revolucionario », pero se niega a aceptar cambios radicales, que son los que solucionarían los urgentes problemas populares. A 50 años de régimen « revolucionario »: ¿Como esta el campesino? ¿Como esta el obrero? ¿Hay trabajo para todos? ¿Hay justicia para los pobres? ¿Hay libertad, cuando se te impide que leas esta hoja y se encarcela a quien te la da? 3- Todos los organismos del gobierno están corrompidos. ¿Hay honradez en el PRI? ¿En la confederación nacional campesina? ¿En la CTM dirigida desde hace 30 años por el líder vendido Fidel Velásquez? ¿La cámara de diputados representa

« Dehors le clergé », « À bas la Vierge », et faire croire qu'ils « sont abonnés aux causes exotiques » en peignant ces slogans: « Vive le communisme », « Communisme, oui, christianisme, non », « Castro oui, Curés non », « Marxistes oui, religieux non »⁶⁸⁹, ou encore en distribuant aux bureaucrates des tracts qui calomnient les étudiants afin de provoquer des affrontements⁶⁹⁰. Parmi les autres méthodes répréhensibles utilisées par le PRI, cette fois pour assurer le contrôle des organisations ou se donner bonne apparence:

- « Ce n'est un secret pour personne d'où viennent les gens réunis pour donner leur « appui » au président les 1^{er} septembre. Les autorités usent, sous la menace, les systèmes connus d'*acarreados* et de co-action »⁶⁹¹.
- « Ministres, députés, sénateurs, gouverneurs, leaders *charros*, présentateurs, banquiers, entrepreneurs, généraux révolutionnaires et autres inconditionnels ont applaudi le président. Rien d'étrange: les uns en recevant les sinécures, ont acceptés tacitement entre autre chose de l'applaudir inconditionnellement, qu'importe ce qu'il dit ou fait. Les autres, comment ne pas l'applaudir s'il est le meilleur défenseur de leurs manigances! Avec qui ils se maintiennent en qualité de richards et de potentats! »⁶⁹².

al pueblo? ¿Tú escoges a tus gobernantes o te los escoge el PRI? ¿La policía te protege o te extorsiona? ¿El ejército protege al pueblo o al gobierno? ¿La prensa te informa la verdad? ».

⁶⁸⁹ (FIS 610 CNH): août 1968. « (...) el conflicto estudiantil que fue creado artificialmente por « nuestras autoridades » desde el 23 de julio pasado, agrediendo y asesinando a muchos de tus hijos, tratando de pasar inadvertidos tales acontecimientos. Sin embargo, el estudiantado ha dado una lección de cordura al gobierno, organizando pacíficamente tres manifestaciones y con ello se ha ganado la simpatía de muchos sectores populares. Sólo los lambiscones y los besamanos no están con nosotros. (...) El día 23 desde muy temprano salen del dpt del DF 50 brigadas compuestas por 10 personas cada una con orden de pintar camiones con los siguientes lemas: « Viva el comunismo! », « Muera el Cristianismo! », « Abajo el Papa! », « Comunismo si, cristianismo no », « Castro sí, Curas no », « Marxistas sí, religiosos no », « Abajo iglesias católicas », « Fuera el Clero », « Abajo la Virgen », « Muerte a los Mochos » y otros. (...) quiere hacerles creer que nosotros estamos abanderando causas « exóticas ». Hemos demostrado que lo que no queremos es que las autoridades sigan violando la Constitución, que los funcionarios no sigan enriqueciéndose a costillas del Pueblo ».

⁶⁹⁰ (FIS 625 CNH): août 1968. « Alerta ciudadano. En los últimos días, por diversos conductos y principalmente por esbirros disfrazados de estudiantes, han estado circulando volantes en los que aparentemente, firmados por el CNH, se ataca a los burócratas y a los empleados del gobierno. Esta burda maniobra la están realizando gentes enemigos del estudiantado, para tratar de enfrentar a estos con los trabajadores del Estado, que para nosotros no son burócratas, sino todos son Mexicanos y simpatizadores de nuestra lucha. Afortunadamente el pueblo de México conoce nuestros ideales y sabe, que nunca y menos en este momento, querríamos enemistarnos con estos fieles servidores del país, pues sería tanto como mermar nuestras fuerzas e ir contra nuestros ideales. (...) Ciudadano no olvides que dentro del estudiantado hay uno de tus hijos. Hoy, han hecho circular esos volantes difamatorios y disolutivos, mañana será agredido y vejado para echarnos la culpa a los estudiantes y así desvirtuar nuestro movimiento ».

⁶⁹¹ (W68 Préparatoire Populaire): 2 septembre 1968. « Al pueblo de México. Para nadie es un secreto como se reunió a la poquisima gente que fue a darle "apoyo" al presidente el día 1o. Se usaron los conocidos sistemas de acarreo y coacción: 1.- Amenaza a los burócratas con suspensiones, descuentos ilegales, etc. 2.- Amenaza a los obreros de ser despedidos si no acataban las órdenes de los líderes charros. 3.- Amenaza a los locatarios de los mercados de despojarlos de sus humildes locales ».

⁶⁹² (AH 60, 327, 91, 68): septembre 1968. « (...) Le aplauden ministros, diputados, senadores, gobernadores, líderes charros, locutores, banqueros, empresarios, generalotes revolucionarios y demás incondicionales. Nada tiene de extraño: unos, al recibir el « hueso », han aceptado tácitamente, entre otras cosas aplaudirlo incondicionalmente, no importa lo que diga o lo que haga Otros ¡cómo no van a aplaudirle, si es el mejor defensor de sus enjuagues! ¡Con lo que se mantienen en calidad de ricachones y potentados! El gobierno no recibe ni puede esperar aplausos del pueblo en semejante ocasión, porque es un gobierno que está del lado de toda esa laya. Mentira que sea un gobierno para el pueblo; esos vividores no son el pueblo. Mentira que sea un gobierno del pueblo; esos diputados, senadores y

Les demi-vérités servent à manipuler l'opinion publique. Par exemple, un parti politique non enregistré selon les termes de la Loi Électorale Fédérale ne signifie pas qu'il soit illégal, sinon qu'il ne réunit pas ce qu'il faut pour jouir de certains avantages conférés aux partis enregistrés (un certain temps d'antenne gratuit par exemple). Or, comme des étudiants des sciences politiques le font remarquer, le discours officiel tente de faire croire que le PCM est un parti plus ou moins légal:

« Ceux qui sont animés par une conduite antidémocratique et qui agissent sans égard à la loi, croient qu'être communiste est une présomption de délinquance politique, comme le font croire non seulement les journaux et les journalistes irresponsables, mais aussi les fonctionnaires qui ont le devoir d'employer avec la plus grande précision possible les termes juridiques et politiques »⁶⁹³.

Le gouvernement se maintient au pouvoir en écrasant « toute tendance démocratique, de la Basse Californie jusqu'au Yucatan » et n'hésite pas à décapiter sa tendance démocratique (Madrazo) pour assurer sa permanence. Il exerce un contrôle tentaculaire interne et externe, de l'opposition, des médias et des syndicats. Lorsque la résistance s'affiche, la répression suit⁶⁹⁴.

« Nous dénonçons le fait que les étudiants mexicains en général sommes bâillonnés, pour être l'unique force capable de comprendre la crise que vit notre pays et pour être ceux qui participent activement pour que cessent les agressions

gobernadores son impuestos valiéndose de artimañas viles. Si somos estudiantes los que denunciamos esta situación, y no por eso estamos al servicio de « intereses extraños » como ladinamente se quiere hacer creer. Nos ofende la injusticia, la ejerzan o no sobre nosotros. Nos ofende la mentira, no importa contra quien se profiera. Protestamos contra los gobernantes ineptos, ellos sí, traidores a la patria, porque defienden al poderoso y explotador, y persiguen a los auténticos trabajadores y estudiantes. ¡Libertad a los presos políticos, a los que denuncian las leyes y abusos de gobernantes y autoridades ».

⁶⁹³ (AH 60, 327, 91 *La Gaceta*): 18 septembre 1968. « (...) Para atenuar o justificar esa violencia ante la opinión pública, varias autoridades hablaron de una conjura y, aunque otras hayan desmentido que tal cosa ocurriera, se encarceló a multitud de personas y se manejó dolosamente términos como el de « asociación delictuosa » y el de « comunista ». El hecho de que un partido político no esté registrado en los términos de la Ley Electoral Federal no significa que sea ilegal, sino que no reúne los requisitos para disfrutar de ciertas ventajas que se confieren a los partidos registrados. Quienes tienen un ánimo y una conducta antidemocrática y actúan sin consideración a la ley, piensan que el ser comunista es presunción de delincuencia política, tal y como se permite hacerlo no sólo periódicos y periodistas irresponsables, sino funcionarios que tienen el deber de emplear con la mayor precisión los términos jurídicos y políticos ».

⁶⁹⁴ (FIS 19 Architecture): septembre 1968. « Los últimos acontecimientos han traído una serie de consecuencias que han provocado que el estudiantado de nuestra escuela haya reaccionado activamente. (...) Las personas que actualmente detentan el poder, el Gobierno, han tratado de mantener el poder, el control, a cualquier precio, y han recurrido a enfrentamientos directos, violentos y militares con cualquier tendencia democrática desde Baja California hasta Yucatán. El control militar, el control de la prensa, la radio y todos los medios de comunicación; el descabezamiento de la tendencia democratizante del partido oficial (Madrazo) al principio del actual régimen; el encarcelamiento de una serie de líderes obreros y campesinos; charrismo sindical a todos los niveles; las sangrientas represiones de los movimientos campesinos y obreros (1959), etc., son parte de un mismo propósito ».

d'un gouvernement dictatorial et anti-démocratique qui ne permet que les réunions publiques qui l'acclament et le louangent tandis que sont réprimés de toutes les façons possibles tous ceux qui dénoncent ses actions arbitraires »⁶⁹⁵.

Les autorités politiques et militaires n'ayant cessé d'accuser les communistes d'être à l'origine d'un complot quelconque, il n'est guère étonnant qu'il soit venu à l'esprit de plusieurs que, pour avoir la « paix olympique », le gouvernement ait pu provoquer les événements ou encore laisser délibérément envenimer les choses pour justifier une chasse aux sorcières visant à éliminer (par arrestation) les éléments potentiellement perturbateurs durant la tenue des jeux⁶⁹⁶.

Slogans: le régime priiste, le gouvernement de GDO

« Évitions que notre pays aille encore plus à droite! Répudions toute intervention de type militaire! Dehors les gorilles! Dehors la botte militaire! Dehors les dictatures! », « Pour la députréfaction de la machine sociale plutocrate et décadente! », « Nous voulons un système non corrompu et qui respecte les droits humains les plus fondamentaux. Ne permets pas que l'on continue à t'humilier. Proteste avec nous! », « Que le dialogue soit fait avec le peuple », « Oui, je demande du pain communiste, oui je demande du fromage terroriste et oui j'accepte l'os patriotique priiste », « Le gouvernement est là pour répondre aux demandes et aux besoins populaires, pas pour lancer des menaces! », « Les « Monsieur le président nous te supplions » sont terminés. Il ne reste que le chemin de la lutte! », « Pour un État de justice sociale! », « À bas le mauvais gouvernement! », « Les étudiants sont le peuple, le gouvernement est l'ennemi du peuple! », « Vive les groupes d'opposition syndicale! Hors des usines les *charros* vendus! ».

Dictature, plutocratie, régime militaire, corruption, oppression, décadence. Le gouvernement est l'ennemi du peuple. La déférence envers le président apparaît outrancière, ne

⁶⁹⁵ (FIS 436 Comité de Lutte de l'UNAM): 27 juillet 1968. « (...) denunciamos que los estudiantes mexicanos en general están acallados, por ser la única fuerza capaz de entender la crisis de nuestro país y por ser quienes participan activamente con el fin de acabar con las agresiones de un gobierno dictatorial y antidemocrático que solo permite reuniones públicas en las que se le alaba y que por el contrario reprime en todas las formas posibles a todos aquellos que denuncian sus arbitrariedades ».

⁶⁹⁶ *ibid.* « Por tanto, el ataque a la autonomía universitaria se vio reforzado con todos estos antecedentes, a los cuales sumamos la « necesidad del Estado de garantizarse una Olimpiada tranquila mediante la encarcelación de los líderes revolucionarios; la ofensiva de la represión preparada por el Estado, y la reacción defensiva de los jóvenes y estudiantes, permite « justificar » a las autoridades la « caza de brujas » que se ha desatado contra los dirigentes revolucionarios. El PCM, y curiosamente los jóvenes y jóvenes militantes, ha resultado la víctima directa, a pesar de que su participación en los acontecimientos fue mínima. También es curioso que la primera víctima sea la única organización existente, y que el Comité Ejecutivo de la Facultad de Ciencias Políticas y Sociales dedicara su primer documento de huelga a denunciar al PC ».

reste que la lutte pour défaire un gouvernement qui offre un « os patriotique » pour se maintenir au pouvoir et qui menace la population au lieu de s'occuper de ses besoins.

b) 1999-2000

Les autorités universitaires

Les étudiants reprochent au recteur Francisco Barnés de Castro sa façon de procéder, son manque de transparence. Pour eux, il ne fait aucun doute qu'il agit de concert avec le gouvernement fédéral. On le qualifie volontiers de « gangster de troisième ordre »⁶⁹⁷, de « tyran », de « traître, qui se met au service du pouvoir national et international », d'« exécuter servile des organismes financiers internationaux »⁶⁹⁸, de « despote violent », les étudiants se disant victimes « d'intimidation, de menaces et d'agressions physiques »⁶⁹⁹, et on l'accuse de vouloir faire de l'UNAM « une université élitiste au service des intérêts du grand capital national et étranger »⁷⁰⁰.

- « L'autoritarisme de Barnés induit à l'obéissance de milliers de fonctionnaires de confiance, imposant ses décisions au moyen de toutes sortes de pressions à l'endroit des étudiants et des travailleurs académiques et administratifs, incluant des sanctions aux professeurs et aux étudiants qui ne s'inscrivent pas ou qui ne se rendent pas aux cours extra-muros et qui ne se présentent pas aux examens, dont la valeur académique est nulle et dont le but est uniquement de servir de mécanisme de pression contre le mouvement étudiant »⁷⁰¹.

⁶⁹⁷ (W99 Philosophie et Lettres CGH): 20 octobre 1999. « En sus actos *masivos*, para mostrar el respaldo que pudiera tener, convocados con desplegados en todos los diarios de circulación nacional, con spots de radio cada 5 minutos, con spots en televisión y en prácticamente todos los noticieros, Barnés no ha hecho más que el ridículo ».

⁶⁹⁸ *ibid.* « ...las autoridades han venido imponiendo una política mediante la cual la Universidad se orienta hacia la satisfacción de los intereses de quienes detentan el poder en nuestro país y en el mundo ».

⁶⁹⁹ Les gardes de sécurité de l'UNAM qui accompagnaient des directeurs auraient tenté de briser la grève qui eut lieu le 12 mars 1999, en protestation au RGP proposé par Barnés.

⁷⁰⁰ (JEPC Mémoire de la 11^{ème} Convention CGH): janvier 2000, p. 3. « ...están desarrollando un proyecto elitista y privatizador de la Universidad, el cual está estructurado desde los grandes organismos financieros internacionales y ha sido acatado fielmente por el Estado mexicano e instrumentado por las autoridades universitarias; en resumen, un proyecto de Universidad excluyente de la clase trabajadora y al servicio de los intereses del gran capital nacional y extranjero ».

⁷⁰¹ *Brigadistas*, no 17 (22 novembre 1999). « Se acerca el desenlace. (...) La renuncia de Barnés ¡Cayó el tirano! ¡Grande ha la rebelión estudiantil que hizo que por fin cayera el que parecía inamovible rector, déspota y prepotente, confiado en el incondicional respaldo con que contaba por parte de dos de los personajes más poderosos de nuestro país (el presidente en turno y el señalado como su sucesor)! ¡Grande es el golpe que están recibiendo las políticas decididas por los organismos financieros internacionales para la Universidad más importante de América Latina! ¡Perdieron a su más servil ejecutor! ¡Más grande aún ha sido el golpe recibido por los grupos de poder de la Universidad, verdaderas mafias que colocan a su antojo directores, rectores, secretarios, consejeros universitarios, miembros de la Junta de Gobierno y del Patronato ¡Universitarios! ¡Lloraron! ¡Es una vergüenza! ¡Es uno de los momentos más indignos a que se ha sometido a nuestra Universidad!, gritaban encolerizados en su reunión de la UDUAL (ver Excelsior, 16 Nov 99). ¡Es un crimen de Estado cometido por el gobierno federal contra la institución!,

- « pratiquement toutes les sessions (du Conseil Universitaire), à tout moment il fallait faire pression sur les étudiants. (...) Il était naturel que les étudiants soient fatigués. Il y a ici (au Mexique) une forte culture pour ce genre d'attitude »⁷⁰².
- « (si le RGP) avait été appliqué à partir d'un consensus universitaire, de la consultation réelle des universitaires, je vous assure que nous ne serions pas en grève. Ce qui a provoqué le malaise fut l'imposition, les façons employées pour qu'on décide son application »⁷⁰³.
- « (les communiqués dans les médias) sont une interminable série de mensonges (...) pour faire accepter la résolution du recteur » et faire passer, face à l'opinion publique, « les agresseurs pour les agressés (...) en les accusant de violer les lois fédérales » (alors que les étudiants) se portent à la défense de l'université publique la plus importante du pays »⁷⁰⁴.

La commission de propagande de l'Assemblée générale de la Faculté des sciences accuse le rectorat de faire publier dans les journaux de la capitale de faux résultats de la consultation organisée au mois d'avril. Selon le rectorat, le nombre d'étudiants de la Faculté de comptabilité qui aurait voté contre la grève serait de 15 325. Or, notent les étudiants, compte tenu du fait que cette Faculté compte environ 17 000 étudiants, il est étrange qu'il puisse y avoir eu autant de participants si on sait qu'à la Faculté de droit, seul le quart de ses membres a voté et que ceux qui ont exprimé leur refus de débrayer ne représentaient que 3,6 % des votes (941 sur 3 469)⁷⁰⁵.

gritaban allí mismo refiriéndose a negativa gubernamental a aplicar la ley a los insurrectos para hacerles entender quiénes quien manda en sus feudos, en su reino que es la Universidad Nacional ».

⁷⁰² Hortensia Moreno et Carlos Amador, *UNAM. La huelga del fin del mundo*, op. cit., p. 29 (Rafael Pérez Pascual).

⁷⁰³ *ibid.* (Azucena Cisneros Coss).

⁷⁰⁴ (W99 Philosophie et Lettres CGH): 15 mars 1999. (Assemblée du 12 mars 1999) « Fueron las autoridades universitarias las que generaron un clima de intimidación y vigilancia policiaca durante el paro, lleno de amenazas y agresiones físicas. Fueron los directores y funcionarios de cada escuela que respondieron sumisamente, sin ninguna vergüenza, sin ninguna dignidad, respondieron al llamado de Barnés de romper el paro. Ese es el mensaje del rector en su desplegado del miércoles 10, así lo entendieron sus funcionarillos y actuaron en consecuencia. (...) Por si todo lo anterior fuera poco, ahora el rector, cual vil gangster, trata de imponerse por la fuerza, a puerta cerrada, pertrechado y resguardado por sus guaruras. Después de la serie interminable de mentiras de las autoridades para sacar su resolución sobre las cuotas a todo vapor; de su negativa a discusión alguna; de las « encuestas » carentes de todo sentido moral. De la costosísima campaña de calumnias y propaganda a favor de su propuesta. Del clima de enfrentamiento que ha querido provocar; de todas las provocaciones contra nuestro paro. Ahora, viene el intento, por un lado, de presentar ante la opinión pública como agresores a los agredidos, como violadores de las leyes federales a quienes actúan con consecuencia en la defensa de la universidad pública más importante del país ante la ofensiva en su contra; y, por otro lado, importándoles nada las miles de voces reales que se han manifestado en su contra, importándoles nada la polarización que ha generado su "propuesta", pretenden consumir su imposición ».

⁷⁰⁵ (JEPC Commission de Propagande de l'Assemblée Générale des Sciences): 19 avril 1999. « Ahora han estado publicando, en plana entera de todos los periódicos, datos de *supuestos* « votantes contra la huelga » de diversas escuelas. ¡Qué niveles de manipulación de los números, de fraude en la información! Dicen por ejemplo, que en la Facultad de Contaduría hubo 15 325 votos contra la huelga. ¿Será creíble este índice de participación en una votación (son alrededor de 17 mil estudiantes, con todo y posgrado y sistema de universidad abierta), y además a favor de una propuesta específica, cuando en una facultad como la de Derecho, por ejemplo, en un referéndum organizado por la dirección sólo participaron 3 469 votantes (de un padrón de cerca de 13 000) y de ellos 941

Non sans rappeler les hypothèses qui circulaient en 1968 et qui voulaient qu'une stratégie du laisser-aller pour mieux réprimer la contestation, les étudiants croient que la création de classes extra-muros, la répression policière, les innombrables communiqués à la presse et les plaintes en justice portées contre eux par les autorités universitaires, font partie d'une stratégie ayant pour but de mettre « au premier plan les actions spectaculaires (afin d') ouvrir des fronts de lutte (...) et de créer un scandale gigantesque, une pagaille phénoménale »⁷⁰⁶ qui légitimera l'usage de la force. Affirmer que l'UNAM pourrait fermer définitivement, est une tactique du recteur pour faire peur aux parents afin qu'ils fassent pression sur leurs enfants et qu'ils les amènent à cesser leur grève.

- « Jusqu'où ira le gouvernement pour que des étudiants se tournent (contre les grévistes) et fassent pression contre la grève? »⁷⁰⁷.
- « À la prison, les dizaines de milliers d'étudiants! À la prison, les professeurs et étudiants des mouvements de 1968, de 1971, de 1977, de 1986-1987, de 1992 et de 1997, pour ne mentionner que quelques exemples. (...) Elles (les autorités universitaires) n'ont pas la capacité pour penser d'autres façons de résoudre les choses »⁷⁰⁸.
- « Le rectorat s'agrippe à ce scénario, organisé par lui-même pour faire des menaces, déclarant qu'il n'hésitera pas à « prendre les décisions nécessaires pour que se réimplante la légalité qui a été violée depuis 124 jours », alors que le même monsieur Barnés est le seul qui a violé les pratiques universitaires au moyen d'attroupements et d'agressions contre les universitaires, depuis la session illégale du CU le 15 mars, la fraude académique des classes extra-muros, la dilapidation des budgets universitaires dans sa campagne de diffamation et de mensonges, les agressions de ses troupes de choc et de *porros* (...) »⁷⁰⁹.

votaron a favor de la huelga? ¿Qué validez tiene la « pantalla » que dan, de que los números de Contaduría fueron « verificados ante notario público »? ¿Qué puede « verificar » un notario público al que se le llevan unas listas de firmas? ¿Habrà podido hacer el notario en unas horas un análisis caligráfico de 15 mil firmas para garantizar que cientos de ellas no provenían de una misma mano? Resulta ridículo ».

⁷⁰⁶*ibid.* « Es parte de una concepción sobre las acciones a realizar que pone en primer plano las acciones espectaculares y que llevan a abrir frentes de lucha con quienes no nos interesa enfrentarnos, en forma totalmente gratuita. La supuesta contundencia de esas acciones está en armar un escándalo mayúsculo, un desmadre fenomenal. Pero la fuerza de una acción no se puede medir solamente por qué tan airados responden nuestros enemigos, sino también por cómo ¿Acciones contundentes o errores contundentes? ».

⁷⁰⁷ (JEPC CGH): août 1999. « Ahora trata de sembrar el miedo y la confusión entre las familias, diciendo que si no levantamos la huelga podría cerrar la Universidad. ¡A lo que está dispuesto a llegar el gobierno para provocar que algunos estudiantes se volteen contra la huelga y acudan presurosos a levantarla! ¡No ha podido corrompernos y ya no sabe qué hacer para doblarnos! ».

⁷⁰⁸ (W99 Philosophie et Lettres, Assemblée Universitaire): 12 mars 1999. « ¡A la cárcel decenas de miles de estudiantes! ¡A la cárcel, los profesores y estudiantes participantes en el movimiento del '68, del '71, del '77, del '86-'87, del '92 y el '97! por sólo mencionar algunos ejemplos. Quizás acaben siendo millones quienes debieran ir a la cárcel según los déspotas que dirigen la universidad. No tienen capacidad para pensar en otra forma de solucionar las cosas ».

⁷⁰⁹ (W99 Chimie CGH-UNAM): 24 août 1999. « El CGH deplora profundamente los hechos ocurridos el día de ayer y manifiesta su repudio al ambiente de confrontación y violencia que las autoridades universitarias y el gobierno federal pretenden crear entre los universitarios. Exigimos a las autoridades universitarias que cesen esta campaña, y los hacemos directamente responsables por cualquier agresión que pueda sufrir cualquier universitario en este tipo de

Après la démission de Barnés, son remplaçant, Juan Ramón De la Fuente, « auréolé de bonne volonté », a une stratégie « destinée à mieux tromper »⁷¹⁰:

- « ... le nouveau recteur arrive avec une auréole de conciliateur, de négociateur, ouvert au dialogue, promouvant avec insistance depuis son bureau de presse du gouvernement fédéral, comme partie de cette nouvelle stratégie pour vaincre le mouvement. Nous devons donc, rapidement, comprendre en quoi consiste la stratégie du gouvernement fédéral actuel contre la grève (sic), qui est précisément mise en pratique par le nouveau recteur, et sur cette base, adapter notre propre tactique à la nouvelle situation, naturellement, inscrite dans la même stratégie que nous avons soutenue jusqu'à aujourd'hui, qui consiste à gagner les six points de revendication. Disons, pour donner une image, que durant sept mois nous avons été attaqués systématiquement de la même manière, et que nous y avons fait face avec succès aussi systématiquement en suivant la même une ligne de résistance, jusqu'à ce que nous vainquions l'ennemi. Mais maintenant celui-ci bat en retraite et pratique de nouvelles formes de combat (et non d'autre chose), face auxquelles nous devons savoir répondre en introduisant nous aussi de nouvelles formes pour y faire front. Sept mois sont beaucoup de temps, et les possibilités sont grandes que l'inertie gagne notre façon d'affronter l'ennemi, ce qui peut nous amener à perdre une bonne part des forces que nous avons accumulées jusqu'ici avec beaucoup d'efforts. Nous devons réagir rapidement à la nouvelle situation, avant qu'il ne soit trop tard »⁷¹¹.
- « De la Fuente est un lâche et un hypocrite. Juan Ramón De la Fuente, imposé par Zedillo pour détruire le mouvement étudiant, a abandonné hier la voie par laquelle il prétendait leurrer les universitaires et la population et maintenant, sans son masque de négociateur, de conciliateur, de raisonnable, il montre sa vraie inclination, « celle du lâche répresseur. (...) L'hypocrisie de De la Fuente et de ses fonctionnaires n'a pas de limites, comme lorsqu'il daigne déclarer: « j'ai fait des appels répétés pour qu'on reste prudent, pour ne pas tomber dans des provocations et pour éviter à tout prix la violence » ! alors que tous l'ont entendu lundi le 24 convoquer la communauté universitaire (...) à rompre la grève (...) quant ce fut lui qui (...) a organisé de façon mensongère

actos montados. Llamamos a que las voces externas a la universidad que se han manifestado en favor de la violencia y descalificación de los estudiantes universitarios que participan en la Huelga, se abstengan de azuzar a la gente, y se pronuncien en contra de la represión y la solución real del conflicto. (...) La rectoría se agarra de este montaje, instrumentado por ella misma, para amenazar declarando que no dudará en "tomar las decisiones que sean necesarias para que se restituya la legalidad que desde hace 124 días ha sido violentada", cuando ha sido el mismo señor Barnés el único que ha violentado las cosas en la universidad, con toda clase de atropellos y agresiones en contra de los universitarios, desde la ilegal sesión del Consejo Universitario el 15 de marzo pasado, el fraude académico de las extramuros, la dilapidación de los recursos universitarios en su campaña de difamación y mentiras, las agresiones de sus grupos de choque y de porros contra nuestros compañeros, hasta estos últimos actos de provocación enviando a sus porros disfrazados de estudiantes que quieren clases ».

⁷¹⁰ *ibid.*

⁷¹¹ (W99 *Los Brigadistas* no 18): 4 décembre 1999. « La entrada del rector que nombró Zedillo de su propio gabinete para garantizar que se lleve efectivamente a la práctica su estrategia para enfrentar la huelga en la UNAM, introdujo una serie de cambios en la forma de hacer política de parte de la rectoría, que nos obliga a emprender nosotros también otras iniciativas y formas de lucha para poder hacerle frente adecuadamente. (...) Pero el nuevo rector entra con una aureola de conciliador, negociador, abierto al diálogo, promovida insistentemente desde las oficinas de prensa del gobierno federal, como parte de esa nueva estrategia para vencer al movimiento. Debemos entonces, rápidamente, comprender en qué consiste la estrategia actual del gobierno federal contra la huelga, que es precisamente lo que está poniendo en práctica el nuevo rector; y sobre esa base, adecuar nuestra propia táctica a la nueva situación, naturalmente, enmarcándola dentro de la misma estrategia que hemos sostenido hasta ahora, que consiste en lograr, en la huelga, la solución de los seis puntos de nuestro pliego petitorio. Digamos, por poner una imagen, que durante siete meses fuimos atacados sistemáticamente de una misma forma, y le hicimos frente exitosamente sosteniendo también sistemáticamente una misma línea de resistencia, hasta que vencimos al enemigo. Pero ahora éste retrocede y pone en práctica nuevas formas de combatirnos (no de otra cosa), ante las cuales nosotros debemos saber responder introduciendo también nuevas formas de hacerle frente. Siete meses son mucho tiempo, y son amplias las posibilidades de que entremos en una inercia en nuestra forma de enfrentar al enemigo, lo cual puede llevarnos a perder una buena parte de la fuerza que hemos acumulado hasta ahora con un enorme esfuerzo. De modo que debemos reaccionar rápidamente a la nueva situación, antes de que sea demasiado tarde ».

le plébiscite pour satisfaire à la condition posée par Zedillo pour exercer la répression contre le CGH. Quelle classe cynique est-ce, qui le jour précédant la prise violente de la préparatoire 3, dit accepter le recommencement du dialogue? »⁷¹².

- « Ils préparent le terrain pour créer une provocation, un véritable acte de violence pour rendre coupable le CGH, nous le mettre sur le dos, nous avons eu vent des préparatifs détaillés de cette nouvelle manœuvre, nous les écoutons faire des déclarations alarmantes à l'effet que « quelque chose de plus grave peut arriver », nous les entendons parler de morts de blessés, de menaces de mort à l'égard des chercheurs »⁷¹³.
- « Les voix patriarcales veulent qu'on emploie la force contre nous; les recteurs et les chambres de commerce s'unissent à ces voix ; jusqu'au haut clergé qui nous menace et appelle à l'agression contre le mouvement. Les autorités universitaires, le gouvernement et les sommets du pouvoir de différents secteurs ne cessent leurs lourdes attaques contre les étudiants, gaspillant le budget universitaire. Menaces, agressions physiques, calomnies, hostilité, guerre psychologique, les récentes coupures de l'électricité et d'eau dans trois préparatoires et deux CCH, etc. (...) Toute cette force levée contre nous démontre qu'il existe, en plus des réformes imposées, le même projet néolibéral qui à plus d'un titre a si fait mal à notre pays »⁷¹⁴.

La stratégie de De la Fuente viserait à obtenir au moyen d'un plébiscite un avis « démocratique, systématique, quantifiable et accréditée par la majorité universitaire en faveur du retour en classe », c'est-à-dire de rencontrer les conditions pour une intervention du gouvernement telles que les exposait le président Ernesto Zedillo le 1^{er} septembre 1999⁷¹⁵.

⁷¹² (W00 Chimie CGH): 2 février 2000 (Bulletin de Presse). « I. De la Fuente es un cobarde y un hipócrita. Juan Ramón De la Fuente, el impuesto por Zedillo para derrotar la huelga estudiantil, se quitó ayer la careta con que pretendió engañar a los universitarios y a la población y ya sin su máscara de negociador, de conciliador, de razonable, mostró el descarnado rostro que le es propio, « el del cobarde represor ». La hipocresía de De la Fuente y sus funcionarios no tiene límites, ¡como se atreve a declarar « hice reiterados llamados a mantener la prudencia, a no caer en provocaciones y a evitar a toda costa la violencia »! cuando todos lo escuchamos el lunes 24 convocando a la comunidad universitaria a buscar los mecanismos para reiniciar a partir de ese momento las actividades en la Universidad, es decir a romper la huelga, ¡con que cara viene ahora a decir que « fue un día de profunda tristeza para los universitarios por la violencia que imperó »! cuando fue él quien montó la provocación, cuando fue él quien con la ayuda de todo el aparato de Estado y la complicidad de perredistas que ahora se dan « golpes de pecho » organizó con mentiras el plebiscito para satisfacer el requisito que puso Zedillo para ejercer la represión contra el CGH. ¿Qué clase de cínico es éste, que un día antes de su toma violenta de Prepa 3, dice aceptar el reinicio del diálogo? »

⁷¹³ (W00 Philosophie et Lettres CGH): 25 avril 2000. « Las autoridades universitarias han impulsado una campaña por todos los medios a su alcance, incluidos los medios masivos de comunicación, acusando al CGH de ser un grupo violento, etiquetando cada una de las acciones de lucha que emprende, como actos violentos, machacando todos los días, a toda hora con esta mentira en un intento por hacérselas creer a los universitarios y a la población. Están preparando el terreno para montar una provocación, un verdadero acto de violencia del cual culpar al CGH, nos damos cuenta de esto, los estamos viendo preparar los detalles de esta nueva maniobra, los escuchamos hacer declaraciones alarmantes de que ¿algo más grave puede ocurrir?, los oímos hablar de muertos y lisiados, de amenazas de muerte a investigadores. Denunciamos ante la comunidad universitaria y ante el pueblo de México, alertamos a todos, estén pendientes, las autoridades universitarias están preparando un nuevo golpe contra el movimiento estudiantil, las hacemos responsables por cualquier acto de violencia contra miembros de la comunidad universitaria. Hacemos un llamado a los universitarios a tomar con toda seriedad nuestra denuncia, en otras ocasiones hemos alertado con tiempo sobre las intenciones de las autoridades y los acontecimientos nos han dado la razón ».

⁷¹⁴ (JEPC CGH): mai 1999.

⁷¹⁵ *ibid.* « ¿En qué consiste el plan Zedillo y De la Fuente para vencer al CGH y las Asambleas? Podríamos resumir la respuesta a esta pregunta en una sola idea: En seguir el lineamiento ordenado por Zedillo a Barnés el 31 de agosto, cuando éste fue a solicitarle que empleara la fuerza del Estado para imponer el levantamiento de la huelga.

«(...) maintenant ils préparent une nouvelle manœuvre: soumettre sa proposition (du recteur De la Fuente) à un plébiscite, comme si l'opinion de la communauté universitaire les intéresserait alors qu'en réalité ils ne cherchent qu'à nous isoler de nos camarades universitaires et justifier une issue répressive au conflit. De la Fuente prétend utiliser la préoccupation des universitaires pour imposer une fois de plus la volonté du gouvernement fédéral à l'UNAM »⁷¹⁶.

Un tract de l'Assemblée universitaire académique (qui regroupe des enseignants, des assistants et des chercheurs en sciences) dénonce le fait que le rectorat « opte pour la confrontation » en organisant un « plébiscite unilatéral du style barnésien » et qualifie le scrutin de « simulacre », qui se fera avec les méthodes priistes, c'est-à-dire avec des *acarreados*. L'AUA accuse même De la Fuente de faire du « terrorisme verbal pour que les parents obligent leurs enfants à voter en faveur de sa proposition... »⁷¹⁷.

Les autorités universitaires sont accusées de provoquer la violence au moyen des réformes « qui expulsent de ce centre d'étude deux étudiants sur trois », en maintenant un appareil de contrôle afin d'espionner les universitaires, « remplissant ses archives policières avec des noms et les idées exprimées par les étudiants, les professeurs et les travailleurs », en tolérant l'existence

Toda medida adicional del Estado para la solución del conflicto (le decía Zedillo a Barnés en aquella ocasión, refiriéndose al empleo de la represión contra los huelguistas), ha de tener como sustento la voluntad democrática de los universitarios... Debe existir la expresión democrática, sistemática, cuantificable, debidamente acreditada de la mayoría universitaria a favor del retorno a clases. En otras palabras: para poder reprimir a los huelguistas, la rectoría debía dotarse de una amplia base social a favor de una propuesta alternativa al planteamiento del CGH, que respaldara el levantamiento de la huelga con esa propuesta. El encargado de cumplir esta tarea en aquél momento era el propio Barnés. Pero todos los intentos que hizo para levantar una fuerza de apoyo relevante fueron vanos, desde sus mítines en CU, el Palacio de la Inquisición y el Auditorio Nacional, que contaron con una asistencia fundamentalmente de empleados de confianza; hasta sus marchas para retomar la ciudad universitaria, en las que participaron tan sólo algunas decenas de estudiantes ».

⁷¹⁶ (W00 Chimie CGH): 6 janvier 2000. « (...) ahora preparan una nueva maniobra: someter su propuesta a un plebiscito, como si les interesara la opinión de la comunidad universitaria cuando en realidad sólo buscan aislarnos de nuestros compañeros universitarios y justificar una salida represiva al conflicto. De la Fuente pretende utilizar la preocupación de los universitarios para imponer una vez más la voluntad del Gobierno Federal en la UNAM ».

⁷¹⁷ (JEPC Assemblée des Étudiants Universitaires): 12 janvier 2000. « Cuando parecía abrirse la posibilidad de una solución satisfactoria de la huelga, el nuevo rector ha retomado la línea de Barnés al romper los primeros acuerdos logrados por el CGH el 10 de diciembre y optar por la confrontación. En lugar de una solución que surja del diálogo, hoy hace que el Consejo Universitario tome una decisión unilateral (al estilo barnésiano) y llama a un plebiscito también unilateral. Amenazando con la represión pretende imponer su « propuesta institucional », la cual (después de un simulacro de « consulta ») no es más que es la ya pactada hace meses entre Zedillo y un grupo minoritario de universitarios. (...) El plebiscito « democrático » ya está en marcha: telefonazos a profesores y trabajadores para presionarlos a participar en él, convocatorias a estudiantes con varios pretextos para adoctrinarlos respecto al plebiscito, terrorismo verbal para que los padres obliguen a sus hijos a votar por la propuesta del rector, etc. El día 20 veremos los mismos métodos priistas que se dieron en el recuento Stunam-Apaunam hace dos décadas: el acarreo de profesores por sus coordinadores de área, el de empleados de confianza por los secretarios administrativos, el de médicos de los hospitales por sus directores, etc., etc. (La diferencia está en que algunos de los que entonces protestaron contra esos métodos hoy los aplaudirán como el gran « ejercicio democrático »).

de groupes tels que Cobra, en utilisant des *porros* pour commettre des délits et agresser les étudiants, en incarcérant des centaines d'entre eux⁷¹⁸.

La campagne électorale expliquerait que, afin de ne pas nuire au PRI, De la Fuente défende le caractère public de l'UNAM. Ainsi, il positionnerait le parti du côté de la population contre le PAN et Vicente Fox⁷¹⁹.

« Le rectorat de l'UNAM et le gouvernement ont déployé une impressionnante campagne contre le CGH à partir de ce qui est arrivé au petit matin du 6 février à la Faculté des Sciences Politiques. Ils exagèrent de façon scandaleuse ces événements, cherchant à minimiser –lorsqu'il ne le nie pas- l'énorme réponse du mouvement étudiant à l'appel du CGH à réaliser une grève et une marche qui, selon lui, a réuni près de 60 000 personnes, dont la moitié venant d'organisations sociales telles que le Front Populaire Francisco Villa (...), que les 33 (individus) étaient indemnes et qu'ils avaient pu retourner chez eux en dedans de deux heures », ce qui n'était rien à côté de la violence faite aux étudiants et aux professeurs incarcérés pendant quatre mois. (...) L'ensemble des forces vives de la droite du pays, incluant la droite universitaire ainsi que les groupes de chercheurs et de professeurs à temps complet qui ont profité de la politique néolibérale imposée par le gouvernement, qui réclament une « punition exemplaire » pour les coupables. Ce sont les mêmes qui ont planifié, organisé et endossé la répression du mouvement étudiant, rompant la grève avec les militaires (sic) et incarcérant des étudiants et des professeurs pendant quatre mois »⁷²⁰.

⁷¹⁸ (W00 Philosophie et Lettres CGH): 25 avril 2000. « Quien ejerce la violencia en esta Universidad, la mayor violencia imaginable, son las autoridades universitarias. Violencia es haber impuesto y mantener en pie, unas reformas que expulsan de esta casa de estudios a 2 de cada 3 estudiantes, fundamentalmente a los estudiantes de menores recursos económicos. Violencia es mantener en una Universidad, un aparato de control, que espía toda reunión entre universitarios, llenando sus archivos policíacos con los nombres y las ideas expresadas por estudiantes, profesores y trabajadores y que como hemos visto a lo largo de este conflicto, van a parar a los expedientes de los cuerpos de seguridad nacional. Violencia es llenar la Universidad con grupos de golpeadores y porros para agredir a los universitarios. Violencia es que tan sólo un puñado de personas, organizados en grupos de poder que se reparten los puestos de gobierno, manejen a su antojo la Universidad, a espaldas y en contra de los cientos de miles de universitarios. Violencia es atentar contra la formación de los estudiantes, montando un fraude académico de enormes proporciones. Violencia es lanzar a la policía militar contra los estudiantes de esta Universidad. Violencia es mandar encarcelar universitarios y mantenerlos como rehenes para someter a los que se oponen a sus designios. Violencia es convocar al CGH a la mesa de diálogo, al mismo tiempo que circulaban entre los investigadores la carta de la ignominia, para justificar la presencia permanente de la policía en la UNAM. Violencia es retirarse indignados de la mesa de diálogo, aduciendo que el CGH tiene un doble discurso porque al tiempo que dialoga bloquea la sesión del Consejo Universitario, cuando dicha sesión era para avalar la nueva violación a la autonomía con la entrada de la PFP. Las autoridades universitarias se dan el lujo de ejercer permanentemente toda la violencia que pueden contra el movimiento estudiantil, pero eso sí, le exigen al CGH que no emprenda ninguna acción que los presione, que detenga su lucha, bajo el argumento de que son « violentas », etiqueta que las propias autoridades le han puesto y se han encargado de difundir ».

⁷¹⁹ (W00 Chimie CGH): 13 octobre 2000. « A Juan Ramón de la Fuente le decimos: a nadie engañas más que a Rodríguez Araujo, Rosaura Ruiz y Martínez della Rocca. Tu falsa defensa de la autonomía y del carácter público de la UNAM, no confunde a nadie más. Después de haber metido a la PFP y mandarnos a la cárcel por cuatro meses, piensas que puedes ganar credibilidad cambiando de disfraz: ayer represor y hoy defensor de la universidad pública. Todo con tal de no quedarte sólo y, ponerte al frente del descontento que, sin duda, la política de Fox provocará en todo el sector educativo y a nivel nacional. Oportunista, eso eres De la Fuente, quieres reposicionar a tu partido, al PRI, y para eso quieres montarte en el descontento contra Fox, para negociar con fuerza ante el foxismo, y al mismo tiempo, controlar ese descontento para que no te alcance ».

⁷²⁰ (W01 CGH): 7 février 2001.

le gouvernement et le système politique

Le PRI est critiqué pour ses politiques néolibérales, sa corruption et sa culture politique en général. On le dit « dirigé et infesté d'assassins et de corrompus », ne représentant que la grande bourgeoisie. Il agit comme il l'a toujours fait, en ignorant tout mouvement social ou étudiant⁷²¹, faisant croire que ces derniers sont manipulés de l'extérieur:

« Les arguments utilisés en 1994 face au soulèvement armé des autochtones du Chiapas sont les mêmes qu'ils invoquent aujourd'hui pour le mouvement étudiant, disant que le mouvement est manipulé, que ses leaders sont « externes », que nous sommes une minorité. Ils cherchent à disqualifier le mouvement et nient aujourd'hui comme hier, que le peuple, que les indigènes et les étudiants avons la capacité de penser, de nous organiser, de protester et d'avoir nos propres leaders naturels »⁷²².

Le gouvernement d'Ernesto Zedillo est le vrai responsable du projet de réforme. Mais c'est surtout son ministre de l'Intérieur et successeur à la candidature présidentielle Francisco Labastida qui est attaqué, comme le montrent certains des extraits ci-dessous. Les politiciens sont accusés d'hypocrisie et de feindre de vouloir dialoguer avec les contestataires.

⁷²¹ *ibid.* « Para ellos, su Farsa Electoral, tiene validez y la presentan como la verdad absoluta y único ejercicio de democracia. Mientras que nuestras encuestas y consultas con verdadero ejercicio de democracia, sin circo y sin farsa, la descalifican. Barnés hizo lo mismo con la Consulta Estudiantil en la UNAM que su homólogo en Gobernación respecto a la Consulta Zapatista, la descalifican y la tachan de amañadas y manipuladas. Además Barnés, nuevamente como fiel alumno de sus amos a quienes representa, le apuesta al desgaste del movimiento, igual que Salinas y hoy Zedillo, le apostó en Chiapas y con todo movimiento al no oírlos, ni verlos ».

⁷²² (JEPC Anonyme): avril 1999. « Todos los movimientos del pueblo son « despreciados » por los grandes burgueses y sus representantes como Zedillo, Labastida y Barnés. Los argumentos que dieron en 1994 ante el levantamiento armado de los indígenas de Chiapas, son los mismos que le ponen hoy al movimiento estudiantil, dicen que el movimiento está manipulado, que sus líderes son « externos », que somos una minoría. Buscan descalificar el movimiento y niegan hoy como ayer, que el pueblo, que los indígenas y estudiantes tengamos la capacidad de pensar, de organizarnos, de protestar y de tener sus propios líderes naturales ».

- « Nous dénonçons la manœuvre du gouvernement et du rectorat consistant d'une part à parler, parler et parler du « dialogue », et en même temps d'agir de manière basse et sauvage contre le mouvement avec des millions de campagnes de calomnies, de chantages, de fraudes académiques et de répression. Cela n'est pas une volonté de dialoguer, c'est une manœuvre qui cherche à confondre l'opinion publique »⁷²³.
- « Les deux sont les vrais responsables de la prolongation du conflit car ils maintiennent en poste Barnés; ils sont responsables des dommages que ce dernier a causé au système éducatif et à la Nation entière. Quelles sortes de gens peuvent soutenir contre vent et marée un tel personnage à la tête d'une université? Des gens de même stature»⁷²⁴.
- « Francisco Labastida (...) révèle son incapacité à comprendre un mouvement social. De quelle grosseur est un cerveau qui continue de répéter « qu'un petit groupe d' « ultras » s'est emparé de l'université », alors qu'on parle d'un mouvement qui a été capable de se soutenir pendant 6 mois, qui après 166 jours de grève a toujours une aussi grande capacité de rassemblement qu'à ses premiers jours? (...) Que pouvons-nous espérer pour le pays, si un esprit si obtus obtient la présidence? »⁷²⁵.
- « Francisco Labastida, qui a démontré un manque total de la plus petite vision politique, qui recourt aux mensonges comme arguments contre le mouvement en affirmant que la « ultra » reçoit des armes de l'EPR, « argument » si ridicule qu'il s'effondre de lui-même. Si absurde qu'il ne peut émaner que d'un cerveau de la taille de celui de Díaz Ordaz »⁷²⁶.

Les grévistes pointent du doigt la culture des camarillas dont la connivence expliquerait la convergence stratégique des recteurs et du gouvernement. Labastida, qui aurait parrainé Barnés depuis le début de sa carrière, aurait bénéficié des faveurs de ce dernier. Selon « les principes des

⁷²³ (W99 Chimie CGH): 8 août 1999. « Denunciamos la maniobra del gobierno y la rectoría consistente en, por un lado, hablar, hablar y hablar de "diálogo", y al mismo tiempo actuar de la forma más salvaje y baja en contra de nuestro movimiento con millonarias campañas de calumnias, chantajes, fraudes académicos y represión. Esto no es voluntad al diálogo, es una maniobra que busca confundir a la opinión pública. (...) . Repudiamos la terrible agresión de la que fueron objeto nuestros compañeros el día de ayer en la preparatoria 9, a manos de los porros. No permitiremos que estas agresiones queden impunes y tampoco aceptamos que se repitan. Reiteramos nuestra exigencia de desmantelamiento del aparato represivo que las autoridades han instrumentado en la UNAM, lo que incluye, entre otras cosas, la desaparición de todos los grupos de porros que las autoridades mantiene ».

⁷²⁴ (W99 Philosophie et Lettres CGH): 22 octobre 1999. « Si se mantiene en su cargo, es sólo gracias al apoyo del gobierno federal, de Zedillo y Labastida. Ellos son los únicos responsables de que tal personaje se mantenga en la rectoría de la UNAM; y, por lo tanto, son los verdaderos responsables del alargamiento del conflicto por 6 meses, son responsables de todo el deterioro de la Universidad, de todo el daño que Barnés está provocando en todo el sistema educativo y de todo el daño que esto produce a la Nación entera. ¿Qué mentes pueden sostener, contra viento y marea, a tal personaje a la cabeza de una Universidad? Otros de su misma altura ».

⁷²⁵ *ibid.* « Señor Labastida, rebela usted su incapacidad para comprender un movimiento social; ¿de qué tamaño tendrá el cerebro para continuar repitiendo que « se ha apropiado de la universidad un pequeño grupo de ultras », cuando está hablando de un movimiento que ha sido capaz de sostenerse por 6 meses, que a 166 días de huelga mantiene la misma y mayor capacidad de convocatoria que en sus primeras movilizaciones? ¿Qué pequeño grupo podría mantener tal resistencia, considerando toda la furia con que nos ha tratado el gobierno? ¿Qué nos puede esperar, qué puede esperarse para el país, si una mente tan obtusa llegara a la presidencia? Nos esperaría una situación aún peor que la vivida con este inútil servidor de los organismos financieros internacionales que actualmente ocupa la silla presidencial. Para que el conflicto en la unam pueda avanzar hacia una verdadera y rápida solución, francisco barnes debe irse de la universidad; y, Zedillo y Labastida deben sacar sus torpes manos de ella ».

⁷²⁶ *ibid.* « Francisco Labastida, que ha demostrado una falta total de la menor visión política, que recurre a mentiras obvias en su argumentación contra la huelga diciendo que la « ultra » recibe armas de el EPR, « argumento » que de tan burdo, cae por sí sólo. Tal absurdo sólo se le puede ocurrir a una mente del tamaño de la de Díaz Ordaz ».

complicités et des échanges de faveurs existant au sein des camarillas » le recteur de l'UNAM aurait donné à l'épouse du ministre de l'Intérieur un poste de directrice au sein d'un institut de recherche. Les étudiants rappellent que lorsque Barnés dirigeait l'Institut du pétrole (une fonction offerte par Zedillo), il donna au frère de celui-ci un poste enviable, et à deux autres personnes des fonctions au sein de la Junte de Gouvernement de l'UNAM, ce qui, par la suite, aurait favorisé son accès à la direction de l'université⁷²⁷.

Peut-être que la volonté de maintenir les partis politiques en dehors du conflit explique que l'ensemble de ceux-ci sont mis dans le même sac. Les deux grands partis de l'opposition ne sont guère mieux que le PRI aux yeux des étudiants, qui leur reprochent de ne pas représenter des solutions de rechange. Le PRD est particulièrement critiqué, les étudiants le jugeant opportuniste, usant de démagogie sur leurs dos et celui des zapatistes à des fins électorales:

- « les plans de privatisation planifiés par l'impérialisme, d'un régime de la « transition pactisée » du PRI, du PAN et du PRD, qu'on tente d'imposer aux masses opprimées et exploitées »⁷²⁸.
- « (les élus) se montrent obséquieux avec les potentats créoles et étrangers et vendent le pays (à des intérêts privés) »⁷²⁹.
- « (notre cri est pour) dénoncer l'occupation nationale imposée par les oligarchies créole et leur associés, les monopoles et les grandes puissances capitalistes »⁷³⁰.
- « (à l'endos d'un pseudo billet de un dollar américain) C'est sur des billets comme ceux-là que veulent se voir photographiés ceux qui ont offert notre pays au capital étranger et qui maintenant menacent de réprimer les étudiants qui s'opposent à leurs plans! Ils sont furieux contre notre grève, parce que maintenant ils se sont

⁷²⁷ (JEPC Document de discussion no 8; Commission de Propagande de l'Assemblée Générale des Sciences): 23 juin 1999. « ¿Tendrá algo que ver con todo este descarado apoyo de Gobernación a Barnés el hecho de que éste le haya dado en regalo a la esposa de Labastida –hoy candidato a la presidencia por el PRI- la dirección de una dependencia universitaria (el Instituto de Investigaciones Estéticas) durante su rectorado? ¿Tendrá que ver con todo esto el que haya sido precisamente Labastida el padrino de Barnés en toda su carrera política? (Siendo secretario de la SEMIP (1982-1986) lo impulsó primero como director general de una dependencia y luego secretario técnico de otra de la misma Secretaría. Después, cuando Zedillo arriba a la presidencia, éste lo nombra director del Instituto Mexicano del Petróleo, favor a cambio del cual Barnés nombró miembro del Consejo Consultivo de aquella institución, al hermano de Zedillo 9sin tener el menor conocimiento del área, naturalmente). Y ya desde ese puesto Barnés coloca en esa dependencia también a dos miembros de la Junta de Gobierno de la UNAM, quienes más adelante responderán al favor recibido con su nombramiento como rector de la UNAM. Interminable es el recuento de complicidades y corruptelas entre quienes hoy ocupan el poder en la UNAM y quienes lo hacen en el gobierno federal ».

⁷²⁸ (JEPC Bulletin de grève *Contra Corriente*, no 18): 18 mars 2000. « Este 18 de marzo nos movilizaremos estudiantes y trabajadores contra la represión y los planes privatizadores mandados por el imperialismo, que este régimen de la « transición pactada » del PRI, PAN y PRD intenta descargar en contra de las masas oprimidas y explotadas ».

⁷²⁹ (W99 Philosophie et Lettres CGH): 15 septembre 1999.

⁷³⁰ *ibid.* « Hoy, nuestro grito es para denunciar la ocupación nacional impuesta por las oligarquías criollas y sus socios, los monopolios y las grandes potencias capitalistas ».

engagés auprès des organismes financiers internationaux à privatiser les universités publiques du pays, et des milliers d'étudiants les en empêchent. Ils se sont aussi engagés à vendre l'industrie électrique, et les hôpitaux publics vont suivre. Ensuite ce sera l'éducation, la santé, les services indispensables pour vivre. Ce sont les droits de tous, que tous nous devons défendre sinon nous les perdrons un à un »⁷³¹.

Ce n'est pas la démocratisation des institutions ou la maturité de l'Institut Fédéral des Élections (IFE) qui ont permis à la population de mettre un terme à l'hégémonie du PRI mais « la lutte qu'ont soutenue pendant des décennies les différents mouvements sociaux, les ouvriers, les paysans, les enseignants, les autochtones et les étudiants »⁷³² car la société « ne peut être désarticulée autrement qu'à travers la lutte des mouvements sociaux »⁷³³. Cette victoire reste limitée, puisque le système électoral est ainsi fait que « le peuple est coincé dans une situation qui ne lui permet d'élire que des candidats sélectionnés par le capital »⁷³⁴, que « la réalité de ce pays ne va pas se transformer avec un stupide vote! C'est ça ta démocratie, voter pour trois enfants de pute que tu n'as jamais choisis? »⁷³⁵. Ces constats dénotent une immense méfiance envers la démocratie pluripartiste. Ce type de rejet du système politique semble venir d'un courant radical s'identifiant au mouvement Spartacus ou à l'anarchisme issu de Bakounine et réactualisé par

⁷³¹ (JEPC CGH-UNAM): juillet 1999. « En billetes como éste quisieran verse retratados los que han ofrecido nuestro país al capital extranjero, y que ahora amenazan con reprimir a los estudiantes por oponerse a sus planes! Están furiosos contra nuestra huelga, porque ya se habían comprometido con los organismos financieros internacionales a privatizar las universidades públicas del país, y le brincamos miles de estudiantes para impedirlo. También se comprometieron a vender la industria eléctrica y los hospitales públicos, es lo que sigue. Van por la educación, la salud, los servicios indispensables para vivir. Se trata de los derechos de todos, que entre todos debemos defender, o los perderemos uno a uno ».

⁷³² (W00 Chimie CGH): 3 juillet 2000. « Hoy, mucha gente está celebrando la caída del PRI, el hundimiento de este partido al que el pueblo identifica como el ejecutor de la política que ha sumido en la miseria a millones de hombres y mujeres en las últimas décadas. Al respecto, los cegeacheros decimos: estamos por que se hunda, porque desaparezca todo rastro de ese partido dirigido e infestado de asesinos y corruptos, que tanto daño le ha causado a nuestro pueblo. Pero, en primer lugar, la derrota del PRI en el reciente proceso electoral, no es el resultado de « la madurez del IFE » ni de que « Zedillo supo entender los signos de los tiempos y facilitó la transición democrática » ni todas esas pamplinas. Es la lucha que por décadas han sostenido los diferentes movimientos sociales, los obreros, campesinos, maestros, indígenas, estudiantes, la que ha ido hundiendo al PRI; pero el sistema político del país está estructurado de tal manera que son los partidos del capital, a través de sus farsas electoreras, los que pueden cosechar, de manera oportunista, los frutos de toda esta lucha popular ».

⁷³³ *ibid.* « (...) Y en segundo lugar, al hundimiento del PRI le queda mucho camino por recorrer, quedará en pie toda la estructura de control, sobre el pueblo, que ha ido tejiendo este partido a lo largo de sus más de 70 años de existencia y permanencia en el poder. Y esta estructura de poder no puede ser desarticulada más que con la lucha de los movimientos sociales ».

⁷³⁴ *ibid.* « (...) Al pueblo se le encajona en una situación en la que únicamente puede elegir de entre los "candidatos" seleccionados por el capital. Nadie puede ocultar el carácter empresarial de Fox y su partido, para nadie es un misterio que defienden íntegramente el proyecto neoliberal del que el pueblo de México busca liberarse. Todos vimos quienes eran los promotores del voto por Fox, los jóvenes yuppies, hijos de empresarios. Todos intuimos quienes son los tales « amigos de Fox » (...) ».

⁷³⁵ Karina Avilés, « Gana el perredista en simulacro de elección en planteles universitarios », *La Jornada* (16 janvier 2000).

différentes penseurs, dont Noam Chomsky, un mouvement de plus en plus populaire auprès des jeunes, courants qui rejettent, à diverses échéances, l'État.

Enfin, les étudiants dénoncent les défaillances de l'État de droit. À la suite des multiples affrontements qui ont eu lieu le 4 août 1999⁷³⁶, les étudiants, lors de la journée internationale des Déclarations des Droits de l'Homme (8 août), dénoncent l'arrestation de plusieurs de leurs membres et profitent de la commémoration pour rappeler au gouvernement la piètre performance du Mexique en ce qui a trait au respect des droits humains: « Est-ce ainsi que le gouvernement fédéral et celui de la capitale commémorent une date si importante à l'échelle mondiale? ».

Slogans: les autorités universitaires, le gouvernement

« Danger social, le gouvernement fédéral », « Sur des billets comme celui-ci, ils aimeraient voir apparaître ceux qui ont offert notre pays au capital étranger et qui menacent aujourd'hui de réprimer les étudiants qui s'opposent à leurs plans! », « Les vrais terroristes sont à Los Pinos et sur Bucareli », « Zedillo, écoute: l'UNAM ne se vend pas! », À l'aide, de l'assistance! De La Fuente est un *porro!* », « Brigido Navarrete, le monsieur des cieux de l'UNAM ».

« Danger social », capital étranger, vendre l'UNAM... Ces slogans pointent du doigt le désengagement de l'État et les méfaits de l'idéologie néolibérale.

Comparaison

Pour la première fois, on s'attaquait à un président mexicain. Gustavo Díaz Ordaz fut durement éreinté par les étudiants qui l'insultèrent sans ménagement. Pour les étudiants mexicains, l'écart générationnel était saisissant. Le côté guindé, grave et révérencieux dans lequel baignaient le président et son entourage, applaudis par des centaines, des milliers d'*accareados* pouvait avoir un air ubuesque. Le décalage entre cette réalité et les idées qui circulaient alors chez une jeunesse (en Occident) en révolte contre la structure patriarcale familiale et sociale, dont le paternalisme et l'autoritarisme sont des dérivatifs, contre le mensonge

et l'hypocrisie, ne pouvait qu'être saisissant. Ce côté très formel de la relation électeur / élu était une boursoufflure de ce qui existait alors dans la France de De Gaulle; il s'éloignait nettement, en tout cas, de la norme nord-américaine. Pas étonnant que l'image d'une foule d'*accareados* venue applaudir le président puisse être non seulement choquante mais ubuesque.

Ernesto Zedillo n'a pas hérité de la même animosité, s'étant tenu, officiellement du moins, à l'écart du conflit. Francisco Barnés et Francisco Labastida ont été davantage décriés pour leur intolérance, leur hypocrisie et leur autoritarisme. Quant à Juan R. de la Fuente, on l'a accusé d'avoir falsifié les résultats du plébiscite avec des *accareados*. On lui a aussi reproché de faire le jeu du gouvernement alors qu'il faisait des offres qui signaient la victoire du CGH. Dix mois s'étaient écoulés et les plus radicaux étaient méfiants, convaincus que le plébiscite n'avait pour but que de réprimer le mouvement, démontrant qu'ils ne faisaient pas confiance à la communauté universitaire, qui devait émettre son vote sur des propositions qui pouvaient satisfaire tout le monde. Les étudiants des deux mouvements n'ont pas eu à affronter les mêmes adversaires. GDO usait aisément des forces répressives alors qu'en 1999 ce n'est pas le cas. Le monde entier avait suivi les événements au Chiapas et l'adhésion au néolibéralisme obligeait le gouvernement à faire la démonstration d'un Mexique tolérant et démocratique. Mais les deux groupes reprochent aux élites leur corruption et leur autoritarisme.

L'État. En 1968, les étudiants reprochaient au gouvernement d'être au service des « grands intérêts de l'Empire yankee ». Cette vision a peu évolué en 1999. Le système politique s'est démocratisé, mais la méfiance envers la classe dirigeante s'étend aux partis politiques. Si le pays a perdu son indépendance politique et économique et s'il est gouverné par des hommes peu sensibles aux besoins de la population, à quoi bon? À l'instar des étudiants en 1968, en 1999, les étudiants perçoivent le gouvernement comme une oligarchie. L'État est accaparé par une poignée d'hommes qui l'utilise pour leurs propres fins, qui nécessitent le contrôle de l'appareil électoral et une collusion étroite avec les grandes compagnies locales et étrangères. Une fois la camarilla enrichie, elle cède la place à la suivante et ainsi de suite.

⁷³⁶ Intrusion à la DGSIA, affrontements lors de l'inscription aux semestres de l'automne, *porros* à la préparatoire 9, bagarres à la Faculté de Droit, où les forces policières ont dû intervenir.

Les étudiants ont conscience de la force des mouvements sociaux alors qu'en 1968 on ne pouvait que déplorer qu'ils soient réprimés. Pour se défaire des structures héritées du PRI, on ne compte sur aucun dirigeant politique, aucun parti, mais sur l'action de la société civile: la défaite du PRI aux élections de 2000 est imputable au travail de conscientisation de tous les secteurs populaires de sa société.

2. Environnement socio-économique

a) 1968

« Celui qui veut empêcher les moyens de libérations violents, doit s'adresser non pas aux révolutionnaires mais aux contre-révolutionnaires qui sont ceux qui sèment la violence. Il faut éviter la violence qui règne parce que nous vivons dans une structure violente : la misère est une violence, l'ignorance est une violence, le contrôle des organes publicitaires pour empêcher la libération de la misère est une violence. Nous devons nous débarrasser de cette violence parce qu'elle génère l'autre violence »⁷³⁷.

Les conditions de vie sont misérables pour des millions de Mexicains, particulièrement des États du centre et du sud du Mexique. Quant à la ville de Mexico, elle reçoit depuis peu des hordes de migrants venus de la campagne. En s'installant vaille que vaille en périphérie de la capitale, beaucoup de ces gens viennent grossir le secteur informel ou ont des salaires insuffisants et trop souvent ils n'ont pas droit à la sécurité sociale. Enfin, le nombre d'emplois créés par le gouvernement est insuffisant par rapport à la demande.

- « Les étudiants et le peuple forment une même chose, les travailleurs le savent. L'ennemi du peuple est le gouvernement, les patrons, les latifundistes, les banquiers, les leaders *charros*, les journaux vendus, la police et l'armée. Ce sont les soldats au service du régime qui ont assassiné lâchement le leader paysan Ruben Jaramillo, héritier des idéaux de Zapata; ce fut le gouvernement qui a ordonné à l'armée de massacrer et d'incarcérer les travailleurs du chemin de fer, spécialement leur dirigeant honnête Demetrio Vallejo. Ceux-là sont les ennemis du peuple »⁷³⁸.

⁷³⁷ (AH 60, 327, 91, 53): août 1968. « El que quiera impedir los medios violentos de liberación, debe dirigirse, no a los revolucionarios, sino a los contrarrevolucionarios, que son los que desatan la violencia. Es preciso evitar la violencia vigente, porque vivimos en una estructura violenta: la miseria es una violencia, la ignorancia es una violencia; el control de los órganos publicitarios para que no se consiga la liberación de la miseria es una violencia. Debemos liberarnos de esta violencia porque ella es la que genera la otra violencia » (Paulo de Tarso, député brésilien).

⁷³⁸ (FIS 226 Sciences Politiques et Sociales): septembre 1968. « (...) Los estudiantes y el pueblo son una misma cosa; los trabajadores lo saben. El enemigo del pueblo es el gobierno, los patrones, los latifundistas, los banqueros, los líderes charros, los periódicos vendidos, la policía y el ejército. Fueron soldados al servicio del régimen los que asesinaron cobardemente al líder campesino Rubén Jaramillo, heredero de los ideales de Zapata; fue el gobierno el

- « (les travailleurs) qui ont lutté par le passé pour obtenir de meilleures conditions de travail, des augmentations des salaires ou la liberté syndicale (les cheminots (1958-1959), les téléphonistes (1966)⁷³⁹, les enseignants (1960)⁷⁴⁰, les médecins (1965) et les employés du pétrole⁷⁴¹.
- « (...) Quelles sont tes conditions de travail? Ton salaire est-il juste et suffisant pour toi et ta famille? Quelles possibilités réelles de promotion as-tu? (...) les postes bien rémunérés vont aux amis de confiance du patron ou à ses proches. En échange de meilleurs salaires il faut être inconditionnel. La loi dit te protéger mais peux-tu lutter pour tes droits? Les entrepreneurs te respectent? (...) Que peux-tu faire? As-tu un syndicat qui te protège? Quand tu seras vieux, qui va t'employer? Si tu es une femme à la maison, quelles possibilités as-tu de travailler? Tu as de bonnes garderies sécuritaires pour tes enfants? Il est juste que, parce que tu es une femme on te discrimine et on te refuse les opportunités? »⁷⁴².
- « Plus de 5 millions qui ne mangent pas d'œufs, de viande ou de lait, plus de 6 millions de paysans sans terres en dépit de la réforme agraire; plus de 12 millions d'analphabètes et chaque année il y en a 3 ou 4 de plus en dépit des centres d'alphabétisation; plus de 3.5 millions d'indigènes vivent dans l'oubli, exploités; la richesse se trouvent dans les mains de seulement 10 000 personnes »⁷⁴³.

que ordenó al ejército masacrar y encarcelar a los trabajadores ferrocarrileros, en especial a su honesto dirigente Demetrio Vallejo. Estos son los enemigos del pueblo. Los estudiantes no podemos luchar solos ».

⁷³⁹ (FIS 637 CNH): août 1968. « Despierta telefonista: Recuerda que hace más de un año te querías organizar para destituir el líder charro Sanchez Torres. En esa ocasión nombraste una comisión de verdaderos telefonistas que no apoyaste en los momentos más difíciles de la lucha, y fueron despedidos por la empresa en combinación con los que se hacían llamar nuestros representantes. ¿No te da vergüenza haberles dado la espalda? ».

⁷⁴⁰ (FIS 631 CNH): août 1968. « Compañero profesor: en 1960 la represión gubernamental, granaderos y soldados atacó tus filas. ¿Sabes que los granaderos y el ejército tienen sueldos más altos que tú? Ellos que solo son un instrumento de represión tienen mejores condiciones de vida que tú que tienes a la niñez en tus manos ».

⁷⁴¹ (FIS 478 Comité de Lutte IPN-UNAM): septembre 1968. « Compañero petrolero (...) Actualmente pedimos su cooperación fundamentalmente a través de su lucha contra los burócratas corrompidos que dirigen su sindicato, pues sabemos que estos architraidores nunca apoyaran nuestro movimiento. Nuestra lucha es una compañeros; Hoy somos nosotros los estudiantes mañana serán ustedes; Viva la Democracia y la Independencia sindical; Abajo los charros que entregan los contratos ».

⁷⁴² (FIS 485 Comité Nacional de Lutte): août 1968. « Todos los compañeros y compañeras empleados en empresas públicas y privadas. Compañero tu lucha es la misma que la de nosotros, tú igual que todos deseas un nivel de vida mejor, en un sistema más justo. El gobierno pretende hacernos creer que en México todos tenemos la oportunidad de mejorar pero una cosa es la posibilidad y otra la realidad, piensa, ¿cuales son tus condiciones de trabajo? ¿es justo y suficiente el salario que percibe para ti y tu familia? ¿que posibilidades reales de mejoría y progreso económico tienes en tu trabajo? Si eres empleado de confianza tú sabes que no tienes derecho a recibir el pago de tu trabajo por horas extras. (...) los puestos bien remunerados los tienen los amigos de confianza del patrón o sus parientes. A cambio de mayor sueldo hay que ser incondicional. La ley trata de protegerte, pero ¿puedes tú luchar por tus derechos? ¿los respetan los empresarios? ¿recibes de participación de utilidades lo justo o te engañan amañando la contabilidad y pretendiendo que casi no hay ganancias? En caso de un despido injusto, ¿que puedes hacer? ¿tienes un sindicato que te proteja? ¿Cuando estés viejo, quien te empleara? ¿Si eres mujer y te casas que posibilidades tienes de conseguir trabajo? ¿Tienes guarderías para dejar seguros y bien atendidos a tus hijos? ¿es justo que por ser mujer se te discrimine y se te nieguen las oportunidades? ».

⁷⁴³ (FIS 64 Travail Social): août 1968. « Pueblo de México: En el país tenemos más de 20 millones de compatriotas que viven en chozas miserables. Más de 5 millones de Mexicanos que no comen huevo, carne ni leche. Más de 6 millones de campesinos sin tierra, a pesar de la Reforma agraria. Más de 12 millones de analfabetas y cada año hay 3.4 de millón más, a pesar de las Tele-Aulas y de los famosos centros de alfabetización. Más de 3.5 millones de indígenas que viven explotados y olvidados ».

- « Le manque d'asphalte, d'eau et de drainage dans les colonies, des petits commerçants harassés par la police et les inspecteurs, le salaire minimum insuffisant, pas de semaine de 40 heures, beaucoup de mendicité, des leaders syndicaux qui s'éternisent au pouvoir, les pots-de-vin, etc. »⁷⁴⁴.
- « (Aux gens de la colonie de Coltongo) Ne vous contentez pas de vos conditions misérables de vie; personne mieux que vous-mêmes ne connaît vos besoins. Mentionnons-en quelques-uns : manque d'eau, de drainage, de rues asphaltées, d'électricité, de marchés, de service de nettoyage, de nourriture, de vêtements, de logements, d'aliments, d'écoles et de travail. Tout cela vient des salaires de faim qui sont insuffisants pour vivre, de l'exploitation dans les usines où vous travaillez, des syndicats qui ne vous défendent pas et ne représentent pas vos intérêts et qui ne font que permettre aux patrons de s'enrichir. C'est pour cela que le gouvernement dans son dernier rapport n'a rien dit de vos problèmes et vous a oubliés, comme des millions d'autres Mexicains misérables et exploités. Exigez vos propres revendications, les baïonnettes ne sont pas un dialogue »⁷⁴⁵.
- « ... nous savons tous ce qui arrive à une personne qui demande des prêts par habitude, tout son travail est perdu, c'est la même chose avec les pays, tous les efforts que nous réalisons ne servent qu'à payer la dette extérieure et comme nous le prouve le dernier rapport du gouvernement, la dette augmente année après années, comme il se dit populairement, « nous sommes vendus », nous sommes vendus à ceux qui nous font la « faveur » de nous prêter, naturellement à crédit. D'autre part nous avons beaucoup d'investissements étrangers protégés par le gouvernement qui leur permet d'augmenter les prix de façon à ce que les salaires ne rejoignent jamais la hausse des prix. C'est une situation qui ne permet jamais au pays un meilleur développement des forces productives en ne permettant pas une amélioration du niveau de vie du peuple »⁷⁴⁶.

⁷⁴⁴ (FIS 512 CNH): 26 août 1968. « Pueblo de México. (...) La policía es incapaz de controlar y evitar la delincuencia, pero sí ha sido capaz de golpear a maestros y estudiantes y de allanar las escuelas. El Ejército prosigue explotando a los conscriptos vendiéndoles las Cartillas y cobrándoles por las inasistencias. El Departamento de Tránsito tiene en auge la « mordida ». Los juzgados son archivos de casos sin resolver. La ciudad sufre por falta de transportes, el costo de la vida esta en aumento, numerosas colonias carecen de pavimentos, agua y drenaje, los comerciantes en pequeño son atropellados por la policía y los inspectores, el salario mínimo es insuficiente, a los empleados bancarios no se les ha permitido formar sindicatos, la « no reelección » aun no se ha establecido en los estatutos de los sindicatos y los malos lideres se eternizan en ellos, el gobierno no ha apoyado a los trabajadores que piden se implante en México la semana de 40 horas y esto esta perjudicando a los obreros no especializados; el desempleo obliga a mendigar a muchos mexicanos ».

⁷⁴⁵ (FIS 715 CNH): septembre 1968. « A los colonos de Coltongo. Los estudiantes y las personas que están con nosotros, les decimos a ustedes, colonos de Coltongo, que nuestra lucha continúa. Y que el apoyo que nos dieron cuando los visitamos deben convertirlo en una lucha propia y organizada, formando comités de amas de casa, de cuadra, de jóvenes obreros. No deben conformarse con sus condiciones miserables de vida; nadie mejor que ustedes mismos conoce sus necesidades. Les diremos solamente algunas : falta de agua, drenaje, calles pavimentadas, luz, mercados, servicio de limpia, vivienda, ropa, alimentación, escuelas, trabajo. Todo esto es debido: a los salarios de hambre que no alcanzan para poder vivir, a la explotación de las fábricas donde trabajan, a los sindicatos que no defienden ni representan sus intereses y que solo permiten que los patrones se enriquezcan. Por eso el gobierno en su ultimo informe no dijo nada de sus problemas y se olvido de ustedes como de muchos millones más de Mexicanos miserables y explotados. Exige tus propias demandas, las bayonetas no son diálogo ».

⁷⁴⁶ (W68 53 Médecine vétérinaire et zootechnique): 15 septembre 1968. « (...) si tenemos independencia porque ningún ejército extranjero se encuentra en el país, esto es verdad, pero no tenemos independencia debido a los numerosos préstamos extranjeros, todos sabemos lo que sucede a una persona que pide prestado por costumbre, todo su trabajo se vuelve ajeno, igualmente ocurre con los países, por mucho esfuerzo que realicemos sólo nos sirve para pagar la deuda exterior, y como podremos comprobar leyendo los últimos Informes de Gobierno, la deuda crece año tras año, como se dice popularmente, « estamos vendidos », estamos vendidos a los que nos hacen el « favor » de prestan, a proteger esas inversiones, por esto es que aunque cada año aumentan los salarios, el Gobierno permite a esos inversionistas aumentar también los precios de modo que, en esta carrera, los salarios nunca alcanzan a los precios, ésta es una situación que nunca permite al país un mejor desarrollo de las fuerzas productivas al no permitir un mejoramiento del nivel de vida del pueblo ».

Des acquis sont menacés. Par exemple, les fonctionnaires ne vérifient plus l'inscription des employés par leur patrons, « n'appliquant plus la loi, laissant l'employé sans possibilité de voir comptabiliser son ancienneté et sans les documents nécessaires pour profiter de la sécurité sociale, une des conquêtes les plus importantes de la révolution, obtenue « avec le sang et les larmes du peuple » »⁷⁴⁷. Nulle surprise si la tenue des Jeux olympiques est considérée comme scandaleuse :

- « (Ils) ne bénéficient qu'aux capitalistes nord-américains. Pourquoi? Parce que les agences de voyage, les principales lignes de transport, les agences de publicité, les chaînes d'hôtels, les restaurants, les plages, etc, sont dans les mains d'entrepreneurs mexicains mais avec des capitaux nord-américains »⁷⁴⁸.
- « Mexicain : ce qui pour le touriste et le Comité Olympique est du folklore, c'est de la misère »⁷⁴⁹.
- « Vivent les groupes d'opposition syndicale! Dehors des fabriques, les *charros* vendus! »⁷⁵⁰.

L' « alliance » tripartite à laquelle les grands syndicats se voient contraints de s'associer, plus ou moins, au patronat et à l'État est systématiquement dénoncée, ainsi que la cooptation

⁷⁴⁷ (FIS 18 Architecture): septembre 1968. « Manifiesto a todos los mexicanos. La conquista más importante lograda por la Revolución mexicana, al través de muchos años de cuentas luchas que el pueblo libró para sacudirse la dictadura Porfiriana, es la Seguridad Social. La sangre generosa derramada y las lágrimas amargas del mexicano desamparado, fueron un alto precio de esa conquista sagrada que debiera ser intocable. (...) Naturalmente que el mexicano humilde, carente de casi todo, así lo ha entendido y gozoso se acogió a ese beneficio que protege también a sus seres queridos. Pues bien, después de cincuenta y siete años, la Revolución mexicana no solo ha sido frenada en su proceso, que debería ser siempre ascendente en materia de Seguridad Social, sino que ha sido traicionada precisamente por quienes tienen el ineludible deber de velar por el bienestar de nuestro pueblo. (...) Ahora, el trabajador que no ha sido inscrito por su patrón, exponiéndose a un despido inminente, tiene que ir a presentar su queja al Seguridad Social, organismo que envía a un inspector a suplicarle al patrón que regularice la situación del quejoso, mas sin facultades ningunas para exigir documento alguno, probatorio de la antigüedad real del trabajador, afectándose así gravemente sus legítimos derechos. Esta violación no es sino una manifestación más de las características de un régimen arbitrario, autoritario e inhumano. Los estudiantes comprendemos este carácter del régimen en que vivimos. Entendemos que la represiones de que hemos sido objeto también son manifestación perfectamente comprensibles y homólogas a los de todos los grupos social oprimidos ».

⁷⁴⁸ (DIPS 521, 110-112 Vocationnelle 5): 7 août 1968. « (...) Nosotros consideramos que, el verdadero pueblo, no asistirá a los juegos olímpicas, porque se lo prohíben los intereses del pueblo están muy por encima de las olimpiadas y de los millonarios nacionales sus bolsillos, esta misma, sólo beneficia a los capitalistas norteamericanos ¿por qué?, porque las agencias de viajes, las principales líneas camioneras, agencias de publicidad, las cadenas de hoteles, restaurantes, playas, etc., están en manos de empresarios mexicanos pero con capitales norteamericanos ».

⁷⁴⁹ (FIS 841): août 1968.

⁷⁵⁰ (FIS 672 CNH): 3 septembre 1968. « Compañero ferrocarrilero: Hoy, al igual que hace 10 años, el gobierno criminal que padecemos los Mexicanos, ha utilizando al ejército para asesinar a todo aquel que se atrevo a protestar exigiendo justicia (ferrocarrileros, maestros, médicos, campesinos, estudiantes...). ¡Hasta cuando vamos a seguir siendo un país de agachados! (...) Y Demetrio aún está en la cárcel. Por esto es preciso que te organices en forma cautelosa, sin asomar la cara al enemigo antes de haber logrado la unión de todos, antes de saber que todos están dispuestos a todos. (...) También con nosotros los estudiantes, luchar con toda decisión y coraje. La lucha empieza, y debes darte cuenta de que los trabajadores son los que hacen posible el desarrollo industrial en México. (...) ¡Vivan los grupos de oposición sindical! ¡Fuera de las fabricas los charros vendidos! ¡adelante! unidos venceremos ».

d'amis du pouvoir à leur direction. Le CNH s'adresse à ceux qui ont lutté par le passé pour la libre syndicalisation, de meilleurs salaires ou de meilleures conditions de travail, aux cheminots, aux médecins internes, aux téléphonistes, aux enseignants⁷⁵¹, aux travailleurs du pétrole⁷⁵², aux laitiers⁷⁵³, etc. La corruption et l'abus de pouvoir des leaders syndicaux cooptés par le pouvoir sont vertement dénoncés :

- « Les leaders *charros* comme Fidel Velázquez, Jesús Yuren, Antonio Bernal et tant d'autres, s'enrichissent avec tes contributions syndicales (...). Ne vas pas donner ton appui à celui qui couvre ces leaders vénaux (...). Garde ta dignité pour affronter comme un homme et non comme un mouton les problèmes du pays, tes problèmes »⁷⁵⁴.

⁷⁵¹ (FIS 96 Préparatoire 4): septembre 1968. « A la opinión pública nacional (...) No es la primera vez que la represión se desata en contra de los sectores que se oponen a la forma absurda e inoperante de Gobierno y en todos los casos han sido acusados los participantes de « comunistas », de « agitadores profesionales » y de « conjuras ». ¿O no paso así cuando el movimiento ferrocarrilero? ¿Cuándo el movimiento médico? ¿Cuándo el movimiento magisterial? ¿Cuándo el campesino? ¿En que debemos creer? En la democracia que oprimo obreros con sindicatos charros al servicio del Gobierno, en las organizaciones campesinas al servicio del régimen, en la farsa política de cada seis años que se lleva a cabo, y para la cual son presionados burócratas y obreros a votar por el partido oficial; en la prensa títere de intereses gubernamentales, en la producción al servicio del extranjero. ¿En eso debemos creer? ».

⁷⁵² (FIS 478 Comité de Lutte IPN-UNAM): septembre 1968. « Compañero petrolero (...) Sabemos perfectamente que actualmente tienen dirigentes charros, entregados, que no hacen nada para frenar la reestructuración que Pemex está metiendo en las diferentes secciones, como ya lo ha hecho en Poza Rica y otras secciones aumentando la explotación y rebajando los salarios. Pero sabemos también que la mejor manera de apoyarnos es la lucha contra sus propios dirigentes como Terrazas (que no es sino un contratista más); para impedir mayor explotación con el rompimiento de nuestro reglamento interior, y mayor desocupación con los planes que Pemex tiene para reestructurar todo el sistema, a costa nuestra, y en beneficio de los inversionistas que operan la rama de la petroquímica. El Congreso de Trabajo y todos los charros Fenetos están cocinando por otro lado proyectos reaccionarios a la ley federal del trabajo. Proyecto que si se aprueba en diciembre quita a toda la clase trabajadora sus contratos colectivos de trabajo, dejando a los trabajadores de todo el país a merced de los patrones. Esto es un golpe que a ustedes se les viene encima si antes no luchan por impedirlo ».

⁷⁵³ (FIS 716 CNH): septembre 1968. « A los trabajadores de envases de hoja de lata: Es de todos sabido que en noviembre de 1966 fueron despedidos 170 compañeros por el único delito de tratar de quitar al líder charro José Reyes Solorio que durante 18 años ha estado al frente del sindicato, durante todo este tiempo este señor jamás ha defendido los intereses de los trabajadores únicamente se ha dedicado a aprovechar la fuerza que representan los trabajadores organizados para enriquecerse y enriquecer más a los patrones. El problema de los 170 compañeros despedidos fue llevado ante la junta central de conciliación y arbitraje, pero este organismo que es un fiel servidor de las clases adineradas y poderosas no ha respondido hasta la fecha sobre este problema. Estas mismas autoridades, que como es costumbre no responden a los intereses de los trabajadores, se negaron a dar el registro al sindicato auténtico que formaron voluntariamente los trabajadores de esta empresa en noviembre de 1966 y que cumplía con todos los requisitos legales. Compañero: es necesario que termines con esta situación, pero ¡¡Ya!! es necesario que en la próxima asamblea la cual se realizara en el mes de nov. durante la revisión del contrato colectivo de trabajo te quites de encima a este líder vendido y elijas libremente un sindicato que realmente defienda tus intereses y que aproveche la fuerza que representan los trabajadores organizados para luchar por mejorar tus condiciones de vida, es decir luchar por mejores salarios, más prestaciones, etc. Compañero: luchar por echar abajo este líder vendido, ser apático e indeciso significa ser cómplice ».

⁷⁵⁴ (FIS 591 CNH): 30 août 1968. « Compañeros burócratas: Los líderes charros como los Fidel Velázquez, los Jesús Yuren, los Antonio Bernal y mucho más, se enriquecen con tus cuotas sindicales, son quienes quedan bien ante el Presidente de la valla del día 1. No acudas a dar apoyo a quien solapa estos líderes venales o acaso tus líderes son compañeros de trabajo, acaso robledo compárate realmente tu situación. Si te obligan a asistir no aplaudas al paso de quién reprime a los estudiantes y al pueblo, guarda silencio y dale la espalda. Tan dignidad para enfrentarte como hombre y no como borrego a los problemas del país, tus problemas ».

- « Alerte aux ouvriers! Fidel Velázquez a demandé à tous les représentants syndicaux d'organiser des assemblées extraordinaires dans le but de convaincre les ouvriers de ne pas se joindre au mouvement étudiant. Cela confirme une fois de plus que ce monsieur ne cherche que ses intérêts personnels et ne se préoccupe pas de l'amélioration des conditions de vie de la classe laborieuse qui est à sa charge »⁷⁵⁵.
- « Actuellement la classe ouvrière manque d'organisations combattives. Actuellement, le gouvernement et la bourgeoisie contrôlent et placent sous leur dépendance le prolétariat dans son ensemble (...) Il est clair que la division que subissent les travailleurs, non seulement au travers des différentes centrales mais aussi au moyen des groupes formés à l'intérieur des sections, a produit une fragmentation encore plus grande des classes ouvrières. Donc, le travail de pénétration requiert effectivement un effort commun, permanent, dans une lutte constante, à travers d'un « travail organisé, un processus qui ne se fait en un jour par un simple contact physique avec le peuple » ni ne peut se gagner individuellement, dans l'anarchie et séparément des luttes qui sont faites par d'autres secteurs de la même classe ouvrière »⁷⁵⁶.

b) 1999-2000

La population mexicaine s'est paupérisée depuis les années quatre-vingt. Selon les chiffres officiels, près de 60% de Mexicains sont, en 1999, pauvres, dont 20% vivent dans une extrême pauvreté. Dans ce contexte, l'argument massue des étudiants contestataires est la situation sociale et économique du pays. Avec la réforme de 1999 qui relie les coûts de l'inscription au revenu familial, l'UNAM devient inaccessible pour la moitié d'entre eux :

⁷⁵⁵ (FIS 717 CNH): septembre 1968. « (...) ¡Alerta obrero! Fidel Velázquez pidió a todos los representantes sindicales realizar asambleas extraordinarias con el fin de convencer a todos los obreros para que no se unan al movimiento estudiantil, con esto queda confirmado una vez más que este señor lo que busca son intereses personales y no se preocupa por el mejoramiento de la clase trabajadora a su cargo. No dejes que te engañen!, compañero obrero únete a la masa estudiantil ayudándonos así a reclamar tus derechos, ya que el artículo 145 del Código Penal Federal es un arma de defensa que el gobierno tiene para proteger sus intereses e intereses de los grandes capitalistas. Las riquezas de México deben ser de todos los Mexicanos ».

⁷⁵⁶ (FIS 350 Comité Coordinateur des brigades): septembre 1968. « ¡Brigadas, hacia la clase obrera! Compañeros Brigadieres: Es necesario buscar constantemente las formas y los mejores métodos para penetrar en la clase obrera y elevar su nivel político; no solamente es necesario, sino fundamental. Aprender con ellos en la lucha estas formas y métodos, es abrir el camino para que la clase obrera localice a su enemigo principal: la burguesía y sus instrumentos: policías, agentes secretos, ejército y sindicatos « charros ». Luchar por estos métodos es, también, combatir constantemente todas las formas y erróneos que no conduzcan verdaderamente a la clase obrera y sus aliados, a sus objetivos finales. Es necesario, compañeros Brigadieres, tener presente que en la actual situación, la clase obrera carece de organismos combativos. Actualmente, el gobierno y la burguesía controlan y mediatizan al proletariado en su conjunto, a través de todos sus instrumentos: PRI, PAN, PPS, CTM, CROC, policías, agentes secretos, ejército, etc. Todos sabemos que el « charrismo », la violación constante a los derechos sindicales, la liquidación permanente del sindicato como un instrumento en defensa de los intereses económicos de los obreros, se ha venido realizando a través de diversos métodos. Está claro también, que la división que se hace de los trabajadores, no solamente a través de Centrales diferentes, sino también auspiciando la formación de grupos dentro de las secciones, ha coadyuvado a una mayor fragmentación de las clases obreras. De todo lo anterior se desprende que el trabajo de penetración requiere efectivamente de un esfuerzo conjunto, permanente, de una lucha constante con el enemigo de los obreros: los « charros », los sindicatos « blancos », la represión, el estado, etc. Por ello mismo, la penetración es un trabajo organizado, es un proceso que no se logra en un día y con el simple contacto físico con el pueblo. Tampoco se puede lograr individual, anárquica y aisladamente de las luchas que están dando otros sectores de la propia clase obrera ».

- « 80 % de la población de la capitalina n'ont pas les moyens économiques pour payer (les nouveaux frais) (...). Il est certain que maintenant les bancs de nos classes sont occupés par les enfants de grandes familles politiques et économiques, qui convertissent notre institution en un fief de la droite, en une fabrique de leaders priistes juvéniles, en un tremplin politique pour occuper des postes publics par une partie des leaders étudiants et des autorités universitaires. Chaque fois moins de jeunes du secteur rural et ouvrier ont accès à l'éducation.»⁷⁵⁷.
- « Le salaire minimum réel s'est détérioré d'année en année et le pouvoir d'achat de 1948 était 3 300 fois meilleur que celui de 1994 et de 1994 à maintenant ce pouvoir s'est détérioré de près de 60 %. (...) En dépit du fait que le salaire minimum nominal de 1998 soit 765 fois plus élevé que le salaire nominal que percevaient les travailleurs en 1948, les augmentations constantes du prix des produits de base fait que le salaire minimum réel était en 1998 moindre que celui de 1948 (1948 : 150 pesos; 1998 : 139.40 pesos). (...) Le salaire minimum nord américain équivaut à 422 pesos mexicains par jour : le Nord-américain perçoit un salaire 12 fois plus élevé qu'un Mexicain. Le salaire minimum mexicain est de 34.50 peso et une famille mexicaine a comme revenus moyens 3 624 pesos par mois, alors que, par exemple, le coût du panier de base est de 3 783 pesos, si on ajoute à ces coûts ceux imposés par l'UNAM, cela fait qu'il est pratiquement impossible de les payer. Une famille nord américaine a un salaire mensuel moyen de 30 367 pesos, la famille canadienne de 32 642 pesos et la famille mexicaine a un misérable salaire moyen de 3 911 pesos. La famille mexicaine a à peine de quoi subsister avec 5.7 salaires minimums, pendant que la famille nord américaine vit dignement avec l'équivalent de 45 salaires minimum mexicains, et la canadienne avec 47 salaires minimum. Enfin, les États-Unis consacrent 112 746 milliards de pesos à l'éducation supérieure, le Canada 19 552 milliards, et le Mexique seulement 2 917 milliards. Le budget est aux États-Unis 39 fois plus élevé et au Canada 7 fois plus élevé que celui du Mexique. (...) 70 % de la population du pays vit dans la pauvreté et la pauvreté extrême. Seulement 22 % des familles mexicaines pourraient couvrir les coûts, c'est pourquoi revendiquons-nous le droit de tous et de toutes à étudier gratuitement à l'UNAM, et exigeons l'augmentation du budget de 6 % du PIB pour l'éducation de base et intermédiaire, et de 2 % au moins pour l'éducation moyenne-supérieure et supérieure, ainsi qu'un dialogue public et direct avec le recteur Barnés de Castro pour démontrer qui a raison et qui est dans l'erreur »⁷⁵⁸.
- « Le gouvernement s'est engagé auprès des banquiers pour leur donner les fonds publics par le biais du FOBAPROA, et réduit son apport aux postes de l'éducation, de la santé, etc. »⁷⁵⁹.

⁷⁵⁷ (JEPC Damiana Juárez R.): 9 avril 1999. « Año de la revuelta. ¿Humanista o fascista la propuesta del Sr. rector? (...) la población se encuentra hoy en una profunda crisis económica, al parecer también ignora que el 80% de la población capitalina no cuenta con los recursos económicos para solventar el pago de cuotas impuestas por este y que solo el 20% de los capitalinos podrían solventar estas colegiaturas ».

⁷⁵⁸ *Adelante* no 7 (avril 1999), p. 2. « El salario mínimo norteamericano a pesos mexicanos equivale a \$422 al día, el norteamericano percibe un salario 12 veces mayor que uno mexicano. El salario mínimo mexicano es de \$34.50 y una familia mexicana tiene como ingresos promedios mensualmente \$3 624, cuando por ejemplo el costo de la canasta básica es de \$3 783, si, aunado a estos costos se contemplan las cuotas en la UNAM resultan prácticamente impagables. Una familia norteamericana tiene un ingreso mensual promedio de \$30 367, la familia canadiense en promedio tiene un ingreso mensual de \$32 642, la mexicana tiene un misero ingreso promedio de \$3 911.00. La familia mexicana apenas si subsiste con 5.7 salarios mínimos, mientras la norteamericana vive dignamente con el equivalente a 45 salarios mínimos mexicanos, la canadiense con un equivalente a 47 salarios mínimos ». Por ultimo, Estados Unidos dedica a educación superior \$112 746 mdd., Canadá \$19 552 mdd., y México solamente \$2 917 mdd. El gasto en EUA es 39 veces mayor, en Canadá 7 veces mayor que lo que se gasta en México. Las cuotas que el rector propone, de pagarse solamente representarían entre el 1 y el 3 % del presupuesto universitario y esto monto no mejora para nada los salarios de los académicos y los servicios de los estudiantes. El 70% de la población total del país vive en la pobreza y pobreza extrema. Solo el 22 % de las familias mexicanas podría cubrir las cuotas, por ello es que refrendamos el derecho de todos y todas a estudiar gratuitamente en la UNAM, y exigimos el incremento al presupuesto de 6 % de PIB para la educación básica y media, y el 2 % por lo menos para la educación media superior y superior (...) ».

⁷⁵⁹ (W99 CGH): 23 avril 1999 (discours au Zócalo). « El gobierno se comprometió con los banqueros para darle los fondos públicos a través del FOBAPROA, y se puso a retirar esos recursos de las partidas de educación, salud, etc. Ahora pretenden que el pueblo vuelva a poner esos recursos cobrándonos por la educación. No lo vamos a permitir. Los impuestos los pagan los trabajadores, los pagamos todos, y esos recursos deben regresar al pueblo con educación y salud. Por eso exigimos, al gobierno federal, que se aumente el presupuesto para educación, al menos al 8% del PIB establecido por la UNESCO, y un 2% de él para educación superior ».

- « Dans les dernières années, le gouvernement a abandonné les droits sociaux le plus significatifs pour la nation mexicaine, comme la sécurité sociale, les services de santé publique, les droits de travail et la possession de la terre, et s'est lancé dans une série de politiques de privatisation. Elle s'amplifie avec la proposition de vendre l'industrie électrique. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'initiative de l'augmentation des coûts du recteur Barnés »⁷⁶⁰.

Endettement, privatisations, politique d'aide aux banques, chômage, inflation, salaires insuffisants...

- « Face à la situation sociale, politique et économique actuelle du pays, où les politiques néolibérales ont été prises depuis 1982 par les présidents Madrid, Salinas et Zedillo, a mis le pays dans une grave crise. Depuis le traité de libre échange avec le Canada et les États-Unis, les intérêts de la nation ont été subordonnés aux politiques économiques de ces blocs, en transformant le Mexique en une colonie *maquilera*, et le seul objectif du gouvernement est d'offrir une main d'œuvre bon marché. Tout cela a eu un grand impact sur l'éducation nationale, avec l'emphase sur la technique, l'élitisme et le rendement, laissant de côté l'éducation scientifique, humaniste, critique et sociale »⁷⁶¹.
- « Nous ne pouvons accepter que, pendant que le peuple manque de tout et que des millions de jeunes sont sans emploi, ils (les autorités politiques) dépensent des millions de dollars pour les banquiers »⁷⁶².

L'intégration au commerce international de l'économie du Mexique a commencé en 1986 avec l'intégration du Mexique au GATT, puis en 1994 avec la signature de l'ALÉNA. Les étudiants y voient une subordination du Mexique « aux politiques économiques de ces blocs (Canada et États-Unis), qui prétendent transformer le Mexique en une colonie *maquilera* dont les seules visées gouvernementales sont d'offrir une main d'œuvre bon marché au marché mondial »⁷⁶³. La Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Banque

⁷⁶⁰ (W99 CGH): 25 mars 1999. « En los últimos años el gobierno ha cancelado los derechos sociales más significativos para la nación mexicana, tales como la seguridad social, los servicios de salud pública, los derechos laborales y la tenencia de la tierra, impulsando una serie de políticas de privatización. Ello se ejemplifica con la propuesta de venta de la industria eléctrica. Es en este contexto donde se inscribe la iniciativa del incremento de cuotas promovido por el rector Barnés ».

⁷⁶¹ *ibid.* « Ante la actual situación social, política y económica del país, en donde las políticas neoliberales impulsadas desde 1982 por los presidentes de la Madrid, Salinas y Zedillo, han sumido al país en una grave crisis. Desde el Tratado de Libre Comercio con Canadá y Estados Unidos, los intereses de la nación se han visto subordinados a las políticas económicas de estos bloques, pretendiendo transformar a México en una colonia maquilera, donde el único fin del gobierno es ofrecer mano de obra barata al mercado mundial. Esto ha tenido un gran impacto en el proyecto educativo nacional, impulsando la tecnificación, la elitización y el eficientismo, haciendo a un lado la educación científica, humanista, crítica y social ».

⁷⁶² (JEPC CEDEP): mai 1999. « No podemos consentir que mientras el pueblo está carente de los más indispensable gastan millones de dólares en los banqueros y mantienen a millones de jóvenes en el desempleo ».

⁷⁶³ *Al cielo por asalto*, no 1, p. 2. « Desde el Tratado de Libre Comercio con Canadá y Estados Unidos, los intereses de la nación se han visto subordinados a las políticas económicas de estos bloques, pretendiendo transformar a México en una colonia maquilera, donde el único fin del gobierno es ofrecer mano de obra barata al mercado mundial ».

interaméricaine de développement (pour les Amériques) dictent les politiques économiques et sociales de nombreux pays :

« La situation des travailleurs et des peuples du monde entier est de plus en plus compliquée; l'espérance de vie diminue pour des millions de personnes en raison de la dénutrition et les guerres. La polarisation de la société, avec un petit nombre de propriétaires de la richesse et de larges masses dans la misère extrême, s'accompagne de l'impossibilité d'accéder aux services élémentaires, comme l'éducation et la santé »⁷⁶⁴.

La démission de Francisco Barnés est perçue par les étudiants du CGH comme une victoire sur les politiques nationales, mais aussi sur le FMI et la BM:

« Grande est la rébellion étudiante qui a finalement fait tomber celui qui paraissait inamovible (...), qui comptait sur deux des personnages les plus puissants de notre pays (le président actuel et celui désigné comme son successeur)! Grand est le coup que reçoivent les politiques dirigées par les organismes financiers internationaux vers l'Université la plus importante d'Amérique latine! »⁷⁶⁵.

3. Les médias

a) 1968

« Tout le monde sait que la presse nationale se vend au meilleur offrant et, évidemment, l'étudiant n'est pas le meilleur offrant »⁷⁶⁶.

Nous l'avons vu au deuxième chapitre : c'est à juste titre que la presse et la profession journalistique n'ont aucune considération en 1968. La corruption, l'absence de journalisme d'enquête, le manque d'éthique et de professionnalisme faisaient du quatrième pouvoir tout au plus un « appendice du système ». et jouait un rôle pernicieux dans la vie politique mexicaine.

⁷⁶⁴ (W00 Philosophie et Lettres CGH): septembre 2000. « Convención Nacional en Defensa de la Educación Pública. La situación de los trabajadores y los pueblos del mundo es cada vez más complicada; la expectativa de vida disminuye para millones de personas por desnutrición, inseguridad y guerras. La polarización de la sociedad, con pocos poseedores de la riqueza y amplias masas en la miseria extrema, es aderezada con la imposibilidad de acceder a los servicios elementales, como educación y salud ».

⁷⁶⁵ *Brigadistas*, no 17 (novembre 1999). « Grande ha sido la rebelión estudiantil que hizo que por fin cayera el que parecía inamovible rector, déspota y prepotente, confiado en el incondicional respaldo con que contaba por parte de dos de los personajes más poderosos de nuestro país (el presidente en turno y el señalado como su sucesor)! ¡Grande es el golpe que están recibiendo las políticas decididas por los organismos financieros internacionales para la Universidad más importante de América Latina! ¡Perdieron a su más servil ejecutor! ».

⁷⁶⁶ (AH 60, 327, 91, 67): septembre 1968. « Ya que la Prensa Nacional (todo el mundo lo sabe) se vende al mejor postor y evidentemente el estudiantado no es el mejor postor ».

La presse est un véritable « cancer », elle est « dans un état de putréfaction avancé », ne donne qu'une « information minimale », « occulte des faits » et fait une « campagne de diffamation et de tergiversation (...) tendancieuse ayant pour objectif de distordre le mouvement », « nous faisant passer pour des fantômes, des mythes », etc.⁷⁶⁷. La liberté de presse est un « mythe ». Sa filiation avec le pouvoir fait d'elle une « presse nationale mercenaire », « bâtarde » et « dégoûtante » qui se « vend au plus offrant ». C'est une « pseudo-presse », vénale et sans scrupules, « corrompue et partisane », « compromise avec le gouvernement », « sous le contrôle de *camarillistas* ». « Au service des exploités », la presse « ne sert que ceux qui ont l'argent et le pouvoir ». Les journalistes ne rapportent que les faits « provoqués par des agitateurs étrangers au mouvement », « ne révèlent jamais rien » et « jouent avec la bonne foi et le patriotisme des Mexicains ».

- « La politique gouvernementale a marquée au sceau de la tromperie; tous les moyens de diffusion informent mal le peuple dans le but qu'il s'affronte avec ses propres enfants. Cela continuera, à moins que la population n'élève sa voix et fasse cesser les abus que commettent ceux qui se définissent comme les autorités et « représentants du peuple »⁷⁶⁸.
- « La presse camarillista a voulu faire croire au peuple que nous vivons avec le meilleur des gouvernements et qu'on a autant de libertés politiques que n'importe quel pays du monde. Elle ment, il y a peu de différence entre notre gouvernement et la dictature belliqueuse »⁷⁶⁹.
- « Les journaux salissent quotidiennement les noms, les actes et les paroles de plusieurs Mexicains. Les mensonges propagés par la presse et tous les médias de communication sont dictés par les autorités pour couvrir le sang répandu et faire passer pour de simples « agitateurs » les étudiants et le peuple. Il n'existe aucune conjuration »⁷⁷⁰.

⁷⁶⁷ (DIPS 521, 62 Préparatoire 7): 5 août 1968. « Con el objeto de aclarar algunas notas aparecidos en los periódicos, acerca de nuestro movimiento de huelga, los estudiantes del Politécnico nos dirigimos a ustedes ».

⁷⁶⁸ (FIS 11 Architecture): septembre 1968. « (...) La política Gubernamental ha sido rubricada por el engaño, ya que con todos los medios de difusión ha mal informado al pueblo, tratando de enfrentarlo contra sus propios hijos; esto lo seguirá haciendo ha menos que el propio Pueblo eleve su voz, para contener los abusos que cometen en pro de sus intereses los que autonombran como autoridades y « representantes del Pueblo » ».

⁷⁶⁹ (DIPS 521, 110-112 Vocacionnelle 5): 7 août 1968. « (...) La prensa mercenaria nacional ha realizado una serie de campañas tendenciosas con objeto de distorsionar nuestro movimiento, hacemos saber, que a este movimiento se están quejando los sindicatos más honestos, los comerciantes en pequeño y la opinión pública a medida que pase el tiempo se va haciendo favorable para el movimiento. (...) La prensa camarillista ha querido hacer creer al pueblo que vivimos en el mejor de los gobiernos y son mayores libertades políticas que en cualquier otra parte del mundo. Miento, poco se diferencia nuestro gobierno con la dictadura belicosa ».

⁷⁷⁰ (FIS 431 Comité de Lutte Étudiante): septembre 1968. « (...) Las mentiras propagadas por la prensa y todos los medios de comunicación son dictadas por las autoridades para tapar la sangre derramada queriendo hacer pasar por simples « alborotadores » a los estudiantes y al pueblo. No existe conjura ».

- « La presse corrompue et vendue érige une barrière de calomnies et ce qui est pire, de silence, sur tout ce que nous voulons dire. Vous avez le droit de connaître la vérité et de vous former votre propre opinion. Nous ne comptons pas sur les médias, dont le gouvernement dispose pour « former votre opinion » comme il lui convient, mais oui, nous comptons sur l'honnêteté et la transparence qui s'opposent à la corruption que nous dénonçons et qui du plus bas jusqu'au plus haut niveau caractérise les autorités »⁷⁷¹.
- « ...l'actuelle génération étudiante a démontré qu'au Mexique la liberté de presse est un mythe. Les millions de feuillets qu'ils distribuent offrent davantage la vérité »⁷⁷².

Conscients du pouvoir qu'exercent les médias sur l'opinion publique, et que celle-ci est primordiale pour le mouvement, des étudiants interpellent les journalistes :

« Journaliste : ami journaliste, présentateur, reporter; es-tu conscient du mal que tu fais à ton peuple? Quand tu as décidé de travailler comme journaliste, tu l'as fait en fonction de ta capacité intellectuelle pour informer, pour divulguer, pour diffuser les événements quotidiens en disant la vérité. Tu as étudié la diction, la phonétique, la grammaire et la littérature, conscient de faire ton travail le plus clairement afin de le rendre accessible pour ceux qui te lisent ou t'écoutent? (...) Ami journaliste ou présentateur, la fonction que tu remplis présentement est la plus dénigrante et malicieuse qu'on puisse imaginer dans le genre humain; tu trompes délibérément ton peuple et de façon assommante, lui bourrant le crâne intentionnellement (de faussetés), le faisant douter afin que son opinions diffère de la réalité (...). Ta façon d'agir en plus d'être sale et indigne, te fait paraître sous un angle dégoûtant qu'on pourrait comparer avec un « cancer » de l'humanité. (...) Ami journaliste ou présentateur, réveille-toi (...), réalise ton travail de divulgation comme tu le concevais lorsque tu as commencé, c'est-à-dire avec la vérité « pure et claire », sinon ton avenir cancéreux sera inexorable, de court terme car fatal »⁷⁷³.

⁷⁷¹ (FIS 433 Comité de Lutte Étudiante): septembre 1968. « Señores comerciantes y empleados. La prensa corrompida y vendida tiende una barrera de calumnias y lo que es peor, de silencio, a todo lo que queremos informar. Ustedes tienen derecho a saber la verdad y formarse una opinión propia. No contamos con los medios de que el gobierno dispone, para « formarles la opinión » que a el le conviene; pero si contamos con la honradez y limpieza que se opondrán a la corrupción que denunciamos y que desde el más bajo nivel, hasta los más altos, caracterizan a las autoridades ».

⁷⁷² (DIPS 521, 454): 21 août 1968. « (...) La gran y vendida prensa, justificadora de toda intentona reaccionaria no logró convencer de que la lucha estudiantil era resultado de la « agitación extranjera »; obtuvo sí, definitivo desprestigio ante la presente generación estudiantil demostró que en México la libertad de prensa es un mito. Pudieron más los millares de hojitas mediante las cuales los estudiantes expusieron la verdad ».

⁷⁷³ (DIPS 967, 62): septembre 1968. « Periodista: amigo periodista, locutor, reportero; ¿eres conciente del mal que haces a tu pueblo? Cuando decidiste laborar con periodista, ¿lo hiciste en función de tu capacidad intelectual para gramática y literatura, conciente de hacer tu trabajo lo más claro y asequible para los que te leen o escuchan? (...) Te has puesto a meditar por un instante, ¿que es a lo en realidad te dedicas? ¿que es lo que con ello consigues? Seguramente que no, es por ello que será de gran utilidad para ti, saberlo y comprenderlo. Amigo periodista o locutor, la función que desempeñas en la actualidad es la más denigrante y malicia de todas las que pueda imaginar el género humano; engañas deliberadamente y en forma masiva a tu pueblo, lo desorientas intencionalmente, lo haces tener dudas y formarse opiniones distintas a la realidad. Informar, para divulgar, para hacer difusión de los acontecimientos cotidianos a tu pueblo con la verdad. Has estudiado dicción, fonética, Todo ello lo llevas a cabo y de todo esto estás totalmente convencido para no perder un simple « ejemplo » de periodista o de locutor, por el cual recibes pingues ganancias que apenas te hacen subsistir; porque si no lo comprendes tú también formas parte del pueblo. Tu actuación además de denigrarte e indigna, te coloca en un plano de maldad tal que solo se te podría comparar con el « cáncer » de la humanidad, y pensándolo dos veces, eso es precisamente lo que eres « el cáncer » de tu pueblo, olvidaste de los granaderos y demás fuerzas represivas, tu eres la escolta de ellas, y debes saber que junto con ellas forman los pilares principales que sostienen el poder, una oligarquía nefasta y corrupta tornada por unos cuantos hampones que detentan el poder aun a ti te desprecian y te pagan con migajas. ¡No! Amigo periodista o locutor, despierta de tu letargo maligno, no pagues tan caro los mendrugos que llevas a tu hogar, realiza tu función

b) 1999-2000

« L'avalanche d'information n'admet pas la neutralité »⁷⁷⁴.

Les médias ont été accusés d'être complices du pouvoir politique en faisant une « campagne de lynchage » contre des leaders du mouvement, en reprenant, par exemple, les accusations de Labastida qui affirmait « que nous ne sommes qu'une poignée, allant jusqu'à dire que « nous avons des armes »⁷⁷⁵, un « petit groupe ayant séquestré l'université »⁷⁷⁶.

- « Pourquoi donc tant d'acharnement si le mouvement n'est soutenu que par une minorité? Et pourquoi le président Zedillo met-il autant d'opiniâtreté à disqualifier un minable « troupeau de sauvages? »⁷⁷⁷.
- « Nous voyons tous l'énorme campagne lancée contre notre grève : les médias de communication ont tenté de faire croire à la population que notre grève n'a plus de raison d'être, (...) que nous ne sommes qu'une minorité qui a pris par la force l'université contre la volonté de la majorité »⁷⁷⁸.

Les médias occultent ce qui pourrait donner au mouvement une image positive. Lors d'un grand rassemblement au Zócalo, le 23 avril 1999, le porte-parole du CGH profite de la présence de chaînes de télévision pour les enjoindre de transmettre la vérité en montrant à leurs auditeurs « l'ambiance de liberté, de culture, de débat, de critique de notre mouvement » qu'elles ont filmée dans différentes écoles et facultés. Il soutiendra, cinq mois plus tard, que les journaux et

informadora y de divulgación como la concebiste cuando en ella te iniciaste, es decir con la verdad « pura y limpia » ya que, de no comprenderlo así, tu futuro como cáncer que eres será inexorablemente fatal y a muy corto plazo ».

⁷⁷⁴ Carlos Monsiváis, « 1968-1999: La comparación inevitable », *Proceso* (1^{er} décembre 1999), p. 29. « El alud noticioso no admite la neutralidad ».

⁷⁷⁵ (JEPC CGH-UNAM): juillet 1999. (À l'endos d'un billet de un dollar américain modifié, avec G.W. Bush, F. Labastida et J.R. De la Fuente côte à côte): « Ellos controlan la radio, la prensa y la televisión. ¡Ya vimos la campaña de linchamiento que han lanzado en contra de nosotros los estudiantes! Que si ya estaba resuelto el problema, que si sólo éramos unos cuantos, llegando al extremo de decir que « tenemos armas ». Igual que decían en 1968 para justificar la represión al movimiento. *Mentira tras mentira* ».

⁷⁷⁶ (JEPC CGH-UNAM): septembre 1999. « Se ha dicho que somos un pequeño grupo que secuestró la Universidad ».

⁷⁷⁷ *Brigadistas*: (25 juin 1999). « ¿Por qué tanta saña contra un movimiento que es calificado sistemáticamente como sostenido por una ínfima minoría? ¿Por qué hasta el presidente mismo tiene que lanzarse brutalmente a descalificar a una turba de salvajes? ¿Qué es lo que amerita gastar tantos millones de pesos en los medios de comunicación? Si nuestro movimiento fuera realmente como el gobierno y las autoridades universitarias dicen que es, ya se habría caído solo desde hace varias semanas. Pero hay algo que los exaspera, y es, que pese a una campaña tan salvaje, tan inmensa, tan arrasadora, no han podido aislar a los estudiantes de la población ».

⁷⁷⁸ (JEPC CGH-UNAM): 24 juillet 1999.

revues identifiés comme de gauche, « habituellement respectueux des mouvements sociaux »⁷⁷⁹, sont devenus hostiles, se soumettant « à la campagne orchestrée par le Secrétaire de l'Intérieur » en faisant la chasse aux « ultras »⁷⁸⁰. Lorsque les étudiants afiliés au PRD ont voulu aceptar la proposition du recteur de rendre facultatif le paiement des frais d'inscription, *La Jornada*⁷⁸¹ et *Proceso* étaient, selon le conseil étudiant, proches de ce parti⁷⁸².

Les médias sont responsables de n'offrir au public que des images les faisant paraître comme des sauvages. On leur reproche d'avoir choisi, par exemple, lors de la prise de nouveaux locaux de l'UNAM en juin 1999, des images chocs afin de donner l'impression que l'université était « prise par une horde de « troglodytes »⁷⁸³ »; la population développe ainsi le « sentiment qu'il est nécessaire de sauver l'université de la minorité de sauvages qui se sont emparés d'elle (les terribles « ultras »!) »⁷⁸⁴.

⁷⁷⁹ (JEPC CGH-UNAM): juillet 1999. « A esta campaña se han sumado publicaciones usualmente identificadas como *respetuosas* de los movimientos sociales, como es el caso de *La Jornada* y *Proceso*. ¿La razón? Que las posiciones sostenidas al interior del movimiento por los sectores políticamente afines a la línea de dichas publicaciones, han sido rechazadas una y otra vez por las Asambleas. Sus intentos por convencer a los estudiantes de las bondades de lo aprobado por el Consejo Universitario el 7 de junio e imponerles el levantamiento de la huelga al que presuntamente se comprometieron en negociaciones secretas con la rectoría (denunciadas por columnistas de varios periódicos y no desmentidas por ninguno de ellos), fue tajantemente rechazado por 34 de 38 Asambleas en el CGH del 14 de junio. Nuevamente es necesario que todos los huelguistas salgamos a la defensa del movimiento. Que insistamos ante toda la población en que *no crea ni una palabra de lo que dicen la radio, la televisión y la prensa*. Que tan sólo para darse una idea de lo que son capaces de hacer los medios de comunicación, se acuerde de la reciente campaña desplegada por estos cuando fue asesinado Paco Stanley ».

⁷⁸⁰ *Brigadistas*, no 4 (25 juin 1999). « Si bien la expectativa era llenar el estadio y esto no ocurrió, una asistencia de alrededor de 40 mil personas demuestra que eso que dice Barnés de que son sólo 800 los que sostienen la huelga hay que multiplicarlo, al menos, por 50. Los últimos días han sido de ofensiva intensa de parte de las autoridades y el gobierno. El fin de semana pasado se recrudeció hasta niveles inauditos la campaña de aislamiento del movimiento estudiantil. Incluso medios que la gente no identifica como sumisos al gobierno, se sumaron a la campaña orquestada desde la Secretaría de Gobernación. Nos referimos a *La Jornada* y *Proceso*, que al igual que los demás, fueron parte de la embestida contra los « ultras » ».

⁷⁸¹ (JEPC Mémoire de la Convention CGH): janvier 2000. « ...tenemos que mencionar que, nuevamente, ante un avance del movimiento viene una respuesta virulenta de algunos medios, buscando descalificarlo y minimizarlo. En este caso, *La Jornada*, vocero de la línea perredista, que como sabemos actúa en alianza con el gobierno federal y la rectoría en contra del movimiento, publicó el 16 de enero una nota firmada por la reportera Alma Muñoz, relativa a la Convención, la cual simplemente está llena de falsedades y de interpretaciones tendenciosas ».

⁷⁸² Ces médias sont positionnés au centre-gauche mais demeurent indépendants de tout parti politique.

⁷⁸³ (JEPC Document de discussion no 8 Commission de Propagande de l'Assemblée Générale de la Facultad des Sciences): 23 juin 1999. « Ante la sucia campaña de propaganda contra la huelga. Brutal ha sido la campaña de propaganda montada en contra de la huelga por la Secretaria de Gobernación. La imagen de la UNAM tomada por una horda de trogloditas ha sido difundida una y otra vez por la televisión, la radio (sic) y la prensa escrita para « representar » a nuestro movimiento ante toda la población ».

⁷⁸⁴ *ibid.* « Son *dos* los fines que persigue esta campaña: el primero, hacer dudar a las decenas de miles de estudiantes que respaldan la huelga acerca de su justeza y necesidad. El segundo, sentar las bases para la utilización de la fuerza pública en contra de la huelga, crear en la opinión pública un sentimiento de que *es necesario rescatar la universidad de la minoría de salvajes que se han apoderado de ella* (¡los temibles « ultras »!) ».

4. Les institutions

4.1 L'éducation

a) 1968

Le statut autonome de l'UNAM provoque beaucoup de passion si la communauté universitaire considère qu'il est en danger. Selon les étudiants, la presse nord-américaine, qui venait de publier une série d'articles sur le principe de l'autonomie, aurait préparé le terrain pour une remise en question de l'autonomie de l'UNAM en l'attaquant « de façon systématique. Une campagne à laquelle s'est ajoutée celle de la presse mexicaine qui traditionnellement est au service des intérêts nord-américains »⁷⁸⁵.

Les enseignants et les étudiants de l'UNAM et de l'IPN, ces « rares résultats politiques de la Révolution », ont une haute estime de ces institutions et du rôle qu'ils ont à jouer dans le développement du pays.

- « Les centres de haute culture sont, doivent être, le ferment, le levain pour que surgissent les étendards qui mèneront notre peuple à sa rédemption définitive ».

⁷⁸⁵ (FIS 199 Sciences Politiques et Sociales): 6 août 1968. « El movimiento estudiantil revolucionario considera necesario expresar su posición (...). Denunciamos la calculada violencia (...). Las más altas autoridades policíacas se presentaron a organizar la represión del día 26, y su presencia en el lugar, así como el salvajismo y saña con que se agredió a los manifestantes, nos empuja a señalarla como una acción calculada por las fuerzas represivas para provocar a los estudiantes y asestarles golpes tan serios como la violación de la autonomía universitaria y la supresión de sus garantías individuales. El asalto castrense a los locales universitarios resultaba fácil de explicar para las autoridades, una vez que se había provocado el desorden. Es decir, la violación de la autonomía universitaria fue el paso definitivo, y en cuya preparación la represión del día 26 representó la motivación que las autoridades fabricaron para atacar a los estudiantes. Un antecedente importante para reforzar este criterio es la aparición evidéntisima de un sargento del Ejército Mexicano en la Facultad de Ciencias Política y Social, con la clara intención de dejarse « sorprender » por los estudiantes en los momentos que abiertamente se dedicaba a copiar las publicaciones murales. Para hacer más completa la provocación, el sargento portaba más de una identificación militar, además de un cuaderno lleno de notas sobre materias militares. (...) El objetivo de la ofensiva represora era la autonomía universitaria, y colaborando para lograrlo se encontraron juntos diversos intereses. En primer lugar, hemos de señalar la ambientación. Por largo tiempo se vino publicando en la prensa norteamericana toda una serie de artículos periodísticos en contra del principio de autonomía, y en particular atacando sistemáticamente a la Universidad Nacional Autónoma de México. A esta campaña se sumó la prensa mexicana, cuyo tradicional servicio a los intereses norteamericanos explica su actitud. El 22 de julio, en el periódico mural « La Semana Universitaria », las autoridades de la UNAM señalaban el peligro que se cernía sobre la autonomía de la Universidad ».

- « (l'éducation supérieure est) un instrument de libération nationale et individuelle (qui) implique nécessairement un engagement à l'endroit des grands problèmes, laquelle se manifeste dans des formes concrètes de lutte »⁷⁸⁶.

Le système éducatif manque de ressources :

- « Le gouvernement devrait investir 10 % de son budget, comme le suggère l'UNESCO ».
- « Il y a une déficience chez les institutions universitaires dans la recherche, l'enseignement, les programmes d'études et dans sa projection sociale, qui ne répondent pas suffisamment aux problèmes du pays ». Il faut « transformer la structure éducative afin qu'elle permette d'atteindre l'éducation populaire, libre et gratuite à tous les niveaux ».

Slogans : l'autonomie universitaire

« Nous défendons un intérêt authentique. Vive l'autonomie universitaire! », « Défendre les droits du peuple, c'est défendre l'autonomie universitaire! », « Pour la revendication de l'autonomie universitaire! ».

Compte-tenu de l'occupation militaire de l'UNAM et de l'IPN, l'autonomie universitaire représente un droit, un havre d'où l'on peut s'exprimer librement. En 1968, l'autonomie est associée à la parole des étudiants, à leurs critiques et à leurs revendications.

b) 1999-2000

L'éducation est un droit. La perte de la gratuité aux niveaux moyen et supérieur signifie l'inaccessibilité à cette opportunité de mobilisation sociale pour nombre de Mexicains. Pourtant, cette mobilité est essentielle au développement du pays en réduisant à long terme l'écart entre les classes sociales. Dans le contexte d'une fin de siècle marquée par la mondialisation et celui où une très large partie de la population mexicaine n'a pas profité de l'ouverture de ses frontières par l'entremise de l'ALÉNA, la résistance étudiante prend une dimension idéologique. Réformes, restructurations, finances, rôle social : le rôle de l'université est depuis le milieu des années 1980 débattu. C'est un sujet planétaire où deux conceptions s'affrontent : la connaissance au sens large

⁷⁸⁶ Ramón Ramírez, *El movimiento de 68, op. cit.* (Documents: *La Gaceta* du 13 septembre 1968). « la educación es un instrumento de liberación nacional e individual y el uso de esta libertad implica necesariamente un compromiso

et la formation en fonction du marché du travail (avec la participation de celui-ci). Pour les grévistes, il ne fait aucun doute que le premier principe doit l'emporter sur l'autre :

- « La politique éducative néolibérale s'est manifestée par des coupures croissantes du budget et une augmentation des coûts (des services). Le processus de privatisation fait de l'école publique un marché où l'État élimine de la société les services éducatifs les moins rentables. L'orientation idéologique qui sous-tend les programmes dans le but de renforcer le système capitaliste ankylose l'organisation populaire »⁷⁸⁷.
- Nous voulons discuter et décider avec tous les universitaires de la transformation globale que nécessite l'UNAM (...). Mais cette discussion ne peut se faire sur la base des réformes néolibérales imposées à notre université, des réformes qui sont en train de la transformer sous la gouverne de la Banque mondiale et de l'OCDE, qui la place au service du marché; réformes qui offrent aux étudiants démunis d'étudier en « technique de réfrigération » alors qu'ils désirent une carrière universitaire (...) ⁷⁸⁸.
- « La reconstruction de l'UNAM concerne non seulement sa structure mais aussi son orientation. Il est nécessaire de commencer par changer le concept même de l'Université dans toutes ses fonctions (...). L'enseignement requiert un processus profond et radical qui va jusqu'à l'autogestion académique. Celle-ci, ainsi que son contenu, doivent culminer jusqu'à la transformation sociale, laquelle est la seule qui légitime et donne un sens à l'enseignement public »⁷⁸⁹.

L'excellence académique doit être comprise non pas comme une préparation technique,

- « mais comme une formation spécialisée à des fins de service social et public, en d'autres mots, les diplômés doivent chercher le bien-être du pays et de la population marginale ».

frente a los grandes problemas, que se manifiesta en formas concretas de lucha ».

⁷⁸⁷ (W00 Philosophie et Lettres CGH): 20 septembre 2000. « La política educativa neoliberal, ha significado un recorte creciente de su presupuesto y la elevación de cuotas. El proceso de privatización hace de la escuela pública un mercado, donde el Estado descarga en la sociedad, los servicios educativos menos rentables. La orientación ideológica que se promueve en los programas, lleva a afianzar el sistema capitalista, aletargando la organización popular ».

⁷⁸⁸ (W99 CGH 5^{ème} Manifeste): juillet 1999. « Queremos discutir y decidir con todos los universitarios la transformación global que requiere la UNAM, por eso exigimos un Congreso Democrático y Resolutivo. Pero esta discusión no puede darse sobre la base de las reformas neoliberales ya impuestas en nuestra universidad, reformas que ya están transformándola en la dirección dictada por el Banco Mundial y la OCDE, llevándola al servicio del mercado; reformas que ya están enviando a estudiar « técnico en refrigeración » a estudiantes de bajos recursos que desean una carrera universitaria, que ya están orillando a la deserción a estudiantes que mandaron a carreras que no eligieron, que a partir del año 2003 expulsarán a la mayoría de los estudiantes de la UNAM por no terminar en los límites impuestos (y estos son más de las dos terceras partes de los estudiantes, de acuerdo a datos de la propia UNAM). Las autoridades tienen que dar marcha atrás en esas reformas, y sobre esa base pasaremos todos a discutir el rumbo que debe seguir la Universidad Nacional. Si en esta discusión gana el proyecto neoliberal, adelante; pero las autoridades saben que perderían y por eso se niegan a abrir este espacio resolutivo ».

⁷⁸⁹ *ibid.* « La Refundación de la UNAM no solo contempla sus estructura sino también su orientación. Se necesita empezar por cambiar el concepto mismo de Universidad en todas sus funciones, relaciones y características. La enseñanza en las aulas requiere un proceso profundo y radical que avance hacia la autogestión académica. Estas y su contenido deben volcarse hacia la transformación social, lo cual es lo único que legitima y da sentido a la enseñanza pública ».

- « (un) site de la critique et du dialogue par antonomase, l'enceinte où la société débat sur l'université et sur les problèmes du pays »⁷⁹⁰.

L'UNAM, qui a une longue histoire d'amour, demeure une institution sacrée :

« La valeur que nous donnons à notre université n'est pas en centimes ce n'est pas en donnant 2 040 pesos annuellement ou plus que cela signifie que nous serons de meilleurs universitaires. La valeur, nous la donnons avec des réussites sociales; avec le produit de notre effort. Les deux seuls prix Nobel que notre pays a produit sont des universitaires; les chercheurs, les enseignants et les étudiants sommes le produit de cette maison d'études la plus importante non seulement du pays, mais de l'Amérique latine »⁷⁹¹.

Les grévistes ne manquent pas de souligner l'élitisme que sous-tend la réforme entérinée par le Conseil Universitaire au début de l'année 1999. Qui alors aura accès aux études supérieures? Le Mexique étant ce qu'il est (grandes iniquités socio-économiques), l'accès à l'éducation moyenne et supérieure enflamme les esprits si elle est menacée.

- « Notre grève n'est pas une grève pour marchander quelques centimes avec les commerçants qui gouvernent l'UNAM. C'est une grève pour empêcher que l'Université *nationale* ferme ses portes aux enfants du peuple; pour empêcher qu'elle se convertisse en une simple vendeuse de services, sans autre objectif que d'augmenter ses gains de quelques montants d'argent; pour récupérer le terrain perdu dans son projet d'une université critique, scientifique et populaire ».
- « L'éducation gratuite dans un pays où existent d'énormes inégalités est une expression de la démocratie, conçue comme l'obligation de l'État de garantir l'accès à l'éducation de tous les Mexicains »⁷⁹².
- « (en vertu des) idéaux de la classe des travailleurs et de notre Révolution de 1910 », elle se doit de permettre aux classes populaires d'y accéder; ce droit a pu s'épanouir grâce au mouvement de 68, qui a entraîné « la création des collèges de Sciences et Humanités, institutions sises en zones marginales pour que l'éducation intermédiaire puisse être à la portée de ces secteurs de la population »⁷⁹³.

⁷⁹⁰ (W99 Philosophie et Lettres Assemblée Universitaire): 15 mars 1999 (Assemblée du 12 mars). « La universidad debiera ser el sitio de la crítica y el diálogo por antonomasia, el recinto donde la sociedad debate sobre la misma universidad y los problemas del país ».

⁷⁹¹ *ibid.* « (...) El valor que los universitarios le damos a nuestra universidad no es en centavos, no por aportar 2 040 pesos anuales o más, significa que soy mejor universitario. El valor se lo damos con logros sociales; producto de nuestro esfuerzo. Los dos únicos premios Nobel que ha tenido nuestro país son universitarios; los investigadores, los académicos, los alumnos hemos hecho de esta casa de estudios la más importante no sólo del país, sino de América Latina. Ese es el valor real que todos aportamos ».

⁷⁹² (W99 Chimie): avril 1999. « La educación gratuita en un país de enormes desigualdades es una expresión de la democracia, concebida como la obligación del estado de garantizar el acceso a la educación de « todos » los mexicanos ».

⁷⁹³ (JEPC Damiana Juárez R.): 9 avril 1999. « (...) los logros del movimiento del 68 contribuyeron a la creación de los Colegios de Ciencias y Humanidades, instituciones fincadas en zonas marginadas para que la educación media estuviera al alcance de todo el sector poblacional. Parece también se ha olvidado del carácter masivo de nuestra

- « Nous ne pouvons oublier que notre université est le produit du travail quotidien de tous les Mexicains, car ce sont eux, qui par le paiement de leurs impôts et les dépenses publiques, contribuent en grande partie au soutien de l'éducation »⁷⁹⁴.
- « Aucun étudiant ne doit oublier l'engagement qu'il a avec la société et le peuple du Mexique. Permettre que l'éducation soit réduite à une petite élite est déroger aux principes mêmes de l'éducation. (...)... l'Université s'est fondée à partir des idéaux de la classe des travailleurs et de notre Révolution de 1910, qui sont les bases du peuple qui doivent remplir les classes de notre maison universitaire »⁷⁹⁵.
- « (L'Éducation est) un droit social produit de la Révolution de 1910, durant laquelle sont morts des centaines d'ouvriers et de paysans pour le conquérir et obtenir que les classes pauvres accèdent à la connaissance »⁷⁹⁶.
- « (C'est un droit) gagné historiquement, qui fait partie du projet d'une nation inclusive et démocratique »⁷⁹⁷.
- « les diplômés devraient chercher le bien-être du pays et de la population marginalisée au lieu d'une carrière importante avec des bénéficiaires personnels dominant tout autre concept »⁷⁹⁸.

Universidad, pues la Universidad nuestra es la Universidad de las masas y para las masas, del pueblo para el pueblo ».

⁷⁹⁴ *ibid.* « No podemos olvidar que la Universidad nuestra es producto del trabajo diario de todos los Mexicanos, pues son estos los que a través del pago de impuestos y el gasto público contribuyen en gran medida con el sostenimiento de la Educación »

⁷⁹⁵ *ibid.* « Ningún estudiantes debe olvidar su compromiso con la sociedad y con su pueblo de México. Permitir que la educación se reduzca a una pequeña elite es defraudar los principios mismos de la educación. »

⁷⁹⁶ (JEPC CGH): 23 mai 1999. « un derecho social producto de la revolución de 1910, durante la cual murieron cientos de obreros y campesinos, para adquirir esta conquista y lograr que las clases pobres accedieran al conocimiento ».

⁷⁹⁷ (JEPC Assemblée des étudiants de l'IPN): mai 1999.

⁷⁹⁸ (JEPC Médecine Comité de Grève): 28 avril 1999. « La crisis institucional de la universidad pública no es nueva. Esta fue cuestionada hace 25 años por una generación transformadora, que buscaba la real excelencia académica entendida no como preparación técnica sino como formación especializada con fines de servicio social y público, en pocas palabras, los egresados deberían buscar el bienestar del país y la población marginada en vez de una carrera prominente con beneficios personales por encima de cualquier otro concepto. Como sea, hoy la universidad no cumple con el fin de hace 20 o 30 años, que prometía movilidad social y económica, por ende habría no sólo que cuestionar la estructura orgánica de la institución y pugnar por su democratización así como la transparencia en el uso de los recursos. El enfoque central, a mi parecer, debe girar en torno a una actualización de los programas de cada profesión pero también debe recuperarse el sentido social de la especialización que ofrece la educación superior. Se completa el cuadro de incapacidad de atención de las universidades y centros tecnológicos de estudios profesionales con la alta densidad de población. El predominio de niños y jóvenes así como la concentración en las capitales nos da cantidades estratosféricas de población comprendida en el grupo de edades entre los 20 y 24 años (demanda teórica) de la que surge la demanda de estudios de licenciatura con una demanda real, que pasó de 6.1 millones en 1980 a 7.8 en 1990. Y se prevé que el año 2000 alcance 9.9 millones, (las cifras son tomadas de fuentes oficiales). Esto permitió que entre 1977 y 1994 la matrícula de licenciatura creciera en un 45%, pasando de 579 372 alumnos a un millón ciento ochenta y tres mil ciento cincuenta y uno y la falta de desarrollo de la infraestructura física en algunas regiones del país motivó desequilibrios estatales y regionales, falta de coordinación institucional, escasa planeación nacional, así como limitantes en la difusión cultural y la extensión de los servicios. El crecimiento fue notable, pues si en 1950 teníamos 35 mil estudiantes de tercer nivel, diez años después eran setenta y ocho mil; en 1970 el estudiantado se incrementó a 247 mil 600, cerca de 731 mil 291 en 1980 y un 961 mil 468 en 1985. Tan vertiginoso crecimiento debió echar mano de personas de las clases medias y bajas, para lograr la popularización de la enseñanza superior (Brunner, 1990, p. 83). No obstante, ahora diferentes instrumentos de filtro para acotar el ingreso al nivel superior han detenido el incremento de la matrícula y ha buscado diversas formas de disminuirla, marginando miles de aspirantes cada año, tan sólo en la UNAM. Las cifras establecidas por la propia ANUIES nos deja ver que entre 1970 y 1980 ingresaron 521 mil 180 jóvenes más, mientras que entre 1980 y 1990 sólo lo hicieron 346 mil 900, imposibilitando el acceso a la educación superior a 174 mil 280 aspirantes que presentaron el examen

Ce choix de société exige que l'État investisse davantage. Lors de la première grande manifestation étudiante, le CGH exige du gouvernement fédéral « qu'il augmente le budget pour l'éducation pour atteindre au moins le 8% du PIB établi par l'UNESCO, dont 2% pour l'éducation supérieure »⁷⁹⁹. Le budget doit être augmenté même si le RGP continue de s'appliquer, argumentent les étudiants car l'apport financier de la réforme ne représenterait que 0.78% du budget annuel la première année de son application : « c'est un moyen qui ne résoudra pas le problème financier de l'institution et encore moins ceux qui sont d'ordre académique »⁸⁰⁰. Améliorer les conditions d'études et l'enseignement exige des fonds mais aussi des réformes, ce que les étudiants admettent volontiers, et ils veulent que leurs opinions soient prises en compte : « Nous voulons discuter et décider avec tous les universitaires de la transformation globale que nécessite l'UNAM ».

Selon le rédacteur de ce texte, l'université de permettrait plus, depuis vingt ou trente ans, la mobilité sociale et économique, il faudrait « actualiser les programmes de chaque profession et le sentiment social de la spécialisation qu'offre l'éducation supérieure », et offrir plus de places pour la génération montante de la capitale. L'auteur critique le manque de coordination et de planification des services éducatifs, les lacunes qui frappent certaines régions du Mexique en termes de structures physiques, provoquant des déséquilibres régionaux et provinciaux, et le fait que, malgré une vertigineuse hausse du contingent étudiant de niveau universitaire depuis cinquante ans, l'on veuille filtrer dorénavant l'accès à l'université en imposant des coûts à l'éducation.

Les décisions concernant le rôle que doit tenir l'UNAM ne concernent qu'elle, puisqu'elle est autonome. Autonomie et structure décisionnelle horizontale vont, semble-t-il, de pair :

« La structure autoritaire, qui a pour fonction la légitimation des décisions déjà prises, ne répond pas à l'intention de construire une Université critique au service de la société. Nous proposons un nouveau Congrès Universitaire, qui refonde l'Université Nationale, pour qu'elle soit gouvernée par ses gouvernés. L'autonomie, entendue comme la

de admisión. De igual forma, de 1990 a 1994, la cifra de primer ingreso descendió a 104 mil 960 con una exclusión de 68 mil 490 jóvenes en la UNAM en sólo 4 años ».

⁷⁹⁹ (W00 Philosophie et Lettres CGH): 23 avril 2000.

⁸⁰⁰ (W99 Philosophie et Lettres Assemblée Universitaire): 12 mars 1999 (Assemblée du 11 mars). « Las cuotas apenas significan el 0.78% del presupuesto anual en el prime año de su aplicación (considerando que todos pagaran su cuota) con lo cual se demuestra que es una medida que no resuelve ningún problema financiero de la institución y tampoco ninguna problemática de orden académico ».

capacité de décision et de gestion pour organiser la vie universitaire, doit être orientée vers la transformation sociale, puisque l'État est obligé de par sa propre constitution à la financer. L'autonomie de l'Université correspond à la création de ses propres projets éducatifs, ainsi qu'à la capacité de définir ses plans et programmes d'études, l'augmentation de ses inscriptions, ses politiques d'embauche de personnel. Pour toutes ces considérations nous considérons que les réformes au Règlement général de Paiements porte atteinte à l'autonomie Universitaire, maintenant qu'elle s'implante au moyen d'un projet économique dicté aux gouvernants depuis l'étranger »⁸⁰¹.

Slogans : l'université et l'éducation

« Pour l'université publique, gratuite et populaire! », « Que l'université se remplisse du peuple. Pour défendre le droit à tous d'étudier! », « L'UNAM n'est pas à vendre, l'UNAM ne sera pas vendue parce que ses étudiants ont beaucoup de dignité! », « Aujourd'hui nous fermons l'université pour l'ouvrir demain à tous les Mexicains! », « Il faut plus d'écoles, pas des prisons! », « Les droits ne se négocient pas, ils se défendent. L'éducation est un droit pour tous que nous devons défendre entre tous. Participe avec nous! ».

4.2 La justice : l'appareil judiciaire et les forces de l'ordre

a) 1968

Le processus judiciaire n'inspire aucune confiance, avec ses « falsifications juridiques et ses procès bidons »⁸⁰². La corruption qui règne dans ses instances, du plus bas au plus haut de ses échelons, du policier au juge en passant par les fonctionnaires et les avocats, est bien connue, tout comme l'impunité dont certains jouissent. Les méthodes pour « rendre justice » ne lui rendent pas

⁸⁰¹ *Al cielo por asalto*, no 1, p. 2. « La estructura autoritaria, que tiene por función únicamente la legitimación de decisiones ya tomadas, esto no responde a la intencionalidad de construir una Universidad Crítica al servicio de la sociedad. Proponemos un nuevo Congreso Universitario, que *refunde* la Universidad Nacional, para que esta sea gobernada por sus gobernados. La autonomía, entendida como la capacidad de decisión y de gestión para organizar la vida universitaria, debe estar orientada a la transformación social, por lo que el Estado está obligado por su propia constitución a financiarla. La Autonomía de la Universidad corresponde a la creación de sus propios proyectos educativos, así como a la capacidad de definir sus planes y programas de estudio, el aumento de sus matrículas, sus políticas de contratación de personal. Por lo anterior consideramos que las reformas al Reglamento General de Pagos atenta contra al Autonomía Universitaria, ya que esta está siendo implantada por un proyecto económico dictado a los gobernantes desde el extranjero ».

⁸⁰² (FIS 283 Philosophie et Lettres): 26 août 1968. « (...) Con esto se quiere tender una cortina de humo que oculte no sólo el contenido real de nuestros propósitos, sino la raíz y razón de los mismos, condicionados par una situación general de imposturas políticas, de ejercicio arbitrario y monopolista del poder, de la negación de las libertades y derechos ciudadanos, de falsificaciones jurídicas y procesos amañados que en cualquier país acreditarían al poder judicial como reo de asociación delictuosa; situación general, condicionante de nuestros objetivos, repetimos que

justice : fabrication de preuves, utilisation de faux témoins, pratique de la torture, enlèvement, meurtre... sans parler de l'utilisation par différentes instances du pouvoir des porros, généralement des individus des quartiers pauvres appâtés par le gain mais aussi des paramilitaires entraînés par l'armée. Plus grave peut-être, parce que cela viole les libertés d'expression et de réunion, le gouvernement abuse de son pouvoir par un ajout à l'article 145 du code pénal qui en fait un outil de répression outrancier et qui a inauguré l'ère des prisonniers politiques (une liste de 85 noms de « prisonniers politiques » du district fédéral est apparue le 24 août 1968, issus de tous les milieux, ouvrier, rural, littéraire, artistique et professionnel. Les étudiants appelaient leurs collègues provinciaux à faire de même afin « d'éviter que beaucoup de prisonniers soient oubliés ou restent en prison »⁸⁰³).

« Peu de Mexicains peuvent démontrer qu'il existe au Mexique une justice pour les dépossédés. Le pouvoir judiciaire ne défend que les intérêts des puissants; les ouvriers, les paysans, les employés, les petits propriétaires, les intellectuels et les artistes savent qu'il est inutile de chercher la justice dans les tribunaux »⁸⁰⁴.

Pour les étudiants, les forces de l'ordre, composées en bonne partie d'individus issus de milieux pauvres et sans éducation, formés pour agir avec brutalité (baïonnettes au clair, tirs de vraies balles), servent les intérêts de quelques-uns et non à maintenir la paix et l'ordre, ce qui se traduit par une répression systématique. Les policiers et les soldats sont qualifiés de sauvages, sanguinaires, analphabètes, ignorants serviles, lâches, fascistes, criminels, bandits professionnels,

tiene largos años de existencia y no se circunscribe tan sólo a la etapa que como jefe del Ejecutivo lleva el Licenciado Díaz Ordaz al frente de la República ».

⁸⁰³ (FIS 643 CNH): 24 août 1968. « Lista de presos políticos del distrito federal. Dado que uno de los puntos más importantes del pliego petitoria del CNH es la libertad de los presos políticos del DF. Llamamos a los compañeros de provincia a elaborar listas similares para su difusión, única manera de evitar que muchos de los presos sean escamotados y continúen en prisión. (*liste de 85 noms*. Obreros: 10 (Vallejo, Campa); Abogados: 8; Ingenieros: 3; Estudiantes: 22; Profesores: 2; Maestros: 2; Periodistas: 2; Escritores: 2 (Adolfo Guily, Victor Rico Galán); Ama de casa: 1 (Ana María Rico Galán); Pintor: 1 (Billiam Rosado Laporte); Impresores: 7; Petroleros: 7; Médicos: 4 (Gilberto Balam Pereira); Empleados: 7; Campesinos: 2 (etc.)). La fecha indica el día de detención. Además de los enlistados, existen en el DF 37 procesados políticos libres bajo fianza ».

⁸⁰⁴ (FIS 1012 Coalition des Enseignants): 1er septembre 1968. « Ahora, con este IV Informe de su Gobierno, todo México quedó enterado de que usted hizo uso del derecho que le confiere el art. 89, fracción VI de la Constitución. No obstante, la suspensión de las garantías individuales ha sido hecha de facto y no se han cubierto los aspectos legales que precisa la Constitución general de la República. Por otro lado, no hay muchos Mexicanos que puedan demostrar que en México existe justicia para el desposeído. El poder Judicial defiende solo los intereses de los poderosos y los obreros, los campesinos, los empleados, los pequeños propietarios, los intelectuales y los artistas saben que es inútil buscar justicia en los tribunales. Por ello, cuando usted afirma que no hay presos político en México y cuando define: « preso político es quien está privado de sus libertad exclusivamente por sus ideas políticas, sin haber cometido delito alguno », tenemos que hacer notar que resulta muy fácil para el gobierno encontrar los adecuados medios para adicionar los elementos constitutivos de otros delitos a quien exprese ideas políticas que se consideren subjetivamente « peligrosas » ».

animaux en uniforme, gorilles, vils, sadiques, inhumains, etc. La « glorieuse armée » est constituée de soldats « drogués » qui « agressent sadiquement » les étudiants et les enseignants, « intimident la population », « blessent les enfants à coups de bâton », exercent « une répression à tous les niveaux de la République », créent un « état de siège de mascarade » et imposent des « restrictions inquisitoires ».

Depuis quelques années, plusieurs mouvements étudiants ont été réprimés et, dans plusieurs États, des centres éducatifs occupés. Les étudiants s'attendent donc, et ce dès le début du mois d'août, à ce que l'UNAM soit investie par les militaires⁸⁰⁵, d'autant plus que les soldats ont brutalement investi la préparatoire qu'abrite l'édifice San Idelfonso.

- « Nous ne pouvons rester les bras croisés devant les massacres criminels commis par l'armée et les *granaderos* contre toute manifestation ayant des revendications économiques, politiques et sociales. Les attaques bestiales dont nous sommes victimes ne peuvent, dans les consciences des gens honnêtes, rester dans l'oubli. Par l'intermédiaire de l'armée, le gouvernement s'est couvert du sang de nos frères morts. Peuple : c'est cela que tu veux pour tes enfants! Il est nécessaire que nous nous unissions pour que ce gouvernement criminel ne puisse continuer à nous tuer impunément »⁸⁰⁶.
- « Notre lutte dure depuis 12 ans, souviens-toi que le 23 septembre 1956 notre IPN fut lâchement attaquée et agressée par notre « armée » : quant ils nous ont injustement évincés de l'internat, un des rares résultats positifs de notre Révolution. Les étudiants se souviennent avec tristesse de cette date et à partir de ce jour on s'est vu impuissant face aux politiques de notre gouvernement. L'agression s'est répétée durant ces 12 ans au Chihuahua, au Sonora, Durango, Sinaloa, Tabasco, (etc.) »⁸⁰⁷.

⁸⁰⁵ (DIPS 521, 21-22 Sciences): 3 août 1968. « La ciudad continúa bajo un enmascarado Estado de sitio, ya que el ejército no ha retirado la vigilancia y control sobre los planteles educativos; la represión policiaca continúa a todos los niveles de la República. En el documento hacen saber que pretenden engañarlos liberando a alguno de los estudiantes pero en las cárceles continúan cientos de detenidos que tuvieron la osadía de exigir el respeto a la libertad de opinión pública. Compañero al lanzarnos a este movimiento quedamos comprometidos no sólo como estudiantes, sino como ciudadanos a exigir el cumplimiento de los derechos otorgados por la Constitución. Continúa el peligro de ocupación de la UNAM por el ejército; Continúa la aprehensión de estudiantes simpatizantes del movimiento. Continúa la brutal represión en todos los Centros educativos del país. Continúa el gobierno en su actitud fascista. Compañero, continua la lucha ».

⁸⁰⁶ (DIPS 521, 650): 2 août 1968. « A nuestros padres, a los obreros de México y a los campesinos. No podemos seguir con los brazos cruzados ante las criminales masacres cometidas por el ejército y cuerpo de granaderos en contra de toda manifestación que su único fin son las reivindicaciones económicas, políticas y sociales. Las bestiales embestidas de que hemos sido víctimas no pueden quedar en el olvido, en las conciencias de las gentes honestas. El gobierno por medio del ejército se ha ensañado con nuestros hermanos estudiantes muertos. Pueblo: ¡Es esto lo que quieres para tus hijos! Es necesario que nos unamos para que esta criminal gobierno no te los siga matando impunemente (...) ».

⁸⁰⁷ (DIPS 521, 115 IPN): 7 août 1968. « Mexicano: como mexicano debes saber, que nuestra lucha, está retrasada 12 años; te recordamos que el 23 de septiembre de 1956 nuestro IPN fue pisoteado y agredido cobardemente por nuestro ejército: cuando injustamente desalojaron del internado, uno de los pocos resultados positivos de nuestra Revolución. El estudiante recuerda con tristeza esta fecha y a partir de ese día se ha visto impotente ante los desplantes anticonstitucionales de nuestro gobierno. La agresión se ha repetido a lo largo de estos 12 años en Chihuahua, Sonora, Durango, Sinaloa, Tabasco, Morelia, Puebla, Guerrero y cualquier punto de nuestro territorio, en

- « La vie des Mexicains est menacée par les interventions sanguinaires dont (les *granaderos*) sont capables »⁸⁰⁸.
- « l'armée ne défend ni le peuple, ni le pays, mais elle sert quelques politiciens et assassine l'avenir du pays ».
- « Tu crois vraiment que la mort de tant d'étudiants doit être tue? (...) si aujourd'hui tu es loin de ceux qui sont tombés, demain ce peut être toi ou l'un des tiens »⁸⁰⁹.
- « L'armé nous montre que le gouvernement joue sa dernière carte avant les Jeux Olympiques. Ce grand massacre affecte tout le monde étudiant et le peuple en général qui luttent pour atteindre leurs libertés démocratiques en faisant respecter leurs droits constitutionnels. (...) Nous ne permettons pas qu'on culpabilise les étudiants et le peuple des déficiences de ce gouvernement. Halte à la répression! »⁸¹⁰.
- « (à propos de l'article 129 de la Constitution) En temps de paix, aucune autorité militaire ne peut exercer plus de fonctions que celles qui sont exactement inhérentes à la discipline militaire. Il ne peut y avoir d'états-majors et de mobilisations seulement sous la direction du Gouvernement de l'Union, ou dans les campements, les quartiers et les entrepôts qui sont établis, loin des populations, pour le stationnement des troupes »⁸¹¹.
- « Le peuple bénéficie-t-il de l'existence des articles 145 et 145 bis du code pénal fédéral, sachant que c'est un instruments contre les droits les plus élémentaires du peuple? Le peuple considère-t-il juste l'incarcération d'ouvriers, de paysans et d'étudiants pour le seul fait d'exiger de meilleures conditions pour la classe économiquement la plus faible de notre pays? L'utilisation de l'armée avec un déploiement ridicule du pouvoir militaire (tanks, bazookas, chars blindés, mitraillettes, etc.) contre l'étudiant tranquille ne constitue-t-il pas un insulte à l'esprit civique du peuple mexicain? Quand un mouvement de tendances progressiste et révolutionnaire comme le nôtre exige de meilleures conditions de vie pour la population mexicaine, et par conséquence contre la minorité gouvernante, immédiatement il réprime en utilisant les méthodes les plus barbares et sanglantes, sous prétexte d'étouffer une « conjuration communiste » ou « un complot subversif qui menacent la stabilité des institutions. Les institutions de qui? »⁸¹².

que se exige la libertad y la justicia. Por eso es nuestra lucha, porque en este país sin democracia, no se puede hablar de progreso y aspiremos con este movimiento, el que generaciones futuras encuentren un México diferente en el cual la juventud pueda expresar sus ideales sin ser reprimida ».

⁸⁰⁸ (W68 Médecine): septembre 1968. « Pueblo de México: La desaparición del cuerpo de granaderos es necesaria, ya que no está para salvaguardar el orden público, sino para poner en peligro la vida del pueblo en general ya que cuando ellos intervienen lo hacen de la forma mas sanguinaria que pueden. Dicho cuerpo represivo nunca llega en el momento oportuno, sino mucho después de los hechos. El cuerpo de granaderos es anticonstitucional, ya que contradice a la carta magna ».

⁸⁰⁹ (DIPS 521 IPN): 7 août 1968. « Al Pueblo de México: ¿Crees realmente que la muerte de tantos debe ser callada? Protestamos unidos por tanto injusticia de parte de « Nuestro Gobierno ». Porque si hoy eres ajeno a los caídos, mañana puedes ser tú o algunos de los tuyos. Los estudiantes, unidos al pueblo formaremos nuestra verdadera patria ».

⁸¹⁰ (FIS 703 CNH): 25 septembre 1968. « Al Pueblo de México: la matanza general que se está llevando a cabo en las escuelas del Politécnico, como continuación a la ocupación de la Universidad por el ejército, nos ha mostrado que el gobierno se está jugando la última carta antes de los juegos Olímpicos. Esta gran masacre afecta a todo es estudiantado y al pueblo en general que lucha por alcanzar sus libertades democráticas haciendo respetar sus derechos constitucionales. Nos han pedido que no demos una mala impresión es el gobierno con la masacre que está llevando a cabo. No debemos permitir que se culpe al estudiantado y al pueblo de las deficiencias del gobierno. ¡Alto a la represión! ».

⁸¹¹ (FIS 15 Architecture): octobre 1968. « Tlatelolco: 2 de octubre. En tiempo de paz ninguna autoridad militar puede ejercer más funciones que las que tengan exacta conexión con la disciplina militar. Solamente habrá comandancias y almacenes que dependan inmediatamente del Gobierno de la Unión; o en los Campamentos, cuarteles o depósitos que, fuera de las poblaciones, estableciere para la estación de las tropas ».

⁸¹² (DIPS 967, 77): septembre 1968. « (...) ¿Le beneficia al pueblo la existencia de los artículos 145 y 145 Bis del código penal federal, sabiendo que es un instrumento que atenta contra los derechos mas elementales del pueblo? ¿Considera el pueblo justo el encarcelamiento de obreros, campesinos y estudiantes por el solo hecho de exigir

« Nous sommes torturés avec des méthodes très brutales », écrivent des détenus du camp militaire no 1. Ces étudiants arrêtés le 2 octobre dénoncent différentes brimades exercées contre eux lors de leur arrestation, affirmant avoir été insultés, humiliés, menacés de castration et de mort, avoir été placés devant des pelotons d'exécution qui se sont avérés des simulacres, avoir été soumis à des interrogatoires en étant dévêtus, attachés, les yeux bandés, afin de leur soutirer de fausses déclarations concernant le nom de politiciens qui auraient été impliqués indirectement dans les événements par le biais, notamment, du financement du CNH⁸¹³.

Enfin, ignorant le nombre de personnes qui ont succombé aux tirs le 2 octobre, les étudiants se réfèrent soit à des journaux étrangers ou n'ont d'autres choix que d'émettre des hypothèses. Ainsi un tract fait état de 150 morts civiles et de 40 militaires⁸¹⁴, alors qu'un autres avance le

mejores condiciones para la clase económicamente más débil de nuestra patria? La utilización del ejército con un despliegue ridículo del poderío militar (tanques, bazookas, carros blindados, ametralladoras, etc.), en contra del inerme estudiantado, no constituye un insulto al espíritu cívico del pueblo mexicano? (...) Cuando un movimiento de tendencias progresistas y revolucionarias como el nuestro, exige mejores condiciones de vida para la población mexicana y por consiguiente en contra de la minoría gobernante y acaudalada, inmediatamente se le reprime utilizando los métodos más bárbaros y sangrientos, bajo pretexto de sofocar una « conjura comunista » o « un complot subversivo » que amenaza la estabilidad de las instituciones. ¿Las instituciones de quien? ».

⁸¹³ (FIS 743 CNH): 29 octubre 1968. « Al Pueblo de México, a mis compañeros de lucha. Estando imposibilitado por las injusticias que se han cometido con todo el pueblo y en particular con nosotros, viéndonos privados de nuestra libertad (...). A la mayoría de nosotros se nos detuvo con lujo de violencia, se allanaron, destruyeron los muebles, se nos torturó con los métodos más brutales, no en perjuicio del movimiento y algunos ya formalmente presos y en manos de un juez, se nos sacó por la noche de la cárcel preventiva y se nos llevó al campo militar no 1, en donde nuevamente fuimos vejados, insultos, humillados y se nos amenazó con vías de hecho, de castración y muerte, llegando hasta el grado de formárenos cuadros de fusilamiento estando desnudos, vendados y amarrados queriendo con esto obtener confesiones falsas, traicionando nuestra limpia lucha, enlodándola con nombres políticos, tan podridos como todos, y forzándonos de esta manera, a que algunos firmaran asquerosas declaraciones prefabricadas. (...) El desistimiento que se ha otorgado a algunos compañeros los ha dejado presos en libertad, ya que no desaparecen las fichas, llevando con esto implícita la amenaza de que, al reincidir, en su lucha por la libertad la pena será mayor; atando con esto la expresión de sus ideas. Otros han salido con fianza, dando lugar con esto a su constante vigilancia. Nosotros creemos que los delitos que se nos imputan deben desaparecer, puesto que en realidad no hay prueba alguna de que se hayan cometido, y me atrevo a decir que no hemos sido nosotros los que hemos violado la const. Los delitos se han aplicado arbitrariamente, dependiente del lugar y la fecha en donde se haya aprehendido a la persona, sin tomar en cuenta los hechos en sí de cada uno. Se acusa de pandillerismo desde a un compañero de 17 años hasta a un anciano; y de homicidio, a cualquier persona que haya pasado o se haya salvado de la masacre del 2 de oct., en la tristemente célebre Plaza de las tres Culturas; y lo mismo a los de la noche de ST; de asociación delictuosa desde a un honrado ferrocarrilero hasta un eminente intelectual, como el doctor Elí de Gortari ».

⁸¹⁴ (FIS 739 CNH): 7 octubre 1968. « Boletín de prensa. Declaramos que el CNH no apoya ni apoyará a quienes intenten utilizar el movimiento estudiantil como un pretexto para impedir la vida constitucional del país; ni tampoco a grupos que han pretendido escudarse en los estudiantes con propósitos personales o de facción. Grupos de choque muy bien armados y con un plan perfectamente calculado, al servicio de intereses de una de las facciones en pugna, dieron un pretexto para propiciar la represión militar y ametrallaron al ejército y al pueblo reunidos con motivo del mitin del miércoles 2 de octubre plaza de las Tres Culturas. A su vez, la tropa respondió el fuego no sólo contra los francotiradores sino también contra la multitud. El número de muertos civiles rebasa a los 150, y el de los militares 40. El propósito evidente de esta acción era aprehender al CNH para descabezar el movimiento, dificultar la posible

chiffre de 400 personnes ayant trouvé une mort violente⁸¹⁵. Certains prétendent que les étudiants dont on est sans nouvelles sont morts et leurs corps ont été emportés au camp militaire numéro 1 pour y être brûlés, « peut-être que l'air que nous respirons contient les cendres des corps incinérés »⁸¹⁶, d'autres croient qu'ils auraient été balancés dans les eaux du Golfe du Mexique du haut d'un hélicoptère, morts ou vivants⁸¹⁷.

La violence ne cesse pas après Tlatelolco et les adolescents ou jeunes adultes vivent dans un climat de terreur. Ceux qui se font prendre à distribuer des tracts ou à faire des graffitis sont agressés parfois si durement qu'on signale la mort de quelques-uns⁸¹⁸. Les arrestations à domicile pour le seul délit d'être suspecté d'avoir adhérer au mouvement sont nombreuses; plusieurs étudiants et autres civils libérés sous caution sont intimidés et reçoivent chez eux une lettre ne contenant qu'une feuille blanche marquée d'une croix rouge ou tachée de rouge⁸¹⁹. « Le

solución política del movimiento, que empezaba a vislumbrarse, amedrentar la población para evitar su participación en las actividades políticas. (...) Denunciamos que varios de los compañeros del CNH han sido arrestados y torturados por muchos días, como es el caso del compañero Cervantes Cabeza de Vaca, a quien se tuvo detenido durante diez días, antes de hacer pública su detención. Exigimos que se publique inmediatamente la situación y condición de todos los detenidos en la masacre de Tlatelolco, ante los insistentes rumores de que se teme por la vida de algunos de ellos ».

⁸¹⁵ (FIS 754 CNH): octubre 1968. « Mexicano. El 2 de octubre fue la matanza de Tlatelolco, donde pueblo y estudiantes fueron ametrallados desde helicópteros y carros de asalto. Hubo más de 400 muertos, miles de heridos y 2 000 o más detenidos. Todo mientras se desarrollaba un mitin pacífico. Mañana será cualquier otra parte del país, tal vez el lugar donde tú vives! ¡Basta ya de tanto derramamiento de sangre! ».

⁸¹⁶ (FIS 98 Préparation 4): 9 août 1968. « (...) La sangre ha corrido; tal vez el aire que respiramos contenga las cenizas de los cuerpos incinerados. No nos hagamos cómplices de los delitos de estos criminales uniformados permaneciendo indiferentes ».

⁸¹⁷ (DIPS 521, 110-112 Vocationnelle 5): 7 août 1968. « Denunciamos ante el pueblo la actitud del gobierno de no entregar los cadáveres de nuestros compañeros Denunciamos al pueblo la represión sufrida por el ejército. ¡Pedimos al pueblo su apoyo para continuar la lucha! ¡Abajo la dictadura de Cuato, Díaz y Mandiola! ¡Mueran los granaderos! »

⁸¹⁸ (FIS 748 CNH): octubre 1968. « Al Pueblo de México. El gobierno no se ha saciado aún con el sacrificio de cientos de personas, que han dejado la vida en Tlatelolco, en las escuelas balaceadas o en las calles; los crímenes de los « guardianes del orden » se siguen sucediendo y la represión no ha cesado ni por un momento. El jueves pasado, en el parque España, fue cobardemente asesinado por la espalda el estudiante de secundaria Jesús Bucio Ramírez por un agente de tránsito; el día 16 en la madrugada, un estudiante de medicina fue igualmente asesinado por un patrullero por el sólo hecho de hacer una pinta. Estos crímenes no son casuales; estos asesinos « celosos de la seguridad de las instituciones » han recibido la orden de matar a mansalva a ciudadanos, sobre todo estudiantes, con la intención de crear un crimen de terror y de atemorizar a las personas que intenten ejercer sus derechos democráticos ».

⁸¹⁹ (FIS 15 Architecture): octubre 1968. « (...) Las medidas represivas del Gobierno se han desarrollado en dos niveles: La represión llevada a cabo por las diversas policías caracterizada por la detención arbitraria a individuos que « se sospecha » son parte del movimiento estudiante. Estas detenciones se han realizado ilegalmente en domicilios particulares, en las calles y han sido acompañadas de golpizas y torturas para tratar de extraer « confesiones » sobre supuestos delitos no cometidos por los detenidos. Otra forma nueva de represión a nivel de terror personal ha aparecido y consiste de « cartas » enviadas a los miles de presos que ya fueron liberados conteniendo una hoja blanca con una cruz o tacha rojo solamente. Nivel de represión indiscriminada y masiva que

gouvernement veut implanter la « Loi de la Jungle » à l'université et en finir avec toute manifestation de mécontentement au sein des écoles (et) canaliser ces actions pour des manœuvres qui servent une fraction du gouvernement »⁸²⁰.

Slogans : les dénonciations de la répression

« Pour la dérogation des articles 145 et 145bis! », « Halte à la répression! », « Arrêtons la main assassine du gouvernement! », « Il est urgent que, comme de vrais citoyens, nous empêchions ce torpillage systématique de la Constitution de la République! », « Le bras répressif de l'État mexicain de plus en plus réactionnaire s'étend à toute la Nation, afin d'anéantir jusqu'à la liberté humaine la plus minuscule », « Nous dénonçons face au peuple l'attitude du gouvernement de ne pas montrer les cadavres de nos compagnons. Nous dénonçons la répression de l'armée. Nous demandons au peuple son appui pour continuer la lutte! À bas la dictature de Cueto et Mandiola! », « À mort les *granaderos*! », « Les baïonnettes ne sont pas un dialogue », « On t'offre une prison pour chaque enfant », « Les compagnons morts tendent la main à Gustavo Díaz Ordaz », « Dialogue avec bazookas », « Écoles sans bazookas », « Il y a un *granadero* assassin, j'espère qu'il ira au diable! Silence, il y a des étudiants qui sont en train de mourir! », « Aide à localiser le lieu où se trouvent les étudiants disparus! », « Nous sommes pour la paix, mais pas la paix des cimetières! », « Liberté aux prisonniers politiques étudiants! », « Je n'ai pas de père, je n'ai pas de mère... je suis un *granadero* », « Plus jamais de violations de la Constitution! ».

Dialogues avec bazookas: ce slogan en dit long. En fait, les slogans sont tous éloquentes, tellement la violence caractérisa ce mouvement marqué par la mort d'un nombre indéterminé de

está caracterizada por la intervención del ejército ayudado por los *granaderos* y la policía, en contra de manifestaciones y grupos de gente pacífica ».

⁸²⁰ (FIS 44 Économie): 23 octobre 1968. « Compañeros estudiantes: La represión que el Gobierno ha desatado contra el Movimiento Estudiantil exige a todo estudiante conciente responder políticamente con acciones antirepresivas. La muerte de un compañero de Derecho a manos de un grupo de gangsters por haberse opuesto a que estos policías disfrazados repartieran propaganda en contra del movimiento estudiantil y de los Presos Políticos, es solo un paso, el más brutal, de una nueva ofensiva gobiernista contra los comités de lucha y grupos de activistas que han continuado actuando políticamente. Este brutal asesinato ha sido acompañado de una campaña propagandística dirigida a confundir y dividir a los estudiante, de golpizas a compañeros de Economía que se oponían al reparto de volantes gobiernistas, de un reforzamiento de los equipos policíacos que actúan en cada escuela de la UNAM, etc.; todo lo cual señala claramente el intento de amordazar la acción estudiantil implantando el terrorismo en la Universidad. Ante esto, la Asamblea de la ENE consideró que solo la movilización combativa de los estudiantes en repudio a estos acatos de gangsterismo podrá frenar este nuevo intento del Gobierno de implantar la « Ley de la Selva » en la Universidad y acabar con toda manifestación de descontento en el seno de las escuelas. Además, rechazamos todo intento de canalizar estas acciones hacia maniobras que sirvan a una fracción del Gobierno. Reafirmamos nuestra solidaridad combativa con nuestros compañeros Presos Políticos. Exigimos nuevamente que todos sean liberados. (...) te invitamos a unir nuestras fuerzas para luchar contra el gangsterismo oficial ».

disparus. Une violence qui ne vient pas que des forces de l'ordre mais qui remonte jusqu'à la présidence, fermée au dialogue, exprimant des menaces, violant la Constitution, bafouant les droits et les libertés.

b) 1999-2000

Le système judiciaire a agi sans discernement en traitant des étudiants et des enseignants comme des terroristes, en les inculpant de mutinerie et de représenter un danger pour la société. D'autre part, une grève étudiante, aussi longue soit-elle, justifie-t-elle que les autorités universitaires déposent des plaintes contre les étudiants? De son côté, n'est-il pas moins absurde que le CGH qualifie, tout comme en 68, les étudiants et les enseignants arrêtés de prisonniers politiques?

Parfois, des étudiants ne font pas la différence entre une intervention policière légale et une répression sauvage et organisée, comme ce fut le cas en 1968. Le rapprochement qui est souvent fait avec 1968 est douteux et opportuniste. Toutefois ils ont raison de se plaindre des méfaits des *porros* et du groupe Cobra, tout comme ils n'ont pas tort de se plaindre des accusations hors normes portées contre certains d'entre eux. Et ce sont des non-universitaires qui ont comparé le délit de « dissolution sociale » (article 145) de 1968 et l'inculpation de représenter un danger public.

Le système de sécurité dirigé par Brigido Navarrete est considéré par les grévistes comme une « police politique ». Il est vrai que ce dernier monte depuis des années des dossiers renfermant des « renseignements » et des caméras cachées enregistrent images et conversations lors des réunions organisées par les diverses organisations étudiantes. De plus, Navarrete a créé un groupe dont les membres ressemblent plus à des sbires qu'à des gardes de sécurité qui n'hésitent pas à provoquer et à user de violence, comme on a pu voir le 1^{er} février 2000 à Coyoacán⁸²¹. Parce qu'il créé un « climat d'intimidation »⁸²², l'« appareil de contrôle qui

⁸²¹ Selon le CGH, il y avait plus ou moins 250 provocateurs à lancer des pierres et des bouteilles et à utiliser des barres de fer contre les élèves des préparatoires ce jour-là. « Ce scénario de provocation, lourdement planifiée par le gouvernement fédéral et le rectorat », aurait été mis en place parce que, toujours selon les grévistes, une entente avait été conclue entre étudiants grévistes et non-grévistes afin d'éviter des affrontements, ce qui aurait rallié certains

espionne les étudiants lorsqu'ils se réunissent » afin de monter des dossiers sur eux qui sont communiqués à la Sécurité Nationale⁸²³, les étudiants ont inclus dans leurs revendications sa disparition. Certains vont même jusqu'à demander celle de la Police fédérale, qualifiée de « paramilitaire ».

- « (Le groupe Cobra joue) « un rôle incompatible avec ce à quoi on peut s'attendre d'un organisme universitaire ».
- « appareil para-policier destiné à l'espionnage et à la répression des universitaires, organisé et financé à profusion, de manière officielle »⁸²⁴.
- « La campagne de provocation. On nous rend coupables de vols (dans des installations universitaires), organisés par (les autorités universitaires), comme on a pu le démontrer avec les déclarations de plusieurs assaillants surpris par les grévistes et remis aux autorités »⁸²⁵.

Dès le mois de mai, le CGH se plaint de l'existence d'une violence cachée, les autorités (universitaires et gouvernementales) utilisant les services, affirme-t-il, de « professionnels » de l'intimidation, de *porros*⁸²⁶. Selon des étudiants, il ne se passerait pas un jour sans qu'ils ne reçoivent des menaces d'expulsion, d'incarcération et même de mort. Sont donnés en exemples les coups qu'auraient essuyés des professeurs, des parents et des étudiants lors de manifestations pacifiques, la séquestration de l'étudiant Israël Flores Aguilar et les menaces de mort reçues par Juan Carlos Zárate (avec pistolet dans la bouche), menaces qui s'adresseraient également à sa famille⁸²⁷. Au mois d'octobre, le nombre de séquestrés depuis le début du conflit serait de quatre universitaires, lesquels auraient subi de la torture psychologique et l'un d'eux aurait été tabassé :

étudiants à l'exigence que les six points de revendications soient réglés avant que la grève ne soit levée (frustrant les autorités qui comptaient sur ces derniers pour déloger les grévistes de la préparatoire).

⁸²² (W99 Philosophie et Lettres Assemblée Universitaire): 12 mars 1999. « Fueron las autoridades universitarias las que generaron un clima de intimidación y vigilancia policiaca durante el paro, lleno de amenazas y agresiones físicas. Fueron los directores y funcionarios de cada escuela que respondieron sumisamente, sin ninguna vergüenza, sin ninguna dignidad, respondieron al llamado de Barnés de romper el paro. Ese es el mensaje del rector en su desplegado del miércoles 10, así lo entendieron sus funcionarillos y actuaron en consecuencia ».

⁸²³ Des étudiants grévistes, qui s'étaient introduits dans les bureaux de la sécurité de l'université, découvrirent des documents écrits et visuels prouvant que les étudiants étaient fichés et filmés, documents qu'ils remirent à *Proceso* le 17 juin 1999.

⁸²⁴ *Brigadistas*, no 17 (22 novembre 1999).

⁸²⁵ (JEPC CGH): août 1999. « Con campañas de provocación, culpándonos de robos a las instalaciones universitarias organizados por él mismo, como se ha podido demostrar con las declaraciones de varios de los asaltantes sorprendidos por los huelguistas y entregados a la autoridad ».

⁸²⁶ À la suite de plusieurs plaintes d'étudiants et de parents, Juan R. de la Fuente promet en 2000 de remédier une fois pour toutes aux problèmes créés par les *porros* dans les CCH, confirmation d'un réel problème et de la perpétuation de méthodes peu démocratiques, voir violentes.

⁸²⁷ (W99 CGH 4^{ième} manifeste): mai 1999. « La única y verdadera respuesta que hemos obtenido ha sido la represión. No ha transcurrido un día de huelga sin que recibamos una amenaza de expulsión, encarcelamiento, y últimamente

« Le 20 octobre, après 6 mois de grève, un compagnon du CGH a été séquestré pendant 34 heures. Lorsqu'il a été enlevé, il a été soumis à un interrogatoire qui a duré près de 6 heures à l'agence du ministère public numéro 50, un interrogatoire qui apparaît comme faisant partie de la torture psychologique. C'était le quatrième compagnon à être détenu depuis le début de la grève; quant aux trois autres, il ont subi plusieurs heures de torture psychologique et l'un d'eux a été battu »⁸²⁸.

« La « justice » du gouvernement pérrédiste du DF est la même que celle que nous avons toujours connue : premièrement les coups, la détention et l'incarcération, puis on vérifie ». Le CGH le rend responsable des affrontements qui eurent lieu le 14 octobre, provoquant la mort d'un étudiant. Il est vrai que deux policiers avaient employé une force excessive, brutalisant sauvagement une jeune fille alors qu'elle était au sol, mais le cas des deux policiers fut examiné et ils furent sanctionnés :

« Le 4 août et le 14 octobre 1999, nous avons été brutalement réprimés par les *granaderos*. Les déclarations de Rosario Robles (gouverneur de Mexico) pour justifier son agression sauvage du 14, sont pleines de mensonges. Aucune avenue n'était bloquée, le contingent était en train de se retirer et nous avons été pourchassés dans le dos par les *granaderos* »⁸²⁹.

de muerte; no ha pasado un día sin que se sume una nueva agresión de los porros o funcionarios del rector contra los huelguistas. Como un botón de muestra, van algunos casos: dos secuestros y una agresión más sufrida por el compañero Juan Carlos Zárate de CCH Sur, con reiteradas amenazas de muerte, una de las cuales se la hicieron colocándole una pistola en la boca. Mayo 16. Israel Flores Aguilar, estudiante de la ENEO, es secuestrado y recibe amenazas de muerte contra él y su familia, en caso de continuar en el movimiento. Mayo 14. Estudiantes de varias escuelas que integraban una valla pacífica en la entrada de la escuela de St. Johns, donde se convocaron clases extramuros, fueron agredidos por porros que usaron una estrategia de golpeadores profesionales; pasaban por fila india a los compañeros pateándolos y golpeándolos. Tres estudiantes de Derecho resultaron fuertemente golpeados, uno de ellos perdió el conocimiento. Mayo 12. Varios camiones con estudiantes de ENEP Aragón, que se dirigían a la marcha, fueron esperados por porros. Les aventaron petardos y golpearon los camiones. Resultó una compañera herida, con vidrios en la cara. Mayo 11. Estudiantes de toda la universidad montaron vallas pacíficas en los locales donde las autoridades citaron a exámenes extramuros a los preparatorianos. En todos los casos hubo agresiones de autoridades, porros y golpeadores contra padres, maestros y estudiantes. En Cuauhtémoc 60 el director de Prepa 7, Joaquín Meza Coria, encabezó a los porros que agredieron fuertemente a cuatro huelguistas de dicha preparatoria. En el mismo lugar, un estudiante de Ciencias fue secuestrado e introducido en un cuartito donde varios funcionarios lo golpearon. Los agredidos se dirigieron a la Delegación para levantar el acta correspondiente y, después de ver entrar al director, se les anunció, a los agredidos, que estaban detenidos por privación ilegal de la libertad ».

⁸²⁸ (W99 CGH): octubre 1999. « Precisamente el día 20 de octubre, justo al cumplir los 6 meses de huelga, un compañero del CGH fue secuestrado durante 34 horas. Después de que apareció, fue sometido a un interrogatorio durante cerca de 6 horas en la agencia del ministerio público número 50; interrogatorio que más bien pareció ser parte de la tortura psicológica. Este es el cuarto compañero que es secuestrado a lo largo de la huelga, a los otros tres los presentaron después varias horas de tortura psicológica y de propinarle una golpiza a uno de ellos ».

⁸²⁹ (W99 Philosophie et Lettres CGH): 20 octobre 1999. « El día 4 de agosto, y el pasado 14 de octubre, fuimos brutalmente reprimidos por el cuerpo de *granaderos*. Las declaraciones de Rosario Robles para justificar su salvaje agresión del pasado día 14, están plagadas de mentiras. Ya no había avenida que desbloquear, el contingente estaba en retirada, y por la espalda fuimos alcanzados por los *granaderos*, todos hombres, y no éramos ninguna minoría, así lo muestran las imágenes en tele y periódicos. Una investigación a cargo del mismo aparato policiaco y el castigo a dos chivos expiatorios, no limpiará las manos del gobierno del PRD de la sangre de los estudiantes. Lo único cierto

Le CGH s'étonne du fait qu'en l'absence de plaintes de l'ambassadeur américain que les 98 étudiants arrêtés à la suite de la manifestation d'appui aux antimondialistes ou altermondialistes de Seattle (décembre 1999) soient tout de même incarcérés. « Pourquoi alors nos compagnons sont-ils toujours détenus? Ils n'ont aucune preuve, personne n'accuse. Pourquoi exige-t-on, pour qu'ils soient libérés, qu'ils paient des amendes? »⁸³⁰. « De quel droit peut-on exiger des 73 étudiants (les mineurs ont été libérés) qu'ils paient les dommages causés à l'ambassade alors qu'aucun ne figure sur les vidéos pris lors de la manifestation? »⁸³¹. Apparemment, ces jeunes auraient subi des traitements inadmissibles : ils ont été frappés, ont été obligés de garder certaines positions trop longtemps et, invités à s'asseoir, se sont fait dire « voici la chaise électrique! »⁸³². Pour des étudiants de la Faculté de Philosophie et Lettres, l'État a préparé de façon « chirurgicale » la provocation, affirmant que des civils s'étaient infiltrés dans le groupe dès le début de la marche et que des corps policiers attendaient cachés non loin de l'ambassade.

en las palabras de Rosario Robles, es la amenaza, por segunda vez cumplida, de reprimir a los estudiantes cada que lo considere necesario ».

⁸³⁰ (W99 Chimie CGH): 14 décembre 1999. « ¿Aplicación de justicia? La « justicia » que imparte el Gobierno perredista del DF, es la misma que siempre hemos padecido: primero golpean, detienen y encarcelan, ya después averiguan. Además de todas las irregularidades que señalamos en el documento leído ayer en el Palacio de Minería, ahora resulta que el Gobierno del DF, dice que pone el material videográfico y fotográfico a disposición del CGH para que identifique y señale a los infiltrados en nuestra marcha, a los verdaderos responsables de los actos por los que se nos acusa, reconociendo además que en los videos es difícil identificar a las personas involucradas. Más aún, sabemos por los abogados que han llevado el caso, que desde el sábado, ninguno de nuestros compañeros detenidos fue identificado como agresor por los granaderos que testificaron en el caso, es decir que carecen de pruebas. Por lo demás la prensa señala que la Embajada de EUA no levantó demanda alguna , incluso el empleado de la Embajada de EUA que supuestamente había presentado la demanda desde el sábado, no cuenta con la personalidad jurídica que se requiere para hacerlo, es decir, nadie acusa. Ayer dejaron en libertad a los estudiantes menores de edad que mantenían en el Tutelar para Menores, reconociendo su inocencia. ¿Por qué entonces, continúan recluidos el resto de nuestros compañeros? No tienen pruebas, no hay quien acuse. ¿Por qué están exigiendo el pago de fianzas para liberarlos? ».

⁸³¹ Les autorités de la capitale ont remis une cassette vidéo au CGH à sa demande, les étudiants disant vouloir identifier les provocateurs infiltrés dans le mouvement.

⁸³² (W99 Chimie CGH): 15 décembre 1999. « Bulletin de Presse. Denunciamos el clima de hostigamiento y represión física y psicológica a la que han sido sometidos nuestros compañeros privados de su libertad. En la madrugada del martes se les sacó del apartado donde los tenían y se les obligó a hacer distintas posturas, indicándoles ¡así estarán en la silla eléctrica!, por sólo mencionar un ejemplo, además de que se les ha estado golpeando. El proceso desarrollado contra nuestros compañeros está impregnado de toda clase de anomalías, como el querer cobrar 73 veces el monto de los supuestos daños; que por parte de la embajada de los EUA, supuesta víctima, no existe querrela; que la única denuncia que existe es la interpuesta por el democrátísimo gobierno del DF -en manos del PRD; motivo por el cual fueron consignados nuestros compañeros, cuando el mismo gobierno del DF reconoció no haber identificado a ninguno de los agresores, y pedía que el CGH los señalara en el video que entregaron como « prueba »; video en el que no aparece ninguno de nuestros 73 compañeros detenidos ».

« Alors que les marcheurs lançaient du jus de tomate, les provocateurs lançaient des pierres qu'ils avaient emportées depuis le début puisqu'ils ne pouvaient pas en trouver dans la Zona Rosa. (...) Nous leur avons dit de ne pas faire ça, on a essayé de les arrêter, mais ils ne nous ont jamais écoutés ». Les étudiants voulurent s'en aller mais, affirment les délégués, les policiers les ont encerclés et les ont tabassés durant plus de 30 minutes⁸³³.

Des milliers d'étudiants et plusieurs enseignants ont été arrêtés au début du mois de février 2000. Au juge Serrano Migallón qui, en réponse à ceux qui dénoncent cette situation, affirmant que « la situation juridique d'un peu plus de 1 000 personnes a été résolue en seulement 17 jours, ce qui est inédit dans l'histoire récente du pays », les étudiants répliquent : « en deux jours un monsieur qui se dit recteur a envoyé à la prison plus de 1 000 étudiants pour s'être opposés à son projet d'expulser de l'UNAM les enfants des travailleurs »⁸³⁴. De plus, les universitaires libérés ne l'ont pas été par magnanimité mais faute de preuves et à cause de l'énorme pression exercée par la population⁸³⁵. Quant à ceux à qui on refuse une mise en liberté sous caution parce qu'on les juge dangereux pour la société, les membres du CGH les considèrent comme des prisonniers politiques, étant détenus « illégalement ».

« (Après avoir subi) menaces, séquestrations, violations, hostilité, vols, campagnes de dénigrement, ordres d'apprehensions, coups des *granaderos*, négociations bâtarde et déclarations hostiles venues de toute part (les étudiants sont) accusés de nombreux et absurdes délits, (on leur refuse) la liberté sous caution en les qualifiant de « dangers publics »⁸³⁶.

⁸³³ (W99 Philosophie et Lettres CGH): 16 décembre 1999. « El pasado sábado 11, el estado mexicano montó todo un escenario, planeado quirúrgicamente, para realizar un gran acto de provocación en contra del CGH. Elementos vestidos de civil, distinguidos por cachucha blanca, se infiltraron en el contingente de estudiantes y vendedores del Chopo, desde que partió la marcha. En la embajada más resguardada en todos los países del mundo, no había más de 20 granaderos al frente y 20 a un costado; mientras los camiones del cuerpo policiaco y decenas de patrullas, esperaban el orden de ataque, escondidos a unas cuantas calles. Cuando los marchistas arrojan un jitomate, los infiltrados arrojan piedras, que llevaban cargando desde antes, pues en la Zona Rosa no había de dónde sacarlas; se les indica que no lo hagan, se intenta detenerlos, pero de nada sirvieron los llamados. El contingente decide retirarse, empieza a atravesar la avenida Reforma, cuando aparecen las patrullas y caminos de granaderos, cercan el contingente, esperan a que avance dejando sólo paso por la calle de Amberes, que ya estaba cerrada por una valla del cuerpo de granaderos al otro extremo. Después, durante más de 30 minutos, las bestias del cuerpo policiaco, desataron su furia con gran saña sobre los estudiantes. Al final, sólo quedó la calle bañada de rojo sangre, rojo huelga; las paredes, guardando los ecos de los gritos de dolor y lucha; las ventanas, guardando el reflejo de las caras de angustia y coraje. Los que lograron escapar, fueron rastreados y perseguidos por el anticonstitucional cuerpo represivo « grupo especial de reacción inmediata ».

⁸³⁴ (W00 Chimie CGH): 2 mars 2000. « Dice Serrano Migallón « en sólo 17 días se resolvió la situación jurídica de poco más de 1000 personas, lo cuál es inédito en la historia reciente del país ». Lo inédito, señor Migallón, es que en dos días un señor que se dice rector, mande a la cárcel a más de 1000 estudiantes, por oponerse a sus planes de expulsar a los hijos de los trabajadores de la UNAM ».

⁸³⁵ *ibid.* « Los universitarios liberados no han salido por sus buenos oficios, sino por falta de pruebas, porque al igual que todos los detenidos, son inocentes. Fueron detenidos mediante una redada de la policía militar, sin órdenes de aprehensión y días después liberados por la enorme presión de los universitarios y la población ».

⁸³⁶ (W00 Chimie): 6 mars 2000. « A fuerza te meten al Reclusorio y a fuerza te sacan. (...) Para doblegar la firmeza y dignidad de los estudiantes en huelga, recurrieron a todo, durante casi diez meses: amenazas, secuestros, violaciones, hostigamiento, autorrobos, campañas de desprestigio, órdenes de aprehensión, golpizas de granaderos,

Slogans : la répression

« Prisonniers politiques, liberté! », « Classes? Congrès? Les étudiants continuent d'être prisonniers », « Aux terroristes du CGH, comme aux extradés d'Espagne? ».

4.3 La Constitution de 1917

a) 1968

Les Mexicains sont extrêmement attachés au contrat social élaboré en 1917; il est toujours difficile d'y apporter des réformes sans faire de remous. En plus d'être porteuse de principes socialisants (réforme agraire, civilisation du monde du travail, éducation universelle), la Constitution symbolise « le triomphe d'une guerre appelée révolution dans laquelle sont morts plus d'un million de compatriotes »⁸³⁷.

Les gouvernements priistes, en ne tolérant pas les manifestations de rue, ne respectent pas les droits inscrits dans la Constitution.

- « Nous n'accomplirions pas notre responsabilité historique de Mexicains si nous ne protestions pas contre les abus constants des autorités qui se sont fait une spécialité de violer constamment, et de façon flagrante, notre Constitution. Nous sommes conscients que l'existence d'un corps de vigilance est nécessaire pour sauvegarder l'ordre et les intérêts de la société, mais nous protestons! Parce que ces frères (soldats, policiers, *granaderos*, pompiers, etc.) sont utilisés par ceux qui les exploitent, l'oligarchie militaire (...), comme des Caïns assassins des autres Mexicains qui ne font qu'exiger l'accomplissement des libertés démocratiques que nous donne la Constitution »⁸³⁸.

negociaciones espurias, declaraciones públicas de empresarios, jercas de la iglesia, candidatos, intelectuales, incluso asumieron el costo político de la represión directa. Detención para un millar de estudiantes buscando doblegar su firmeza y dignidad y para su sorpresa, desde el Reclusorio Norte nuestras compañeras y compañeros detenidos nos enviaban a diario sus mensajes dignos y firmes: diciéndonos que no priorizáramos su libertad por sobre la solución a nuestras demandas. Quisieron doblegar a los presos políticos acusándolos de numerosos y absurdos delitos, negándoles la libertad bajo fianza tachándolos de « peligrosos sociales ».

⁸³⁷ (DIPS 521, 689-690): 20 août 1968. « Compañero: ¿Sabes tú lo que significa nuestra Constitución? Es el triunfo de una guerra llamada revolución en la cual murieron más de un millón de compatriotas, todos hemos escuchado a nuestros políticos que usan esa palabra que hacen un discurso. ¡Qué farsa! Estamos viviendo la cruda realidad, tan sólo para que te de das cuenta de lo que nuestro Gobierno hace con nuestra Constitución, aquí transcribimos algunos artículos que han sido violados ».

⁸³⁸ (FIS 266 Droit): 3 septembre 1968. « (...) Nosotros los jóvenes estudiantes, creemos que no cumpliríamos con nuestra responsabilidad histórica de mexicanos si no protestamos por los constantes abusos de las autoridades quienes se han especializado en violar constante y flagrantemente a nuestra Constitución. Somos conscientes de que es necesaria la existencia de cuerpos de vigilancia que salvaguarden el orden y los intereses de la sociedad; pero

- « ... nous luttons pour un régime dans lequel on respecte réellement les libertés garanties par la Constitution pour « une vraie liberté syndicale » »⁸³⁹.
- « Nous disons au gouvernement qu'il doit respecter et faire respecter notre Constitution qu'elle n'est pas faite pour la violer en agressant le peuple quotidiennement avec les baïonnettes et les pots-de-vin »⁸⁴⁰.

Enfin, selon le CNH, les articles de la Constitution qui auraient été violés sont :

article 1 : tout individu a des garanties inscrites qui ne peuvent être restreintes;

article 9 : on ne peut lui enlever le droit de s'associer ou de se réunir pacifiquement;

article 29 : si le pays est envahi ou qu'il y a perturbation grave de la paix publique, le président, avec l'approbation du Congrès, peut suspendre les garanties qui font obstacle au retour de la paix pour un temps limité;

article 111 : l'action populaire est permise pour démontrer les délits communs ou officiels des hautes autorités⁸⁴¹.

protestamos! Porque esos hermanos nuestros (soldados rasos, policías, granaderos, bomberos, etc.) sean usados por quienes los explotan, la oligarquía militar (generaloides y militaroides) como caines asesinos de los demás mexicanos que solo exigen el cumplimiento de las libertades democráticas que ampara nuestra constitución ».

⁸³⁹ (DIPS 967, 123 Sciences): 8 septembre 1968. « Es necesario que te des cuenta que los fines por los que luchamos también te afectan a ti: luchamos por un régimen en el que se respeten realmente las libertades que ampara la Constitución; luchamos porque el progreso que en nuestro país ahora sólo alcanza a las clases poderosas sea para las grandes masas de campesinos y obreros que se encuentran en la más grande miseria; luchamos por echar abajo a los líderes charros y vendidos, luchamos porque exista una verdadera libertad sindical para que los trabajadores puedan elegir libremente a representantes que realmente defiendan sus intereses; luchamos en fin, por que el gobierno sirva realmente a los intereses del pueblo y no a los intereses de los ricos y poderosos como lo ha venido haciendo hasta ahora ».

⁸⁴⁰ (DIPS 967, 127): 8 septembre 1968. « Pueblo de México (...) debemos demostrar al gobierno que cuantas veces sea necesario, repetiremos nuestras demandas hasta que sean resueltas. junto a nuestras filas está tu lugar, pues tu lucha diaria es la nuestra. Y unidos venceremos. (...) Digamos al gobierno que debe respetar y hacer respetar nuestra Constitución que para eso está, no para violarla agrediendo al pueblo a diario con las bayonetas y con las mordidas. ¡Basta ya de « justicia » podrida que encarcela al pobre y que deja en libertad a los funcionarios y líderes sindicales ladrones! ¡Abajo los sindicatos blancos que solo sirven para engañar a la clase trabajadora en beneficio de los ricos y de los « líderes » podridos! ¡La tierra es de quien la trabaja! ¡¡ Pueblo únete!! ».

⁸⁴¹ *ibid.* « (...) Artículo 1- En los Estados Unidos mexicanos todo individuo gozará de las garantías que otorga esta Constitución, las cuales no podrán restringirse, ni suspenderse, sino en los casos y con las condiciones que ella misma establece. Artículo 9- No se podrá coartar el derecho de asociarse o reunirse pacíficamente con cualquier objeto lícito. No es considerarse ilegal, si no podrá ser disuelta una asamblea o reunión que tenga por objeto hacer una petición, o presentar una protesta por algún acto a una autoridad, si no profieren injurias contra data, si se hiciere uso de la violencia o amenazas para intimidarla u obligarla a resolver en el sentido de que se deseo. Desde luego, puede verse que el artículo 1^{er}, fue violado al no ser respetadas las garantías individuales que la Constitución consagra. Así ocurrió cuando la manifestación pacífica al 26 de julio, que se organizaba como protesta, por la agresión de los granaderos a los estudiantes de la Vocacional del Politécnico. Artículo 29- En los casos de invasión o perturbación grave de la paz pública o cualquier otra cosa que ponga a la sociedad en grave delito o conflicto, solamente el Presidente de la República Mexicana, de acuerdo con el Consejo de Ministros y la aprobación del

b) 1999-2000

La Constitution est maintes fois mentionnée, quelques fois pour rappeler les principes qui ont résulté de la Révolution, mais il est bien évident que, vu les objectifs du mouvement, c'est pour rappeler que l'article 3 stipule que l'éducation est à la charge de l'État.

Comparaison

Économie. Que dire, si ce n'est que les faits étant ce qu'ils sont, la perception de l'environnement n'est guère plus positive qu'en 1968, elle souffre même d'un pessimisme alimenté par l'expérience des vingt dernières années. Le néolibéralisme est perçu comme une idéologie inadéquate pour un pays comme le Mexique, dont l'application ne fait que creuser le fossé entre les riches et les pauvres, diminuer le pouvoir d'achat des classes moyennes et augmenter le clan des milliardaires.

Médias. La profession journalistique s'est améliorée assez récemment mais la corruption n'est toujours pas totalement éradiquée. L'ensemble de la profession n'atteint pas encore un standard professionnel acceptable, « la rapidité des changements survenus au Mexique étant plus grande que l'évolution de la presse »⁸⁴². La couverture du conflit a été assidue et les meilleurs journalistes l'ont bien faite, alors que d'autres cédaient parfois au sensationnalisme ou se montraient carrément tendancieux.

Éducation. Les étudiants sont les objecteurs de conscience. Dans une société aux disparités régionales et socio-économiques importantes, l'éducation demeure un fer de lance primordial pour son évolution, pour l'amélioration des conditions de vie des plus démunis. Les étudiants ne manquent pas de rappeler que peu de Mexicains ont accès à l'éducation supérieure et même

Congreso de la Unida y en los recesos de éste, de la Comisión Permanente, podrá suspender en todo el tiempo en el lugar determinado, las garantías que fuesen obstáculo para afrontar la ayuda fácilmente, a la situación porque deberá hacerlo en tiempo limitado, por medio de prevenciones generales sin la suspensión se contraiga a determinado individuo. Artículo 111- Se concede de acción popular para demostrar los delitos comunes u oficiales de las altas autoridades ».


⁸⁴² Henry Tricks, correspondant à l'étranger pour le Financial Times de Londres, dans Yetlaneci Alcaraz et Homero Campa, *Lastres de la prensa mexicana, op. cit.*

moyenne; tant en 1968 qu'en 1999-2000, ils reprochent aux gouvernements de ne pas investir suffisamment dans l'éducation. La représentation que se font les étudiants de leur rôle dans la société est clairement définie : elle englobe des valeurs qui ont trait à la communauté, à l'inclusion, à un engagement envers la société. Ce qui étonne, c'est qu'elle ait si peu changé en 1999, malgré le fait que la société se soit relativement fragmentée. Cette identité de « combattant intellectuel », d'application concrète du savoir, de solidarité inter-classes est revendiquée comme héritage de la Révolution de 1910. Ce qui ramène à l'aura de l'UNAM elle-même, comme institution. La mettre en péril, c'est faire un pas de plus dans la « démolition » du pays (pour reprendre l'expression d'Enrique Krauze⁸⁴³). Lui faire perdre son statut de gratuité, c'est en finir avec une des rares survivances du temps où l'hégémonie idéologique et culturelle avait émergé d'une très longue période marquée par l'exclusion économique et sociale, hégémonie que les étudiants en 1968 considéraient comme affaire du passé, morte depuis trente ans.

En 1968, on se plaignait des locaux, de l'équipement, de l'enseignement. Luis Echeverría a répondu à ces critiques en créant une nouvelle université publique et les CCH, qui s'annexaient à l'UNAM. En 1999, les grévistes reconnaissent la nécessité de réformer l'UNAM, mais ils veulent prendre part aux décisions en créant un Congrès délibératif et représentatif. Bien que Juan R. De la Fuente ait promis aux grévistes de le mettre sur pied, il n'existe toujours pas en 2004.

Justice, forces de l'ordre. Les étudiants de plusieurs États mexicains avaient fait l'expérience de méthodes violentes des policiers et des militaires dans les années 1960. En 1968, ils en eurent assez. En 1999-2000, les unamiens ont déplorés la brutalité des policiers, au point de les comparer avec les *granaderos* qu'avaient affrontés leurs prédécesseurs. Ce qui est, bien sûr, exagéré. Et cette démagogie, tout comme l'affirmation de l'existence de prisonniers politiques, nuit à leur crédibilité. Toutefois, il faut reconnaître l'existence d'une certaine violence, plus souterraine et moins spectaculaire, une violence qui n'ameutera pas la presse internationale comme ce fut le cas en 1968. C'est celle des *porros*, du groupe Cobra, des provocateurs, des

⁸⁴³ Lire Arthur Schmidt, « Marking it Real Compared to What? Reconceptualizing Mexican History Since 1940 », dans *Fragments of a Golden Age*, *op. cit.*, p. 23-58. Enrique Krauze changea ironiquement l'expression « Revolution to Evolution » (terme qui désigne *grosso modo* l'historiographie des années 1940-1970), par « Revolution to Demolition », pour mieux souligner l'abrupte chute de l'économie puis de l'État mexicains.



enlèvements accompagnés de menaces, des policiers habillés en civil qui arrêtent un professeur après avoir démolé sa voiture: ces « petites » violences sont inacceptables dans un État de droit.

Il est manifeste que la Constitution de 1917 est la référence clé pour rappeler les droits qui y sont inscrits : liberté de réunion et d'expression (les articles 145 et 145bis du code pénal contrevenaient à ces droits), prescriptions quant au bon usage de la force militaire et le droit à l'éducation pour tous les Mexicains.

CHAPITRE VIII L'ANALYSE COMPARATIVE

1. Ce qui change et ce qui ne change pas

La culture politique des étudiants est influencée par leur propre identité en tant qu'étudiants de l'UNAM et le rôle qu'ils disent devoir jouer dans la société mexicaine, par le nationalisme issu de la Révolution de 1910, les idéologies de gauche marxistes-léninistes, trotskistes ou maoïstes, et par le rejet du PRI. À l'arrière-plan, se trouve la longue histoire de résistance et de violence.

1- La Révolution mexicaine, la Constitution de 1917 et le nationalisme, comme assises du Mexique rêvé. Le consensus qu'a permis la création du PRI s'est effiloché à partir des années 1940-1950, avec le constat que les politiques du régime ne profitaient guère aux classes populaires, que celui-ci optait de plus en plus pour la manière dure pour mater les revendications, allant jusqu'à brimer des libertés garanties par la Constitution par l'application de l'article 145 et 145bis. Certains intellectuels, dont des étudiants qui avaient pris part au mouvement, vont se rallier au gouvernement plus à gauche de Luis Echeverría, qui fit disparaître le fameux article du code pénal, mit en oeuvre des politiques nationalistes et voulut aider la paysannerie, alors que d'autres, qui ne croyaient tout simplement plus dans le régime, s'activaient dans les bidonvilles pour éduquer politiquement leurs habitants et que les plus radicaux prenaient les armes. Les décennies 1980 et 1990 qui virent des dénationalisations, des politiques pour faciliter les investissements étrangers et l'ouverture des frontières mexicaines, ont sonné le glas du nationalisme né dans les années 1930. En 1986-1987 et en 1999-2000, les étudiants, toujours animés par des convictions socialisantes, ont dit non à la politique néolibérale. Ils font partie d'un mouvement de résistance assez étendu qui existe un peu partout au Mexique, formé d'une myriade d'organisations civiles de tailles variées, de syndicats, de formations politiques marginales et de mouvements de lutte armée.

2- Le système politique. Au milieu des années 1960, les étudiants de l'UNAM avaient renié le syndicat étudiant inféodé à l'État en élisant le CNED. En 1968 ce fut au tour de l'IPN de se

défaire de la FNET, prenant résolument ses distances avec le régime en place. Les critiques envers le système politique visaient l'absence de démocratie, la trop grande concentration des pouvoirs dans les mains du président mexicain, le syndicalisme *charro*, la cooptation et le clientélisme. Le système a continué à être sclérosé et il fallut attendre vingt ans avant qu'on y apporte des changements significatifs en ce qui a trait à sa démocratisation. Celle-ci ayant été réalisée parallèlement aux multiples privatisations des entreprises para-étatiques, la reconstruction de l'État est pour les étudiants synonyme de « démolition de l'État »⁸⁴⁴. Cette transition est donc perçue par ceux-ci comme une trahison.

3- La culture politique des hommes de pouvoir. L'autoritarisme, l'hypocrisie, la corruption, l'enrichissement personnel, l'impunité, l'absence de valeurs démocratiques, le manque de respect pour les droits de l'homme et la vie humaine sont autant décriés en 1968 qu'en 1999-2000. Les étudiants ont même accusé le PRI en 1999, d'être « infesté d'assassins » (les assassinats politiques ont été nombreux depuis l'élection de Carlos Salinas de Gortari en 1988). Les élites politiques et financières font collusion et forment une « machine sociale plutocrate »; le système économique, tant en 1968 qu'en 1999, est décrié pour être mis en place non pas pour aider à niveler la répartition des richesses mais pour satisfaire les « intérêts de l'Empire yankee » (1968), pour lui offrir les richesses du pays sur un plateau d'argent. Le recteur Barnés est l'exécuteur servile des organisations nationales et internationales (1999), il fait partie, tout comme De la Fuente, du système des camarillas qui fait que l'avenir de l'université est décidé par le pouvoir politique, lequel est assujéti au FMI et à la BM.

Les élites politiques ne suscitent aucunement la confiance de la part des étudiants et de la population en générale, comme les sondages le prouvent depuis longtemps. Comme en 1968, on leur reproche d'utiliser des méthodes douteuses en faisant croire que le mouvement est manipulé de l'extérieur (comme ils l'avaient fait pour l'EZLN), en infiltrant les mouvements sociaux et étudiants, en faisant usage de *porros* qui s'emploient à faire paraître les étudiants comme violents, en falsifiant par les *accareados* les résultats d'un plébiscite ou la vérité sur leur

⁸⁴⁴ Lire à ce propos Arthur Schmidt, « Making It Real Compared to What? », dans Joseph, Gilbert, Anne Rubeinstein et Eric Zolov, *Fragments of a Golden Age, op. cit.*, p. 23-56. Schmidt fait référence au titre d'un ouvrage, *Revolution to Evolution*, devenu un ironique *Evolution to Demolition*.

popularité, en inondant les journaux de propagande gouvernementale ou universitaire, en les traînant devant la justice.

Les façons de faire des élites politiques et des amis du pouvoir n'ont guère évolué. Les conséquences sont nocives. Les politiques économiques du pouvoir central sont souvent comprises comme ayant pour but d'enrichir une minorité au détriment de la majorité. La corruption étalée (juges, directeurs de prison, policiers, fonctionnaires, petits caciques, hommes d'affaires, médias, hommes politiques) ne peut que renforcer la méfiance et le cynisme envers ceux qui jouissent d'un certain pouvoir : celui-ci devient synonyme d'enrichissement personnel, de vanité, d'impunité et d'égoïsme. Ce qui ne correspond pas à la définition d'un État de droit.

Nous le disions dans l'introduction, le sondage réalisé par Víctor Manuel Durand Ponte auprès de plus de mille étudiants de l'UNAM en 1997, allait dans le même sens que le discours étudiant issu du mouvement de 1999-2000. À la question dans quelle mesure faites-vous confiance aux institutions et organisations suivantes, les étudiants sondés ont répondu ainsi⁸⁴⁵:

	Totalement %	Jusqu'à un certain point %	Presque pas %	Pas du tout %	Ne sait pas %
Université	28,8	62,9	5,2	2,1	1,1
Justice et juges	3,1	35,5	29,2	29,0	3,2
Députés et sénateurs	1,7	26,0	30,1	38,7	3,5
Gouvernement	1,4	28,9	35,0	33,3	1,5
Partis politiques	1,3	34,3	30,8	31,1	2,4
Police	0,9	20,7	32,8	44,2	1,4

⁸⁴⁵ Durand Ponte, Víctor Manuel, *La cultura política de los alumnos de la UNAM*, op. cit. , tableau II, p. 75.

La majorité des étudiants avait donc répondu ne pas avoir confiance, ou presque pas, dans la justice et les juges, les députés et les sénateurs, le gouvernement, les partis politiques et la police. Outre l'université, les autres items qui obtiennent un vote de confiance de plus de 50 % (soit « totalement confiance » et « jusqu'à un certain point ») sont la famille (77,6 % et 20,1 % respectivement), les organisations indigènes et paysannes (19,3 % et 56,5 %), l'organisation étudiante (14,8 % et 60,8 %), l'école et les professeurs (13,4 % et 72,7 %), l'Église (9,7 % et 43,2 %), les compagnons de travail (5,1 % et 58,4 %), la radio (2,7 % et 66,3 %) et la presse (1,8 % et 64,1 %). La confiance est donc réservée à la famille, au monde rural et indigène, à la communauté universitaire (compagnons, organisation, enseignants, université) et à deux médias, la radio et la presse (la télévision obtenait 0,9 % et 47,4 %. Le scandale de Televisa qui avait fait la une des journaux en 1996 pour corruption et collusion avec le pouvoir, a probablement influencé les étudiants. Le pourcentage assez élevé d'étudiants qui ont confiance en la presse (65,9 %) n'est pas en contradiction avec ce qui fut noté en 1999-2000, à savoir qu'une certaine paranoïa avait gagné *une partie* des étudiants, laquelle ne formait pas la majorité. Cette confiance démontre que, si une organisation ou une institution change de façon significative, ici les médias, elle convaint la population.

Les autres items qui ont un score au dessous du 50 % (où le « presque pas » et le « pas du tout » l'emportent) sont les militaires (29 % et 34,7 % respectivement), les entrepreneurs (29,7 % et 28,9 %) et les voisins (30,0 % et 27,0 %). L'insécurité générale dans laquelle vivent les Mexicains explique probablement cette méfiance envers les voisins. Enfin, les associations de quartier ont légèrement moins la confiance des étudiants, soit 49,4 % (26,7 % et 22,6 %), alors que 45,3 % des étudiants sont plus confiants (3,3 % d'étudiants ayant totalement confiance en elles, 42,0 % jusqu'à un certain point).

On a souvent affirmé que la corruption s'était infiltrée au sein du PRI sous la présidence de Miguel Alemán (1946-1952). En 1968, la corruption des médias était généralisée et la *mordida* était courante, une façon d'accélérer un processus ou même d'y accéder. Nul doute que la montée spectaculaire de la mafia au Mexique n'a fait qu'aggraver la situation. Lorsque les étudiants, en 1999-2000, mentionnent la mafia, c'est pour incriminer les politiciens qui auraient des liens avec elle. Les étudiants ont derrière eux 70 ans de régime priiste, Carlos Salinas vit alors

en Europe et son frère « incommodant », Raúl, est en prison depuis quelques années. On soupçonne le premier d'avoir été l'auteur moral de l'assassinat de membres du PRD, le deuxième d'avoir blanchi de l'argent et d'avoir trempé dans le meurtre de Francisco Ruiz Massieu et leur plus jeune frère a été récemment assassiné (la police française faisait enquête sur lui).

4- Les inégalités socio-économiques. Nous l'avons vu au chapitre II, celles-ci n'ont jamais cessé d'exister; l'écart entre les plus riches et les plus pauvres s'est même creusé par rapport aux années de l'après-guerre. Elles sont d'autant plus intolérables que les étudiants, tant en 1968 qu'en 2000, perçoivent le pouvoir comme une oligarchie. L'État qui a jeté beaucoup de lest, permettant à quelques-uns de s'enrichir alors que la majorité des travailleurs se retrouvaient au chômage, puis l'ouverture des frontières sans filet de protection pour les petites et moyennes entreprises, ni même pour les petits paysans, tout cela n'a fait qu'aviver cette impression, qui ne peut elle-même qu'actualiser la vieille notion bipolaire du pouvoir et du peuple, laquelle suscite plus la croyance qu'il faut lutter et résister au lieu de s'intégrer aux partis légalement accrédités et participer à la vie politique.

5- La guérilla. Les populations pré-hispaniques ont dû composer avec une acculturation qui menaçait leurs identités. Elles ont eu à se fermer pour survivre physiquement et culturellement, une résistance passive qui ne pouvait toujours suffire. L'histoire du Mexique, comme des autres pays du grand continent américain, mais particulièrement du sous-continent, qui a toujours compté un nombre important d'autochtones, est jalonnée de luttes armées. En 1968, les étudiants n'ignoraient pas l'existence de plusieurs guérillas en Amérique du Sud, et encore moins celle des mouvements créés par Rubén Jamarillo, Genaro Vázquez ou Lucio Cabañas. Même constat pour les étudiants trente et un an plus tard. Ils ont assisté à l'émergence de l'EZLN, de l'ERP et de l'ERPI, ils n'ignorent pas leur raison d'être et, comme en 1968, ils sympathisent avec l'une ou l'autre organisation. Ignorer le phénomène des guérillas, c'est ignorer les conditions de vie des paysans, les abus dont ils sont victimes (aux mains des para-militaires, des policiers, des caciques...), la pauvreté dans laquelle ils vivent et la partialité de la justice. Autrement dit, c'est ne pas tenir compte de l'un des moteurs de la révolte des étudiants, l'injustice sociale et économique. Il n'est donc guère étonnant de constater que les étudiants ont dit avoir confiance dans les organisations indigènes et paysannes en 1997 (Durand Ponte).

6- La culture mexicaine. Les étudiants partagent avec le reste de la société, y compris les politiciens, des traditions, des valeurs et des codes culturels. Comme le dit un ex-leader étudiant de l'IPN en 1968, « comme nous, le gouvernement ne savait pas comment négocier »¹¹. Une inaptitude que les étudiants désiraient « casser », affirmant vouloir « rompre avec une tradition », celle du paternalisme et de l'autoritarisme¹². Le chef de la famille avec qui on ne discute pas les ordres. La solidarité familiale et celle qui existe entre les groupes de même appartenance, ainsi que la méfiance envers le voisin peuvent expliquer le clanisme, ou *camarillisme*. La célébration des morts, la stoïcité face à la mort, l'inclinaison pour la poésie et la littérature en général, etc., influencent l'appréhension de la réalité. En 1975, Rafael Segovia publia les résultats d'une étude sur la politisation des jeunes Mexicains au travers de la famille, surtout du père, et de l'école¹³. Le personalisme, le manque d'assurance, et une conception de la légalité douteuse (« la loi, c'est le fait du prince »¹⁴) expliqueraient, entre autres, un penchant pour la résistance (si la loi est injuste, on est en droit de ne pas la suivre). Il faut à noter que la conception de la légalité, en 1999-2000, ne fut pas toujours des plus saines, les étudiants traitant le gouverneur du district fédéral, Rosario Robles, d'autoritaire parce qu'elle avait déployé les forces de l'ordre lors du blocage d'une artère vitale de Mexico, ou encore en considérant que les étudiants arrêtés le 6 février 2000 étaient des prisonniers politiques.

Carlos Monsiváis a une théorie intéressante sur « la désintégration du modèle de la Famille Révolutionnaire comme État patriarcal ». Celle-ci

« coïnciderait avec un ensemble complexe de changements dans les structures familiales et dans le comportement quotidien, incluant le discréditement de la *casa chica* (seconde famille / maison informelle pour les hommes qui peuvent se permettre de les entretenir), un plus grand engagement des hommes envers leurs enfants, un accroissement de la participation des femmes dans des groupes féministes, et même le début d'un mouvement des gays et lesbiennes »¹⁵.

¹¹ Socrate Lemus Campo. « Voces para un recuento. 1993-1968: 25 años », *op. cit.*...

¹² Felix Lucro Hernández, *ibid.*

¹³ Rafael Segovia, *La politización del niño mexicano*. Mexico. El Colegio de México, 1975. Basée sur un questionnaire de 69 items, l'étude fut menée auprès d'étudiants de 5^e et de 6^e années du primaire et du premier cycle du secondaire, dans le district fédéral et dans différentes régions du pays (Nuevo León, Jalisco, etc.).

¹⁴ *ibid.*, p. 53.

¹⁵ Gilbert Joseph, Anne Rubenstein et Eric Zolov, « Assembling the Fragments: Writing a Cultural History of Mexico since 1940 », *Fragments of a Golden Age*, *op. cit.*, p. 12.

C'est un aspect qui, dans ce Mexique de transition, mériterait certainement d'être étudié en profondeur. Qu'apportent les discours étudiants sur le sujet? Ils parlent peu de la solidarité familiale mais on sait que les parents, particulièrement en 1999-2000, étaient très actifs au sein du CGH; la solidarité entre étudiants est particulièrement forte en 1968, elle est moins évidente en 1999; l'héroïsme et le sacrifice sont présents dans le discours des deux mouvements, peut-être est-ce en relation avec ce stoïcisme face à la mort dont nous parlions, en tout cas c'est une valeur qui semble être bien enracinée.

7- Les influences du temps. de mobilisation et d'espoir en 1968 et, en 1999, de démobilisation (transcrite dans le désenchantement face au politique et l'auto-exclusion des systèmes politiques traditionnels) d'une catégorie d'étudiants, puisqu'une autre milite en faveur du PRD, participant au jeu de la démocratie. On critiquait l'impérialisme américain en 1968, mais la puissance soviétique faisait contrepoids, ce qui n'est plus vrai en 1999. Le processus de mondialisation qui a commencé après la Deuxième Guerre mondiale, n'inspirait pas la crainte en 1968; on critiquait l'ère industrielle qui faisait de l'homme une machine tout en bénéficiant de ses retombées et le politique avait ses utopies. Les jeunes Mexicains critiquaient un régime politique sclérosé face à l'évolution sociale et technique, face aux changements de mentalité qui surfaient sur la vague des mouvements étudiants et civiques des années 1960 en Occident. En 1999, alors qu'au Mexique la population s'est paupérisée depuis plusieurs années, la mondialisation gérée par le G8, le FMI et la BM est une menace. Les étudiants jouissent du web, qui constitue en soi un village global. Ils se disent globaliphobes parce que cette mondialisation, disent-ils, est une forme de néocolonialisme pour les pays moins riches ou en voie de développement. Leur culture politique s'est enrichie de celle du mouvement altermondialiste international. Mais comment? L'aspect « action directe » en fait partie et le radicalisme observé chez un groupe de cégéhistes est probablement influencé par cette manière de voir les choses. Un autre aspect qui peut influencer la culture politique de ces jeunes est le courant anarchiste qui trouve beaucoup d'adeptes dans le milieu altermondialiste.

La gauche avait ses porte-parole et ses héros en 1968. Les jeunes étaient galvanisés par la foi dans les utopies de gauche. En 1999, la gauche se cherche mais beaucoup croient avoir trouvé dans l'EZLN l'exemple à suivre. Car ce n'est pas une simple autonomie locale que

veulent les zapatistes, ils veulent « conquérir, au moyen de la lutte armée, la libération nationale et notre seconde indépendance, et elle ne suspendra la lutte qu'après avoir instauré dans notre patrie un régime politique, économique et social de type socialiste »⁸⁵¹. Le discours des étudiants en 1999-2000 adhère totalement à la vision anti-néolibérale et socialiste des zapatistes.

L'environnement culturel, quant à lui, a bien changé. De la douce et parfois plus « heavy » folie des années 1960-1970, il ne reste plus grand chose, sinon la récupération. Le mouvement hippie a fait son temps, les touristes sont plus fortunés et les jeunes qui voyagent avec un sac à dos viennent autant de l'Allemagne, de l'Italie, de la France et du Japon que des États-Unis. Ils revendiquent surtout un bout de plage et une piste de danse à la discothèque, leurs vêtements sont peu excentriques, la drogue n'est plus une expérience spirituelle et le sida a mit fin aux aventures d'ordre sexuel. Comme partout sur la planète, la culture s'est américanisée, les films « catastrophes » ont envahi les salles de cinéma, les supermarchés et les grandes chaînes de restauration rapide ont changé le paysage urbain. Mais aussi, des ONG étrangères ont contribué à faire bouger les gouvernements mexicains sur des causes essentielles telles que le respect des droits humains ou l'écologie, le web a permis aux cégéhistes et aux zapatistes de se créer des réseaux de sympathie au Mexique et à l'étranger, ce qui a sans aucun doute eu un impact important sur les décisions des gouvernements Zedillo et Fox, qui ont finalement démilitarisé en bonne partie le Chiapas et conclu des accords avec l'EZLN. C'est ce village global qui peut être bénéfique pour les populations démunies, celui de l'information et de la solidarité.

8- Les principes que les étudiants se donnent en tant qu'universitaires inscrits dans une institution publique et l'histoire des mouvements étudiants de l'UNAM, comme affirmations de leur participation à la vie publique. Le questionnaire de Durand Ponte révélait que les étudiants étaient très confiants envers leur institution et sa communauté; les discours vont dans le même sens. Les raisons d'être des deux mouvements étant très différentes, comparer la relation entretenue par les étudiants avec leur recteur est sans intérêt. D'ailleurs les étudiants n'ont-ils pas assez prouvé qu'à l'UNAM, un recteur peut très bien avoir à démissionner s'ils y mettent assez d'énergie?

⁸⁵¹ Henri Favre, « Le révélateur chiapanèque », dans Favre, Henri et Marie Lapointe, *Le Mexique. De la réforme néolibérale à la contre-révolution*, op. cit., p. 419-456.

La culture politique des étudiants de l'UNAM s'est développée dans un espace qui symbolise les valeurs et des concepts auxquels ils adhèrent: autonomie, liberté, esprit critique, égalité et responsabilité sociale. Tant en 1968 qu'en 1999, le discours étudiant est imprégné de ces principes. La profondeur de ces convictions se dénote par la capacité des étudiants à former des mouvements lorsqu'ils jugent que c'est nécessaire, que les perceptions qu'ont les étudiants d'eux-mêmes et de leurs mouvements, de la nation, du gouvernement et de leur environnement socio-économique sont similaires sur le fond. Tout comme celle de 1968, la génération de 1999 affiche un énorme respect pour l'UNAM et pour son rôle dans la société mexicaine. Les étudiants ont aussi, à l'instar des étudiants en 1968, une vision élevée de leur rôle en tant qu'étudiants. Ils sont des acteurs de l'évolution socio-politico-économique du Mexique; ils se sentent responsables envers le peuple. L'aura de l'UNAM contribue à renforcer cette conviction.

9- Les valeurs démocratiques. Une démocratie est entendue comme un système politique plus horizontal. Le présidentielisme tel qu'il était en 1968 fut ridiculisé par les étudiants, qui s'étaient dotés d'une organisation horizontale très démocratique. En 1999, les étudiants se sont dotés d'une structure identique, mais l'attitude de certains a démontré qu'un groupe n'hésitait pas à user de moyens déloyaux pour imposer ses positions. Nous croyons, à l'instar de Monsiváis, que la conjoncture économique dans laquelle a grandi cette génération explique la dureté de certains (à la méfiance envers les partis, les politiciens et les institutions, s'ajoute celle envers leur propre avenir, bouché). Avec la détérioration des conditions de vie, particulièrement dans une mégalopole comme Mexico, la vie sociale se détériore. Cela n'a rien à voir avec les valeurs démocratiques. D'ailleurs, le courant altermondialiste, qui capitalise sur le désir d'une démocratie plus participative, plus inclusive des citoyens, est fort populaire chez les étudiants les plus radicaux.

10- Les idéologies de gauche. La perception qui veut que l'État-providence était davantage une utopie légitimatrice plutôt qu'un moteur de développement⁸⁵² est une des raisons qui explique que les étudiants rejetaient globalement le PRI en 1968, puisque le parti avait alors, comparé au PRI de 1999-2000, des politiques sociales. Et cela concorde avec leurs perceptions du pouvoir. Tant en 1968 qu'en 1999, les idéologies de gauche sont portées par des modérés et des radicaux.

⁸⁵² Nous nous sommes inspirée du titre « L'État-providence en Amérique latine: utopie légitimatrice ou moteur du développement? » de Bruno Lautier, dans Marques-Pereira, Bérengère, coord., *L'Amérique latine : vers la démocratie?*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1993, p. 97-128.

Malgré la chute du mur de Berlin, la gauche n'a pas baissé les bras au Mexique. En 1988, le PRD avait tout de même connu un certain succès, l'EZLN est apparu en 1994 et le PRD a été élu au gouvernement de Mexico en 1997. Plusieurs facteurs expliquent la popularité de la gauche auprès des étudiants: leur sentiment d'être responsables envers les plus démunis, leurs soif de justice sociale, leur méfiance envers la grande bourgeoisie mexicaine, leur prédisposition pour la lutte et les grandes inégalités socio-économiques qui caractérisent le Mexique.

Bien que l'origine des conflits soit différente, les deux mouvements s'orientent rapidement vers le politique et contre le régime en place. La répression décriée en 1968 sert de révélateur d'un système politique autoritaire et la propagande s'emploie à le tailler en pièces. En 1999, les universitaires savent bien qu'en ces temps de transition et à la veille d'élections, l'autoritarisme rappelle un passé qui devrait être révolu; les étudiants des sciences humaines, sociales et politiques n'ignorent pas l'existence prolifique d'études portant sur la transition de régimes autoritaires à la démocratie en Amérique latine en général et particulièrement au Mexique, en raison de son adhésion à l'ALÉNA. Souligner l'autoritarisme du recteur Barnés (dont on précise les liens avec le pouvoir politique) ainsi que l'attitude du candidat à la présidence, Francisco Labastida, c'est attaquer le pouvoir et sa culture politique, c'est dire « la démocratie que nous vivons est une façade ».

2. La question identitaire et le politique

Nous allons aborder plus en détails certains des aspects mentionnés plus haut : les cartes identitaires, le contexte générationnel et les idéologies contenues dans le discours étudiant, car des événements spontanés ne révèlent pas que des discours spontanés, ces derniers sont tributaires de perceptions et de conceptions qui ont provoqué la dissidence. Même si, pour des raisons stratégiques, tant en 1968 qu'en 1999⁸⁵³, les idéologies politiques ne sont pas clairement identifiées, le discours est clair à propos de « ce que devrait être le pays ».

⁸⁵³ « Pour des raisons stratégiques », c'est ce qu'affirmait, dans un interview pour *Proceso* (1^{er} décembre 1999), Alberto Pacheco, dirigeant de la Jeunesse Révolutionnaire du Mexique, un des leaders radicaux du CGH. Nous reprenons cette affirmation parce qu'il est clair que tant en 1968 qu'en 1999-2000, le discours révèle des idéologies dites radicales, qu'elles soient anarchistes, trotskistes ou maoïstes.

A. L'identité de l'étudiant

Le rôle des universitaires

« Être étudiant veut aussi dire défendre un projet de nation »⁸⁵⁴.

Outre l'identité nationale, dont les éléments ont été mentionnés au chapitre II (l'inclusivité par le biais de l'acceptation de plusieurs mémoires, autochtones et créoles, le nationalisme basé sur l'indépendance économique et politique du pays et, dans les années 1980-1990, le libéralisme économique), les acteurs des mouvements de 1968 et de 1999-2000 ont des cartes identitaires propres à leur statut d'étudiant et à leur génération. Les étudiants ont à l'évidence une perception élevée de leur rôle social et politique, rôle confirmé et stimulé par l'historique de la résistance étudiante à l'UNAM, rôle qui confère une légitimité morale à leur adhésion aux mouvements. « Aucun étudiant ne doit oublier l'engagement qu'il a avec la société, avec le peuple du Mexique »⁸⁵⁵, ou encore « Que les étudiants doivent limiter leurs activités à l'étude est une position très égoïste »⁸⁵⁶. À l'intérieur d'un environnement inégalitaire et arriéré (dans le sens d'un développement économique insuffisant), ils ont la responsabilité de mettre leurs connaissances au service de l'avancement de la société. Cette notion de « responsabilité historique », d'« amener l'université au peuple », est caractéristique de l'Amérique latine, particulièrement dans les universités nationales⁸⁵⁷. Elle démontre et explique la forte politisation de ces espaces. Nous avons mentionné l'apport identitaire du projet éducatif de la SEP sous Vasconcelos, alors que le sentiment de former une classe sociale à part entière était né de leur contribution post-révolutionnaire d'éducateurs, de conscientisateurs, d'hommes et de femmes

⁸⁵⁴ (JEPC Assemblée Universitaire): 25 mars 1999.

⁸⁵⁵ (JEPC CGH): mars 1999.

⁸⁵⁶ (FIS 96 Préparatoire 4): septembre 1968.

⁸⁵⁷ Lire à ce propos l'article de Jaime Suchliki, « Sources of student violence in Latin America. An analysis of the literature », *LARR*, 7 (3, 1972), p. 31-48. Une étude sur les étudiants de l'Université de La Havane a notamment relevé, parmi les facteurs de leur politisation ceux de l'impact des idées et des idéologies extérieures, dont le mouvement de la réforme de Cordoba, la révolution mexicaine et le marxisme; le désir de moderniser l'université et de changer les conditions politiques et socio-économiques du pays; la croyance (à l'intérieur comme à l'extérieur du campus) que les étudiants ont la capacité et la responsabilité d'orienter et d'organiser les autres secteurs de la société; la localisation dans la capitale de l'Université de La Havane et l'autonomie de l'université qui l'a transformée dans les années 1940-1950 en sanctuaire d'agitateurs politiques.

d'action. N'allaient-ils pas dans les régions les plus reculées du pays pour offrir à des populations démunies une formation qui pouvait les aider à sortir de leurs conditions de vie misérables? Belle démonstration de la transmission des représentations, Heberto Castillo, lui-même enseignant en génie à l'IPN en 1968, tient point pour point le même discours que les étudiants :

« Nous n'enseignons certainement pas aux jeunes du Mexique à garder jalousement leur bagage culturel pour l'exhiber seulement lors de réunions scientifiques ou entre compagnons de grande formation intellectuelle. Définitivement non. Nous leur demandons, entre autres, qu'ils utilisent leurs connaissances pour améliorer la vie des travailleurs de la ville et de la campagne; nous exigeons qu'ils engagent leurs consciences dans une lutte pour amener la lumière dans les usines et à la campagne, non par générosité mais parce que nous avons une obligation formelle avec ce peuple (...) »⁸⁵⁸.

Le rôle que jouent les universités dans la société, nous l'avons dit, est sujet à des débats axés sur la culture générale versus la formation universitaire en fonction du marché du travail. Dans les sociétés latino américaines, la culture au sens le plus large occupe une place importante, ce qui a une incidence sur la conception du rôle de l'université comme lieu de savoir et de connaissance. La résistance à la tendance « marché » s'est confirmée en 1986-1987 et en 1999-2000, tant chez les étudiants que dans les milieux intellectuels mexicains. La question soulève bien des passions pour des raisons historiques, dans une Amérique latine longtemps caractérisée par des gouvernements autoritaires, où l'autonomie de l'université représentait au début du XX^e siècle une victoire importante face à ces derniers, faisant de l'université un espace essentiel de la critique sociale et politique. En réaffirmant leur rôle de conscientisateurs de la population et de déclencheurs de l'action dissidente, les étudiants s'inscrivent dans la continuité. On pense à Gramsci et sa vision du processus hégémonique. L'évolution démocratique, même imparfaite, peut avoir atténué la force de cette conviction chez les uns (peut-être un des facteurs qui a influencé le vote des étudiants en défaveur de la grève), alors que les résultats négatifs de la transition économique l'ont renforcée chez les autres, pour qui la démocratie est synonyme de justice sociale.

⁸⁵⁸ (FIS 1012 Coalition des Enseignants): 1^{er} septembre 1968. « No enseñamos, por cierto, a los jóvenes de México que guarden celosos su bagaje cultural para exhibirlo solo en reuniones científicas ó entre compañeros de gran preparación intelectual. Definitivamente no. Los pedimos muchos de sus maestros, yo entre ellos, que utilicen sus conocimientos para mejorar las condiciones de vida de los trabajadores de la ciudad y del campo; les exigimos que comprometan sus conciencias en una lucha que lleve luz a las fábricas y al campo, no como dádiva generosa, sino como obligación indeclinable que tenemos con ese pueblo humilde que ha construido con su esfuerzo nuestros estudios ».

« En tant qu'étudiants c'est notre devoir d'être le levain de la mobilisation populaire, nous considérons que le problème que vit actuellement notre université n'est pas sans liens avec la problématique du peuple mexicain en général. Et le problème auquel fait face le peuple mexicain n'est pas étranger à l'aménagement hégémonique des grands blocs financiers »⁸⁵⁹.

Cette représentation du rôle de l'universitaire joue indéniablement un rôle psychologique et moral qui renforce le sentiment d'appartenance au peuple (si souvent réaffirmé dans les discours des deux mouvements). Elle légitime les luttes étudiantes et constitue un substrat de son identité; elle traduit une grande soif de justice sociale et une volonté très forte de participer au développement du pays. « (on ne veut pas) vivre lâchement et dans l'indifférence devant la faim et la misère des classes populaires mexicaines »⁸⁶⁰. La vision qu'ils ont parfois d'eux-mêmes peut paraître exagérée; « Universitaire signifie être compétitif, responsable, batailleur, respectueux, ferme, solidaire, juste, éthique, patriote et visionnaire, travaillant pour progresser non seulement pour des fins personnelles mais pour la famille, pour la communauté, pour la nation entière »⁸⁶¹, et certains diront que la politique occupe trop d'espace dans la communauté estudiantine de l'UNAM.

Les enseignants qui se sont impliqués activement dans les mouvements étudiants de 1968 et de 1999-2000 (Castillo, de Gortari, Carrasco, Echevarría, Pacheco...) incarnaient ces valeurs transmises par des générations d'enseignants. Accusés en 1968 d'être des agitateurs et en 1999 de « promouvoir un enseignement qui transforme la communauté étudiante en « semis de guerrilleros »⁸⁶², ils ont certainement un rôle important dans l'identification de l'étudiant à l'UNAM en tant qu'espace de dissidence. Fausto, Revueltas, de Gortari et Castillo furent condamnés à de lourdes peines de prison en 1968 et sept enseignants furent inculpés, en février 2000, de représenter un danger pour la société, ce qui démontre bien que les autorités politiques

⁸⁵⁹ *Al cielo por asalto*, no 1 (9 avril 1999), p. 2.

⁸⁶⁰ (FIS 554 CGH): 20 août 1968. « Los estudiantes de México renunciamos a vivir cobardemente, no presenciaremos jamás con indiferencia el hambre y la miseria que padecen los campesinos y obreros de nuestra patria ».

⁸⁶¹ (JEPC CGH): mars 1999.

⁸⁶² (W01 Chimie Documentos): septembre 2001. (Enrique Sumo, « La universidad pública bajo ataque », *La Jornada*). « Esta vez se ha intentado responsabilizar a una comunidad de 300 mil personas de la actividad de algunos de sus miembros y se le ha acusado de promover enseñanzas que la transforman en un « semillero de guerrilleros ». La acusación se ha dirigido directamente contra las facultades de Economía y de Filosofía y Letras, en donde « todavía » se investiga y se enseña el marxismo y otras teorías críticas y revolucionarias. Según eso, ahí estaría el corazón de ese semillero de guerrilleros ».

prennent au sérieux le rôle qu'ils ont pu jouer au sein des mouvements. Une étude auprès du corps enseignant de l'UNAM sur leur conception du rôle de l'universitaire et de l'enseignant s'avèrerait intéressante pour la compréhension du rôle effectif qu'il a sur la transmission de ces valeurs et pourrait donner des indications sur les idéologies des enseignants de cette université et sur les tendances à venir.

L'ascendance de l'UNAM. Des aspects positifs et négatifs

À cette carte identitaire s'ajoute le prestige de l'UNAM. « Aucune autre institution publique au Mexique a pu se développer et s'enrichir comme l'a fait l'UNAM dans ce siècle, avec l'expérience de générations de Mexicains et de Mexicaines, particulièrement dans les 55 dernières années », écrivait à la fin de l'année 1999 l'ex-recteur José Sarukhán⁸⁶³, une conviction partagée par beaucoup d'intellectuels mexicains.

« L'UNAM est un des cœurs de notre pays –lequel est le plus représentatif, lequel est le plus important- dont le quotidien reflète « tout ». Sur plusieurs aspects notre Université est le miroir de notre pays et le thermomètre de l'opinion publique. Elle embrasse diverses idéologies, différentes classes sociales, des étudiants de toute la République et un corps enseignant bigarré. Quoique les tendances de ses membres les portent vers le facteur humain –jusqu'à la gauche d'autrefois- ses portes sont pluralistes et la tolérance est son meilleur standard. Pour cela l'UNAM est le Mexique. Pour cela aussi, notre Université est un des facteurs premiers et déterminants de ce qui arrive au pays⁸⁶⁴ ».

Mais l'UNAM a aussi un renom ou une réputation, selon les uns et les autres, qui n'a rien à voir avec des considérations académiques, dérivé des nombreux mouvements étudiants qui s'y sont formés, dont certains, comme nous l'avons vu au premier chapitre, ont provoqué la démission du recteur ou pesé sur les décisions. Pour le meilleur comme pour le pire, la politisation du milieu étudiantin représente une force certaine. On peut la considérer comme un facteur nuisible, une activité incompatible avec la mission de l'université de former des

⁸⁶³ *Proceso* (1^{er} décembre 1999), p. 63.

⁸⁶⁴ Arnoldo Kraus, « El factor UNAM », *La Jornada* (5 mai 1999). « La UNAM es uno de los corazones de nuestro país –quizá el más representativo, quizá el más importante- cuya cotidianidad refleja « todo ». En muchos aspectos nuestra Universidad es espejo del país y termómetro de la opinión pública. Abarca diversas ideologías, clases sociales disímolas, alumnos de toda la república y profesorado abigarrado. Aunque las tendencias de sus integrantes se inclinan hacia el factor humano (hacia la izquierda de antaño) sus puertas son plurales y la tolerancia su mejor estandarte. Por eso la UNAM es México. Por lo mismo, nuestra Universidad es uno de los factores primigenios y determinantes de lo que acaece en el país ».

professionnels ou comme une étape normale et essentielle à la socialisation et à l'approfondissement de la conscience citoyenne des étudiants, mais le concept de l'autonomie, quelque peu dépassé, aurait le mérite d'être redéfini en fonction des nouvelles réalités du pays. Si cela reste discutable, il n'en reste pas moins que, nous l'avons vu au chapitre premier, les grandes entreprises mexicaines considèrent que la politisation du milieu étudiant est un des éléments d'un ensemble de considérations qui les éloignent en tant qu'employeurs du bassin de diplômés de l'UNAM. Et ce n'est pas seulement le marché du travail qui n'aime pas le militantisme étudiant. Ce n'est ni complètement noir ni complètement blanc. Parmi ceux qui considèrent que le rôle essentiel de l'université est d'offrir une formation large de connaissances (et non seulement une spécialité en fonction du travail), plusieurs croient que cette propension à la chose politique prend trop d'espace dans la vie des étudiants et qu'elle crée trop d'occasions pour le magouillage partisan.

Quoiqu'il en soit, le mouvement de 1968 est entré haut la main dans le tableau mythologique de la mobilisation étudiante, un modèle idéalisé peut-être mais fort opportun pour le CGH, l'année 1998 ayant été faste, nous l'avons vu, en manifestations commémoratives, dans les rues, dans les médias et dans le milieu de l'édition. Cette frénésie révélait entre autres l'impatience des Mexicains face à la culture de l'impunité du système politique. Se référer avec insistance au mouvement de 1968, dans le discours et en faisant coïncider les marches (dates et itinéraires), c'est reprendre le flambeau d'une bataille contre le PRI, contre une culture politique où règne l'impunité et la corruption, contre un système politique toujours considéré comme un système profitant à quelques-uns. Notons aussi que Rafael Guillen Vicente, alias Marcos, a fait ses études en philosophie à l'UNAM et qu'il semble que son orientation idéologique se soit forgée pendant ses études, ce qui a certainement une incidence sur des jeunes en quête de modèles.

De plus, dans la foulée des privatisations, l'UNAM symbolise plus que jamais le principe égalitaire et la justice sociale, thème récurrent dans le discours étudiant. Les cégéhistes décrivent l'UNAM comme un bastion de ces valeurs, menacé par les forces néolibérales.

Pour toutes ces raisons, il est hasardeux pour les autorités politiques de s'attaquer au principe de la gratuité de l'UNAM sans créer des remous et sans remettre en cause le principe de l'autonomie de l'institution. En accusant les recteurs Barnés et De la Fuente d'être liés au pouvoir politique, en particulier avec Francisco Labastida, les étudiants voulaient démontrer que les autorités de l'UNAM ne respectaient pas l'autonomie universitaire (qui dit entre autre que seule l'université a pouvoir de décision) et que, dans l'éventualité d'une victoire de Labastida aux prochaines élections, celui-ci irait de l'avant avec la privatisation de l'UNAM. Zedillo, mais surtout Labastida manquaient-ils de courage politique en ne mettant pas clairement cartes sur table? Leur silence ne pouvait que confirmer les craintes des grévistes mais le principe de non-ingérence politique dans les affaires de l'université leur conseillait de le garder!

L'air du temps

Les attitudes révélées par l'action et les discours comportent des différences entre les deux mouvements qui sont attribuables au climat, à l'atmosphère dans laquelle ont évolué les deux générations d'étudiants.

En 1968, la contre-culture inventée par la cohorte des baby boomers, « expression contemporaine d'un refus critique apparu en même temps que la civilisation scientifique, technique, industrielle dont il nie l'un ou l'autre des fondements » selon Gaétan Rochon⁸⁶⁵, qui s'est exprimée par trois formes, par le culte égotiste de la personne (courant existentiel), par le désir de renversement immédiat du système (courant activiste), et par la volonté d'épanouissement de sa culture dans des structures propres (courant nationaliste). Le mouvement a canalisé l'énergie d'une génération gavée des principes de liberté et d'égalité, révoltée certes mais optimiste. Un peu partout dans le monde, celle-ci exprimait son refus de l'autoritarisme, avait des revendications humanistes, démontrait une belle assurance et faisait preuve d'une grande solidarité. En 1968, le courant hippie avait ses émules au Mexique, nommé *La Onda* (la vague). Mais la société tolérait mal, en général, ce qu'elle considérait comme une importation culturelle étrangère, l'imitation d'un mode américaine, et les journaux de l'époque véhiculaient

les préjugés sans vergogne au travers des caricatures ou de remarques désobligeantes (l'hygiène, la sexualité, la drogue, l'apparence des hommes, etc.). Nombre d'Étatsuniens venaient dans la capitale ou s'installaient là où des rituels indigènes impliquaient la consommation de champignons hallucinogènes (en 1967, dans l'État d'Oaxaca, les forces de l'ordre avaient « démantelé » des communes, expulsant les étrangers et arrêtant les Mexicains qui y vivaient⁸⁶⁶). L'époque « sex and drug and rock & roll » était à la fois festive et rebelle, un cocktail qui somme toute convenait à une génération qui mangeait à sa faim, qui avait grandi avec Walt Disney. La jeunesse mexicaine ne correspondait pas entièrement au schéma américain mais elle n'en avait jamais été aussi proche, grâce à la télévision, à la musique et à la littérature.

Les échos d'une révolution étudiante en France étaient certes l'objet d'une attention particulière chez les étudiants et les intellectuels mexicains, mais pour la population en général, ce n'était là qu'un événement lointain qui ne les concernait pas. L'économie allait bien, les classes moyennes en profitaient et, consécration de ce succès, le pays allait être l'hôte des Jeux Olympiques, une première pour un pays en voie de développement. Pour citer à nouveau Paco Ignacio Taibo, les étudiants de cette période étaient « des produits d'un bouillon de culture politico-culturel qui avait pour vertu la globalité. Toutes les facettes de la vie étaient imprégnées d'une douce folie »⁸⁶⁷, ou encore cet extrait d'un tract : « (...) cette jeunesse n'accepte pas d'être domestiquée par aucun des organismes que le gouvernement a créés pour la jeunesse, au contraire, cette jeunesse est rebelle, par nécessité de survivance, pour le besoin de créer une nouvelle morale que l'actuelle, qui prétend l'asphyxier »⁸⁶⁸. Bref, c'était « le début d'un temps nouveau », le monde allait changer, c'était dans l'air du temps.

La situation est bien différente en 1999, comme nous l'avons vu au chapitre II. La situation générale, politique et économique, a évolué pour le meilleur et pour le pire, le PRI est toujours au pouvoir, l'ALÉNA déçoit et les classes moyennes se sont appauvries. L'université s'est considérablement massifiée, la population estudiantine de l'UNAM s'est socio-

⁸⁶⁵ Gaétan Rochon, *Politique et contre-culture*, LaSalle (Canada), Hurtubise HMH, 1979, p. 24. On pourrait ajouter aujourd'hui le courant mondialiste, qui prend en charge les problèmes mondiaux tels que les grandes épidémies ou l'écologie.

⁸⁶⁶ Eric Zolov, *Refried Elvis. The Rise of the Mexican Counterculture*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1999. p. 110.

⁸⁶⁷ Paco Ignacio Taibo II, *68*, *op. cit.*

économiquement stratifiée et elle est éparpillée aux quatre coins de la capitale. Cette génération a grandi dans une mégapole aux problèmes multiples, entre autres, une économie informelle importante, une offre qui dépasse la demande du marché du travail et une croissante insécurité. Comme un peu partout en Occident, le désabusement face au politique est le lot de cette génération qui a pris la rue le 23 avril 1999 pour se défouler et dire ses quatre vérités, se solidariser dans un monde de plus en plus compartimenté, une des conséquences de la prolifération de l'organisation civile qui regroupent différents points d'intérêts, écologiques, des droits humains, féministes, de quartier, de colonies, etc.

« Dispersés dans une large mosaïque d'identités et de strates sociales, la jeunesse de la capitale trouve sont point d'accord dans le mot désenchantement envers la politique nationale », faisait remarquer le directeur du Centre de recherches et d'études de la jeunesse (Institut mexicain de la jeunesse), José Antonio Pérez⁸⁶⁹. Les résultats d'une étude sur les étudiants de l'UNAM élaborée en 1999 (pendant la grève étudiante) par l'Institut mexicain de recherches éducatives (IMIE), coordonnée par ailleurs par Gilberto Guevara Niebla (ex-leader du mouvement de 1968), démontrent qu'en 1999, les universitaires de l'UNAM faisaient très peu confiance au système politique : les deux tiers d'entre eux affirmaient n'avoir aucune confiance dans le système politique mexicain, 48% le qualifiaient de mauvais, 50% des interviewés ne s'identifiaient à aucun parti politique, 37% les considéraient imbuables; enfin, 95% des grévistes et 86% des non-grévistes affirmaient ne pas croire que la société mexicaines était démocratique⁸⁷⁰. Par ailleurs, selon la compagnie *Fondo y Forma, Comunicación con Intención*, 80% des jeunes de Mexico disaient n'avoir aucune tendance politique.

« Égoïste, autodestructrice et violente »⁸⁷¹: c'est ainsi qu'on a défini la génération X, se plaignent les étudiants, qui se défendent bien d'être ainsi, qui pourraient faire remarquer que les études mentionnées précédemment ne regardent qu'au travers d'une lorgnette, que les conclusions ne tiennent pas compte d'autres réalités (la participation à des réseaux alternatifs par exemple). Leurs espaces de participation politique existent, ils sont simplement en marge des partis politiques. Ces jeunes seraient actifs davantage au niveau local, dans des associations

⁸⁶⁸ (DIPS 967, 67): septembre 1968.

⁸⁶⁹ *La Jornada* (22 mai 1999), p. 50.

⁸⁷⁰ *ibid.*

civiles de quartier par exemple, ou à l'université, au sein des nombreuses organisations étudiantes. Ce phénomène est un indice qui peut expliquer le rejet de tout lien avec les partis politiques du CGH et le fait que les étudiants s'identifiaient d'avantage aux organisations civiles de caractère social et politique. Le mouvement a été probablement l'occasion, pour ceux qui se sentaient interpellés par ces perceptions négatives (de la société envers eux), de montrer à la collectivité qu'ils avaient une conscience politique, que le rejet du système politique ne voulait pas dire qu'ils étaient apolitiques, car leur lutte concernait tous les Mexicains et particulièrement les plus démunis. En somme qu'ils ont une conscience sociale et des valeurs, contrairement au système en place. « Il leur paraît inconcevable qu'en ces jours de déroutes pour le peuple, il en existe encore pour dire au gouvernement : ici, vous ne passez pas »⁸⁷².

L'air du temps n'est pas à l'optimisme (une transition qui n'en finit plus disent les Mexicains), il est plutôt à l'incertitude et au désenchantement⁸⁷³. Les jeunes, comme la population en général, ne sont pas dupes quant à la persistance de l'autoritarisme dans la culture politique des gouvernants, persistance que le mouvement mettra en relief tout en démontrant, ô paradoxe, qu'il est ancré dans la culture mexicaine (ou latino-américaine, si l'on considère que le machisme, entre autres facteurs, induit l'autoritarisme), puisqu'une faction du CGH a démontré des attitudes autoritaires.

« Peut négocier ou se risquer à la négociation, celui qui se sait partie de l'avenir », pourrait-on dire en guise de conclusion, à l'instar de Jesús Silva Herzog Márquez lors d'une discussion portant sur l'attitude du CGH⁸⁷⁴.

⁸⁷¹ (JEPC CGH): juin 2000.

⁸⁷² (JEPC CGH-UNAM): juin 1999.

⁸⁷³ Un certain optimisme pourrait venir de la percée significative de la démocratie dans la vie politique du Mexique, alors que pour la première fois en 1997 le PRI perdait sa suprématie à la Chambre des députés, optimisme tempéré toutefois pour les partisans du PRD, dont la victoire qui lui a donné le gouvernement du district fédéral ne peut cacher sa chute constante dans le vote mexicain au niveau national, confirmée lors de l'élection de 2000.

⁸⁷⁴ « Primer Plano », *Canal Once* (21 février 2000). « Yo creo que el drama de este grupo social es que no encuentra futuro, que encuentra que no tiene ningún sentido negociar porque no es parte de ese reparto. A mí me parece que ese es el elemento que tiene de enorme dramatismo ». Outre Jesús Silva Herzog Márquez, Carlos Castillo Peraza, Carlos Elizondo Mayer, Lorenzo Meyer et Federico Reyes Heróles participent à cette émission de télévision hebdomadaire, où l'on débat d'un ou de plusieurs sujets. Les textes des débats sont disponibles sur le site web de la chaîne de télévision.

B. Les idéologies

La gauche mexicaine a des racines locales et étrangères. Dans le premiers cas elle tire une source d'inspiration du principe autochtone en vertu duquel la terre n'est pas une propriété privée mais appartient à la communauté, l'*ejido*, reconnu dans la Constitution de 1917 comme un droit inaliénable par les révolutionnaires dont l'anti-cléricalisme induisait le transfert des questions sociales des autorités religieuses à l'État, notamment en ce qui concernait le travail et l'éducation. Pendant la révolution, la gauche mexicaine fut mise à contribution par Carranza au travers de l'anarcho-syndicaliste *Casa del Obrero Mundial*, mais elle fut récupérée par le pouvoir une fois créée, en 1918, la Confédération révolutionnaire des ouvriers mexicains, la CROM. Elle fut tentée de faire à nouveau alliance avec le pouvoir en 1936, avec la création de la Confédération des travailleurs mexicains, dirigée par Lombardo Toledano, qui regroupait notamment les communistes et les trotskistes. Elle eut son apogée sous le gouvernement de Lázaro Cárdenas, sans être chapeauté par une idéologie précise, si ce n'est le nationalisme, puis se constitua essentiellement en critique du pouvoir et, à ses heures, surtout dans les années 1950 et 1960, en dissidente, le meilleur exemple étant le leadership de Valentin Campa et de Demetrio Vallejo. Bien que le PRI abandonna pendant la deuxième guerre mondiale les tendances gauchisantes, alors qu'un rapprochement substantiel s'établissait avec les États-Unis, et se technocratisa sous Miguel Alemán, s'il continua à user de la rhétorique révolutionnaire, c'était bien parce que les espoirs soulevés par cette révolution existaient. La venue d'un parti politique d'opposition de centre-gauche, le PRD, démontre que la gauche persiste à représenter un idéal pour les Mexicains. Le PRD a démontré sa force aux élections de 1988 et si les élections suivantes, en 1994 et en 2000, ont été décevantes, il reste que dans la capitale, qui compte pour près du quart de la population mexicaine, le PRD détient le pouvoir depuis 1997.

La gauche est donc bien enracinée au Mexique, sans être tributaire *nécessairement* d'un parti ou d'une doctrine, constituant un ensemble de perceptions sociales et politiques où le communautaire prévaut et qui repose sur un anti-américanisme bien ancré qui rend toujours suspicieuses les relations entre l'État mexicain et les États-Unis. La longue liste de partis et d'organisations civiles cités, des organisations qui affirment, à l'instar du Mouvement populaire révolutionnaire que la solution à tous les problèmes du Mexique est de faire la révolution,

« Révolution, oui, élections, non! », démontre par ailleurs que la vieille gauche est toujours présente au Mexique.

Le discours du mouvement de 1999-2000 révèle deux factions : celle qui adhère au système des partis et celle qui renie le système politique est en voie de démocratisation depuis peu (n'oublions pas que le PRI est toujours au pouvoir). Tant en 1968 qu'en 1999, les étudiants ont une perception bipolaire avec, d'un côté, le PRI-État, sa bureaucratie et la Finance, et de l'autre le peuple. La persistance de cette vision extrême, en 1999-2000, intrigue. On peut l'expliquer par des objectifs de propagande et par l'adoption d'idéologies radicales qui considèrent le pouvoir autoritariste à partir du moment où il est accaparé par la grande bourgeoisie, puisque celle-ci viserait à exploiter les autres secteurs de la population. Elle aurait signé l'ALÉNA comme on offre un cheval de Troie, aboutissement naturel d'une longue histoire de gouvernements, à commencer par le porfiriat, qui serviraient le pouvoir économique local et étranger au détriment d'une plus juste répartition de la richesse du pays. En 1968, le syndicalisme *charro* en particulier alimentait cette vision, en 1999 ce sont les politiques néolibérales et des décisions comme la création du FOBAPROA qui la renforcent. « Nous ne pouvons accepter que, pendant que le peuple manque de tout et que des millions de jeunes sont sans emploi, ils (les gouvernants) dépensent des millions de dollars pour les banquiers »⁸⁷⁵.

La politisation et l'engagement de nombreux étudiants dans différentes organisations politiques et sociales, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'enceinte universitaire, influencent la compréhension des sphères politiques et sociales et jouent un rôle décisif dans la formation des mouvements. En 1968, le discours utilise le vocabulaire marxiste-léniniste et les conceptions de la lutte populaire sont tributaires du trotskisme, du guévarisme, du maoïsme ou de l'anarchisme. En 1999, certaines organisations étudiantes se réclament de la neutralité politique et se disent indépendantes, d'autres sont affiliées au PRD, ou se disent socialistes (le *Corriente de lucha por el socialismo* et le *Partido Obrero Socialista*), trotskistes (*Liga Trabajadora por el Socialismo y Comité Estudiantil de Defensa*), communistes (*Unión de la Juventud Revolucionaria de México*), ou anarchistes (*Conciencia y Libertad* et *Grupo Contracorriente Campo Krusty*). Beaucoup entretiennent des liens avec des organisations civiles de gauche comme le *Frente popular*

⁸⁷⁵ (JEPC CEDEP): mai 1999.

Francisco Villa et de gauche « alternative » comme le *Frente zapatista de liberación nacional*, et le mouvement a eu l'appui de pratiquement tout ce que compte la capitale d'associations syndicales, politiques ou sociales anti-néolibérales.

L'anti-néolibéralisme affiché par le mouvement est la prolongation de l'anticapitalisme du CNH. De prime abord, on se surprend de l'absence en 1968 de toute référence dans le discours étudiant au sexennat de Lázaro Cárdenas, alors qu'il est perçu par la gauche nationaliste comme le paradigme de ce que devrait être l'État. Réflexion faite, ce silence s'avère conforme avec l'ensemble du discours pour deux raisons. Premièrement, les étudiants sont farouchement anti-PRI, ce qui a pour conséquence de lui refuser toute légitimité, incluant la reconnaissance des politiques de Cárdenas, ce qui n'empêche pas les étudiants de réclamer un gouvernement dont les caractéristiques sont tout à fait cardénistes. Deuxièmement, leur politisation s'est faite de pair avec l'introduction de l'analyse marxiste et dans une période où le militantisme de gauche est fortement imprégné des idéologies issues du marxisme. Ainsi, le rejet du PRI s'accompagne de la promotion de celles-ci et non d'un retour au passé. Mais cela n'implique pas le déni de la Révolution mexicaine. Octavio Paz disait que la principale faiblesse du PRI avait été de s'être montré incapable d'« ordonner en un système cohérent les confuses aspirations populaires »⁸⁷⁶. Les étudiants, eux, n'y voyaient pas une incapacité mais plutôt un manque de volonté : le PRI est un usurpateur et à leur yeux, la révolution doit se poursuivre en dehors du carcan priiste, « cette lutte ne doit jamais cesser, nous les étudiants ne prétendons pas être l'unique lutte libératoire mais seulement une étape de celle engagée en 1910 »⁸⁷⁷.

En 1968, outre le fait que les étudiants se disent en lutte contre un régime non démocratique, pour la défense des droits des Mexicains et l'autonomie universitaire, le discours plaide avec énergie pour une meilleure redistribution de la richesse. « Nous exigeons de faire notre propre révolution, la démocratisation des règles et leur application objective, la revendication des causes populaires à l'échelle nationale »⁸⁷⁸. « La transformation politique accélérée du mouvement a mis en relief différentes tendances et divergences. Le rapport des forces apparaît plus clairement lorsque les masses se radicalisent et par les directions qu'elles

⁸⁷⁶ Octavio Paz, *Le labyrinthe de la solitude*, *op. cit.*, p. 167

⁸⁷⁷ (FIS 53 Médecine vétérinaire et Zootechnique): 15 septembre 1968.

⁸⁷⁸ (FIS 93 Préparatoire 4): août 1968.

prennent face aux issues proposées par le gouvernement »⁸⁷⁹ : Les courants dits tièdes furent considérés comme opportunistes alors que ceux qui maintenaient la ligne dure étaient les « vrais » porteurs du flambeau de la résistance. La tendance réformiste existait, il fallait lutter « coude à coude pour une réforme, un assainissement de nos « pontifes »⁸⁸⁰, ou encore « La première action que doit faire la classe ouvrière du Mexique est de se débarrasser de ses leaders malhonnêtes, de lutter par la voie démocratique, la conquête du pouvoir des syndicats »⁸⁸¹, et

« Nous ne voulons pas la révolution. Le désordre est provoqué par le gouvernement (...) nous voulons des classes, nous voulons la tranquillité, mais pas avant qu'on ne nous respecte comme êtres humains. Ce mouvement durera jusqu'à ce que le gouvernement cesse de faire la sourde oreille aux revendications populaires »⁸⁸²,

Le changement radical, vers un gouvernement non bourgeois constitue toutefois un appel plus récurrent : « nous avons besoin d'une organisation afin de permettre que la classe ouvrière puisse vraiment accumuler ses forces »⁸⁸³, « À bas le gouvernement exploiteur des capitalistes! À bas tous les ministres de l'exploitation! », « Étendons le mouvement aux masses populaires, arrachons à la bourgeoisie la résolution de nos revendications », « Les agitateurs sont les bourgeois », etc.

Une autre tendance prônait un socialisme libertaire et disait « Préparons-nous pour la grande bataille finale, pour convertir (le Mexique) en un pays sans banquiers, sans patrons, sans exploiters »⁸⁸⁴, ou encore

« Nous voulons une société où n'existe pas l'État, ce corps politique parasite qui prend les décisions à notre place, évitant de prendre des décisions; la démocratie représentative de partis est une farce qui permet les corruptions, les faussetés, les supercheries, la démagogie, etc. Nous luttons pour une forme sociale de propriété qui ne permet pas d'aliéner le travail des hommes (...) »⁸⁸⁵.

⁸⁷⁹ (FIS 349 Comité coordinateur des brigades): 4 septembre 1968.

⁸⁸⁰ (FIS 532 CNH): 5 août 1968.

⁸⁸¹ (FIS 375 Comité de Lutte Étudiante): 22 août 1968.

⁸⁸² (DIPS 523, 419): 2 septembre 1968.

⁸⁸³ (FIS 21 Economie): 1^{er} août 1968.

⁸⁸⁴ (FIS 226 Sciences Politiques et Sociales): septembre 1968.

⁸⁸⁵ (FIS 10 Architecture): 19 août 1968.

Souvenons-nous que le 26 septembre, un drapeau rouge et noir fut hissé sur la place de la Constitution, et que cette insistance sur l'organisation des ouvriers en comités⁸⁸⁶, dans le but d'échanger et de discuter les idées et de préparer l'avenir, une des priorités des brigades politiques étudiantes, est une des bases de l'anarcho-syndicalisme. Par souci d'honnêteté, ajoutons que si nombre d'idées exprimées dans les tracts ont un caractère anarchiste, elles ne sont pas systématiquement affiliées à Bakounine, Prokotchine ou Proudhon, car la dénonciation de la bureaucratie ou les attaques contre l'État représentent souvent davantage des réactions face à un régime tentaculaire et étouffant qu'une adhésion à l'anarchisme en tant qu'idéologie.

À la fin des années 1990, l'anarchisme actualisé aux préoccupations contemporaines (l'apparition entre autres des anarcho-écologistes) s'est popularisé au fur et à mesure que la résistance à la mondialisation au travers des rencontres du G8 s'organisait. Nous l'avons vu, des tracts font référence à Noam Chomsky et contiennent des idées libertaires (la nocivité de l'État et son rejet), des grandes entreprises et des multinationales, l'idée d'un avenir tout à fait nouveau ou d'un projet alternatif, où le « développement de tous les potentiels humains possibles » serait envisageable, par opposition au travail abrutissant qui réduit le travailleur à un rôle mécanique) :

- « Nous ne nous arrêterons pas, tant que ne sera pas complétée (notre tâche) d'édifier la libération de tout le peuple. Aujourd'hui, que notre voix serve pour mettre en évidence la guerre d'extermination livrée par le pouvoir de l'État et la grande entreprise contre nos peuples, contre les travailleurs, contre les sans emplois et contre les sans terres. Aujourd'hui, compagnons, nous sommes ici pour continuer à forger le chemin de l'unité, pour réaffirmer nos identités de lutte, parce que nous savons qu'aucune des vieilles ou des nouvelles revendications ne pourra se réaliser sans elle, sans l'articulation d'un mouvement populaire puissant. Ici, dans cette foule qui se joint à nous, sont présents tous nos peuples, tous ceux qui résistent au nouveau colonialisme appelé néolibéralisme, qui avance en démolissant la santé, le salaire, l'éducation, la terre, l'électricité et la dignité nationale. Ici et maintenant, depuis le travail, depuis les luttes du peuple, nous sommes l'aube du monde. La vraie indépendance, celle de la paix, celle de la dignité humaine, celle basée sur la revalorisation de nos personnes et sur le développement de tous les potentiels humains possibles, ne pourra venir que de toutes les résistances et des luttes du peuple.⁸⁸⁷ »
- « L'État n'est pas la Patrie, la patrie, nous la construisons à partir d'en bas, des usines, de la campagne, des quartiers et des universités. Face à la barbarie imposée par l'État mexicain et les entreprises transnationales à la population, il est nécessaire de construire un front social qui inspire la construction d'un projet alternatif. C'est notre devoir comme étudiants d'être le levain de la mobilisation populaire; nous considérons que les problèmes actuels de notre université ne sont pas sans liens avec la problématique du peuple mexicain en général. Tout

⁸⁸⁶ L'anarcho-syndicalisme prône cette sorte d'« école pratique » de l'anarchisme. Lire à ce propos la traduction de Noam Chomsky, *Instinct de liberté. Anarchisme et socialisme*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2001, p. 29.

⁸⁸⁷ (W99 Philosophie et Lettres): 15 septembre 1999.

comme le problème que vit le peuple mexicain n'est pas étranger à l'investissement hégémonique des grands blocs financiers »⁸⁸⁸.

- « (...) nous vivons dans une structure violente : la misère est une violence, l'ignorance est une violence, le contrôle des organes publicitaires pour empêcher la libération de la misère est une violence. Nous devons nous débarrasser de cette violence parce qu'elle génère l'autre violence »⁸⁸⁹.

3. Quelques considérations

La décennie « désenchantée » qui a succédé à la décennie « perdue » de 1980 a créé une espèce de militants qui ne sait ou ne veut pas discuter, cherchant plutôt à imposer ses idées de façon parfois violente : échanges verbaux acrimonieux, expulsions des assemblées, vote de propositions pendant l'absence des étudiants qu'on savait opposés, modifications sémantiques à une proposition acceptée par plus de 50 % des étudiants (comme l'a fait Mario Benítez le 31 août 1999, provoquant l'ire des délégués des dites assemblées), blocage de rues malgré les consignes du CGH. Comme le disait un étudiant en cinéma, « Si les compagnons du CGH nous répriment et violent notre droit à la liberté d'expression et à la diversité des idées, alors l'ultra a les mêmes traits que le rectorat »⁸⁹⁰. Des affirmations et des actions laissent parfois pantois tellement elles ont un caractère « gardes rouges », par exemple ce tract qui dit que l'UNAM fait des livres pour les riches et que « les étudiants devront donner leur assentiment aux projets de recherche, et devront décider si oui ou non elle est utile pour le peuple »⁸⁹¹, ou l'action menée par une centaine

⁸⁸⁸ (JEPC Philosophie et Lettres): 9 avril 1999. « El estado no es la Patria, la patria la construimos desde abajo, desde las fábricas, los campos, los barrios y las Universidades. Ante la barbarie que el estado mexicano y las empresas transnacionales perpetran contra la población, es necesario construir un frente social que impulse la construcción de un proyecto alternativo. Es nuestro deber como estudiantes ser la levadura de la movilización popular, consideramos que el problema que vive hoy nuestra Universidad no está desvinculado de la problemática del Pueblo Mexicano en general. Así como el problema que enfrenta el Pueblo Mexicano no es ajeno a la investida hegemónica de los grandes bloques financieros ».

⁸⁸⁹ (AH 60, 327, 91, 53): août 1968.

⁸⁹⁰ René Drucker Colín, « Los Mosha UNAM », *La Jornada* (24 octobre 1999). « Si los compañeros del CGH nos reprimen y violan nuestro derecho a la libertad de expresión y a la diversidad de ideas, entonces confirmaremos que la *ultra* tiene el mismo rostro que la rectoría ».

⁸⁹¹ *ibid.* « (...) que usen argumentos de tan bajo nivel, como que en la UNAM se hacen libros para los ricos y que ellos van a decidir qué proyectos de investigación se van a permitir hacer en base a si son útiles para el pueblo, sólo puede denotar o un nivel de ignorancia excesiva o un exceso de mala fe. Sólo hay que recordar que la revolución cultural china fue justo lo que hizo, sacrificando toda una década a favor del fanatismo y la anti-intelectualidad ». Autre témoignage, de l'historien Héctor Aguilar Camín dans une collaboration titrée « Una derrota » (*La Jornada*, 14 juin 1999), qui qualifie le CGH d'extrême-droite : « Grupos gangsteriles hicieron imposibles las rectorías de Chávez y González Casanova. Movimientos estudiantiles conservadores investidos de radicalismo progresista impidieron la reforma de Carpizo y la de Barnés. Todos esos grupos y movimientos procedieron ocupando por la fuerza instalaciones claves de la universidad, y no hubo poder humano que las retomara. Esta es una razón estructural por la

d'étudiants contre trente-trois enseignants le 6 février 2001 (et qui a mené au renvoi de trois universitaires, dont Alejandro Echevarría), alors qu'on avait obligé ces enseignants à se dévêtir et à s'agenouiller pour qu'ils ressentent ce que les étudiants avaient vécu, jour pour jour, un an auparavant. Certains ont même considéré que cette punition à caractère public avait toutes les apparences d'une attitude fasciste⁸⁹². On pourrait aussi penser à la révolution culturelle maoïste...

La persistance du *porrismo*, des intrigues de palais, des tractations obscures, de la corruption et de la fraude dans les affaires publiques, bref d'une culture politique négative, ainsi que le manque de clareté de Zedillo et de son éventuel successeur quant à l'avenir de l'UNAM, sont des éléments, des ferments propres à favoriser la radicalisation d'un mouvement comme celui formé par les étudiants. L'évolution a besoin de temps mais aussi d'hommes de bonne foi. Ces dernières années, tant le PRI, le PRD que le PAN ont été accusés de fraude ou de corruption. Tant que la culture politique des dirigeants ne s'assainira pas, la population continuera à se montrer méfiante envers les institutions et les hommes et femmes de pouvoir, un frein important à l'évolution, puisque l'attentisme et le cynisme sont des forces négatives. Une démocratie saine n'existe que si le peuple et l'État ont une relation de confiance. Non pas la confiance d'un sexennat, mais une confiance qui peut se reposer sur le long terme. On dit que si Fidel Velazquez est encore, en 2004, chef syndical de la CTM, c'est qu'on préfère laisser l'homme en place car il pourrait dévoiler de vilaines choses concernant les hommes politiques qui l'ont entourés!

L'intellectuel Jesús Silva Herzog Márquez a soulevé la question de la responsabilité journalistique, particulièrement des journaux « proche de la gauche » qui, au lendemain de l'intervention policière du 6 février 2000, de concert avec le Parti de la Révolution Démocratique, « ont pris cette attitude de reconstituer le mythe diazordaste, de convertir les étudiants en prisonniers politiques », considérant que cette direction menait à une voie qui lui paraissait « très regrettable pour l'avenir du pays »⁸⁹³. Herzog Márquez n'a certes pas tort mais il

que no puede haber rectores fuertes en la UNAM: no tienen fuerza para cuidar los bienes de que son responsables. La misma comunidad los repudiaría si se portaran tajantemente como autoridades en defensa del patrimonio universitario y la legalidad ».

⁸⁹² Jesús Silva Herzog Márquez, « Primer Plano », *Canal Once* (7 février 2001).

⁸⁹³ *ibid.* « Cuando la Jefa de Gobierno toma la actitud que tomé, cuando todo el Partido de la Revolución Democrática; cuando los periódicos, digamos, cercanos a la izquierda toman una actitud de reconstituir el mito Diazordacista; de convertir a los estudiantes en presos políticos, me parece que es un camino que se está llevando hacia un sendero que a mí me parece muy lamentable para el futuro del país ».

faudrait ajouter qu'un système judiciaire qui accuse des grévistes de représenter un danger pour la société encourage par l'exagération une autre exagération.

« Au Mexique peu de groupes civils sont aussi capables que les universitaires d'élever la voix »⁸⁹⁴, affirmaient avec raison les étudiants en 1968. Ce n'est plus aussi vrai en 1999, les organisations écologiques, sociales, politiques et de défense des droits de l'homme sont nombreuses. Mais sont-elles écoutées? Les meurtres ou les menaces que subissent les journalistes, les défenseurs des droits de l'Homme, les autochtones, les femmes de Juárez, sont autant de preuve que la violence cacicale, paramilitaire et policière perdure et, ce qui n'est pas de bonne augure pour l'avenir, que l'impunité persiste. D'un autre côté, les signaux envoyés par la gauche « utopique », toujours présente et active, comme on le voit au Chiapas, quelque soit la pureté de sa cause et la responsabilité de l'État mexicain, ne disent-ils pas « il n'y a rien à attendre de nos gouvernements, prenons les armes »? Bref, l'engrenage continue de se nourrir à l'auge de la misère, de la corruption et des utopies.

« Aujourd'hui, dans ce pays, être un combattant social est un délit qu'on poursuit et punit. Les narcotrafiquants? Non, ceux-là sont d'accord avec les autorités, qui ne peuvent poursuivre et punir leurs associés. Les banquiers? Encore moins, ceux-là appuient les autorités en leur payant leurs campagnes. Les kidnappeurs? Non plus, ils agissent de concert avec la police (...). Les étudiants de l'UNAM aussi ont dit « c'est assez! »⁸⁹⁵.

Le discours du mouvement de 1968 démontre que les principes démocratiques revendiqués avaient souvent des caractéristiques davantage radicales que libérales. Le mouvement n'a pu rallier les ouvriers et les paysans, il est demeuré l'apanage des intellectuels. Bien que le milieu syndical ouvrier fût sous la coupe du *charrismo*, cela n'explique pas tout; l'économie se portait plutôt bien, et le milieu rural demeurait le château fort du PRI. Le PRI, de façon générale et quels que soient les moyens pour se maintenir au sommet, correspondait encore aux attentes des classes populaires. Le discours de 1968 reflète effectivement le ras-le-bol des classes moyennes, mais il faudrait y ajouter les secteurs éduqués de la population, une éducation qui fait moins appel à un

⁸⁹⁴ (DIPS 522, 143 Sciences Politiques et Sociales, Université Ibéroaméricaine): 14 août 1968.

⁸⁹⁵ *La Jornada* (19 décembre 1999), p. 46. « Pero resulta que hoy, en este país, ser un luchador social es un delito que se persigue y se castiga. ¿Los narcotraficantes? No, esos están de acuerdo con las autoridades, así que no los pueden perseguir y castigar sus propios sucios. ¿Los banqueros! Menos, esos además ponen alas autoridades pagándoles sus campañas. ¿Los secuestradores! Tampoco, esos están de acuerdo con la policía. (...) Los estudiantes de la UNAM también dijeron « ¡Ya basta! » ».

diplôme mais à une conscience politique dans son sens le plus généreux. Car les idées, les opinions et les attitudes correspondent davantage à ces groupes éduqués qu'à une classe moyenne définie par son compte en banque. L'abandon de la rhétorique post-révolutionnaire par le PRI et l'ouverture des frontières économiques ont correspondu, semble-t-il, au désir de la majorité des Mexicains, qui ont appuyé les réformes économiques de Salinas et la nouvelle orientation économique néolibérale, qui semblait en mesure de donner une impulsion à l'économie du pays et améliorer leurs conditions de vie⁸⁹⁶. Mais en 1999, le discours étudiant reflète le sentiment d'insécurité économique et sociale qu'éprouvent les Mexicains, qui ont dû subir une dévaluation du peso et une inflation de 51.97% en 1995⁸⁹⁷. Les rares effets positifs de l'ALÉNA pour la majorité auraient d'ailleurs creusé l'écart entre les « accommodationnistes » et les dissidents⁸⁹⁸.

En 1999-2000, le discours étudiant traduit donc un sentiment général : le désenchantement. L'amertume de la population n'exprime pas en général un désir de transformation radicale politique et économique du Mexique (dans une société qui a toujours été très hiérarchisée, souhaiter une démocratie radicale avec ou sans État est une grande utopie), mais la déception d'une population qui a misé sur le changement, qui a voté parcimonieusement pour le PRD en 1994 et en 2000, une population exténuée par des années de crises.

« Dans un pays où 50 % des Mexicains vivent dans la pauvreté et six jeunes sur dix entre 20 et 24 ans n'ont pas de projets, parce que seulement 14 % (de ce groupe d'âge) sont inscrits dans une institution d'éducation supérieure et que seulement 26 % d'entre eux obtiennent un travail dans le secteur formel, le chemin emprunté par notre pays et par lequel nous avons transité ces dernières années est inacceptable »⁸⁹⁹.

Comme le mouvement étudiant de 1968 était une sorte d'intifada, il y avait effectivement une relation d'occupation, l'armée envahissait les centres d'éducation quand il y avait manifestation de mécontentement. Celui de 1999-2000 a tracé une frontière, une limite, dans les avancées de privatisations du gouvernement; il a démontré la capacité de rassemblement des

⁸⁹⁶ Strom C. Thacker, « Nafta coalitions and the political viability of neoliberalism in Mexico », *Journal of International Studies and World Affairs*, 41 (no 2, 1999), p. 57-89.

⁸⁹⁷ *ibid.*, p. 75. Tableau 2 « Growth and Inflation in Mexico, 1991-1997 ».

⁸⁹⁸ *LARR*, 35 (no 2, 2000), p. 73-106. De « accommodationists », terme utilisé par Kenneth C. Shadlen pour identifier les Mexicains qui ne résistent pas au changement. Synonymes d'accommodation, « acclimatation » ou « accoutumance », le terme fait référence à une période transitoire. Selon Shadlen, la dissidence s'exprime essentiellement dans des organisations non gouvernementales, au travers du PRD et de mouvements sociaux anti-néolibéralistes.

⁸⁹⁹ (W00 Philosophie et Lettres Commission de Presse et de Propagande CGH): 12 mars 2000.

étudiants et des Mexicains, puisqu'ils ont obtenu l'appui de plusieurs organisations, lorsqu'ils considèrent que leurs droits sont bafoués, en l'occurrence celui à l'éducation moyenne et supérieure. Il a démontré aussi un manque de maturité, croyons-nous, en persistant à conserver un mode de négociation impossible, probablement à cause de l'influence des étudiants des divers groupes nés de la critique du CEU, accusé d'avoir pris des décisions sans avoir consulté la base. L'incessante consultation de la base et la rotation des délégués étudiants à la table des discussions compliquaient inutilement les pourparlers en permettant à des étudiants qui n'avaient pas toujours une maîtrise approfondie du dossier de siéger, source d'exaspération chez les représentants du rectorat.

Mais cette immaturité a une source: la manipulation (des protagonistes du conflit et de l'opinion publique) et la corruption, pour venir à bout d'un conflit, attitudes adoptées depuis trop longtemps par les autorités politiques, attitudes répandues dans les différentes sphères de pouvoir, qu'elles soient politiques ou non.

Le dialogue si cher aux étudiants est probablement la revendication qui exprime le mieux le désir démocratique. L'impossibilité de sa réalisation en 1968 venait de la nature autoritaire du régime politique, d'un système politique où le président mexicain n'était certes pas accessible, où la société était stratifiée suivant une pente verticale assez abrupte. En 1999-2000, le contexte est différent et la nature du dialogue différente, puisqu'il s'adressait au rectorat et non à une instance gouvernementale. Lorsque les discussions ont commencé entre le CGH et la Commission du Recteur, en juillet 1999, les enseignants Hortensia Moreno et Carlos Amador, qui ont recueilli au beau milieu du conflit le témoignage de plusieurs étudiants grévistes⁹⁰⁰, se sont sentis envahis par un « atroce scepticisme » car ils « doutaient qu'il existe la plus petite possibilité de dialogue réel entre deux acteurs sociaux complètement discordants ». Des membres du CGH reconnaîtront plus tard qu'une des erreurs de leur parcours fut de partager une conception du dialogue faussée par la paranoïa, accordant davantage d'importance au format et à ses modalités afin qu'il n'y ait

⁹⁰⁰ Hortensia Moreno et Carlos Amador, *UNAM. Huelga del fin del mundo...*, op. cit., p. 21. « Durante los últimos cinco meses hemos demostrado que existe un impedimento formidable para que se establezca un diálogo entre los dos grupos que han protagonizado el último conflicto estudiantil del siglo XX, el más largo y seguramente el más enigmático. (...) Los huelguistas están defendiendo a la universidad contra las oscuras intenciones del neoliberalismo, esa cara que hoy tiene el Diablo. Muchos de los participantes en la huelga han desarrollado un fervor milenarista en la defensa de su pliego petitorio ».

aucun équivoque, qu'à une expression élaborée du contenu. « Nous n'avons pas mis tous nos éléments, tous nos arguments dans le débat », avouera Franco Martínez (CCH Oriente), pour qui les étudiants n'ont « pas compris toutes les pièces de l'arme qu'est le dialogue », n'ont pas été capable de convaincre les autorités et, de surcroît, le mouvement n'a pas su faire son autocritique lorsqu'il le fallait⁹⁰¹. Une des erreurs du CGH fut, ajoute-t-il, de ne pas avoir voulu prendre pour base de solution au conflit, la proposition des professeurs émérites (du 28 juillet), même si elle ne rencontrait pas les exigences initiales, parce qu'on disait qu'elle « sortait des officines du PRD et du rectorat, ce qui n'est pas un argument ».

« Ces intellectuels ou organisations qui ne disaient pas la même chose que nous (les 6 points avalisés) nous les mettions pratiquement de l'autre côté (...), celui de la trahison, du côté de la modération. (...) Nous ne pouvons en ce moment parler de trahison, ni de modérés contre des ultras. Cependant, on continue à reproduire (ce schéma) dans certains secteurs du CGH, et c'est pathétique. Si le zapatisme, qui est en armes, n'a pas mentionné la trahison de gens, un mouvement politique civil comme le CGH (devrait) encore moins (y recourir). Il doit ouvrir ses portes, il doit inclure tout le monde, ce qui implique nécessairement une saine convivialité et d'apprendre à vivre dans la différence; cela nous ne l'avons pas encore compris »⁹⁰².

La rancœur persistante qu'entretenaient des étudiants, dont certains sont devenus enseignants, envers le CEU historique (pour la façon dont il avait réglé le conflit en 1987) est en soi étrange. Quelle sorte de déception exprime-t-elle réellement? Le fait que deux de ses leaders se soient intégrés au PRD? Dans ce cas, l'amertume et la méfiance héritées des manipulations du milieu étudiant par les factions priistes depuis la fondation de l'UNAM, expliquent en partie la perception négative imprégnée dans le discours étudiant envers les partis politiques en général et le système des partis. Car pour une frange du CGH, les céuistes étaient des opportunistes, alors qu'ils étaient simplement en faveur du PRD. Une des conséquences de cette vision des choses, héritage d'une longue opposition au PRI, est une mauvaise compréhension de la démocratie et une incapacité, ou difficulté, à accepter les différences.

Agustín Avila ajoute que « l'erreur la plus grave du mouvement à l'interne fut ne pas s'affronter aux autres positions des différents compagnons; dans un espace public, où l'on devrait pouvoir aplanir clairement les différences »⁹⁰³. Un étudiant en économie soulignait pour sa part

⁹⁰¹ Enrique Rajchenberg et Carlos Fazio, *UNAM presente ¿y futuro?*, op. cit., p. 54-55.

⁹⁰² *ibid.*, p. 56.

⁹⁰³ *ibid.*, p. 57. « El error más grave del movimiento, yo creo que internamente, fue no enfrentarse a las otras posiciones de los diferentes compañeros; en un espacio público, donde se pudieran dirimir claramente las diferencias.

l'aspect « égocentrique » du mouvement, qui n'avait pas su construire des initiatives avec des mouvements qui les appuyaient, ouvriers ou indigènes (Chiapas), capables pourtant de rassembler des milliers de personnes, égocentrisme qui l'a empêché d'avoir une politique d'alliances et qui lui a fait perdre des occasions. Pour Avila ce fut une occasion ratée de rassembler les revendications étudiantes, ouvrières et indigènes: « Le mouvement de 68 aurait aimé être aux côtés d'un mouvement ouvrier comme le SME ou avec un mouvement indigène comme celui du Chiapas qui mobilisent des milliers de personnes. (...). Ce fut un mouvement (celui de 1999-2000) qui, surtout, regardait beaucoup vers lui-même, dans ses différences internes et pas autant sur l'impact qu'il devait avoir à l'extérieur »⁹⁰⁴. On s'est aussi reproché de salir le linge sale en public. « Les zapatistes nous ont fait une critique: comment est-il possible qu'un mouvement si important comme le vôtre exhibe face à l'opinion publique toutes ses impudences? », rappelle Alfredo Velarde (enseignant de Chimie), qui souligne aussi l'absence de stratégie de communication « qui a laissé beaucoup à désirer parce qu'elle a exacerbé l'aversion d'une presse » alors « qu'une bonne partie du succès politique du zapatisme dérive (justement) de sa géniale stratégie communicative »⁹⁰⁵.

Pese a que había argumentos, por ejemplo, para decir claramente porqué no se podía apoyar la propuesta de los eméritos, pese a la cuestión de la interlocución que creaban, había argumentos muy claros: « no podemos ir bajo esa propuesta si lo único que nos están proponiendo es su palabra y la palabra no cuenta si lo firmado en Chiapas, por ejemplo, no se ha cumplido ». Pudimos haber definido, por ejemplo, con los históricos, con la RED, con todo el PRD presentando los alambres de púas y los golpes al interior del CGH como la forma en que se definieron los conflictos hacia fuera. Porque realmente sí se ganaron las asambleas a favor de la mayor parte del CGH ».

⁹⁰⁴ *ibid.*, p. 57-58. « Otro error es el grado de egocentrismo del movimiento. El 68 hubiera querido estar junto con un movimiento obrero como el SME o con un movimiento indígena como el de Chiapas, que movilizan miles de personas. En el 68 los estudiantes estuvieron, prácticamente solos. El 99-2000 tuvo al SME, tuvo a Chiapas y no supo construir iniciativas hacia esos sectores. No supo, por ejemplo, construir algo que se trata de hacer ahora, en peores condiciones, un Consejo Nacional de Lucha, algo que involucrara las demandas de, por lo menos, estos dos sectores. El CGH no supo construir una política de alianzas hacia ellos, que estaría basada en respetar su autonomía y su posibilidad de hacer planteamientos propios aunque distintos a los del CGH. (...) Fue un movimiento que, sobre todo, miró mucho en torno suyo, en las diferencias internas, y no tanto en el impacto que iba teniendo afuera. Por ejemplo, las brigadas que salían a los estados impactaban mucho, cuando hablaban de organización, de educación, y no se consolidaba nada de organización en esos estados. (...) Fue el egocentrismo lo que hizo perder varias coyunturas al CGH ».

⁹⁰⁵ *ibid.*, p. 58.

Conclusion

La culture politique des étudiants a peu changé en trente et un ans. Il est vrai qu'elle est dominée par une culture d'opposition au régime priiste qui, à partir des années , leur est apparu comme une entité usurpatrice de la révolution. Car la représentation qu'ont les étudiants du Mexique rêvé est basée sur des principes socialisants, représentation qui semble bien ancrée encore à l'heure actuelle mais dont l'ampleur, au vu de la demi-participation des étudiants au mouvement de grève de 1999-2000, demeure difficile à évaluer.

La lecture des tracts nous a permis de découvrir quelques éléments de certaines représentations des étudiants appartenant à l'histoire lointaine. Il y avait déjà Tlatelolco. Suite au massacre, les étudiants voulurent rapprocher les deux événements et imprimèrent le poème relatant la destruction de Tlatelolco en 1521 (que nous avons retranscrit dans l'introduction). Les tracts ont aussi révélé la vénération qu'ont les étudiants pour l'événement qui a mis fin à ce pouvoir étranger, l'Indépendance, et l'acuité de leur appréhension de voir cette indépendance s'étioler, constamment menacée par l'impérialisme américain. Il est intéressant aussi de noter que, parmi les figures emblématiques de la révolution, les étudiants préfèrent, et de loin, Emiliano Zapata, lequel fut assassiné par le nouveau pouvoir révolutionnaire. « A veces, veo la cultura mexicana, en general, como una cultura de resistencia permanente »⁹⁰⁶. Cette culture de résistance a ses raisons et son histoire, mais sa banalisation peut être un frein à l'adoption d'attitudes dans lesquelles le dialogue et la négociation auraient une place primordiale.

L'étude des discours des deux mouvements a apporté des précisions sur les fondements de la culture politique des étudiants de l'UNAM, confirmant de façon on ne peut plus claire l'analyse de Renate Marksiske qui affirmait qu'ils avaient développé des perceptions et des représentations propres à eux dans les années qui suivirent la révolution armée. La diffusion des idées était une idée chère aux Athénéens, qui avaient créé l'Université populaire en 1912, laquelle offrait gratuitement les cours aux étudiants, et qui les incitèrent, de concert avec ceux qui

⁹⁰⁶ « Parfois je vois la culture mexicaine, en général, comme une culture de résistance ». Nous avons perdu la source de cette citation, donc le nom de la personne qui écrivait cela dans le quotidien *La Jornada* en 2001.

s'étaient inspirés d'eux, essentiellement la « génération de 1915 »⁹⁰⁷, à enseigner dans les régions reculées, les mettant à contribution dans la propagation d'une identité nationale plus inclusive. Cette période, observait Marksiske, avait favorisé un sentiment de solidarité chez les étudiants qui leur avait donné la sensation de former une classe à part entière au sein de la société. À la fibre nationaliste se seraient incorporés « un humanisme utopique (et) un certain socialisme libéral »⁹⁰⁸. Nous l'avons vu, ces représentations sont toujours bien présentes en 2000. On pourrait dire toutefois, qu'au socialisme libéral s'est ajouté, à la faveur de la révolution cubaine et du courant marxiste des années 1960, un socialisme plus radical, et que pour ses partisans, la « diffusion des idées » équivalait à l'« éducation des masses ». En 1999, les étudiants persistent dans cette voie tout en disant vouloir être « éduqués » par les indigènes du Chiapas. Que faut-il comprendre de ce glissement? La pauvreté qui affecte 60 % de la population mexicaine renforce-t-elle les solidarités? Faut-il y voir la recherche d'une nouvelle identité nationale? Qu'exprime la popularité d'un mouvement qui justement se réclame de Zapata dont le porte-parole, Marcos, jongle avec le concept de postmodernité, affichant une séduisante contemporanéité, un mouvement qui rejette le néolibéralisme et prône un État socialiste? Nous croyons que si les étudiants interrogés en 1997 par Durand Ponte avaient une grande confiance dans les organisations paysannes et indigènes, c'était parce que l'EZLN était très populaire auprès d'eux. Probablement s'agit-il d'un amalgame de ces facteurs, auquel on pourrait ajouter l'utopie d'un pouvoir horizontal, exprimée par les étudiants, une forme de gouvernement qui est souvent associée à celle des peuples autochtones, à tort ou à raison.

À la base de la culture politique se trouvent donc le sentiment de former une classe à part entière qui doit participer à la chose politique et un nationalisme socialisant auquel il faut ajouter les idéologies marxistes-léninistes, trotskistes et maoïstes. La culture politique des étudiants radicaux comporte des différences d'intensité avec l'étudiant moins politisé ou non activiste, en ce que la défense des valeurs citées plus haut n'est pas qu'un parti pris moral, elle est transcendée dans une volonté de transformation. Ainsi, le désir de s'organiser exprimé dans les tracts est davantage lié pour ceux-ci à la préparation d'un changement radical; l'organisation de la société civile correspond plus à celle qui est née de la Révolution française qu'à celle qui caractérise les

⁹⁰⁷ Daniel Cosío Villegas, Jesús Silva Herzog et Narcisso Bassols faisaient partie de cette génération

⁹⁰⁸ Renate Marksiske, « Los estudiantes en la Universidad Nacional (1910-1928) », dans Lorenzo Luna, Renate Marsiske *et al.*, *Los estudiantes. Trabajos de historia y de sociología, op. cit.*

sociétés occidentales contemporaines, quoiqu'en 1999 ce type d'organisation cohabite avec l'autre. Ce qui ne veut pas dire que ce sont de vrais révolutionnaires, le « radicalisme verbal », comme le notait l'historien Jean Meyer, étant autre chose qu'un engagement radical⁹⁰⁹.

Les tracts révèlent l'influence des intellectuels de gauche qui avaient participé au Mouvement de libération national (1960-1965), dont le dernier dirigeant avait été Heberto Castillo. À la mort du MLN, les militants continuaient de militer au sein de multiples comités de lutte et prenaient régulièrement la rue pour revendiquer l'abrogation de l'article 145 et la libération des prisonniers politiques, dont les leaders syndicaux, pour dénoncer la guerre du Vietnam ou l'invasion américaine en République Dominicaine, ou encore afficher leur solidarité avec Cuba et la lutte des Noirs américains contre le racisme. Le magazine de gauche *Política* (1960-1967), qui s'alimentait notamment à l'agence de presse cubaine *Prensa Latina*, donnait de l'information internationale et nationale: les luttes coloniales en Afrique, le combat des Vietcongs, la révolution culturelle en Chine, les mouvements de guérillas en Amérique latine, les conditions des indigènes mexicains, etc. Les étudiants de l'UNAM et d'autres universités publiques s'étaient dotés d'un syndicat dont les leaders étaient communistes, étaient surveillés par le gouvernement mexicain et la CIA, et nombre de mouvements étudiants s'étaient formés dans le pays depuis 1964. Comme par hasard, c'est le jour où l'on commémorait la victoire des castristes que, en juillet 1968, les forces de l'ordre se ruèrent sur les étudiants et les accusèrent de vouloir saboter les Jeux olympiques. L'étude du discours des étudiants du mouvement de 1968 démontre que l'interprétation qui veut que son contenu avait été avant tout démocratique est une vision idéalisée à laquelle communient à l'heure actuelle certains ex-activistes de 1968 et des jeunes issus de générations plus récentes⁹¹⁰. Comme nous le disions dans l'introduction, cette analyse ne tient pas compte du fait que les guérillas se sont multipliées par la suite et qu'elles ont persisté jusqu'à nos jours, même dans la capitale (des policiers qui furent lynchés dans une colonie de Mexico en novembre 2004, recherchaient des membres du FARP, lesquels auraient fait exploser des bombes dans au pied du mur de quelques institutions bancaires de la capitale). Bien sûr, les étudiants de l'UNAM qui adhèrent à ces mouvements sont infiniment marginaux, là

⁹⁰⁹ Jean A. Meyer, «Le mouvement étudiant en Amérique latine», *Esprit*, 37 (mai 1969), p. 740-753.

⁹¹⁰ Vania Markarian, *Debating Tlatelolco*, *op. cit.*, p. 31. Ils se demandent aussi pourquoi personne n'a, jusqu'à aujourd'hui, pu établir la liste des noms des centaines de morts. Nous avons voulu savoir sur quelles bases le journal

n'est pas la question. Nous voulons simplement souligner la persistance de la lutte armée au Mexique, et que cette réalité fait partie du paysage politique des étudiants. En 1968, la rébellion a d'ailleurs coûté la vie à plusieurs étudiants. Ils ont fait preuve de témérité, encouragés par des enseignants et des intellectuels. Seul José Revueltas avait voulu leur épargner cette répression, qui apparaissait inévitable, et mis de l'avant l'idée de continuer cette révolution pacifiquement, à tous les jours, à l'université et dans la société. Il croyait, comme Antonio Gramsci, qu'il fallait éduquer la population pour créer une hégémonie culturelle, une éducation faite de façon organisée.

De façon générale, en 1999-2000, le discours étudiant reflète bien l'atmosphère politique de l'heure. Les changements des dernières années ont laissé un vide identitaire: « Nous vivons dans un époque dans laquelle nous devons préciser et communiquer nos idéaux, car nous sommes très loin de prendre pour acquis que nous savons où nous voulons aller »⁹¹¹, écrivait en 1999 Pablo González Casanova. C'est ce qu'ont fait les étudiants qui ont lutté afin que le RGP n'entre pas en vigueur, qui l'ont fait pour les futurs étudiants, car les grévistes étaient épargnés de cette mesure, et qui ont profité de l'occasion pour exprimer leurs idéaux. La décennie 1990 était teintée du ressentiment d'une partie de la population face aux politiques de privatisation du PRI, politiques décidées unilatéralement et appliquées très rapidement, et face à la création d'un fonds de secours aux banques par le gouvernement d'Ernesto Zedillo. Plusieurs Mexicains éprouaient un certain désarroi face à l'ouverture des frontières à l'investissement étranger, laissant les PME et les paysans sans moyens pour affronter de puissantes entreprises, désarroi transformé en protestation par la création de mouvements tels que El Barzón, fondé en 1993 (le fondateur, Manuel Ortega González, a été assassiné). À ce tableau, il faudrait ajouter l'exaspération de la population face à la dévaluation du peso en décembre 1994, sa lassitude face aux scandales de toutes sortes, inquiète de la grandissante insécurité. Outre cette atmosphère inquiète, les étudiants sont les contemporains d'une resurgence de la gauche à l'échelle nationale, dont la manifestation la plus spectaculaire au Mexique fut l'émergence de l'EZLN, une organisation qui se fit connaître le jour même de l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, et internationale, celle qui manifeste son désaccord avec la mondialisation sous l'égide des grandes puissances. Ils partagent avec cette

anglais *The Guardian* s'était reposé en 1968 pour affirmer qu'il y avait eu environ 250 morts à Tlatelolco le 2 octobre 1968. Nous avons envoyé un courriel au journal sans obtenir de réponse.

⁹¹¹ *Proceso* (1^{er} décembre 1999), p. 67.

gauche l'idée que les pays sous-développés souvent caractérisés, comme au Mexique, par une population fort inégale socio-économiquement, que la mondialisation des marchés se fait au détriment des indépendances nationales, partageant avec la gauche mexicaine l'idée que le Mexique est littéralement vendu aux puissances étrangères et surtout aux États-Unis. Au travers de la lorgnette socialiste, les étudiants ne peuvent voir dans les changements réalisés par le PRI que la confirmation des prémisses exprimés par les étudiants en 1968, à savoir que la classe dirigeante forme une oligarchie au service de l'Empire yankee.

Dans le contexte de 1968, la culture politique des étudiants n'était pas en soit négative; est-ce le cas en 1999-2000? Pour Lechner, la culture politique associée à la réhabilitation de la communauté peut ralentir la consolidation d'une démocratie:

« On the one hand, the idea of community favours a view of society based on consensus that inhibits individual interests and the confrontation of alternatives. It does not allow for a creative view of conflict and, therefore, a valuing of plurality. Consequently formal democratic procedures are seen more as a dividing mechanism than a negotiating one »⁹¹²

Une vue que partage Manuel Antonio Garretón, qui y ajoute l'aspect idéologique qui s'y rattache:

« the organization of majority social actors, capable of effectively dealing with the tasks of democratic building, social change and the definition of progressive adjustments vis-à-vis the crisis, is opposed by « communitarist » approaches and « ideologisms » that are wary of institutions and of the negotiations, agreements and compromise required. It is also opposed by certain views of society that leave the general interest to be defined by the market and by corporate interests »⁹¹³.

Comment trouver l'équilibre? L'habitude de l'opacité, de la manipulation et du double langage a déteint sur la culture politique des Mexicains, un legs de méfiance envers le pouvoir politique qui nuit au dialogue. Ce qui nous rappelle la remarque de Juan Miguel de la Mora, professeur à l'UNAM, qui avait noté que lors du Congrès universitaire de 1990, une partie des étudiants adoptait une attitude « anti-autoritariste primaire », concevant leurs relations avec les autorités comme « fatalement antagonistes, insurmontables »⁹¹⁴, celles-ci étant perçues comme

⁹¹² *ibid.*, p. 66.

⁹¹³ Manuel Antonio Garretón, « From authoritarianism to political democracy: a transition that needs rethinking? », dans Luis Albala-Bertrand, dir. *Democratic culture and governance*, *op. cit.*, p. 21-33.

⁹¹⁴ Juan Miguel de Mora, *CEU vs UNAM*, *op. cit.*, p. 104.

des « messieurs de la guerre »⁹¹⁵. Cette attitude provenait de groupes radicaux du BIP qui n'avaient pas digéré la façon de faire du modéré CEU en 1987. La radicalité du CGH n'est pas seulement le fruit du cul-de-sac dans lequel se trouvait le mouvement après des mois de grève, elle siégeait au sein d'une faction étudiante depuis longtemps. Le dialogue revendiqué par les étudiants en 1968 était une provocation: comment pouvaient-ils croire que le président du pays discute avec eux devant la nation entière, puisque les étudiants exigeaient que la rencontre soit diffusée en direct par la radio et la télévision, de l'existence de prisonniers politiques, de la légalité de l'article 145 du code pénal ou de la démocratie de façade de son gouvernement? En 1999-2000, les membres des commissions des recteurs Barnés et De la Fuente et les cégéhistes se sont montrés incapables de faire des compromis à la table de négociation.

Comme le note Luis Salazar, politologue et membre de l'Institut de la Transition Démocratique, qui croit que le radicalisme vient directement de la répression des étudiants en 1968, la présence du ressentiment et du désespoir « sont les composantes émotionnelles de n'importe quel ultra »: « Pourquoi les jeunes du CGH de l'UNAM ne se montreraient-ils pas comme des guérilleros vandales si cela a tant de succès à la Chambre de Députés? Quel jeune peut avoir confiance et dans quel parti? »⁹¹⁶. Un pessimisme que partage Sergio Zermeño :

« L'autoritarisme fait pâlir toute transition à la démocratie et laisse présager l'accentuation des traits de notre mexicanité pyramidale. Pourquoi sommes-nous incapables de composer avec un intermédiaire, avec un tiers, avec le progrès et le respect de l'être social et des individus? Pourquoi devons-nous être un clan (pandilla), bientôt une génération de clans, bientôt un État (de clans)? »⁹¹⁷.

⁹¹⁵ *ibid.*, p. 27. C'est ainsi que le leader étudiant Imanol Ordorika qualifia Jorge Carpizo et Ruiz Massieu, un des membres du Conseil Universitaire, lors du conflit de 1986-1987.

⁹¹⁶ Luis Salazar, « El regreso de los ultras », *Reforma* (1^{er} novembre 1999), p. 22. « La ultra se generó en las 70, por la represión del ejército a los estudiantes en 1968 y sus secuelas, por la idea que estaban cerradas todas las vías de reforma. Había mucho resentimiento y desesperación, que son los componentes emocionales de cualquier ultra. (...) La desesperanza que protagoniza la juventud mexicana es corresponsabilidad de los partidos (...). ¿Por qué los jóvenes el CGH en la UNAM no van a mostrarse como guerreros vandálicos, si eso en la Cámara de Diputados tiene bastante éxito? ¿Qué joven puede tener confianza y en qué partidos? ».

⁹¹⁷ Sergio Zermeño, « Un diálogo de autócratas », *La Jornada* (4 mai 2000), p. 26. « Esto no sólo es alarmante desde la institucionalidad, o también porque desde el CGH y desde los movimientos y organizaciones sociales de nuestro país (para ya no hablar de los partidos de oposición), en los pocos momentos en que han podido ejercer sus acciones, han mostrado y están mostrando un verticalismo y un autoritarismo que hace palidecer todo tránsito a la democracia y presagia más bien el afianzamiento de los rasgos más nítidos de nuestra piramidal mexicanidad. ¿Por qué no podemos con lo intermedio, con el tercero, con el progreso y el respeto de lo social y de los individuos? ¿Por qué tenemos que ser pandilla y luego federación de pandillas y luego Estado? Parece haber terminado el estalinismo soviético y el de su periferia, cayó el muro de Berlín, muy probablemente vivamos el fin del Partido Revolucionario Institucional dentro de dos meses, pero en la Universidad Nacional se afianza y se pertrecha un poder burocrático para mucho tiempo ».

La démocratie doit être différenciée du *processus de démocratisation*, la consolidation démocratique impliquant nécessairement la démocratisation sociale. Les changements structurels n'entraînent pas un changement culturel politique instantané et l'interaction entre les structures, la culture, l'histoire et l'expérience contemporaine sont intimement liés:

« La relation entre structure politique et culture est interactive, on ne peut expliquer la proportion culturelle sans référence à une expérience historique et les contraintes contemporaines structurelles et les opportunités et qu'en retour, un set de patterns d'attitudes persisteront de certaines manières et à un certain degré et pour une période de temps signifiante en dépit des efforts pour la transformer »⁹¹⁸.

Dans quelle mesure y a-t-il transformation? Outre le besoin toujours actuel d'éradiquer la corruption, il y a la permanence de l'autoritarisme et du caciquisme, d'une méfiance qui conduit au clanisme et empêche le dialogue, et la persistance entre l'écart profond entre les riches et les pauvres. Comme le fait remarquer Norbert Lechner⁹¹⁹, les Mexicains fortunés sont plus proches des New-Yorkais que de leurs compatriotes... L'incapacité des dirigeants à le diminuer restera, à notre avis, un obstacle important à l'acquisition d'une culture politique propre à toute démocratie saine.

Le néolibéralisme est volontiers associé à la démocratie. S'il permet d'améliorer la condition de vie des Mexicains, nul doute qu'elle s'en trouvera mieux. Mais la question demeure: est-ce que l'application symétrique du libéralisme économique dans des économies aussi différentes que celles du Mexique et des États-Unis peut-être autant bénéfique pour l'un que pour l'autre? Jusqu'ici, comme le note Philip Oxhorn, « the growing, multifaceted marginalization of substantial segments of the population raises serious doubts as to what this new era actually means for the average citizen »⁹²⁰.

⁹¹⁸ LARR, 19 (no 1, 1984), p. 110.

⁹¹⁹ Norbert Lechner, « In search of the lost community », dans Luis Albala-Bertrand, dir. *Democratic culture and governance*, UNESCO, Hispamerica, 1992, p. 63-72.

⁹²⁰ LARR, 41 (no 3, 1999), p. 130.

Bibliographie

Sources

Manuscrites

- Archivos Históricos, Heremoteca, Collections Esther Montero et Fernando Serrano Migallón.
- Dirección General de Investigaciones Políticas y Sociales (1938-1982), Cajas 521 (junio y julio de 1968), 522 (agosto y septiembre de 1968), 523 (octubre y diciembre de 1968). Archivo General de la Nación, Galería 2.
- Fondo Impresos Suetos del Movimiento estudiantil de 1968, Fondo Reservado.
- Collection personnelle de José Enrique Pérez Cruz (1999-2000).

Électroniques (1999-2002)

- CGH Quimica@hotmail.com
- CGH Medicina@hotmail.com
- CGH Filosofía y Letras@hotmail.com
- <http://pagina.de/brigadistas>
- <http://pagina.de/asamblea.universitaria>
- http://roji_negro@latinmail.com
- www.estadistica.unam.mx (Agenda Estadística 1999-2000)

Audio-visuelles

- « Después de 25 años. La realidad de México 68 », documentaire, Oscar Menéndez, 70 mn, 1999.
- « Gustavo Díaz Ordaz y el 68 », No 12 coll. Mexico Siglo XX Poder, Archivo Fotográfico y filmico de la Nación, Clío, 44 mn, 1998 (cassette no 917, Bibliothèque Daniel Cosío Villegas, Colegio de Mexico).
- « Rojo Amanecer » (reconstitution du drame de Tlatelolco), Oscar Menéndez, 95 mn, 1993.
- « Voces para un recuento. 1968-1993: 25 años », TV Azteca, 1993 (cassettes no 313, 314, 315 et 316, Bibliothèque Daniel Cosío Villegas, Colegio de México).

- *Primer Plano* , Federico Reyes Heróles, Jesús Silva-Herzog Márquez, Lorenzo Meyer et Carlos Castillo Peraza, Televisión Canal Once, 17 janvier et 7 février 2000, 2 et 21 février 2001 (les discussions sont retranscrites et accessibles sur le site web de la chaîne de télévision).
- « UNAM: La fuerza de la razón », documentaire, Canal 6 de julio (UNAM), 37 mn, 1987 (cassette no 923, Bibliothèque Daniel Cosío Villegas, Colegio de México)
- « Las Píldoras del Dr Barnés...y otras capsulas universitarias », Canal 6 de Julio, 1999, 42mn (cassette no 926, Bibliothèque Daniel Cosío Villegas, Colegio de México)
- « UNAM : la fuerza de la razón », Canal 6 de Julio, 1986-1987, 47 mn (Bibliothèque Daniel Cosío Villegas, Colegio de México)
- « La Huelga X », collaboration du Canal 6 de Julio et d'étudiants en cinéma de l'UNAM, 2000 (Bibliothèque Daniel Cosío Villegas, Colegio de México)

Publications gouvernementales et institutionnelles

Anuario estadístico de l'ANUIES (Asociación de Universidades e Institutos de la Educación Superior. 1999, 2000, 2001)

SEP (Secretaria de Educación Pública)

_____ *Las Universidades estatales de México 1970-1975*, Mexico, 1975

_____ *Dirección General de Planeación de l'UNAM*

_____ *Estatuto del sistema universidad abierta de la UNAM*, 1972

Instituto Nacional de Estadística, Geografía y Informática (2001)

Statistiques Canada (2000)

Journaux et revues

a. Organes universitaires

La Gaceta (publication du CNH en 1968).

La Gaceta (publication du Rectorat 1999 et 2000).

Al cielo por asalto (journal de la Faculté de philosophie et lettres en 1999 et en 2000).

Brigadistas (publication étudiante en 1999 et en 2000).

Adelante (publication étudiante en 1999 et en 2000).

b. Presse à grand tirage

La Jornada (1999 et 2000)

Proceso (22 décembre 1986, 1999 et 2000)

Reforma (1999 et 2000)

Siempre! (16 décembre 1999; 3 février 2000, 27 avril 2000)

Unomásuno (8 juin 2000)

Compilations

ANDALUZ, Aurora C., *Antología Periodística, el 68*, Mexico, Instituto de Investigaciones bibliográficas, Biblioteca Nacional, Hemeroteca Nacional, UNAM, 1993, 491 pp.

Éditoriaux, lettres et articles du 21 juillet 1968 au 15 décembre 1968 des journaux *Novedades*, *El Excelsior*, *El Día*, *El Sol de México*, *El Heraldo* et *El Universal*.

Recueils et témoignages

Alvarez Garín, Raúl. *La estela de Tlatelolco: una reconstrucción del movimiento estudiantil del 68*, Mexico, Grijalbo, 1998, 339 pages.

Amador, Carlos et Hortensia Moreno. *UNAM. La Huelga del fin del mundo. Voces para un diálogo aplazado, entrevistas y documentos*, Mexico, Planeta, 1999, 479 pages.

Ascencio, Estesaban. *1968, Más allá del mito. Testimonios de Raúl Alvarez Garín y al*, Mexico, Ed. del Milenio, 1998, 153 pages.

Arechiga Robles, Rubén *et al.* *A salto del cielo: lo que no se ha dicho del 68*, Mexico, Oceano, 1998, 131 pages.

García Medrano, Renward. *El dos de octubre de 1968 en sus propias palabras*, Mexico, Rayuela, 1998, 215 pages.

González de Alba, Luis. *Los Días y los años*, Mexico, Era, 1971, 207 pages.

Guevara Niebla, Gilberto *et al.* *Pensar el 68*, Mexico, Nueva Imagen, 1998, 233 pages.

Kiejmann, Claude et Jean-François Herd. *Mexico: le pain et les jeux*, Paris, Seuil, 1969, 189 pages.

Lemus Campo, Socrates. *Tiempo de hablar. 30 años después*, Mexico, Sansores & Aljure, coll. de Coyoacan, 1998, 269 pages.

Mora, Juan Miguel. *¡TlatelolcoT-68 Por fin Toda la verdad!* Mexico, Edamex, 1995, 217 pages.

Ortega Olivares, Mario. *Octubre Dos. Historias del movimiento estudiantil*, Mexico, UAM-Xochimilco, 1998, 286 pages.

Poniatowska, Elena. *La Noche de Tlatelolco: Testimonio de historia oral*, Mexico, Era, 1971, 234 pages.

Rajchenberg, Enrique. « Hablando con los actores », dans Enrique Rajchenberg et Carlos Fazio, *UNAM. Presente y ¿ Futuro ?*, Barcelone, Plaza Janés, 2000, p. 17-134

Ramírez, Ramón. *El Movimiento estudiantil de Mexico. Tomo II: Documentos*, Mexico, Era, 1969, 522 pages.

Sevilla, Renata. *Tlatelolco ocho años después. Trascendencia politica de un sangriento suceso*, Mexico, Col. Duda, Posada, 1976, 175 pages.

Taibo II, Paco Ignacio. *68*, Mexico, Era, 1988, 132 pages.

Études et ouvrages collectifs

Aguayo Quezada, Sergio. *1968: los archivos de la violencia*. Mexico, Grijalbo, Reforma, 1998, 331 pages.

Aguilar Camín, Héctor. « Desde la alta tribuna del espíritu » dans Aguilar Camín, Héctor, dir. *Saldo de la Revolución. Cultura y política de México, 1910-1980*, Mexico, Nueva Imagen, 1984, p. 119-164.

Almond, Gabriel et Sidney Verba. *Five Nations*. Princeton, Princeton University Press, 1963.

Almond, Gabriel et Sidney Verba. *The Civic Culture Revisited*. Boston, Little Brown, 1980.

Alvaro, Lourdes. *Tradicón y reforma en la Universidad de México*. Mexico, CESU (UNAM), 1994, 343 pages.

Anaya, Héctor. *¿Hay una cultura del 68?* Mexico, UAM (Unidad Azcapotzalco), 1985.

Anderson, Benedict. *Imagined Communities: Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*. Londres, Verso, 1983.

Angel, Alan. « The Left in Latin America since 1930 » dans Bethell, Leslie, dir. *The Cambridge History of Latin America*, Vol. VI, Cambridge University Press, 1994, p. 163-232.

Argyle, Michael. *La psychologie des relations interpersonnelles*. Montréal, Éditions Paulines, 1973, 286 pages.

Asociación de Historiadores Latinoamericanos y del cRibe (sección México). *Movimientos populaares en la Historia de México y America Latina*. Mexico, UNAM, 600 pages.

Assouline David et Sylvia Zappi. *Notre printemps en hiver. Le mouvement étudiant de novembre-décembre 1986*. Paris, La Découverte, 1987, 329 pages.

Aubert, Isabelle. *L'environnement autoritaire de la presse mexicaine*. Thèse Ph. D (Science Politique), Université Laval, 1995.

Barros Sierra, Javier, *Conversaciones con Gaston García Cantú*. Mexico, Siglo XXI, 1972.

- Bardin, Laurence. *L'analyse du contenu*. Paris, PUF, 1977, 233 pages.
- Barthes, Roland. *Leçons*. Paris, Seuil, 1978, 46 pages.
- Basañez, Miguel. *La lucha por la hegemonía en México, 1968-1990*. Mexico, Siglo XXI, 1990
- Benett, Viviane. « The Evolution of Urban Popular Movement in Mexico Between 1968-1988 », *The Making of Social Movement in Latin America. Identities, Strategies and Democracy* . p. 240-259.
- Brachet-Marquez Viviane. *The Dynamics of Domination, State, Class, and Social Reform in Mexico*, Pittsburg et London, University of Pittsburgh Press, 1994, 251 pages.
- Brau, Jean-Louis, *Cours camarade, le vieux monde est derrière toi! Histoire u mouvement révolutionnaire étudiant en Europe*, Mayenne (France), Albin Michel, 1968, 346 pages.
- Buker, Eloise A. *Politics Through a Looking Glass: Understanding Political Culture Through a Structuralist Interpretation of Narratives*. Wesport, London, Greenwood Press, 1987
- Cabrera Parra, J. *Díaz Ordaz y el 68*. Mexico, Ed. Grijalbo, 1982.
- Calderón, Fernando. *Movimiento sociales y políticas: la década ochenta en Latinoamérica*. Mexico, Siglo XXI, 1995, 132 pages.
- Camp, Roderic A. « Striving for Mexican Democracy: The PRI and the Opposition », dans *Mexico Faces the 21th Century*, SCHULZ, Donald E. et WILLIAMS, Edward J. (eds), Wesport and London, Praeger, pp. 29-44
- _____ *The Making of a Government*, Tucson, University of Arizona Press, 1984, 237 pp.
- _____ « Political Modernization in Mexico, Through a Looking Glass » dans Rodriguez, Jaime, dir. *The Evolution of the Mexican Political System*. Wilmington, Scholarly resources, 1993, p. 245-264.
- _____ *Politics in Mexico*. New-York, Oxford, Oxford University Press, 1996, 236 pages.
- Castañeda, Jorge C., *Utopia Unarmed. The Latin American Left After the Cold War.*, New-York, Alfred A. Knopf, 1993, 595 pages.
- Cockroft, James D. *Mexico. Class Formation, Capital Accumulation, and the State*, New-York, Monthly Review Press, 1983, 423 pages.
- Cornelius, Wayne, Ann Craig et John Fox, *Transforming State-Society Relations in Mexico, the National Solidarity Strategy*. La Jolla (É-U), Center for U.S.- Mexican Studies, Me UCSD, 1994.
- Craig, Ann L. et Wayne A. Cornelius. « Politic Culture in Mexico: Continuities and Revision of Interpretations » dans Almond, Gabriel et Sidney Verba, *The Civic Culture Revisited*, Boston, Little Brown, 1980.
- De Groot, Gerard, dir. *Student Protest: The Sixties and After*. London, Addison Wesley Longman, Ltd., 1998, 296 pages.
- De Mora, Jean Miguel, *CEU vs UNAM*, Mexico, Edamex, 1987.

- Dikiron, Axel. *Politica educativa y movimiento universitario. 1983-1988*. Mexico, Ediciones de Cultura Popular, Universidad Autonoma de Zacatecas, 1989, 310 pages.
- Durand Ponte, Víctor Manuel. *La cultura política de los alumnos de la UNAM*. Mexico, Col. Problemas educativos de México, 1998, 278 pages.
- Emerson, Donald K. *Students and politics in developping nations*. Londres, Pall Mall Press, 1968.
- Fairclough, Norman. *Language and Power*. London et N-Y, Longman Group UK, 1989, 259 pages.
- _____ « Discourse and Social Change in Contemporary Society » dans Fairclough, Norman. *Discourse and Social Change*. Oxford, Cambridge (N-Y) et Cambridge (UK), Polity Press, 1992, p. 200-240
- Flores Olea, Victor et al. *La rebelión estudiantil y la sociedad contemporanea*. Mexico, UNAM, 1980, 133 pages.
- Florescano, Enrique. *El nuevo pasado mexicano*. Mexico, Cal y Arena, 1993, 229 pages.
- Foucault, Michel. « The subject and power » dans Dreyfus, Hubert L. et Paul Rabinow. *Michel Foucault : Beyond Structuralism and Hermeneutics*. Chicago, Chicago University Press, 1982, p. 229-264.
- Fowereker, Joe et Ann L. Craig, dir. *Popular Movements and Political Change in Mexico*. Boulder, Lynne Rienner, 1990, 279 pages.
- Frazier, Howard, dir. *Uncloaking the CIA*. New-York, The Free Press, 1978.
- Gilabert, Cesar. *El Habito de la Utopia. Analisis del imaginario sociopolitico en el movimiento estudiantil de Mexico, 1968*. Mexico, Instituto Mora, 1993, 335 pages.
- Gilly, Adolfo. *La Révolution mexicaine 1910-1920. Une révolution interrompue. Une guerre paysanne pour la terre et le pouvoir*. Paris, Éd. Syllepse, 1995, 298 pages.
- Gledhill John. « Neoliberalism and Ungovernability: Caciquismo, Militarisation and Popular Mobilisation in Zedillo's Mexico », dans Napolitano, Valentina et Xochitl Leyva Solano, dir. *Encuentros Antropológicos: Power, Identity and Mobility in Mexican Society*. London, University of London, Institution of Latin American Studies, 1998, p. 9-28.
- González Casanova, Pablo. *La démocratie au Mexique*. Paris, Éd. Anthropos, 1969, 333 pages.
- González Cosio, Arturo. *Historia estadística de la universidad 1910-1967*. Mexico, UNAM, 1968, 130 pages.
- Guitian, C. *Los porras: estudio de caso de un grupo de presión universitario*, Thèse de Maîtrise (Sciences politique et sociale), Université Nationale Autonome de Mexico, 1975.
- Habermas, Jürgen. *The New Conservatism : Cultural Criticism and the Historian's debate*. Cambridge, MIT Press, 1989, 270 pages.
- Hall, Stuart et Jacques Martin. *New Times: the Changing Face of Politics in the 1990*. London/New-York, Verso, 1990, 464 pages.

- Harnecker, Marta. *La gauche à l'aube du XXIe siècle*. Montréal, Lanctôt, 2001.
- Hellman, Judith Adler. *Mexico in Crisis*. New-York, Holmes and Meier Publishers, 1978, 229 pages.
- Hennessy, Alistair. « University Students in National Politics » dans Veliz, Claudio, dir. *The Politics of Conformity in Latin America*. London, Oxford University Press, 1967, p. 119-157.
- Hobsbawm, E. J. *Nations and Nationalism Since 1870: Program, Myth, Reality*. Cambridge, Cambridge University Press, 1990.
- Hodge, Robert et Gunther Kress. *Language as Ideology*. London, N-Y, Routledge, 1993, 230 pages.
- Hodges, Donald C. *Mexican Anarchism after revolution. Part I*. Austin, University of Texas Press, 1995, 251 pages.
- Jauffret, Eric. *Révolution et sacrifice au Mexique*. Paris, Cerf, 1986, 317 pages.
- Jimeñez Rueda, Julio. *Historia Juridica de la Universidad de México*. Mexico, UNAM, 1955.
- Joseph, Gilbert et Daniel Nuget. *Everyday Forms of State Formation. Revolution and the Negotiation of Rule in Modern Mexico*. Durham and London, Duke University Press, 1994, 432 pages.
- Joseph, Gilbert, Anne Rubeinstein et Eric Zolov. *Fragments of a Golden Age*. Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 423 pages.
- Knight, Alan, « Mexico. Part I », dans Bethell, Leslie, dir. *The Cambridge History of Latin America* (Partie I), Vol. VII, Cambridge University Press, 1990, p. 3-160.
- _____ « Historical Continuities in Social Movements », dans Foreweker, Joe et Ann Craig, dir. *Popular Movements and Political Change in Mexico*, Boulder, Lynne Rienner, 1990, p. 78-102.
- Kovacs, Karen E., dir. *La Revolución inconclusa: las universidades y el estado en la decada de los ochentas*. Mexico, Nueva Imagen, 1990, 373 pages.
- Kurlansky, Mark. *1968 : The Year who Rocked the World*. New-York, Ballantines, 2004, 437 pages.
- Laborie, Pierre, « Histoire politique et histoire des représentations mentales », dans Peschnski ,Denis et al. *Histoire politique et sciences sociales*. Paris, IHTP, Ed. Complexes, 1991, p. 15-170.
- Lapointe, Marie, « Antécédents: de la crise des années 1930 à celle des années 1980 », dans Favre, Henri et Marie Lapointe, coord. *Le Mexique de la réforme néolibérale à la contre-révolution. 1988-1994*. Paris et Montréal, L'Harmattan, 1997, p. 11-60.
- Lempérière, Annick. *Intellectuels, État et société au Mexique. Les clercs de la nation*. Paris, L'Harmattan, 1993, 393 pages.
- Liebman, Arthur, Kenneth Walker et Myron Glazer. *Latin American Students*. Cambridge, Harvard University Press, 1972.

- Lipset, Seymour M. *Estudiantes universitarios y politica en el tercer mundo*. Montevideo, Alfa, 1965, 96 pages.
- _____ *Rebellion in the University*. Boston, Little & Brown, 1972.
- Levy, Daniel C. et Gabriel Szekely. *Mexico; Paradoxes of Stability and Change*. Boulder, Westview Press, 1983, 287 pages.
- Levy, Daniel C. *University and Government in Mexico. Autonomy in an Authoritarian System*. New-York, Praeger Publisher, 1980, 171 pages.
- _____ *Higher Education and the State in Latin America: Private Challenges to Public Dominance*. Chicago, University of Chicago Press, 1986, 434 pages.
- Liebman, Arthur *et al.* *Latin American University Students: A Six Nation Study*. Cambridge, Harvard University Press, 1972.
- Lipset, Symour Martin, *Revolution and Conterrevolution: Change and Persistance in Social Structures*. New-York, Garden City, 1970, 416 pages.
- Lorena Cook, Maria *et al.* *The Politics of Economic Restructuring, State-Society Relations and Regime Change in Mexico*. La Jolla (Cal.), Center for U.S.-Mexican Studies, UCSD, 1994
- Lorey, David E. *The University and Economic Developement in Mexico since 1929*. Los Angeles, University of California, 1990.
- Love, Joseph L. « Economic Ideas and Ideologies in Latin America since 1930 », dans Bethell, Leslie, dir. *Ideas and Ideologies in Twentieth Century Latin America*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 207-274
- Luna, Lorenzo Mario *et al.* *Los estudiantes. Trabajos de historia y sociología*, Mexico, CESU (UNAM), 1989, 410 pages.
- Mallon, Florencia E., *Peasant and Nation. The Making of Postcolonial Mexico and Peru*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 472 pages.
- Markarian, Vania, «Debating Tlatelolco: Thirty Years of Public Debates about the Mexican Student Movement of 1968 »,dans Downs, Jim et Jennifer Manion. *Tacking Backt the Academy!History of activism, History as activism*. New-York, Routledge, 2004, p. 25-34
- Martin, Denis-Constant, dir. *Cartes d'identité. Comment dit-on « nous » en politique?*, Paris, CNRS, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994, 304 pages.
- Martínez Della Rocca, Salvador. *Los movimientos estudiantiles en la UNAM: 1965 – 1968*. Mexico, Era, 1974.
- Martínez Nateras, Arturo, dir. *¡No queremos apertura, queremos revolución! Foro Nacional estudiantil de 1972*. Mexico, Ediciones de Cultura Popular, 1972.
- Medina Valdes, Gerardo, *Operación 10 de Junio*, Mexico, Ed. Universo, 1972, 270 pages.

- Menegus, Margarita, dir. *Saber y Poder en Mexico. Siglos XVI al XX*, Mexico, CESU (UNAM), 1997.
- Meyer, Lorenzo, « Mexico: The Exception and the Rule », dans Lowenthal, Abe, dir. *Exporting Democracy, the United States and Latin America*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1991, p. 215-232
- _____ « Historical roots of the authoritarian states in Mexico », dans Reyna, Luis et Weinert R. S., *Authoritarianism in Mexico*, Philadelphie, ISHI, 1977.
- Meyer, Lorenzo et Hector Aguilar Camín. *Contemporary Mexican History, 1910-1989*, Austin, University of Texas Press, 1993, 287 pages.
- Michaud, Guy, dir. *Identités collectives et relations inter-culturelles* (Institut Européen des Hautes Études Internationales de Nice et le Centre d'Études des Civilisations de l'Université de Paris X), Bruxelles, Éd. Complexe, 1978, 250 pages.
- Montemeyer, Carlos. *Rehacer la historia*, Mexico, Colegio de México, 1997.
- Moore, Barrington Jr., dir. *The Social Base of Obedience and Revolt*. New-York, M.E. Sharp, 1978, 543 pages.
- Mora, Juan. *Las guerrillas en México y Genaro Vázquez Rojas*, Mexico, Editora Latino Americana, 1972, 733 pages.
- _____ *Los conflictos de la UNAM*, Mexico, Editores Asociados, 1977.
- _____ *Ladrones en el gobierno, México: la corrupción*, Mexico, EDAMEX, 1979.
- Moreno Sanchez, Manuel. *México 1968-1972: crisis y perspectiva*, Austin, The University of Texas, 1973.
- Morris, Stephen D. *Corruption and Politics in Contemporary Mexico*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, 1991, 202 pages.
- Morse, Richard M. « The multiverse of Latin American identity, 1920-1970 », dans Bethell, Leslie, dir. *Ideas and Ideologies in Twentieth Century Latin America*. Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 3-132.
- Oxhorn, Philip. « From Controlled Inclusion to Coerced Marginalization: The Struggle for Civil Society in Latin America » dans Hall, John A., dir. *Civil Society : Theory, History, Comparison*. Cambridge (UK), 1995, p. 250-277.
- Pansters, Wil G. *Citizens of the Pyramid. Essays on Mexican Political Culture*, Amsterdam, Thela Publ., 1997, 375 pages.
- Paz, Octavio. *El laberinto de la soledad. Postdata. Vuelta a El laberinto de la soledad*. Mexico, FCE, 1996, 350 pages.
- _____ *Le labyrinthe de la solitude*. Paris, Fayard, 1959, 189 pages.
- Pereznieta Castro, Leonel. *Algunas consideraciones acerca de la reforma universitaria en la*

- UNAM. Mexico, UNAM, 1976.
- Portantiero, Juan Carlos. « Conquista de la autonomía universitaria. El movimiento estudiantil en Mexico » dans Portantiero, Juan Carlos, dir. *Estudiantes y políticas en América latina: el proceso reforma universitaria 1918-1938*, Mexico, Siglo XXI, 1978, p. 283-291.
- Putnam, Robert. « Institution Performance and Political Culture: Some Puzzles About the Power of the Past ». *Governance* (1 juillet 1988), p. 221-242.
- Pye, Lucian. « Culture and Political Science: Problems in the Evaluation of the Concept of Political Culture », dans Schneider, Louis et Charles M. Bonjeans. *The Idea of Culture in the Social Sciences*. Cambridge, Cambridge University Press, 1973.
- Rajchenberg, Enrique et Carlos Fazio. *UNAM. Presente y ¿ Futuro ?* Barcelone, Plaza Janés, 2000, 299 pages.
- Ramírez, Ramón G. et Alma Chapoy. *Estructura de la Universidad Nacional Autónoma de México*. Mexico, FCE, 1970.
- Ramírez, Ramón G. *El movimiento estudiantil de México*. Mexico, Era, 1969, 2 vol.
- Ramos, Samuel. *El perfil del hombre y la cultura en México*. Mexico, Impr. Mundial, 1934.
- Robinson, John P., Jerrold G. Rusk et Phillip R. Shaver. *Measures of Political Attitudes*. Ann Arbor, Institute for Social Research, 1973.
- Rodríguez Ibanez, José Enrique. *Después de una dictadura: cultura autoritaria y transición política en España*, Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 1987, 162 pages.
- Revueltas, Andrea et Philippe Cheron. *José Revueltas y el 68*, Mexico, Era, 1998, 168 pages.
- Revueltas, José. *Juventud Revolucionaria*, Mexico, Era, 1972.
- Rangel Guerra, Alfonso. *Systems of Higher Education: Mexico*, New-York, International Council for Educational Development, 1978.
- Rochon, Gaétan. *Politique et contre-culture*, LaSalle (Canada), Hurtubise HMH, 1979, 211 pages.
- Sayer, Derek. « Everyday Forms of State Formation. Some Dissidents Remarks on 'Hegemony' », dans Joseph, Gilbert et Daniel Nugent, dir. *Everyday Forms of state, revolution and the Negotiation of Rule in modern Mexico*. Durham and London, 1994, pp. 367-377
- Sebeok, T.A. *Sign: An Introduction to Semiotics*. Toronto et Buffalo, University of Toronto Press, 1994.
- Segovia, Rafael. *La politización del niño mexicano*. Mexico, El Colegio de México, 1975.
- Segovia, Rafael et Lorenzo Meyer. *La vida política en México: 1970-1973*. Mexico, El Colegio de México, 1982.
- Scherer Garcia, Julio et Carlos Monsiváis, dir. *Parte de guerra Tlatelolco 1968 : documentos del general Marcelino García Barragán. Los hechos y la historia*. Mexico, Aguilar, 1999, 269 pages.

- Silva Herzog, Jesús. *Una historia de la universidad de México y sus problemas*. Mexico, Siglo XXI, 1978, 213 pages.
- Sirinelli, Jean-François, « Les cultures politiques », dans Morin, Claude, dir. *XVIIIe Congrès International des Sciences historiques*. Montréal, CISH95, 1995, p. 476-478.
- Smith, David Horton. *Latin American student activism*. Londres, Lexington Books, 1973.
- Smith Peter, « Mexico since 1946 ». *The Cambridge History of Latin America*, VII, Cambridge, The Cambridge University Press, 1995, p. 83.
- Stewart, William S. *Understanding Politics. Cultures of Societies and the Structures of Governments*, Novato (California), Chandler and Sharp Publ., 1988, 225 pages.
- Touraine, Alain. *La parole et le sang. Politique et société en Amérique latine*. Paris, Ed. Odile Jacob, 1988.
- _____ « Les sociétés désarticulées » dans *Les sociétés dépendantes. Essais sur l'Amérique latine*. Paris, Duculot, 1976, p. 58-90.
- Uranga, Emilio. *Analisis del ser Mexicano*. Mexico, Porrira y Obregon, 1952
- Valades, Diego. *La Universidad Nacional Autónoma de Mexico*. Mexico, UNAM, 1974.
- Volpi, Jorge. *La imaginación y el Poder: una Historia intelectual de 1968*. Mexico, Era, 1998.
- Waggoner, George R., « La autonomía universitaria y la planificación nacional », dans Hersfeld, Ana, Barbara Ashton et George R. Waggoner. *Autonomía, a planificación, coordinación, inovaciones: perspectivas latino-americanas*. Austin, University of Kansas, 1972, p. 183-200.
- Welsh, Stephen. *The Concept of Political Culture*. London, MacMillan Press, 1993, 208 pages.
- Whitehead, Laurence. « State Organization in Latin America Since 1930 », dans Bethell, Leslie, dir. *The Cambridge History of Latin America*, Vol. VI, Cambridge University Press, 1994, p. 3-98.
- Wilkie, James W. *The Mexican Revolution: Federal Expenditure and Social Change since 1910*. Berkeley, California Press, 1967, 337 pages.
- Wilson, Richard W. *Compliance ideologies. Rethinking political culture*. Cambridge, Cambridge University Press, 1992, 223 pages.
- Woldenberg, José. *Memoria de la izquierda*. Mexico, Cal y Arena, 1998.
- Zermeño, Sergio. *Una democracia utópica. El movimiento estudiantil del 68*. Mexico, Siglo XXI, 1982, 336 pages.
- _____ « Crisis, Neoliberalism, and Disorder », dans Fowereker, Joe et Ann Craig. *Popular Movements and Political Change in Mexico*. Boulder, Lynne Rienner, 1990, p. 160-179.

Zolov, Eric. *Refried Elvis. The Rise of Mexican Counterculture*. Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1999, 437 pages.

Articles de périodiques

Barkin, David et Gustavo Esteva. « Social Conflict and Inflation in Mexico ». *LARR*, 9 (1, 1982), p. 48-64.

Barkin, David, Irene Ortiz et Fred Rosen. « Globalization and resistance : the remaking of Mexico ». *Nacla Report on the America*, 30 (janvier 1997), p. 14-35

Booth, John et Mitchell A. Seligson. « The Political Culture of Authoritarianism in Mexico: A Reexamination », *LARR*, 19 (1, 1984), p. 106-124.

Brachet-Marquez Viviane. « Mexico: The Search for New Parameters ». *LARR*, 30 (3, 1995), p. 163-176.

_____ « Explaining Sociopolitical Change in Latin America: The Case of Mexico ». *LARR*, 27 (3, 1992), p. 91-122.

Braun, Herbert. «Protest of Engagment : dignity, false love and self-love in Mexico during 1968 ». *Comparative Studies in Society and History*, 39 (1997), p. 511-549.

Camp, Roderic A. « Camarillas in Mexican Politics. The Case of the Salinas cabinet ». *Mexican Studies/Estudios Mexicanos*, 6 (1,1990), p. 85-107.

Cefaï, Daniel. « Otro enfoque de la cultura política: repertorios de identidad y marcos de interacción, formatos narrativos de los acontecimientos publicos, y arregos sindicales ». *Foro Internacional* , 147 (1, 1997), p. 150-161.

Eckstein, Harry. « A Culturalist Theory of Political Change ». *American Political ScienceReview*, 82 (1988), p. 789-804.

Fox, Jonathan. « State-Society Relations in Mexico: Historical Legacies and Contemporary Trends ». *LARR*, 35 (2, 2000), p. 183-203.

Gentlement, Judith, et Voytek Zubek. « International Integration and Democratic Development: The Cases of Poland and Mexico ». *Journal of Inter-American Studies and World Affairs*, 34 (1992), p. 59-109.

Goldman, Margaret Ann. « The Political Role of the University in Latin America ». *Comparative Politics*, 5 (2, 1973), p. 279-292.

Guevara Niebla, Gilberto. « Antecedentes y desarrollo del movimiento de 1968 », *Cuadernos Americanos*, 17 (3, 1978).

Haber, Paul Lawrence. « Identity and Political Process: Recent Trends in the Study of Latin American Social Movements ». *LARR*, 31 (1, 1996), p. 171-188.

- Imaz, Cecilia. « El apoyo popular al movimiento estudiantil de 1968 ». *Revista Mexicana de Sociología*, 37 (2, 1975).
- Inglehart, Ronald. « The Renaissance of Political Culture ». *American Political Science Review*, 82 (1988), p. 1203-1230.
- Knight, Alan. « Sulbaterns, Signifiers, and Statistics: Perspectives on Mexican Historiography ». *LARR*, 37 (2, 2002), p. 136-158
- Lempérière, Annick. « Los Dos Centenarios de la Independencia Mexicana, 1910-1921: de la Historia Patria a la Antropología Cultural ». *Historia Mexicana*, 45 (2, 1995), p. 317-352.
- Levy, Daniel C. « The Politics of Higher Education: Reconning Autonomy and the Public Interest ». *Review of Higher Education*, 2 (2, 1979), p. 18-22.
- _____ « El gobierno de las universidades en México desde una perspectiva internacional ». *Foro Internacional*, 19 (4, 1979), p. 576-599.
- Mabire Ponce, Bernado. « El debate con el pretexto de la reforma educativa de 1992 y lo que revela de México ». *Foro Internacional*, 143-144 (1-2, 1996), p. 400-439.
- Meyer, Jean A. « Le mouvement étudiant en Amérique latine », *Esprit*, 37 (mai 1969), p. 740-753.
- Molina, Silva, « Observaciones sobre problemas universitarios ». *Revista Mexicana de Ciencia Política*, 19 (73, 1973), p. 27-36.
- Morales, Estela. « La universidad en América Latina ante los retos de la sociedad de la información ». *Cuadernos Americanos*, 90, vo. 6 (6, 2001), p. 111-118.
- Pérez Correa, Fernando. « La universidad: contradicciones y perspectivas ». *Foro Internacional*, 14 (3, 1974), p. 375-401.
- Peterson, John H. « Recent research on Latin American University Students ». *LARR*, 5 (1, 1970), p. 37-50.
- Pye, Lucian. « Political Science and the Crisis of Authoritarianism ». *American Political Science Review*, 84 (1990), p. 3-19.
- Reding, Andrew, « Mexico Under Salinas: A Facade of Reform ». *World Policy Journal* 6 (Fall 1989), p. 685-729.
- Shapira., Yoram. « Mexico: The Impact of the 1968 Students Protest on Echeverría's Reformism ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, 19 (4, 1977), p. 557-580.
- Spenser, Daniela et Bradley A. Levinson. « Linking State and Society in Discourse and Action: Political and Cultural Studies of the Cárdenas Era in Mexico ». *LARR*, 34 (2, 1999), p. 227-245.
- Stevens, Evelyn. « Protest Movement in an Authoritarian Regime ». *Comparative Politics*, 7 (3, 1975), p. 380-390.

- Suchliki, Jaime, « Sources of Student Violence in Latin America. An analysis of the litterature ». *LARR*, 7 (3, 1972), p. 31-48.
- Thomas, Dani B. et Richard Craig, « Student Dissent in Latin America: Toward a Comparative Analysis ». *LARR*, 8 (1, 1973), p. 71-85.
- Topik, Steven. « La Revolución, el Estado y el Desarrollo Económico en México ». *Historia Mexicana*, 40 (1, 1990), p. 79-144.
- Tuohy, William S. « Psychology in Political Analysis: The Case of Mexico », *Western Political Quarterly*, 27 (June 1974), p. 289-307.
- Van Young, Eric. « The New Cultural History Comes to Old Mexico ». *HAHR*, 79 (2, 1999), p. 211-248.
- Wildav Sky, Aaron. « Change in Political Culture ». *Politics*, 20 (1985), p. 95-102.
- _____ « Choosing Preferences by Constructing Institutions: A Cultural Theory of Preference Formation ». *American Political Science Review*, 81 (1987), p. 3-21
- Wildav Sky, Aaron et David D. Laitin. « Political Culture and Political Preferences ». *American Polical Science Review*, 82 (1988), p. 589-596

ANNEXES

Annexe I Chapitres VI: extraits complémentaires

1. En tant que jeunes, qu'étudiants (p. 219)

1968

- (Paroles d'Édith Reyes sur un air connu) « Nous sommes témoins et écrivons l'histoire, nous ne sommes pas seulement l'espérance mais aussi la conscience du Mexique (...). Je pense, donc je me rebelle (...), maintenant nous voulons un Castro et un Che »⁹²¹.
- « Nos manifestations ont été publiques et ordonnées. L'armée a agressé des étudiants sans défense dont l'unique arme est la parole. Depuis le début nous demandons le dialogue public mais la réponse du gouvernement n'a été que le silence et les baïonnettes »⁹²².
- « Nous comprenons que notre jeunesse ne nous permet pas d'avoir la maturité et le pragmatisme autant que nous l'aimerions. Nous reconnaissons que nous avons besoin des conseils que vous pouvez nous donner. (...) mais cela ne lui enlève pas son extraordinaire noblesse, ni l'importance de son action pour le bien de la société. Actuellement le rôle que joue l'université constitue en un appel à la conscience et à la responsabilité des peuples, et une collaboration réelle à la transformation réelle d'un ordre social déficient »⁹²³.
- « L'étudiant n'est rien de plus que la voix du peuple. Séparer l'étudiant du peuple c'est neutraliser notre protestation. Nous les étudiants répondons avec l'intelligence d'authentiques universitaires. Défendre les droits du peuple est défendre l'autonomie universitaire »⁹²⁴.

⁹²¹ (AH 60, 327, 91, 78): septembre 1968. « Ser joven no es una excusa sino una responsabilidad / es la hora / de la imaginación creadora / la UNAM es la región mas digna del aire / somos testigos y escribiremos la historia / no solo somos la esperanza sino también la conciencia de México / algunos la defeca / otros se la comen / nosotros la rechazamos / la represión no contiene... fortifica / tanta mas represión tanta mas explosión / en cada uno de nosotros vive un estudiante muerto / granadero: aunque no sepas leer te escribimos/ yo soy testigo / aquí hay una equivocación : poder se escribe con « j » / banquete de granaderos: omelette de 96 huevos / pienso, luego me rebelo: / las manos tendidas son manos vacías / en ellas pusimos un poco de fe / vinieron los cuetos, vinieron los días... / y ahora queremos un Castro y un Che ».

⁹²² (AH 60, 327, 91, 67): septembre 1968. « Nuestras manifestaciones han sido públicas y ordenadas. El ejército ha agredido a estudiantes indefensos cuya única arma ha sido la palabra. Desde el principio del movimiento se pidió el diálogo público, la respuesta del Gobierno fue el Silencio y las Bayonetas. Hemos hecho uso de las paredes y de los caminos, como único medio de que disponemos para comunicar nuestras demandas al pueblo ».

⁹²³ (DIPS 521, 54-55 Administration): 11 août 1968. « A la opinión pública (engañada). El objetivo de este boletín es reivindicar la actuación del estudiante ante el pueblo de México. Dentro de nuestro papel de estudiantes no podemos ser ni anti-mexicanos ni oportunistas. (...) Comprendemos que nuestra juventud no nos permite tener la madurez y la frialdad que en ocasiones quisiéramos. Reconocemos que necesitamos, en más, deseamos la orientación que nos puedan dar, ya sea por medio de correspondencia o contacto personal de cual es su sentir acerca de la situación que prevalece en el país y que ha traído como consecuencia los hechos que en esta ocasión nos ocupa. (...) Los estudiantes no somos agitadores ni pretendemos ocasionar una conspiración contra el Gobierno, como pretende hacerse creer al pueblo, lo que no aceptamos es que se pisotes nuestra Carta Magna y que la profanador quede impugne ».

⁹²⁴ (FIS 362 Comité de Lutte Estudiantine): 1^{er} août 1968. « A los estudiantes, al pueblo de México: Se pretendió que la manifestación de los estudiantes llegara solo hasta la calle de cedro. La maniobra es clara: no quieren que el pueblo intervenga. El estudiante no es más que la voz del pueblo. Apartar al estudiante del pueblo es aniquilar nuestra protesta. Los estudiantes respondemos con inteligencia de auténticos universitarios. Defender los derechos del pueblo es defender la autonomía universitaria ».

- « l'une envers sa patrie et envers lui-même en se développant intellectuellement pour répondre à son destin. En nous éduquant avec une vision matérialiste de la vie, perdant l'objectif humaniste, on nous mutile, on nous convertit en sous-hommes, incapables de se dominer et encore moins de prendre des décisions qui incluent le destin de notre communauté. En ce moment de crise, notre savoir consistera à exiger notre formation intégrale comme universitaires, conserver notre force en restant fermes dans nos demandes et dans notre devoir face aux générations qui nous suivront, en ayant cristallisé un de nos plus chers idéaux »⁹²⁵.
- « Nous sommes la représentation de l'avancement technique, scientifique mais aussi politique du Mexique »⁹²⁶.

1999-2000

- « Nous avons été tout le temps disposés au dialogue et nous le demeurons. Nous sommes disposés à débattre de l'avenir de l'université car nous considérons que notre responsabilité face aux universitaires et à la nation sauvera les principes sur lesquels se fonde notre plus grand centre d'études, particulièrement celui de la gratuité »⁹²⁷.
- « Que signifie être universitaire? Universitaire signifie être compétitif, responsable, batailleur, respectueux, ferme, solidaire, juste, éthique, patriote et visionnaire, travaillant pour progresser non seulement à des fins personnelles mais pour la famille, pour la communauté, pour la nation entière. Nos plus hautes autorités sont-elles réellement universitaires? La proposition de Barnés rompt avec toutes les valeurs universitaires, il essaie de diviser, avec ses paroles et ses attitudes il nous met de côté, nous demande d'être solidaires pour permettre que les nouvelles générations (qui ne peuvent se défendre) paient et nous non. Quelle solidarité est-ce cela? Veut-il que nous nous solidarisions pour que l'éducation ne soit que pour quelques-uns? »⁹²⁸.
- « Nous sommes ici, formant une chaîne humaine pour défendre notre grève légitime, nous sommes des universitaires, nous croyons dans la discussion raisonnée. Ce sombre édifice appelé tour du rectorat s'est isolé de la communauté qu'il dit régir. (...) Les rumeurs d'une intervention de la force publique, de quelconques modalités nous sont parvenues: la police, les agents de la PGR, l'armée. Ils se trompent grossièrement, nous sommes des universitaires, personnes dédiées au savoir, à l'éducation, dans l'espace de l'information. La

⁹²⁵ (FIS 9 Architecture): 15 août 1968 « (...) para realizar la misión que la vida nos ha planteado en este momento no debemos olvidar nuestra condición de estudiantes. y ser estudiante implica una doble responsabilidad: responsabilidad con nuestra patria, a cuyo servicio nos debemos consagrar y responsabilidad para con nosotros mismos, ya que en la medida del esfuerzo que desarrollemos para superarnos intelectualmente, en esa misma medida responder a nuestro destino. (...) Al educarnos con una visión materialista de la vida, perdiendo el enfoque humanístico, único medio de recuperar totalmente y realmente nuestra condición de hombres, se nos mutila; se nos convierte en sub-hombres, incapaces de dominarnos a nosotros mismos y menos de tomar determinaciones que incluyan en el destino de nuestra comunidad. en este momento de crisis, nuestra sabiduría consistirá en exigir nuestra formación integral como universitarios, nuestra fortaleza en mantenernos firmes en nuestras demandas y nuestro compromiso con las generaciones que nos sobrevendrán; en el haber cristalizado uno de nuestros más caros ideales ».

⁹²⁶ (FIS 185 Sciences): août 1968. « A la opinión pública. Somos, los estudiantes, la representación del avance técnico, científico y político de México, no dejes que se nos aplaste como lo está haciendo el gobierno que es el asesino de tus hijos ».

⁹²⁷ (W99 Philosophie, et Lettres): 15 mars 1999. « Todo el tiempo hemos estado dispuestos al diálogo y lo seguimos estando. Estamos dispuestos a debatir el futuro de la universidad pues consideramos que es nuestra responsabilidad ante los universitarios y la nación salvaguardar los principios en que está cimentada nuestra máxima casa de estudios, particularmente el de la gratuidad ».

⁹²⁸ (JEPC CGH): mars 1999. « ¿Que significa ser universitario? Universitario significa ser competitivo, responsable, luchador, respetuoso, firme, solidario, justo, ético, patriótico, visionario, trabajador para progresar no solo en lo personal, sino por la familia, por la comunidad, por la nación entera. ¿Nuestras máximas autoridades son realmente universitarias? La propuesta de Barnés rompe con todos los valores universitarios, nos trata de dividir, con sus palabras y actitudes nos hace a un lado, nos pide que seamos « solidarios » para permitir que las nuevas generaciones (que no se pueden defender) paguen y nosotros no, ¿Que solidaridad es esa? ¿Quiere que nos solidaricemos para que la educación sea de unos cuantos? »

connaissance est devenue un obstacle? Qu'ont à voir le bâton et le stylo, le pistolet et le papier, les balles et les mots? »⁹²⁹.

2. En tant que mouvement (p. 227)

1968

- « Le Mexique d'aujourd'hui ne peut continuer d'être le Mexique d'avant le 26 juillet »⁹³⁰.
- « Notre mouvement constitue un appel à la conscience et aux responsabilités des peuples et à une collaboration authentique à la transformation réelle d'un ordre social déficient ».
- « À partir du 26 juillet, tout a changé... Je ne suis plus le même; tous, nous sommes devenus (d') autres (personnes). Il y a un Mexique d'avant le mouvement étudiant et un autre après 1968 »⁹³¹.
- « Peuple travailleur: la lutte est contre l'appareil répressif dans son ensemble, et non seulement contre la police. Le chemin de la libération du peuple mexicain passe par la destruction de l'appareil *charro* qui te réprime au sein de leurs organisations. Nous n'obtiendrons pas notre libération avec des mots, mais en opposant la violence du peuple à la violence de l'oligarchie »⁹³².
- « Les demandes (6 points de revendications) doivent être considérées comme le résultat dialectique et indépendant des manœuvres de l'État qui ont conduit à la violation de l'autonomie universitaire. Séparer l'autonomie de ces demandes serait non seulement irrationnel mais aussi collaborationniste. L'importance du mouvement pour les révolutionnaires radicaux est que nous avons une opportunité extraordinaire pour entrer en contact avec de larges secteurs populaires »⁹³³.
- « Nous sommes maintenant en grève, défendant la raison et exigeant que nos droits soient respectés suite à cette intervention. Les étudiants de la Polytechnique et de l'Université sommes maintenant très unis. Maintenant nous demandons au peuple son appui inconditionnel »⁹³⁴.

⁹²⁹ (JEPC CGH): janvier 2000. « Estamos aquí formando una cadena humana para defender la huelga justa, somos universitarios, creemos en la discusión razonada. Este edificio sombrío llamado torre de rectoría se aisló de la comunidad que dice regir. (...) Han llegado hasta nuestros oídos rumores de la intervención de la fuerza pública, en cualquiera de sus modalidades: la policía, los agentes de la PGR, el ejército. Se equivocan rotundamente, somos universitarios, gentes entregadas al saber, a la educación; o es que en plena era de la información ¿el conocimiento se vuelve un obstáculo? ¿qué tienen que ver la macana con el bolígrafo, la pistola con el papel, las balas con las palabras? ¿O acaso nos quieren utilizar? No, les decimos NO. La única arena para la batalla consiste de una larga mesa con el CGH por un lado frente a las autoridades universitarias por el otro, de carra a la Nación debatiendo el pliego petitorio de la huelga para que quede clara nuestra justa lucha ».

⁹³⁰ (DIPS 521, 454): 21 août 1968. « El México de hoy no podrá seguir siendo el México de antes del 26 de julio ».

⁹³¹ Esteban Ascencio, *1968, más allá del mito*, op. cit., p. 15-16. « Desde 1967 era yo el presidente de la Sociedad de Alumnos pero ahora ya soy vitalicio... A partir del 26 de julio, todo cambió... Yo no soy el mismo; todos somos otros. Hay un México antes del movimiento estudiantil y otro después de 1968. Tlatelolco es la escisión entre los dos Méxicos » (Luis González de Alba).

⁹³² (AH 60, 327, 92, 4): 29 juillet 1968. « Pueblo trabajador: La lucha es contra el aparato represivo en su conjunto, y no sólo contra la policía. El camino de la liberación del pueblo mexicano pasa por la destrucción del aparato charro que lo reprime en el seno sus organizaciones. La liberación no la vamos a lograr con palabras, sino oponiendo la violencia del pueblo a la violencia de la oligarquía ».

⁹³³ (FIS 22 CNH): août 1968.

⁹³⁴ (DIPS 521, 646 Unité Zacatenco): 2 août 1968. « (...) Ahora estamos en huelga defendiendo la razón pidiendo nuestros derechos y fuera la intervención. Los del Politécnico y la Universidad ya muy unidos están y muchas otras escuelas en el movimiento están. Ahora pedimos el pueblo su apoyo incondicional pues todos estos disturbios se

- « Nous sommes disposés à défendre (nos droits) jusqu'aux ultimes conséquences, et d'écouter davantage les revendications des autres secteurs opprimés du peuple »⁹³⁵.
- « (...) Pour les fortunés d'entre nous qui jouissons du privilège d'une éducation supérieure, il existe le danger de suivre le sentier de l'ambition personnelle et du succès économique mais ce n'est pas le chemin que nous a réservé l'Histoire, que nous le voulions ou non. (...) nous devons contribuer à créer un monde nouveau...»⁹³⁶.
- « (...) lorsque les étudiants de la polytechnique ont pris la rue Madero, en route pour le Zócalo, ils ont montré, après avoir emprunté un itinéraire libre et sans d'autre permission que leur propre volonté, la seule façon avec laquelle les étudiants pouvons gagner le droit de sortir dans les rues. (...) la Révolution ne se fait pas avec des fleurs et celui qui veut être révolutionnaire doit accepter les conséquences de son action »⁹³⁷.
- « Nous exigeons de faire notre propre révolution, la démocratisation des règles et leur application objective, la revendication des causes populaires à l'échelle nationale »⁹³⁸.
- « Nous ne voulons pas la révolution. Le désordre est provoqué par le gouvernement (...) nous voulons des classes, nous voulons la tranquillité, mais pas avant qu'on ne nous respecte comme êtres humains. Ce mouvement durera jusqu'à ce que le gouvernement cesse de faire la sourde oreille aux revendications populaires »⁹³⁹.

tienen que eliminar Y si esto no sucediera ustedes han de saber que la policía a sus hijos a palos puede moler. Aquí se acaba el corrido de este pero estudiantil uniremos que hagan conciencia de lo que sucede aquí ».

⁹³⁵ (FIS 510 Comité de Lutte Étudiante): 26 août 1968. « (...) exigir nuestros derechos no tan solo constitucionales que de por si han sido violadas por la represión policiaca-militar sino también derechos universales por que aparte de mexicanos somos seres humanos y para que actuamos con « como quieren », como animales, como ratas de la miseria y como borregos en la opinión pública apoyados en nuestras armas que son la justicia y verdad, continuaremos hasta vencer. Es del conocimiento del pueblo en general las demandas de nosotros los estudiantes, las cuales estamos dispuestas a defender hasta las últimas consecuencias y además a escuchar las demandas de todos los sectores oprimidos del pueblo (trabajador ambulante, obrero, campesino, etc.) Para el igual que Uds. unamos nuestras voces y manos para exigir, sean cumplidos nuestros derechos ».

⁹³⁶ (FIS 9 Architecture): 15 août 1968. « (...) Tener conciencia es enfrentarnos a nuestra propia realidad, sentir que hay males que necesitan ser atendidos, gente pobre que necesita ayuda, hombres que clamar justicia e igualdad de derechos; y nosotros tenemos una responsabilidad con respecto a ellos como hombres y como universitario. (...) Para los afortunados de entre nosotros que gozamos el privilegio de una educación superior, existe el peligro de seguir la senda de nuestra ambición personal y el éxito económico; pero ese no es el camino que nos ha reservado la historia; lo queramos o no, vivimos tiempos angustiosos; pero tiempos que son también más accesibles a la energía creadora del hombre, y en el transcurso del tiempo cuando hagamos un resumen de nuestra actuación en la vida y nos juzguemos en relación al esfuerzo con que hayamos contribuido a crear un mundo nuevo y en la medida con que hubiéremos luchado por nuestros más caros ideales, en esa misma medida y seamos concientes de esto; nuestros hijos también nos juzgarán ».

⁹³⁷ *ibid.* « Los elementos revolucionarios independientes, aunque criticando –y con razón– al PC, de hecho jamás rebasaron sus posiciones en la praxis, pues iban a sus legales manifestaciones y aceptaban las mismas reglas del juego, diciendo que no las aceptaban. « No queremos coexistencia, queremos Revolución », pero jamás se salieron del itinerario legal de la. Sin embargo, cuando los estudiantes politécnicos tomaron por Madero rumbo al Zócalo, después de haber caminado por un itinerario libre y sin mayor permiso que su propia voluntad, se mostró la única manera mediante la cual los estudiantes podemos ganar el derecho a salir a las calles. (...) la Revolución no se hace con flores y el que quiera se revolucionario debe de aceptar las consecuencias de su proceder ».

⁹³⁸ (FIS 93 Préparatoire 4): août 1968. « Exigimos nuestra propia revolución, la democratización de reglamentos y su aplicación objetiva, la reivindicación de las causas populares y su alcance nacional ».

⁹³⁹ (DIPS 523, 419): 2 septembre 1968. « Pueblo: Que no te espanten con el « petate del muerto », los estudiantiles no queremos la revolución. El desorden lo provoca el gobierno con sus estúpidas medidas agresivas. La Plaza de la Constitución es de todos los mexicanos, con ese derecho nos quedamos ahí. Si tanto le preocupa al gobierno el buen aspecto de la ciudad ¿Por que no alumbrá todas las calles? ¿Por qué no proporciona un servicio eficiente de Limpia?

- « L'intégrité de notre société a été souillée, notre souveraineté a été injuriée, ils ont commis des crimes au nom d'une « liberté » que nous n'avons jamais connue et que nous ne connaissons jamais si nous ne luttons pas coude à coude pour une réforme, un assainissement de nos « pontifes »⁹⁴⁰.
- « Face à la brutale agression dont nous avons été victimes, une autre forme de répression permanente de la bourgeoisie envers les classes prolétaires, les forces révolutionnaires ont décidé de participer à la manifestation de façon organique et politiquement indépendante. (...) Nous appelons tous les contingents à s'organiser durant la manifestation en brigades politiques de 10 à 15 compagnons. Qu'elles se rendent dans les quartier ouvriers, expliquant lors de meetings éclairs les revendications de notre mouvement et au travers de la création de comités d'action ouvriers-étudiants luttant pour la démocratie et l'indépendance syndicale, contre le chômage et l'indigence, pour les revendications populaires »⁹⁴¹.
- « Il est connu que le parti communiste du Mexique ne représente pas les intérêts de la classe ouvrière, ce qui explique son « inexistence historique »; sont aussi connues ses immenses limitations dues à sa profonde dépendance au PCUA. Tout le monde sait, de plus, que leurs dirigeants ont eu dernièrement une « conversation » avec Díaz Ordaz dans le contexte de rapprochement URSS et États-Unis, à l'intérieur duquel le Mexique a joué un rôle de médiateur »⁹⁴².

1999-2000

- « Comme le savent si bien la communauté universitaire et les autorités de l'UNAM, le CGH n'est pas un groupe violent. C'est une autre calomnie dont se servent les autorités pour vaincre le CGH, organe « supérieur » de discussion, d'organisation et de décision étudiant. Le CGH a toujours élaboré des demandes justes et les méthodes de luttes qu'il emploie ont été et demeureront pacifiques (...) »⁹⁴³.

Queremos clases, queremos tranquilidad, pero cuando se nos respete como seres humanos. Este movimiento durará hasta que el gobierno deje de ser sordo ante las demandas populares ».

⁹⁴⁰ (FIS 532 CNH): 5 août 1968. « Conocemos perfectamente y sabemos que el pueblo no ignora una cosa: se ha mancillado la integridad de nuestra sociedad, se ha vituperado nuestra soberanía, se han cometido crímenes bajo el amparo de una « libertad » que nunca hemos conocido ni conoceremos si no luchamos codo con codo por una renovación, una limpia, un saneamiento de nuestros « jercas ».

⁹⁴¹ (FIS 21 Économie): 1^{er} août 1968. « Ante la brutal agresión de que hemos sido víctimas, solo otra forma de la permanente represión de que la burguesía hace objeto a las clases proletarias, las fuerzas revolucionarias han decidido participar en la manifestación en forma orgánica y política independiente (...) Llamamos a todos los contingentes a organizarse durante la manifestación en brigadas pol. (de 10 a 15 compañeros), que se trasladen a los barrios obreros, expliquen en mítines relámpago las demandas de nuestro movimiento y mediante la creación de comités de acción obrero estudiantil luchen por la democracia e independencia sindical, contra la desocupación y la carestía, por las reivindicaciones proletarias ».

⁹⁴² (FIS Comités de lutte des facultés des Sciences, des Sciences Politiques, de la Philosophie et des Lettres, de Génie et d'Économie): 1968. « Es sabido que el Partido Comunista de México no representa los intereses de la clase obrera, se ha explicado su « inexistencia histórica » y se conocen sus tremendas limitaciones, que obedecen a su profunda dependencia del PCUS. El por todos conocido, además, que últimamente tuvieron sus dirigentes una « plática » con Díaz Ordaz, dentro del contexto acercamiento URSS-EUA, dentro del cual México juega un papel de mediador. (...) El hecho es que a raíz de los sucesos lo primero que se le ocurrió al régimen fue echar mano de la vieja estratagema de los « agentes extranjeros », provocadores y nefatos, que engañando a los estudiantes los condujeron a la situación referida. La cacería de brujas tuvo como primera víctima a los más acervos defensores de la legalidad ».

⁹⁴³ (W00 Philosophie et Lettres CGH): 25 avril 2000. « Como bien sabe toda la comunidad universitaria y las mismas autoridades de la UNAM, el CGH no es un grupo violento. Esto es una calumnia más con la que las autoridades buscan golpear al CGH, máximo órgano de discusión, organización y decisión estudiantil. El CGH ha enarbolaado siempre justas demandas, y los métodos de lucha que emplea han sido y seguirán siendo pacíficos: desde la huelga y paros decididos democráticamente en asambleas masivas, marchas, mítines, plantones, consultas. Reivindicamos nuestras formas de lucha en tanto no sean resueltas nuestras demandas ».

- « Nous les étudiants universitaires, nous sommes décidés à donner le meilleur de nous-même pour une cause qui est, sous tous ses aspects, juste »⁹⁴⁴.
- « Ils se trompent ceux qui croient que ceci est la grève de (quelques) groupes. C'est un mouvement de populations qui résultent des conditions sociales les plus exacerbées »⁹⁴⁵.
- « Plus que jamais (les autorités) sont désespérées de voir les étudiants demeurer fermes en ce qui a trait aux six points de revendication pour lesquelles nous nous sommes dressés maintenant depuis deux mois (...). Il leur paraît inconcevable qu'en ces jours de déroutes pour le peuple, il en existe encore pour dire au gouvernement: ici, vous ne passez pas »⁹⁴⁶.
- « Soutenir la grève durant 3 mois n'a pas été facile. Il y a une fatigue physique, mais non morale; et de la fatigue physique nous récupérons avec énergie, grâce à l'appui et le soutien de la population et de la joie qui accompagne les marches (...). Le gouvernement et ses fonctionnaires de l'UNAM se trompent lorsqu'ils pensent qu'en prolongeant le conflit ils nous vaincrons. Ils se trompent en pensant que toute la force déployée contre nous sera suffisante pour nous affaiblir »⁹⁴⁷.
- « (...) de toute la population qui nous écoute dans les classes, aux portes des usines, dans les autobus, dans le métro, dans les rues et les marchés, nous n'obtenons que des preuves de sympathie, d'appui et de solidarité »⁹⁴⁸.
- « Aujourd'hui nous sommes de milliers, nous avons gagné chacune des batailles dans chaque école, la force de nos arguments, de la raison et du dialogue entre universitaires s'est imposée à la balourdise et à l'autoritarisme avec lesquels le recteur Barnés de Castro a conduit notre université ».
- « Le mouvement étudiant, aujourd'hui organisé dans le Conseil Général de Grève, s'est généralisé en ce qui à partir de ce jour toutes les écoles et les installations universitaires se rencontrent aux côtés de notre lutte. L'université est calme et effervescente en même temps. (...) Les « 30 activistes par école » qu'a prédit le recteur se sont convertis en milliers qui de se sont librement mis en grève, promouvant la discussion dans les écoles qui ne se sont pas incorporées et sortant dans la rue, aujourd'hui, pour communiquer au peuple entier les justes raisons de notre rébellion ».
- « Ce qui est bien, c'est que les Assemblées sont plus conscientes de leur force réelle et des faiblesses de l'ennemi. Elles sont encore plus convaincues de la justesse de la cause pour laquelle elles luttent. Et elles ne

⁹⁴⁴ (JEPC CGH-UNAM): septembre 1999. « Los estudiantes universitarios hemos decidido dar lo mejor de nosotros por una causa que es a todas luces justa ».

⁹⁴⁵ (W00 Chimie): 6 mars 2000. « En su informe de anoche, la Preparatoria Popular Tacuba lo decía de todo corazón: Se equivocan quienes creen que esta es una huelga de grupos. Es un movimiento de masas, que sale de las más exacerbadas condiciones sociales. Y está bien que lo diga, para que los demás se acuerden, porque la dinámica de las sesiones del CGH, en sus torbellinos, llega a parecer con frecuencia el palenque donde nunca terminan de dirimir sus diferencias las corrientes. No siempre de manera abierta ».

⁹⁴⁶ (JEPC CGH-UNAM): juin 1999.

⁹⁴⁷ (W99 CGH 4^{ème} manifeste): mai 1999. « Sostener la huelga durante 3 meses no ha sido fácil. Hay cansancio físico, pero no moral; y del cansancio físico nos recuperamos con energía del apoyo y respaldo de la población, y de la alegría de las marchas, la última el pasado 9 de julio, a 82 días de huelga, la movilización más grande que hemos realizado. El gobierno y sus funcionarios en la UNAM se equivocaron al pensar que alargando el conflicto nos derrotarían. Se equivocaron al pensar que toda la fuerza desplegada contra nuestra huelga sería suficiente para hacernos claudicar. Siguen acariciando las posibilidades de la represión. Les decimos: Señores Zedillo, Barnés y Labastida, ni lo intenten, volverán a equivocarse. Todas sus amenazas no nos asustan, el movimiento no se detendrá, y no resolverían nada, sólo agravarían la situación, sólo nos darían más motivos para sostenernos hasta el triunfo ».

⁹⁴⁸ (W99 CGH 3^{ème} manifeste): mai 1999. « Por otro lado, de toda la población que nos escucha en aulas, puertas de fábrica, camiones, Metro, calles y mercados, no hemos obtenido más que muestras de simpatía, apoyo y solidaridad ».

tomberont pas face aux menaces et agressions constantes. Elles ont un cerveau, un cœur et du jugement en quantités suffisantes »⁹⁴⁹.

- « Les campagnes insidieuses pour désinformer et tromper l'opinion publique sur la vraie nature du conflit de la UNAM ne peuvent occulter que la lutte des étudiants constitue une des plus importants mouvements démocratiques du pays, dans cette dernière année du XX^e siècle... »⁹⁵⁰.
- « Ayant réussi à arrêter une des axes de la politique de privatisation de l'éducation; promouvoir la réflexion collective des universitaires, qui au travers de longues années d'inertie aujourd'hui demandent de différentes façons un Congrès Universitaire; et avoir convoqué la volonté sociale de changement et de démocratisation de l'université et de toute l'éducation, pour avancer dans les transformations dont a besoin le pays, est l'apport significatif du mouvement étudiant de l'UNAM, dans cette fin de millénaire »⁹⁵¹.
- « Les travailleurs au service de l'État: (...) On a pris en compte ta capacité et ta détermination dans le travail pour te promouvoir? (...) Pourquoi endurer les mandataires qui n'entendent ni les injures ni les cris de justice qu'exige le peuple? »¹.

3. Les perceptions négatives dont se disent victimes les grévistes (p. 245)

1968

- « L'immense majorité des personnes qui traduiront, compileront des chiffres, conduiront les athlètes et aideront à l'organisation (des Jeux Olympiques) est étudiante. Si nous étions disposés à torpiller les jeux, ce serait fait, tout comme nous allons manifester dans les rues de Mexico « sans permis officiel » »⁹⁵².

⁹⁴⁹ (JEPC Document de discussion no 8; CPAGC): 23 juin 1999. « Lo bueno es que las Asambleas son más conscientes de su fuerza real y de las debilidades del enemigo. Están más convencidas de la causa por la que luchan. Y no titubean ante sus constantes amenazas y agresiones. Tienen cerebro, corazón y decisión, en cantidades suficientes ».

⁹⁵⁰ (JEPC CGH): 7 juillet 1999. « Las insidiosas campañas para desinformar y engañar a la opinión pública sobre la verdadera naturaleza del conflicto en la UNAM, no pueden ocultar que la lucha de los estudiantes constituye uno de los más importantes movimientos democratizadores del país, en este último año del siglo XX... ».

⁹⁵¹ (JEPC CGH): 7 juillet 1999. « Su lucha por la gratuidad de la educación ha logrado revertir parcialmente una de las acciones privatizadoras de la educación y la cultura, demostrando que es posible, uniendo voluntades, enfrentar las políticas de usurpación a la nación. (...) La lucha de los estudiantes ha conmovido a la sociedad, que ha asumido la responsabilidad compartida de defender la educación pública. Pero ha conmovido particularmente a la comunidad académica, que ha comprendido la necesidad de encarar una reforma a fondo de su institución, tanto en las formas y contenidos del gobierno universitario, en el destino y manejo de sus recursos, como en las responsabilidades sociales del trabajo académico, que está en grave peligro por las estrategias internacionales y gubernamentales de reestructuración nacional de la educación superior, concretadas –entre otras- en la Propuesta para Reformar los estudios de Licenciatura en la UNAM, en la nueva Ley para el Fomento de la Investigación Científica y Tecnológica, en el Proyecto de Ley general del Patrimonio Cultural de la Nación y en los mecanismos de certificación y asignación presupuestal, como el CENEVAL, que atentan contra la autonomía y los fines sociales, científicos y culturales de la universidad. Haber logrado detener uno de los ejes de las políticas privatizadoras de la educación; promover la reflexión colectiva de los universitarios, que tras largos años de inercia hoy demandan desde las más variadas expresiones un Congreso Universitario; y haber convocado la voluntad social de cambio y democratización de la Universidad y la educación toda, para avanzar en las transformaciones que requiere el país, es el significativo aporte del movimiento estudiantil de la UNAM, en este fin de milenio ».

⁹⁵² (W68 Médecine CNH): 3 septembre 1968. « (...) En su informe trata el problema estudiantil-popular, iniciando su triste demagogia al decir: « No cederemos en nada ilegal e inconveniente... ». Esta sola frase explica que no arreglaran nada que no les convenga, no solucionarán nada en beneficio del pueblo y todo en beneficio a ellos. Tachó a los estudiantes de imitar movimientos de otros países, olvidando que en esos lugares se luchó por aumentar la libertad, nosotros luchamos por conocerla... Trató de que el pueblo se pusiera en contra nuestra, defendiendo las olimpiadas y se olvidó que una inmensa mayoría de las personas que traducirán, computarán datos, conducirán

- « La presse offre beaucoup de versions sur notre mouvement: ce sont les communistes, c'est la CIA, etc. La presse te cache la vérité sur l'origine du mouvement, parce qu'elle est vendue »⁹⁵³.

1999-2000

- « (...) présenter les grévistes comme ceux qui frappent et provoquent; qui brutalisent les « chercheurs » et les « étudiants » qui veulent « que finisse la grève », alors que les pétards et les agressions venaient de groupes de *porros*. Les déclarations d'Ernesto Zedillo appelant à la mobilisation démocratique et celles de Barnés invitant « les universitaires à défendre leur centre d'études », la campagne faite sur le web et les courriers électroniques appelant, le 1^{er} septembre, à la violence, sont des tentatives pour nous isoler de l'opinion publique et pour préparer le terrain d'une éventuelle provocation justifiée et violente contre le mouvement étudiant »⁹⁵⁴.
- « Aux commerçants du district fédéral. Le gouvernement a voulu nous déprécier face à vous en vous faisant croire que nous les étudiants saccageons et violons les commerces, que nous volons les marchandises et cassons les vitres; ceci est faux! C'est le gouvernement qui, avec ses agents secrets habillés en étudiants, font ces actes de vandalisme afin que l'opinion publique se retourne contre nous »⁹⁵⁵.
- « Il n'existe pas au sein du CGH de tendances « contre le dialogue », comme certains médias le signalent, cherchant à provoquer la zizanie »⁹⁵⁶.

atletas y ayudarán a la organización somos estudiantes; si estuviésemos dispuestos a entorpecer los juegos olímpicos, ya lo hubiésemos hecho, igual que recorrimos las calles de México en manifestaciones « sin permiso oficial » o igual que te hemos dado este volante, cuidándonos de caer en la cárcel gracias a la libertad de expresión y de imprenta que nos ofrece Díaz Ordaz ».

⁹⁵³ (AH 60, 327, 91, 45): août 1968. « Son muchas las versiones que la prensa le ha dado a nuestro movimiento, son los comunistas! otros, son los de la CIA, etc. La prensa te calla la verdadera causa del movimiento, por que esta vendida. Yo te voy a decir lo que queremos para que si lees otra cosa en el periódico sepas que es una miserable mentira: pedimos (six pts). No te dejes engañar por la prensa corrompida ».

⁹⁵⁴ (INT Chimie CGH): 24 août 1999. « El nuevo montaje del gobierno y la rectoría para reprimir al movimiento ». « La nueva campaña contra el movimiento, impulsada desde el Gobierno Federal y la rectoría, es un acto de provocación que está siendo montado desde los más altos círculos de la política nacional y algunos organismos internacionales. Los acontecimientos del día de ayer son parte de esta campaña de presentar a « paristas » como los que se golpean y provocan entre sí; que golpean a « investigadores » y « estudiantes: que desean « que termine el paro », los petardos y agresiones sufridas por parte de grupos de *porros*, así como las declaraciones de Ernesto Zedillo llamando a la movilización democrática y las de Barnés invitando a « los universitarios a defender su casa de estudios ». La campaña de internet y correos electrónicos llamando a la violencia para el próximo 1° de septiembre, es un montaje que pretende aislarnos de la opinión pública y preparar el terreno para una posible provocación, que derive en actos de violencia justificada en contra del movimiento estudiantil universitario ».

⁹⁵⁵ (AH 60, 327, 91, 51): août 1968. « A los comerciantes del distrito federal. El gobierno ha querido desprestigiarlos ante los ojos de ustedes haciéndoles creer que nosotros los estudiantes saqueamos y violamos comercios, que nos robamos las mercancías y rompemos escaparates esto es Falso! Es el propio gobierno el que con sus agentes secretos vestidos de estudiantes hace estos actos vandálicos con el fin de que la opinión pública se ponga en contra nuestra. Comerciante, el martes 13 se llevará a cabo nuestra gran manifestación de protesta y una vez más el gobierno tratará de desprestigiarlos rompiendo tus escaparates. Nosotros no seremos los responsables de tales acciones! los responsables son los agentes de gobernación! ».

⁹⁵⁶ (W99 Chimie CGH): 15 décembre 1999. « En el Consejo General de Huelga no existen las tendencias dialoguistas, ni las que están « en contra del diálogo », como algunos medios han señalado buscando meter cizaña. En el CGH es un consenso de todas las escuelas el diálogo público, abierto, directo y resolutivo que permanentemente hemos exigido; así como fue un consenso plantear un receso en el diálogo con la rectoría, y en todas las actividades del CGH, para centrar nuestras fuerzas y recursos en la liberación de nuestros compañeros. Esta es la única razón por la cual el diálogo, los foros del CGH y toda la actividad del movimiento entró en receso ».

4 Le peuple, la nation, les Mexicains (p. 251)

1968

- « Les paysans sont toujours submergés dans la misère et l'ignorance. Les propriétaires terriens s'enrichissent à vue d'œil et avec l'indulgence du gouvernement et les terres des paysans continuent d'être confisquées. Il n'y a pas de crédit pour les masses populaires et la production se maintient à des niveaux de stagnation... »⁹⁵⁷.
- « Nous devons être conscients que les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent. Comment allons nous mériter quelque chose de plus juste si notre apathie et notre indifférence nous maintiennent dans la plus désespérante inactivité. (...) La lutte honnête et révolutionnaire n'est pas seulement le patrimoine des générations passées »⁹⁵⁸.
- « Le pays est certainement en croissance, il se produit plus de richesse à chaque année, mais les travailleurs continuent d'avoir des salaires de faim qui ne leur permettent pas de nourrir de façon minimale leur famille, ni de donner à leurs enfants une éducation. Les journaux disent que tu es un peuple heureux, cordial et que ton salaire croît de plus en plus, alors que tu fais partie d'un peuple humble et exploité. Ils mentent, ceux qui te présentent comme une population résignée et conformiste dans ta misère. Nous savons que tu répondras à l'appel des étudiants qui font une noble lutte qui est aussi la tienne »⁹⁵⁹.
- « seule la vraie indépendance, celle de la paix, celle de la dignité humaine, celle basée sur la valorisation de nos personnes et dans le développement de tous les potentiels humains possibles, pourra venir de la résistance et des luttes du peuple ».

5. Le monde (p. 262)

1968

- « La crise actuelle de l'impérialisme dans toutes les parties du monde atteint aussi le Mexique »⁹⁶⁰.
- « (La lutte se fait dans tous les pays pour) modifier les relations qui jusqu'à aujourd'hui permettent aux groupes de pouvoir d'opprimer les autres économiquement, de leur voler une partie du produit de leur travail »⁹⁶¹.

⁹⁵⁷ (FIS 324 Médecine Comité de Lutte): août 1968. « A todo el pueblo: Crisis nacional. Las masas trabajadoras de México se enfrentan a graves problemas de salario, de vivienda, de seguridad individual y colectiva. La carestía de la vida aumenta, y a diario las masas son engañadas con toda clase de promesas que no se cumplen. Los campesinos siguen sumergidos en la miseria y en la ignorancia. Los terratenientes se enriquecen a vista y paciencia del gobierno y las tierras siguen sin ser entregadas a las masas del campo. No hay crédito para ellas y la producción se mantiene a niveles de estancamiento y especulación ».

⁹⁵⁸ (FIS 64 Travail Social): août 1968. « (...) ¡Admirémonos la totalidad de la riqueza del país esta en manos de solamente 10 000 personas! ¡despertémonos! debemos estar conscientes de que los pueblos tienen los gobiernos que merecen. Y ¿Nosotros cómo vamos a merecer algo más justo si nuestra apatía e indiferencia nos tiene sumidos en la más desesperante inactividad? Tomemos en cuenta que lo que está en juego es la supervivencia de los derechos y las libertades otorgadas por la Constitución La lucha honesta y revolucionaria no es sólo patrimonio de las generaciones pasadas ».

⁹⁵⁹ (FIS Économie): 21 août 1968. « (...) El país ciertamente crece, se produce mas riqueza cada año, pero los trabajadores siguen teniendo salarios de hambre, que no les permite alimentar en forma mínima a sus familias, ni dar educación a sus hijos. (...) Dicen (journaux) que eres un pueblo feliz, cordial y que tu ingreso crece cada vez más, cuando solo eres parte de un patria humilde y explotado; mienten los que te presentan como una población resignada y conformista con tu miseria. Sabemos que responderás al llamado de los estudiante en esta noble lucha, que también es la tuya ».

⁹⁶⁰ (DIPS 521, 667-668 Économie, IPN): 20 août 1968. « A los ferrocarrileros; al pueblo de México. Compañero ferrocarrilero, la crisis actual del imperialismo en todas las partes del mundo, se está dejando ver también en México ».

- « (évolutions) intégrales, révolutionnaires et radicales. Les gens ne veulent plus de mensonges, ils ne veulent plus avancer petit à petit. 50 ans ont peu à peu passé, et peu à peu nous allons vers le 21^{ième} siècle. À notre époque, être moralisateur et indifférent c'est être lâche»⁹⁶².

⁹⁶¹ *ibid.* « Se le degrada hasta la posición de ser granaderos (en México), genocidas (yanquis en Vietnam) o torturadores de estudiantes (CRS en Francia, etc.), o bien, simplemente, se les convierte en máquinas al situarlos en cualquier puesto tecnocrático o burocrático. 1.3) La lucha queda nacionalmente en casi todos los países del mundo, en la que diferentes sectores social pop. buscan modificar las relaciones que hasta ahora permiten que los grupos de poder los opriman y denigren aún en lo económico, robándoles parte del producto de su trabajo ».

⁹⁶² (FIS 841): août 1968. « Problemática mundial, es el estudiantado de todo el mundo el que siente la necesidad apremiante de sacudir este sistema que nos dobla y nos humilla cada día más; es un juventud que tiene una mejor educación, una educación más justa, más científica, no una educación libresca y de asuntos como la que actualmente adolece a nuestra universidad. Una educación a base de pasar exámenes estilo primario, en donde un Lic en Filosofía se recibe después de haber contestado 15 raciones, un estudiante que tiene que pasar clases y asistir a un grupo de 200 alumno y en una clase que llevan 20 minutos para pasar lista. Urgen reformas, pero ya no reformas vanas sino revoluciones integrales y radicales. La gente ya no quiere mentiras, ya no quiere esa cosa que dice: vamos despacio poco a poco. Poco a poco hemos pasado 50 años y en poco a poco nos va a llevar el siglo 22. Ser moralizador e indiferente en la época actual es ser un cobarde, un silenciador ».

Annexe II Chapitres VII: extraits complémentaires

1. Le gouvernement et le système politique (p. 267)

1968

- « L'offensive militaire permet à un secteur de l'appareil étatique de responsabiliser d'autres secteurs en course (à la présidence), afin de les faire paraître trop forts avant que ne débutent les affrontements internes (au sein du PRI). De cette manière, on réussit à discréditer l'aspirant traditionnel à la présidence de la République le ministre de l'Intérieur, Luis Echeverría, que nous tenons aussi pour responsable des événements sanglants »⁹⁶³.
- « Notre mouvement représente la contrepartie d'un système représenté par l'actuel régime du président Díaz Ordaz, de dégradation civique, de corruption politique, de substitution du droit et d'absence de libertés, dont l'expression pratique est l'inexistence de partis politiques indépendants; le présidentielisme qui annule et médiatise les autres pouvoirs de la nation; le droit de grève converti en vénalité plus généralisée, tout cela supporté par l'abolition totale et définitive de la démocratie syndicale afin que le système totalitaire et asphyxiant dans lequel notre pays s'enfonce de plus en plus, sous la férule d'une domination politique écrasante et sans espoirs »⁹⁶⁴.
- « (le PRI est) un organisme de contrôle politique qui oblige les masses à voter pour ses candidats au moyen de la tromperie, des menaces et du chantage »⁹⁶⁵.
- « La défense de l'État supplante la défense des intérêts sociaux (...), le respect effectif au vote des citoyens, à ses organisations politiques, des libertés syndicales, de la représentation et de l'organisation »⁹⁶⁶.

⁹⁶³ (FIS 199 Sciences Politiques et Sociales): 6 août 1968. « (...) La situación se define todavía más claramente cuando se cuenta con la manifestación pública de las pugnas que se dan dentro del Estado y que han acelerado la carrera por la sucesión presidencial. La ofensiva militar permitió a un sector dentro del aparato estatal responsabilizar por la represión a otros sectores partícipes de la carrera y que aparecían demasiado fuertes antes de empezar los enfrentamientos internos. De esta manera, se logró desprestigiar al tradicional aspirante a la presidencia de la república el Secretario de Gobernación, Lic. Echeverría, a quien también responsabilizamos por los acontecimientos sangrientos (...) ».

⁹⁶⁴ (AH 60, 327, 91, 70-71): septembre 1968. « Resoluciones sobre el cuarto informe de GDO. Nuestro movimiento representa la contrapartida de un sistema representado por el actual régimen del presidente Díaz Ordaz, sin libertades, de degradación cívica, de corrupción política, de sustitución de derecho y de ausencias de venalidad más generalizada, todo ello sustentado en la abolición total y terminante de la democracia sindical, en fin un sistema totalizador y asfixiante en que el país se hunde cada vez más bajo la férula de una dominación política aplastante y sin resquicios ».

⁹⁶⁵ *ibid.* « (...) Sabemos que las clases dominantes pondrán el grito en el cielo y que nos harán todo tipo de acusación. No nos importa eso; si el gobierno, si los patrones, si los que se autocalifican de patriotas y buenos cristianos, verdaderamente quieren servir a la Patria, es decir a la inmensa mayoría del pueblo Mexicano, que haga suyo este programa en el terreno de las realidades, no en los discursos. Por nuestra parte esta es la respuesta que hacemos por una parte a las coléricas amenazas del gobierno, y por otra al apoyo que el pueblo nos ha brindado sólo en este movimiento, sino también dándonos la oportunidad de estudiar. Si mañana nuestras centros de estudios se ven ocupados por la bota militar, nosotros partiremos al campo de la batalla nacional con esto programa en la mano y no nos detendremos ante ninguna circunstancia caiga quien cayere y hágase lo que se hiciere ».

⁹⁶⁶ (AH 60, 327, 92, 12 *La Gaceta*): 18 septembre 1968. « La defensa del estado suplanta la defensa de los intereses sociales con lo que se abre el camino a un régimen de fuerza donde el ejército vuelve a ocupar un primer plano. El respeto efectivo al voto de los ciudadanos, a sus organizaciones políticas, a las libertades sindicales, a la representación y organización auténtica de los campesinos, a las organizaciones estudiantiles y a las diversas corrientes ideológicas; la apertura, en fin, de la política a quienes expresan la necesidad de resolver los problemas actuales del país, son los instrumentos que permitirán el desarrollo de la democracia mexicana. La lucha por el desarrollo independiente es una lucha de toda la nación; para lograrlo es indispensable que las clases populares

- « Notre lutte est contre un système caduc qui ne respecte pas notre Constitution. Nous voulons un système non corrompu et qui respecte les droits humains les plus fondamentaux »⁹⁶⁷.
- « Il obligent les bureaucrates à signer un document dans lequel ils s'engagent à assister au discours présidentiel du 1^{er} septembre, sans quoi on les licencierait »⁹⁶⁸.

1999-2000

- « Nous voulons demander à monsieur Cuauhtémoc Cárdenas en particulier d'enlever réellement ses mains de l'UNAM afin d'éviter d'éventuelles répressions de différentes origines »⁹⁶⁹.
- « Il y a une revendication légitime: la participation (des étudiants); comme pour le reste des citoyens, car on ne tient pas compte d'eux dans la prise de décisions »⁹⁷⁰.
- « si j'avais été convaincu par le recteur en débattant de la question lors d'échanges civilisés, dans le cadre d'une assemblée, j'aurais été satisfait parce qu'au moins j'aurais pu argumenter. Mais si ma défaite est imposée avec des coups, là, il y a un problème »⁹⁷¹.

participen efectivamente de las riquezas que generan, a fin de que no sean patrimonio único de una voraz minoría, obstinada en oponerse a todo cambio favorable a las mayorías con el apoyo de las fuerzas más represivas del país y del imperialismo. La lucha por la justicia social es una lucha radical para que las clases populares del país puedan determinar un día el curso político, económico y cultural de la nación. El desarrollo democrático popular es incompatible con el desarrollo de los monopolios privados, sean éstos de extranjeros o de nacionales. Los recursos del país han de servir para satisfacer las amplias necesidades del pueblo y no para enriquecer más a quienes ya se han enriquecido por medio de la explotación. No debe manejarse la exención de impuestos en beneficio de las minorías. Cuando hay la posibilidad de eximir impuestos con la finalidad de darles una ventaja exclusiva a ciertos particulares, no puede decirse que no hay recursos para atender las necesidades de la educación y de la política social. La justicia económica, social, jurídica, política, cultural, es el sustento de un verdadero desarrollo independiente y democrático ».

⁹⁶⁷ (FIS 365 Comité Coordinateur Étudiant): 9 août 1968. « Al pueblo de México: nuestra lucha estudiantil, está en contra de un sistema caduco y que no cumple con la Constitución establecida. Queremos un sistema no corrompido y que respete los más fundamentales derechos humanos. No permitas que te sigan humillando. Protesta con nosotros ».

⁹⁶⁸ (FIS 513 CNH): 30 août 1968. « A la opinión pública: La situación en que han sido colocados los empleados al servicio del Estado (burócratas) al obligárseles a firmar un documento en el cual se comprometen a asistir el día primero de septiembre al Informe Presidencial bajo amenaza de ser cesados en caso de no presentarse; el hecho de haber sido igualmente amenazados los comerciantes en pequeño de los diferentes mercados con la clausura definitiva de sus locales a fin de obligarlos a estar haciendo valla al sr. Díaz Ordaz cuando rinda su informe; el que sean acarreados los campesinos y pueblo de los lugares circunvecinos del DF; demuestra la farsa de las espontáneas demostraciones de apoyo al actual gobierno y el carácter antipopular del gobierno de Díaz Ordaz ».

⁹⁶⁹ *ibid.* « El 4 de agosto de 1999, día internacional de la declaración de los derechos de la humanidad. Fecha en la cual los estudiantes fuimos encarcelados y humillados. ¿Es así como el gobierno Federal y Capitalino conmemoran fecha tan renombrada a nivel mundial? Denunciamos abiertamente y hacemos responsables a todos los partidos políticos y a todos los funcionarios públicos: Ernesto Zedillo, Diódoro Carrasco, Cuauhtémoc Cárdenas y Francisco Barnés, entre otros, de ser responsables directos, ya que ellos han arrastrado a miles de jóvenes a salir a las calles y levantar una huelga para denunciar y detener sus pésimas administraciones y formas de gobierno. Específicamente al señor Cuauhtémoc Cárdenas: Queremos pedirle que de verdad saque las manos de la UNAM y evite posibles represiones de cualquier lado (...) Denunciamos que esta salvaje agresión fue planeada con antelación. No existía ningún enfrentamiento « entre estudiantes y paristas » cuando granaderos, patrulleros y motociclistas se lanzaron contra nuestros compañeros. (...) ».

⁹⁷⁰ Hortensia Moreno et Carlos Amador, *UNAM: la huelga del fin del mundo*, Mexico, Planeta, 1999, p. 30

⁹⁷¹ *ibid.*

- « Nous sommes marginalisés, nos voix ne sont pas écoutées par le Rectorat qui décide pour nous. Face à la dissidence, face aux appels au dialogue et à la mobilisation, les autorités font la sourde oreille et emploient la force. Les puissants (le pouvoir politique) croient aux mensonges qu'ils racontent sur nous: que nous sommes minoritaires, violents, intolérants. (...) Ils n'ont pas remarqué que les philosophes, les littéraires, les latino-américanistes, les géographes et autres (universitaires) participaient aux assemblées? Ils ne nous ont pas vus discuter, informer et débattre? Ils n'ont pas entendu parler de nos forums, de nos tables rondes et de nos congrès? Quelle option avons nous, nous les étudiants démocratiques, face à cette fermeture du groupe qui gouverne? »⁹⁷².
- « (Barnés organise) des scrutins qui engendrent la polarisation au sein de la communauté universitaire ».
- « Nous tenons compte du double jeu du gouvernement et du rectorat qui d'un côté se montrent aimables et tolérants, cherchant à nous amadouer et de l'autre nous frappent et nous incarcèrent »⁹⁷³.
- « (Barnés) ne comprend d'autre langage, du point de vue politique, que celui de l'imposition et de l'emploi de la force brute pour imposer ses décisions »⁹⁷⁴.
- « (Barnés crée une) « ambiance de confrontation et de violence » ; il dirige l'Université « comme si c'était un pénitencier »⁹⁷⁵.
- « Vous qui êtes un menteur professionnel, vous avez raté votre tentative de tromper la communauté universitaire, avec votre masque d'homme du dialogue, de négociateur, de normalisateur de la vie académique. Vous êtes un hypocrite professionnel, maintenant vous ne réussissez plus à amadouer personne avec votre double discours (...). Vous qui êtes un répresseur professionnel, vous n'avez pas réussi à annihiler le CGH (...). Vous qui êtes un lâche sans limites, vous vous êtes caché derrière les murs de la tour du rectorat, d'où vous avez lancé les militaires (sic)... vous ne pensez qu'à accroître (les effectifs) de votre police politique, qu'à remplir la

⁹⁷² *Al cielo por asalto* (9 avril 1999). « Todos los estudiantes somos marginados, nuestras voces no son escuchadas por la Rectoría que decide a nuestras espaldas. Ante la disidencia, ante los llamados a diálogo, ante la movilización, las autoridades responden con oídos sordos y mano dura. La aprobación del Reglamento General de Pagos por el Consejo Universitario en el Instituto Nacional de Cardiología, resguardada de nosotros por militares y judiciales, es la última prueba de esto. (...) Pareciera que los poderosos se creen las mentiras que dicen de nosotros: que somos minoritarios, violentos, intolerantes. Basta no estar ciego para darse cuenta de la calumnia que es todo eso, puede ser que las autoridades si lo estén. (...) ¿No ha visto a los filósofos, los literatos, los latinoamericanistas, geógrafos y demás en asamblea? ¿No nos ha visto discutir, informar, debatir? ¿No se ha enterado de nuestros foros, nuestras mesas redondas, nuestros congresos? ¿Qué opción tenemos los estudiantes democráticos ante esta cerrazón del grupo gobernante? ».

⁹⁷³ (W99 Philosophie et Lettres CGH): 16 décembre 1999. « Cuando es el CGH el primer interesado en que esta huelga se solucione de inmediato, pero que se solucione realmente y no con trampas. ¿Quieren que quede esto demostrado? ¡Resuelvan cabalmente los 6 puntos de nuestro pliego petitorio, entonces la huelga termina de inmediato! ¡Háganlo! ¡Ya no alarguen más este conflicto! Nos damos perfectamente cuenta de la doble cara del gobierno y la rectoría, que con una mano se muestra amable y tolerante, buscando engatusarnos; y, con la otra nos golpea y encarcela ».

⁹⁷⁴ (W99 Brigades No 18): 4 décembre 1999. « La inercia. (...) un personaje que desde el punto de vista político no entendía otro lenguaje que el de la imposición a la mala y el empleo de la fuerza bruta para hacer valer sus decisiones ».

⁹⁷⁵ (W99 CGH): 25 mars 1999. « Manifeste a la Nación ». Mientras que el rector Barnés pretende dirigir a la universidad como si se tratara de un cuartel policíaco, nosotros hemos exigido constantemente diálogo abierto y público; hemos realizado multitudinarias asambleas; más de 35 mil voces exigimos ser escuchadas en la segunda manifestación; paramos las clases en 18 escuelas para poder discutir con nuestros compañeros. Nada le importó al rector, ha respondido con la imposición montando todo un aparato policíaco para resguardar a sus consejeros, golpeando a profesores y estudiantes. Fotografían y filman a quienes pensamos distinto del rector, nos amenazan con la cárcel y la expulsión por participar e incluso organizan porros para agredirnos ».

cité universitaire de « judiciales » (étudiants en liberté sous caution) (...). La « normalité » que vous préconisez n'existe que dans votre cerveau schizophrène, docteur psychiatre »⁹⁷⁶.

- « Comme nous l'avons dénoncé déjà antérieurement (...), de nouvelles négociations ont dernièrement eu lieu dans le dos du mouvement entre les perrédistes et les autorités universitaires, cette fois directement pour le gouvernement fédéral. La position soutenue par les autorités universitaires a été celle des professeurs émérites et celle par les perrédistes a été, principalement, la proposition de Sergio Zermeño, chercheur et conseiller-employé du gouvernement du District Fédéral, faite dans son éditorial de *La Jornada* du 30 septembre (1999) et qui a comme position celle de Convergence Universitaire (ce groupe promu par les perrédistes à l'UNAM, dans lequel participe également le tristement célèbre Courant Rouge de la STUNAM au travers du plus grand *charro* du syndicat, Agustín Rodríguez): suspension de tous les règlements qui sont à la base du conflit et *statu quo* jusqu'à ce que soit créé un Congrès dont les résolutions seraient ensuite portées devant le Conseil Universitaire »⁹⁷⁷.
- « Nous avons tous vu qui sont les promoteurs du vote pour Fox, les jeunes yuppies, les enfants d'entrepreneurs. Tous nous devinons qui sont les « amis de Fox ». (...) cette structure du pouvoir (héritée du PRI) ne peut être désarticulée autrement qu'au moyen de la lutte des mouvements sociaux ».
- « Nous dénonçons ouvertement et rendons responsables (de la répression du 6 février 2000) tous les partis politiques et tous les fonctionnaires: Ernesto Zedillo, Diódoro Carrasco, Cuahtémoc Cárdenas et Francisco Barnés, entre autres ».
- « (le PRD veut) sortir des rues les mouvements étudiants et paysans pour qu'ils ne fassent pas faire obstacle au processus électoral, tout en faisant de la démagogie (...) au Congrès de l'Union, (il veut) former le gouvernement et garantir les plans impérialistes sans être dérangé ou questionné »⁹⁷⁸.

⁹⁷⁶ (W00 Commission de Presse et de Propagande CGH): 12 mars 2000 (Résolutions de la session du 11 de mars 2000). « De la Fuente lleva ya casi cuatro meses y no puede. Ya son casi cuatro meses, y ¿qué ha hecho? Nada está resuelto aún. Hace más de cuatro meses fue impuesto en la rectoría el inepto De la Fuente que no ha hecho otra cosa que agudizar el conflicto. Usted que es un mentiroso profesional ha fallado hasta en su intento por engañar a la comunidad universitaria, con sus caretas de conciliador, de dialogador, de negociador, de normalizador de la vida académica. Usted que es un hipócrita profesional, ya no consigue engatusar a nadie con su doble discurso de « me enteré hasta las 7 », « vamos a retirar los cargos », « el diálogo va a continuar », « la UNAM no será desmembrada » etc. Usted que es un represor profesional, no ha logrado aniquilar al CGH, fallando en la encomienda que le dio su patrón. Usted que es un cobarde sin límites, se ha escondido tras las paredes de la torre de rectoría, desde que lanzó a los militares a abrirla la puerta, incapaz de responder ante la comunidad universitaria. Ante cualquier manifestación de lucha del movimiento estudiantil por la solución del pliego petitorio y la libertad de nuestros compañeros presos, a usted no se le ocurre otra cosa que lanzar a sus directores y a los grupos de investigadores y académicos que se prestan a su juego de confrontación, no se le ocurre otra cosa que levantar actas judiciales y universitarias, no se le ocurre otra cosa que amenazar con el coco de la PFP, no se le ocurre más que incrementar su policía política, que llenar de judiciales el campus universitario, que planear la conformación de un nuevo cuerpo policiaco con equipo disuasivo en la Universidad, no se le ocurre otra cosa que la represión. La « normalidad » que usted pregonaba sólo existe en su esquizofrénico cerebro, doctor psiquiatra. (...) ».

⁹⁷⁷ (W99 *Los Brigadistas* no 15 CGH): 23 octobre 1999. « A cerrarle el Paso en todas las asambleas. Se sigue fraguando un acuerdo a espaldas del movimiento. Como ya hemos denunciado con anterioridad (ver los brigadistas núms13 y 14), se han venido desarrollando nuevamente negociaciones a espaldas del movimiento entre los perredistas y las autoridades universitarias, esta vez directamente por el gobierno federal. La posición sostenida en estas negociaciones por las autoridades universitarias ha sido, desde luego, la propuesta de los eméritos y la sostenida por los perredistas ha sido básicamente la planteada por el investigador y asesor-empleado del gobierno del DF, Sergio Zermeño, en su editorial del diario *La Jornada* del día 30 de septiembre como posición de Convergencia Universitaria (ese nuevo membrete del grupo promovido por los perredistas en la UNAM, en donde también participa la tristemente célebre Corriente Roja del STUNAM a través del charro mayor del sindicato, Agustín Rodríguez): suspensión de todos los reglamentos involucrados en el conflicto y que todo se posponga hasta un Congreso cuyos resolutivos sean después traducidos por el Consejo Universitario ».

⁹⁷⁸ (JEPC Étudiants Indépendants de Droit, Vallejo, Philosophie, Zaragoza, Acatitla, Ixtapalapa, Brigadistas, Contracorriente, Naucalpan): septembre 1999. « Con miras a las elecciones del 2000, el PRD y sus representantes

- « (Ernesto Zedillo n'ouvre la bouche que) « pour nous menacer d'user de la répression si nous ne levons pas la grève. Son candidat et successeur, Francisco Labastida, a perdu les pédales en nous lançant tout ce qu'il y a de diatribes »⁹⁷⁹.

2. Environnement socio-économique (p. 293)

1968

- « ... les contradictions économiques sont apparues (dans ce gouvernement), les augmentations de salaires qui ne correspondent pas à la hausse des prix des articles de première nécessité, la création d'emplois ne correspond pas à la croissance de la population »; des 300 000 emplois prévus par le président, seuls 100 000 ont été créés annuellement. Dans ces circonstances, selon la thèse gouvernementale, il existe au Mexique 200 000 chômeurs, et si, comme il le dit, il y a une population économiquement active de 8 millions, nous arrivons à la conclusion que 37 millions de Mexicains dépendent du travail de ces 8 millions de travailleurs »⁹⁸⁰.
- « Nous savons que les salaires ne permettent pas de survivre. Nous savons que les prix sont jour après jour plus élevés. Nous savons que l'éducation est un luxe que peu de monde peut atteindre. Nous savons que les médecins ne servent que ceux qui ont de l'argent pour les payer. Nous savons que les rentes des logements misérables sont chères et que nous sommes à la merci du propriétaire. Nous savons que la justice et les lois favorisent toujours les riches. Que ceux qui vont en prison sont ceux qui n'ont pas d'argent pour acheter un policier, un avocat ou un juge. Nous savons que les salariés sont à la merci du patron. Nous savons que la « sécurité sociale » et le « salaire minimum » sont des mythes. Nous savons que la mauvaise alimentation, les maladies mal soignées et le manque d'éducation empêchent le bon développement physique et intellectuel de nos enfants; les enfants des pauvres dans notre société resteront pauvres et auront des enfants pauvres; les luxes, les grandes résidences, les somptueuses fêtes, les grands hôtels et restaurants sont des insultes à la pauvreté du peuple »⁹⁸¹.

quieren sacar de las calles al movimiento estudiantil y campesino, para que no obstaculice el proceso electoral, mientras hace demagogia con la lucha campesina y la universitaria en el congreso de la Unión, garantiza a través de la Cocopa la presencia del Ejército y junto a sus socios del PAN han declarada que la privatización de la energía y reforma a la LFT se tienen que dejar para el próximo sexenio. Quieren ser « gobierno » y garantizar los planes imperialistas en México, sin ser molestados o cuestionados. La vanguardia debe de tomar una política superior, frente al plan de la burocracia, los partidos patronales PRI-PAN-PRD y el régimen en su conjunto que buscan imponer más hambre y represión a los explotados y oprimidos. El movimiento debe alzar su voz, para unirla a la lucha de obreros y campesinos ».

⁹⁷⁹ (JEPC CGH-UNAM): 24 juillet 1999.

⁹⁸⁰ (DIPS 521, 110-112 Vocationnelle 5): 7 août 1968. « (...) Ha sido el gobierno, éste precisamente, donde las contradicciones económicas se han agudizado, los aumentos de salarios no han correspondido a los aumentos de precios de artículos de primera necesidad, la creación de empleos no se ha correspondido a los niveles de crecimiento de la población de 300 000 que pedía el presidente, solamente 100 000 se han creado anualmente, en esta circunstancia de acuerdo con la tesis gubernamental existen en México 200 000 desempleados si a sus agregado que la forma de trabajo económicamente activa es de 8 000 000, llegamos a la conclusión de que 37 000 000 dependen del trabajo de otras 8 000 000 de trabajadores. En el campo de la educación el problema es irrevelante para el gobierno. La UNESCO, organismo dependiente de la ONU, ponía a los gobiernos que no asignaran como mínimo para la educación el 10 % de su presupuesto ya el gobierno mexicano lo dedican cenasc de anualmente. Si a esto le agregamos el despilfarro que hacen los funcionarios públicos, el problema se presenta atemorizo ¡Adelante la lucha del pueblo y el estudiantado! ¡Mueran los granaderos! ».

⁹⁸¹ (AH 60, 327, 91, 73): septembre 1968. « Al pueblo de México: Sabemos que los salarios no permiten ni medio vivir. Sabemos que los precios son día con día más altos. Sabemos que la educación es un lujo al alcance de pocos. Sabemos que los médicos y las medicinas sólo sirven a quien tiene dinero para pagarlos. Sabemos que las rentas por viviendas miserables son altísimas y que estamos sujetos a la voluntad del dueño de la casa. Sabemos que la justicia y las leyes siempre favorecen al rico. Que los que van a la cárcel son los que no tienen dinero para comprar un policía, un licenciado, un expediente, o un juez. Sabemos que los salarios están sujetos a las es del patrón. Sabemos que la « seguridad social » y el « salario mínimo » son un mito. Sabemos que los centros intelectuales, teatros, eventos

- « bas salaires, le coût élevé de la vie et le chômage, le manque d'écoles et d'opportunités pour l'éducation populaire, la corruption politique et administrative et l'oppression sociale, l'insalubrité, la misère et l'exploitation »⁹⁸².
- « il est nécessaire que nous nous unissions pour réussir à arrêter la hausse des prix (...) que tu reçoives des salaires justes et suffisants pour te vêtir et manger convenablement. (...) Nous voulons la liberté pour pouvoir exprimer publiquement nos idéologies et nos nécessités qui sont celles qui nous unissent »⁹⁸³.

1999-2000

- « plus de 50 % des étudiants universitaires sont fils d'ouvriers, de paysans, de travailleurs domestiques et d'employés de base (...) tout ce secteur social se verra expulsé de l'université »⁹⁸⁴.
- « Dans un pays où vivent 50 % de pauvres et où six dixième de jeunes entre 20 et 24 ans n'ont pas d'activité fixe à réaliser, comment se fait-il que seulement 14 % soient inscrit dans une institution d'éducation supérieure (...). Le meilleur exemple de l'orientation économique qu'a suivi notre pays est l'approbation en septembre 1998 de l'initiative de convertir en dette publique les coûts dérivés du sauvetage financier des banques (FOBAPROA), avec la réorientation et le recours budgétaire de 1999, dérivés de cette grande fraude nationale qui affecte principalement les besoins sociaux »⁹⁸⁵.

3. Les médias (p. 302)

1968

culturales (incluso olímpicos) etc. son sólo para unos privilegiados. Sabemos que la mala alimentación, las enfermedades mal atendidas y la falta de educación, impiden el buen desarrollo físico e intelectual de nuestros hijos Sabemos que en esta sociedad, los hijos de los pobres, serán pobres y tendrán hijos pobres Sabemos que los lujos, las grandes residencias, las suntuosas fiestas, los carros kilométricos, los grandes hoteles y restaurantes, son insultos a la pobreza del pueblo. Sabemos todas estas cosas y muchas más; pero lo que algunos no saben, es que cambiar toda esta situación a todas luces injusta sólo depende de nuestra determinación y entereza para exigir igualdad para todos los mexicanos y acabar con la miseria y la explotación de todos los trabajadores ».

⁹⁸² (FIS 112 Préparatoire 8): 28 juillet 1968.

⁹⁸³ (DIPS 521, 650): 2 août 1968. « (...) es necesario que nos unifiquemos para lograr que el alza de los precios sea detenido, es necesario que nos unifiquemos para lograr que percibas salarios justos y éste son suficiente para vestir y comer bien. Al gobierno, como nos lo está demostrando, no le interesan nuestros deseos de progreso, lo único que le interesa son los privilegios establecidos, los intereses creados. ¡Luchamos por liberarnos de éstos! Queremos libertad para poder expresar públicamente nuestras ideologías y nuestras necesidades que son las que unen. Para poder lograr todo esto, es preciso que nos unifiquemos como un solo hombre, por colonias, manzanas, (...) cuadras, fábricas etc. »

⁹⁸⁴ (W99 Philosophie et Lettres CGH): 20 octobre 1999. « Todos y cada uno de estos puntos tienen grandes repercusiones para la universidad, de imponerse, expulsarían de ella, al menos a dos de cada tres de los estudiantes que han ingresado a partir de la generación 97-II y, por supuesto, vendría la reducción de personal académico y administrativo; si hoy todavía más del 50% de los estudiantes universitarios son hijos de obreros, campesinos, trabajadores domésticos y empleados de base, de no lograr echar atrás las imposiciones del gobierno y la rectoría, todo ese sector social se vería expulsado de la universidad ».

⁹⁸⁵ (W00 Philosophie et Lettres Commission de Presse et de Propagande CGH): 12 mars 2000. « Resolutivos de la sesión del 11 de marzo de 2000. En los últimos años el gobierno ha cancelado los derechos sociales más significativos para la nación mexicana, tales como la seguridad social, los servicios de salud pública, los derechos laborales y la tenencia de la tierra, impulsando una serie de políticas de privatización. Ello se ejemplifica con la propuesta de venta de la industria eléctrica. Es en este contexto donde se inscribe la iniciativa del incremento de cuotas promovido por el rector Barnés ».

- « (le peuple est) trompé par une presse menteuse, contrôlée du Bureau de Presse de la République, par la radio et les programmes mensongers et tendancieux de la télévision »⁹⁸⁶.
- « (à propose des journalistes) une prostituée pourrait leur cracher à la figure en toute dignité, se prostituer l'esprit étant une besogne plus vile ».
- « Nous les étudiants universitaires sommes obligés d'informer correctement l'opinion publique sur la vérité des événements des derniers jours »⁹⁸⁷.
- « Nous luttons pour que la presse, la radio, la télévision et tous les médias de diffusion exercent leur fonction sociale et informent vraiment de la marche des événements et cessent de faire partie d'une machine gouvernementale dirigée pour mystifier le peuple »⁹⁸⁸.
- « Nous savons que « tout ce que nous disons sera abjectement occulté et biaisé. (La presse tait) tout élément qui était favorable aux étudiants, par exemple le fait qu'une mère de famille se soit placée devant un tank pour arrêter sa marche »⁹⁸⁹.

4. Les institutions (p. 307)

L'éducation

1968

- «Peuple écoute! C'est une bataille dans laquelle nous avons beaucoup à gagner, avec ton aide nous obtiendrons que tes enfants, nièces, filleuls et frères accèdent à la connaissance, arme puissante pour vaincre le monstre des iniquités ; comme futurs professionnels, (...) nous sommes pour la défense de l'université publique et gratuite. Réorientons le projet historique de l'Université Populaire au service du peuple, pour construire un Mexique plus juste! Préparons la grève! »⁹⁹⁰.
- « les écoles, que l'on croit gratuites, demandent de l'argent à la fin de chaque année ».

⁹⁸⁶ (DIPS 967, 67): septembre 1968. « Carta abierta a Gustavo Díaz Ordaz. (...) Ha sido en acto sexenio en especial donde la situación social se agudiza, en estos momentos únicamente una parte del pueblo acepta nuestras demandas, en tanto que el grueso de este pueblo, engañado por la Prensa Mentirosa, controlada por la Oficina de Prensa de la República por la Radio y los programas mentirosos y tendenciosos de la Televisión ».

⁹⁸⁷ (FIS 436 Comité de Lutte de l'UNAM): 27 juillet 1968. « (...) los estudiantes universitarios nos hemos visto obligados a informar correctamente a la opinión pública la verdad de los hechos en los últimos días ».

⁹⁸⁸ (W68 Vocationnelle 7) : ? « Al Pueblo de México, Ciudadano: luchamos porque la prensa, la radio, la televisión y todos los medios de difusión existentes cumplan con la función social de informar verazmente la marcha de los acontecimientos y dejen de formar parte de una maquinaria gubernamental dirigida a engañar al pueblo ».

⁹⁸⁹ (FIS 382 Comité de Lutte Estudiantine): 28 août 1968. « Sobre los hechos ocurridos en el zócalo el martes 27 y el miércoles 28 de agosto. Mentira que se haya profanada el esta-bandera, porque no colocó ninguna bandera extranjera sino el símbolo de los obreros y de la huelga estudiantado! Mentira que se haya profanado (...) Las autoridades a través de la prensa, radio, tv, que ellos manejan, están deformando la verdad, para justificar la brutal intervención del ejército contra los estudiantes y el pueblo de México. Tanques? Amatralladoras, bayonetas fueron lanzados no solo contra los estudiantes sino también contra el pueblo, dejando, otra vez, muertos y heridos. La prensa no habla del extraordinario valor de una madre mexicana que se paro adelante de los tanques paró detenerlos con su cuerpo ».

⁹⁹⁰ « Que el pueblo asista a la universidad y... », *op. cit.* « Esta es una batalla en la cual tenemos mucho que ganar, con tu ayuda se logrará que sus hijos, nietos, biznietos y hermanos accedan al conocimiento, arma poderosa para vencer el monstruo de la desigualdad; como futuros profesionistas, estudiantes y trabajadores sociales preparemos la defensa de la universidad pública y gratuita, ¡Reorientemos el proyecto histórico de la Universidad Popular al servicio del pueblo, para construir un México más justo! ».

- « L'université est l'institution qui répand l'expérience et le savoir du monde entier, c'est une richesse pour former les hommes qui demain seront l'exemple pour le peuple. (...) La science est universelle (...) »⁹⁹¹

1999-2000

- « les enfants de députés, de sénateurs, de délégués d'assemblées, de priistes, de panistes, de pérrédistes, d'hommes d'affaires et de familles des classes moyennes sur le point de perdre leur statut. Il est certain que les bancs de nos classes sont occupés par les fils de personnages ayant des entrées politiques et économiques qui inféodent notre institution à la droite, en usine de jeunes leaders priistes, en un tremplin politique pour occuper des postes publics (...) »⁹⁹².
- « aujourd'hui encore plus de 50% des étudiants universitaires sont des enfants d'ouvriers, de paysans, de travailleurs domestiques et d'employés de base »⁹⁹³.
- « De moins en moins de jeunes du secteur rural et ouvrier ont accès à l'éducation. Au point que le grade le plus élevé d'études des Mexicains est la troisième année du primaire, sans compter la grande masse qui ne sait ni lire ni écrire. L'imposition de frais est indigne et peu cohérente alors qu'à l'extérieur de nos facultés des centaines de familles indigènes meurent de faim et mendient de la monnaie pour survivre quotidiennement »⁹⁹⁴
- « nos parents non seulement nous permettent d'aller à l'université en faisant beaucoup de sacrifices, (...) nous ne sommes pas disposés à ce que la richesse générée par ce travail serve à sauver les banquiers au lieu d'être utilisée pour améliorer la santé, l'éducation et les nécessités essentielles de toute la population »⁹⁹⁵.

⁹⁹¹ (W68 CNH): septembre 1968. « (sur un air connu) Un pueblo sin Universidad / no puede subsistir, / aquí lo dijo el primer Virrey / y lo he de repetir. / La ciencia es universal / y débese impartir / y un pueblo sin Universidad / no puede subsistir. / La Universidad / es la institución / que recoge la experiencia y el saber / del mundo entero, / porque este caudal / es para forjar / a los hombres que mañana / son ejemplo para el pueblo. / La universidad es la institución / que recoge las ideas / y que enseña sus bondades / y una condición / del talento es / aceptar que las ideas / todas son universales. / Un pueblo sin Universidad / no puede subsistir, / aquí lo dijo el primer Virrey / y lo he de repetir. / La ciencia es universal / y débese impartir / y un pueblo sin Universidad / no puede subsistir ».

⁹⁹² (W99 Philosophie et Lettres Assemblée universitaire): 12 mars 1999. « Acaso el rector Barnés vive amurallado en una colonia de completo lujo, ya que ha olvidado absolutamente que la población mexicana se encuentra hoy en una profunda crisis económica, al parecer también ignora que el 80% de la población capitalina no cuenta con los recursos económicos para solventar el pago de cuotas impuestas por este y que solo el 20 % de los capitalinos podrían solventar estas colegiaturas. ¿Quiénes son este minoritario grupo del 20 %? Diputados, senadores, delegados, asambleístas, priistas, panistas, perredistas, empresarios, y clasemedieros a punto de perder su estatus. Es cierto que hoy las bancas de nuestras aulas están siendo ocupadas por los hijos de grandes influyentes políticos y económicos, que convierten a nuestra institución en un feudo de la derecha, en fábrica de líderes priistas juveniles, en un trampolín político para ocupar puestos públicos por parte de los líderes estudiantiles y de las autoridades universitarias. Cada vez menos jóvenes del sector campesino y obrero tienen acceso a la educación ».

⁹⁹³ (W99 Philosophie et Lettres CGH): 20 juillet 1999. « (...) hoy todavía más del 50% de los estudiantes universitarios son hijos de obreros, campesinos, trabajadores domésticos y empleados de base, de no lograr echar atrás las imposiciones del gobierno y la rectoría, todo ese sector social se vería expulsado de la universidad ».

⁹⁹⁴ *Al cielo por asalto*, no 1, p. 2. « Cada vez menos jóvenes del sector campesino y obrero tienen acceso a la educación. Tan solo el máximo grado de estudios entre los mexicanos es el tercer año de primaria, sin contar a la gran masa que no sabe siquiera leer y escribir. Es indignante y poco coherente la imposición del señor rector, ya que afuera de nuestras facultades cientos de familias indígenas mueren de hambre y mendigan una moneda para pasar el día. ».

⁹⁹⁵ (W00 CGH): octobre 2000. « Porque nuestros padres no sólo nos mantienen en la Universidad con muchos sacrificios, además, con su trabajo, con los impuestos que pagan, se sostiene todo el sistema educativo. Por eso, no estamos dispuestos a que la riqueza que genera éste trabajo se emplee para rescatar a los banqueros en lugar de utilizarse para mejorar la salud, la educación y las necesidades esenciales de toda la población ».

La justice : l'appareil judiciaire et les forces de l'ordre

1968

- « personne n'échappe au gangstérisme policier-militaire ».
- « (Les *granaderos*) battent les professeurs, assassinent les jeunes et frappent les passants »⁹⁹⁶.
- « L'armée ne défend pas le Mexique d'une agression étrangère mais agit pour le gouvernement pour protéger la fortune des riches »⁹⁹⁷.
- Les « forces les plus noires de la réaction » sont utilisées par « un petit groupe d'oligarques, propriétaires du gouvernement, pour maintenir le peuple mexicain dans l'oppression, la misère et l'humiliation »⁹⁹⁸.
- « dans les prisons immondes pourrissent les corps et les esprits de la nouvelle génération ».
- « les prisons mexicaines regorgent de jeunes; des centaines d'endroits ont vu la mort de tes enfants étudiants. (...) Les jeunes incarcérés et les morts rejoignent maintenant les ouvriers et les paysans prisonniers et assassinés »⁹⁹⁹.
- « Que l'armée cesse d'intimider les étudiants et la population avec le déploiement des troupes dans les rues. Soldats avec armes et baïonnettes au clair, mitraillettes et tanks, se sont convertis en gardiens de « la tranquillité. Jamais auparavant s'est manifestée aussi grandement la faiblesse du régime bourgeois, Après de multiples farces pour maintenir au silence le courage et la combativité du peuple »¹⁰⁰⁰.
- « Les *porros* et les groupes « civiques » (dirions-nous cyniquement) se sont donné pour tâche de diviser et de miner de l'intérieur les bases étudiantes en utilisant des fonds financiers (fournis par le gouvernement) pour de la propagande dans des pamphlets et dans les journaux »¹⁰⁰¹.

⁹⁹⁶ (FIS 431 CLE): septembre 1968. « (...) Ahora en el DF. La actitud brutal del gangsterismo policiaco-militar ha sido dirigida contra los estudiantes, universitarios, politécnicos, normalistas, preparatorianos, secundarios y toda representación estudiantil conciente. El ejército y la policía han violado la autonomía universitaria, han golpeado maestros, asesinado jóvenes y golpeado transeúntes ».

⁹⁹⁷ (FIS 463 Comité de Lutte de l'UNAM): septembre 1968. « Al Pueblo trabajador: ya ves el ejército no es para defender a México de una agresión extranjera sino que es para el gobierno proteja la fortuna de los ricos; y ya ves que el gobierno lo forman los ricos para gobernarnos a los pobres y no protestemos por sus injusticias ».

⁹⁹⁸ (AH 60, 327, 92, 4): 29 juillet 1968. « (...) un aparato represivo que un pequeño grupo de oligarcas, dueños del gobierno ».

⁹⁹⁹ (FIS 226 Sciences Politiques et Sociales): septembre 1968. « Las cárceles de México están hoy llenas de jóvenes y cientos de hogares han sufrido la muerte de sus hijos estudiantes. El gobierno y la prensa quieren ocultar esto a los ojos del pueblo. Los jóvenes encarcelados y muertos acompañan hoy a los obreros y campesinos presos y asesinados ».

¹⁰⁰⁰ (FIS 22 Économie): 2 août 1968. « ¡Que el ejército deje de patricular la ciudad! ¡milicias obrero estudiantiles para cuidar las escuelas y las calles! ¡paro laboral por 24 horas en todos los centros obreros! a los estudiantes de todos los centros de enseñanza, a los obreros, padres de familia y a todo el Pueblo de México: Se pretende seguir intimidando a los estudiantes y a la población con el despliegue de tropas por las calles. Soldados con rifles y a bayoneta calada, ametralladoras y en carros-tanques, se han convertido en los guardianes « de la tranquilidad ». Nunca como ahora, se había manifestado en toda su extensión la debilidad del régimen burgués. Después de múltiples farsas para mantener en silencio la inquietud y combatividad del Pueblo (...). Hay que continuar la lucha. Las intervenciones en edificios de Prepas y Vocas, de la represión y asesinato y de las violaciones a la Autonomía de otras Universidad como Sonora, Morelia y ahora Tabasco, tienen su realización concreta por parte de los cuerpos policiacos ».

¹⁰⁰¹ (FIS 313 Génie): septembre 1968. « A la opinión pública: el movimiento estudiantil se ha desarrollado a través de una serie de obstáculos y maniobras políticas planteadas y creadas por las autoridades que nos gobiernan. Desde un principio, con la FNET se trato de detener el movimiento, posteriormente se hizo uso de grupos de choque que invadieron los centros de estudio, como en el caso de la voca 7, y actualmente, el despliegue de un sin numero de

- « Bien que cette lutte ait commencé contre les *granaderos*, nous savons tous que la police –qui est si brutale– n'est seulement qu'en seconde ligne dans l'appareil répressif: la première est constituée par les *charros* regroupés dans les centrales ouvrières, ceux des ligues des communautés agraires, réunis dans la CNC, les « grillos » étudiants placés par le gouvernement comme ceux de la FNET, les « leaders » des locataires des marchés, les colons pauvres et autres secteurs populaires, qui ont leur centre dans la CNOP, etc. Quand ces traîtres se retrouvent débordés par le peuple, comme c'est arrivé dans les manifestations du 26 juillet, alors la police intervient pour rétablir le contrôle »¹⁰⁰² (référence à la FNET).
- « 68: du Guatemala au Guatemala. Le Mexique s'est vanté longtemps de son « impeccable politique extérieure ». (...) Nos dirigeants ont comparé la forme de notre gouvernement et celles des autres nations hispano-américaines, exaltant notre « démocratie » et condamnant la dictature et la brutalité de certains gouvernements répressifs. C'est arrivé en particulier et de façon réitérée avec le Guatemala à partir de 1954. Au Mexique nous vivons depuis le 27 août de la présente année dans des conditions similaires de violence et de déprivation. Il y a quelques jours un groupe d'hommes masqués, armés de mitraillettes et transportés par des véhicules très semblables aux véhicules officiels, ont tiré sur les étudiants, les ont battus sauvagement et ont kidnappés certains d'entre eux, sans qu'on ne sache rien d'eux jusqu'à maintenant. Les casques qui ont été retrouvés sur les lieux correspondent aux casques officiels, uniquement permis dans l'armée et d'autres corps officiels. Les assaillants « se sont perdus dans l'obscurité de la nuit » et la police n'a pris en compte aucune piste jusqu'à maintenant. Ce même jour un professeur de la Coalition Pro-Démocratie a été agressé à la porte de son domicile par de supposés agents fédéraux qui l'ont menacé de séquestration. Le jour suivant des « groupes non identifiés » ont tiré sur d'autres bâtiments éducatifs. La police était présente mais a fait savoir qu'elle « n'avait pas d'ordres pour intervenir ». (...) Ces manières fascistes, qui jusqu'à maintenant n'ont donné pour résultat que de renforcer la solidarité entre les étudiants et le peuple, représentent l'institutionnalisation de procédés fascistes dans la vie nationale. Si aujourd'hui ils sont dirigés contre les étudiants, demain ils le seront contre des secteurs de la population. Le Mexique s'est montré ainsi, olympiquement, à la hauteur du gouvernement du Guatemala. Nous sommes loin d'être, cependant, des permanents de la politique comme le MURO, le FUM, le FEMACO, etc. C'est ce qui arrive à notre pays, un cours guatémaltèque? »¹⁰⁰³.

grupos fantasmas pagados por el gobierno ha invadido de propaganda contra el movimiento estudiantil al DF. Las porras y grupos « cívicos » (nosotros diríamos cívicos), se han dado a la tarea de dividir y minar internamente las bases estudiantiles, haciendo alarde de fondos económicos en propaganda de panfletos y desplegados en los periódicos ».

¹⁰⁰² (AH 60, 327, 92, 4): 29 juillet 1968. « Aunque esta lucha se inició contra los granaderos, todos sabemos que la policía –con ser tan brutal– sólo es la segunda línea del aparato represivo: la primera la constituyen los charros agrupados en las centrales obreras; los de las ligas de comunidades agrarias, agrupados en la Confederación Nacional Campesina; Los « grillos » estudiantiles entregados al gobierno, como los de la FNET; los « líderes » de los locatarios de los mercados, de los colonos pobres y de otros sectores populares, que tienen su centro en la CNOP, etc. Sólo cuando estos elementos traidores son rebasados por el pueblo, como ocurrió en las manifestaciones y actos del 26 de julio, interviene la policía, para restablecer su control ».

¹⁰⁰³ (FIS 787 *La Gaceta*): 7 septembre 1968. « México 68: de Guatemala a Guatemala. México se ha preciado durante largo tiempo de su « impecable política exterior ». No en pocas ocasiones los amanuenses del gobierno mexicano, sin embargo, han realizado comparaciones entre la forma de nuestro gobierno y las de otras naciones hispanoamericanas; exaltando nuestra « democracia » y condenando la dictadura y la brutalidad de ciertos gobiernos gorilas. Ello ha sucedido particular y reiteradamente con Guatemala a partir de 1954 (...). En México, vivimos desde el 27 de agosto del presente año en condiciones semejantes de violencia y depredación. En días pasados un grupo de enmascarados, armados con ametralladoras y transportado en vehículos muy parecidos a los oficiales, asaltaron a la mano, dispararon sobre los estudiantes, los golpearon salvajemente y secuestraron a uno de ellos, sin que se sepa nada de él hasta el momento presente. Los cascos que se encontraron en el lugar de los hechos corresponden a los de armas reglamentarias, únicamente permisibles al ejército y otros cuerpos oficiales. Los asaltantes « se perdieron en la oscuridad de la noche » y la policía no cuenta con ninguna pista hasta el momento. Ese mismo día un maestro de la Coalición de Maestros Pro-Democracia, Heberto Castillo, fue agredido en la puerta de su domicilio por supuestos agentes federales que pretendían secuestrarlo. Al día siguiente fue balaceado por « grupos no identificados » otro plantel educativo. La policía presenció los hechos pero manifestó que « no tenía ordenes para intervenir ». (...) Estas medidas fascistas que hasta ahora no han tenido como resultado sino el fortalecimiento de la solidaridad entre los estudiantes y el pueblo, representan, empero, la institucionalización de procedimientos fascistas en la vida nacional.

- « Qu'entend le gouvernement par « vie institutionnelle »? Ne vois-tu pas que le gouvernement te trompe avec son cynisme et ses mensonges! Exiges la liberté des prisonniers politiques! Exiges que soit effacé du Code Pénal l'article 145! Rends-toi compte qu'après ces conquêtes tu pourras avoir des leaders qui te défendes contre les mâchoires des entrepreneurs, des syndicats *charros*, des fonctionnaires vendus et du gouvernement oppresseur! »¹⁰⁰⁴.

1999-2000

- « De paire avec la demande du CGH qui exige la disparition de cette police politique universitaire, et tout comme la demande historique du mouvement de 68 qui exigeait la disparition du corps des *granaderos*, le peuple entier doit exiger aujourd'hui la disparition de la paramilitaire Police Fédérale Répressive. Nous appelons tous les universitaires et toute la population à manifester avec plus d'énergie leur réprobation vis-à-vis la répression »¹⁰⁰⁵.

Si ahora se dirigen contra los estudiantes, mañana lo harán contra sectores de la población. México se ha situado así, olímpicamente, a la altura del gobierno títere de Guatemala. Lejos estamos, sin embargo, de más permanentes en la política, como el MURO, FUM, FEMACO, etc. ¿Está siguiendo nuestro país un curso guatemalteco? ».

¹⁰⁰⁴ (W68 Médecine CNH): 3 septiembre 1968. « Compañero trabajador » « (...) ¿Qué entiende el gobierno por vida institucional? (...) ¡No dejes que el gobierno te engañe con su cinismo y sus mentiras! ¡Exige la libertad de los presos políticos! ¡Exige que se borre el Código Penal el artículo 145! ¡Toma en cuenta que después de esas conquistas podrás tener líderes que te defiendan contra las garras de los empresarios, los sindicatos "charros", los funcionarios vendidos y el gobierno opresor! ».

¹⁰⁰⁵ (W00 Chimie CGH): 2 février 2000. « De la Fuente contrató porros en metros y plazas, de los que por unos pesos están dispuestos a jugarse el pellejo, contrató gorilas de seguridad privada y mandó a los guaruras de su policía política incrustada en « Auxilio UNAM », la que dirige desde hace años el hampón mayor, Brígido Navarrete, para que entre todos sacaran a golpes y empujones a 30 jóvenes estudiantes de bachillerato que palos, custodiaban su escuela, 30 muchachos entre los que se encontraban algunos que tan solo unos días antes eran respetuosamente tratados por las autoridades como « estudiantes antiparistas », pero que después de llegar a acuerdos con sus compañeros en huelga pasaron a engrosar las filas de los despectivamente llamados « paristas ». Doscientos cincuenta porros y guaruras, enviados por rectoría, que ya posesionados de las instalaciones, se dedicaron a lanzar piedras, botellas, tubos, petardos y molotov, a los estudiantes huelguistas y no huelguistas, padres de familia y vecinos del lugar que se iban concentrando en las afueras del plantel. Todo un montaje para la provocación, burdamente planeado por el gobierno federal y la rectoría, con el silencio cómplice del gobierno perredista y un sector de sus militantes. (...) Las cosas no marchaban como ellos tenían planeado, los universitarios no se dejaron conducir por los porros y autoridades que los arengaban a tomar sus planteles, las asambleas y foros entre huelguistas y no huelguistas lejos de acordar el levantamiento de la huelga, resolvieron rechazar toda confrontación entre universitarios, rechazar la salida violenta al conflicto y exigir la inmediata reanudación del diálogo como única vía para resolverlo. De manera que Zedillo y De la Fuente decidieron dar el primer paso por la vía rápida probando, en una escuela, la receta con la que pretenden derrotar la huelga en toda la Universidad: desalojo violento a cargo de la policía paramilitar con el apoyo en el exterior de los granaderos y cárcel a los huelguistas; están midiendo la respuesta de la población y de los universitarios, para en función de esto tomar la decisión final. (...) El día de ayer se mostró en toda su crudeza la policía política de la UNAM, creada y sostenida por las autoridades universitarias en coordinación con los cuerpos de « inteligencia » del país; esa policía cuya función es la de espiar y reprimir a los universitarios; la misma que el CGH exige, dentro de su pliego petitorio, que desaparezca; la misma que las autoridades universitarias defienden, negándose a reconocer su existencia, contestando al CGH que formarán una comisión de ellas mismas para « investigar » lo que ellas mismas crearon y el día de ayer utilizaron. Junto con la demanda del CGH de que desaparezca esa policía política universitaria, junto con la demanda histórica del movimiento del 68 de desaparición del cuerpo de granaderos, hoy todo el pueblo debe exigir la desaparición de la paramilitar Policía Federal Represiva. Llamamos a todos los universitarios y a toda la población, a manifestar su más enérgico repudio a la represión ejercida ayer contra los estudiantes en huelga, para así cerrarle el paso a la salida de fuerza al conflicto que el gobierno y la rectoría se preparan a ejercer ».



La Consitution de 1917

1968

- « nous ne savions pas que nous vivions sous l'empire de la loi martiale. Cependant dix milles soldats ont occupé la cité universitaire. Et cependant plus de mille granaderos ont attaqué brutalement le peuple et les étudiants des zones qui entourent le Casco de Santo Tomás avec pour résultat du sang comme il ne s'en est pas vu depuis plusieurs années dans cette capitale. Et pourtant le Congrès de l'Union n'a pas décrété l'état d'urgence. (...) Peuple, nous ne pouvons permettre qu'on continue à jouer avec la dignité humaine ni qu'on continue de gouverner le pays en marge de la Constitution (...). Peuple, réveilles-toi et luttas, la patrie te le demande parce que la raison, la justice et la constitution font partie de nous »¹⁰⁰⁶.


¹⁰⁰⁶ (FIS 705 CNH): 26 septembre 1968. « Pueblo: No sabíamos que estuviéramos bajo el imperio de la ley marcial. Y sin embargo, 10 mil soldados han ocupado la CU. Y sin embargo, más de mil granaderos arremetieron brutalmente contra el pueblo y el estudiantado de las zonas aledañas el Casco de Santo Tomas, con un saldo sangriento como no se había visto en muchos años en esta capital. Y el Congreso de la Unión aún no ha decretado el estado de emergencia... Y el número de muertos aumenta por culpa de aquellos que se dicen guardianes del orden. La razón se eclipsa bajo la sombra de la fuerza bruta, y los recintos escolares son ocupados por el ejército con la consigna de muera. Pueblo, no podemos permitir que se siga jugando con la dignidad humana ni se siga gobernando al país al margen de la Constitución a causa de oscuros y bastardos intereses. Ya es tiempo de hacer justicia por nuestra propia mano. Pueblo, despierta y lucha, la patria te lo demanda, porque la razón, la justicia y la constitución están de parte nuestra ».



Annexe III

I. Premier grand rassemblement à la place de la Consitution, le 23 avril 1999.

A TODOS LOS ESTUDIANTES



ADELANTE

¡¡POR UNA EDUCACION CRITICA, CIENTIFICA Y POPULAR!!

ORGANO DE ANALISIS E INFORMACION DEL
MOVIMIENTO ESTUDIANTIL REVOLUCIONARIO INTERNACIONALISTA

SEGUNDA EPOCA AÑO 2 NUMERO 7 abril de 1999.

FORTALECER LA HUELGA VINCULARSE AL PUEBLO



Marcha estudiantil en Zocalo. Archivo Jose Antonio Lopez

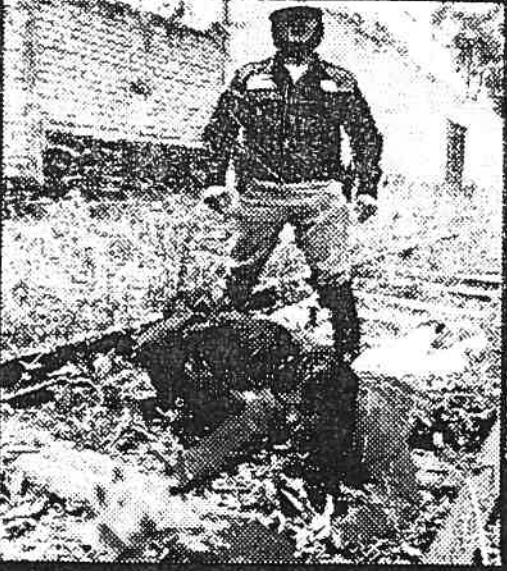
¡ SOLUCIÓN A NUESTRAS JUSTAS DEMANDAS !

II. « Halte à la répression ». Novembre 1999.

alto a la represión

educación para todos

que renuncie Baróns



MARCHA

**De Televisa San Angel
a Los Pinos**

Viernes 5 de nov. a las 2 p.m.

CONSEJO GENERAL DE HUELGA-UNAM

III. Quel destin le CENEVAL réserve-t-il aux enfants démunis? Mai 1999.



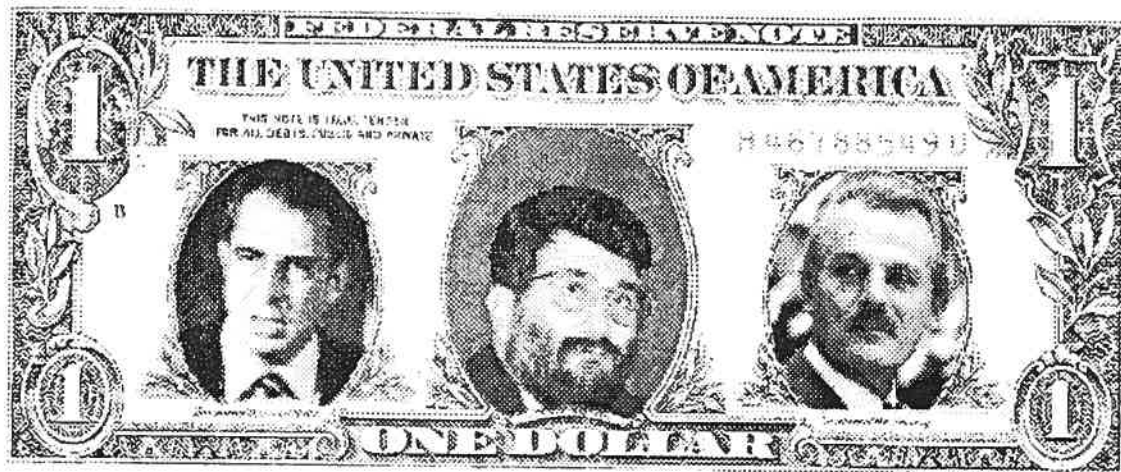
**¿Qué destino decidió
para ella el CENEVAL?**

Porque no queremos que
el destino de nuestros
jóvenes lo decidan
organismos creados por
los dueños del dinero
demandamos el
rompimiento
de la UNAM
con el **CENEVAL**

**¿Es esto pedir
demasiado?**

Consejo General de Huelga, UNAM

IV. Un dollar qui parle de lui-même. Juillet 1999.



¡En billetes como éste quisieran verse retratados los que han ofrecido nuestro país al capital extranjero, y que ahora amenazan con reprimir a los estudiantes por oponerse a sus planes!

Están furiosos contra nuestra huelga, porque ya se *habían comprometido* con los organismos financieros internacionales a *privatizar* las Universidades públicas del país, y le brincamos miles de estudiantes para impedirlo.

También se comprometieron a vender la industria eléctrica y los hospitales públicos, es lo que sigue. Van por la educación, la salud, los servicios indispensables para vivir. Se trata de los derechos de todos, que entre todos debemos defender, o los perderemos uno a uno.

Ellos controlan la radio, la prensa y la televisión. ¡Ya vimos la campaña de linchamiento que han lanzado en contra de nosotros los estudiantes! Que si ya estaba

resuelto el problema, que si sólo éramos unos cuantos, llegando al extremo de decir que "tenemos armas". Igual que decían en 1968 para justificar la represión al movimiento. *Mentira tras mentira.*

Pero no nos asustan. *No nos rendiremos.* Si cedemos, miles y miles de jóvenes que podrían haber estudiado una carrera universitaria acabarán en las banquetas de la ciudad o deambulando por los campos y suburbios de Estados Unidos. Esto es algo que jamás no podemos aceptar. *Una Universidad en donde quepamos todos, particularmente los de abajo: ése es el centro de nuestra lucha.*

Consejo General de Huelga. UNAM. Julio de 99

MODUS OPERANDI ■ El Fisgón



VI. « Occuper, résister, construire. Février 2000.



FOR LA ORGANIZACION E INDEPENDENCIA
DEL PROLETARIADO

Rebelión

Ocupar, Resistir, Construir



Los terroristas

El Sr. De la Fuente y el gobierno de Zedillo-Labastida han tomado como rehenes a 251 universitarios, para obligar a los estudiantes huelguistas del Consejo General de Huelga (CGH) y al pueblo que demanda educación para todos, a rendirse.

VII. « Nouvelle crise économique. Cause: le système. Solution: la révolution ».



**NUEVA CRISIS ECONOMICA CAUSA: EL SISTEMA.
SOLUCION: LA REVOLUCION.**



Hoy más que ayer
no nos amedrentan
no nos rendiremos



La educación será para todos

Consejo General de Huelga UNAM

marcha

del Ángel de la
Independencia
al Zócalo

**viernes 13
4 P.M.**

X. Le plébiscite du CGH.

EL CONSEJO GENERAL DE HUELGA TE CONSULTA

1. ¿Consideras que Francisco Barnés debe renunciar a su cargo en la UNAM por su responsabilidad en el origen y el alargamiento de la huelga, y para facilitar la solución al conflicto?

SI NO NO SE

2. ¿Consideras que las autoridades de la UNAM deben acudir inmediatamente al diálogo público con el CGH para resolver las 6 demandas y evitar que usen la represión?

SI NO NO SE

3. ¿Estás de acuerdo en que la transformación de la UNAM debe ser discutida y decidida por toda la comunidad universitaria en un Congreso Democrático y Resolutivo?

SI NO NO SE

4. ¿Consideras que para garantizar la educación pública y gratuita el gobierno federal debe aumentar el presupuesto a la educación hasta alcanzar el 12% del PIB*?

SI NO NO SE

5. ¿Consideras que el gobierno federal debe poner fin a las privatizaciones y así evitar la venta de la educación, la industria eléctrica y el patrimonio cultural?

SI NO NO SE

COMENTARIOS

* Producto Interno Bruto. Es la riqueza producida por todos los trabajadores en un

EL CONSEJO GENERAL DE HUELGA TE CONSULTA

1. ¿Consideras que Francisco Barnés debe renunciar a su cargo en la UNAM por su responsabilidad en el origen y el alargamiento de la huelga, y para facilitar la solución al conflicto?

SI NO NO SE

2. ¿Consideras que las autoridades de la UNAM deben acudir inmediatamente al diálogo público con el CGH para resolver las 6 demandas y evitar que usen la represión?

SI NO NO SE

3. ¿Estás de acuerdo en que la transformación de la UNAM debe ser discutida y decidida por toda la comunidad universitaria en un Congreso Democrático y Resolutivo?

SI NO NO SE

4. ¿Consideras que para garantizar la educación pública y gratuita el gobierno federal debe aumentar el presupuesto a la educación hasta alcanzar el 12% del PIB*?

SI NO NO SE

5. ¿Consideras que el gobierno federal debe poner fin a las privatizaciones y así evitar la venta de la educación, la industria eléctrica y el patrimonio cultural?

SI NO NO SE

COMENTARIOS

* PIB Producto Interno Bruto. Es la riqueza producida por todos los trabajadores en un año

los brigadistas

correo electrónico: brigadistas@hotmail.com

<http://pagina.de/brigadistas>



Como si fueran emperadores romanos...

...es la forma en que la Comisión de Encuentro de Barnés ha dirigido al CGH en su comunicado fechado el día 30 de junio. Por todos lados se transmite una prepotencia que ofende. Como bien hace notar Luis Javier Garrido en su artículo del viernes 2 de julio de *La Jornada*, la primera oración de su comunicado abre: "La Comisión de Encuentro **los conmina** a iniciar conversaciones con el objeto de llegar a acuerdos que permitan dar por concluido el paro de actividades y restablecer las condiciones normales de trabajo en la UNAM". El término no podía ser más sober-

Puedes enviar tus comentarios, sugerencias, cartas o artículos a la dirección de correo electrónico que aparece arriba o bien en la Facultad de Ciencias



Si a esas vamos

Ahora las autoridades "dialogadoras" exigen a nuestra comisión identificarse como alumnos inscritos con nombre y número de cuenta. Vamos, entonces, a exigirles que entreguen fotocopia de su último talón de cheque, su declaración anual de impuestos, recibos de gastos de representación y que informen sobre la partida secreta de rectoría. De no presentarlos no se aceptarán como interlocutores. Una vez que nuestra comisión de 120 delegados haya revisado estos documentos se proseguirá con lo demás.



del paro de actividades y la entrega voluntaria de todos los recintos universitarios antes del 7 de julio próximo."

El formato de la rendición —que tienen el descaro de llamarle diálogo— que demandan incluye

"3 La discusión deberá llevarse a cabo sin presión alguna y en un local adecuado, sin la presencia del público ni de los medios masivos de comunicación. La presencia de cámaras y micrófonos inhibe el diálogo y limita la libertad de argumentación."

Cuando hablan de que debe ser sin presión alguna, en realidad debiera decir sin presión alguna aparte de la que ellos ejercen. ¿Poner un ultimatum no es ejercer una presión? ¿Qué significan declaraciones como esas de que despues de

XII. Au lendemain du 2 octobre 1968. *Proceso* (24 septembre 2000)

lolco, anidad

